This electronic version (PDF) was scanned by the International Telecommunication Union (ITU) Library & Archives Service from an original paper document in the ITU Library & Archives collections.

La présente version électronique (PDF) a été numérisée par le Service de la bibliothèque et des archives de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à partir d'un document papier original des collections de ce service.

Esta versión electrónica (PDF) ha sido escaneada por el Servicio de Biblioteca y Archivos de la Unión Internacional de Telecomunicaciones (UIT) a partir de un documento impreso original de las colecciones del Servicio de Biblioteca y Archivos de la UIT.

هذه النسخة الإلكترونية (PDF) نتاج تصوير بالمسح الضوئي أجراه قسم المكتبة والمحفوظات في الاتحاد الدولي للاتصالات (ITU) نقلاً من وثيقة ورقية أصلية ضمن الوثائق المتوفرة في قسم المكتبة والمحفوظات.

此电子版（PDF 版本）由国际电信联盟（ITU）图书馆和档案室利用存于该处的纸质文件扫描提供。

Настоящий электронный вариант (PDF) был подготовлен в библиотечно-архивной службе Международного союза электросвязи путем сканирования исходного документа в бумажной форме из библиотечно-архивной службы МСЭ.

Documents de la Conférence de plénipotentiaires (Genève, 1959)

Pour réduire la durée du téléchargement, le Service de la bibliothèque et des archives de l'UIT a subdivisé les documents de conférence en sections.

- Le présent fichier PDF contient le Document N° 301 - 400
- Le jeu complet des documents de conférence comprend le Document N° 1 - 458 et le Document DT N° 1 - 140

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 301-F
2 décembre 1959

COMMISSION F

COMPTE RENDU

Douzième séance de la Commission F
(Convention et Règlement général)

Mercredi 25 novembre 1959, 15 heures.

1. Le Président, M. O.N. Carli, ouvre la séance à 15 heures 30 et présente l'ordre du jour (Document N° DT 83) qui est approuvé. Il fait ensuite observer que le compte rendu de la 11ème séance n'est pas encore distribué, que la Proposition N° 239 a été retirée et qu'il convient d'ajouter au point 6 de l'ordre du jour: "(Document N° 226 et Document N° 154, Addendum 1)".

2. Au cours de l'examen du Document N° 224, (Compte rendu de la 10ème séance), le délégué de la Grèce fait une longue intervention, qui est reproduite in extenso en Annexe, sur sa demande. Il fait observer que ce compte rendu est beaucoup trop résumé et ne donne pas suffisamment de détails au sujet d'une partie importante des débats consacrés au point 5. Il ajoute que le texte de la recommandation votée n'est pas correctement indiqué dans l'annexe. Il rappelle les trois votes qui ont eu lieu au cours de la 10ème séance et le fait que, au cours du troisième, la Commission a décidé de supprimer le mot "plénipotentiaires" du dispositif du projet de recommandation rédigé par le Groupe de rédaction, de sorte que le texte approuvé par la Commission est le suivant :" que les conférences administratives se tiennent normalement au siège de l'Union", sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter le mot "ordinaires", qui figure dans l'Annexe au Document N° 224.

Le Président demande à la Commission de se prononcer sur le fond et sur la forme du compte rendu de la dixième séance. Un vote donne 27 voix pour, avec 5 abstentions, sans opposition. Le Président fait alors observer au délégué de la Grèce qu'il ne peut accepter son opposition à ce compte rendu.

En ce qui concerne l'Annexe au Document N° 224, et après une remarque de M. Woodward, Président du Groupe de rédaction, le Président rappelle les observations du délégué de la Grèce, signalant que le texte du projet de résolution qui a été remis dûment signé par M. Woodward et dont les mots "de plénipotentiaires et" ont été supprimés à la suite d'un vote, portait exactement, dans son dispositif, les mots suivants:"that plenipotentiary and ordinary administrative conferences shall normally be held at the seat of the Union". Seule la mention de plénipotentiaires en a été supprimée et la Commission a approuvé exactement le texte qui figure dans l'Annexe au Document N° 224.

La Commission confirme ensuite son approbation de cette annexe et, à la suite d'interventions des délégués du Royaume-Uni et de l'Italie, elle convient d'apporter un amendement et d'ajouter le mot "ordinaires" au titre de la recommandation. Le texte anglais de la recommandation doit être corrigé et amélioré.

Le délégué de la Grèce n'est pas satisfait des décisions prises et se réserve formellement le droit de revenir sur la question en séance plénière.

Le délégué de la Suède signale une erreur dans la date du compte rendu de la dixième séance: au lieu de "vendredi 10 novembre", il convient de lire "vendredi 13 novembre".

3. Le Président soumet à la Commission les Propositions N°s 9, 11, 122, 123 et 124, toutes présentées par le Royaume-Uni et portant sur les Articles 1, 14 et 15 et qui ont pour objet de nettement distinguer le Conseil d'administration des organismes permanents de l'Union. Au cours de l'examen de ces propositions, a lieu un débat sur le vote par correspondance, auquel prennent part les délégués de l'Italie, de la Roumanie et des Pays-Bas. Finalement toutes ces propositions sont approuvées en ce qui concerne la séparation du Conseil d'administration et des organismes permanents, question d'ailleurs déjà résolue par l'approbation de la Proposition N° 17 par la Commission D. Le Président de la Commission I déclare qu'il sera tenu compte de cette séparation confirmée par la Commission D, au moment de la revision du texte final de la Convention.

4. Le délégué de la Belgique présente la Proposition N° 132 soumise par son administration; cette proposition est appuyée par les délégués de l'Autriche et de l'Iran. Les délégués de l'Allemagne, des Etats-Unis, de l'Argentine et du Royaume-Uni s'y opposent. Le délégué de la Belgique retire la Proposition N° 132.

5. Le Président fait observer qu'il convient d'ajourner l'examen des propositions mentionnées au point 4 de l'ordre du jour, la Commission E devant tout d'abord se prononcer à leur égard.

6. Le délégué de l'Espagne, appuyé par le délégué de l'Italie, présente la Proposition N° 333 (Document N° 227). Aucune objection n'étant soulevée, cette proposition est acceptée.

7. Le Président ouvre le débat sur les conclusions de la Sous-Commission F2 au sujet de l'Annexe 5 à la Convention; il soumet à la Commission la Proposition N° 166 du Royaume-Uni, portant sur le Chapitre 1. Cette proposition se rattache aux Propositions N° 169 et 172, également présentées par le Royaume-Uni et relatives aux titres des chapitres 2 et 4. A la suite d'interventions des délégués de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France, exprimant la nécessité d'accorder une validité générale aux points 7 et 8 du Chapitre 1, afin de les étendre au Chapitre 4, le Président accepte la proposition du délégué de la France visant à confier à la Commission I la mise au point des différents chapitres considérés. Le Président de la Commission I accepte et il est convenu de transmettre cette question à ladite Commission.

8. En ce qui concerne le chapitre 2, le texte proposé dans l'Addendum 1 au Document N° 154 pour l'alinéa (2) du point 1 est approuvé et la suppression de l'alinéa (1) du point 3, également proposée dans cet addendum est, elle aussi, approuvée.

9. Le point 1 du Chapitre 3 est conservé sans modification et, pour le point 2, la Commission approuve le texte figurant dans l'Addendum 1 au Document N° 154, le texte français, qui diffère du texte espagnol, faisant foi. Le délégué de l'Italie rappelle que la Commission D a prévu d'autoriser les Assemblées plénières des C.C.I. à présenter des propositions aux Conférences administratives et qu'il convient de reprendre cette idée dans le point 3 du Chapitre 3. Le délégué de la Suède appuie le délégué de l'Italie et la Commission approuve, pour ledit point 3 le nouveau texte suivant :"Le Secrétaire général réunit et coordonne les propositions transmises par les administrations ainsi que les propositions présentées par les Assemblées plénières des C.C.I. et les fait parvenir à tous les Membres et Membres associés trois mois au moins avant la date d'ouverture de la Conférence."

10. En ce qui concerne le titre du Chapitre 4, dont le texte reste sans changement, il est convenu de suivre le même principe qui a déjà été adopté pour les Chapitres 1 et 2.

11. En ce qui concerne le Chapitre 5, la Commission accepte les textes figurant dans le Document N° 226 pour l'alinéa (2) du point 2 et pour l'alinéa (2) du point 3, qui sont renvoyés à la Commission I. La Commission approuve également le texte qui figure dans l'Addendum 1 au Document N° 154 pour la partie b)bis de l'alinéa (1) du point 2.

12. En ce qui concerne le Chapitre 6, la Commission accepte le nouveau texte proposé pour le point 7 dans l'Addendum N°1 au Document N° 154. Le Chapitre 7 est approuvé dans sa totalité sans aucun changement. Dans le Chapitre 8, la Commission approuve la nouvelle partie 1 bis contenue dans l'Addendum N° 1 au Document N°154, mais en modifiant son texte de manière à y faire également figurer les Membres associés.

13. En ce qui concerne le Chapitre 9, l'Annexe au Document N° 63 renferme les textes proposés par le Groupe de rédaction de la Sous-Commission F2, modifiant le texte actuel de l'Article 1. Ces modifications résultent essentiellement de la Proposition N° 179 présentée par l'Italie.

Le délégué de l'Italie explique son point de vue, notamment en ce qui concerne l'alinéa (2) du point 2 de l'Article N°1 proposé; il fait observer que le Groupe de rédaction de la Sous-Commission F2 n'a pas absolument respecté l'accord intervenu au sein de la Sous-Commission. Suit un long débat au cours duquel interviennent les délégués de la Colombie, des Etats-Unis, de l'Argentine, de l'U.R.S.S., de la Biélorussie et de Ceylan, ainsi que le Président du Groupe de rédaction de la Sous-Commission F2.

Pour conclure le débat, le Président résume la situation et met aux voix le principe selon lequel, en l'absence de Gouvernement invitant, les conférences sont ouvertes "par le doyen des chefs de délégation". Ce principe est approuvé par 24 voix contre 5 et 13 abstentions. Le texte en sera mis au point ultérieurement.

Le délégué de l'Italie s'oppose à ce que le principe d'une réunion préalable des chefs de délégation, prévu à l'alinéa 1 de l'Article 1, proposé dans l'Annexe 1 au document Nº DT 63, figure dans le Règlement général. Le débat se termine également par un vote, à la demande du Président. Cet alinéa est approuvé par 27 voix contre 9 avec 4 abstentions.

14. Le Président lève la séance à 18 h. 15.

Le Rapporteur : Le Président :

R.F. de Soignie O.N. Carli

Annexe : 1

A N N E X E

DECLARATION DU DELEGUE DE LA GRECE

Monsieur le Président, avec votre permission, ma Délégation désirerait présenter quelques observations concernant le compte rendu de la dixième séance de notre Commission et vous demande de bien vouloir les faire figurer au compte rendu de la présente séance.

1. Le Compte rendu que nous examinons en ce moment a été rédigé de manière extrêmement résumée et ne mentionne pas divers éléments importants des débats relatifs à la recommandation qui lui est annexée.

2. Ce compte rendu ne fait pas état de l'objet des débats, pour autant qu'il s'agisse du texte de cette recommandation. En fait, la Commission a étudié un projet de résolution proposé par le Groupe de rédaction constitué à la suite d'une décision prise par la Commission et mentionnée dans le Document Nº 165, au point 4.

Le projet de texte en discussion concluait que "Les Conférences de plénipotentiaires et les Conférences administratives se tiennent normalement au siège de l'Union".

Au cours du débat, trois votes distincts ont eu lieu. Le premier concernait la question de savoir si la résolution proposée porterait le titre de "recommandation" au lieu de "résolution". Les résultats de ce vote ont été en faveur du mot "résolution".

Le deuxième vote avait trait à la modification des motifs des justifications figurant dans le projet. D'après le résultat de ce vote, il a été décidé de supprimer le paragraphe b de ce projet de résolution.

Le troisième vote concernait la question de savoir s'il fallait que les conférences de plénipotentiaires et les conférences administratives aient lieu toutes deux au siège de l'Union, comme il était indiqué dans le projet de résolution, ou si ce dernier ne devait prévoir que les réunions des conférences administratives. D'après le résultat de ce vote, il a été décidé de supprimer du projet de texte le mot "plénipotentiaires" et de ne conserver que le mot "administrative". Aucune autre discussion n'a eu lieu et aucune mention écrite n'a été faite des raisons pour lesquelles la Commission a jugé que le siège de l'Union est un lieu de réunion possible pour les conférences administratives ordinaires et non pour les conférences extraordinaires et spéciales prévues à l'Article 10 de la Convention.

En présentant cette proposition, Monsieur le Président, ma Délégation a en vue les motifs suivants :

1. Les dépenses extraordinaires très élevées qu'entraînent les séances des conférences de plénipotentiaires et administratives, quand elles se tiennent ailleurs qu'au siège de l'Union.

2. La nécessité de limiter autant que possible les frais relatifs à ces conférences.

3. Le fait que le siège de l'Union présente, comme lieu de réunion de ces conférences, des avantages évidents sur d'autres lieux, du point de vue de l'organisation et aussi parce que les diverses tâches peuvent y être exécutées plus rapidement, ce qui revient à réduire dans de fortes proportions les frais relatifs à ces conférences.

Pour toutes ces raisons, ma Délégation insiste toujours pour que sa proposition soit approuvée et propose qu'un amendement approprié soit apporté au projet de recommandation annexé au Document Nº 224.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 302-F
2 décembre 1959

COMMISSION I

DEUXIEME RAPPORT

du Président de la Commission E

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à la Commission de rédaction en vue de leur présentation à la séance plénière, les textes énumérés ci-après qui ont été approuvés par la Commission E :

Annexe 1 : Adjonction au chapitre 17 du Règlement général.

Annexe 2 : Adjonction à l'Article 8 de la Convention.

Annexe 3 : Participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique.

Annexe 4 : Télégrammes, appels et conversations téléphoniques des institutions spécialisées.

Annexe 5 : Révision éventuelle de l'Article IV, Section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

Annexe 6 : Libre transmission des informations.

Annexe 7 : Activités des C.C.I. dans le domaine de l'assistance technique.

Le Président de la Commission E

Francis Colt de Wolf

Annexes : 7

A N N E X E 1

Au chapitre 17 du Règlement général, la Commission E propose d'ajouter la disposition suivante :

6 bis) En outre, le Directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités d'Assistance technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

A N N E X E 2

A l'Article 8 de la Convention, la Commission E propose d'ajouter la disposition suivante :

m bis) En collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, recueille et publie les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays nouveaux ou en cours de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications en faisant appel particulièrement aux possibilités offertes par les programmes internationaux sous l'égide des Nations Unies.

ANNEXE 3

RESOLUTION

PARTICIPATION DE L'UNION AU PROGRAMME ELARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

vu

le rapport du Conseil d'administration, 1959, Chapitre 9,

approuve

les mesures prises par le Conseil d'administration en ce qui concerne la participation de l'Union au programme élargi d'assistance technique des Nations Unies;

autorise

le Conseil d'administration à continuer à faire participer pleinement l'Union au programme élargi d'assistance technique des Nations Unies dans le cadre de la Convention et à faire appel, quand cela est utile, aux divers organismes de l'Union pour faciliter cette participation.

invite

le Conseil d'administration à coordonner, dans ce domaine l'activité des organismes permanents de l'Union et à dresser chaque année le bilan de la participation de l'Union au programme élargi d'assistance technique des Nations Unies.

A N N E X E 4

RESOLUTION Nº .....

TELEGRAMMES, APPELS ET CONVERSATIONS TELEPHONIQUES DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

considérant

1. que les chefs des institutions spécialisées ne sont pas mentionnés dans la définition des télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat figurant à l'Annexe (3) de la Convention;

2. qu'il peut se présenter des cas où l'urgence ou l'importance des télécommunications des institutions spécialisées justifie un traitement spécial pour leurs télégrammes ou leurs conversations téléphoniques,

décide

si une institution spécialisée des Nations Unies informe le Conseil d'administration de son désir d'obtenir des privilèges spéciaux pour ses télécommunications, en justifiant les cas particuliers pour lesquels un traitement spécial est nécessaire, le Conseil d'administration :

a) saisira les Membres et Membres associés de l'Union des demandes qui lui paraissent devoir être acceptées,

b) statuera définitivement sur ces demandes en tenant compte de l'avis de la majorité des Membres et Membres associés,

charge

le Secrétaire général de notifier aux Membres et Membres associés toutes décisions prises par le Conseil.

ANNEXE 5

RESOLUTION N°

REVISION EVENTUELLE DE L'ARTICLE IV, SECTION 11, DE LA CONVENTION SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

vu,

la Résolution N° 28 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Buenos Aires;

considérant

1. la contradiction qui semble exister entre la définition des télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat figurant à l'Annexe 2 à la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City, 1947 et les dispositions de l'Article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées;

2. que la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées n'a pas été modifiée dans le sens demandé par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires;

3. que, confirmant la décision de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, la Conférence de plénipotentiaires de Genève a décidé de ne pas inclure dans l'Annexe (3) à la Convention de Genève les chefs des institutions spécialisées parmi les autorités habilitées à expédier des télégrammes d'Etat ou à demander des conversations téléphoniques d'Etat;

exprime l'espoir

que les Nations Unies acceptent de procéder à un nouvel examen de ce problème et, tenant compte de la décision confirmée par la Conférence de plénipotentiaires de Genève, apportent la modification utile à l'Article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

A N N E X E 6

RECOMMANDATION N°

LIBRE TRANSMISSION DES INFORMATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

vu

1. la Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948;

2. les articles 28, 29 et 30 de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires;

considérant

le noble principe de la libre transmission des informations;

recommande

aux Membres et Membres associés de l'Union de faciliter la libre transmission des informations par les services de télécommunications.

ANNEXE 7

RECOMMANDATION N°

ACTIVITES DES COMITES CONSULTATIFS INTERNATIONAUX DANS LE DOMAINE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

vu

les dispositions de l'Article (7, paragraphe 1, 3bis) de la Convention internationale des télécommunications de Genève, 1959;

recommande

aux Comités consultatifs internationaux d'étudier la possibilité :

a) de créer dans les commissions d'études appropriées des sous-commissions spécialement chargées d'étudier les problèmes présentant un intérêt particulier pour les pays neufs ou en voie de développement;

b) de charger en particulier ces sous-Commissions d'extraire des avis des Comités consultatifs internationaux les dispositions susceptibles d'intéresser les pays neufs ou en voie de développement et de présenter ces dispositions sous une forme aussi claire et aussi pratique que possible.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 303-F
2 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

MOYENS DE COMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET OPTIQUES PERMETTANT D'ACCROITRE, EN TEMPS DE CONFLIT ARME, LA SECURITE DES NAVIRES ET AERONEFS PROTEGES PAR LES CONVENTIONS DE GENEVE DU 12 AOUT 1949 POUR LA PROTECTION DES VICTIMES DE GUERRE

J'ai reçu du Président de la Conférence administrative des radiocommunications la lettre suivante, datée du 1er décembre 1959 :

"Monsieur le Président,

Me référant à votre lettre du 19 novembre 1959 ainsi qu'au Document N° 116 de la Conférence de plénipotentiaires joint en annexe et compte tenu de la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires - voir le procès-verbal de la 9ème séance plénière (Document N° 220) - selon laquelle un Groupe de travail devait être constitué conjointement par les deux Conférences, j'ai convoqué, pour faire suite à nos discussions, un groupe restreint chargé d'examiner l'Annexe au Document N° 116 et le Corrigendum 1; ce groupe était composé de :

M. Charles J. Acton	Président de la Conférence administrative des radiocommunications
M. R.M. Billington	Chef adjoint de la délégation du Royaume-Uni à la Conférence administrative des radiocommunications
Dr F. Nicotera	Chef de la délégation de l'Italie à la Conférence administrative des radiocommunications et Chef adjoint de la délégation de l'Italie à la Conférence de plénipotentiaires
M. C. Gillioz	Délégué de la Suisse à la Conférence administrative des radiocommuni
Dr H. Sterky	Chef des délégations de la Suède à la Conférence de plénipotentiaires et à la Conférence administrative des radiocommunications.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Après avoir examiné le projet d'arrangement du Comité international de la Croix-Rouge intitulé : "Moyens de communications radioélectriques et optiques permettant d'accroître, en temps de conflit armé, la sécurité des navires et aéronefs protégés par les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de guerre". Le groupe a convenu à l'unanimité que ce projet ne contient aucune disposition contraire à celles de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) et des

Règlements annexés. Il a rédigé le projet de lettre ci-joint qu'il désire soumettre à l'approbation de la Conférence de plénipotentiaires et dont il recommande l'envoi, sous votre signature, lorsque la nouvelle Convention aura été signée.

Veuillez agréer, etc.

Le Président de la Conférence
administrative des radiocommunications :
Charles J. Acton"

Le Président :

J.D.H. van der Toorn

Annexe : 1

A N N E X E

A signer et à expédier après la signature de la nouvelle Convention internationale des télécommunications.

Genève, décembre 1959

Monsieur le Président,

Me référant à la lettre en date du 30 octobre 1959*), adressée au Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications par la Délégation suédoise à la Conférence de plénipotentiaires de cette Union, j'ai l'honneur de vous informer que cette Conférence, après avoir examiné le projet d'arrangement intitulé "Moyens de communications radioélectriques et optiques permettant d'accroître, en temps de conflit armé, la sécurité des navires et aéronefs protégés par les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre", m'a autorisé à vous communiquer que ce projet ne contient aucune disposition contraire à celles de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) et des Règlements annexés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Conférence
J.D.H. van der Toorn

A Monsieur le Président du
Comité International de la Croix-Rouge
Genève,
Suisse

*) Document plén. 116 et Corr. 1.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 304-F
2 décembre 1959

COMMISSION F

COMPTE RENDU

Treizième séance de la Commission F (Convention et Règlement général)

Jeudi 26 novembre 1959, 15 heures

1. Le Président, M. O.N. Carli, ouvre la séance à 15 h.10 et rappelle que l'ordre du jour de la séance précédente (Document N° DT 83) n'a pas été épuisé.

2. La Commission reprend donc l'étude du rapport de la Sous-Commission F2, relatif aux modifications à apporter à l'Annexe 5 à la Convention.

3. Le Président rappelle qu'à la dernière séance, la Commission a adopté le paragraphe 1 et le point (1) du paragraphe 2 de l'article 1 du Chapitre 9, (textes proposés dans le Document N° DT 63). En ce qui concerne le point (2) de ce dernier paragraphe, la discussion de la précédente séance reprend.

Le délégué des Etats-Unis prend la défense des principes qui trouvent leur expression dans le texte actuel du Règlement général; le délégué de l'Italie rappelle la décision déjà adoptée à ce sujet. Le délégué du Japon partage l'opinion de celui des Etats-Unis et le délégué du Royaume-Uni déclare qu'il faut reconsidérer le problème. Le délégué de la Colombie expose les principes qui sont de règle à l'U.P.U. et le Président de la Sous-Commission F2 explique comment la question a été traitée par cette Sous-Commission. Le Président résume le débat et, avec l'accord du délégué italien, met à nouveau la question aux voix. Par 20 voix contre 11 et 7 abstentions, le texte suivant est adopté pour le point (2) du paragraphe 2 de l'article I du Chapitre 9 :"S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé".

Les paragraphes 3 et 4 de l'Article 1 sont approuvés dans leur intégralité, tels qu'ils figurent dans le Document N° DT 63.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

4. L'article 3 du Chapitre 9 actuel est supprimé. L'article 4 est conservé sans changement. A l'article 5 actuel, la Commission décide d'ajouter un nouveau paragraphe qui figure à l'Addendum 1 du Document N° 154. L'article 6 est conservé sans changement. A l'article 7, la Commission décide, sur la proposition du Royaume-Uni, de supprimer le paragraphe 1. Les articles 8 et 9 sont conservés sans changement.

A l'Article 10, les paragraphes 1, 3 et 5 sont conservés sans changement. Pour le paragraphe 2, la Commission approuve le texte proposé à l'Addendum 1 du Document N° 154. Elle approuve aussi l'incorporation du paragraphe 2 bis qui figure audit addendum. Pour le paragraphe 4, elle approuve également le texte de l'addendum, qui modifie le point (1).

5. Les Articles 11, 12, 13 et 14 sont conservés sans changement.

La Commission approuve l'alinéa 1 (1) de l'Article 15, tel qu'il figure dans le Document N° DT 63; mais le délégué du Royaume-Uni signale que le texte anglais devra être mis en harmonie avec les textes français et espagnol. En ce qui concerne l'alinéa 1(2), une discussion s'engage, à laquelle participent les délégués de l'Italie, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des Etats-Unis et il est convenu de conserver le texte actuel. Les alinéas 1(3) et 1(4) sont conservés sans changement. L'alinéa 1(5) est supprimé.

Le nouveau paragraphe 2 (ou 1 bis) qui figure dans le Document N° DT 63 est approuvé. Le maintien du paragraphe 3 actuel est décidé après un débat auquel participent les délégués de Ceylan, des Etats-Unis, de la France, de la Roumanie et de l'Autriche. Le paragraphe 4 actuel est approuvé, avec une modification au point (1) b), les mots : "ou si une délégation le demande" sont remplacés par :"ou si au moins deux délégations le demandent". Les paragraphes 5, 6 et 7 sont conservés sans modification. L'alinéa 8(2) est conservé sans changement; pour l'alinéa 8(1), la Commission adopte le texte proposé dans le Document N° 226, en remarquant, toutefois, sur la demande du délégué de l'Italie, que la rédaction devra être mise au point pour préciser que "l'approbation de l'auteur" est nécessaire lorsqu'il s'agit du Président, mais non lorsqu'il s'agit de l'assemblée. Les paragraphes 9, 10 et 11 sont approuvés sans changement.

6. Les Articles 16, 17, 18, 19 et 20 sont conservés sans changement. L'Article 20 bis, figurant dans la Proposition N° 189 du Royaume-Uni, est approuvé en principe, mais renvoyé à la Commission I pour mise au point de la rédaction. L'Article 21 est conservé sans changement. L'Article 22 est également maintenu, sous réserve que la Commission I examinera la modification proposé par l'Allemagne (Proposition N° 190) qui se retrouve à l'Addendum 1 du Document N° 154.

7. La Commission conserve le texte actuel du Chapitre 10, en maintenant expressément le mot "également" au paragraphe 2 de cet article, sur la demande du délégué de la France, et elle ajoute le paragraphe 2 bis, tel qu'il figure à l'Addendum 1 du Document N° 154.

Le chapitre 11 est également maintenu sans changement, tandis que la Proposition N° 192 de l'Allemagne, qui suggère un changement de numérotage, est renvoyée à la Commission I.

Au chapitre 12, la Commission approuve sans changement les alinéas a), b), c), d) et e). L'alinéa f) est approuvé tel qu'il figure à l'Addendum 1 du Document N° 154. L'alinéa g) actuel est approuvé sans changement.

8. A propos du chapitre 13, une longue discussion s'engage à propos de la Proposition N° 195 de l'Italie, qui apporte des modifications au paragraphe 1 de ce chapitre. Y participent les délégués de l'Italie, de la Suède, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, ainsi que M. Hayes, Vice-Directeur du C.C.I.R. Il est tenu compte des conclusions de la Commission D en ce qui concerne la Proposition N° 65 de la Suède. Le Président résume le débat et, sous réserve que la Commission I étudie à nouveau la question, il est convenu que le paragraphe 1 du chapitre 13 sera conçu en ces termes :

"L'Assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans, à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente".

9. La séance est levée à 18 h. 05.

Le Rapporteur :
R.F. de Sogmis

Le Président :
O.N. Carli

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 305-F
2 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Secrétariat

CANDIDATURES AU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le 1er décembre 1959, à 24 h. G.M.T. (soit le 2 décembre à 01 h., heure locale), les pays suivants avaient exprimé leur désir de faire partie du nouveau Conseil d'administration :

Région A (Amériques) - 6 sièges :

République Argentine
Brésil
Canada
République de Colombie
Cuba
Etats-Unis d'Amérique
Mexique
Paraguay
République orientale de l'Uruguay
République du Vénézuéla

Région B (Europe occidentale) - 6 sièges :

Espagne
France
Grèce
Irlande
Italie
République fédérale d'Allemagne
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Suède
Confédération suisse

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Région C (Europe orientale et Asie septentrionale) - 3 sièges :

République fédérative populaire de Yougoslavie

Tchécoslovaquie

Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Région D (Afrique) - 4 sièges

Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi

Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer

Ethiopie

Ghana

Royaume du Maroc

Provinces portugaises d'Outre-Mer

République Arabe Unie

Fédération de Rhodesia et Nyassaland[1)]

Tunisie

Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest

Région E (Asie et Australasie) - 6 sièges :

Afghanistan

Fédération de l'Australie

Chine

République de l'Inde

République d'Indonésie

Iran

République d'Iraq

Japon

Royaume Hachémite de Jordanie

Pakistan

République des Philippines

Turquie

---

1) Un télégramme reçu de la Fédération de Rhodesia et Nyassaland déclare que ce pays est candidat "étant entendu que les dispositions des points 2 à 6 et 10 de l'Article 5 de la Convention de Buenos Aires ne seront pas modifiés, en substance, par la Conférence qui siège actuellement".

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 306-F
2 décembre 1959

F

COMMISSION G

Note du Secrétariat

EXEMPLE DES DIFFICULTES QUE CREERAIT L'ADOPTION DU REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES, PAR SUITE DES VARIATIONS DU TAUX DU CHANGE, AU CAS OU L'U.I.T. ETABLIRAIT L'ECHELLE DES TRAITEMENTS DES CATEGORIES P.1 ET AU-DESSUS EN FRANCS SUISSES

Cas d'un fonctionnaire P.3 échelon 1

Montant du traitement selon l'échelle des Nations Unies : de 6.000 à 8.000 dollars. L'indemnité de poste à Genève (classe 2) est actuellement de 235 dollars (fonctionnaires sans personnes à charge) et de 350 dollars (fonctionnaires avec personnes à charge). Le Taux "officiel" du change appliqué par les Nations Unies est actuellement de 4,30 dollars.

L'U.I.T. pourrait adopter le régime des Nations Unies en insistant pour le grade P.3, une échelle de traitements allant de 25.800 à 34.400 francs, assortie d'une indemnité de poste de 1.010 francs (fonctionnaires sans personne à charge) et de 1.505 francs (fonctionnaires avec personnes à charge).

La situation d'un fonctionnaire P.3, échelon 1 serait ainsi la suivante :

	Traitement de base	Indemnité de poste fonctionnaire sans charges de famille	Indemnité de poste fonctionnaire avec charges de famille	Rémunération soumise à retenues pr.pension (trait.de base + 5%)
Nations Unies	$6.000	$235	$350	$6.300
soit Fr.s.	25.800	1.010	1.505	27.090
U.I.T." "	25.800	1.010	1.505	27.090

Supposons maintenant qu'au 1er août 1960, le dollar soit dévalué, sa parité passant à 4 francs suisses et que, par voie de conséquence, l'Organisation des Nations Unies "reclasse" Genève, en la rangeant dans la classe 4 des lieux d'affectation, avec une indemnité de poste de 700 dollars et de 1.050 dollars pour P.3.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Par suite, la situation d'un fonctionnaire des Nations Unies de grade P.3, échelon 1, se modifierait comme suit :

	Traitement de base	Indemnité de poste fonctionnaires sans charges de famille	Indemnité de poste fonctionnaires avec charges de famille	Rémunération soumise à retenue pr.pension (trait.de base + 5%)
	$6.000	700	1.050	6.300
fr. s	24.000	2.800	4.200	25.200

Toutefois, en droit de l'U.I.T. ne pourrait pas [1] diminuer le traitement de son fonctionnaire en le ramenant de 25.800 à 24.000; en droit, elle ne pourrait pas non plus ramener de 27.090 à 25.290 francs sa rémunération soumise à retenue aux fins de pension. Dès lors que la rémunération de base de l'U.I.T. ne subirait pas de diminution en francs suisses, rien ne justifierait l'augmentation, en francs suisses, du montant de l'indemnité de poste. En d'autres termes, l'U.I.T. serait contrainte de renoncer au régime des traitements de l'Organisation des Nations Unies.

---

1) Dans l'hypothèse que le contrat de l'intéressé prévoit un traitement libellé en francs suisses.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 307-F
CORRIGENDUM N° 1
17 décembre 1959

COMMISSION F

CORRIGENDUM

au Compte rendu de la quatorzième séance de la Commission F

Dans le Document N° 307, page 4, troisième alinéa, lire :

L'examen du Chapitre 18 suscite un débat auquel prennent part les délégués de la R.F. d'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Le délégué de la R.F. d'Allemagne rappelle à la Commission que la proposition N° 217 est suspendue jusqu'à la décision de la Commission D. On estime d'autre part qu'il n'est pas nécessaire de conserver le Chapitre 18 du fait que la proposition N° 64 présentée par la Suède (combinée avec la proposition N° 60) a déjà été approuvée. Le délégué de la France ....

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 307-F
2 décembre 1959

COMMISSION F

COMPTE RENDU

Quatorzième séance de la Commission F (Convention et Règlement général)

Vendredi 27 novembre 1959, 15 heures

1. Le Président ouvre la séance à 15h10 et rappelle à la Commission que l'ordre du jour (Document N° DT 83) n'a pas encore été épuisé. A la demande de M. Hayes, Vice-Directeur du C.C.I.R., l'examen du Document N° 221 est ajouté à cet ordre du jour.

2. Le Président soumet à l'approbation de la Commission le compte-rendu de la onzième séance (Document N° 251), accompagné de deux annexes.

Le délégué du Mexique demande que soit inséré dans le compte-rendu de la séance actuelle le texte complet de l'intervention à laquelle a trait le point 4 du Document N° 251 (Voir Annexe 1).

Le délégué des Etats-Unis fait observer que la mention de la Résolution N° 32 faite dans l'Annexe 2 n'est peut-être pas très opportune.

Le délégué de l'Italie estime qu'il est tout à fait logique d'avoir mentionné cette Résolution et le délégué des Etats-Unis n'insiste pas davantage sur ce point.

Le délégué des Territoires d'Outre-Mer du Royaume-Uni désire apporter une modification au texte de la seconde partie de la Résolution figurant à l'Annexe 2, mais, le Président lui ayant indiqué que ce texte a déjà été approuvé, il se réserve le droit de soulever la question en séance plénière.

La Commission approuve intégralement le compte rendu de la onzième séance et ses deux annexes.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

3. La Commission reprend le débat sur les conclusions auxquelles est parvenue la Sous-Commission F2 en ce qui concerne l'Annexe 5 à la Convention (Documents N°s 154 ADD 1, 225 et DT 63). Elle examine les modifications proposées au Chapitre 13 du Règlement général.

Le délégué de la Grèce aimerait savoir si la Commission doit examiner la Proposition N° 197, présentée par l'Italie, et dont l'objet est la suppression des alinéas 3(1) et 3(2) du Chapitre 13. Le délégué de l'Italie relève qu'il est nécessaire de discuter cette proposition qui découle logiquement d'une partie de la Proposition N° 195, déjà approuvée au cours d'une séance précédente. Le délégué des Etats-Unis partage cette opinion. Pour des raisons d'économie, le délégué de la Grèce s'oppose à la proposition italienne. Le Président met cette question aux voix et les résultats obtenus sont les suivants : 34 en faveur de la Proposition N° 197, 2 contre et 9 abstentions.

4. Se référant au Paragraphe 1 du Chapitre 14, le Président rappelle qu'il conviendrait peut-être de transmettre à la Commission 1 - (afin qu'il soit décidé du texte le plus approprié, conformément à ce qui a été convenu au sein de la Sous-Commission F2) les propositions N° 198 et N° 199, qui sont très proches l'une de l'autre et émanent, la première, de la France, et la seconde, du Royaume-Uni.

M. Hayes, Vice-Directeur du C.C.I.R., désire souligner que l'approbation de la Proposition N° 198 ou de la Proposition N° 199 pourrait entraîner l'Union à des dépenses considérables si elle était tenue de publier les documents dans toutes les langues de travail, même sans qu'aucune demande d'exemplaires lui ait été adressée. Il propose, par conséquent, de conserver la procédure actuelle. Le délégué du Royaume-Uni déclare n'avoir pas envisagé ces conséquences en présentant sa proposition. Il formulera, le cas échéant, la modification qui s'impose. Le délégué du Mexique s'oppose à l'idée de limiter la portée des Propositions N° 198 et N° 199 et insiste sur le fait que les documents doivent être publiés dans toutes les langues de travail de l'Union. S'il se révélait trop coûteux de réaliser une édition de choix dans l'une des langues en question, on pourrait se contenter d'éditions plus modestes. En résumé, il estime qu'en ne procédant pas de cette manière, on introduirait une sorte de discrimination.

La Commission approuve le principe contenu dans les Propositions N° 198 et N° 199 et transmet celles-ci à la Commission 1, conformément à ce qu'à suggéré la Sous-Commission F2.

En ce qui concerne le Paragraphe 2 du Chapitre 14, la Commission approuve la modification figurant à l'Addendum 1 au Document N° 154.

5. Le Président indique qu'aucun amendement n'a été proposé pour les Paragraphes 1 et 2 du Chapitre 15, puis il présente la modification relative au Paragraphe 3 (Voir Addendum 1 au Document N° 154) et qui découle de la Proposition N° 202 émanant de la France.

Le texte espagnol de l'Addendum 1 (Voir Chapitre 15, page 6 de cet Addendum) ne comporte pas l'expression "au cours de sa réunion suivante" ("en el curso de su proxima reunion"), qui figure dans les versions anglaise et française. Le délégué des Etats-Unis propose de supprimer cette expression, alors que les délégués de l'Italie, de la France et de la RSS de Biélorussie s'y opposent en s'appuyant, pour cela, sur les délibérations de la Sous-Commission. M. Koram, Président de la Sous-Commission, précise que l'expression incriminée a tout d'abord été approuvée, puis discutée à nouveau avant que ne fût prise la décision de la renvoyer à la Commission F.

A la suite de cette explication, le délégué des Etats-Unis retire sa proposition et la Commission approuve le Paragraphe 3 du Chapitre 15, sous réserve de l'introduction, dans le texte espagnol, de l'expression précitée.

6. Le Président indique qu'aucun amendement n'a été proposé pour les Paragraphes 1 et 3, de même que pour l'alinéa 2(1) du Chapitre 16. Il n'en va pas de même pour l'alinéa 2(2).

M. Rouvière, Directeur du C.C.I.T.T., prend la parole pour signaler les inconvénients qui résulteraient de l'adoption de la dernière phrase du Paragraphe 2(2) figurant dans l'Addendum 1 au Document N° 154 et qui découle de la Proposition N° 204, présentée par l'Italie. M. Hayes,

partage l'avis de M. Rouvière et le délégué des Etats-Unis propose de supprimer cette phrase. A l'appui de sa proposition, le délégué de l'Italie fait observer qu'elle a pour objet de porter remède à une habitude regrettable, d'éviter que les Commissions d'études ne se multiplient, de réaliser des économies et de confier à qui de droit les attributions voulues. Le délégué de la RSS de Biélorussie donne son appui à cette proposition en rappelant les débats de la Sous-Commission F2. Se prononcent également en faveur de la proposition italienne les délégués de l'U.R.S.S., de la RP roumaine et de la République Argentine. Le délégué du Royaume-Uni appuie celui des Etats-Unis et relève qu'il existe déjà des garanties suffisantes permettant d'éviter des dépenses excessives. Le délégué de la France est du même avis que celui des Etats-Unis d'Amérique et fait remarquer que le Conseil d'administration ne serait pas en mesure de donner une appréciation sur la question et que, par ailleurs, s'il est vrai que le nombre des Commissions d'études va se multipliant, cela est dû au rythme sans cesse croissant auquel se développent les télécommunications. Les délégués de l'Australie, du Maroc et de Ceylan partagent aussi l'opinion du délégué des Etats-Unis.

Le Président résume la discussion puis procède à un vote sur la Proposition N° 204, présentée par l'Italie, et qui est rejetée par 25 voix contre 14, et 7 abstentions.

La Commission approuve la nouvelle rédaction du Paragraphe 4 figurant dans l'Addendum 1 au Document N° 154 et qui découle de la Proposition N° 205, présentée par la RF d'Allemagne.

Rappelant que, dans le Document N° 221, il a proposé l'adoption d'un Paragraphe 4 bis, M. Hayes, Vice-Directeur du C.C.I.R. expose les raisons qui ont motivé cette proposition. Le délégué de la France suggère d'apporter diverses modifications au texte français du paragraphe en question. Les délégués de l'Italie et des Etats-Unis d'Amérique font observer que, le Document N° 221 n'ayant pas été inclus dans l'ordre du jour, ils n'ont pas eu le temps nécessaire pour l'examiner avec toute l'attention voulue. Ils demandent, par conséquent, de remettre à une séance ultérieure la discussion de ce document. Compte tenu de ce qui précède, la Commission décide de laisser à une séance plénière le soin d'examiner cette question.

Pour ce qui est du Chapitre 17, la Commission approuve la nouvelle rédaction de l'alinéa 1(1), telle qu'elle est proposée à l'Addendum au Document N° 154. La rédaction actuelle des alinéas (2), (3) et (4) du Paragraphe 1 est maintenue et l'on ajoute un point (3) bis figurant dans la Proposition N° 209, présentée par le Royaume-Uni et approuvée par la Commission.

La Commission donne également son approbation à la Proposition N 211, présentée par le Royaume-Uni, et qui prévoit l'adjonction d'une nouvelle phrase au texte actuel du Paragraphe 2 du Chapitre 17. A la demande du délégué de la France, elle confie toutefois expressément à la Commission 1 le soin d'introduire cette phrase dans le texte en y apportant les changements rédactionnels nécessaires.

Les Paragraphes 3 et 4 restent inchangés et la Commission approuve l'adjonction au Paragraphe 5 du Paragraphe 5bis, tel qu'il est proposé à l'Addendum 1 au Document N° 154, puis elle adopte, pour le Paragraphe 6, la nouvelle rédaction que voici : "Le Directeur soumet à l'approbation de l'Assemblée plénière un rapport sur les besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine Assemblée plénière; ce rapport, après approbation par l'Assemblée plénière, est transmis au Secrétaire général qui le soumettra au Conseil d'administration".

L'examen du nouveau paragraphe 6 bis, qui figure dans l'ADD 1 au Document N° 154, donne lieu à un débat auquel prennent part les délégués du Royaume-Uni, de la France, des Etats-Unis et du Mexique, ainsi que M. Rouvière et M. Hayes. A la suite de cet échange de vues, la Commission approuve le texte de l'ADD 1 au Document N° 154.

Dans le Document N° 221, le Vice-Directeur du C.C.I.R. propose un nouveau paragraphe 6 bis, distinct du précédent et que la Commission examine pour en faire éventuellement un paragraphe 7. Le Vice-Directeur du C.C.I.R. modifie lui-même le texte du Document N° 221 dans le sens que voici : "En outre, et dans la mesure où cela est nécessaire, le Directeur participe à toutes les activités que l'Union entreprend en matière d'assistance technique, conformément à la Convention." M. Hayes donne quelques éclaircissements au sujet de ce texte qui est à l'origine d'un débat dans lequel interviennent les délégués de l'Italie, des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. M. Hayes précise que c'est la Commission E qui a examiné et corrigé le texte en question et qu'il le présente maintenant à la Commission F uniquement parce que le Président de la Commission E l'a prié de le faire. En conséquence, la Commission F décide de ne pas procéder à un nouvel examen d'un texte déjà approuvé par la Commission E.

L'examen du Chapitre 18 suscite un débat auquel prennent part les délégués de la R. F. d'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Le délégué de la R. F. d'Allemagne rappelle à la Commission sa Proposition N° 217, mais on relève qu'il ne semble pas nécessaire de conserver le Chapitre 18 du fait que la Proposition N° 64, présentée par la Suède, a déjà été approuvée. Le délégué de la France propose de remplacer la version actuelle par un texte comme celui-ci, par exemple : "Les C.C.I. sont autorisés à proposer des modifications aux Règlements dont il est question à l'Article 12 de la Convention. Ces propositions sont adressées, en temps opportun, au Secrétaire général qui les rassemble, les coordonne et les communique à tous les Membres et Membres associés, conformément aux conditions prévues au paragraphe 3 du Chapitre 3 du Règlement général." Il importe de mettre ce texte en harmonie avec ceux qui ont été approuvés pour l'Article 7 de la Convention et le paragraphe 3 du Chapitre 3 du Règlement général. Le délégué du Royaume-Uni fait observer qu'il conviendrait peut-être de limiter quelque peu le droit des C.C.I. à présenter des propositions. Le délégué du Maroc juge utile de modifier le titre actuel du Chapitre 18. Le Président résume les débats et propose de constituer, sous sa propre présidence, un Groupe de travail formé des délégués de l'Italie, des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni, et qui aura pour tâche d'élaborer une rédaction définitive et de soumettre les textes correspondants à la Commission I. Il en est ainsi décidé.

Il est convenu que les Propositions N°s 219, 220, 221, 222 et 223 touchant le Chapitre 19 seront renvoyées à la Commission I avec l'approbation de la Commission F. La Commission approuve également le nouveau texte modifiant le paragraphe 3 du même chapitre tel qu'il figure à l'Addendum 1 du Document N° 154.

L'examen des conclusions de la Sous-Commission F2 (Annexe 5 de la Convention) étant terminé, le Président soumet les rapports de la Sous-Commission F1, contenus dans les Documents N°s 233 et 240, et qui concernent l'Annexe 3 à la Convention.

La Commission, se rangeant à l'avis exprimé dans ces rapports, décide de n'apporter aucune modification aux définitions suivantes :

"Administration" - "Exploitation privée" - "Délégué" - "Représentant" - "Règlement" - "Délégation" - "Service mobile" - "Télécommunication" - "Téléphonie" - "Télégrammes privés" - "Correspondance publique".

Dans le texte français de la définition de l'"export", la Commission décide d'apporter au texte actuel une correction d'ordre grammatical, conformément à l'Annexe 1 du Document N° 223.

Il est convenu de supprimer les définitions "ondes hertziennes" et "conversations de service".

Il est convenu d'adopter la nouvelle rédaction de la définition "Exploitation privée reconnue" qui figure à l'Annexe du Document N° 240, la dernière phrase étant toutefois modifiée comme suit : ".... ou par le Membre ou Membre associé qui a autorisé cette exploitation à établir ou à exploiter un service de télécommunication sur son territoire."

La nouvelle rédaction de la définition "Service international" est approuvée dans le texte figurant à l'Annexe du Document N° 240.

En ce qui concerne la définition "Télégraphie", un débat s'engage, dans lequel interviennent les délégations du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de l'Argentine et de l'Italie, ainsi que le Président de la Sous-Commission F1, M. Vargues. Le nouveau texte proposé à l'Annexe du Document N° 240 constitue une innovation importante et la Commission prend note de ce que la Conférence des radiocommunications, lors de l'examen de ce terme, a adopté un critère différent. Les délégués du Royaume-Uni et de l'Italie estiment qu'avant de prendre une décision, il conviendrait de prendre contact avec les organismes compétents de cette Conférence pour avoir leur opinion. Les délégués des Etats-Unis, de l'Argentine et de la France estiment que la Conférence de plénipotentiaires doit prendre une décision et la communiquer à la Conférence des radiocommunications afin d'harmoniser après coup les critères.

Le débat ci-dessus concerne également la définition du "télégramme", proposée à l'Annexe du Document N° 240. Il est précisé, en outre, que dans cette définition, les mots "in view of delivery" du texte anglais doivent être remplacés par les mots "for delivery", le texte français, qui porte "en vue de sa remise au destinataire", ne subissant pas de changement.

Le Président résume le débat et, après avoir consulté la Commission, met aux voix les définitions "télégraphie" et "télégramme", telles qu'elles figurent à l'Annexe du Document N° 240, avec les modifications au texte anglais déjà signalées. Les deux définitions sont approuvées par 32 voix contre 0 et 5 abstentions. Cette décision sera communiquée au Président de la Conférence des radiocommunications par le Président de la Conférence de plénipotentiaires, pour étudier la possibilité d'harmoniser les deux critères.

Le délégué du Royaume Uni demande qu'il soit pris acte de son abstention, qu'il a jugée nécessaire, vu le manque de renseignements suffisants sur les conséquences, dans chacun des deux Règlements, de l'adoption des deux définitions mises aux voix.

A propos de l'examen de la nouvelle rédaction proposée à l'Annexe du Document N° 240 pour la définition de "Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat", le Président donne lecture d'une lettre de l'observateur des Nations Unies, M. David, dans laquelle celui-ci manifeste sa surprise de la modification apportée par la Sous-Commission F1, en ce qui concerne les chefs des organes principaux et les chefs des organes subsidiaires des Nations Unies.

Le Président de la Sous-Commission F1 fait dans le détail, l'historique du problème, en indiquant les décisions prises à Madrid, à Atlantic City et à Buenos Aires; il déclare que, à son avis, l'observateur des Nations Unies avait fait remarquer précédemment que pratiquement tous les télégrammes des Nations Unies étaient expédiés par le Secrétaire Général et il attire l'attention de la réunion sur la section 14.3 du Rapport du Conseil d'Administration à la Conférence de plénipotentiaires. Il conclut en proposant que le point correspondant de la définition soit libellé comme suit : "secrétaire général des Nations Unies et chef de ses organes principaux". La Commission approuve cette rédaction.

Sous réserve de la correction ci-dessus, la Commission approuve le texte proposé à l'annexe du Document N° 240 pour la définition "Télégramme, appels et conversations téléphoniques d'Etat."

La Commission approuve ensuite les définitions proposées à ladite annexe pour : "Télégrammes de service", "service de radiodiffusion", "radiocommunication", "observateur" et "brouillages nuisibles", avec son renvoi au bas de la page. A propos de la définition "brouillages nuisibles", le délégué du Royaume Uni signale que dans les textes anglais et français , on devra mettre une référence au règlement des radiocommunications.

Il est finalement convenu de renvoyer à la Commission I la définition "Radio", pour sa rédaction définitive conformément aux remarques de la Sous-Commission F1 qui figurent dans le Document N° 240. (La Sous-Commission propose le mot "préfixe" pour le texte français, l'expression "a general term" dans le texte anglais et enfin "un termino general", à la demande de l'Argentine, pour le texte espagnol.) Cette définition sera susbstituée à "Radioélectricité". Le projet de recommandation figurant en Annexe 2 au Document N° 233 est approuvé. La Proposition N° 165 est renvoyée à la Commission I.

Le Président déclare que la Commission F se trouve ainsi au terme de ses travaux. Il remercie les Vice-Présidents MM. P. Postelniku et E.M. Koram, les représentants des organismes permanents de l'Union, les présidents des Sous-Commissions, MM. Vargues et Koram, le Président du Groupe de rédaction, M. Woodward, le rapporteur, les délégations représentées à la Commission et les services du Secrétariat.

Le délégué du Mexique, au nom de la Commission, félicite chaleureusement le Président pour l'autorité avec laquelle il a conduit les débats, la manière dont il a su organiser le travail et la rapidité avec laquelle il a

mené à bonne fin les travaux de la Commission. M. Woodward, délégué des Etats-Unis, joint ses félicitations à celles du délégué mexicain.

Le Président lève la dernière séance de la Commission F, à 19 heures.

Le Rapporteur :
R.F. de Soignie

Le Président :
O.N. Carli

Annexe : 1

A N N E X E

DECLARATION DU DELEGUE DU MEXIQUE

Onzième séance de la Commission F
(Convention et Règlement général) Document N° 251

Vendredi, 20 novembre 1959 à 15 heures

4. Lire comme suit l'intervention du délégué du Mexique (M. Núñez) :

Le délégué du Mexique présente à la Commission le projet de recommandation inspiré de la Proposition N° 234, contenu dans le Document N° 209, dont la préparation lui a été confiée à la neuvième séance de la Commission.

Cette résolution procède de la nécessité : a) de coordonner le développement des réseaux de télécommunication des pays latino-américains, b) d'établir des normes et recommandations techniques conformes aux besoins de la région, afin d'arriver à une interconnexion normalisée dans tout le continent américain, c) d'étendre à l'Amérique latine l'expérience de la Commission du Plan de l'U.I.T., en favorisant la réalisation de son idéal qui est de parvenir dans les meilleures conditions possibles à l'unification mondiale des réseaux de télécommunication.

Diverses réunions régionales ou panaméricaines ont cherché, chacune de son côté, à améliorer substantiellement les réseaux de télécommunication, notamment le IVème Congrès régional du Golfe du Mexique et des Caraïbes, qui a concentré son attention sur la création d'un réseau de haute qualité pour les services de cette région. Dans un but analogue, l'administration du Mexique a mené à bien des démarches diplomatiques avec de nombreux pays de la région; les résultats en sont satisfaisants et encourageants. On peut dire la même chose en ce qui concerne la réunion tenue en octobre 1959 par l'Association interaméricaine de la Radio.

D'autre part, l'Organisation des Etats américains, organe régional de l'O.N.U., a approuvé à l'unanimité, par l'intermédiaire de son Conseil Economique et Social, d'abord par sa Résolution du 6 janvier 1958, puis par sa Résolution du 27 mai 1959, la proposition du Gouvernement du Mexique tendant à créer un Réseau interaméricain de télécommunication.

Comme première mesure, l'O.E.A. a décidé de convoquer une réunion d'experts de tous les pays du continent pour le 19 avril 1960 à Mexico; les invitations officielles ont été envoyées.

A l'ordre du jour figureront notamment les points suivants :

a) proposer la configuration géographique du réseau interaméricain de télécommunication;

b) faire une étude technique des besoins de ce réseau et élaborer des recommandations techniques à cet effet;

c) établir un projet de budget pour le coût total de ce réseau, et pour la participation approximative de chaque pays;

d) proposer la création d'une organisation internationale permanente, de caractère administratif et exécutif, qui sera chargée de réaliser le réseau.

A cet effet, un certain nombre de documents de base sont en cours d'élaboration; les données qu'ils contiendront seront mises à la disposition des délégués à la réunion de Mexico.

Nonobstant les progrès réalisés par les organisations régionales, l'objet de l'Union est en parfaite harmonie avec celui de la création du Réseau interaméricain, aussi est-ce avec une grande satisfaction que nous verrions se réunir à Mexico, pendant ou après la réunion du Groupe de l'O.E.A., la Sous-Commission du Plan pour l'Amérique latine, objet de notre proposition.

Je profite donc de cette occasion pour adresser, au nom de mon Gouvernement, l'invitation la plus cordiale tant aux pays Membres qu'aux autorités de l'U.I.T., à assister à la réunion mixte du C.C.I.T.T. et du C.C.I.R. qui se tiendra en avril prochain à Mexico.

La résolution que nous proposerons à cette commission mixte a une grande importance pour toutes les administrations du Continent américain et je demande à la présente commission de lui réserver un accueil favorable.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 308-F
2 décembre 1959

COMMISSION H
SEANCE PLENIERE

NOUVEAU BATIMENT DE L'UNION

Comme suite au rapport concernant les négociations engagées avec les autorités suisses fédérales et cantonales pour le "Nouveau bâtiment de l'Union" (Document N° 119), j'ai l'honneur de communiquer à la Conférence copie d'une correspondance échangée depuis la publication de ce document avec lesdites autorités, et ayant trait aux aspects financiers du problème (Annexes 1 à 4).

Comme on peut le voir, nous avons maintenant reçu l'assurance que nous obtiendrons les mêmes avantages financiers, pour l'acquisition de ces nouveaux locaux à Genève, que ceux accordés à l'Organisation mondiale de la Santé (voir le Document N° 119). Ceci revient à dire que l'Union sera appelée à supporter des dépenses d'amortissement égales aux deux-tiers du coût de ce bâtiment, qui est indiqué comme étant de 7.500.000 francs suisses.

Cela signifie que l'Union recevrait au total une subvention d'un tiers du prix d'achat sous la forme d'un don immédiat de 2.500.000 francs, plus un droit de propriété du terrain. Dans le cas de l'O.M.S., ces avantages ont été accordés sous forme d'une réduction des intérêts en plus d'un don initial en espèces. Dans les deux cas, le bénéfice financier est le même en pourcentage.

En conséquence, la position de l'Union est la suivante :

Valeur du bâtiment	Frs.s.	7.500.000
Subvention immédiate représentant un tiers de cette valeur	" "	2.500.000
Dépense nette pour l'Union	Frs.s.	5.000.000

Au taux d'intérêt de $3\frac{1}{4}$ %, cette somme de 5.000.000 de francs suisses serait remboursée par des versements annuels de 343.895 francs pendant vingt ans, ou de 295.197 francs pendant 25 ans, ou encore de 263.409 francs pendant 30 ans.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Gerald C. Gross

Secrétaire général par intérim

Annexes : 4

A N N E X E 1

Genève, le 9 novembre 1959

Monsieur le Conseiller fédéral
Max Petitpierre, Chef du
Département politique
Palais fédéral
B e r n e

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai l'honneur de me référer à l'entretien que vous avez eu l'obligeance de m'accorder aujourd'hui et tiens à vous remercier vivement de l'amabilité avec laquelle vous avez bien voulu me recevoir.

En confirmation de cet entretien, je crois devoir vous donner quelques précisions. Lorsque le projet de construction d'un bâtiment pour l'Union a pris corps en 1956, il était question d'un immeuble de 6.000 m2 de surface utile, dont le coût serait d'environ 6 millions de francs suisses. L'Union devait louer ce bâtiment à l'Etat de Genève à raison de Frs 140.000 par an, somme fixée en fonction des décisions de notre Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires. Ces conditions étaient rendues possibles grâce à la contribution allouée par la Confédération au Canton de Genève, lequel devait porter le montant total de la subvention à 2 millions de francs suisses.

Depuis lors, le Canton a bien voulu augmenter la surface utile du bâtiment prévu; nous nous en réjouissons d'ailleurs car les besoins de l'Union grandissent et les décisions des conférences actuelles auront très probablement pour résultat de les accroître encore. En outre, le concours pour l'aménagement de la Place des Nations a entraîné un retard dans la mise en oeuvre et une augmentation du prix de revient. D'après les indications données par le Canton, le bâtiment coûtera près de 2 millions de plus qu'il n'était prévu en 1956. Cette situation nouvelle a amené le Canton à nous prévenir que les conditions financières devraient être revisées. Ceci étant, afin d'éviter de revenir sur la question du montant du loyer et afin que l'Union puisse devenir, à l'instar des organisations soeurs, propriétaire de son bâtiment, j'ai écrit au Canton la lettre dont je vous ai remis copie.

Permettez-moi, Monsieur le Conseiller fédéral, de répondre autrement que par la simple affirmative à la question très nette que vous avez bien voulu me poser : "L'O.M.S. a-t-elle été mieux traitée que l'Union'?". Ceci est effectivement mon sentiment puisque, après avoir reçu de la Confédération un don de 3 millions de francs suisses pour l'agrandissement du Palis des Nations, cette organisation bénéficie maintenant, toujours de la part de la Confédération, d'un prêt de 20 millions sans intérêt et, de la part de l'Etat de Genève, d'un prêt de 10 millions à intérêt considéré comme la moitié de l'intérêt normal.

J'ai pensé qu'il pourrait être trouvé au problème posé par la construction de notre immeuble une solution analogue à celle qui a été généreusement donnée au problème de l'O.M.S.

Sachant l'intérêt que vous avez toujours porté à notre organisation et compte tenu des développements que cette question peut avoir au cours de notre actuelle Conférence de Plénipotentiaires (laquelle prendra probablement ses principales décisions avant le 30 novembre), j'ai pensé qu'elle était importante pour le Gouvernement de la Confédération et méritait d'être signalée à votre attention.

Je vous suis très reconnaissant de la bienveillante attention que vous avez bien voulu m'accorder et vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Gerald C. Gross
Secrétaire général par intérim

A N N E X E 2

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL
o.724.51. - DF/lc
ad 1985/pc

Berne, le 27 novembre 1959

Monsieur Gerald C. Gross
Secrétaire général ad intérim de
l'Union internationale des Télécommunications
G e n è v e

Monsieur le Secrétaire général,

Le 9 de ce mois, vous nous avez entretenus de vos pourparlers avec les autorités du Canton de Genève, relatifs au bâtiment administratif, destiné à l'Union internationale des télécommunications, dont la construction est actuellement en cours. Par lettre du même jour, dont nous avons accusé réception le 13 novembre, vous nous avez encore fourni quelques précisions à ce sujet et vous avez suggéré que soit adoptée, en l'espèce, une solution analogue à celle dont a bénéficié l'Organisation mondiale de la santé.

Vos informations et la documentation que vous nous avez soumise ont eu toute notre attention et nous avons tenu, en particulier, à examiner encore le contenu de la lettre que le président du Département genevois des travaux publics vous avait adressée le 30 octobre dernier, en réponse à vos lignes du 2 du même mois. A la suite de cette étude, il nous est apparu, que, sans aller aussi loin que vous l'auriez désiré, les propositions de M. Dutoit sont plus substantielles qu'elles ne semblent au premier abord. En effet, considérées pour elles-mêmes et à la lumière des changements survenus depuis 1955 (augmentation de la surface utile, etc.), tant la méthode de calcul employée pour déterminer le montant du loyer que les conditions d'une vente éventuelle de l'immeuble sont relativement favorables aux intérêts du preneur ou de l'acquéreur. Elles tendent aussi, il faut le reconnaître, à augmenter sensiblement les charges du Canton, par rapport à ce qui avait été prévu à l'origine. Aussi nous paraissent-elles constituer une base de discussion raisonnable.

M. Dutoit s'étant d'ailleurs déclaré prêt à aborder avec vous tous les problèmes évoqués dans la lettre que vous lui aviez adressée le 2 octobre, nous pensons que le mieux serait, dans ces conditions, que vous reprenicz contact avec lui pour parvenir à une solution satisfaisante.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de notre haute considération.

Max Petitpierre

A N N E X E 3

LE CONSEILLER D'ETAT
chargé du Département
des travaux publics

Genève, le 1er décembre 1959

UNION INTERNATIONALE
DES TELECOMMUNICATIONS

GENEVE

à l'attention de
M. GROSS, secrétaire
général intérimaire.

Monsieur le Secrétaire général intérimaire,

Je me réfère à l'entretien que j'ai eu avec votre délégué, le Colonel VERGIN, dimanche à mon domicile, et à la conversation téléphonique que j'ai eue avec lui hier.

1. L'Etat de Genève est d'accord d'assurer à l'Union internationale des télécommunications un traitement semblable à celui dont bénéficie l'Organisation Mondiale de la Santé.

2. Le montant des sommes que la Confédération suisse et l'Etat de Genève ont déjà pris ou sont prêtes à prendre en charge en faveur de l'O.M.S. représente le 33 % de la valeur du bâtiment que cette organisation projette d'édifier, soit environ 13 millions sur 40.

3. l'U.I.T. peut bénéficier d'un régime analogue. Le calcul est le suivant :

- valeur du bâtiment . . . . . fr. 7 500 000.-
- total des prestations de la Confédération et du canton de Genève . . . . . :
  33 % soit, en nombre rond . . . . . fr. 2 500 000.-

Nous pensons que cette nouvelle preuve de bonne volonté de la Confédération suisse et de l'Etat de Genève aura votre agrément et que nous pourrons conclure, sur ces bases, l'accord relatif à la vente par l'Etat de Genève à l'U.I.T. du bâtiment construit à son intention.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général intérimaire, les assurances de ma considération distinguée.

J. Dutoit

ANNEXE 4

Genève, le 2 décembre 1959

Monsieur J. Dutoit
Conseiller d'Etat
Chef du Département des
travaux publics
Genève

Monsieur le Conseiller d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1er décembre par laquelle vous avez bien voulu m'informer des conditions financières que la Confédération et l'Etat de Genève sont disposés à consentir à l'Union en ce qui concerne son nouveau bâtiment.

Je vous suis très obligé de ces renseignements et tiens à vous exprimer à titre personnel ma grande satisfaction de l'effort que font les autorités fédérales et cantonales.

Je porte immédiatement à la connaissance de notre Conférence les conditions prévues, à savoir des conditions semblables à celles dont bénéficie l'Organisation Mondiale de la Santé. En d'autres termes, le montant des prestations représentera un tiers de la valeur totale du bâtiment que vous fixez à 7 500 000 Frs. suisses. Le solde serait remboursé par l'Union en un nombre d'années à déterminer; le taux d'intérêt sera le même que celui consenti à l'O.M.S., soit 3 1/4 %.

Dès que la Conférence de plénipotentiaires aura pris sa décision, je me propose de conclure un accord avec vous sur les bases citées dans votre lettre et confirmées ci-dessus.

Permettez-moi de vous remercier encore de la bienveillante attention que vous avez bien voulu accorder à cette question.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller d'Etat, l'assurance de ma considération distinguée.

Geral C. Gross
Secrétaire général par intérim

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 309-F
2 décembre 1959

COMMISSION G

Deuxième projet de rapport de la Commission G

QUESTIONS DE PERSONNEL DIVERSES

1. Prolongation d'activité de l'actuel Vice-directeur du C.C.I.R. (Document N° 18)

La Commission G a considéré que tout ce qu'elle avait à faire à ce sujet était de faire savoir à l'Assemblée plénière de la Conférence si la prolongation d'activité de l'actuel Vice-directeur du C.C.I.R. jusqu'à la clôture de la Xème Assemblée plénière de ce Comité (c'est-à-dire en 1962 ou au début de 1963), mesure proposée par la IXème Assemblée plénière (Los Angeles, 1959), était conforme au Règlement du personnel et à la Convention. La Commission a décidé de présenter un projet de Résolution tenant compte des recommandations de la IXème Assemblée plénière du C.C.I.R. Ce projet figure à l'Annexe 1 au présent rapport.

2. Proposition N° 290, du Paraguay (Document N° 16)

La Proposition N° 290 (Paraguay) concerne une refonte complète de la Convention. La Commission G a examiné les propositions de révision des articles qui, dans cette proposition, concernent le personnel de l'Union.

Ces articles sont les suivants :

a) Article 12, page 19, paragraphe 24. Privilèges et immunités.

b) Article 39, page 42. Statut.

c) Article 40, page 43. Obligations.

d) Article 41, page 43. Cessation de service.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

La Commission a décidé de recommander que ces propositions soient transmises au Conseil d'administration pour études.

En ce qui concerne la proposition relative à la cessation de service (Article 41), le délégué des Etats-Unis a déclaré qu'il ne pouvait accepter aucune disposition selon laquelle un fonctionnaire devrait perdre son emploi si le pays dont il est ressortissant cessait d'être Membre de l'Union; ceci met en jeu des questions juridiques touchant le contrat de ce fonctionnaire.

3. Coordination sur le plan administratif et budgétaire de l'action de l'O.N.U. et de celle de l'U.I.T. (Document N° 8)

La Commission G a pris note des paragraphes 42 à 46 du Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (Document A/4148, annexé au Document N° 8), paragraphes qu'elle avait déjà pris en considération dans ses études. Elle a accordé une attention particulière à l'argument développé dans la phrase suivante du paragraphe 46, qui porte sur les propositions d'assimilation intéressant le personnel de l'Union : "De graves difficultés se présenteraient si on essayait de conserver les éléments les plus avantageux tout en améliorant ceux qui sont moins favorables."

4. Répartition géographique (Documents N°s 180, 223 et 257)

La Commission G a très soigneusement examiné les problèmes soulevés par la nécessité d'améliorer la répartition géographique actuelle du personnel de l'Union, tant sur le plan général qu'en ce qui concerne certaines régions du monde qui ne sont pas représentées actuellement ou qui le sont insuffisamment. Elle a décidé de recommander à l'Assemblée plénière l'adoption d'un projet de Résolution (qui figure à l'Annexe 2) dont l'objet est d'améliorer progressivement la répartition géographique du personnel.

5. Octroi d'une indemnité de cherté de vie au personnel retraité (Documents N°s 243 et 273)

La Commission G a examiné une proposition du délégué de l'Argentine relative à l'octroi d'une indemnité de cherté de vie au personnel retraité, et a adopté la ligne de conduite exposée dans le projet de Résolution qui figure à l'Annexe 3.

Annexes : 1) Projet de Résolution : Vice-directeur du C.C.I.R.
2) Projet de Résolution : Répartition géographique
3) Projet de Résolution : Indemnité de cherté de vie au personnel retraité.

A N N E X E 1

PROJET DE RESOLUTION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) que le Vice-Directeur du C.C.I.R. atteindra le 31 mai 1961 l'âge normal de la retraite (65 ans) et qu'il devrait par conséquent prendre sa retraite au 31 décembre 1961;

b) que la Xème Assemblée plénière du C.C,I.R. ne doit se tenir qu'au début de 1963;

c) que la IXème Assemblée plénière du C.C.I,R, (Los Angeles, 1959) a recommandé que le Conseil d'administration soit autorisé à ppolonger la durée du service du Vice-Directeur jusqu'à la clôture de la Xème Assemblée plénière de ce Comité;

d) que l'Article 22 du Règlement du personnel prévoit que, dans des cas tout à fait exceptionnels, dans l'intérêt de l'Union et si le fonctionnaire y consent, la limite d'âge peut être reculée d'une durée ne dépassant pas deux ans, et que, pour le Vice-Directeur d'un Comité consultatif, c'est à l'Assemblée plénière de ce Comité qu'il appartient de prendre l'initiative et la décision d'une telle prolongation;

décide

qu'en dérogation aux dispositions de la Convention de Genève (1959) qui ne prévoit pas de poste de Vice-Directeur au C.C.I.R., le Conseil d'administration sera autorisé à accorder au titulaire de l'emploi actuel de Vice-Directeur une prolongation d'activité au delà de l'âge normal de sa retraite et jusqu'à la date de clôture de la Xème Assemblée plénière du C.C.I.R.

A N N E X E 2

PROJET DE RESOLUTION

REPARTITION GEOGRAPHIQUE

La Conference de plenipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959.

considérant

a) les termes du paragraphe 4 de l'Article 8 de la Convention de Buenos Aires;

b) la répartition géographique actuelle du personnel de l'Union;

c) la nécessité d'améliorer cette répartition géographique, tant sur le plan général qu'en ce qui concerne certaines régions particulières du monde;

d) qu'une telle politique exige que le personnel intéressé bénéficie des avantages d'un recrutement international;

décide

A. afin d'améliorer la répartition géographique des fonctionnaires des classes c et au-dessus :

1. que, en règle générale, les vacances se produisant dans les emplois de ces classes seront portées a la connaissance des administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union; cependant, le personnel en service devrait continuer à bénéficier de possibilités d'avancement raisonnables;

2. que, tout en pourvoyant ces emplois par voie de recrutement international, la préference devrait être donnée, à aptitudes égales, aux candidats originaires des régions du monde dont la représentation actuelle est nulle ou insuffisante;

B. que les fonctionnaires des classes f à k :

1. seront autant que possible recrutes parmi des personnes résidant en Suisse ou sur le territoire de la France dans un rayon de 25 km autour de Genève;

2. que, exceptionnellement, lorsque des emplois des classes f, g et h de caractère technique deviendront vacants, il sera tenu compte en premier lieu de l'importance du recrutement sur une base internationale;

3. que lorsqu'il n'est pas possible de recruter, en observant les dispositions du paragraphe B.1 ci-dessus, des personnes possédant les compétences requises, il convient que le Secrétaire général recrute des personnes résidant aussi près que possible de Genève. Si cela n'est pas possible, le Secrétaire général notifie la vacance de l'emploi à toutes les administrations mais, en fixant son choix, il doit tenir compte des conséquences financières;

4. que les fonctionnaires recrutés pour des emplois des classes f à k seront considérés comme recrutés sur la base internationale et auront droit aux avantages du recrutement international, tels qu'ils sont prévus dans le Reglement du personnel, à condition qu'ils ne soient pas de nationalité suisse et -

i) qu'ils soient recrutés hors de la zone mentionnée au paragraphe B.1 ci-dessus; ou,

ii) s'ils sont recrutés dans la zone mentionnée au paragraphe B.1, a condition qu'ils aient élu résidence dans cette zone à une date et dans des circonstances telles que le Secrétaire général soit convaincu que les intéressés s'y sont établis uniquement en vue de travailler dans les organisations internationales;

C. que les fonctionnaires déjà en service, qui auraient eu droit aux prestations du recrutement international ou semi-local d'après la politique exposée au paragraphe B.4, ci-dessus, si ce n'était qu'ils ont accepté de renoncer à ces prestations en tant que condition de leur emploi, auront droit aux prestations précitées a partir du 1er janvier 1960;

charge le Conseil d'administration

d'apporter les modifications nécessaires au Règlement du personnel et de suivre l'évolution de cette question, dans le dessein de réaliser une répartition géographique plus large et plus représentative.

ANNEXE 3

PROJET DE RESOLUTION

ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE CHERTE DE VIE AU PERSONNEL RETRAITE DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

la Résolution N° 24 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, aux termes de laquelle "... des indemnités de cherté de vie au personnel pensionné peuvent être accordées, si les circonstances le justifient, ces indemnités devant être financées par un prélèvement sur le budget ordinaire",

I

considérant d'une part

a) que depuis la mise en vigueur de l'échelle des traitements d'Atlantic City, le coût de la vie a augmenté en Suisse d'un peu plus de 12%,

b) que, tenant compte de cette augmentation, le Parlement de la Confédération Suisse a accordé à ses fonctionnaires retraités des indemnités de cherté de vie dont le taux actuel (par rapport aux pensions accordées en 1947) est de 12%,

décide

d'accorder, au 1er janvier 1959, au personnel de l'Union retraité sur la base de l'échelle des traitements d'Atlantic City, une indemnité de cherté de vie d'un montant égal à 12% de celui de leur pension;

II

considérant d'autre part

a) que l'échelle des traitements d'Atlantic City a été revisé en 1957;

b) qu'à cette occasion les emplois de l'U.I.T. ont été reclassés d'après la règle appliquée aux Nations Unies;

c) que le coût de la vie en Suisse a, depuis cette revision, augmenté de 5%;

décide

1. d'accorder aux fonctionnaires retraités de l'Union dont la pension de retraite a été calculée d'après les échelles mises en vigueur le ler janvier 1958 une indemnité de cherté de vie égale à 5% de leurs pensions;

charge

le Conseil d'administration :

a) de prévoir les crédits nécessaires au budget de l'Union;

b) de suivre l'évolution de cette question et, en ce qui concerne les ajustements futurs de ces indemnités de cherté de vie, de s'inspirer de la pratique générale suivie par les Nations Unies.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 310-F
3 décembre 1959

COMMISSION I

SIXIEME RAPPORT

du Président de la Commission H (Finances de l'Union)

Au cours de sa 12ème séance, le 2 décembre 1959, la Commission H a adopté les trois projets de résolutions ci-joints qui sont présentés à la Commission de rédaction en vue de leur transmission à la séance plénière.

Le Président
de la Commission H

José Garrido

Annexes : 3

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

ANNEXE 1

RESOLUTION N° ...

PARTICIPATION DU C.C.I.T.T. A L'ACTIVITE DE LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (C.M.I.) POUR LA PROTECTION DES LIGNES DE TELECOMMUNICATIONS ET DES CANALISATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

vu

le rapport présenté par le Secrétaire général par intérim dans le Document N° 10;

considérant

qu'il est de l'intérêt des télécommunications que l'U.I.T. collabore très activement aux travaux de la Commission mixte internationale pour la protection des lignes de télécommunications et des canalisations;

décide

1. d'encourager le C.C.I.T.T. à collaborer de la manière la plus efficace aux activités de la Commission mixte internationale;

2. d'autoriser le Directeur du C.C.I.T.T. à continuer à assurer le secrétariat de cette Commission, étant entendu,

2.1 que, en contre partie, l'U.I.T. continuera à être exonérée de toute contribution financière aux frais de fonctionnement de cet organisme;

2.2 que la responsabilité de l'U.I.T. sera limitée à la gestion des fonds de la C.M.I. par le Service des finances du Secrétariat général.

A N N E X E 2

PROJET

DE RESOLUTION N° ...

APPROBATION DES COMPTES DE L'UNION POUR LES ANNEES 1952 à 1958

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

considérant :

1. les dispositions de l'Article 9, alinéa 1 d) de la Convention de Buenos Aires;

2. le rapport du Conseil d'administration sur la gestion financière de l'Union et les Documents N^os^ 6, 263 et ... de la présente Conférence;

décide :

1. d'approuver définitivement les comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958;

2. d'exprimer au Secrétaire général et au personnel du Secrétariat général sa satisfaction pour la tenue de la comptabilité.

ANNEXE 3

PROJET
DE RESOLUTION N° .....

AIDE APPORTEE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA CONFEDERATION SUISSE DANS LE DOMAINE DES FINANCES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959)

considérant:

1. qu'au cours des années 1953, 1954 et 1958, le Gouvernement de la Confédération suisse a mis des fonds à la disposition de l'Union;

2. que le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse a vérifié avec beaucoup de soin les comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958;

exprime:

1. ses vifs remerciements au Gouvernement de la Confédération suisse pour sa collaboration avec l'Union dans le domaine des finances, collaboration qui présente des avantages et permet à l'Union de réaliser des économies;

2. l'espoir que cette collaboration pourra être maintenue à l'avenir;

charge:

le Secrétaire général de porter les termes de cette résolution à la connaissance du Gouvernement de la Confédération suisse.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 311-F (Rev.)
10 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA

CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

GENEVE, 1959

CONCERNANT LES ARRANGEMENTS TRANSITOIRES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959, a approuvé les dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

1. (1) Le Conseil d'administration élu par cette Conférence dans les conditions prévues à l'article 9 de la Convention et qui a tenu sa première session à Genève avant la signature du présent protocole, continuera à exercer les fonctions qui lui sont dévolues par la Convention.

(2) Le Président et le Vice-Président élus par le Conseil d'administration au cours de cette première session demeureront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, lors de l'ouverture de la session annuelle de 1961.

2. Les onze membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, élus par la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications, Genève, 1959, dans les conditions prévues à l'alinéa de l'article ... de la Convention, entreront en fonctions à la date fixée par cette Conférence.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

3. Le Secrétaire général et le Vice-Secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires dans les conditions prévues à l'article ... de la Convention entreront en fonctions le 1er janvier 1960.

4. . . . . .

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 311-F
3 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

PROJET DE PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS (GENEVE, 1959) CONCERNANT LES ARRANGEMENTS TRANSITOIRES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959, a convenu des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications, Genève, 1959.

"1. (1) Le Conseil d'administration sera désigné immédiatement dans les conditions prévues à l'Article .... de la Convention et exercera dès maintenant les fonctions qui lui sont dévolues par celle-ci.

(2) Il tiendra une première session à Genève avant la clôture de la présente Conférence et au cours de celle-ci élira son Président et son Vice-Président.

"2. (1) Les onze membres du Comité international d'enregistrement des fréquences seront immédiatement élus dans les conditions prévues au paragraphe .... de l'Article .... de la Convention.

(2) Ils entreront en fonctions à la date fixée par la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications (Genève, 1959).

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

"3. Le Secrétaire général sera immédiatement élu dans les conditions prévues à l'Article .... de la Convention et entrera en fonctions le 1er janvier 1960.

"4. ....."

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 312-F
3 décembre 1959

COMMISSION II

Rapport complémentaire relatif aux questions financières

NOUVEAU BATIMENT DE L'UNION

Ainsi que je l'ai signalé dans le Document N° 119, partie B, page 4, en dehors de l'amortissement du coût du bâtiment, il y a lieu de prévoir deux catégories de dépenses - d'une part, les dépenses hors contrat, les frais de déménagement et d'installation, d'autre part les frais d'entretien et d'exploitation et le personnel supplémentaire nécessaire.

I. Les dépenses de la première catégorie ne seront évidemment faites qu'une seule fois - Elles se répartissent ainsi :

Dépenses hors contrat (détail en Annexe 1)	.....fr.s.	365.000.-
Frais de déménagement	"	20.000.-
Frais d'installation		
a) mobilier des salles de réunions	"	50.000.-
b) mobilier de bureau neuf	"	70.000.-
c) rayonnages métalliques	"	30.000.-
d) matériel d'archives	"	180.000.-
		715.000.-

Ceci suppose que les frais de montage du central automatique (fr.s. 36.575.-) et les frais de cablage interne du téléphone (environ fr.s. 60.000.-) seront normalement inclus dans le coût du bâtiment figurant dans le contrat entre l'Etat de Genève et l'Union.

II. Les dépenses de la deuxième catégorie seront annuelles - Elles se répartissent ainsi :

1. Frais d'entretien : L'Etat de Genève les avait évalués à fr.s. 20.000.- par an sur une longue période. Il est clair que pendant les premières années ils seront nuls ou peu importants. On peut donc considérer qu'ils ne dépasseront pas 10.000.- francs suisses par an en moyenne pendant les 5 premières années.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

2. Frais d'exploitation - L'architecte conseil nous a soumis l'estimation suivante :

chauffage.....	fr.s.	50.000.-
électricité.....	"	80.000.-
nettoyages.....	"	75.000.-
assurances (incendie, dégats d'eau au mobilier).....	"	6.000.-
abonnement de revision d'ascenseurs	"	3.000.-
divers et imprévus (travaux de menuiserie, d'électricité, éventuellement entretien des abords du bâtiment, etc.).....	"	36.000.-
		250.000.-

Téléphone

Taxes d'abonnement du central automatique complet :

Deux solutions sont offertes par les P.T.T. suisses - la durée d'engagement est de 10 ans, après lesquels la taxe se réduit aux frais d'entretien

versement unique de fr.s. 152.747.-

taxe d'abonnement " 10.038.- par an

ou

taxe d'abonnement de " 29.131,80 par an

Taxe d'abonnement des lignes réseau et des appareils internes

aux conditions habituelles pour 250 postes et 30 lignes réseau fr.s. 5.400.-

Frais de communications

à raison de 40 centimes par jour, par fonctionnaire, ces frais s'élèveraient par an à " 30.000.-

Taxe d'abonnement d'un appareil télex " 1.000.-

*

* *

Les dépenses annuelles au titre des frais d'entretien et d'exploitation peuvent donc être récapitulées de la façon suivante :

Frais d'entretien	fr.s.	10.000.-
Frais d'exploitation	"	250.000.-
Téléphone (maximum)	"	65.000.-
	fr.s.	325.000.-

3. Personnel supplémentaire nécessaire

- concierge	fr.s.	12.000.-
- ouvrier chargé des travaux courants d'entretien	"	12.000.-
- création d'un emploi administratif	"	18.000.-
- création de 3 emplois d'huissier et d'un emploi de manutentionnaire	"	48.000.-
	fr.s.	90.000.-

*

* *

Il est évident que les frais relatifs à l'installation des services, aux installations spéciales etc. devront être revus en fonction des réponses favorables des administrations disposées à "prêter leur concours pour des aménagements d'ordre décoratif ou utilitaire". (Résolution N° 370 du Conseil d'administration).

Gerald C. Cross
Secrétaire général par intérim

Annexe : 1

A N N E X E

Dépenses hors contrat (non récurrentes)

(mobilier non compris)

a)	Installation du laboratoire du C.C.I.T.T.	fr.s.	125.000.-
b)	Installation des appareils techniques du C.C.I.R.	"	10.000.-
c)	Aménagement des salles de réunions :		
	(i) Salle du Conseil	"	25.000.-
	(ii) Salles de Commissions	"	30.000.-
d)	Aménagement de 7 bureaux directoriaux . .	"	40.000.-
e)	Installations électriques spéciales . . .	"	15.000.-
f)	Cabines téléphoniques (rez-de-chaussée et 5e étage)	"	6.000.-
g)	Lustrerie	"	100.000.-
h)	Divers et imprévus (équipement de l'infirmerie, installation d'une vitrine d'exposition des publications de l'Union, etc.)	"	14.000.-
		fr.s.	365.000.-

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 313-F
3 décembre 1959

COMMISSION E

PROJET DE RESOLUTION N° ....

(établi par le Secrétariat)

PARTICIPATION DE L'U.I.T. AU PROGRAMME ELARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

ayant passé en revue

les conditions de participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique, en particulier à la lumière des procédures fixées par le Conseil d'administration dans sa Résolution N° 244 et de l'ensemble des dispositions arrêtées en 1957;

vu

1. les modifications qui devront être apportées à l'administration du programme de l'Union d'après la Résolution N° .... ;

2. la proposition figurant au document N° 64 de la Conférence;

décide

que le Conseil d'administration entreprendra une révision complète des procédures relatives à la participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique. A cet égard, il convient que le Conseil ait présentes à l'esprit les propositions relatives à la participation de l'U.I.T. au Programme élargi d'Assistance technique approuvées par la Conférence et figurant dans le document N° .... .

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Annexe : 1

A N N E X E

PROPOSITIONS CONCERNANT LA PARTICIPATION DE L'U.I.T. AU PROGRAMME ELARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES

Le rôle des experts de l'Assistance technique peut se répartir en trois catégories qui consistent :

1. à fournir à une administration l'avis d'un expert sur un problème ou sur un projet donné,
2. à élaborer un projet, en estimer le coût et établir le programme général d'exécution des travaux,
3. à exécuter un projet.

Première catégorie

L'administration intéressée devrait avoir rassemblé au préalable suffisamment de renseignements préliminaires. Dans la plupart des cas, il suffit d'un mois pour que l'expert puisse formuler son avis. Sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, la durée de détachement de l'expert ne devrait, pour ce genre de travaux, dépasser un mois. Ce détachement aurait lieu seulement après une étude minutieuse faite par l'U.I.T.

Deuxième catégorie

L'administration intéressée devrait avoir rassemblé au préalable tous les renseignements détaillés possibles. L'U.I.T. devrait lui indiquer sur quoi doivent porter les renseignements en question.

L'expert (ou les experts) commencerait alors à établir le projet, à en faire l'estimation et, si nécessaire, à préparer les spécifications. Il est bien certain que le temps nécessaire à cet effet peut aller de

1 à 6 mois selon la nature du projet. Dans presque tous les cas, l'U.I.T. pourra fixer le délai nécessaire en respectant les limites ci-dessus.

L'administration peut ensuite entreprendre les travaux qui lui incombent, comme accorder les crédits nécessaires, lancer les appels d'offres, et prendre toutes autres mesures nécessaires.

Pendant l'examen des soumissions reçues, l'administration peut encore avoir besoin de l'assistance de l'expert pour une durée de 1 à 3 mois.

Troisième catégorie

L'administration est censée avoir terminé les travaux préparatoires nécessaires pour l'exécution du projet : construction des bâtiments, recrutement du personnel, etc. L'expert peut alors aider l'administration à surveiller l'exécution des travaux et lui fournir en temps opportun tout le concours qu'il estime nécessaire pour la bonne marche ultérieure de l'installation réalisée.

Le but du plan proposé est d'éviter que les experts perdent du temps dans l'intervalle qui sépare les étapes successives des travaux.

Il peut se faire qu'une administration ait besoin des services d'un expert dans les périodes intermédiaires, ou après réalisation du projet, ceci pour aider à la mise en service et à la maintenance des installations. Dans tous les cas, si l'U.I.T. fournit un expert, elle détermine, compte tenu notamment de la législation du Programme élargi d'assistance technique, l'étendue de la contribution faite par l'administration intéressée aux dépenses de cet expert, de façon à assurer l'utilisation la plus efficace des fonds disponibles pour l'Assistance technique.

Contrôle

1. L'U.I.T. devrait établir, pour le contrôle des projets, les méthodes les plus efficaces et les plus économiques dans le cadre des procédures établies pour le Programme élargi d'Assistance technique.

2. Les mesures prises dans chaque cas particulier seront examinées par le Comité de coordination et par le Secrétaire général, et feront l'objet d'un rapport au Conseil d'administration.

3. Dès que les travaux d'exécution d'un projet ont commencé, il incombe au Gouvernement requérant, ainsi qu'à l'expert (lorsqu'il est présent), de soumettre régulièrement des rapports mensuels à l'U.I.T.

4. L'administration intéressée reçoit un exemplaire du rapport mensuel de l'expert.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 314-F
3 décembre 1959

SÉANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Douzième séance plénière

Samedi 5 décembre 1959, 15 heures

1. Première série de textes présentés par la Commission de rédaction (Document N° 219)
2. Proposition relative à l'Article 47 (Document N° 227)
3. Désignation du Membre portant actuellement le nom de "Ensemble des Etats et Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer" (Document N° 261)
4. Rapport de la Commission C/3. Contributions des pays représentés par des délégations ayant le statut d'observateur (Document N° 274)
5. Projet de résolution concernant la Proposition 290 (Document N° 275)
6. Lettre du Chef de la délégation du Royaume Hachémite de Jordanie (Document N° 287)
7. Moyens de communications radioélectriques et optiques permettant d'accroître, en temps de conflit armé, ... (Document N° 303)
8. Projet de Protocole additionnel à la Convention (Document N° 316)
9. Divers.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 315-F
3 décembre 1959

COMMISSION E

PROJET DE RESOLUTION

(présenté par le Chef de la délégation du Mexique)

FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959)

considérant :

a) que les fonds provenant des divers programmes des Nations Unies et disponibles pour l'Assistance technique contribuent à la formation du personnel et à la réalisation des plans pour les télécommunications, mais ne sont généralement pas utilisables pour l'achat de matériel ni pour d'autres besoins essentiels à l'amélioration et à l'extension des réseaux nationaux et internationaux;

b) qu'en particulier les pays nouveaux ou en voie de développement ont besoin de crédits pour financer leurs plans de développement des télécommunications;

c) qu'en règle générale les projets de télécommunications, s'ils sont établis sur une base techniquement et économiquement saine, constituent l'un des meilleurs objets de placement de capitaux, publics et privés;

reconnaît :

qu'il est de l'intérêt de toutes les administrations des Membres et Membres associés de l'Union d'imaginer des méthodes d'organisation permanentes propres à inciter le placement de capitaux dans les projets de télécommunications, spécialement dans les pays nouveaux ou en voie de développement;

charge :

A. Le Secrétaire général

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

1. de se mettre en rapport avec les Membres et Membres associés de l'Union afin de savoir s'ils envisagent d'entreprendre des projets de télécommunication pour lesquels un apport de capitaux extérieurs serait le bienvenu et, dans l'affirmative, à quelles conditions;

2. de s'adresser aux sociétés intergouvernementales et privées éventuellement intéressées par des placements dans le domaine des télécommunications, afin de connaître leurs vues sur une participation possible à un plan de financement international;

3. de présenter au Conseil d'administration un rapport sur le résultat de ses enquêtes.

B. Le Conseil d'administration

de prendre, à la lumière du rapport du Secrétaire général, les mesures qu'il estimera indiquées pour favoriser les placements dans les projets de télécommunications des Membres et Membres associés de l'Union, étant entendu :

1. que l'Union ne sera d'aucune façon engagée dans des opérations financières;

2. que l'application du plan de financement à instituer n'entraînera aucune dépense imputable au budget de l'Union.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 316-F
4 novembre 1959

COMMISSION H

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Proposition

RÉSOLUTION

Numéro de la proposition

336

CONCERNE : VÉRIFICATION DES COMPTES DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

rappelant

l'aide précieuse apportée à l'Union par le Gouvernement de la Confédération suisse au cours des années 1953-1959 en effectuant, selon le mandat qui lui était confié, la vérification externe du point de vue arithmétique des comptes de l'Union avec une compétence et une précision parfaites;

ayant étudié

a) les commentaires formulés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies dans son rapport sur l'Union internationale des télécommunications (Document N° 8, paragraphes 35 à 37);

b) les exposés du Conseil d'administration dans son rapport à la Conférence de plénipotentiaires (Section 11.4) et dans le Document N° 7 de la Conférence (paragraphes 20 et 21);

ARCHIVES I.I.T. NÈVE

considérant

qu'il est désirable de remplacer le système de la vérification purement arithmétique par une vérification externe plus élargie

en s'inspirant des principes appliqués dans le contrôle de gestion financière de la plupart des autres organisations internationales appartenant à la famille des Nations Unies, ce qui faciliterait la tâche du Conseil d'administration en la matière;

décide

1. de charger le Conseil d'administration

a) de négocier avec le Gouvernement de la Confédération suisse en vue d'élargir son présent mandat de vérification externe en tenant compte, dans la mesure du possible et sans toucher en quoi que ce soit aux prérogatives du Conseil d'administration en la matière, des principes adoptés pour le contrôle de gestion financière de la plupart des autres organisations internationales appartenant à la famille des Nations Unies tels qu'ils sont énoncés dans l'Annexe 4 au Document N° 7 de la Conférence; les crédits nécessaires à ce contrôle externe seront inscrits au budget;

b) d'apporter les améliorations nécessaires au système de vérification interne des comptes de l'Union, à la lumière notamment des observations formulées par les commissaires chargés de la vérification externe; toutefois, de telles améliorations ne devraient pas entraîner une augmentation de l'effectif du personnel du Service financier au Secrétariat général de l'Union;

2. de charger le Secrétaire général de porter les termes de cette résolution à la connaissance du Gouvernement de la Confédération suisse.

CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES

GENEVE, 1959

Document N° 317-FES
4 décembre 1959

PROGRAMME DES SEANCES POUR LA SEMAINE DU 7 AU 13 DECEMBRE

SCHEDULE OF MEETINGS FROM 7 TO 13 DECEMBER

PROGRAMA DE SESIONES DEL 7 AL 13 DE DICIEMBRE

	7 Lundi Monday Lunes				8 Mardi Tuesday Martes					9 Mercredi Wednesday Miércoles				10 Jeudi Thursday Jueves					11 Vendredi Friday Viernes					12 Samedi Sábado			
	0930	1100	1500	1700	0930	1100	1500	1700	1830	0930	1100	1500	1700	0930	1100	1500	1700	1830	0930	1100	1500	1700	2030	0930	1100	1500	1700
Assemblée plénière				A[1]				A[2]		A[2]			A[2]	A[2]	A		A		A				A	A			
Com. A																		E									
Com. C									E																		
Com. E																											
Com. G					F	F																					
Com. H	E	E			E	E										E					E	E					
Com. I	G	G	G	G			G	G			G	G				G				G	G	G			G	G	G

1) Elections (Conseil d'administration)

2) Elections (Secrétaire général)

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 318-F
4 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

P R O C E S - V E R B A L

de la

onzième séance plénière

Lundi 30 novembre 1959, 9 h. 30

Président : M. J.D.H. van der Toorn (Pays-Bas)

Secrétaire de la Conférence : M. Gerald C. Gross

Secrétaire adjoint de la Conférence : M. Clifford Stead

Questions traitées :

1. Procès-verbal de la 6ème séance plénière (Document N° 206)
2. Procès-verbal de la 7ème séance plénière (Document N° 212)
3. Procès-verbal de la 8ème séance plénière (Document N° 214)
4. Procès-verbal de la 9ème séance plénière (Document N° 220)
5. Procès-verbal de la 10ème séance plénière (Document N° 270)
6. Confirmation de la décision prise par la Commission D, selon laquelle le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les Directeurs des C.C.I. doivent tous être de nationalité différente.
7. Note du Président de la Conférence de plénipotentiaires concernant les élections (Document N° 247).

Présents :

Afghanistan; Arabie Saoudite; Argentine (République); Australie (Fédération de l'); Autriche; Belgique; R.S.S. de Biélorussie; Birmanie (Union de); Brésil; Bulgarie (République populaire de); Canada; Ceylan; Chine; Cité du Vatican (Etat de la); Colombie (République de); Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi; Corée (République de); Costa Rica; Cuba; Danemark; El Salvador; Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Ethiopie; France; Ghana; Grèce; Guatemala; Hongroise (République Populaire); Inde (République de l'); Indonésie (République d'); Iran; Iraq; Islande; Israël (Etat d'); Italie; Japon; Jordanie; Laos; Libye (Royaume-Uni de); Luxembourg; Malaisie (Fédération de); Maroc (Royaume du); Mexique; Monaco; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pays-Bas (Royaume des); Pérou; Philippines (République des); Pologne (République Populaire de); Portugal; Provinces portugaises d'Outre-Mer; République Arabe Unie; République Fédérale d'Allemagne; République Fédérative Populaire de Yougoslavie; R.S.S. de l'Ukraine; République Populaire Roumaine; Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; Soudan (République du); Suède; Suisse (Confédération); Tchécoslovaquie; Territoires des Etats-Unis d'Amérique; Thaïlande; Tunisie; Turquie; Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest; Union des Républiques Socialistes Soviétiques; Uruguay (République orientale de l'); Vénézuéla (République de).

Membre Associé :

Afrique Orientale Britannique.

1. Procès-verbal de la 6ème séance plénière (Document N° 206)

Approuvé, avec la modification suivante :

Remplacer le premier paragraphe de la page 6 par le texte suivant : "Le délégué de l'Uruguay estime que l'opinion de la minorité, telle qu'elle a été exprimée par le délegué de l'U.R.S.S., est digne de respect car elle repose sur des arguments d'ordre financier et économique. Toutefois, la grande majorité des délégations considère que l'I.F.R.B. a fait du travail utile et qu'il fera un travail encore plus utile dans l'avenir en application des directives qui lui sont données par la Conférence. Aussi, l'orateur appuie-t-il la proposition d'adoption du Document N° 153, sans l'Annexe."

2. Procès-verbal de la 7ème séance plénière (Document N° 212)

Approuvé à l'unanimité.

3. Procès-verbal de la 8ème séance plénière (Document N° 214)

Approuvé, avec la modification suivante :

A la page 9, remplacer la deuxième phrase du deuxième paragraphe par le texte suivant : "De même, il est d'avis que la procédure adoptée par le Conseil d'administration dans son Règlement intérieur est applicable à la Conférence de plénipotentiaires avec de petites modifications éventuelles."

4. Procès-verbal de la 9ème séance plénière (Document N° 220)

Approuvé à l'unanimité.

5. Procès-verbal de la 10ème séance plénière (Document N° 270)

Approuvé, avec la modification suivante:

A la page 12, remplacer la deuxième phrase du premier paragraphe par le texte suivant: "Il importe que les délégués aient en leur possession une liste complète des candidats le 2 décembre au matin."

6. Confirmation de la décision prise par la Commission D, selon laquelle le secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les Directeurs des C.C.I. doivent tous être de nationalité différente.

Le Président explique qu'il tient à ce que cette question soit examinée avant la publication des feuilles bleues correspondantes parce qu'elle a des répercussions sur l'élection du Secrétaire général, et que par conséquent il convient de trancher la question avant le 4 décembre. Il ne sera pas nécessaire d'y consacrer une longue discussion, puisque la Commission D a déjà effectué une étude approfondie de la question.

Le délégué du Canada reconnaît qu'il est vain de vouloir revenir sur une décision prise à la majorité, mais il tient à faire savoir qu'à son avis cette décision est mauvaise et qu'il ne saurait l'accepter. Elle aura pour effet d'exclure au moins un candidat au poste de Secrétaire général ou de Secrétaire général adjoint. Cela est regrettable, car ce candidat exclu pourrait posséder les compétences les plus sérieuses. Il eût été plus sage de laisser les délégués libres de juger eux-mêmes et de voter selon leur jugement.

Le délégué de la Belgique pense qu'il serait peut-être plus intéressant de répartir les hauts fonctionnaires en deux groupes: d'une part le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint, d'autre part les Directeurs des C.C.I.. La règle des nationalités différentes pourrait alors s'appliquer à chaque groupe séparément.

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie appuie sans réserve la décision prise par la Commission D. Soixante-sept pays étaient représentés à la séance de la Commission et 54 se sont prononcés en faveur de la décision. Celle-ci est de nature à assurer une répartition géographique équitable parmi les hauts fonctionnaires de l'Union, et il est inutile de revenir sur la question.

Il est procédé à un vote à main levée. Par 62 voix contre 7, et 4 abstentions, l'assemblée plénière entérine la décision prise par la Commission D.

7. Note du President de la Conférence de plénipotentiaires concernant les élections (Document N° 247)

Le Président propose de discuter les points successifs de ce document, dans l'ordre de numérotation.

Point 1:

Le Président donne des précisions sur sa proposition. Il s'agit de considérer comme valables pour les prochaines élections toutes les candidatures pour les postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint déjà reçues par le Conseil d'administration, le renouvellement de ces candidatures étant inutile.

Le délégué de Ceylan déclare que la décision de faire élire le Secrétaire général et son adjoint non plus par le Conseil d'administration mais par la Conférence de plénipotentiaires représente une importante modification de principe. On pourrait peut-être demander aux personnes qui ont déjà fait acte de candidature auprès du Conseil d'administration d'adresser une lettre au Président de la Conférence de plénipotentiaires, par laquelle elles feraient savoir officiellement qu'elles désirent maintenir leur candidature à ces postes.

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie interprète la proposition du délégué de Ceylan comme signifiant que l'on ne devrait admettre que les candidats présentés par leur administration nationale. Il approuve ce principe sans réserve. Sinon, on pourrait se trouver en face de candidatures émanant de personnes sans la moindre expérience dans le domaine des télécommunications. La liste des candidats à soumettre à la Conférence de plénipotentiaires devrait comprendre uniquement les candidats présentés par les administrations nationales.

Le délégué de Ceylan précise que sa proposition concernait uniquement les candidatures reçues par le Conseil d'administration. Il serait bon que ces candidatures fussent confirmées au Président de la Conférence de plénipotentaires.

Le délégué du Canada appuie la proposition faite par le Président au point 1 du document. Il juge inutile que des personnes qui ont déjà fait acte de candidature aient à confirmer leur demande. Il est en désaccord avec le délégué de la Biélorussie quant à la restriction aux seuls candidats présentés par les gouvernements. Il peut fort bien se faire qu'un candidat non présenté par une administration se révèle un excellent Secrétaire général. Chaque délégation devrait être laissée libre de voter pour qui bon lui semble. Il y a peu de chance pour que l'élu soit un ignorant.

Le délégué des Etats-Unis s'associe sans réserve aux paroles prononcées par le délégué du Canada.

Le délégué de la Tchécoslovaquie déclare que le principe de la présentation des candidatures par les administrations, ayant été approuvé pour les membres de l'I.F.R.B., doit s'appliquer également dans le cas du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint. L'orateur se déclare d'accord avec le délégué de Ceylan.

Le point 1 de la note du Président (Document N° 247) est mis aux voix; par vote à main levée, le point 1 est approuvé par 55 voix contre 3 et 7 abstentions.

Point 2:

Le principe selon lequel les candidatures aux postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint pourraient être présentées par d'autres que les administrations nationales est mis aux voix; par vote à main levée, ce principe est approuvé par 41 voix contre 20 et 10 abstentions.

Point 3:

Le principe selon lequel les demandes de candidature devraient être publiées à mesure qu'elles sont reçues, c'est-à-dire dans l'ordre chronologique, est mis aux voix; par vote à main levée, ce principe est approuvé par 60 voix contre 7 et 3 abstentions.

Point 4:

Le délégué du Royaume-Uni, intervenant en qualité de Président du Groupe de travail D2, déclare que ce Groupe a fait une recommandation analogue dans un rapport qui n'a pas encore été publié. Cependant, le Groupe a recommandé également que la durée du mandat soit au minimum de cinq ans, afin de faciliter le règlement de certaines questions, notamment les questions de déménagement.

L'Assemblée approuve à l'unanimité et sans vote les propositions faites par le Président au point 4.

Point 5:

Le Président explique que la décision de ne plus élire à vie le Secrétaire général ni le Secrétaire général adjoint affecte la situation du Secrétaire général par intérim, M. Gross, qui a été élu Secrétaire général adjoint à vie, jusqu'à sa retraite, par la Conférence d'Atlantic City. M. Gross est candidat au poste de Secrétaire général, mais, s'il n'est pas élu, il semble qu'il faudra mettre fin à ses fonctions de Secrétaire général adjoint permanent; il convient de l'aviser de sa situation au point de vue juridique.

La Conférence de plénipotentiaires voudra procéder, la semaine prochaine, en toute liberté à l'élection pour le poste de Secrétaire général adjoint; il est clair que cela ne sera pas possible si le poste n'est pas vacant. C'est pourquoi le Président propose de mettre fin au contrat de M. Gross comme Secrétaire général adjoint et d'octroyer à celui-ci les indemnités prévues à l'Article 25 du Règlement du personnel. Si l'Assemblée plénière approuve cette proposition, il faudra définir un régime transitoire.

M. Gerald C. Gross, Secrétaire de la Conférence et Secrétaire général par intérim de l'U.I.T. déclare que le Président a fort bien résumé la situation. Peut-être vaudrait-il mieux que l'Assemblée délibère sur ce point en son absence. Il demande donc au Président la permission de se retirer, mais il répondra volontiers à toutes questions que l'on pourrait lui poser.

Le Président déclare qu'il n'a aucune question à poser à M. Gross, qui se retire alors.

Le délégué du Canada pense que, sans aucun doute, la grande majorité des délégations estime, avec le Président, qu'il convient de mettre fin aux fonctions de M. Gross. L'orateur n'est pas, quant à lui, de cet avis. Cet état de choses n'est qu'une des conséquences d'une décision fondamentalement fausse. Il est extrêmement grave et choquant que la Conférence puisse envisager de mettre fin à des fonctions que la Conférence d'Atlantic City a conférées à vie à l'intéressé.

L'orateur aimerait que le Président lui explique comment il est possible d'octroyer des indemnités en application de l'Article 25 du Règlement du personnel, quand l'Article 75 du même Règlement indique sans ambiguïté que l'Article 25 ne s'applique pas au Secrétaire général adjoint.

Le Président répond qu'un grand nombre des articles cités à l'Article 75 sont considérés comme inapplicables aux hauts fonctionnaires élus, car ces articles impliquent des mesures devant être prises par le Secrétaire général ou par son adjoint. Mais il est possible d'appliquer l'esprit de ces articles, par analogie.

Le Président pense que la Conférence de plénipotentiaires pourrait émettre une recommandation de principe par analogie avec l'Article 25, et il appartiendrait au Conseil d'administration de prendre les mesures d'application.

Le délégué de l'Argentine suggère que l'on s'inspire des dispositions transitoires proposées pour le cas du Vice-Directeur du C.C.I.R. Même si la nouvelle Convention stipulait qu'il n'y aura plus de poste de Secrétaire général adjoint, il serait toujours possible d'ajouter un protocole maintenant M. Gross en fonctions jusqu'à sa mise à la retraite.

Le délégué de l'Ethiopie fait observer que la Convention de Buenos Aires, qui est toujours en rigueur, prévoit deux postes de Secrétaire général adjoint. Même si l'on élisait un nouveau Secrétaire général adjoint, M. Gross pourrait rester en fonctions jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention.

Le délégué de l'U.R.S.S. approuve les propositions faites au point 5 du document. Comme l'a dit le Président, il faut que l'élection ait lieu en toute liberté, puisque le poste de Secrétaire général adjoint nouvellement créé est un poste de classe A, alors que les deux anciens Secrétaires généraux adjoints occupaient des postes de classe B. Il est évidemment impossible de prévoir le résultat de l'élection au poste de Secrétaire général mais, si la situation décrite au point 5 du document venait à se présenter, le Conseil d'administration aurait besoin de directives pour lui permettre d'étudier en détail les dispositions à prendre, non pas sur la base de l'Article 25 mais à la lumière des mesures prises dans le passé dans les cas de MM. Mulatier, Valensi et Townshend.

En réponse à une question du délégué de l'Espagne, le Président indique que si M. Gross est élu Secrétaire général, il n'y aura pas lieu de lui verser une indemnité de licenciement, puisque son élection équivaudra à une promotion.

Le délégué des Etats-Unis estime qu'on ne saurait établir une analogie quelconque avec les cas de MM. Mulatier, Valensi et Townshend, qui ont quitté l'Union à l'âge de la retraite. La situation de M. Gross est différente.

Le délégué de Ceylan résume l'ensemble de la question; il déclare ensuite qu'à partir de la prochaine Conférence de plénipotentiaires les deux postes seront, de toute évidence, vacants, mais que pour l'heure il convient de prendre des dispositions transitoires. Il n'est pas absolument nécessaire de mettre fin aux fonctions de M. Gross. On pourrait prendre l'une des deux décisions suivantes : soit mettre le poste de M. Gross au même niveau que celui du nouveau Secrétaire général adjoint et M. Gross pourrait alors rester en fonctions, soit considérer que le poste de Secrétaire général adjoint est supprimé. Dans ce dernier cas, M. Gross devrait être traité avec équité et justice en ce qui concerne les indemnités. Quoi qu'il en soit, rien ne devrait être fait pour dresser des obstacles devant la candidature de M. Gross au poste de Secrétaire général.

Le délégué du Pakistan rappelle que, d'après la déclaration du Président, M. Gross n'aurait droit à aucune indemnité s'il était élu Secrétaire général ou Secrétaire général adjoint. Mais la question de son statut actuel de Secrétaire général adjoint se trouverait posée s'il n'était élu à aucun de ces deux postes. Aussi semble-t-il inutile de débattre de ce point avant que l'élection ait eu lieu.

La séance est suspendue de 11 heures 05 à 12 heures.

A la reprise de la séance, le délégué d'Israël fait une analyse de la situation. M. Gross est candidat au poste de Secrétaire général. Que se passerait-il s'il était élu ? Le seul point à régler est celui de savoir s'il convient de verser des indemnités en compensation du fait que le nouveau mandat aurait une durée de cinq ans seulement, alors que M. Gross a été élu initialement à vie.

Que se passerait-il s'il n'était pas élu ? Etant donné les circonstances spéciales, l'orateur propose que la Conférence, en dérogation à la nouvelle Convention, recherche le moyen de permettre à M. Gross de rester au service de l'Union jusqu'à sa retraite. Il est d'accord avec le délégué de l'Argentine pour penser que l'on pourrait prendre les mêmes mesures que pour le Vice-Directeur du C.C.I.R., étant donnée l'analogie entre les deux cas.

Le délégué de l'Argentine estime que ce serait une erreur de prendre une décision hâtive. Il propose de suspendre la discussion jusqu'à ce que soient connus les résultats de l'élection au poste de Secrétaire-général.

Les délégués de l'Espagne, du Japon, de l'Afghanistan, de l'Italie, de la Chine et de la Belgique appuient la proposition du délégué de l'Argentine.

Le délégué du Brésil est d'avis que le problème pourrait être résolu sur l'heure. M. Gross pourrait être maintenu en fonctions jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, et l'élection d'un Secrétaire général adjoint pourrait être ajournée jusqu'à ce que ce poste devienne vacant. La décision devrait être prise sans délai.

Le délégué de la Tchécoslovaquie désire apporter une légère modification à la proposition de l'Argentine. La discussion devrait être ajournée jusque après les deux élections : l'élection au poste de Secrétaire général et l'élection au poste de Secrétaire général adjoint.

Le délégué des Etats-Unis rappelle que la Conférence d'Atlantic City a créé trois postes entièrement nouveaux : celui de Secrétaire général et celui de Secrétaire général adjoint, mais, en dérogation à la Convention, elle a décidé également de maintenir à ces postes M. . . . . Mulatier et Gross. Si M. Gross n'était pas élu Secrétaire général, la Conférence pourrait fort bien prendre des mesures analogues et confirmer M. Gross dans les nouvelles fonctions de Secrétaire général adjoint, jusqu'à l'âge de la retraite. L'orateur s'associe sans réserve aux paroles prononcées par le délégué d'Israël.

Le délégué du Ghana pose la question suivante : si M. Gross était élu Secrétaire général, renoncerait-il automatiquement aux droits que lui confère son ancien contrat ? L'orateur se rend compte que cette question est trop délicate pour pouvoir être débattue en séance plénière, et qu'il serait préférable de former un petit groupe de travail, comprenant M. Gross lui-même, pour examiner cette question en détail et soumettre un rapport.

Le délégué de l'Australie est entièrement d'accord avec les délégués d'Israël et des Etats-Unis. M. Gross devrait être maintenu en fonctions jusqu'à sa retraite.

Le délégué de l'Afrique Orientale Britannique fait la déclaration suivante :

"Seul délégué présent d'un Membre associé de l'Union, et par conséquent tout à fait en dehors des questions actuellement débattues, je tiens à apporter ma contribution aux mesures envisagées par cette assemblée.

" Nombre d'entre nous ont consacré leur vie au service des télécommunications, et, pour la plupart, tout ce temps a été mis au service du public. Les hauts fonctionnaires de l'Union sont dans la même situation, mais ils travaillent, eux, pour le public du monde entier, et je ne peux me défaire d'un sentiment d'angoisse à l'idée que cette assemblée va peut-être prendre, à l'égard d'un haut fonctionnaire, des mesures qui sont susceptibles d'avoir un retentissement mondial et qui discréditeront peut-être notre Union.

" Monsieur le Président, avant qu'il soit trop tard, j'exhorte les Membres de l'Union à bien réfléchir sur ce qu'ils sont en train de faire et à se rendre un juste compte des mesures qu'ils vont décider.

" Nous estimons que la mesure la plus équitable serait que la Conférence vote uniquement pour le poste de Secrétaire général et non pour celui de Secrétaire général adjoint.

" Si M. Gross n'était pas élu Secrétaire général par intérim, il faudrait le confirmer, sans débat, dans les fonctions de Secrétaire général adjoint."

Le délégué de l'Ethiopie estime qu'il faut avant tout élire un Secrétaire général. On pourra ensuite décider s'il y a lieu de proposer à M. Gross le poste de Secrétaire général adjoint, sans élection. Si M. Gross refuse, on pourra procéder à une élection. C'est à ce moment que l'on examinerait la situation de M. Gross.

Le délégué de l'U.R.S.S. déclare que la situation de M. Gross ne devrait être examinée qu'après les deux élections. Un grand nombre des délégués présents connaissent M. Gross depuis des années et ont eu l'occasion d'apprécier son travail. L'orateur est certain qu'une décision appropriée sera prise, tenant compte des longs états de service de M. Gross.

A la demande du Président, le délégué de l'Argentine répète sa proposition. L'orateur ajoute que si M. Gross n'est pas élu Secrétaire général, il proposera son maintien en fonctions sans autre élection.

Les délégués des Etats-Unis, du Pérou et de Costa Rica appuient la proposition de l'Argentine.

Le délégué de la République Populaire Roumaine rappelle que la délégation de la Tchécoslovaquie a présenté un amendement à la proposition de l'Argentine. Aux termes de l'Article 15 de la Convention, cet amendement devrait être mis aux voix avant la proposition elle-même.

Le Président résume ces propositions : il rappelle que l'amendement de la Tchécoslovaquie tend à ajourner la discussion jusque après les deux élections (Secrétaire général et Secrétaire général adjoint), tandis que la proposition initiale de l'Argentine tend à ajourner la discussion jusque après la première élection (Secrétaire général).

Le délégué de l'Argentine confirme qu'il en est bien ainsi.

L'amendement de la Tchécoslovaquie est mis aux voix; il est repoussé par un vote à main levée, 44 délégations se prononçant contre, 16 pour et 11 s'abstenant.

La proposition initiale de l'Argentine, telle que le Président vient de la résumer, est alors mise aux voix; elle est adoptée par un vote à main levée, 63 délégations se prononçant pour, 1 contre et 8 s'abstenant.

Le Président soulève alors la question de l'ordre de succession des élections.

A l'issue d'une discussion dans laquelle interviennent les délégués de l'Ethiopie, de Ceylan, de l'Argentine, de l'Italie, de la République Arabe Unie, de l'Australie, de la Grèce, de la Tchécoslovaquie, du Brésil et du Pérou, le Président met aux voix l'ordre qu'il propose pour ces élections, à savoir : 1) Conseil d'administration; 2) Secrétaire général; 3) I.F.R.B.; cet ordre est approuvé par un vote à main levée, 61 délégations se prononçant pour, 0 contre et 5 s'abstenant.

Le Président propose alors le calendrier suivant pour ces élections et ce calendrier est approuvé :

Lundi 7 décembre, à 15 heures : Conseil d'administration

Mardi 8 décembre, à 17 heures : Secrétaire général

Mercredi 9 décembre, 9 heures 30 : Secrétaire général (2ème tour)

Mercredi 9 décembre, 17 heures : Secrétaire général (3ème tour)

Jeudi 10 décembre, 9 heures 30 : Secrétaire général (4ème tour)

En cas de partage égal des voix ou de tirage au sort, l'élection pourrait exiger un jour de plus.

L'assemblée plénière pourra ensuite reprendre la discussion sur l'élection d'un Secrétaire général adjoint. L'élection des membres de l'I.F.R.B., qui est d'ailleurs du ressort de la Conférence des radiocommunications, pourra ensuite avoir lieu, vers la fin de la semaine, vendredi ou samedi par exemple.

M. Acton, Président de la Conférence des radiocommunications, donne son accord.

La séance est levée à 13 heures 10.

Le Rapporteur,
H. Heaton

Le Secrétaire de la Conférence,
Gerald C. Gross

Le Président,
J.D.H. van der Toorn

(Pour la partie de la séance durant laquelle il a été présent, c'est-à-dire jusqu'au moment de la discussion du point 7 de l'ordre du jour : Document N° 247, paragraphe 5)

Le Secrétaire adjoint de la Conférence,
Clifford Stead
(pour le reste de la séance)

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 319-F
4 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

DECLARATION

de la

REPUBLIQUE ARABE UNIE

A propos de l'élection du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint, de l'U.I.T., la délégation de la République Arabe Unie déclare que le candidat officiel de la République Arabe Unie est :

M. Fathy Gheith

comme il est dit au Document N° 276, page 3.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 320-F
4 décembre 1959

COMMISSION H

COMPTE RENDU

Douzième séance de la Commission H - (Finances de l'Union)

Mercredi 2 décembre 1959, 15 heures

Le Président indique qu'en raison d'un voyage qu'a du faire le délégué des Etats-Unis d'Amérique, il est nécessaire de désigner un nouveau Président pour le Groupe de travail qui a été constitué lors de la séance précédente. Il propose M. Weaver (Royaume-Uni) qui se déclare disposé à accepter la présidence de ce Groupe, lequel a pour mandat de fixer le plafond des dépenses dans les budgets de l'Union pour les années 1960 à 1965.

La Commission adopte l'ordre du jour (Document N° DT 101), puis le Président ouvre la discussion sur le compte rendu de la dixième séance (Document N° 282), qui est adopté sous réserve de la modification suivante, proposée par le délégué du Canada. La déclaration figurant à la page 1 du Document N° 282 devra être corrigée de la manière que voici :

"Le délégué du Canada s'oppose à ce que des intérêts soient perçus sur les contributions payées en retard. Le Canada paie ses échéances en temps voulu et a donc peu à craindre de cette disposition, mais il est opposé en principe à ce que l'on pénalise les pays qui, par suite de méthodes financières constitutionnelles que leurs gouvernements sont contraints de suivre, ne peuvent payer leurs contributions à l'U.I.T. que plusieurs mois après le début de l'année fiscale, même s'ils auraient voulu les payer en totalité le plus tôt possible. De toute façon, on n'a fourni aucune preuve satisfaisante pour démontrer que des intérêts aussi élevés que ceux actuellement suggérés sont nécessaires; il n'est même pas prouvé qu'aucun intérêt soit nécessaire pour couvrir les dépenses d'intérêt résultant d'emprunts éventuels du Gouvernement suisse."

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

La Commission passe ensuite à l'examen du Document N° 288 relatif à l'estimation des dépenses ordinaires de l'Union pour 1960. Il est décidé que ce texte sera renvoyé au Groupe de travail H3.

En ce qui concerne la gestion des fonds de la Commission mixte internationale pour la protection des lignes de télécommunications (Document N° 10), la Commission décide d'approuver la Résolution N° 403 du Conseil d'administration, qui figure à la page 5 du Document N° 10. Elle désire néanmoins apporter au point 2.2 de cette Résolution une modification ayant pour objet d'autoriser l'Union à assumer la gestion des fonds de la C.M.I., sans pour autant que cela affecte les finances de l'Union elle-même.

La page 17 du Document N° 14 comprend la Résolution N° 18 de la Conférence de Buenos Aires, au sujet de laquelle M. Persin déclare qu'il s'agit de sommes dues à l'administration des Pays-Bas, et non à l'Union. Divers délégués prennent la parole sur cette question et, parmi eux, le délégué de Cuba, qui déclare que son pays réglera sa dette au début du mois de janvier prochain. A la suite de ces interventions, la Commission décide que l'Union percevra les sommes dues auprès des pays intéressés et se chargera ensuite du versement à l'administration des Pays-Bas, étant bien entendu que lesdites sommes ne porteront pas intérêt. Il est décidé également de supprimer la Résolution N° 18 de Buenos Aires, mentionnée ci-dessus.

La Commission passe ensuite à l'étude du rapport du Groupe de travail H1 chargé d'examiner la gestion financière de l'Union pour les années 1952 à 1958 (Document N° 263). M. Arciniegas, (Colombie), Président du Groupe en question, présente ce rapport dans les termes suivants :

"Conformément au mandat donné par la Commission, le Groupe de travail H1 s'est réuni pour étudier les comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958. Nous avons tenu quatre séances au cours desquelles ont été examinés les résolutions de caractère financier formulées par le Conseil d'administration ainsi que les rapports des commissaires aux comptes. En toute logique, le Groupe ne pouvait se borner à vérifier si le budget de chaque année était inférieur au plafond correspondant fixé à Buenos Aires, car ce simple travail aurait pu être fait par la Commission elle-même. Aussi le Groupe a-t-il porté ses travaux sur les observations formulées par le Conseil et sur la manière dont le Secrétariat général a, le cas échéant, traduit dans les faits ces observations ou recommandations. On trouvera dans les Documents N° 174, 249 et 263 le détail des délibérations du Groupe au cours de ses diverses séances. J'attire spécialement l'attention sur le Document N° 249 dans lequel la Commission trouvera une relation détaillée de l'examen des comptes, question qui est à l'origine de la création du Groupe.

" On peut dire, en résumé, que les règles relatives aux économies de dépenses ont été respectées (point 2); que, en raison d'une lacune dans le Règlement du personnel, on a accordé indûment une indemnité compensatoire de jours de congés non pris, mais que cette indemnité a été remboursée par la suite (point 3); et que, dans un certain nombre de cas (points 6 et 8), le Conseil s'est vu placé devant des faits accomplis qu'il a dû accepter et entériner.

" De toute manière, il convient de noter que les prévisions budgétaires ont été calculées compte tenu du plafond fixé à Buenos Aires, et que les dépenses effectivement engagées ont été inférieures aux montants prescrits. A noter également que l'Union n'a plus de dettes envers la Confédération Suisse, mais que le Fonds de provision est épuisé.

" Le Groupe a jugé opportun de soumettre les Annexes 1 et 2 au Document N° 263 à l'examen de la Commission et il lui laisse le soin de décider s'il y a lieu d'ajouter à l'Annexe 1 une recommandation analogue à celle qui fait l'objet de la Résolution N° 10 de Buenos Aires.

Avant de terminer, je tiens à remercier les membres du Groupe, MM. les délégués de la République fédérale d'Allemagne, de la Colombie, du Japon, du Royaume-Uni, du Venezuela et de la Yougoslavie, ainsi que les représentants du Secrétariat général de leur coopération efficace. Je remercie aussi vivement M. Weaver, rapporteur du Groupe, de l'excellent travail qu'il a accompli".

Le délégué de la Biélorussie estime que si des erreurs ont été commises, il faut les signaler afin d'éviter leur répétition dans l'avenir; il est partisan de les spécifier dans le rapport.

A la demande du Président, M. Arciniegas répond que ces erreurs sont exposées en détail dans le Document N° 249.

Le délégué du Royaume-Uni affirme que les paiements ont été effectués conformément au Règlement en vigueur à l'époque et il estime que les erreurs ne pourront se répéter puisque ce règlement a déjà été modifié.

Le délégué de la Colombie partage l'opinion du délégué du Royaume-Uni; il réaffirme que l'on a trouvé des erreurs qui ont été réparées, mais que l'examen des comptes fait apparaître une différence entre le Secrétariat et le Conseil d'administration en ce qui concerne le contrôle budgétaire de l'Union.

Le Document N° 191 contient la Résolution approuvée par la Commission des finances relative à la vérification des comptes. Cette résolution montre clairement que le contrôle budgétaire présentait déjà antérieurement certaines difficultés. Le Document N° 272 contient une proposition commune de la Suède et des Etats-Unis par laquelle le Conseil d'administration est chargé "de prendre les mesures nécessaires pour que l'ensemble de l'organisation administrative de l'Union soit examinée par des experts impartiaux qui auront à préciser les réformes qu'il serait possible de réaliser et à faire des recommandations à ce sujet". En Annexe au Document N° 8, on trouve un rapport du Comité Consultatif des Nations Unies contenant des critiques sur l'organisation administrative de l'Union, ce qui prouve qu'il existe des difficultés et qu'elles sont réelles. Le délégué de la Colombie est donc partisan d'ajouter à ce projet un nouveau paragraphe qui appellerait l'attention sur les insuffisances qui se sont présentées.

Le délégué de la République fédérale d'Allemagne est d'avis que le projet de résolution ne doit pas être amendé et le délégué de la Suède explique que la proposition figurant dans le Document N° 272 ne laisse aucun doute.

Le délégué du Royaume-Uni appuie la déclaration du délégué de la République fédérale d'Allemagne; en effet, il estime que lorsque, par exemple, les dispositions du Règlement financier et du Règlement du personnel ne sont pas claires, on peut leur donner une large interprétation. Il s'oppose donc à l'amendement de la résolution.

Le délégué de la Colombie fait savoir que la résolution approuvée qui figure dans le Document N° 191 lui donne satisfaction. Il retire donc sa proposition.

En conséquence, la Commission approuve sans modifications les annexes 1 et 2 au Document N° 263.

Elle aborde ensuite l'étude du projet de résolution relatif aux demandes de reclassement pour contributions à l'Union qui figure dans le Document N° DT 98. Après un long débat à ce sujet, la Commission décide de ne pas élaborer de résolution spéciale sur cette question, car le protocole déjà approuvé suffit et il est stipulé expressément dans le rapport à la séance plénière que la Commission a décidé qu'il serait fait droit aux nouvelles demandes de reclassement dès que la nouvelle Convention entrerait en vigueur. On procède ensuite à l'étude de la proposition 335 des Etats-Unis et de la Suède (Document N° 272). Le délégué de la Suède présente cette proposition et fait savoir que de grands progrès ont été réalisés ces quinze dernières années dans les méthodes de travail, car l'opinion générale est devenue favorable à l'idée de rationaliser les travaux administratifs en faisant appel à des experts. Il déclare également que cette proposition a pour objet de faire adopter des méthodes nouvelles au sein de l'Union.

Le délégué des Etats-Unis appuie également cette proposition et la recommande vivement à la Commission, qui l'approuve.

Le délégué de la Biélorussie est, lui aussi, partisan de l'idée proposée, mais il estime que la réorganisation doit être effectuée sans que l'on ait recours à un fonds spécial, avec le concours d'autres organisations internationales et sur une base de réciprocité.

Le délégué de la Colombie appuie la proposition relative à la réorganisation administrative de l'Union; toutefois, selon lui, elle ne devrait pas s'effectuer sous la forme proposée par le délégué de la Biélorussie. La proposition est également appuyée par le Secrétaire général par intérim et par les délégués de l'Afghanistan et du Canada. Ce dernier indique qu'il l'appuie à condition que l'étude en question soit réalisée dans les conditions d'économie les plus strictes.

Le Président ayant demandé si cette proposition ne devrait pas être étudiée en premier lieu par une autre Commission, le délégué de la Suède répond qu'il ne le juge pas nécessaire, étant donné qu'il ne s'agit pas de modifier la structure de l'Union, mais d'organiser ses travaux. En ce qui concerne la fourniture d'experts par d'autres organismes, il estime qu'il serait possible d'y recourir, mais qu'il faut laisser le Conseil d'administration entièrement libre de conclure les arrangements nécessaires. Il estime également que, dans ce cas, l'étude sera très économique, puisqu'elle pourra être réalisée en deux ans et il propose finalement d'ajouter au projet de résolution une disposition tendant à charger le Conseil d'administration et le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées.

La séance est levée à 18 h. 30. Les débats reprendront à une séance ultérieure.

Les rapporteurs:

R. Arciniegas
H. Heggli

Le Président:

J. Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 321-F
4 décembre 1959

COMMISSION D

COMPTE RENDU

Vingtième séance - Commission D
(Organisation de l'Union)
Mardi 1er décembre 1959

La séance est ouverte à 9 heures 40.

Le Président soumet à la Commission l'ordre du jour de la séance (Document N° DT 90) auquel le délégué du Mexique demande que soit ajouté un point 4 bis pour l'examen de la Proposition N° 327 (Document N° 161).

Ainsi complété, l'ordre du jour est adopté.

Point 1 - Approbation des comptes rendus des séances antérieures

1. 14ème séance : Document N° 218
Approuvé sans observation.

2. 16ème séance : Document N° 236

Sur demande du délégué de l'Ethiopie, il convient de lire page 4, troisième alinéa, troisième et quatrième lignes :

"...au sujet de l'emploi d'un expert".... au lieu de : "au sujet de la création d'un poste d'expert...."

Ainsi amendé, le Document N° 236 est approuvé.

3. 17ème séance : Document N° 258

La rectification suivante est à apporter :

Page 1, deuxième alinéa, troisième ligne, :lire :

"Il signale qu'un...." au lieu de "Je signale"..

Le compte rendu est approuvé, sans observation.

4. 18ème séance : Document N° 259

La rectification suivante est à apporter :

Page 2, 5ème alinéa, 2ème ligne, lire :

"accepterait que la portée de son texte".....au lieu de : "la partie de son texte".

Le compte rendu est approuvé sans observation.

Point 2 - Propositions diverses

1. Proposition N° 244

Renvoyée à la Commission de rédaction.

2. Proposition N° 43

Sans objet, la Proposition N° 41 n'ayant pas été retenue.

3. Propositions N°s 48 et 49

Sans objet, les questions visées ayant été tranchées en séance plénière.

4. Proposition N° 50

Devenue sans objet.

5. Proposition N° 249

Renvoyée à la Commission de rédaction.

6. Proposition N° 63

Renvoyée à la Commission de rédaction.

Point 3 - Proposition N° 56

Le délégué du Royaume-Uni, présentant la proposition, indique que les raisons sont exposées dans les motifs. Il précise que pour obtenir une répartition géographique équitable, on associe lors de l'élection les personnes élues aux pays Membres. Après l'élection, pour assurer l'impartialité nécessaire au rôle de juge des membres de l'I.F.R.B., il ne doit plus subsister de lien entre le membre et son pays.

Il convient donc de supprimer le paragraphe 6 de l'Article 6.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique estime qu'il n'y a pas de raison pour qu'un membre de l'I.F.R.B. quitte ses fonctions, si son pays cesse d'être Membre de l'Union et déclare appuyer la Proposition N° 56.

Répondant à une question du délégué de la Roumanie, le délégué du Royaume-Uni indique qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre la suppression du paragraphe 6 de l'Article 6 et les dispositions relatives au remplacement d'un membre de l'I.F.R.B. Les deux questions sont indépendantes l'une de l'autre.

Le délégué de Ceylan rappelle que les dispositions nécessaires au remplacement d'un membre ont été prévues qui couvrent le cas où un pays dont le ressortissant a été élu perdrait la qualité de Membre de l'Union.

Pour le délégué de la Tchécoslovaquie, le lieu considéré lors de l'élection devrait subsister et la personne qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité si son pays cesse d'être Membre de l'Union, devrait cesser ses fonctions. Il se déclare partisan du statu quo.

Le Président, après avoir souligné le caractère théorique de la question, met la Proposition N° 56 aux voix.

Par 32 voix contre 12 et 14 abstentions, la proposition est adoptée.

Point 4 - Note du Vice-Président de l'I.F.R.B. (Document N° 267)

M. Gracie, Vice-Président de l'I.F.R.B., présente le Document N° 267 que le Président propose ensuite d'examiner paragraphe par paragraphe.

Au sujet du paragraphe 1, le délégué de la Biélorussie estime que l'élection du Président et du Vice-Président doit rester annuelle et qu'il conviendrait de supprimer la disposition prévoyant leur maintien en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Cet amendement ayant été accepté, le paragraphe 4 de l'Article 6 sera complété comme indiqué en annexe.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique demande que cette modification soit portée à la connaissance de la Conférence des radiocommunications.

Il en est ainsi décidé.

Parlant du paragraphe 2 du Document N° 267, le Président signale la Proposition N° 58, paragraphe 4bis, qui a le même objet.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique suggère quelques amendements rédactionnels à la Proposition N° 58, paragraphe 4bis.

Les délégués du Mexique et de la Suède appuient la Proposition N° 58.

Le délégué de la Hongrie est inquiet quant au volume de l'effectif du secrétariat spécialisé de l'I.F.R.B. Il demande quelles en seront les limites.

Le délégué de l'U.R.S.S. voudrait savoir s'il s'agit d'augmenter le personnel de l'I.F.R.B. selon les décisions de la Conférence des radiocommunications et quelles seraient les conséquences de l'acceptation du paragraphe 2 du Document N° 267.

M. Gracie, vice-Président de l'I.F.R.B., indique que seules des évaluations provisoires ont été faites et qu'il appartiendra au Conseil d'administration de déterminer les effectifs nécessaires pour assumer les nouvelles tâches de l'I.F.R.B.

Il précise que ces évaluations seront revues en détail à la fin de la Conférence des radiocommunications. Les prévisions d'augmentation de personnel sont actuellement de 58 unités - surtout dans les grades inférieurs - auxquelles il convient d'ajouter 22 unités à titre temporaire, nécessaires pour effectuer la transformation du fichier actuel.

Le délégué de la Roumanie estime qu'on ne peut parler de personnel "suffisant" dans la Convention. Si des ajustements sont nécessaires, il suffit de les prescrire par une résolution ou une recommandation.

Le délégué de l'U.R.S.S. pense que le paragraphe 2 du Document N° 267 ne devrait être examiné que lorsque l'I.F.R.B. aura présenté ses demandes précises, car les conséquences financières doivent en être exactement déterminées.

Le Président rappelle que le principe a déjà été adopté en séance plénière (Document N° 153) et qu'il n'est pas indispensable d'insérer des dispositions à ce sujet dans la Convention.

Au cours d'un échange de vues auquel participent les délégués du Pakistan, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Afghanistan, du Royaume-Uni et de l'Inde, ainsi que le Président et M. Gracie, les quatre idées principales suivantes sont présentées :

1) Quels termes conviendrait-il d'utiliser pour définir dans la Convention le secrétariat de l'I.F.R.B. : petit secrétariat, secrétariat spécialisé, secrétariat approprié, personnel suffisant.....?

2) La Conférence des radiocommunications ayant déjà élaboré un texte (paragraphe 2 du Document N° 267), toute nouvelle rédaction adoptée par la Conférence de plénipotentiaires devrait lui être communiquée.

3) Le texte figurant à la Convention et celui du Règlement des radiocommunications pourraient ne pas être nécessairement les mêmes. Le texte de la Convention serait limité à des dispositions générales, tandis que les détails seraient précisés au Règlement des radiocommunications.

4) La question pourrait faire l'objet de conversations en dehors des séances de la Commission en vue de trouver une solution satisfaisante et la décision serait renvoyée à la prochaine séance.

Sur proposition du Président, la Commission décide de s'arrêter à cette dernière suggestion.

Point 4bis - Proposition N° 327 (Document N° 161)

Le Président signale que la Conférence des radiocommunications a fait connaître qu'elle n'estime pas utile de modifier l'Article 6 actuel pour tenir compte des nouvelles tâches de l'I.F.R.B. Il demande si dans ces conditions la Proposition N° 327 est maintenue.

Le délégué du Mexique estime au contraire que compte tenu de la réponse à la question 1 du Document N° 153, il est nécessaire de modifier le paragraphe 1, b) de l'Article 6 dans le sens de sa proposition. Il n'insiste pas pour une discussion immédiate, mais maintient sa proposition.

Après quelques précisions données par M. Gracie, le délégué du Mexique limite sa proposition à l'alinéa b) ter, qui contient des idées nouvelles et devrait figurer dans la Convention.

Sur proposition du Président, la Commission décide de demander à la Conférence des radiocommunications son avis sur la Proposition N° 327. Les travaux de la Commission D devant être vraisemblablement terminés avant que la réponse parvienne., la question sera traitée en séance plénière.

Point 5 - Rapport de la Sous-Commission D2

M. Daniels, président de la Sous-Commission D2, déclare que son rapport sera distribué avant la prochaine séance. Ce point de l'ordre du jour est donc renvoyé.

La séance est levée à 11 h.25.

Le Rapporteur :
A. Chassignol

Le Président :
F. Nicotera

Annexe : 1

A N N E X E

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION D

AU COURS DE SA VINGTIEME SEANCE

Article 5 §7	
Prop. N° 244	Renvoyée à la Commission de rédaction
Article 7 §2	
Prop. N° 249	Renvoyée à la Commission de rédaction
Article 7 §2	
Prop. N° 63	Renvoyée à la Commission de rédaction
Article 6 §6	
Prop. N° 56	Biffer le §6
Article 6 §4	Ajouter l'alinéa suivant : Les Membres du Comité élisent parmi eux un Président et un Vice-Président, qui remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le Vice-Président succède chaque année au Président, et un nouveau Vice-Président est élu.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 322-F
4 décembre 1959

COMMISSION D

COMPTE RENDU

Vingt-et-unième séance de la Commission D

(Organisation de l'Union)

Mercredi 2 décembre 1959

La séance est ouverte à 9 h. 40

L'ordre du jour (Document N° DT 100) est adopté sans observation.

Point 1 : Compte rendu de la 19ème séance (Document N° 293).

Approuvé sans observation.

*
* *

Un projet de résolution relatif au point 2 de l'ordre du jour n'ayant pu être distribué qu'au début de la séance, le Président propose d'examiner d'abord les points 3 et 4 de l'ordre du jour, afin de laisser aux délégués le temps d'étudier ce document.

Il en est ainsi décidé.

Point 3 : Examen des rapports de la Sous-Commission D2 - Premier rapport (Document N° 289).

M. Daniels, Président de la Sous-Commission D2, présente ses rapports à la Commission. Il attire l'attention sur la réserve du délégué du Canada qui figure au paragraphe 10, page 4 du Document N° 289. Il signale en outre qu'un léger amendement au texte anglais serait désirable : page 2, Article 8, dernière ligne du nouveau point 1 bis, il conviendrait de supprimer le mot "there".

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Se faisant l'interprète de la Commission unanime, le Président félicite M. Daniels et les membres de la Sous-Commission D2 et les remercie pour l'excellent travail fourni qui a grandement facilité la tâche de la Commission D.

La Commission examine paragraphe par paragraphe le Document N° 289.

Paragraphes 1 et 2 : n'appellent pas d'observation

Paragraphe 3 - Article 5 :

1) Suppression du paragraphe 12 c) : adoptée sans observation.

2) Modification du paragraphe 12 m): tout ce qui suit les mots "ces organismes" est supprimé sans observation.

3) Adjonction d'un paragraphe 12 m bis):

Les délégués des Etats-Unis d'Amérique et du Canada, revenant à la réserve figurant au paragraphe 10 du Document N° 289, estiment préférable qu'en cas de vacance de l'emploi de Secrétaire général, son remplacement par le Secrétaire général adjoint ne soit pas automatique. Le Conseil d'administration devrait être chargé de pourvoir à cette vacance comme à celle du Secrétaire général adjoint. Il suggère d'amender le texte de l'alinéa m bis) en conséquence en disant :

- "procède, le cas échéant, à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint;"

Après une discussion dans laquelle interviennent les délégués d'Israël, du Maroc, de la République Arabe Unie, du Mexique, de la France, de l'Italie, de l'Iran, de la Biélorussie, de l'U.R.S.S. et de la Yougoslavie, ainsi que M. Daniels, l'amendement proposé par le Canada est mis aux voix.

Les résultats du vote sont les suivants :

En faveur de l'amendement	:	19
Contre	:	40
Abstentions	:	6

L'amendement est donc rejeté.

L'alinéa m bis) est ensuite approuvé sans objection.

4) Adjonction du paragraphe 12 m ter) : adoptée sans observation.

Paragraphe 3 - Article 8

1) Adjonction d'un alinéa 1 bis) au paragraphe 1 : adoptée avec l'amendement au texte anglais, proposé par M. Daniels.

2) Adjonction d'un alinéa 2 bis) au paragraphe 1 : adoptée.

3) Adjonction d'un nouveau paragraphe 2 bis) : adoptée

Paragraphe 3 - Article 9

Adjonction d'un alinéa e bis) au paragraphe 1 : adoptée.

Le Président déclare qu'en ce qui concerne les paragraphes 4 à 9, il se propose, en cas d'approbation par la Commission, d'adresser un rapport au Président de la Conférence qui donnera aux dispositions adoptées la suite qu'elles comportent.

La Commission approuve cette procédure.

Paragraphe 4 : adopté

Paragraphe 5 :

Après quelques remarques des délégués des Etats-Unis d'Amérique, de la Suède, de la République Arabe Unie et de la Cité du Vatican, M. Daniels, Président de la Sous-Commission D2, rappelle que les paragraphes 5 à 9 concernent les deux fonctionnaires élus par la Conférence de plénipotentiaires. Ces dispositions devraient être incluses dans la lettre de nomination signée par le Président de la Conférence, après approbation en séance plénière. Dans ces conditions, une résolution ne serait pas nécessaire.

Cette proposition recueille l'agrément de la Commission.

Paragraphes 6, 7, 8 et 9 : Adoptés sans objection.

Le Document N° 289 est ainsi approuvé en entier.

Deuxième rapport : Document N° 290

Le Président rappelle qu'il s'agit de combler une lacune de l'Article 7, paragraphe 4 c) de la Convention de Buenos Aires, relative à la situation juridique des directeurs des C.C.I.

La Commission examine le Document N° 290, paragraphe par paragraphe.

Paragraphe 1 : pas d'observation

Paragraphe 2 :

La Sous-Commission D2 suggère que l'on demande au Conseil d'administration de préparer des dispositions réglementaires visant les fonctionnaires élus.

Cette question pourrait être ajoutée dans le rapport adressé au Président de la Conférence.

Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 3 : pas d'observation.

Paragraphe 4 : l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'Article 7 est adopté tel qu'il figure en annexe.

Point 4: Proposition de la Suède N° 294 (Document N° 27, Rev.2)

Le délégué de la Suède, informé par le Président que les auteurs des Propositions Nos 228 et 229 mentionnées dans le Document N° 27, Rev.2 n'insistent pas pour l'insertion des dispositions relatives aux élections dans le Règlement général, déclare qu'il retire la Proposition N° 294.

Point 2: Proposition contenue dans le paragraphe 2 du Document N° 267 et Proposition N° 58

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique déclare que les objectifs visés dans sa Proposition N° 58 pourraient être atteints en insérant à l'Article 6 de la Convention une disposition semblable à celle qui figure à l'Article 7, paragraphe 4 d) pour les directeurs des C.C.I. et en adressant une résolution au Conseil d'administration pour laquelle un projet a été préparé par l'I.F.R.B. Si une telle résolution était adoptée, le délégué serait prêt à retirer la Proposition N° 58.

Au cours d'une large discussion à laquelle participent les délégués des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, du Maroc, de l'U.R.S.S., de la Roumanie, de la Biélorussie, de la République Arabe Unie et de la France, ainsi que le Président et M. Gracie, divers amendements sont proposés par les délégués du Maroc, de l'U.R.S.S., de la Roumanie et par le Vice-Président de l'I.F.R.B.

Il apparaît que les opinions divergent très sensiblement, et le délégué de la Roumanie, appuyé par le délégué de la République Arabe Unie, suggère la constitution d'un groupe de travail chargé de rechercher une solution de compromis.

Le Président constate que dans cette situation il n'est pas possible de prendre une décision. Il propose que la question soit reprise à une prochaine séance et qu'entre-temps un groupe de travail - dont la présidence serait confiée au délégué du Maroc - s'efforce d'élaborer un texte.

Le délégué du Congo belge ne voit pas l'utilité de la résolution proposée. Toutes les dispositions qu'elle contient figurent déjà dans la Convention et il faudrait d'abord savoir si la Commission estime nécessaire de répéter dans une résolution des dispositions conventionnelles.

Les délégués de la Belgique et de divers autres pays partagent cette manière de voir.

Le Président décide alors de mettre aux voix la question suivante :

"La Commission estime-t-elle nécessaire d'adopter une résolution relative à la constitution du Secrétariat spécialisé de l'I.F.R.B.?"

Le résultat du vote est le suivant :

pour	:	16 voix
contre	:	26 "
abstentions	:	12

Le projet de résolution est donc rejeté.

Le Président déclare qu'il reste à examiner la Proposition N° 58, paragraphe 4 bis), des Etats-Unis d'Amérique, ce qui fera l'objet de la prochaine réunion.

La séance est levée à 12 h. 55.

Le Rapporteur :
A. Chassignol

Le Président :
F. Nicotera

Annexe : 1

A N N E X E

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION D AU COURS DE SA VINGT ET UNIEME SEANCE

Article 5 § 12 Supprimer l'alinéa c).

MOD Article 5 § 12 m) Coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes.

Article 5 § 12 Ajouter les deux nouveaux alinéas suivants :

n bis) procède, le cas échéant, à la désignation d'intérimaires à l'emploi devenu vacant de Secrétaire général adjoint;

n ter) procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants des Directeurs des Comités consultatifs internationaux.

Article 8 § 1 Ajouter le nouveau point (1 bis) suivant :

(1 bis) "Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et sont rééligibles".

Note : Dans le texte anglais le mot "then" doit être supprimé dans la dernière phrase pour lire : .... "and they shall be eligible for re-election".

Article 8 § 1 Ajouter le nouveau point (2 bis) suivant :

(2 bis) "Si l'emploi de Secrétaire général devient vacant, le Secrétaire général adjoint assure l'intérim".

Article 8 Ajouter le nouveau paragraphe 2 bis suivant :

§ 2 bis "Le Secrétaire général adjoint assiste le Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le Secrétaire général. Il exerce les fonctions impartées au Secrétaire général en l'absence de ce dernier".

Article 9 § 1 Ajouter le nouveau point (e bis) suivant :

(e bis) "élit le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint et fixe la date à laquelle ils prennent leur service".

Article 7 § 4 Remplacer le texte du point c) par le suivant :

c) "un directeur, qui est élu par l'Assemblée plénière et dont le statut est celui d'un fonctionnaire permanent, mais dont les conditions de service peuvent faire l'objet de dispositions réglementaires spéciales".

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 323-F
4 décembre 1959

COMMISSION G

COMPTE RENDU

Dixième séance - Commission G (Questions de personnel)

Mercredi 25 novembre 1959, 9h.30

Ordre du jour :(Document N° DT 80)

L'ordre du jour est adopté sans commentaire.

1. Compte rendu de la 4ème séance (Document N° 164)

Approuvé sans commentaire.

Compte rendu de la 5ème séance (Document N° 195)

Le délégué de la France fait observer que le tableau annexé au compte rendu (page 13) ne contient pas les renvois au tableau original (Annexe 1 au Document N° 77).

Le Président répond que les points auxquels se rapportaient ces observations seront traités dans le rapport de la Commission.

Le compte rendu de la 5ème séance est approuvé sans autre commentaire.

Compte rendu de la 6ème séance (Document N° 213)

Page 12

M. Hayes demande qu'au 7ème alinéa de la page 12, on remplace "Le vice-président du C.C.I.R." par "Le vice-directeur du C.C.I.R."

Page 3 - Le délégué de la France demande que son intervention soit remplacée par le texte suivant : "Le délégué de la France demande ce que deviendraient l'assurance-survivants et les paiements de 15% correspondants, si le fonds de pensions disparaissait. Il n'ignore pas que fonds de pensions et assurance-survivants sont deux choses distinctes bien que complémentaires et étroitement liées."

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Page 8 - Le délégué de la France demande que son intervention soit remplacée par le texte suivant : "Le délégué de la France pense que ceux qui se prononcent actuellement contre l'alinéa (iii) n'ont peut-être pas sous les yeux toutes les données du problème. Au surplus, le principe selon lequel toute diminution de traitement doit être évitée a été discuté et admis par le Conseil d'administration."

Sous réserve de ces amendements, le compte rendu de la 6ème séance est approuvé.

2. Répartition géographique du personnel (Document N° 180) Projet de résolution (Document N° 223)

Le Président commence par indiquer qu'il convient de corriger deux erreurs typographiques dans le Document N° 223 :

- à l'alinéa 4a), remplacer "paragraphe 2" par "paragraphe 1",
- à l'alinéa 4b), remplacer "paragraphe 1" par "paragraphe 2".

Le délégué des Etats-Unis demande si la date du 1er janvier 1960, indiquée à la dernière ligne du paragraphe 5 est la date prévue pour l'assimilation au régime commun des Nations Unies, ou si c'est une date arbitraire fixée par la Commission.

Le Président répond que cette date n'est pas nécessairement liée à l'assimilation; les dispositions de la Résolution envisagée peuvent être mises en vigueur de façon indépendante. Le coût de l'opération, estimé pour 1960, serait d'environ 140.000 francs suisses. Si cette opération doit être plus large qu'il n'est envisagé, ce coût serait plus élevé.

Le délégué de l'Afghanistan était absent à la séance précédente, aussi ne connait-il pas les explications qui ont pu être données; toutefois, les avantages des mesures proposées ne lui apparaissent pas. Cela reviendrait cher à l'Union que de recruter des fonctionnaires des classes f à k sur le plan international, si l'on peut trouver sur place des personnes qui conviennent. Il estime que l'Union devrait suivre le même mode de recrutement que les Nations Unies pour le personnel des services généraux.

Le délégué de l'U.R.S.S. trouve que le projet de Résolution est une bonne base de discussion. Puisqu'il s'agira finalement d'une Résolution, non pas du Conseil, mais de la Conférence de plénipotentiaires, le texte final devrait donner des directives au Conseil d'administration et au Secrétaire général. Il considère que la Résolution devrait indiquer les points suivants :

1) La Conférence de plénipotentiaires regrette que le principe d'une vaste répartition géographique, fixé à l'Article 8 (paragraphe 4) de la Convention, n'ait pas été plus largement mis en oeuvre.

2) Certaines catégories de personnel ne comprennent pas actuellement un nombre suffisant de représentants des différentes parties du monde.

3) Le personnel technique de tous les grades devrait être recruté internationalement.

4) Les fonctions attachées aux grades du régime commun devraient être définies avec précision.

Cela étant, le délégué de l'U.R.S.S. aimerait voir figurer dans la Résolution un paragraphe demandant au Secrétaire général de combler les vacances d'emploi de postes techniques des grades P1 et au dessus sur la base de la répartition géographique la plus vaste possible. Ce principe devrait également s'appliquer à tous les spécialistes des catégories des services généraux et, dans toute la mesure du possible, à tous les grades des services généraux, mais dans ce dernier cas, en tenant compte des dépenses encourues.

M. Corbaz, Président de l'Association du personnel, déclare que le paragraphe 6 du projet de Résolution, a soulevé une vive émotion parmi le personnel de l'Union, surtout en ce qui concerne le résultat de son application pour les perspectives de promotion. Que signifient les mots "une proportion raisonnable" ? Le personnel en service apprécie le recrutement sur une large base géographique et la perspective de travailler avec des collègues originaires de pays éloignés, mais il tient néanmoins à être assuré de pouvoir faire carrière à l'Union; ses possibilités de promotion doivent donc être sauvegardées. M. Corbaz estime que les possibilités de faire carrière à l'Union sont négligées dans la rédaction du paragraphe 6 : il est illogique de recruter des fonctionnaires et de leur refuser des possibilités d'avancement. M. Corbaz se demande également si la référence au Règlement du personnel qui figure au paragraphe 6 est bien utile, puisque le Règlement du personnel est susceptible d'être modifié à tout moment. Il préférerait voir des dispositions plus générales exposant les garanties données au personnel en ce qui concerne les promotions.

Le délégué de la France relève une contradiction apparente entre les paragraphes 2 et 3. Au paragraphe 2, on dit qu'il sera tenu compte "en premier lieu" de l'importance du recrutement international; au paragraphe 3, on dit : "si aucun candidat local ne satisfait aux conditions voulues".

L'orateur partage l'opinion de M. Corbaz : il convient que les fonctionnaires de l'Union qui possèdent les qualifications voulues soient promus aux emplois vacants, et que les vacances d'emploi résultant de leur promotion soient pourvues par recrutement international.

Le délégué de l'U.R.S.S. déclare que, si ce sont toujours des fonctionnaires en service qui sont promus, la repartition géographique ne s'appliquera qu'aux grades inférieurs et ne pourra jamais être complète.

Le Conseil pourrait examiner la possibilité de reclasser dans la catégorie des administrateurs certains emplois de spécialistes des catégories des services généraux, afin d'améliorer les perspectives de promotion. L'orateur n'a pas l'intention de priver les fonctionnaires en service de leur avancement, mais il estime qu'il faut prendre des mesures radicales pour améliorer la répartition géographique et que les meilleures places ne doivent pas être réservées aux fonctionnaires en service.

Le délégué de la Jordanie s'associe aux remarques du délégué de la France. Il importe de maintenir le bon fonctionnement de l'Union avec son personnel expérimenté.

Le délégué de l'Inde est convaincu de ce que toute la Commission souhaite combiner répartition géographique et efficacité, mais c'est une erreur de croire que l'efficacité souffrirait d'une plus large répartition géographique. Le Conseil d'administration a toujours poursuivi cette politique, mais les vacances d'emploi sont rares parmi le personnel permanent (voir les conclusions des Documents Nos 180 et 223). Ce n'est à son avis, que par des changements radicaux dans les méthodes de recrutement et en ouvrant aux grades inférieurs le recrutement international, que l'on pourrait élargir le recrutement géographique. Le projet de Résolution est un pas en avant important dans ce sens. Pour la politique à suivre en matière de promotion du personnel en service, c'est là une question où il faut laisser une certaine souplesse à la discrétion du Secrétaire général et du Conseil d'administration, sous réserve que le principe fondamental de l'amélioration de la répartition géographique soit respecté. Le paragraphe 6, tel qu'il se présente actuellement, exprime ce principe. Pendant la discussion qui suit, le délégué de l'U.R.S.S. explique que l'objet de l'amendement qu'il propose est que, en règle générale, les vacances d'emploi des classes P1 et supérieures soient portées à la connaissance des Membres et Membres associés, et comblées en tenant compte de la plus vaste répartition géographique. Les exceptions devraient être examinées par le Conseil d'administration à la demande du Secrétaire général, afin de tenir compte des intérêts des fonctionnaires en service. Le délégué de l'U.R.S.S. suggère également que l'on modifie le passage du paragraphe 6 où il est question de la préférence à donner à des candidats de pays dont aucun ressortissant ne figure parmi les fonctionnaires de l'Union, pour parler des candidats provenant de régions non représentées. L'effectif est trop faible, et le nombre des Membres trop grand, pour que l'on ait des ressortissants de chaque pays.

M. Russell Cook fait remarquer que, comme le Conseil ne se réunit qu'une fois par an, il pourrait y avoir de très sérieux retards si l'on devait commencer par soumettre des propositions au Conseil avant de pourvoir à des emplois par promotion interne. Or, les travaux de l'Union ne peuvent pas être interrompus. Il suffirait, d'après lui, que les cas dont il s'agit soient signalés au Conseil d'administration.

Le délégué des Etats-Unis partage cette opinion.

En réponse au délégué de la France, M. Corbaz déclare que toute modification au Règlement du personnel d'après laquelle le personnel en activité recevrait une assurance que ses droits à l'avancement seront

préservés sera la bienvenue, et il espère que le Secrétariat fera usage de la clause permettant de s'adresser au Conseil d'administration.

Le délégué de la Colombie dit qu'il ne faut pas donner au Secrétaire général des instructions ambiguës. Il se demande s'il serait possible de fixer la proportion de postes à recruter par promotion interne et la proportion de postes à recruter sur le plan international.

La suite de la discussion montre que la Commission n'a nullement l'intention de s'écarter des dispositions de l'Article 8 d'après lesquelles la considération dominante dans le recrutement doit être la nécessité d'assurer à l'Union "les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité". Il est finalement décidé, sur une suggestion du Président, appuyée par les délégués des Etats-Unis, de la France et de l'U.R.S.S., que le texte du projet de Résolution sera remanié et présenté de nouveau à la séance suivante, et qu'il sera tenu compte des différents points suivants suggérés par les divers délégués de la Commission:

1) Vu son importance, le paragraphe 6 du Document N° 223 devrait devenir le paragraphe 1.

2) Le texte du paragraphe 6 serait remanié dans le sens que, sous réserve des dispositions de l'Article 8, paragraphe 4, les vacances des classes (e) et au-dessus devraient être publiées, et, en règle générale repourvues en donnant la préférence à des candidats de régions non représentées ou dont la représentation au sein du personnel de l'Union est insuffisante - des exceptions à cette règle pouvant toutefois être faites par le Secrétaire général à qui toute latitude est laissée pour assurer des perspectives de promotion raisonnables au personnel actuellement en fonctions. Le cas échéant un rapport circonstancié sur ces exceptions sera fait au Conseil d'administration.

3) Le Conseil d'administration devrait décider des modalités d'application.

4) Il conviendrait de rédiger de manière plus explicite les paragraphes 2 et 3, pour éviter toute ambiguïté.

Le Président signale que le cas des classes f à k - c'est à dire des grades des services généraux - est traité aux paragraphes 1 à 4 du Document N° 223. D'une manière générale, il est prévu que le recrutement dans ces classes soit autant que possible effectué sur une base locale, avec une exception en faveur des emplois de spécialistes des classes f,g et h; toute extension nouvelle du recrutement international conduirait à une augmentation des dépenses.

3. Rapport de l'actuaire sur les garanties proposées en faveur des membres de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne-assurance de l'U.I.T. (Document N° 222)

Le Président rappelle que lors de la discussion relative à l'affiliation des membres des Caisses de pensions et d'Epargne-assurance

de l'U.I.T. à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, la question s'est posée de savoir si le reliquat d'actif des Caisses de l'U.I.T. suffirait à couvrir le coût des garanties envisagées. Le document précité renferme l'avis actuariel sur ce point. La Commission passe à l'examen du rapport, et le Président met en relief les points saillants des conclusions de l'actuaire. D'après le bilan qui est présenté, le reliquat d'actif s'élève actuellement à Fr.s. 818.000, tandis que les dépenses afférentes aux garanties sont estimées à Fr.s. 1.200.000. Ce reliquat semblerait donc insuffisant, mais, vu l'opinion que l'actuaire formule à la page 3 du Document N° 222, il paraît improbable qu'au cours des dix prochaines années l'Union risque de se trouver dans l'embarras pour faire face aux garanties envisagées. L'actuaire fait également observer que la somme de Fr.s. 1.200.000 représente un maximum et que, dans la pratique, toute promotion signifie l'annulation d'une garantie - ce qui a pour effet d'améliorer la situation. Il conviendrait, au bout de dix ans de faire une nouvelle évaluation actuarielle. Le Président attire en outre l'attention des Membres de la Commission sur la page 11 du Document N° 222, où figure l'avis de l'actuaire qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de prendre des dispositions pour la couverture d'un déficit éventuel.

Le délégué de l'Inde déclare au sujet de la couverture d'un déficit, qu'il semble que l'on pourrait en toute sécurité laisser cette question aux soins de la prochaine Conférence de plénipotentiaires; lorsque cette conférence se réunira, en 1965, on pourra faire une évaluation actuarielle plus exacte. Il ressort du bilan donné à la page 2, qu'il n'est nullement besoin, pour le moment, de prendre des dispositions relatives au payement de garanties.

Le délégué de l'Inde cite en outre les "pointes de risque" mentionnées par l'actuaire au dernier alinéa du Document N° 222. Il demande si les cas de ce genre sont nombreux et ce que seraient les incidences financières de l'achat de l'assurance rétroactive.

Le Président répond que ces cas sont au nombre de 11 et que le coût de l'assurance rétroactive y afférente pourrait s'élever à un demi-million de francs suisses. C'est à la Commission de gestion qu'il incombera de prendre une décision sur cette question de l'assurance rétroactive.

Il est décidé que, dans son rapport, la Commission signalera qu'elle a pris note de l'avis de l'actuaire et qu'il n'est prévu aucune difficulté en ce qui concerne la couverture des garanties au cours des dix années à venir mais qu'il conviendra de réexaminer la situation actuarielle.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Rapporteur
P.A. Panichelli

Le Président
W.A. Wolverson

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 324-F
4 décembre 1959

COMMISSION G

COMPTE RENDU

Onzième séance de la Commission G (Questions de personnel)

Vendredi 27 novembre 1959, 15 heures

1. Le Président présente l'ordre du jour (Document N° DT 89) qui est adopté.

2. Le Compte rendu de la 7ème séance (Document N° 216) est approuvé sans observations.

3. Le compte rendu de la 8ème séance (Document N° 234) est approuvé sous réserve d'une modification au texte anglais.

4. Fonds de pensions de l'U.I.T. - Etudes de l'actuaire (Document N^os 120 et 239).

Le Président explique que, dans le Document N° 120, sont exposées les propositions du Secrétaire général par intérim concernent les membres du Fonds de pensions pour le cas ou l'assimilation au régime commun serait réalisée. La solidité, du point de vue actuariel des bases sur lesquelles repose la proposition b) formulée dans le Document N° 120 avait suscité certaines questions; le rapport de l'actuaire (Document N° 239) y répond.

Sur une question du Président, M. Russell Cook indique que les calculs ont été faits sur des bases très prudentes. Il précise que l'on est parti de l'hypothèse que l'âge de la retraite serait de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes (alors que les membres du Fonds de pensions conservent le droit de prendre leur retraite dès 60 ans, s'ils le désirent, car l'expérience a montré qu'un petit nombre seulement de fonctionnaires prennent leur retraite avant 65 ans et que certains d'entre eux sont prolongés dans leurs fonctions au délà de cet âge. M. Russell Cook ne pense pas que les estimations eussent été différentes si les calculs avaient été basés sur un âge de retraite inférieur pour les hommes.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Après délibération, l'opinion générale de la Commission est que la proposition b) est saine, du point de vue actuariel, d'après les bases qui ont été prises pour hypothèses et que, si ces hypothèses ne sont pas absolument vérifiées dans la pratique, la situation n'en sera pas forcément affectée.

Le délégué des Etats-Unis rappelle qu'à une séance antérieure il a proposé de supprimer l'alinéa I iii) du Document N° 120 qui garantit que le traitement net perçu ne subira aucune diminution; sa proposition avait été appuyée par la délégation des Pays-Bas. Il s'agit là d'une question de principe qui pourrait créer un précédent regrettable et qui créerait, en fait, une catégorie de fonctionnaires priviligiés. Etant donné que l'on envisage d'autres entorses à l'assimilation "en bloc" il estime que l'alinéa iii) doit être aupprimé.

En réponse à une question posée par le délégué de la Nouvelle-Zélande, le Président indique que le coût de la concession proposée à l'alinéa iii) pourrait être d'environ 13 000 francs suisses la première année; il n'y aurait plus de dépenses à ce titre au bout de trois ans. Il rappelle que M. Corbaz a suggéré qu'une réduction temporaire du traitement net pourrait être compensée sous forme d'un supplément distinct, qui cesserait d'être versé quand le fonctionnaire intéressé aurait atteint dans l'échelle des traitements des Nations Unies un traitement net égal ou supérieur à celui qu'il recevait, supplément compris.

Une discussion générale s'engage au cours de laquelle partisans et adversaires de la suppression de la garantie du traitement net expriment notamment les opinions suivantes :

En faveur de la suppression

1) Bien qu'il s'agisse d'une somme peu élevée, une question de principe importante est en jeu. De plus, les fonctionnaires retireront de l'assimilation des avantages qui compenseront toute légère réduction temporaire du traitement net perçu; on désire, certes, que l'assimilation soit aussi complète que possible, mais on ne doit pas cependant aller jusqu'à offrir des avantages à certains pour les amener à s'affilier au régime commun.

2) Les membres du Fonds de pensions bénéficieront d'un traitement spécial puisqu'on leur donnera le choix entre le maintien de leurs conditions d'emploi actuelles, et l'affiliation au régime commun. On ne donnera pas la même possibilité aux membres de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne. La garantie que leur traitement net ne subira aucune diminution donnerait aux membres du Fonds de pensions un avantage de plus, qui ne semble pas réellement justifié et qui créerait une catégorie privilégiée. Les membres du Fonds de pensions doivent être traités de la même manière que ceux de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne; c'est-à-dire que leur traitement net ne doit pas leur être automatiquement garanti; le Conseil d'administration pourrait toutefois être autorisé à examiner les situations difficiles.

3) Compenser une réduction temporaire du traitement net serait créer un dangereux précédent pour les autres institutions spécialisées des Nations Unies.

Contre la suppression

4) La somme que met en jeu la garantie visée à l'alinéa iii) est peu importante et tout versement cessera au bout de trois ans. Si tous les cas de réduction de traitement sont soumis au Conseil d'administration, tous les fonctionnaires touchés par la mesure feront appel et il leur sera accordé une indemnité compensatoire; le résultat obtenu sera le même que si l'on maintient l'alinéa iii)

5) Le Conseil d'administration et, il est à présumer, la Conférence de plénipotentiaires, désirent l'un comme l'autre que l'assimilation soit aussi complète que possible. Si l'alinéa iii) est supprimé, cela peut amener une proportion importante des membres du Fonds de pensions à choisir la proposition a). La majorité des membres de ce Fonds sont des fonctionnaires anciens et beaucoup d'entre eux sont près d'atteindre le maximum de leurs échelles de traitement, ou l'on déjà atteint; ils hésiteront à adopter le régime commun si cela implique une réduction de traitement, même temporaire.

La proposition de suppression de l'alinéa I (iii) du Document N° 120, présentée par le délégué des Etats-Unis et appuyée par les Pays-Bas, est alors mise aux voix. Le vote donne les résultats suivants :

7 voix en faveur de la suppression

6 voix contre

2 abstentions.

La proposition de supprimer l'alinéa I (iii) est adoptée.

Le délégué des Etats-Unis, appuyé par le délégué des Pays-Bas, propose ensuite d'adopter les propositions formulées au paragraphe I du Document N° 120, modifié par la suppression de l'alinéa iii).

Il est procédé à un vote qui donne les résultats suivants :

9 voix en faveur de l'adoption des propositions contenues dans le Document N° 120, modifié,

zéro voix contre,

5 abstentions.

Ces propositions sont acceptées. Le délégué de la France n'a pas pris part au vote.

Il est également décidé de faire figurer dans le rapport de la Commission une déclaration ainsi conçue:

"La Commission convient que le Secrétaire général devra porter à la connaissance du Conseil d'administration les cas des fonctionnaires ayant subi une réduction du traitement global net."

5. Répartition géographique du personnel (Document N° 180), Nouveau projet de résolution (Document N° 257)

Le Président rappelle qu'à la suite des discussions auxquelles a déjà donné lieu le Document N° 180, un nouveau projet de résolution concernant la répartition géographique a été élaboré; il est maintenant présenté à la Commission, dans le Document N° 257.

Le délégué de l'U.R.S.S. estime le projet actuellement soumis préférable au précédent. Après avoir relevé qu'au premier alinéa du point A, la lettre "e" a été omise dans le texte français, il suggère d'apporter au texte les amendements ci-après :

Au considérant c): supprimer le mot "encore".

Au point A 1 : insérer un point après "Membres et Membres associés de l'Union." Remplacer le reste par : "Toute dérogation à cette règle doit être approuvée par le Conseil d'administration, sur la demande du Secrétaire-général."

Au point A 2 : modifier la fin de la façon suivante : "de régions du monde actuellement non représentées ou dont la représentation est insuffisante."

Si le texte du point A 1. était ainsi modifié, non seulement le principe d'une répartition géographique équitable trouverait son application, mais encore les dispositions en question n'empêcheraient pas l'avancement des fonctionnaires déjà recrutés. La décision que prendrait le Conseil serait toujours équitable.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique relève que l'alinéa 2b de l'Article 8 de la Convention donne au Secrétaire général le droit de nommer ou de licencier les fonctionnaires. C'est là essentiellement une attribution du Secrétaire général et non du Conseil d'administration.

Le délégué du Canada ajoute qu'il serait également peu souhaitable de soumettre au Conseil d'administration toutes les propositions d'avancement des fonctionnaires actuels, car les décisions pourraient être prises pour des raisons politiques plutôt que pour des raisons de valeur personnelle et de mérite. Si les fonctionnaires actuels possèdent les qualifications techniques nécessaires et se montrent à la hauteur de leur tâche, ils doivent avoir des perspectives d'avancement. Le Secrétaire général est seul compétent pour décider si les fonctionnaires actuels méritent d'être promus.

Le délégué de l'U.R.S.S. reconnait que les dispositions de l'Article 8 de la Convention ne sauraient être tournées. Sa proposition ne visait d'ailleurs pas à cela, mais à prévoir que, si le Secrétaire général désire pourvoir un poste vacant par la promotion d'un fonctionnaire de l'Union, il lui faudrait obtenir l'assentiment du Conseil d'administration.

M. Bardoux déclare que la question de la répartition géographique n'a jamais été perdue de vue. Depuis 1952, le nombre des pays représentés parmi le personnel de l'Union est passé de 10 à 18 (les membres de l'I.F.R.B. non compris). Tous les postes n'ont pas été pourvus par promotion interne; les vacances d'emploi dans la catégorie des administrateurs ont, autant que possible, été pourvues par recrutement international. Si la procédure suivie n'a pas toujours donné les résultats espérés, c'est que les conditions d'emploi n'étaient pas toujours assez attrayantes pour attirer les candidats voulus. M. Bardoux explique en outre que, lorsqu'une vacance se produit, on commence par examiner le tableau d'avancement, conformément aux dispositions de l'Article 21 du Règlement du personnel. Le Secrétaire général, en

consultation, le cas échéant, avec les Directeurs des autres organismes permanents de l'Union, décide si l'un des fonctionnaires inscrits au tableau d'avancement possède les aptitudes et la compétence requises, ou bien si la vacance doit être annoncée sur le plan international. Le Secrétaire général a toujours cherché, en appliquant cette procédure, à améliorer la répartition géographique.

La méthode à suivre pour pourvoir aux vacances d'emploi fait alors l'objet d'une discussion générale dont se dégagent les points essentiels suivants.

Il est généralement admis qu'une plus large répartition géographique présente plus d'intérêt pour les fonctionnaires des classes supérieures et pour les spécialistes et la Commission reconnaît qu'il serait coûteux d'appliquer rigoureusement le principe pour la catégorie des services généraux. Si les fonctionnaires actuels de l'Union étaient promus et que les vacances d'emploi résultant de ces promotions soient pourvues par recrutement international, la répartition géographique serait plus étendue dans les classes inférieures que dans les classes supérieures, ce qui n'est pas souhaitable; en revanche, les meilleurs éléments ne seront pas tentés de faire carrière à l'Union s'ils n'ont pas quelques perspectives d'avancement; or, l'Union a une responsabilité envers les fonctionnaires déjà en service et doit considérer leurs intérêts.

M. Russell Cook confirme que la politique proposée dans le projet de résolution n'irait pas à l'encontre de ce qui se fait aux Nations Unies, à l'exception de ce qui est prévu au point B.2 du dispositif pour les classes f, g et h. Bien qu'on aille plus loin en ce cas que les Nations Unies, on peut estimer que cela tient au caractère technique des activités de l'Union.

Le délégué de l'Afghanistan ayant demandé à connaître l'opinion de l'Association du personnel, M. Corbaz déclare qu'en ce qui concerne le personnel, le texte du nouveau projet de résolution contenu dans le Document N° 257 donne maintenant satisfaction.

La Commission a le sentiment que la résolution en question pourrait être rédigée en termes plus généraux, qui lui donneraient une certaine souplesse.

La Commission décide finalement, se fondant sur des textes suggérés par les délégués de Ceylan et de l'Inde, appuyés par le Canada, et légèrement modifiés par le Président, d'amender le point A.1 du dispositif de manière à lui donner la teneur suivante :

"1. que, en règle générale, les vacances se produisant dans les emplois de ces classes soient portées à la connaissance des administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union. Toutefois, le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour que le personnel ait des possibilités d'avancement raisonnables."

La Commission estime que cette formule laisse le degré de souplesse nécessaire tout en indiquant quelle politique la Commission désire voir suivre. Le Conseil d'administration devra en tous cas élaborer, le moment venu, un nouveau Règlement du personnel.

Le Président suggère, dans ce but, de modifier le dernier alinéa du dispositif de la résolution, où des instructions sont données au Conseil d'administration, afin qu'il se lise comme suit :

"d'apporter les amendements nécessaires au Règlement du personnel et de suivre l'évolution de la question, dans le dessein de réaliser une répartition géographique plus large et plus présentative."

Les autres modifications que le délégué de l'U.R.S.S. a proposé d'apporter au considérant c) et au point A.2 du dispositif ne soulevant pas d'objection, il est décidé de soumettre à l'assemblée plénière le projet de résolution contenu dans le Document N° 257, modifié ainsi qu'il a été décidé. M. Corbaz demande que la Commission de rédaction veuille bien vérifier la rédaction du texte français du point C du dispositif, car il n'est pas certain qu'il reflète parfaitement l'esprit du texte original.

La séance est levée à 18 h. 30.

Le Rapporteur :
P.A. Panichelli

Le Président :
W.A. Wolverson

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 325-F
5 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Président

CANDIDATURES AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE L'UNION

Au 4 décembre 1959, 24 heures T.M.G. (5 décembre 1959, 1 heure 00, heure locale de Genève), les candidatures suivantes ont été reçues :

M. Fathy GHEITH	(Document N° 276)
M. M.N. MIRZA	(Document N° 277)
M. Shoukry ABAZA	(Document N° 278)
M. Gerald C. GROSS	(Document N° 279)
M. Jean ROUVIERE	(Document N° 280)
M. Santiago QUIJANO Caballero	(Document N° 285 et addendum N° 1)
M. C.A. McFARLANE	(Document N° 286)

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 326-F
5 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Président

CANDIDATURES AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE L'UNION

Au 4 décembre 1959, 24 heures TMG (5 décembre 1959, 1 heure 00, heure locale de Genève), les candidatures suivantes ont été reçues :

M. Fathy GHEITH	(Document N° 276)
M. V. SUNDARAM	(Document N° 294)
Dr M.B. SARWATE	(Document N° 295)

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 327-F(CP)
Document N° 766-F(CAR)
4 décembre 1959

COMMISSION C
COMMISSION 3

COMPTE-RENDU

Quatrième séance de la Commission C3 (Commission mixte de contrôle budgétaire).

Vendredi 29 novembre 1959, à 15 h.

Président: M. J.B. Darnell (Nouvelle-Zélande)
Vice-Présidents: MM. F. Joyce (Irlande) et Sènk (Yougoslavie)

L'ordre du jour est approuvé.

1. Approbation du compte-rendu de la 3ème séance: Document N° 230(CP) et Document N° 628(CAR).

Ce document est approuvé avec une légère modification dans le texte anglais.

2. Rapport du Groupe de travail C2/3B portant sur les dépenses des Conférences: Document N° 237(CP) et 643(CAR).

M. Carl B. Nielsen (Danemark), président du groupe de travail, présente ce document et relève que le tableau récapitulatif de la page 9 est analogue à celui qui avait été présenté à la dernière séance de Commission concernant les dépenses arrêtées au 20 octobre 1959.

Le Président constate que les dépenses effectuées depuis lors ne sont pas très importantes et que la marge de 120'000 fr. plus 88'450 fr. (page 9) est encore toujours intacte. La situation des comptes des Conférences semble donc rester favorable.

M. R.C. Châtelain (Secrétariat) communique que le prochain relevé des comptes sera arrêté au 30 novembre. Il reflètera une situation plus réelle car il contiendra les salaires payés le 25 du mois. Il recommande la plus grande prudence au sujet de la somme de 120'000 fr. prévue dans la colonne 5 (page 9) comme provision pour engagements futurs éventuels. Le service des documents est actuellement surchargé et, pour faire face à ses obligations, doit travailler 7 jours par semaine et 24 heures par jour, ce qui a nécessité les engagements supplémentaires suivants: 21 dactylographes, 12 opérateurs ronéotypistes, 3 opérateurs pour machines à perforer et deux messagers. Le temps d'exploitation du service téléphonique a dû être étendu de 07.30 h. à 24 h., 7 jours par semaine. Ces engagements n'ont pas encore été realisés dans la totalité et il est difficile aujourd'hui de faire des estimations. La situation des dépenses au 30 novembre en tiendra compte et

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

le montant de 120'000 fr. figurant dans la colonne 5 sera réduit en conséquence. M. Châtelain relève en outre qu'il n'a pas reçu d'indication sur un prolongement éventuel de la Conférence et que, par conséquent, l'estimation des dépenses est toujours basée sur la date du 17 décembre. Le service de traduction éprouve lui aussi des difficultés. Il a été nécessaire d'utiliser du personnel supplémentaire de renfort provenant du pool des interprètes. M. Châtelain donne l'assurance que tout sera fait pour réaliser le maximum d'économies, tout en assurant le maximum d'efficacité.

Répondant à une question du président, il déclare que les engagements supplémentaires, dont il a été question ci-dessus, occasionneront une dépense évaluée à 45'000 fr. Il resterait donc finalement une marge de 165'000 fr. environ, mais il faut s'attendre à ce que certaines rubriques présentent de légers dépassements de crédits par rapport au budget.

Le document est ensuite approuvé.

3. Divers

a) Choix de la classe de contribution des participants aux Conférences

Selon décision de la Commission, le Secrétariat a demandé aux participants aux Conférences actuelles pour lesquels aucune indication n'avait été donnée au sujet de la classe de contribution choisie, de bien vouloir la faire connaître le plus rapidement possible. Sur les 9 exploitations privées reconnues mentionnées dans l'Annexe 2 du Document N° 134(CP) et Document N° 515(CAR), 5 ont indiqué qu'elles choisissaient la classe d'une demi-unité, 4 n'ont pas encore répondu auxquelles il faut ajouter le C.O.S.P.A.R. et Kuwait, devenu membre de l'U.I.T. tout récemment.

Sur proposition du délégué de la Suède, Dr. H. Sterky, la Commission charge le Secrétariat d'insister le plus possible auprès des délégations et de leurs mandants pour que ces 6 cas soient éclaircis avant la prochaine séance.

M. Carl B. Nielsen (Danemark) demande si, conformément à la décision prise lors de la dernière séance, la participation de l'Equateur et du Libéria aux frais des Conférences a été soumise aux assemblées plénières respectives.

M. R.C. Châtelain signale que les deux délégations en question ont été informées par lettre du 9 novembre de la situation particulière de leur pays respectif par rapport à l'Union. Aucune réponse n'étant parvenue, il semble que l'opinion émise par la Commission, à savoir la participation aux frais des Conférences, n'est pas contestée.

Le délégué de la Suède, Dr. H. Sterky, pense que la Commission devrait maintenir sa décision reproduite dans le Document N° 230(CP) et Document N° 628(CAR) et soumettre cette question aux Assemblées plénières avant que la Liste des participants aux dépenses des Conférences leur soit présentée.

Cette procédure est adoptée.

b) Prochaine séance

Le Président propose de fixer, si possible, la prochaine séance au 7 décembre de façon à ce que le rapport de la Commission aux Assemblées plénières puisse être établi avant le 10 décembre. Ce rapport contiendra l'état des dépenses au 30 novembre et les estimations arrêtées à la date du 17 décembre, ainsi que les suggestions que la Commission aurait à faire au sujet de l'organisation des Conférences pour que l'on puisse en tenir compte lors des conférences futures.

c) Impressions des Actes finals

La Commission demande à M. R.C. Châtelain de faire tout son possible pour présenter à la prochaine séance une estimation des frais que cette impression occasionnera de façon à ce que la détermination de la partie de ceux-ci à mettre à la charge des Conférences puisse faire l'objet d'une décision.

d) Service des relations publiques

Répondant à une question du délégué de l'Irlande, M. F. Joyce, M. R.C. Châtelain précise que le chef du service des relations publiques n'a pas de contact avec l'U.I.T. à qui il est prêté par une autre Organisation internationale pour la durée des Conférences contre remboursement des frais effectifs. Ses assistantes, par contre, sont liées par un contrat qui échoit le 17 décembre 1959. Il pense que ce service cessera son activité lors de la parution du dernier numéro de l'Electron du Matin.

Le délégué de la Suède, Dr. H. Sterky relève que l'activité de ce service s'exerce également à l'extérieur des Conférences par les contacts étroits qu'il entretient avec des journaux du monde entier, ainsi que des organismes de cinéma, de radiodiffusion, et de télévision.

La séance est levée à 16.00 h.

Le Rapporteur: Le Président:

D. Delaloye J.B. Darnell

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document Nº 328-F (CP)
Document Nº 767-F (CAR)
3 décembre 1959

COMMISSION C (CP)
COMMISSION 3 (CAR)

DEPENSES AU 30 NOVEMBRE 1959 ET ESTIMATIONS APPROXIMATIVES DES DEPENSES DES CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS, GENEVE, 1959

J'ai l'honneur de vous soumettre, en annexe, la situation des dépenses et les estimations de dépenses des Conférences internationales des télécommunications, Genève 1959, au 30 novembre 1959. Il est précisé que les chiffres de ce document et notamment les estimations de dépenses ont été calculés sur la base de la clôture des travaux des deux Conférences le 17 décembre 1959.

Le Secrétaire des Conférences :

Gerald C. Gross

Annexes : 6 tableaux

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

ANNEXE

1. CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS - TRAVAUX PRELIMINAIRES DU SECRETARIAT GENERAL

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959	BUDGET 1958 - 1959	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	TOTAL
Art. I Dépenses de personnel				
.1 Services administratifs	-	-	-	-
.2 Services linguistiques	-	-	-	-
.3 Services de reproduction	-	-	-	-
.4 Assurance	-	-	-	-
Art. II Dépenses de locaux et de matériel				
.5 Locaux, mobilier, machines	-	-	-	-
.6 Production des documents	-	-	-	-
.7 Fournitures et frais généraux de bureau .	780,35	780,35	-	780,35
.8 Interprétation simultanée et autres installations techniques	-	-	-	-
.9 Imprévu	-	-	-	-
Art. III Frais de trésorerie				
.10 Intérêts des sommes avancées	132,30	132,30	12.100.—	12.232,30
Dépenses de caractère exceptionnel				
Art. VI Travaux préparatoires				
.13 Publication et distribution des rapports (Cahier des propositions).....	328.882,85	412.915.39	-	412.915.39
	329.795,50	413.828.04	12.100.--	425.928,04

2. CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS - TRAVAUX PRELIMINAIRES DE L'I.F.R.B.

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959		BUDGET 1955 - 1959	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	TOTAL	
Art. I	Dépenses de personnel					
.1	Services administratifs	300.899,20	284.537,30	-	284.537,30	*)
.2	Services linguistiques	-	-	-	-	
.3	Services de reproduction	-	-	-	-	
.4	Assurance	30.218,35	37.447,50	-	37.447,50	**)
Art. II	Dépenses de locaux et de matériel					
.5	Locaux, mobilier, machines	-	-	-	-	
.6	Production des documents	-	-	-	-	
.7	Fournitures et frais généraux de bureau					
.8	Interprétation simultanée et autres installations techniques	-	-	-	-	
.9	Imprévu	-	-	-	-	
Art. III	Frais de trésorerie					
.10	Intérêts des sommes avancées	16.286,05	16.286,05	18.300.--	34.586,05	
Dépenses de caractère exceptionnel						
Art. VI	Travaux préparatoires					
.13	Publication et distribution des plans ...	66.781,79	70.602,69	-	70.602,69	
		414.185,39	408.873,54	18.300.--	427.173,54	

*) en 1959 pour 6 mois seulement (janvier à juin), Dès le 1er juillet 1959, voir "Aide pour travaux techniques", Tableau 5
**) dépassement couvert par virement de crédit de la rubrique 1.

1. CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES - TRAVAUX PRELIMINAIRES DU SECRETARIAT GENERAL

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959		BUDGET 1959	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	TOTAL
Art. I	Dépenses de personnel				
.1	Services administratifs	-	-	-	-
.2	Services linguistiques	-	-	-	-
.3	Services de reproduction	-	-	-	-
.4	Assurance	-	-	-	-
Art. II	Dépenses de locaux et de matériel				
.5	Locaux, mobilier, machines	-	-	-	-
.6	Production des documents	-	-	-	-
.7	Fournitures et frais généraux de bureau	-	-	-	-
.8	Interprétation simultanée et autres installations techniques	-	-	-	-
.9	Imprévu	-	-	-	-
Art. III	Frais de trésorerie				
.10	Intérêts des sommes avancées	-	-	3.200.—	3.200.—
Dépenses de caractère exceptionnel					
Art. VI	Travaux préparatoires				
.13	Publications et distributions des rapports (Cahier des propositions et rapport du Conseil d'administration)	146.300.—	110.335,05	-	110.335.05
		146.300.—	110.385,05	3.200.--	113.585.05

4. CONFERENCE INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS — SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959

Articles et rubriques	BUDGET	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p.engagem. futurs év.	TOTAL	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	SOLDE
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Art. 1. DEPENSES DE PERSONNEL								
.1 Services administratifs								
Secrétariat		31.725,25	10.432.--		42.157,25			
Service administratifs		10.956,85	4.550.--		15.506,85			
Service des délégués.....		29.188,70	8.757.--		37.945,70			
Service des documents ...		51.194,35	19.756.--		70,950.35			
Huissiers et messagers ..		39.333,85	13.540.--		52.873,85			
Relations publiques	289.000.--	20.193,65	25.333.--		45.526,65			
Personnel divers		16.885,85	7.680.--		24.565,85			
Frais voyage (recrut.)...		1.911.--	4.580.--		6.491.--			
Heures supplémentaires...		11.257.--	10.000.--		21.257.--			
Compensation frais supl.		246,35	1.000.--		1.246,35			
Divers dépenses		-.--	1.479.15	10.000.--	11.479,15			
	289.000.--	212.892,85	107.107,15	10.000.--	330.000.--	+ 41.000.--		-.--
.2 Services linguistiques								
Sce de l'ordre du jour et interprètes.....		527.788,--	90.700.--		618.488.--*)			
Traducteurs		212.350,60	75.025.--		287.375,60			
Sténodact.et dactylogr.		151.345,65	77.758.--		229.103,65			
Opérateurs techniques ..	1.442.000.--	26.714,90	12,434.--		39.148.90*)			
Frais voyage (recrut.)		17.627,50	8.500.--		26.127,50			
Heures supplémentaires		14.415,10	17.000.--		31.415,10			
Compensat.p.frais.supl.		4.819,25	10.000.--		14.819,25			
Divers dépenses.....		190,65	1.331,35	80.000.--	81.522.--			
	1.442.000.--	955.251,65	292,748,35	80.000.-	1.328.000.--	- 70.000.--	- 44.000.--	

Pour les deux notes, voir la page 10.

4. CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS (suite)

Articles et rubrique	B U D G E T	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p.engagem. futurs év.	T O T A L	Virement de crédits de rubrique à rubrique	Virement de crédits d'article à article	S O L D E
1	2	3	4	5	6	7	8	9
.3 Services de reproduction								
Ronéographie.....		62.733,85	24.174.—		86.907,85			
Dessinateurs.....		9.738,35	2.700.—		12.438,35			
Correcteurs d'épreuve ..	133.750.—	2.609.—	6.633.—		9.242.—			
Frais de voyage		131,60	140.—		271,60			
Heures supplémentaires .		14.855.—	13.000.—		27.855.—			
Compensation p.frais supl.		3.697,86	7.000.—		10.697,86			
Divers (Dépenses)		-.—	587,34	10.000	10.587,34			
	133.750.—	93.765,66	54.234,34	10.000	158.000.—	+ 25.000.—		+ 750.—
.4 Assurances								
Contrib. Caisse d'assur.	18.000.—	6.553,10	1.800.—		8.333,10			
Autres assurances		677,30	12.969,60		13.646,90			
	18.000.—	7.230,40	14.769,60		22.000.—	+ 4.000.—		-.—
Art. II. DEPENSES DE LOCAUX ET DE MATERIEL								
.5 Locaux, mobilier, machines								
Locaux.- loyer		143.317,40	97.910.—		241.227,40*)			
Locaux - aménagement....	265.000.—	34.185,35	5.300.—		39.485,35			
Mobilier		7.239,65	4.000.—		11.239,65			
Machines		14.067,85	18.979,75		33.047,60			
	265.000.—	198.810,25	126.189,75		325.000.—	+ 32.000.—	+ 28.000.—	-.—
.6 Production des documents								
Papier cyclostyle		113.178,90	11.500.—		124.678,90			
Stencils		9.074,05	4.400.—		13.474,05			
Encre et autre matériel.		13.082,55	900.—		13.982,55			
Travaux d'impression ...	250.000.—	31.310,45	6.000.—		37.310,45			
Actes finals C.A.R.....		-.—	140.000.—		140.000.—**)			
Actes finals C.P.		-.—	46.700.—		46.700.—**)			
Divers		3.360.—	14.494,05		17.854,05			
	250.000.—	170.005,95	223.994,05		394.000.—			-144.000.—

Pour les 2 notes, voir la page 10.

4. CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS (Suite)

Articles et rubriques	BUDGET	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p. engagem. futurs év.	TOTAL	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	SOLDE
1	2	3	4	5	6	7	8	9
.7 Fournitures et frais généraux de bureau								
Fournitures de bureau ...		36.761,75	3.500.—		40.261,75			
Transports locaux		4.987,75	4.000.—		8.987,75			
Transports de matériel ..		4.338,75	6.000.—		10.338,75			
idem-voiture U.I.T.		698,45	5.700.—		6.398,45			
Affranchissements		373,70	500.—		873,70			
Télégrammes	60.000.—	1.068,45	3.000.—		4.068,45			
Téléphones		4.725,95	5.000.—		9.725,95			
Infirmerie		254,25	-.—		254,25			
Divers		7.304,55	6.786,40		14.090,95			
	60.000.—	60.513,60	34.486,40		95.000.—		+ 16.000.—	- 19.000.—
.8 Installation de l'interprétation simultanée et autres installations techniques								
I.I.S. - U.I.T.		7.057,80	80.500.—		87.557,80			
I.I.S. - autres	140.000.—	4.264,30	10.600.—		14.864,30 *			
Divers		1.289,30	4.288,60		5.577,90			
	140.000.—	12.611,40	95.388,60		108.000.—	- 32.000.—		
.9 Imprévu	20.000.—	4.790,50	15.209,50		20.000.—			
Art. III. FRAIS DE TRESORERIE								
.10 Intérêts des sommes avancées	50.000.—	6,15	36.993,85		37.000.—			+ 13.000.—
Budget approuvé par le Conseil d'administration au cours de la 14e session	2.667.750.—							
à reporter :		1.715.878,41	1.001.121,59	100.000.—	2.817.000.—	-.—	-.—	-149.250.—

Pour la note, voir la page 10

4. CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS (suite)

Articles et rubriques	BUDGET	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p.engagements futurs év.	TOTAL	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	SOLDE
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Report :		1.715.878,41	1.001.121,59	100.000.—	2.817.000.—	-.—	-.—	- 149.250.—
Budget approuvé par le Conseil d'administration au cours de sa 14e session	2.667.750,—							
Montant indiqué par le Secrétaire général par interim au Conseil d'administration comme dépenses supplémentaires éventuelles résultant de l'impression par procédé typographique des Actes finals de la Conférence administr. des radiocommunications et pour l'équipement et l'exploitation d'une 7e salle de réunion pour l'interprétation simultanée	200.000,—							+ 200.000,—
Montant indiqué par le Secrétaire général par interim à la Conférence de plénipot. comme dépenses supplémentaires éventuelles résultant de l'impression par procédé typographique des Actes finals de cette Conférence	31.700,—							+ 31.700,—
	2.899.450,—	1.715.878,41	1.001.121.59	100.000.—	2.817.000.—	-.—	-.—	+ 82.450.—

REPARTITION DES CREDITS ET DES DEPENSES DES CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS ENTRE LA CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS ET LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES

	Total	Conférence administrative des radiocommunications	Conférence de plénipotentiaires
C R E D I T S :			
Budget approuvé par le Conseil d'administration	2.667.750.--		
dont 2/3 à la charge de la C.A.R.		1.778.500.--	
et 1/3 à la charge de la C.P.			889.250.--
Estimation supplémentaires :			
a) équipement d'une 7ème salle de réunion	105.000.--		
dont 2/3 à la charge de la C.A.R.		70.000.--	
et 1/3 à la charge de la C.P.			35.000.--
b) impression des Actes finals de la C.A.R. (une somme de 45.000.-- est comprise dans le budget approuvé par le Conseil d'administration)	95.000.--**)	95.000.--**)	
c) impression des Actes finals de la C.P. (une somme de 15.000.-- est comprise dans le budget approuvé par le Conseil d'administration)	31.700.--**)		31.700.--**)
	2.889.450.--	1.943.500.--	955.950.--
D E P E N S E S :			
Total (selon page 7)	2.817.000.--		
Dépenses à répartir : 2.817.000.--			
./. Actes finals C.A.R./C.P. 186.700.--			
2.630.300.--			
dont 2/3 à la charge de la C.A.R.		1.753.533.--*)	
et 1/3 à la charge de la C.P.			876.767.--*)
Actes finals C.A.R.		140.000.--*)	
Actes finals C.P.			46.700.--*)
	2.817.000.--	1.893.533.--	923.467.--

Notes :

*) y compris les dépenses pour l'utilisation d'une salle de réunion supplémentaire.

**) Dans la supposition que les Conférences prennent à leur charge 1/3 des frais de composition des Actes finals.

5. DEPENSES SPECIALES

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959

Articles et rubriques	B U D G E T	Dépenses au 10.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p. engagements futurs év.	T O T A L	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	S O L D E
1	2	3	4	5	6	7	8	9
CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS								
Aide pour travaux techniques	150.000.—	51.849,80	18.150,20	10.000,—	80.000.—	-.—	-.—	+ 70.000.—
CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES								
Personnel de renfort pour les travaux du Service du personnel et du Service des finances	18.700.—	3.241,90	-.—	-.—	3.241,90	-.—	-.—	+ 15.458,10

RECAPITULATION

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959

	CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS		Conférence administrative des radiocommunications		Conférence plénipotentiaires	
	Budget	Dépenses et estim. dép.	Budget	Dépenses et est	Budget	Dépenses et estim. dép.
1. Conférence administrative des radiocommunications-Travaux préliminaires du Secrétariat général (Cahier des propositions)	329.795,50	425.928,04	329.795,50	425.928,04		
2. Conférence administrative des radiocommunications-Travaux préliminaires de l'I.F.R.B. (préparat. de plans et rapports)	414.185,39	427.173,54	414.185,39	427.173,54		
3. Conférence de plénipotentiaires-Travaux préliminaires du Secrétariat général (Cahier des propositions et rapport du Conseil d'administration)	146.300.—	113.585,05			146.300.—	113.585,05
4. Conférences internationales des télécommunications (Voir page 8) Budget Estimations supplémentaires	2.667.750.—) 231.700.—)	2.817.000.—	1.778.500.—) 165.000.—)	1.693.533.—	889.250.—) 66.700.—)	923.467.—
5. Dépenses spéciales: Aide pour travaux techniques	150.000.—	80.000.—	150.000.—	80.000.—		
Personnel de renfort pour les travaux du Service du personnel et du Service des finances	18.700.—	3.241,90			18.700.—	3.241,90
	3.958.430,89	3.866.928,53	2.837.480,89	2.626.634,58	1.120.950.—	1.040.293,95

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 329-F (CP)
Document N° 768-F (CAR)
5 décembre 1959

COMMISSION C
COMMISSION 3

LISTE DES PARTICIPANTS AUX FRAIS DES CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS

Genève, 1959

(Situation au 4 décembre 1959)

J'ai l'honneur de vous soumettre en Annexe la liste des participants aux frais des Conférences internationales des télécommunications.

Le Secrétaire des Conférences
Gerald C. Gross

Annexe: 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

LISTE PROVISOIRE DES PARTICIPANTS AUX FRAIS DES CONFERENCES INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS, GENEVE, 1959

(Situation au 4 décembre 1959)

I. Membres de l'Union	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	Participants C.P.
Afghanistan	1	1	1
Albanie (République populaire d')	½	½	½
Arabie Saoudite (Royaume de l')	1	1	1
Argentine (République)	25	25	25
Australie (Fédération de l')	20	20	20
Autriche	½	½	½
Belgique	8	8	8
Biélorussie (Rép. Soc. Sov. de)	3	3	3
Birmanie (Union de)	3	3	3
Bolivie	3	3	3
Brésil	25	25	25
Bulgarie (Rép. populaire de)	1	1	1
Cambodge (Royaume du)	1	1	-
Canada	20	20	20
Ceylan	1	1	1
Chili	3	-	-
Chine	15	15	15
Cité du Vatican (Etat de la)	½	½	½
Colombie (République de)	3	3	3
Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi	2	2	2
Corée (République de)	1	1	1
Costa Rica	3	3	3
Cuba	2	2	2
Danemark	5	5	5
Dominicaine (République)	3	3	3
El Salvador (République de)	3	3	3
Equateur	1	1	-
Espagne	3	3	3
Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer	20	20	20
Etats-Unis d'Amérique	30	30	30
Ethiopie	1	1	1
Finlande	3	3	3
France	30	30	30
Ghana	½	½	½
Grèce	3	3	3
Guatemala	1	1	1
Guinée (République de)	1	-	1
Haïti (République d')	1	-	-
Honduras (République de)	2	-	-
Hongroise (République populaire)	1	1	1
Inde (République de l')	20	20	20
Indonésie (République d')	10	10	10
Iran	1	1	1

	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	Participants C.P.
Iraq (République de)	1	1	1
Irlande	3	3	3
Islande	½	½	½
Israël (Etat d')	1	1	1
Italie	20	20	20
Japon	25	25	25
Jordanie (Royaume Hachémite de)	1	1	1
Kuwait	1	1	1
Laos (Royaume du)	½	-	½
Liban	½	½	½
Libéria	3	3	3
Libye (Royaume-Uni de)	½	½	½
Luxembourg	½	½	½
Malaisie (Fédération de)	½	½	½
Maroc (Royaume du)	1	1	1
Mexique	8	8	8
Monaco	½	½	½
Népal	½	-	½
Nicaragua	3	3	3
Norvège	5	5	5
Nouvelle-Zélande	5	5	5
Pakistan	15	15	15
Panama	3	-	-
Paraguay	1	1	1
Pays-Bas, (Royaume des)	10	10	10
Pérou	2	2	2
Philippines (République des)	1	1	1
Pologne (République populaire de)	10	10	10
Portugal	8	8	8
Provinces espagnoles d'Afrique	1	-	-
Provinces portugaises d'Outre-Mer	8	8	8
République Arabe Unie	5 + 1	6	6
République fédérale d'Allemagne	20	20	20
République fédérative populaire de Yougoslavie	1	1	1
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine	5	5	5
Rhodesia et Nyasaland (Fédération)	½	-	½
Roumaine (République populaire)	1	1	1
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord	30	30	30
Soudan (République du)	1	1	1
Suède	10	10	10
Suisse (Confédération)	10	10	10
Tchécoslovaquie	8	8	8
Territoires des Etats-Unis d'Amérique	25	25	25
Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord	8	8	8
Thaïlande	5	5	5
Tunisie	1	1	1
Turquie	5	5	5
Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest	13	13	13

	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	C.P.
Union des Républiques socialistes soviétiques	30	30	30
Uruguay (République orientale de l')	3	3	3
Vénézuéla (République de)	10	10	10
Viêt-Nam (République du)	1	-	1
Yémen	1	-	-

II. Membres associés de l'Union

Afrique occidentale britannique	½	½	-
Afrique orientale britannique	½	½	½
Bermudes-Caraïbes britanniques (Groupe des)	½	-	-
Singapore-Bornéo britannique (Groupe)	½	-	-
Territoire sous tutelle de la Somalie sous Administration italienne	½	-	-
	619		

III. Exploitations privées reconnues

Compagnie générale de télégraphie sans fil	½	
Société Radio-Orient	½	
Compagnie portugaise Radio Marconi	½	
Transradio Espanola S.A.	½	
France Cables et Radio	½	-
British Broadcasting Corporation	½	
*) Cable and Wireless Limited	½ *)	
*) Independent TelevisionAuthority	*)	
Marconi International Marine Communication Company Limited	½	-

IV. Nations Unies et institutions spécialisées

Organisation des Nations Unies (O.N.U.)	exonéré	exonéré
Organisation consultative intergouvernementale de la Navigation maritime (I.M.C.O.)	exonéré	-
Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.)	exonéré	exonéré
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (U.N.E.S.C.O.)	exonéré	exonéré
Organisation Météorologique Mondiale (O.M.M.)	exonéré	exonéré
Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.)	exonéré	-
Union Postale Universelle (U.P.U.)	-	exonéré

V. Organisations internationales

Union internationale des radioamateurs (I.A.R.U.)	exonéré	-
Comité international Radio-Maritime (C.I.R.M.)	exonéré	-
Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision (O.I.R.T.)	exonéré	-
*) Committee on Space Research (COSPAR)	*)	-
Fédération internationale de navigation (F.I.N.)	exonéré	-
Chambre internationale de navigation	exonéré	-
International Radio Air Safety Association (I.R.A.S.A.)	exonéré	-
Association internationale du transport aérien (I.A.T.A.)	exonéré	-

	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	C.P.
Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.)	exonéré	.....	-
Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.)	exonéré	.....	-
Fédération astronautique internationale (F.A.I.)	exonéré	.....	-
Union astronomique internationale	exonéré	.....	-
Union radio scientifique internationale (U.R.S.I.)	exonéré	.....	-
Association internationale des intérêts radio-maritimes	exonéré	.....	-
Organisation internationale de la police criminelle (O.I.P.C.)	exonéré	.....	-
Total provisoire au 4.12.59		606 ½	604

*) Classe de contribution inconnue.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 330-F
12 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

PROJET

(établi par la Commission D)

RESOLUTION N° ....

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève 1959,

considérant

a) sa décision de faire du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général des fonctionnaires élus par la Conférence de plénipotentiaires;

b) que cette décision ainsi que d'autres décisions ayant trait à des questions de personnel nécessiteront une révision du Règlement du personnel de l'Union;

c) que les dispositions applicables aux fonctionnaires élus doivent être dissociées du reste du Règlement du personnel;

charge le Conseil d'administration

1. d'élaborer des textes réglementaires applicables aux fonctionnaires élus de l'Union à classer dans les trois catégories suivantes :

a) les fonctionnaires élus par la Conférence de plénipotentiaires pour une période limitée : le Secrétaire général et le Vice-Secrétaire général;

b) les fonctionnaires élus par la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications pour une période limitée : les membres de l'I.F.R.B.;

c) les fonctionnaires élus par les Assemblées plénières des C.C.I. pour une période illimitée : les directeurs des C.C.I.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

2. de présenter ces textes réglementaires à la prochaine Conférence des plénipotentiaires;

autorise le Conseil d'administration

à appliquer ces textes réglementaires, en tout ou en partie, à titre provisoire, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 331-F
4 décembre 1959

COMMISSION I

TROISIEME RAPPORT

du Président de la Commission E

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à la Commission de rédaction, en vue de leur présentation à la séance plénière, les textes énumérés ci-après qui ont été approuvés par la Commission E.

Annexe 1 : Utilisation du réseau de télécommunications des Nations Unies pour le trafic télégraphique des institutions spécialisées.

Annexe 2 : Financement du développement des télécommunications.

Le Président
de la Commission E :
Francis Colt de Wolf

Annexes : 2

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E 1

RESOLUTION N° ....

EMPLOI DU RESEAU DE TELECOMMUNICATION DES NATIONS UNIES POUR LE TRAFIC TELEGRAPHIQUE DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959)

vu

la Résolution N° 26 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationales des télécommunications (Buenos Aires, 1952) motivée par une enquête des Nations Unies demandant à l'Union internationale des télécommunications d'approuver que les transmissions des institutions spécialisées soient assurées sur le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies, à un tarif tenant compte des frais d'exploitation et proportionné au volume du trafic;

prenant note

de ce que le Secrétaire général des Nations Unies a retiré, à partir du 1er janvier 1954, l'offre qu'il avait faite auparavant aux institutions spécialisées de transmettre leur trafic sur le réseau des Nations Unies;

réaffirme

les vues exposées dans la Résolution N° 26, à savoir :

1. que, dans les circonstances normales, le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies ne doit jamais être ouvert au trafic des institutions spécialisées et mis en concurrence avec les réseaux commerciaux existants de télécommunication;

2. que l'Union n'est pas favorable à une dérogation quelconque aux dispositions de l'Article XVI de l'Accord entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications;

3. que cependant l'Union ne ferait pas d'objection si, en cas de situation critique, le trafic des institutions spécialisées empruntait le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies à un tarif calculé comme il est prévu à l'Article 7 du Règlement télégraphique ou à titre gratuit;

et charge

le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires.

ANNEXE 2

RESOLUTION N° ....

FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959)

considérant :

a) que les fonds provenant des divers programmes des Nations Unies et disponibles pour l'Assistance technique contribuent à la formation du personnel et à la réalisation des plans pour les télécommunications, mais ne sont généralement pas utilisables pour l'achat de matériel ni pour d'autres besoins essentiels à l'amélioration et à l'extension des réseaux nationaux et internationaux;

b) qu'en particulier les pays nouveaux ou en voie de développement ont besoins de crédits pour financer leurs plans de développement des télécommunications;

c) qu'en règle générale les projets de télécommunications, s'ils sont établis sur une base techniquement et économiquement saine, constituent l'un des meilleurs objets de placement de capitaux, publics et privés;

reconnaît :

qu'il est de l'intérêt de toutes les administrations des Membres et Membres associés de l'Union d'imaginer des méthodes d'organisation permanentes propres à inciter le placement de capitaux dans les projets de télécommunications, spécialement dans les pays nouveaux ou en voie de développement;

charge :

A. Le Secrétaire général

1. de se mettre en rapport avec les Membres et Membres associés de l'Union afin de savoir s'ils envisagent d'entreprendre des projets de télécommunication pour lesquels un apport de capitau extérieurs serait le bienvenu et, dans l'affirmative, à quelles conditions;

2. de s'adresser aux organismes intergouvernementaux et privés appropriés afin de connaître leurs vues sur cette question et le cas échéant, de savoir s'ils seraient disposés à s'associer à un plan de financement international.

3. de présenter aux administrations intéressées au Conseil d'administration un rapport sur le résultat de ses enquêtes.

B. Le Conseil d'administration

de prendre, à la lumière du rapport du Secrétaire général, les mesures qu'il estimera indiquées,

étant entendu :

1. que l'Union ne sera d'aucune façon engagée dans des opérations financières;

2. que l'application du plan de financement à instituer n'entraînera aucune dépense imputable au budget de l'Union.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 332-F
4 décembre 1959

COMMISSION I

SEPTIEME RAPPORT

du Président de la Commission H

(Finances de l'Union)

Au cours de sa 13ème séance, le 4 décembre 1959, la Commission H a approuvé le texte ci-joint de l'Article de la Convention relatif aux finances de l'Union destiné à remplacer l'Article 13 de la Convention de Buenos Aires. Ce texte est soumis à la Commission I pour transmission à la séance plénière.

Le Président de la Commission H :

José Garrido

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

ARTICLE

FINANCES DE L'UNION

1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :

a) au Conseil d'administration, au Secrétariat général, au Comité international d'enregistrement des fréquences, aux Secrétariats des Comités consultatifs internationaux, aux laboratoires et installations techniques créés par l'Union.

b) aux conférences qui, en référence aux dispositions des Articles 9 et 10 de la Convention, sont convoquées sur décision ou avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union;

c) à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux.

2. Les dépenses résultant des conférences spéciales visées à l'Article 10 § 1 c) de la Convention qui n'entrent pas dans le cadre du § 1 b) ci-dessus, et dont le caractère régional a été déterminé par le Conseil d'administration, lequel s'est assuré au préalable de l'opinion de la majorité des Membres et Membres associés de la région en cause, sont supportées au prorata de leur classe de contribution, par tous les Membres et Membres associés de cette région et éventuellement par les Membres et Membres associés d'autres régions ayant participé à de telles conférences.

3. Les dépenses résultant des autres conférences spéciales non visées aux § 1 b) et 2 ci-dessus, sont supportées au prorata de leur classe de contribution, par les Membres ou Membres associés qui ont accepté de participer ou ont participé à de telles conférences.

A N N E X E

ARTICLE

FINANCES DE L'UNION

1. Les dépenses de l'Union comprennent tous les frais afférents :

a) au Conseil d'administration, au Secrétariat général, au Comité international d'enregistrement des fréquences, aux Comités consultatifs internationaux et aux laboratoires et installations techniques créés par l'Union;

b) aux conférences mondiales tenues selon les dispositions des Articles 9 et 10 de la Convention.

2. Les dépenses des conférences spéciales visées à l'Article 10, § 1 c) de la Convention qui n'entrent pas dans le cadre du § 1 b) du présent article, et concernant une zone particulière déterminée par le Conseil d'administration, avec l'accord de la majorité des Membres et Membres associés de la zone en question, sont supportées selon leur classe de contribution par tous les Membres et Membres associés de cette zone, et, éventuellement, par les Membres et Membres associés d'autres zones ayant participé ou ayant accepté de participer à de telles conférences.

3. Les dépenses des conférences spéciales non visées aux § 1 b) et 2 du présent article sont supportées au prorata de leur classe de contribution par les Membres et Membres associés qui ont accepté de participer ou ont participé à de telles conférences.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

4. Le Conseil d'administration examine et approuve le budget de toutes les dépenses annuelles de l'Union dans les limites fixées par la Conférence de plénipotentiaires.

5. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres et Membres associés, au prorata du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre selon le tableau suivant :

Classe de 30 unités	Classe de 8 unités
" " 25 "	" " 5 "
" " 20 "	" " 4 "
" " 18 "	" " 3 "
" " 15 "	" " 2 "
" " 13 "	" " 1 unité
" " 10 "	" " $\frac{1}{2}$ "

6. Les Membres et Membres associés choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

7. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaître au Secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe qu'il a choisie.

(2) Cette décision est notifiée aux Membres et Membres associés par le Secrétaire général.

(3) Les Membres et Membres associés qui n'ont pas fait connaître leur décision avant la date prévue à l'alinéa (1) ci-dessus seront invités à participer aux dépenses, au prorata de leur classe de contribution sous la Convention précédente.

(4) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

(5) Aucune réduction du nombre d'unités de contribution établi conformément aux alinéas (1) à (3) ci-dessus, ne peut avoir lieu pendant que la Convention est en vigueur.

8. Les Membres et Membres associés payent à l'avance leur part contributive annuelle calculée d'après le budget approuvé par le Conseil d'administration.

9. Les sommes dues sont productives d'intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du septième mois.

10. (1) Les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles ils ont accepté de participer ou ont participé.

(2) Les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins qu'elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration sous réserve de réciprocité.

(3) Le montant des contributions est fixé par le Conseil d'administration et sera considéré comme une recette de l'Union. Il porte intérêt conformément aux dispositions fixées par le Conseil d'administration,

11. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres et Membres associés, Groupe de Membre ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres ou Membres associés, groupes, organisations ou autres.

12. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le Secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution par la vente des documents.

PAGES BLEUES

F

CONFÉRENCE
DE PLÉNIPOTENTIAIRES
Genève, 1959

Document Nº 333-F
8 décembre 1959

SÉRIE 3 ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

La Commission de rédaction, après avoir examiné les textes ci-annexés, les soumet à l'approbation de l'Assemblée plénière.

PAGES BLEUES

ARTICLE 3

Objet de l'Union

* 1. L'Union a pour objet:

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser, le plus possible, leur utilisation par le public;

c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.

* 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

* *a*) effectue l'attribution des fréquences du spectre et l'enregistrement des assignations de fréquences, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays;

* *aa*) coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre;

* *b*) favorise la collaboration entre ses Membres et Membres associés en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière saine et indépendante des télécommunications;

ba) encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies;

---

* Déjà soumis à l'Assemblée plénière (voir Doc. nº 219, 1ère série de bleus).

PAGES BLEUES

* *c*) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

* *d*) procède à des études, élabore des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres et Membres associés.

---

* Déjà soumis à l'Assemblée plénière (voir Doc. nº 219, 1ère série de bleus).

PAGES BLEUES

ARTICLE 4

Structure de l'Union

L'organisation de l'Union repose sur:

1. la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;
2. les conférences administratives;
3. le Conseil d'administration;
4. les organismes permanents désignés ci-après:
   a) le Secrétariat général
   b) le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.)
   c) le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.)
   d) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

PAGES BLEUES

ARTICLE 5

Conseil d'administration

A. *Organisation et fonctionnement*

1. (1) Le Conseil d'administration est composé de vingt-cinq Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires, en tenant compte de la nécessité d'une représentation équitable de toutes les parties du monde. Les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

(2) Si entre deux conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union ayant obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres appartenant à la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

2. Chacun des Membres du Conseil d'administration désigne pour siéger au Conseil une personne qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunications et s'efforcera, dans la mesure du possible, d'éviter de la remplacer pendant la durée du mandat du Conseil.

3. Chaque Membre du Conseil dispose d'une voix.

4. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

5. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

6. (1) Le Conseil se réunit, en session annuelle, au siège de l'Union.

(2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

(3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres.

7. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux participent de

plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances exceptionnellement réservées à ses seuls Membres.

8. Le secrétaire général de l'Union assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

9. (1) Dans l'intervalle des conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

(2) Le Conseil agit seulement lorsqu'il est en session officielle.

9*a*. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union désignés à l'article 4, paragraphe 4 *b*) *c*) et *d*).

10. Seuls les frais de déplacement et de séjour engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

B. *Attributions*

11. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution par les Membres et les Membres associés des dispositions de la Convention, des Règlements, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union.

(2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union.

12. En particulier, le Conseil d'administration:

a) accomplit toutes les tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires;

b) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 26 et 27 de la présente Convention; à cet effet:

1. il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 27 de la Conven-

PAGES BLEUES

tion et avec les Nations Unies en application de l'Accord contenu dans l'Annexe 6 à la Convention; ces accords provisoires doivent être soumis à la prochaine Conférence de plénipotentiaires conformément aux dispositions de l'article 9, alinéa 1 *g*) de la présente Convention;

2. il désigne, au nom de l'Union, un ou plusieurs représentants pour participer aux conférences de ces organisations et, lorsque cela est nécessaire, aux conférences de coordination réunies en accord avec ces organisations;

c) (*supprimé*)

d) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;

e) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

f) contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;

g) examine et arrête le budget annuel de l'Union en réalisant toutes les économies possibles;

h) prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et arrête ces comptes pour les soumettre à la conférence de plénipotentiaires suivante;

i) ajuste, s'il est nécessaire,

1. les échelles de base des traitements du personnel des catégories des administrateurs et des directeurs, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;

2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les organisations des Nations Unies au siège de l'Union;

3. les indemnités de poste de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;

4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse;

j) (*supprimé*)

k) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 9 et 10;

l) soumet à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union les avis qu'il juge utiles;

m) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes et examine leurs rapports annuels;

ma) procède s'il le juge utile à la désignation d'un intérimaire à l'emploi devenu vacant de vice-secrétaire général;

mb) procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de directeurs des Comités consultatifs internationaux;

n) remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention, et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union;

na) prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre, à titre provisoire, les cas non prévus par la Convention et ses annexes, pour la solution desquels il n'est pas possible d'attendre la prochaine conférence compétente;

o) soumet à l'examen de la Conférence de plénipotentiaires un rapport relatant ses activités et celles de l'Union;

PAGES BLEUES

oa) favorise la coopération internationale en vue d'octroyer par tous les moyens à sa disposition et, notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, une assistance technique aux pays nouveaux ou en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE 6

Comité international d'enregistrement des fréquences

1. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent:

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquences faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure prévue dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, par les décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;

b) à fournir des avis aux Membres et Membres associés, en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire;

c) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences prescrites par une conférence compétente de l'Union, ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;

d) à tenir à jour les dossiers indispensables ayant trait à l'exercice de ses fonctions.

2. (1) Le Comité international d'enregistrement des fréquences est un organisme composé de onze membres indépendants, désignés conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessous.

(2) Les membres du Comité doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

(3) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu de l'alinéa 1 *b*) ci-dessus, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

3. (1) A chacune de ses réunions, la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications élit les onze membres du Comité. Ces membres sont choisis parmi les candidats proposés par les pays, Membres de l'Union. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays. Chaque candidat doit posséder les qualifications indiquées ci-dessus pour servir comme membre indépendant du Comité.

(2) La procédure pour cette élection est établie par la Conférence elle-même, de manière à assurer une représentation équitable des différentes régions du monde.

(3) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.

(4) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence suivante, pour la prise de service de leurs successeurs.

(5) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un membre élu du Comité démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trois mois, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant est invité par le président du Comité à désigner aussitôt que possible un remplaçant, ressortissant de ce pays.

(6) Si le pays Membre de l'Union en question ne désigne pas un remplaçant dans un délai de trois mois à partir de cette invitation, il perd son droit de désigner une personne pour siéger au Comité pendant le reste de la durée du mandat du Comité.

(7) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un remplaçant à son tour démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trois mois, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant n'a pas le droit de désigner un second remplaçant.

(8) Dans les cas prévus aux alinéas (6) et (7) ci-dessus, le président du Comité demande alors au pays Membre de l'Union, dont le candidat

avait obtenu à la précédente élection le nombre de voix le plus élevé parmi ceux de la région considérée qui n'avaient pas été élus, de désigner ce candidat pour siéger au Comité pendant le reste du mandat du Comité. Si cette personne est indisponible, le pays en question est invité à désigner un remplaçant, ressortissant de ce pays.

(9) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un membre élu du Comité, ou son remplaçant, décède, le pays Membre de l'Union dont il était ressortissant conserve le droit de désigner un successeur, ressortissant de ce pays.

(10) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications.

4. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

(1*a*) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, qui remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.

(1*b*) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.

5. (1) Les membres du Comité s'acquittent de leur tâche, non comme des représentants de leurs pays respectifs, ou d'une région, mais comme des agents impartiaux investis d'un mandat international.

(2) Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque Membre ou Membre associé doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit, en aucun cas, essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

(3) En dehors de ses fonctions, aucun membre du Comité et de son personnel ne doit avoir de participation active ou d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression « intérêts financiers » ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

6. (*supprimé*)

PAGES BLEUES

ARTICLE 7

Comités consultatifs internationaux

1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des Avis sur les questions techniques et d'exploitation spécifiquement relatives aux radiocommunications.

(2) (*supprimé*)

(3) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la téléphonie.

(3*a*) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des Avis directement liées à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international, afin que ces questions puissent être mises à l'étude et que des recommandations puissent être élaborées.

(3 *b*) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les problèmes relatifs aux télécommunications nationales de ces pays.

2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des Avis, lui sont soumises par la conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par douze Membres ou Membres associés de l'Union au moins.

(1 *a*) Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs Avis ou des conclusions de leurs études en cours.

3. Les comités consultatifs internationaux ont pour membres:

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces comités.

4. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par:

a) l'assemblée plénière, réunie normalement tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative ordinaire correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

c) un directeur élu par l'assemblée plénière. Son statut est celui d'un fonctionnaire permanent, mais ses conditions de service peuvent faire l'objet de dispositions réglementaires spéciales;

d) un secrétariat spécialisé, qui assiste le directeur;

e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

5. (*supprimé*)

6. (1) Les comités consultatifs observent, dans la mesure où il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences compris dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

(2) En vue de faciliter les travaux de son comité, chaque assemblée plénière peut adopter des dispositions supplémentaires si elles ne sont pas incompatibles avec celles du règlement intérieur des conférences.

7. Les méthodes de travail des comités consultatifs sont définies dans la deuxième partie du Règlement général annexé à la présente Convention.

PAGES BLEUES

ARTICLE 8

Secrétariat général

1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

(1*a*) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et sont rééligibles.

(2) Le secrétaire général est responsable devant la Conférence de plénipotentiaires et, dans les intervalles entre les réunions de la Conférence de plénipotentiaires, devant le Conseil d'administration pour l'ensemble des attributions dévolues au Secrétariat général et pour la totalité des services administratifs et financiers de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

(2*a*) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice-secrétaire général est chargé de l'intérim.

2. Le secrétaire général:

zéro) assure l'unité d'action des organismes permanents de l'Union au moyen d'un organe de coordination présidé par lui et composé du vice-secrétaire général et des chefs des organismes permanents; cette coordination porte sur les questions administratives, l'Assistance technique, les relations extérieures, l'information publique et sur toute autre question importante expressément formulée par le Conseil d'administration;

a) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétariat en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

b) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque orga-

nisme permanent et en se basant sur le choix de ce dernier, la décision définitive de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;

ba) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

c) veille à l'application dans les secrétariats spécialisés, des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

d) exerce une surveillance exclusivement administrative sur le personnel des secrétariats spécialisés qui travaille directement sous les ordres des chefs des organismes permanents de l'Union;

e) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;

f) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat de toutes les conférences de l'Union et, sur demande ou lorsque les Règlements annexés à la Convention le prévoient, le secrétariat des réunions des organismes permanents de l'Union ou des réunions placées sous son égide; il peut également, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toutes autres réunions relatives aux télécommunications;

g) tient à jour les nomenclatures offfcielles, établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

h) publie les avis et les principaux rapports des organismes permanents de l'Union;

i) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications, qui lui sont communiqués par les parties et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

j) publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences en exécution de ses fonctions;

k) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union:

1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;
2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prévus dans les Règlements annexés à la Convention;
3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et le Conseil d'administration;

l) distribue les documents publiés;

m) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

ma) recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays nouveaux ou en cours de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications. L'attention de ces pays serait également appelée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous l'égide des Nations Unies;

n) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres et Membres associés concernant la mise en œuvre de moyens techniques afin d'obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;

o) publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il pourrait recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

p) prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel, lequel, après approbation par ce Conseil, est transmis, à titre d'information, à tous les Membres et Membres associés;

q) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont commu-

niqués aux Membres et Membres associés et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante pour examen et approbation définitive;

r) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres et Membres associés;

s) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.

2*a*. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions imparties au secrétaire général en l'absence de ce dernier.

3. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union.

4. (*supprimé*)

5. (*supprimé*)

ARTICLE 8*a*

Les fonctionnaires et le personnel de l'Union

1. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union.

2. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs internationaux, ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

(2) Chaque Membre et Membre associé doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires énumérés à l'alinéa (1) ci-dessus et du personnel de l'Union, et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

PAGES BLEUES

CHAPITRE 6

Définitions

ARTICLE 49

Définitions

A moins de contradiction avec le contexte:

a) les termes qui sont définis en annexe 3 ont le sens qui leur est assigné;

b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 12 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION Nº 00

Coordination et assistance technique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

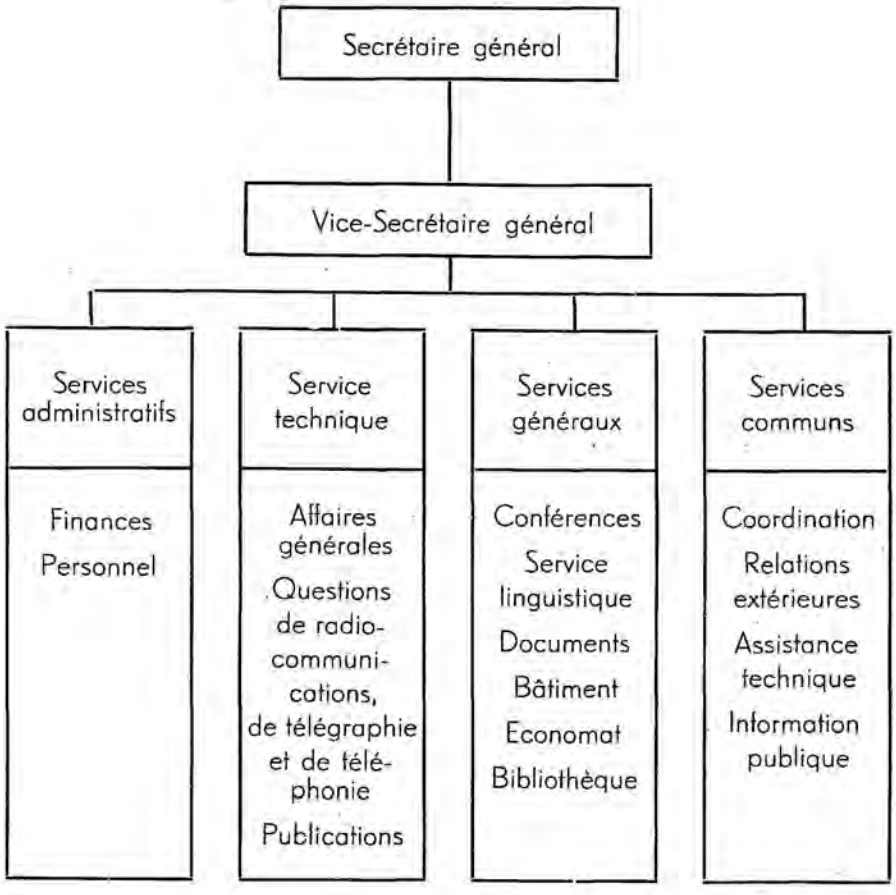
1. que, vu l'existence de quatre organismes permanents qui s'occupent, dans une certaine mesure, de questions semblables, notamment dans le domaine de l'Assistance technique, des relations extérieures et de l'information publique, et que de ce fait une coordination étroite entre ces organismes est nécessaire;

2. que l'action du Comité de coordination, organe consultatif, serait plus efficace si la coordination était convenablement préparée au niveau de l'exécution des tâches;

décide

qu'il y a lieu d'organiser le Secrétariat général de manière à assurer la coordination entre les divers organismes au niveau de l'exécution des tâches, notamment pour les questions relatives à l'Assistance technique, les relations extérieures et l'information publique. Ce but pourrait être atteint en créant au Secrétariat général un nouveau service travaillant en collaboration étroite avec les autres organismes. Le Conseil d'administration accorderait une attention particulière au fonctionnement de ce service et donnerait les directives générales nécessaires.

A titre d'exemple, l'organisation envisagée pourrait être du genre de celle que représente le diagramme ci-après.



Note - Le diagramme ci-dessus, avec la division des services communs dont la création est envisagée, n'a pour but que d'indiquer une des manières possibles de réorganiser le Secrétariat. Il va sans dire que c'est, en dernière analyse, au secrétaire général qu'il appartiendra de réorganiser ce Secrétariat de la manière qui lui semble la plus efficace et la plus logique.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION Nº . .

Administration des projets d'Assistance technique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

a) *ayant examiné* les déclarations du secrétaire général par intérim indiquant l'intérêt que présenterait pour l'Union l'administration complète de sa participation au Programme élargi d'assistance technique, ce qui impliquerait l'abrogation de l'accord provisoire conclu le 28 décembre 1954 entre l'Administration de l'Assistance technique des Nations Unies et le Secrétariat général de l'Union;

b) *ayant entendu* le représentant des Nations Unies exposer les difficultés que rencontrerait son organisation à maintenir la collaboration prévue aux termes de cet accord provisoire, en raison notamment des charges nouvelles qui ont été confiées aux Nations Unies en matière d'assistance technique;

c) *ayant pris connaissance* des répercussions financières dues à la prise en charge par l'U.I.T. de l'administration complète du programme d'assistance technique dans le domaine des télécommunications;

décide

1. d'autoriser le secrétaire général à prendre, d'accord avec les Nations Unies et leur Bureau de l'Assistance technique, toutes mesures nécessaires pour assurer progressivement la reprise par le Secrétariat général de l'Union des tâches administratives actuellement accomplies pour son compte par les Nations Unies;

2. d'inclure les dépenses qu'entraîneront pour le Secrétariat général les tâches nouvelles dues à cette reprise dans la demande présentée par l'Union au Comité de l'Assistance technique du Conseil économique et social en vue d'obtenir les allocations relatives aux frais des services administratifs et d'exécution;

3. de charger le Conseil d'administration:

a) de s'assurer à chacune de ses sessions que les tâches ainsi assumées par le Secrétariat général sont réalisées de façon à donner son

PAGES BLEUES

maximum d'efficacité à la participation de l'Union au Programme élargi d'assistance technique;

b) de prendre éventuellement toutes mesures nécessaires pour permettre le maintien de cette efficacité.

RÉSOLUTION N° 00

Imputation des dépenses d'administration et d'exécution résultant de la participation de l'U.I.T. au Programme élargi d'assistance technique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

ayant pris connaissance

des résolutions N^os^ 702 (XXVI) et 737 (XXVIII) du Conseil économique et social des Nations Unies, relatives à l'imputation des dépenses d'administration et d'exécution du Programme élargi d'assistance technique;

constatant notamment

que, dans sa résolution N° 702 (XXVI), le Conseil économique et social

«1. *Prie* les organisations participantes de prendre, aussitôt que possible, toutes les mesures nécessaires pour permettre:

a) le groupement dans leur budget ordinaire de toutes les dépenses d'administration et de toutes les dépenses des services d'exécution;

b) l'examen simultané de ces dépenses par leurs organes délibérants »;

et

«3. *Invite* les organes directeurs des organisations participantes à examiner en bonne et due forme la question de la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution relatives à l'assistance technique, entre le budget du Programme ordinaire et celui du Programme élargi »;

notant également

que, dans sa résolution N° 737 (XXVIII) le Conseil économique et social a proposé l'allocation aux organisations participant au Programme élargi d'assistance technique d'une somme forfaitaire pour couvrir leurs frais d'administration et leurs dépenses des services d'exécution relatifs à ce programme pour les années 1960, 1961 et 1962 et que de plus cette résolution contient les dispositions suivantes:

PAGES BLEUES

« qu'il faudra user d'une certaine souplesse dans l'application des dispositions relatives à la détermination de cette somme, aux organisations participantes dont les budgets sont peu importants ou qui ne bénéficient que de faibles allocations au titre du Programme élargi et autorise le Bureau de l'assistance technique à tenir compte de ce facteur lorsqu'il établira ses prévisions d'allocations à l'intention du Comité de l'assistance technique »;

décide

que ces frais ne peuvent être supportés actuellement par le budget de l'Union;

confirme

les dispositions suivantes formulées par le Conseil d'administration dans sa résolution N° 385:

1. Toute méthode d'imputation des dépenses en question devrait tenir compte de la situation particulière de chaque organisation; il ne paraît pas indispensable en effet d'appliquer une formule commune à toutes les organisations dont les structures et les budgets sont si différents;

2. Le système actuel de financement des dépenses d'administration et d'exécution occasionnées à l'Union en raison de sa participation au Programme élargi d'assistance technique est satisfaisant étant donné, notamment, qu'il conduit au remboursement des dépenses effectivement encourues par l'Union, dépenses dont le montant peut varier d'une année à l'autre en fonction

a) de l'ampleur du Programme;

b) de changements dans la situation du personnel très restreint affecté au service de l'assistance technique (mutations, congés dans les foyers, variations de salaires, d'indemnités, etc.);

décide en outre

1. que les dépenses d'administration et des services d'exécution résultant de la participation de l'Union au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies seront intégrées au budget de l'Union, étant entendu que les versements compensatoires du Compte spécial du Programme élargi figureront en recette dans le budget;

2. que, dans la mesure où ces dépenses sont remboursées par le compte spécial du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, elles ne seront pas prises en considération pour fixer le plafond des dépenses de l'Union;

3. que les organes de contrôle financier de l'Union vérifieront également toutes les dépenses et recettes relatives à la participation de l'Union au Programme élargi d'assistance technique;

4. que le Conseil d'administration procédera également à l'examen de ces dépenses;

5. que si l'Union, en raison d'une décision formelle des Nations Unies, était contrainte à assumer la charge partielle ou entière de ces dépenses, le Conseil d'administration serait autorisé à prévoir les crédits nécessaires sous réserve de l'application des dispositions du Protocole additionnel ... à la Convention des télécommunications.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION Nº . .

Etude du transfert de certaines dispositions du Règlement additionnel des radiocommunications dans les Règlements télégraphique, téléphonique ou des radiocommunications et de certaines dispositions du Règlement des radiocommunications dans les Règlements télégraphique ou téléphonique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

1. que certaines dispositions du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications ont un champ d'application analogue à des dispositions du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique, et seraient probablement mieux à leur place dans l'un de ceux-ci;

2. qu'il est souhaitable que les clauses relatives à la classification des services de correspondance publique dans les services mobiles entrent en vigueur en même temps que les clauses analogues relatives à la correspondance publique dans le service fixe;

charge

le secrétaire général d'étudier les dispositions du Règlement des radiocommunications et du Règlement additionnel des radiocommunications en vue de recommander aux administrations, au moins un an avant la prochaine Conférence administrative télégraphique et téléphonique, et avant la prochaine Conférence administrative des radiocommunications, les dispositions qu'il conviendrait éventuellement de transférer dans le Règlement télégraphique ou le Règlement téléphonique, et du Règlement additionnel des radiocommunications dans le Règlement des radiocommunications.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Extension des activités de la Commission du PLAN à l'Amérique latine

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

1. la résolution N° 32 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, 1952;

2. la résolution N° 383 adoptée par le Conseil d'administration à sa 13me session, relative à l'extension du PLAN pour le développement du réseau de télécommunications à l'Extrême-Orient, à l'Afrique et, de façon générale, à toute région pour laquelle des pays demanderont l'extension du PLAN,

charge

le C.C.I.T.T. et le C.C.I.R. d'étendre à l'Amérique latine les activités de la Commission du PLAN pour le développement du réseau international de télécommunications, en créant à cet effet la sous-commission appropriée.

RÉSOLUTION N° . .

Emploi du réseau de télécommunication des Nations Unies pour le trafic télégraphique des institutions spécialisées

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

ayant examiné

la requête des Nations Unies (Document N° 228), demandant à l'Union internationale des télécommunications d'approuver leur proposition consistant à assurer les transmissions des institutions spécialisées sur le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies, à un tarif tenant compte des frais d'exploitation et proportionné au volume du trafic;

considérant

1. que le procédé de taxation et la méthode d'exploitation proposés par les Nations Unies ne concordent pas avec les dispositions du Règlement télégraphique international et, par conséquent, sont contraires aux dispo-

sitions de l'article XVI de l'Accord entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications;

2. qu'une dérogation aux dispositions de la Convention et du Règlement télégraphique en faveur des Nations Unies n'est pas à conseiller;

3. que le réseau de télécommunication des Nations Unies ne devrait jamais concurrencer, dans les circonstances normales, les systèmes publics de télécommunication existants;

4. que, cependant, en cas de situation critique il peut être désirable d'ouvrir le réseau entre points fixes des Nations Unies au trafic des institutions spécialisées, soit à un tarif calculé selon les prescriptions de l'article 26 du Règlement télégraphique international, soit gratuitement;

déclare

1. que, dans les circonstances normales, le réseau de télécommunication entre points fixes des Nations Unies ne doit pas être ouvert au trafic des institutions spécialisées et mis en concurrence avec les réseaux commerciaux existants des télécommunications;

2. que l'U.I.T. n'est pas favorable à une dérogation quelconque aux dispositions de l'article XVI de l'Accord entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications;

3. qu'il peut être fait des exceptions en cas de situation critique;

charge le secrétaire général

1. de faire connaître au Secrétaire général des Nations Unies l'opinion de cette Conférence;

2. de l'inviter à retirer dans le délai le plus court la proposition faite aux institutions spécialisées d'écouler leur trafic sur le réseau des Nations Unies;

3. de l'informer que l'Union internationale des télécommunications ne ferait pas d'objection si, en cas de situation critique, le trafic des institutions spécialisées empruntait le résuau entre points fixes des Nations Unies à un tarif calculé comme il est prévu à l'article 26 du Règlement télégraphique international ou à titre gratuit.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION Nº 27

Télégrammes, appels et conversations téléphoniques des institutions spécialisées

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) que les chefs des institutions spécialisées ne sont pas mentionnés dans la définition des télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat figurant à l'Annexe 3 à la Convention;

b) qu'il peut se présenter des cas où l'urgence ou l'importance des télécommunications des institutions spécialisées justifie un traitement spécial pour leurs télégrammes ou leurs conversations téléphoniques,

décide

si une institution spécialisée des Nations Unies informe le Conseil d'administration de son désir d'obtenir des privilèges spéciaux pour ses télécommunications, en justifiant les cas particuliers pour lesquels un traitement spécial est nécessaire, le Conseil d'administration:

1. saisira les Membres et Membres associés de l'Union des demandes qui lui paraissent devoir être acceptées,

2. statuera définitivement sur ces demandes en tenant compte de l'avis de la majorité des Membres et Membres associés;

charge

le secrétaire général de notifier aux Membres et Membres associés toutes décisions prises par le Conseil d'administration.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 334-F
5 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Treizième séance plénière

Lundi 7 décembre 1959, à 17 heures

Election des Membres de l'Union appelés à faire partie du Conseil d'administration (Documents N^{os} 244 et 305).

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 335-F
2 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

NOTE DU SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

La communication ci-jointe reçue du Chef de la délégation de la Turquie est portée à la connaissance de la Conférence à toutes fins utiles.

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

le 5 décembre 1959

M. Gerald C. Gross
Secrétaire général par intérim
Union internationale des
télécommunications
GENEVE

Monsieur le Secrétaire général,

Me référant à l'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Turquie retire sa candidature pour le membre du Conseil d'administration de l'Union.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Galip YENAL
Chef de la délégation Turque

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 336-F
6 décembre 1959

COMMISSION D

COMPTE RENDU

Vingt-deuxième et dernière séance de la Commission D

(Organisation de l'Union)

Vendredi 4 décembre 1959

La séance est ouverte à 10 h. 40.

Le Président, se faisant l'interprète des sentiments de la Commission, exprime sa sympathie envers la France à la suite de la catastrophe qui a endeuillé la Côte d'Azur.

Le délégué de la France, vivement touché par les marques de sympathie qui lui sont témoignées, remercie le Président et les délégués.

* * *

Le Président présente l'ordre du jour de la séance (Document N° DT 108) qui est approuvé sans observation.

1. Comptes rendus des séances antérieures :

Les comptes rendus des 20ème et 21ème séances n'ayant pas pu être distribués avant la présente réunion, le Président prie les délégués qui auraient des amendements à proposer de vouloir bien les lui communiquer. Il prendra les dispositions nécessaires à leur publication.

2. Proposition N° 58, page 47

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique fait la déclaration suivante :

"Monsieur le Président,

Dans sa reponse à la Question N° 2 de la Conférence de plénipotentiaires, la Conférence des radiocommunications a exprimé l'avis, au point c), "que le secrétariat spécialisé placé sous la direction du Comité devrait être de nature à permettre aux membres du Comité de s'acquitter efficacement de toutes les tâches et fonctions stipulées dans la Convention et le Règlement des radiocommunications."

ARCHIVES UIT GENÈVE

" A sa 6ème séance plénière, la Conférence de plénipotentiaires a décidé d'accepter provisoirement cette partie de la réponse à la Question N° 2 et, à sa 10ème séance plénière, elle a décidé d'accepter définitivement cette réponse.

" Entre-temps, la Conférence des radiocommunications a rédigé un projet d'Article 10 du nouveau Règlement des radiocommunications, dans lequel elle a inclus une disposition rédigée dans des termes analogues à sa réponse à la Question N° 2.

" Les Etats-Unis ont toujours été favorables à ce que l'I.F.R.B. ait à sa disposition un secrétariat efficace, comme on pourra s'en convaincre en se reportant aux motifs de notre proposition relative à l'addition d'un paragraphe 4 bis à l'Article 6 de la Convention (page 47 du Cahier des propositions). Ces "motifs" rappellent que le Comité a toujours été handicapé par l'insuffisance de son personnel, d'où il est résulté de longs retards dans le traitement des avis de notification, et une surcharge de travail pour les membres et le secrétariat du Comité.

" Monsieur le Président, telle a été l'opinion de mon administration avant même l'ouverture de la Conférence des radiocommunications. On jugera combien cette opinion est justifiée maintenant, puisque la Conférence des radiocommunications a chargé le Comité d'un grand nombre de tâches supplémentaires, telles par exemple que l'application d'une nouvelle procédure de gestion des fréquences pour la radiodiffusion à hautes fréquences, ou encore l'octroi d'une assistance technique efficace aux pays nouveaux et en voie de développement, cette dernière tâche entraînant la création d'une section spéciale dans le personnel du Comité.

" Monsieur le Président, étant donné d'une part l'inclusion dans le nouvel Article 10 du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959) d'une clause préconisant la mise à la disposition du Comité d'un secrétariat spécialisé efficace, d'autre part l'approbation donnée par notre Assemblée plénière à la réponse faite par la Conférence des radiocommunications à la Question N° 2 de la Conférence de plénipotentiaires, nous considérons que notre objectif a été pleinement atteint et, en conséquence, nous n'insistons pas pour que le paragraphe 4 bis soit inclus dans l'Article 6 de la Convention. Je demande, toutefois, que ma déclaration figure in extenso dans le compte rendu de la présente séance."

M. Gracie, Vice-Président de l'I.F.R.B., déclare qu'en l'absence inévitable du chef de la délégation des Etats-Unis, la déclaration qui vient d'être faite est d'autant plus significative qu'elle a été prononcée par M. Miles qui a été le premier Président de l'I.F.R.B., et dont la direction éclairée a permis de fusionner en un Comité unifié ce qui n'était rien d'autre à l'origine qu'une réunion de personnes venues de toutes les parties du monde. M. Miles est fort bien qualifié pour parler des problèmes et des besoins de l'I.F.R.B., non seulement en raison de l'expérience qu'il a acquise comme membre du Comité mais aussi en raison de ses longues années de service à la "Federal Communications Commission"; d'autre part, ayant participé activement aux travaux de la Conférence des radiocommunications relatifs aux activités de l'I.F.R.B., il est bien placé pour apprécier l'importance des tâches actuelles et nouvelles du Comité.

On a dit, dans certains milieux, que l'organisation de l'I.F.R.B. était dispendieuse et inefficace. Le Vice-Président de l'I.F.R.B. ne partage pas cet avis, il estime que le secrétariat, dirigé avec compétence par M. Reynolds, est efficace et bien adapté à sa tâche. L'I.F.R.B. est prêt à inviter un groupe impartial d'experts en organisation à venir

enquêter sur ses méthodes de travail. L'orateur réfute d'autre part avec force toutes les allégations d'après lesquelles le secrétariat de l'I.F.R.B. ne serait pas efficace. Le personnel du Comité est travailleur, efficace et dévoué, comme le montre le concours précieux qu'il apporte, à toute heure, à la Conférence des radiocommunications.

D'autres milieux ont prétendu qu'il serait possible de supprimer, ou à tout le moins de réduire les besoins en personnel supplémentaire, grâce à l'extension de la mécanisation ou à l'emploi de calculatrices électroniques. L'I.F.R.B. a déjà obtenu de bons résultats pour ce qui est de l'introduction des méthodes de travail modernes, et il a complètement mécanisé les travaux d'établissement du fichier de référence des fréquences, lequel contient maintenant des renseignements sur un nombre d'assignations nettement supérieur à 500 000. Le Comité a aussi mécanisé le travail nécessité par les résumés des observations portant sur le contrôle des émissions, observations qu'il reçoit à raison d'environ 40 000 par mois. D'autre part, le Comité a adopté le procédé offset qui a permis à l'Union de réaliser des économies considérables en frais de publication. Pour ce qui est des calculatrices électroniques, le Comité a suivi de très près l'évolution de cette technique au cours des cinq dernières années, il a loué les services de ces machines pour l'établissement des courbes de champ, et il s'est entouré des avis techniques les plus compétents concernant la possibilité d'appliquer les méthodes électroniques à tout le processus de l'examen technique des assignations de fréquence. Toutefois, les renseignements les plus récents dont on dispose en la matière indiquent que les frais occasionnés par l'emploi de calculatrices pour faire ce travail dépasseraient 1.000.000 de francs par an; encore ces machines ne permettraient-elles de remplacer que 10 à 15 fonctionnaires, car s'il est vrai que les calculatrices électroniques fournissent les réponses aux problèmes à des vitesses éclair, il n'en reste pas moins qu'il faut leur injecter des données, lesquelles ne peuvent être préparées que par des êtres humains.

En résumé, le Comité estime qu'il est nécessaire de renforcer sensiblement son personnel si on veut le mettre à même de faire face à ses obligations accrues à l'égard des administrations, notamment à l'égard des pays nouveaux et en voie de développement.

Le projet de résolution examiné au cours de la séance précédente, quoique appelé projet de résolution "Gracie", a été établi en fait dans les conditions spécifiées par le Président de la Commission lors de la 14ème séance, et en consultation avec certains délégués, dans le but de résoudre la difficulté qui est apparue au cours de la session précédente. Aussi est-il faux de prétendre que cette résolution a été mise au point par l'I.F.R.B. afin de "lier les mains" au futur Conseil d'administration.

Au nom de M. Sundaram, Président du Comité, l'orateur remercie le Président pour la patience et la compréhension avec lesquelles il a dirigé les travaux de la Commission; il remercie également les membres de la Commission de la grande patience avec laquelle ils ont écouté l'exposé des arguments sur une question que l'I.F.R.B. estime être de la plus haute importance.

3. Divers

Aucune question ne figurant sous ce point, l'ordre du jour est épuisé.

Le Président fait alors la déclaration suivante :

"Mesdames et Messieurs, Les travaux de la Commission D sont terminés. Nous sommes arrivés au bout d'un chemin qui présentait des difficultés, mais nous avons achevé notre tache de façon satisfaisante, et je crois que nous avons bien travaillé dans l'intérêt de l'Union.

" Si j'ai commis des erreurs, je vous demande de bien vouloir m'en excuser; à tout moment, je n'ai eu qu'un seul but : celui de mener à bien nos travaux dans les limites de temps prévues.

" Je vous remercie très sincèrement de l'aide que vous m'avez apportée et je vous remercie tout spécialement au nom de la Conférence de votre précieuse collaboration.

" Je remercie aussi le Secrétariat et les interprètes, et je dois adresser des remerciements tout à fait spéciaux à notre rapporteur, M. Chassignol. Si, malgré toutes les difficultés qui se présentaient dans la rédaction des comptes rendus de nos séances et de nos discussions compliquées, vous avez reçu des documents qui n'ont presque jamais demandé d'amendements, tout cela nous le devons au travail intelligent et dur en même temps qui a été accompli par M. Chassignol, non seulement pendant les séances mais spécialement après les séances dans son petit bureau où il est resté à travailler - avec son collaborateur, M. Dupouy - pendant de longues heures. Je vous demande de lui manifester notre gratitude à la façon habituelle."

(Applaudissements)

Le délégué de la République Arabe Unie constate que la Commission D a eu à traiter les problèmes les plus difficiles et les plus importants de la Conférence. Il tient à dire au Président combien celui-ci a su faire preuve de sagesse, de compétence et de patience. Le travail accompli est excellent et si la Commission D a terminé de la meilleure façon, elle le doit à la manière dont les débats ont été conduits ainsi qu'à la bonne volonté de tous les délégués.

M. El Bardaï félicite le Président et le remercie très chaleureusement au nom des délégations.

(Applaudissements)

La séance est levée à 11 h.05.

Le Rapporteur :
A. Chassignol

Le Président :
F. Nicotera

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 337-F
6 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

PREMIER RAPPORT DE LA COMMISSION G

ASSIMILATION DES CONDITIONS D'EMPLOI DU PERSONNEL DE L'U.I.T. A CELLES DU REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

Généralités

1. D'après l'Article VIII de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'U.I.T. (Annexe 6 à la Convention), les deux organisations "conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi...". De plus, en ce qui concerne les organisations qui, comme l'U.I.T., n'appliquent pas le régime commun, le Comité intergouvernemental de revision des traitements constitué sous l'égide des Nations Unies (1957) a, dans son rapport, exprimé l'espoir que "lorsque les circonstances le justifieront, ces organisations adopteront le régime commun ...".

2. Par sa Résolution N° 23, la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires a chargé le Secrétaire général de procéder à une étude complète de cette question et a autorisé le Conseil, au cas où il estimerait justifiée une modification des échelles de base des traitements, à transmettre aux Membres et Membres associés des propositions à cet effet et à les mettre en vigueur si la majorité était en faveur desdites propositions.

3. En 1957, le Conseil, à sa 12ème session, a envoyé aux Membres et Membres associés un télégramme-circulaire indiquant qu'il avait décidé le principe de l'alignement final sur le régime commun des Nations Unies, et proposant l'adoption immédiate de nouvelles échelles de traitements, en tant que première étape vers l'adoption des traitements du "régime commun". Le Conseil ajoutait qu'il examinerait plus tard des propositions visant l'assimilation intégrale au régime des traitements, pensions et indemnités en vue de présenter des propositions à la Conférence de plénipotentiaires de 1959. L'échelle des traitements proposée par le Conseil fut adoptée à la suite d'un référendum par 51 voix contre 18 et 5 abstentions. Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 1958.

U.I.T. GENÈVE

4. A ses 13ème et 14ème sessions, le Conseil d'administration a examiné des propositions d'assimilation en les considérant comme une "affaire à traiter en bloc" s'appliquant aux traitements, indemnités et pensions. Sous réserve de certaines garanties, il a souligné le fait qu'il ne pouvait être question que l'Union adopte un système permettant de "gagner sur tous les tableaux". Cette opinion est partagée par le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires des Nations Unies, lequel, dans son huitième Rapport (17 juillet 1959), s'exprime comme suit :

> "Etant donné qu'il existe dans le régime des traitements et pensions de l'U.I.T. certains éléments qui sont plus favorables et d'autres qui sont moins favorables que dans le régime commun des Nations Unies, tout essai d'assimilation des conditions de service de l'U.I.T. à celles du régime commun devrait porter sur l'ensemble du système. On se heurterait à de grandes difficultés si l'on cherchait à conserver les éléments les plus avantageux tout en essayant d'améliorer ceux qui sont moins favorables. Le Comité consultatif espère donc que toute mesure prise par l'U.I.T. en vue d'adopter le régime commun des traitements et indemnités des Nations Unies s'accompagnera de la participation de cette Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies".

5. A sa session de 1958, le Conseil a encore pris une mesure de nature à faciliter l'assimilation, en chargeant le Secrétaire général de préparer un projet d'accord avec le Secrétaire général des Nations Unies concernant l'affiliation de l'U.I.T. à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de telle manière que ce projet puisse être communiqué au Comité mixte de la Caisse à sa réunion de septembre 1958. Ce projet d'accord (Annexe 15 au Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires) s'est révélé acceptable, aussi bien pour le Secrétaire général des Nations Unies que pour le Comité mixte de la Caisse commune. Il convient de noter qu'une caractéristique de cet accord est que la décision de transfert à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies implique l'acceptation des Statuts de cette Caisse.

6. Le Chapitre 12 du Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires contient un résumé de toutes les mesures décrites ci-dessus ainsi que des mesures ultérieures.

Traitements

7. En ce qui concerne la structure de l'échelle des traitements de l'Union, la Commission a accepté à la majorité les échelles des traitements suivantes :

Catégories des directeurs et des administrateurs (ajouter l'indemnité de poste)	Frs. Suisses	U.S. dollar
Secrétaire général	63.000	14.651,16
Vice-Secrétaire général		
Directeurs des C.C.I. Membres de l'I.F.R.B.	59.000	13.720,93
*D2	53.750	12.500
D1	43.000 - 51.600	10.000 - 12.000
P5	37.625 - 47.300	8.750 - 11.000
P4	31.390 - 40.850	7.300 - 9.500
P3	25.800 - 34.400 (échelon personnel 36.550)	6.000 - 8.000 (échelon personnel 8.500)
P2	20.640 - 27.520	4.800 - 6.400
P1	15.480 - 21.500	3.600 - 5.000
Catégories des Services généraux		
G7	14.000 - 20.200	
G6	12.600 - 17.600	
G5	11.500 - 16.000	
G4	10.380 - 14.380	
G3	9.460 - 12.910	
G2	8.600 - 11.300	
G1	7.850 - 10.200.	

* Note : Cette classe s'appliquera au titulaire actuel du poste de Vice-Directeur du C.C.I.R.

8. D'une façon générale, l'assimilation aux classes du Système commun se fera conformément au tableau figurant à l'Annexe 1 du Document N° 77. Toutefois, jusqu'à ce que le Conseil d'administration prenne une décision au sujet du nombre des emplois dans les classes D2 et D1, le Secrétaire général :

a) ne procédera à aucun reclassement dans la classe D2,

b) ne procédera qu'à un minimum de reclassements dans la classe D1, nécessaires pour assurer une administration efficace, et, de toute façon, pas plus de trois,

c) ne procédera, dans la classe P5, qu'à un minimum de reclassements depuis la classe a et, de toute façon, pas plus de deux.

Les reclassements prévus aux alinéas (b) et (c) seront faits à titre temporaire.

9. La Commission a noté que certains emplois de la classe P1 du Système commun donneront à leur titulaire le droit à une promotion automatique à la classe P2 après deux ans de service satisfaisant.

Frais de représentation

10. La Commission a décidé que les frais de représentation annuels suivants seraient remboursés sur facture jusqu'à concurrence des sommes suivantes:

	Frs. suisses
Secrétaire général	7.000
Vice-secrétaire général Directeur des C.C.I.	3.500 chacun
I.F.R.B.	5.000 pour l'ensemble du Comité à la discrétion du Président.

11. Pour l'application des nouvelles échelles, la Commissiom a été d'avis que le Secrétariat devrait s'inspirer des dispositions du paragraphe 12.1.1. du Rapport du Conseil à la Conférence de plénipotentiaires (chapitre 12).

12. La Commission a noté que les échelles des traitements des catégories des services généraux sont établies d'après les "meilleures conditions locales". Elle a également noté que les organisations de la famille des Nations Unies de Genève ont coutume d'examiner périodiquement l'évolution des salaires privés et, si nécessaire, de modifier en conséquence les échelles des traitements de ces catégories. (Aucune indemnité de cherté de vie proprement dite n'est actuellement payée aux fonctionnaires des services généraux). La Commission a convenu que, pour ajuster ces échelles de traitements aux conditions des salaires à Genève, le Secrétaire général devrait respecter le tableau des salaires des fonctionnaires des services généraux adopté après entente entre les organisations de la famille des Nations Unies de Genève.

13. La Commission a également noté que les traitements des fonctionnaires engagés pour une courte durée sont déterminés à la suite de consultations entre organisations. Elle recommande que l'on continue d'appliquer les règles actuellement suivies pour fixer les traitements des fonctionnaires de cette catégorie (fonctionnaires actuellement qualifiés de surnuméraires), compte tenu de la pratique des autres organisations.

Indemnités

14. La Commission a souscrit à l'opinion du Conseil selon laquelle l'assimilation au régime des indemnités du système commun doit être complète. Un examen de l'étude comparative résumée relative aux indemnités accordées aux Nations Unies et à l'U.I.T. (Annexe 14 au Rapport du Conseil à la Conférence de plénipotentiaires) montre que, s'il existe à l'U.I.T. certaines indemnités qui n'existent pas aux Nations Unies et certaines autres indemnités qui sont plus avantageuses que celles du régime commun, dans l'ensemble, les indemnités des Nations Unies sont plus avantageuses. L'assimilation doit donc être complète et la Commission a été fermement d'avis que, dans ce domaine en particulier, il ne saurait être question que le personnel bénéficie des avantages des deux systèmes. Cependant, la Commission a souscrit à l'opinion du Conseil d'administration selon laquelle, si l'adoption du régime commun des indemnités devait entraîner une diminution du traitement global net, tout cas d'espèce donnant lieu à des difficultés devrait être soumis au Conseil qui l'examinerait en tenant compte des conséquences globales de l'assimilation et déciderait des mesures appropriées à prendre. A cet égard, le Président de l'Association du personnel a estimé qu'il conviendrait de maintenir l'indemnité de licenciement de l'Union qui est plus avantageuse. Le paiement d'une indemnité de licenciement pour suppression d'emploi est une éventualité qui sera très vraisemblablement très rare; la Commission a considéré que les intérêts du personnel en service seraient sauvegardés si chaque cas d'espèce pouvant donner lieu à des difficultés était également soumis à l'appréciation du Conseil d'administration lequel pourrait prendre les mesures appropriées en tenant compte de tous les facteurs entrant en jeu. Le Secrétariat ne devrait prendre aucune mesure préalable ni s'engager à priori d'aucune façon.

15. L'expérience montre que l'Assemblée générale des Nations Unies modifie de temps en temps les indemnités. En pareil cas, il conviendrait que le Secrétaire général de l'U.I.T. présentât au Conseil des propositions tendant à ce que les indemnités versées par l'U.I.T. soient modifiées de la même manière.

Propositions relatives aux pensions.

16. L'Union possède trois fonds de pensions différents:

a) la Caisse de pensions

b) la Caisse d'épargne-assurance,

c) le Fonds de pensions.

Dans ses pages 126 à 131, le rapport du Conseil d'administration contient une comparaison des principaux éléments de ces trois fonds et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Caisse de pensions et Caisses d'épargne

17. L'Annexe 1 contient un résumé des principales propositions examinées par la Commission en vue de l'affiliation des membres de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne de l'U.I.T. à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

18. Ces propositions se fondent sur l'acceptation de la première variante pour l'Article 4 du projet d'accord, en ce qui concerne l'âge du personnel à transférer.

19. Ces propositions prévoient l'octroi aux fonctionnaires de certaines garanties tenant compte des prestations auxquelles ils ont droit d'après les statuts actuels, et des contributions qu'eux-mêmes (et l'Union) ont versées à la Caisse.

20. La Commission a estimé que, si l'assimilation est décidée, ces propositions sont acceptables.

Fonds de pensions

21. L'affiliation des membres de ce Fonds à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pose un difficile problème; les fonctionnaires membres du Fonds de pensions ne versent aucune contribution à ce Fonds; l'assainissement du Fonds a exigé de l'Union le versement de 100.000 Fr.s. chaque année depuis 1952, à l'exception de l'année 1959, où ce poste n'a été que de 53.000 Fr.s. (Résolution N° 24 de Buenos Aires).

Ce Fonds verse des pensions de retraite et d'invalidité de la même importance que celles qu'assure la Caisse des pensions, mais les rentes de veuves et d'orphelins ne sont pas payées par le Fonds de pension en tant que tel. Au lieu de cela, l'Union verse pour chacun des fonctionnaires, une somme correspondant à 15% de son traitement à un compte d'épargne créé en vue d'une assurance survivants. Le montant ainsi accumulé est destiné à constituer et à alimenter un Fonds d'assurance pour chaque fonctionnaire et est utilisé conformément à ses instructions: achat de rentes de veuves ou d'orphelins au moyen de contrats d'assurance; versement annuel de primes d'assurance sur la vie; accumulation simple sous forme de dépôts d'épargne ou achat d'actions ou de participations. Ce versement de 15% se poursuit après la retraite jusqu'au décès de l'intéressé à un taux calculé selon le traitement soumis à pension au moment de la retraite; un tel versement ne correspond à aucune obligation juridique mais la pratique en a été établie pour tous les membres du Fonds qui ont pris leur retraite et, le Conseil d'administration a examiné tous les cas qui se sont produits depuis 1948.

22. La Commission a examiné les propositions présentées par le Secrétaire général par intérim au Conseil d'Administration en ce qui concerne la manière dont il convient de traiter le cas des membres du Fonds de pensions.

En quelques mots, ces propositions donnent aux fonctionnaires intéressés la possibilité de choisir entre a) le maintien de leurs condition d'emploi actuelles, telles qu'elles sont définies dans le Règlement du personnel et dans les Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'U.I.T. actuellement en vigueur, et b) le système suivant :

i) transfert au régime commun des Nations Unies pour les traitements et les indémnités, dans des conditions analogues à celles proposées pour les membres de la Caisse de pensions;

ii) versement au Fonds de pensions, par le fonctionnaire d'une contribution de 7,35% de son traitement pour le financement des pensions de retraite et d'invalidité (actuellement les membres du Fonds de pensions ne versent aucune contribution);

iii) garantie que le traitement net perçu ne subira aucune diminution à partir de la date d'entrée en vigueur de ces dispositions;

iv) continuation des versements par l'Union, de 15% au titre de l'"assurance suirvivants", ce pourcentage étant appliqué au traitement U.I.T. à la date d'entrée en vigueur (ces versements seront effectués jusqu'à la date du décès des fonctionnaires intéressés);

v) versement par l'Union au Fonds de pension de 14,7% de la différence entre le traitement des Nations Unies soumis à retenues pour pension et le traitement de l'U.I.T. soumis à retenues pour pension perçu à la date de mise en vigueur de l'assimilation;

vi) perception d'une pension de retraite (payable par le Fonds de pension conservé) calculée d'après les mêmes principes généraux que pour les membres de la Caisse de pensions de l'U.I.T. c'est-à-dire égale à la plus élevée des deux sommes suivantes: d'une part la pension qui aurait été versée par la caisse de l'U.I.T d'après la durée totale des services et le traitement que le fonctionnaire considéré aurait atteint dans sa classe à l'U.I.T.; d'autre part une pension théorique "Nations Unies" calculée d'après la durée totale des services et le traitement moyen final des Nations Unies.

23. Cette proposition implique l'abandon de la notion d'"affaire à traiter en bloc" dans la mesure où elle prévoit le maintien du Fonds de pensions et de l'assurance-survivants. C'est-à-dire que les membres du Fonds de pensions ne seront assimilés qu'en ce qui concerne les traitements et indemnités. Cependant, pour la première fois, ils verseront une contribution pour leurs pensions de retraite et d'invalidité.

24. La Commission a décidé à la majorité des voix, de supprimer le point (iii) de la proposition. Elle a pris note du fait que, selon les renseignements qui lui ont été soumis, certains des membres du Fonds de pensions subiraient une réduction de leur rémunération globale nette du fait de la contribution qu'ils seraient désormais tenus de verser au Fonds. Cependant, l'application des conditions du régime commun entraînera également quelque réduction de la rémunération globale nette pour certains fonctionnaires membres de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne; pour ceux-ci, la Commission a estimé que les situations difficiles seraient portées à la connaissance du Conseil d'administration à toutes fins utiles et elle a estimé que la même procédure devrait être suivie pour le cas des fonctionnaires membres du Fonds de pensions.

25. A la majorité des voix, la Commission a accepté la proposition avec ses amendements. Cette acceptation est faite avec la réserve très claire que si, malgré le rapport actuariel, le Fonds de pensions devient déficitaire, les membres seraient disposés à examiner la possibilité de verser une contribution supérieure aux 7,35% de leur nouveau traitement prévu dans la proposition. La Commission prévoit également l'examen par le Conseil d'administration des cas individuels en ce qui concerne la continuation du versement par l'Union des 15% du traitement après la retraite.

26. I.F.R.B. La Commission recommande que la question du système d'assurance des membres de l'I.F.R.B. soit traitée de la façon prévue dans le projet de résolution figurant en Annexe 6.

Réactions du personnel

27. La Commission G a appris que l'Association du personnel avait été invitée à faire connaître son opinion pendant l'étude des problèmes de l'assimilation par le Conseil d'administration.

28. A cet égard, l'Association du personnel a été amenée à déclarer que "les fonds des diverses institutions de prévoyance de l'Union appartiennent, en fait et en droit, aux assurés". Vu l'importance de la question, ainsi soulevée, le Conseil a prié le Secrétaire général par intérim de demander l'avis du Service juridique des Nations Unies.

29. La conclusion du Service juridique des Nations Unies a été en gros que le consentement des membres n'est pas nécessaire pour le transfert par l'Union des fonds de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne-assurance à la Caisse commune des Nations Unies (ceci en vue de racheter une assurance rétroactive à cette Caisse) et que, même si les fonctionnaires de l'Union jouissaient de "droits acquis", ces droits seraient suffisamment protégés par les garanties contenues dans les propositions.

Dans ces conditions, il semble qu'il n'y a pas de raison juridique valable pour que la Conférence n'adopte pas les propositions d'affiliation de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne-assurance de l'U.I.T. à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

30. L'Association du personnel a obtenu de son côté un avis juridique du Professeur Paul Guggenheim. Cet avis a été également examiné par la Commission.

31. La Commission croit comprendre que, étant donné les garanties mentionnées à l'Annexe 1 au présent document, le personnel accepte en général les propositions concernant la Caisse de pensions et la Caisse d'épargne.

32. Ayant pris bonne note des proposition du Secrétariat, des vues de l'Association du personnel et des opinions du Service juridique des Nations Unies et du Professeur Guggenheim, la Commission recommande à la Conférence de plénipotentiaires que toute mesure qu'elle sera amenée à prendre sur la question dont il s'agit soit fondée sur l'avis du Service juridique des Nations Unies.

Questions posées par la fixation de certains traitements etc... en dollars

33. Pour la catégorie des administrateurs et les catégories supérieures, les traitements de base des Nations Unies et les indemnités de poste sont fixés en dollars des Etats-Unis. Les fonctionnaires sont cependant payés en francs suisses à un taux de change fixé par les Nations Unies. Ce fait est une caractéristique essentielle du régime commun.

34. L'assimilation complète des catégories des administrateurs et des catégories supérieures aux conditions de service des Nations Unies pourrait donc entraîner l'Union dans des dépenses supplémentaires en ce qui concerne les traitements, indemnités et pensions, dépenses dont la nature et le montant subiraient des fluctuations en même temps que le taux de change entre le dollar et le franc suisse et qu'il ne serait aucunement possible de prévoir. A ce point de vue, l'Union comme ses fonctionnaires se trouveraient dans la même situation que leurs homologues des Nations Unies ou des autres institutions spécialisées.

35. Les fonctionnaires des Nations Unies et des autres institutions spécialisées dont le siège n'est pas situé aux Etats-Unis, acceptent en général que le dollar des Etats-Unis soit l'unité monétaire sur laquelle reposent leurs traitements, leurs indemnités et leurs droits à pensions. Les fonctionnaires eux-mêmes acceptent donc les risques inhérents aux variations du taux de change du dollar par rapport à la monnaie dans laquelle ils sont payés ou dans laquelle ils désirent toucher leur pension.

36. Il existe toutefois certaines clauses de sauvegarde, qui se présentent sous deux formes :

i) l'adoption de taux de change fictifs établis par les Nations Unies pour le paiement des traitements, indemnités etc., en monnaie locale; cette mesure permet d'éviter que les traitements suivent les fluctuations quotidiennes du taux de change, étant entendu que le taux fictif est modifié lorsque le taux réel varie dans des proportions assez importantes. Par exemple, au cours des dix dernières années, les Nations Unies ont appliqué les taux suivants :

a) 4,28 francs suisses pour 1 $

b) 4,33 " " " 1 "

c) 4,28 " " " 1 $

d) 4,30 " " " 1 $ (taux actuel),

ii) un système d'indemnités de poste non soumises à retenue pour pension. Etant donné que les conditions d'existence sont très différentes dans chacune des villes où se trouvent des bureaux des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, les Nations Unies ont fixé une série d'"indemnités de poste" qui correspondent approximativement à des échelons de 3% du traitement de base pour les fonctionnaires sans personnes à charge et de 5% pour les fonctionnaires ayant des personnes à charge.

A la suite d'un réexamen auquel procède un comité d'experts indépendants, l'indemnité de poste applicable dans une ville donnée est modifiée en fonction des fluctuations fondamentales du taux de change du dollar ou des variations du prix de la vie dans la ville considérée, de telle manière que le pouvoir d'achat de l'ensemble du traitement et de l'indemnité de poste reste sensiblement constant. Les fonctionnaires en service à Genève reçoivent actuellement une indemnité de poste dite de classe 2, c'est-à-dire d'environ 5% du traitement pour ceux qui ont des personnes à charge. Les indemnités de poste ne sont pas soumises à retenue pour pensions.

37. Aucun problème de ce genre ne se pose pour les fonctionnaires des services généraux, lesquels sont payés en francs suisses.

Valeur des propositions relatives aux pensions au point de vue actuariel

A. Caisse de pensions et Caisse d'épargne

38. Ainsi qu'il est précisé au paragraphe 16 du présent rapport, les propositions relatives aux pensions prévoient certaines garanties pour le personnel. Lors de sa 14ème session, le Conseil d'administration a chargé le Secrétaire général de faire procéder à une étude actuarielle afin d'évaluer le côût probable des garanties et la possibilité pour les caisses de supporter ces garanties.

39. La Commission G a examiné les résultats de cette étude actuarielle, résultats qui sont résumés dans le bilan ci-dessous :

I. Actif

Actif au 31 décembre 1959	7.850.000
Valeur actuelle des contributions supplémentaires versées par les membre de la Caisse de pensions	117.000
	7,967.000

II. Engagements

Versement exigé par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'assurance rétroactive de tous les membres	4.641.000
Somme à réserver pour les pensions en cours (valeur actuelle)	2.508.000
	7.149.000

III. Réserve pour garanties (I - II)

Fonds de garantie	818.000

La somme qu'il convient de réserver pour les pensions en cours a fait l'objet d'une évaluation prudente (2.508.000 frs.s.); il se peut qu'elle soit inférieure à ce montant, auquel cas le montant du fonds de garantie dépasserait les 818.000 frs.s. ci-dessus mentionnés.

40. Selon l'évaluation de l'actuaire, le coût des garanties jusqu'au moment où cesseront les obligations s'élèvera, en chiffres ronds, à 1.200.000 frs.s. en partant de l'hypothèse que les gains assurés augmenteront de 1 % par an, grâce à l'avancement et à l'amélioration du barème des traitements. Il ressort de l'expérience et des tendances économiques que ce pourcentage de 1 % est faible et que, dans la pratique, les avancements annuleront les garanties accordées aux fonctionnaires. Il est donc possible de conclure que l'évaluation à 1.200.000 frs.s. du coût des garanties constitue un maximum et que ce montant sera vraisemblablement inférieur.

41. En outre, l'actuaire a déclaré que les reliquats d'actif pris à leur niveau le plus bas suffiront dans tous les cas à couvrir les garanties au cours des dix prochaines années. La Commission a accepté ce point de vue; elle recommande toutefois que la situation fasse l'objet d'un nouvel examen à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

B. Fonds de pensions

42. La Commission G a procédé à l'examen des renseignements qui lui ont été communiqués touchant la valeur des propositions qui figurent au paragraphe 19 ci-dessus au point de vue actuariel. Elle a examiné deux rapports de l'actuaire.

43. Dans le premier de ces rapports, l'actuaire déclare que le montant de l'actif du Fonds au 31 décembre 1959 (4.461.530 frs.s.) est suffisant pour lui permettre de tenir ses engagements actuels et futurs sur la base des traitements assurés au 31 décembre 1959, sans que l'Union ait à effectuer de nouvelles contributions uniques ou périodiques à ce fonds.

44. Dans le deuxième de ces rapports, l'actuaire, tenant compte de la charge actuarielle supplémentaire imposée par l'application du régime commun des Nations Unies et des dispositions prises pour assurer le financement de ce plan, conclut que le fonds est sain au point de vue actuariel, que des contributions uniques soient ou non versées au 1er janvier 1960. Ces conclusions se fondent sur l'hypothèse que tous les membres du Fonds seront transférés. Un certain nombre de membres du Fonds ne le seront peut-être pas; la Commission a néanmoins estimé que les conclusions générales de l'actuaire n'en seraient pas modifiées pour autant.

Coût de l'assimilation

45. Il est difficile de prévoir exactement le coût de l'adoption du régime commun des Nations Unies tant que le reclassement définitif des emplois de tous les fonctionnaires de l'Union n'aura pas été effectué et que l'on n'aura pas calculé dans le détail les indemnités, etc. à payer dans chaque cas individuel. Il est également impossible de prévoir de façon précise les économies budgétaires qui pourront en résulter pour l'Union dans l'avenir, notamment pour ce qui est des engagements au titre des pensions, mais, en

présumant que les échelles de traitement de l'U.I.T. demeurent stables, les économies budgétaires réalisées la première année de l'assimilation sur les "contributions uniques" doivent s'élever à environ 200.000 francs suisses. On n'a pas essayé d'établir quel montant pourrait atteindre ces économies au-delà de la première année, car il est impossible de prévoir l'évolution du niveau des traitements ou des prestations qu'aurait à verser la Caisse de pensions. De même, le coût de la mise en application à l'Union de l'"indemnité de rapatriement" en vigueur aux Nations Unies n'a pas été indiqué dans les estimations mais, pendant bon nombre d'années, cette indemnité ne devrait pas causer de grandes dépenses.

46. Le coût de l'assimilation a été calculé en se fondant sur la situation des fonctionnaires à la fin de 1959, dans l'hypothèse où l'assimilation prendrait effet au 1er janvier 1960. Le montant net a été estimé à 425.000 francs suisses pour la première année. Cependant, du fait qu'il sera peut-être nécessaire de reviser le classement d'un certain nombre d'emplois, de procéder à certains ajustements de traitements dans certains cas délicats (soumis à l'approbation préalable du Conseil), de prévoir l'introduction de l'indemnité de rapatriement, de l'allocation d'installation, de l'indemnité de poste, des paiements après décès et de l'indemnité de licenciement, et, du fait que les contributions à la Caisse commune des pensions des Nations Unies peuvent augmenter, il est jugé bon d'arrondir cette somme à 500.000 frs.s. Cette somme augmentera progressivement pour atteindre un montant maximum de 675.000 francs suisses, dans dix ans environ, époque à laquelle se fera sentir le plein effet de l'assimilation du point de vue financier. C'est pourquoi il est proposé de faire figurer au budget de 1960 un crédit de 500.000 francs suisses destiné à couvrir les dépenses supplémentaires à cette fin.

47. La décomposition de cette estimation globale est la suivante :

Traitements	Francs suisses
Classe C et au-dessous	125.000
Classe B et au-dessus (indemnités comprises)	150.000
Indemnités	
Classe C et au-dessous	370.000
Total :	645.000
A déduire :	
Economie réalisée en 1960 sur les contributions de l'Union à la Caisse d'assurance	220.000
Coût net :	425.000
Montant arrondi à :	500.000

Tous ces chiffres sont basés sur l'échelle actuelle des traitements, indemnités, etc., en vigueur à l'U.I.T. et dans le régime commun des Nations Unies.

Conclusions

48. Ayant examiné les propositions contenues dans le présent rapport, la Commission :

a) recommande à la Conférence de plénipotentiaires d'approuver le principe d'une assimilation intégrale et de fixer la date de sa mise en vigueur au 1er janvier 1960.

b) souligne le caractère provisoire des estimations du coût de l'assimilation mais prend acte de l'assurance donnée par le Secrétaire général par intérim selon laquelle le chiffre de 500.000 francs suisses ne sera vraisemblablement pas dépassé la première année;

c) recommande que toute proposition future au sujet de l'assimilation, qui porterait sur des questions non visées dans le présent rapport, devra faire l'objet d'un rapport séparé, soumis à l'approbation du Conseil d'administration et accompagné d'une estimation de son coût.

Le Président :
W.A. Wolverson

Annexes : 1. Résumé des principales propositions relatives au système de pensions des Membres actuels des Caisses de pensions et d'Epargne.

2. Projet de Résolution - Modifications qu'il convient d'apporter à la Convention.

3. Projet de Résolution - Assimilation des conditions de service, de traitements, d'indemnités et de pensions de l'U.I.T. à celles du régime commun des Nations Unies.

4. Projet de Résolution - Traitements des fonctionnaires élus.

5. Projet de Résolution - Le Fonds de pensions.

6. Projet de Résolution - Système d'assurance des Membres de l'I.F.R.B.

7. Barèmes des traitements.

ANNEXE 1

RESUME DES PRINCIPALES PROPOSITIONS RELATIVES AU SYSTEME DE PENSIONS DES MEMBRES ACTUELS DES CAISSES DE PENSIONS ET D'EPARGNE

Elément	Fonctionnaires engagés après le 1.1.60	Membres actuels de la Caisse de pensions	Membres actuels de la Caisse d'épargne-assurance
1. Age de la retraite	60 ans	65 ans (hommes) 60 ans (femmes)	60 ans, à moins que le fonctionnaire ne reçoivent par la suite un contrat permanent, auquel cas l'âge de la retraite pour un homme passe à 65 ans
2. Fonctionnaires qui seraient affiliés à la Caisse commune	Tous	Tous les fonctionnaires ayant moins de 60 ans à la date du 1.1.60	Tous les fonctionnaires ayant moins de 60 ans à la date du 1.1.60, qu'ils soient participants ou participants associés
3. Durée de service à assurer à la Caisse commune	Durée totale	Initialement, uniquement les services accomplis après le 1.1.60	Initialement, uniquement les services accomplis après le 1.1.60
4. Qui déciderait s'il y a lieu d'assurer rétroactivement les services passés (accomplis avant le 1.1.60)	Ne s'applique pas	La Commission de gestion de la Caisse de l'U.I.T.	Le fonctionnaire lui-même
5. Qui supporterait les dépenses occasionnées par une assurance rétroactive	Ne s'applique pas	L'actif de la Caisse actuelle	L'actif de la Caisse actuelle

Elément	Fonctionnaires engagés après le 1.1.60	Membres actuels de la Caisse de pensions	Membres actuels de la Caisse d'épargne-assur.
6. Prestations en cas de cessation de service pour un fonctionnaire qui a bénéficié d'une assurance rétroactive:			La pension servie par la Caisse commune des Nations Unies, correspondant à la durée totale des services accomplis après le 1er février 1946. Toutefois, cette pension ne serait pas inférieure à celle que l'intéressé aurait reçue s'il avait été affilié à la Caisse de pensions de l'UIT le 31 décembre 1959.
a) Pension de retraite	Pension qui serait servie par la Caisse commune pour la durée totale du service	Pension qui serait servie par la Caisse commune pour la durée totale des services accomplis après le 1.2.46, avec toutefois la garantie que cette pension ne sera pas inférieure à celle qui aurait été servie par la Caisse de l'UIT sur la base de la durée totale du service et du traitement de l'UIT que le fonctionnaire aurait atteint dans les limites de sa classe de traitement actuel	Dans le cas des membres ayant été affiliés à la Caisse d'épargne-assurance après l'âge de 33 ans (femmes) et 34 ans (hommes), la pension garantie serait réduite d'une somme actuarielle correspondant à la somme d'admission qui aurait été due lors de leur passage de la Caisse d'épargne à la Caisse de pensions de l'UIT le 31 décembre 1959. Ce droit à un supplément resterait ouvert pour autant que l'intéressé ait accompli son service sans interruption.
b) Rente de veuve et d'orphelins (dans le cas d'une veuve qui était déjà l'épouse du fonctionnaire avant le 1.1.60 ou d'enfants nés avant cette date)	Rentes qui seraient servies par la Caisse commune pour la durée totale du service	Rentes qui seraient servies par la Caisse commune pour la durée totale des services accomplis après le 1.2.46 avec la garantie que ces rentes ne seront pas inférieures à 35 % du traitement de l'UIT que le fonctionnaire aurait atteint dans les limites de sa classe de traitement actuelle, augmentés, le cas échéant, du pourcentage réglementaire pour les orphelins	Les rentes que servirait la Caisse commune des Nations Unies, correspondant à la durée totale des services accomplis après le 1er février 1946, avec la garantie que ces rentes ne seraient pas inférieures à 35% du traitement de l'UIT que le fonctionnaire aurait atteint dans les limites de sa classe de traitement actuelle, augmenté, le cas échéant, du pourcentage réglementaire pour les orphelins. Ce droit à un supplément resterait ouvert pour autant que l'intéressé ait accompli son service sans interruption.

Elément	Personnel engagé après le 1.1.60	Membres actuels de la Caisse de pensions	Membres actuels de la Caisse d'épargne-assurance
6. c) Rente d'invalidité	La rente servie par la Caisse commune des Nations Unies pour la durée totale des services	La rente servie par la Caisse commune des Nations Unies correspondant à la durée totale du service accompli après le 1.2.46, avec la garantie que cette rente ne sera pas inférieure à celle que la Caisse d'assurance de l'U.I.T. aurait versée sur la base de la durée totale du service et du traitement de l'U.I.T. que le fonctionnaire aurait atteint dans les limites de sa classe actuelle de traitement	La rente servie par la Caisse commune des Nations Unies, correspondant à la durée totale des services accomplis après le 1er février 1946. Toutefois, cette rente ne serait pas inférieure à celle que l'intéressé aurait reçue s'il avait été affilié à la Caisse de pensions le 31 décembre 1959. Dans le cas des membres ayant été affiliés à la Caisse d'épargne-assurance après l'âge de 33 ans (femmes) et de 34 ans (hommes), la rente garantie serait réduite d'une somme actuarielle correspondant à la somme d'admission qui aurait été due lors de leur passage de la Caisse d'épargne-assurance à la Caisse de pensions de l'U.I.T. le 31 décembre 1959. Ce droit à un supplément resterait ouvert pour autant que l'intéressé ait accompli son service sans interruption.
d) Prestation en cas de départ	Prestation payable par la Caisse commune des Nations Unies, correspondant à la durée totale du service	Prestation payable par la Caisse commune des Nations Unies, correspondant à la durée totale du service, avec la garantie que la somme payable ne sera pas inférieure à i) La prestation en cas de départ au 31.12.59 payable aux termes des Statuts de la Caisse d'assurance de l'U.I.T., plus ii) la prestation en cas de départ payable par la Caisse commune au seul titre du service accompli après le 1.1.60	La prestation payable par la Caisse commune des Nations Unies, correspondant à la durée totale du service, avec la garantie que la somme payée ne sera pas inférieure à i) La prestation en cas de départ au 31 décembre 1959 payable aux termes des Statuts de la Caisse d'assurance de l'U.I.T., plus ii) La prestation en cas de départ payable par la Caisse commune au seul titre du service accompli après le 1er janvier 1960.
e) Par qui seront versées toutes sommes suppl. garanties	Aucune somme n'est payable	Le reliquat d'actif de la Caisse d'assurance de l'U.I.T.	Le reliquat d'actif de la Caisse d'assurance de l'U.I.T.

Elément	Personnel engagé après le 1.1.60	Membres actuels de la Caisse de pensions	Membres actuels de la Caisse d'épargne-assurance
7. a) Prestation en cas de cessation du service, dans le cas d'un fonctionnaire qui n'est pas assuré r troactivement à la Caisse commune des Nations Unies	La prestation payable par la Caisse commune des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60	La prestation payable par la Caisse commune des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60, plus un supplément destiné à porter la prestation totale à un montant égal à la plus forte des deux sommes suivantes : i) la prestation que la Caisse commune aurait versée en fonction de la durée totale du service accompli avant et après le 1.1.60, ou ii) la prestation que l'U.I.T. aurait versée sur la base de la durée totale du service et du traitement de l'U.I.T. que le fonctionnaire aurait atteint dans les limites de sa classe actuelle de traitement	La prestation payable par la Caisse commune des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60, plus le Capital-épargne ou la prestation en cas de départ du fonctionnaire au 31.12.59
7. b) Rentes de veuves et d'orphelin (pour une veuve qui était déjà l'épouse du fonctionnaire avant le 1.1.60 ou pour les enfants nés avant cette date)	La rente payable par la Caisse commune des Nations Unies pour le service accompli après le 1.1.60	La rente payable par la Caisse commune des Nations Unies pour le service accompli après le 1.1.60, plus un supplément destiné à porter la rente totale à un montant équivalant à la plus forte des deux sommes suivantes : i) la rente que la Caisse commune aurait versée en fonction de la durée totale du service accompli avant et après le 1.1.60 ou ii) la rente que l'U.I.T. aurait versée sur la base de la durée totale du service et du traitement de l'U.I.T. que le fonctionnaire aurait atteint dans les limites de sa classe actuelle de traitement	La rente payable par la Caisse commune des pensions des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60, plus le Capital-épargne ou la prestation en cas de départ du fonctionnaire au 31.12.59

Elément	Personnel engagé après le 1.1.60	Membres actuels de la Caisse de pensions	Membres actuels de la Caisse d'épargne-assurance
7. c) Rente d'invalidité	La rente payable par la Caisse commune au titre du service accompli après le 1.1.60	La rente payable par la Caisse commune des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60, plus un supplément destiné à porter la rente totale à un montant équivalant à la plus forte des deux sommes suivantes : i) la rente que la Caisse commune aurait versée au titre de la durée totale du service, accompli avant et après le 1.1.60, ou ii) la rente que l'U.I.T. aurait versée sur la base de la durée totale du service accompli et du traitement de l'U.I.T. que le fonctionnaire aurait atteint dans les limites de sa classe actuelle de traitement	La rente payable par la Caisse commune des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60, plus le Capital-épargne ou la prestation en cas de départ du fonctionnaire au 31.12.59
7. d) Prestation en cas de départ	La prestation payable par la Caisse commune des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60	La prestation payable par l'U.I.T. en cas de départ au 31.12.59, plus la prestation en cas de départ payable par la Caisse commune des Nations Unies au titre du service accompli après le 1.1.60, avec la garantie que si la prestation en cas de départ due par la Caisse commune des Nations Unies aurait été plus élevée que la somme ci-dessus, la différence sera versée également par l'U.I.T.	Le Capital-épargne ou la prestation en cas de départ payable par l'U.I.T. au 31.12.59 plus la prestation en cas de départ payable par la Caisse commune au titre du service accompli après le 1.1.60
7. e) Par qui seront versées toutes sommes supplémentaires garanties	Aucune somme n'est payable	Le reliquat d'actif de la Caisse d'assurance de l'U.I.T.	Aucune somme payable

A N N E X E 2

MODIFICATIONS QU'IL CONVIENT D'APPORTER A LA CONVENTION

L'approbation de l'assimilation conduit à apporter au texte de la Convention les amendements suivants:

Article 5 - Alinéa 12 e) - Remplacer par le texte suivant:

"e) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;"

Alinéa 12 i) - Remplacer par le texte suivant:

"ajuste selon qu'il est nécessaire:

(1) les échelles de base des traitements du personnel des catégories de administrateurs et des directeurs, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun;

(2) les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie desservices généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par les organisations de la famille des Nations Unies au siège de l'Union;

(3) les indemnités de poste de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union;

(4) les indemnités dont bénéficie tout personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies;

(5) les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse Commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse."

* * *

Alinéa 12 j) - Supprimer.

* * *

Article 8, paragraphe 2 - Insérer le nouvel alinéa suivant:

Le secrétaire général : . . . . .

"x) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun."

* * *

Article 9, alinéa 1 c) - Remplacer par :

"fixe les traitements de base, ou les échelles de base des traitements, et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union."

ANNEXE 3

PROJET DE RESOLUTION

ASSIMILATION DES CONDITIONS DE SERVICE, DE TRAITEMENTS, INDEMNITES ET PENSIONS DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS A CELLES DU REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES.

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959) :

eu égard :

1. à l'Article VIII de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications;

2. à la recommandation formulée par la XIème Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution N° 1095/XI(b);

3. au rapport du Comité intergouvernemental des Nations Unies pour la revision des traitements, de 1956;

4. à la décision prise par le Conseil d'administration à sa 12ème session sur le principe d'un alignement final avec le régime commun des Nations Unies;

approuve

le principe de l'alignement des conditions de service du personnel de l'Union internationale des télécommunications sur celles du régime commun des Nations Unies;

décide

1. que, sauf indication contraire dans les règlements administratifs de l'Union, en ce qui concerne les fonctionnaires élus et les Membres du Fonds de pension les conditions de service des fonctionnaires soumis au régime commun sont applicables aux fonctionnaires de l'Union,

2. que l'Union internationale des télécommunications sera affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

charge le Secrétaire général :

- sous réserve du réexamen et d'approbation définitive par le Conseil d'administration;

- sans dépasser de plus de 500.000 francs suisses les crédits prévus pour les dépenses de personnel au budget ordinaire de l'année 1960;

- et pour prendre effet à dater du 1er janvier 1960;

1. d'appliquer les traitements que, par sa Résolution N° , la Conférence de plénipotentiaires a approuvés pour les fonctionnaires élus et d'appliquer également à ces mêmes fonctionnaires les indemnités du régime commun;

2. de prendre les dispositions nécessaires pour appliquer les conditions du régime commun en ce qui concerne la hiérarchie des emplois, les traitements et indemnités, à tous les fonctionnaires permanents et temporaires de l'Union appartenant aux catégories D2 et D1, à la catégorie des administrateurs et à celle des services généraux, sur la base des propositions soumises à la Conférence;

3. de signer l'accord indispensable avec le Secrétaire général des Nations Unies pour affilier l'Union internationale des télécommunications à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, accord qui comportera la première des deux variantes pour l'article 4 dans le projet d'accord;

4. de remanier les réglements administratifs de l'Union afin de tenir compte de l'introduction à l'Union des conditions de service du régime commun et de l'affiliation de l'Union internationale des télécommunications à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et de mettre ces réglements en vigueur à titre provisoire à dater du 1er janvier 1960 sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration;

5. de présenter au Conseil à sa session annuelle de 1960 un rapport complet sur les mesures prises en exécution de cette résolution, et notamment un projet revisé de budget pour l'année 1960.

6. d'exposer au Conseil d'administration, à toutes fins utiles, tout cas d'espèce difficile qui pourrait resulter d'une diminution du traitement global net par suite de l'assimilation du régime commun des Nations Unies;

confie

à la Commission de gestion de la caisse d'assurance du personnel de l'Union internationale des télécommunications la tâche :

a) de mettre en oeuvre le plan de transfert en ce qui concerne l'assurance rétroactive des membres à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

b) d'assurer la gestion du reliquat d'actif de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne afin de réaliser les objectifs de ces caisses dans le cadre du plan de transfert.

ANNEXE 4

PROJET DE RESOLUTION

TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES ELUS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

décide

(i) que le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général, les Directeurs des Comités consultatifs internationaux et les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences recevront les traitements annuels suivants à compter du 1er janvier 1960.

	dollars des Etats-Unis par an
Secrétaire général	14.651,16
Secrétaire général adjoint, Directeurs des Comités consultatifs et membres de l'I.F.R.B.	13.720,93

(ii) que le titulaire actuel du poste de Vice-Directeur du C.C.I.R. recevra un traitement de 12.500 dollars des Etats-Unis par an, à compter du 1er janvier 1960.

décide en outre

que les frais de représentation encourus par certains fonctionnaires leur seront remboursés sur facture à concurrence de:

	francs suisses par an
Secrétaire général	7.000
Vice-Secrétaire général Directeurs des C.C.I.	3.500
I.F.R.B.	5.000 pour le Comité dans son ensemble, à la discrétion du Président

charge le Conseil d'administration,

au cas où les échelles des traitements du régime commun feraient l'objet d'un ajustement, de proposer à l'approbation de la majorité des Membres de l'Union des ajustements appropriés des traitements indiqués ci-dessus.

ANNEXE 5

PROJET DE RESOLUTION

FONDS DE PENSIONS

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

eu égard

1. à la Résolution N° 24 de Buenos Aires (1952);

2. à la décision prise par le Conseil d'administration à sa 12ème session sur le principe de l'assimilation finale au régime commun des Nations Unies;

décide

que les fonctionnaires membres du Fonds de pensions de l'U.I.T. auront le choix entre les deux solutions suivantes :

a) le maintien de leurs conditions d'emploi actuelles, telles qu'elles sont définies dans le Règlement du personnel et dans les Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'U.I.T., actuellement en vigueur;

b) le système décrit ci-dessous :

(i) transfert au régime des traitements et indemnités des Nations Unies dans des conditions analogues à celles proposées pour les membres de la Caisse de pensions;

(ii) versement d'une contribution de 7,35 % du gain assuré pour leur pension de retraite et d'invalidité (actuellement, les fonctionnaires intéressés ne versent aucune contribution au Fonds de pensions);

(iii) continuation du versement au titre de l'"assurance survivants", d'un pourcentage de 15% du gain assuré selon l'échelle de l'U.I.T. à la date de mise en vigueur de l'assimilation (ce versement est effectué jusqu'au décès du fonctionnaire intéressé);

(iv) versement au Fonds de pensions de 14,7% de la différence entre le gain assuré selon l'échelle de l'U.I.T. à la date de mise en vigueur de l'assimilation et le gain assuré selon l'échelle des Nations Unies, jusqu'à ce que les 14,7% du traitement selon l'échelle des Nations Unies dépassent les 15% de l'ancien traitement selon l'échelle de l'U.I.T.; à partir de cette date la contribution de l'U.I.T. serait limitée à 14,7% du traitement, la contribution définie en (iii) étant prélevée sur ce montant;

(v) perception d'une pension de retraite (payée par le Fonds de pensions maintenu) calculée selon les mêmes principes que celle d'un membre de la Caisse de pensions de l'U.I.T., c'est-à-dire égale à la plus élevée des deux sommes suivantes : d'une part la pension selon le régime de l'U.I.T. déterminée d'après les années totales de service à l'U.I.T. et le traitement maximum perçu selon l'échelle actuelle des traitements de l'U.I.T., d'autre part la pension théorique selon le régime des Nations Unies déterminée d'après les années totales de service à l'U.I.T. et le traitement moyen final;

charge

le Secrétaire général

1. de mettre cette décision en application à dater du 1er janvier 1960

2. de présenter au Conseil d'administration toute demande tendant à ce que les 15% au titre de l'"assurance-survivants" continuent à être versés après la retraite;

3. de porter à la connaissance du Conseil d'administration, à toutes fins utiles, tout cas d'espèce difficile qui pourrait résulter d'une diminution du traitement global net par suite de l'application de la présente décision.

ANNEXE 6

PROJET DE RESOLUTION

SYSTEME D'ASSURANCE POUR LES MEMBRES DE L'I.F.R.B.

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

considérant :

- le système d'assurance actuellement en vigueur pour les membres de l'I.F.R.B., tel qu'il est décrit dans la Résolution N° 257 (modifié) du Conseil d'administration;

- la décision de la Conférence de plénipotentiaires d'affilier l'U.I.T. à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

- le fait que la Conférence de plénipotentiaires n'a pas disposé d'un temps suffisant pour examiner la question du système d'assurance pour les membres de l'I.F.R.B. à la lumière des décisions qu'elle a prises concernant le futur statut des membres de l'I.F.R.B.;

décide :

- que le Secrétaire général devra étudier, en consultation avec l'I.F.R.B. toutes propositions relatives aux conditions d'assurance des membres du Comité, en tenant compte des modifications intervenues dans la composition du Comité, des services passés, des possibilités d'affiliation des membres à la Caisse commune des Nations Unies, et de toutes autres considérations appropriées;

- que le Conseil d'administration devra, lors de sa prochaine session, examiner les propositions du Secrétaire général et prendre les mesures appropriées.

A N N E X E 7

ECHELLE DE TRAITEMENTS

Traitements fixés à Buenos Aires - traitements fixés par la Résolution N°366 - et traitements du régime commun, y compris les traitements proposés pour les fonctionnaires élus de l'U.I.T.

Echelle de traitements de Buenos Aires

	Traitements annuels en francs suisses
Secrétaire général	53.000
Classe A	51.600
Classe B	45.150
Classe C	38.000
Classe D	32.000
Classe 1	17.000 à 25.800
Classe 2	12.600 à 21.500
Classe 3	11.400 à 17.200
Classe 4	10.100 à 14.900
Classe 5	8.700 à 13.500
Classe 6	7.400 à 12.200
Classe 7	6.500 à 10.800
Classe 8	6.200 à 9.000

Echelle de traitements de la Résolution N° 366

Secrétaire général	58.000
Classe A	56.000
Classe B	49.000
Classe C	38.280 à 42.280
Classe D	33.960 à 38.280
Classe a	28.200 à 35.400
Classe b	23.880 à 31.080
Classe c	19.560 à 26.760
Classe d	16.680 à 23.880
Classe e	13.800 à 19.560
Classe f	11.640 à 16.440
Classe g	10.140 à 14.940
Classe h	8.880 à 13.680
Classe i	7.920 à 12.720
Classe j	7.320 à 11.670
Classe k	6.960 à 9.360

Echelle de traitements du régime commun

Catégories des directeurs et des administrateurs (ajouter l'indemnité de poste)	Frs. suisses	U.S. dollar
Secrétaire général	63.000	14.651,16
Secrétaire général adjoint, Directeurs des C.C.I., Membres de l'I.F.R.B.	59.000	13.720,93
*D2	53.750	12.500
D1	43.000 - 51.600	10.000 - 12.000
P5	37.625 - 47.300	8.750 - 11.000
P4	31.390 - 40.850	7.300 - 9.500
P3	25.800 - 34.400 (échelon personnel 36.550)	6.000 - 8.000 (échelon personnel 8.500)
P2	20.640 - 27.520	4.800 - 6.400
P1	15.480 - 21.500	3.600 - 5.000
Catégories des Services généraux		
G7	14.000 - 20.200	
G6	12.600 - 17.600	
G5	11.500 - 16.000	
G4	10.380 - 14.380	
G3	9.460 - 12.910	
G2	8.600 - 11.300	
G1	7.850 - 10.200	

*Note : (Cette classe s'appliquera au titulaire actuel du poste de Vice-Directeur du C.C.I.R.)

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 338-F
6 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Deuxième rapport de la Commission G

QUESTIONS DE PERSONNEL DIVERSES

1. Prolongation d'activité de l'actuel Vice-directeur du C.C.I.R. (Document N° 18)

La Commission G a considéré que tout ce qu'elle avait à faire à ce sujet était de faire savoir à l'Assemblée plénière de la Conférence si la prolongation d'activité de l'actuel Vice-directeur du C.C.I.R. jusqu'à la clôture de la Xème Assemblée plénière de ce Comité (c'est-à-dire en 1962 ou au début de 1963), mesure proposée par la IXème Assemblée plénière (Los Angeles, 1959), était conforme au Règlement du personnel et à la Convention. La Commission a décidé de présenter un projet de Résolution tenant compte des recommandations de la IXème Assemblée plénière du C.C.I.R. Ce projet figure à l'Annexe 1 au présent rapport.

2. Proposition N° 290, du Paraguay (Document N° 16)

La Proposition N° 290 (Paraguay) concerne une refonte complète de la Convention. La Commission G a examiné les propositions de révision des articles qui, dans cette proposition, concernent le personnel de l'Union.

Ces articles sont les suivants :

a) Article 12, page 19, paragraphe 24. Privilèges et immunités.

b) Article 39, page 42. Statut.

c) Article 40, page 43. Obligations.

d) Article 41, page 43. Cessation de service.

La Commission a décidé de recommander que ces propositions soient transmises au Conseil d'administration pour études.

En ce qui concerne la proposition relative à la cessation de service (Article 41), le délégué des Etats-Unis a déclaré qu'il ne pouvait accepter aucune disposition selon laquelle un fonctionnaire devrait perdre son emploi si le pays dont il est ressortissant cessait d'être Membre de l'Union; ceci met en jeu des questions juridiques touchant le contrat de ce fonctionnaire.

U.I.T. GENÈVE

3. Coordination sur le plan administratif et budgétaire de l'action de l'O.N.U. et de celle de l'U.I.T. (Document N° 8)

La Commission G a pris note des paragraphes 42 à 46 du Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (Document A/4148, annexé au Document N° 8), paragraphes qu'elle avait déjà pris en considération dans ses études. Elle a accordé une attention particulière à l'argument développé dans la phrase suivante du paragraphe 46, qui porte sur les propositions d'assimilation intéressant le personnel de l'Union : "De graves difficultés se présenteraient si on essayait de conserver les éléments les plus avantageux tout en améliorant ceux qui sont moins favorables."

4. Répartition géographique (Documents N°s 180, 223 et 257)

La Commission G a très soigneusement examiné les problèmes soulevés par la nécessité d'améliorer la répartition géographique actuelle du personnel de l'Union, tant sur le plan général qu'en ce qui concerne certaines régions du monde qui ne sont pas représentées actuellement ou qui le sont insuffisamment. Elle a décidé de recommander à l'Assemblée plénière l'adoption d'un projet de Résolution (qui figure à l'Annexe 2) dont l'objet est d'améliorer progressivement la répartition géographique du personnel.

5. Octroi d'une indemnité de cherté de vie au personnel retraité (Documents N°s 243 et 273)

La Commission G a examiné une proposition du délégué de l'Argentine relative à l'octroi d'une indemnité de cherté de vie au personnel retraité, et a adopté la ligne de conduite exposée dans le projet de Résolution qui figure à l'Annexe 3.

Annexes : 1) Projet de Résolution : Vice-directeur du C.C.I.R.
2) Projet de Résolution : Répartition géographique
3) Projet de Résolution : Indemnité de cherté de vie au personnel retraité.

A N N E X E 1

PROJET DE RESOLUTION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) que le Vice-Directeur du C.C.I.R. atteindra le 31 mai 1961 l'âge normal de la retraite (65 ans) et qu'il devrait par conséquent prendre sa retraite au 31 décembre 1961;

b) que la Xème Assemblée plénière du C.C.I.R. ne doit se tenir qu'au début de 1963;

c) que la IXème Assemblée plénière du C.C.I.R. (Los Angeles, 1959) a recommandé que le Conseil d'administration soit autorisé à prolonger la durée du service du Vice-Directeur jusqu'à la clôture de la Xème Assemblée plénière de ce Comité;

d) que l'Article 22 du Règlement du personnel prévoit que, dans des cas tout à fait exceptionnels, dans l'intérêt de l'Union et si le fonctionnaire y consent, la limite d'âge peut être reculée d'une durée ne dépassant pas deux ans, et que, pour le Vice-Directeur d'un Comité consultatif, c'est à l'Assemblée plénière de ce Comité qu'il appartient de prendre l'initiative et la décision d'une telle prolongation;

décide

qu'en dérogation aux dispositions de la Convention de Genève (1959) qui ne prévoit pas de poste de Vice-Directeur au C.C.I.R., le Conseil d'administration sera autorisé à accorder au titulaire de l'emploi actuel de Vice-Directeur une prolongation d'activité au delà de l'âge normal de sa retraite et jusqu'à la date de clôture de la Xème Assemblée plénière du C.C.I.R.

ANNEXE 2

PROJET DE RESOLUTION

REPARTITION GEOGRAPHIQUE

La Conférence de plenipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959.

considérant

a) les termes du paragraphe 4 de l'Article 8 de la Convention de Buenos Aires;

b) la répartition géographique actuelle du personnel de l'Union;

c) la nécessité d'améliorer cette répartition géographique, tant sur le plan général qu'en ce qui concerne certaines régions particulières du monde;

d) qu'une telle politique exige que le personnel intéressé bénéficie des avantages d'un recrutement international;

décide

A. afin d'améliorer la répartition géographique des fonctionnaires des grades P1 et au-dessus :

1. que, en règle générale, les vacances se produisant dans les emplois de ces classes seront portées à la connaissance des administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union; cependant, le personnel en service devrait continuer à bénéficier de possibilités d'avancement raisonnables;

2. que, tout en pourvoyant ces emplois par voie de recrutement international, la préférence devrait être donnée, à aptitudes égales, aux candidats originaires des régions du monde dont la représentation actuelle est nulle ou insuffisante;

B. que les fonctionnaires des grades G1 à G7 :

1. seront autant que possible recrutés parmi des personnes résidant en Suisse ou sur le territoire de la France dans un rayon de 25 km autour de Genève;

2. que, exceptionnellement, lorsque des emplois des classes G7, G6 et G5 de caractère technique deviendront vacants, il sera tenu compte en premier lieu de l'importance du recrutement sur une base internationale;

3. que lorsqu'il n'est pas possible de recruter, en observant les dispositions du paragraphe B.1 ci-dessus, des personnes possédant les compétences requises, il convient que le Secrétaire général recrute des personnes résidant aussi près que possible de Genève. Si cela n'est pas possible, le Secrétaire général notifie la vacance de l'emploi à toutes les administrations mais, en fixant son choix, il doit tenir compte des conséquences financières;

4. que les fonctionnaires recrutés pour des emplois des classes G1 à G7 seront considérés comme recrutés sur la base internationale et auront droit aux avantages du recrutement international, tels qu'ils sont prévus dans le Règlement du personnel, à condition qu'ils ne soient pas de nationalité suisse et -

i) qu'ils soient recrutés hors de la zone mentionnée au paragraphe B.1 ci-dessus; ou,

ii) s'ils sont recrutés dans la zone mentionnée au paragraphe B.1, à condition qu'ils aient élu résidence dans cette zone à une date et dans des circonstances telles que le Secrétaire général soit convaincu que les intéressés s'y sont établis uniquement en vue de travailler dans les organisations internationales;

C. que les fonctionnaires déjà en service, qui auraient eu droit aux prestations du recrutement international ou semi-local d'après la politique exposée au paragraphe B.4, ci-dessus, si ce n'était qu'ils ont accepté de renoncer à ces prestations en tant que condition de leur emploi, auront droit aux prestations précitées à partir du 1er janvier 1960;

charge le Conseil d'administration

d'apporter les modifications nécessaires au Règlement du personnel et de suivre l'évolution de cette question, dans le dessein de réaliser une répartition géographique plus large et plus représentative.

ANNEXE 3

PROJET DE RESOLUTION

ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE CHERTE DE VIE AU PERSONNEL RETRAITE DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

la Résolution N° 24 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, aux termes de laquelle "... des indemnités de cherté de vie au personnel pensionné peuvent être accordées, si les circonstances le justifient, ces indemnités devant être financées par un prélèvement sur le budget ordinaire",

I

considérant d'une part

a) que depuis la mise en vigueur de l'échelle des traitements d'Atlantic City, le coût de la vie a augmenté en Suisse d'un peu plus de 12%,

b) que, tenant compte de cette augmentation, le Parlement de la Confédération Suisse a accordé à ses fonctionnaires retraités des indemnités de cherté de vie dont le taux actuel (par rapport aux pensions accordées en 1947) est de 12%,

décide

d'accorder, au 1er janvier 1959, au personnel de l'Union retraité sur la base de l'échelle des traitements d'Atlantic City, une indemnité de cherté de vie d'un montant égal à 12% de celui de leur pension;

II

considérant d'autre part

a) que l'échelle des traitements d'Atlantic City a été revisé en 1957;

b) qu'à cette occasion les emplois de l'U.I.T. ont été reclassés d'après la règle appliquée aux Nations Unies;

c) que le coût de la vie en Suisse a, depuis cette revision, augmenté de 5%;

décide

1. d'accorder aux fonctionnaires retraités de l'Union dont la pension de retraite a été calculée d'après les échelles mises en vigueur le 1er janvier 1958 une indemnité de cherté de vie égale à 5% de leurs pensions;

charge

le Conseil d'administration :

a) de prévoir les crédits nécessaires au budget de l'Union;

b) de suivre l'évolution de cette question et, en ce qui concerne les ajustements futurs de ces indemnités de cherté de vie, de s'inspirer de la pratique générale suivie par les Nations Unies.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 339-F
6 décembre 1959

COMMISSION H

RAPPORT PROVISOIRE

de la Sous-Commission H3 à la Commission H

La Sous-Commission H3 s'est réunie trois fois.

1. A sa première séance, elle a examiné sous quelle forme il conviendrait de fixer un plafond budgétaire dans le cadre d'un budget unique. De l'avis général, il ne serait pas opportun de fixer un chiffre global pour la période de cinq ans allant de 1961 à 1965.

2. La Sous-Commission avait alors le choix entre deux formules :

i) soit établir des plafonds de dépenses annuels fermes, couvrant la totalité des dépenses récurrentes, des dépenses non récurrentes, et des dépenses de conférences, ces plafonds ne devant pas être dépassés, sauf pour certains objets fixés par la Convention;

ii) soit établir des plafonds annuels fermes pour les dépenses récurrentes, ne devant pas être dépassés, sauf pour certains objets fixés par la Convention; et établir pour les dépenses non récurrentes et les dépenses de conférences, des plafonds globaux pour une période de cinq ans, en se contentant de faire une estimation approchée des sommes qui seraient dépensées année par année. (Voir Document N° DT/110).

3. Il n'a pas été possible de faire l'accord sur la décision de principe à prendre. Tout dépend du degré de précision que l'on peut attacher aux montants annuels ci-annexés des dépenses ordinaires et des dépenses de conférences.

4. A sa deuxième séance, la Sous-Commission a examiné la question du plafond budgétaire qu'il faudrait prévoir pour l'année 1960, sans préjudice des décisions que prendra la Conférence de plénipotentiaires. Dans l'Annexe 8 du rapport du Conseil d'administration, à la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil soumet à l'approbation de la Conférence les estimations budgétaires pour 1960. A titre provisoire, la Sous-Commission a estimé que, moyennant les trois suppressions ci-après, ces estimations ne semblent pas être inacceptables par rapport au budget approuvé pour 1959;

i) Suppression du poste du deuxième Secrétaire général adjoint;

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

ii) Suppression de la somme de 154.000 frs.s., au chapitre I.F.R.B., représentant les traitements de fonctionnaires surnuméraires engagés pour les travaux de la Conférence administrative des radiocommunications. (les dépenses correspondantes pour 1959 sont comprises dans le budget extraordinaire). L'I.F.R.B. désire incorporer ce personnel dans son effectif de fonctionnaires permanents, mais une telle décision demande à être ratifiée. Il convient de signaler que les estimations de l'I.F.R.B. relatives au personnel supplémentaire, etc., considéré comme nécessaire pour accomplir les tâches additionnelles qui ont été assignées au Comité par la Conférence des radiocommunications (Document N° 284) ont été établis dans l'hypothèse où cette ratification serait accordée.

iii) Suppression de la somme approximative de 200.000 frs.s. relative à la subvention à verser au budget annexe des publications pour les documents publiés à perte. Cette somme a été supprimée parce que la question est intimement liée aux propositions faites par le Secrétaire général par intérim dans le Document N° 94, point 3, concernant l'imputation au budget ordinaire de l'Union de toutes les dépenses de personnel "permanent" afférentes à la préparation des documents en vue de leur publication.

5. Avant la troisième séance, j'avais l'intention d'établir des estimations de dépenses en fonction de chiffres de base approuvés pour 1960, et d'examiner rubrique par rubrique les conséquences financières des diverses propositions soumises par les Commissions, sans préjudice de l'acceptation ou du rejet des principes par l'assemblée plénière. La Commission H, et ultérieurement l'assemblée plénière, aurait eu ainsi devant elle une liste de chiffres réalistes pour les plafonds budgétaires provisoires.

6. A la troième séance, il est apparu clairement que l'on ne pouvait pas continuer dans cette voie et l'avis général a été que des décisions de principe sur des questions en suspens telles que le bâtiment, le personnel de l'I.F.R.B., etc..., devaient être prises en premier lieu.

7. Je soumets donc à votre considération comme questions urgentes les annexes ci-jointes, de manière que des décisions de principe puissent être prises sans retard. On y voit, année par année:

i) les besoins financiers fondamentaux de l'Union pour ce qui est du personnel existant et des conditions de service;

ii) les sommes cumulatives requises, concernant les propositions contenues dans les documents dont il est question dans les annexes, tous les chiffres cités étant admis sans question.

8. C'est sur les documents et les chiffres mentionnés à l'alinéa 7(ii) ci-dessus que la Commission H doit prendre d'urgence des décisions de principe. Le travail de la Sous-Commission sera au point mort tant que ces décisions ne seront pas prises.

9. Les tableaux ne prévoient pas toutes les dépenses de capital et ne prévoient aucune déponse de conférences.

Pour ce qui est des dépenses de capital, la Commission H doit encore s'entendre sur le fait que le nouvel immeuble sera acheté, et indiquer le nombre des années. Le Secrétaire général confirmera sans doute, et la question est urgente, qu'aucune importante dépense non récurrente autre que celle indiquée dans le Document N° 312 ne sera nécessaire jusqu'en 1965.

Pour ce qui est des dépenses pour les Conférences, le secrétariat est prié d'établir d'urgence un budget unique des réunions probables avec leurs dépenses.

10. Etant donné les décisions mentionnées et les renseignements supplémentaires dont il est question en (9), la Commission devrait être en mesure d'aborder la question du plafond.

11. Il convient également de demander d'urgence à la conférence des radiocommunications s'il faut s'attendre à ce qu'elle prenne d'autres décisions impliquant des dépenses.

Le Président
T.C. Weaver

Annexe : 1

ESTIMATION DES DEPENSES DE L'ANNEE 1960

(Chiffres en milliers de francs)

ANNEXE

N°	Réf.	Détails	Effectifs	Dép.de personnel		Autres dép.	Conseil d'administration	Subv.au budget des pub. & contr. à amortir	Dépenses courantes pr les locaux	Total des dép. courantes (col. 4 à 9)	Immobilisation des capitaux		Total (col. 10 à 12)	Conférences et réunions	Total (col. 13 & 14)
				Traitem. & indemnités	Contr. à la Caisse d'ass.						Laboratoires	Nouvel immeuble			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
	Rap. C.A. (Ann.)	Récapit.des dép.ord.y compris l'Assistance techn. (Tabl. 1 à 13)		5.490	1.025	484	215	240	166	7.620	18		7.638		
		cadres	224												
		hors-cadres	10												
			234												
		moins un poste de Secrétaire général-adjoint	- 1	- 83	- 7					- 90			- 90		
		moins les prév.pr personnel suppl. de l'I.F.R.B. (question à l étude)		- 154						- 154			- 154		
		moins la subv.au budget annexe des publ. pr documents déficitaires						- 200		- 200			- 200		
			233	5.253	1.018	484	215	40	166	7.176	18		7.194		
		marge par rap. au plafond de 1959				25				25			25		
			233	5.253	1.018	509	215	40	166	7.201	18		7.219		
		Augment.des prév.budgét.initiales pr l'année 1960, selon Annexe	2	29	27	45				101			101		
		TOTAL 1	235	5.282	1.045	554	215	40	166	7.302	18		7.320		
		Augmentation des dépenses résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires													
1	Doc. 141 (Rev.)	Augmentation des crédits pour le Conseil d'administration					65			65			65		
2	Doc. 142	Frais suppl.résultant de l'emploi de la langue russe lors des sessions du Conseil d'administration					7			7			7		
3	Doc. 94,p.7 Doc.288 pt 3	Institution du contrôle externe des comptes (commissaires aux comptes des Nations Unies)			15	15				15			15		
4		Alloc.de cherté de vie au personnel retraité		17						17			17		
5	Doc. 272 (Rev.)	Expertise de l'Organisation administrative de l'U.I.T. dépenses non encore estimées													

ESTIMATION DES DEPENSES DE L'ANNEE 1960

N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
6	Doc. 94 (pt. 3)	Modification de la structure du budget annexe des publications	hors cadres	124	25	37				186			186		
7	Doc. 94 (p. 4)	Intégration du personnel tempor. du Service Offset dans les cadres	3	40	8					48			48		
8	Doc. 288 (p. 2)	Dépenses revisées afférentes au personnel du Secrétariat général (sous réserve des décisions qui seront prises quant au personnel supplémentaire de l'I.F.R.B.)	6	157	18					175			175		
9	Doc. 281	Frais supplémentaires résultant de l'assimilation au système commun des Nations Unies													
		net 500 dont		630	90										
					- 220					500			500		
10	Doc. 284	Besoins supplémentaires de l'I.F.R.B.													
		- dépenses additionnelles normales	58	800	169	140			18	1.127			1.127		
		- dépenses additionnelles non récurrentes	(28)	474	44	180			7	705			705		
		- frais de l'assimilation s/postes ci-des.		180	20					200			200		
11		Rétablissement des prévisions pour personnel supplémentaire de l'I.F.R.B. (déduction figurant en position 3 du Tableau)	8	154						154			154		
12	Doc. 271 et DT 88	Organisation d'un service de documentation (pas de frais spéciaux envisagés)													
13		Dépenses pouvant découler des élections du Secrétaire général, du Secrétaire général-adjoint et des Membres de l'I.F.R.B. (somme à définir)													
14		Dépenses pouvant découler des décisions de la Commission E (somme à définir)													
		TOTAL II	75	2.576	154	372	72		25	3.199			3.199		
		Total provisoire pour l'année 1960	310	7.858	1.199	926	287	40	191	10.501	18		10.519		

REVISION NECESSAIRE DES PREVISIONS BUDGETAIRES INITIALES DE 1960

Augmentation:	Effectifs	Traitements et indemnités	Contributions à la Caisse d'assurance	Autres dépenses
1. Honoraires pour un architecte-conseil et un juriste conseil				20
2. Engagement d'une aide supplémentaire pour la bibliothèque	1	12	2	
3. Engagement d'une secrétaire pour le Service linguistique espagnol	1	12	2	
4. Frais de déménagement pour M. Lewis, Conseiller supérieur		5		
5. Augmentation des crédits pour l'assurance maladie			20	
6. Augmentation de la contribution de l'U.I.T. au Service médical commun			3	
7. Augmentation des crédits pour frais de voyage: pour participation aux réunions du C.C.A et C.C.Q.A.B. et au Comité mixte de gestion de la Caisse commune des Nations Unies à New York.				19
8. Augmentation des crédits de la Bibliothèque pour reliure et abonnements divers.				6
	2	29	27	45

ESTIMATION DES DEPENSES DE L'ANNEE 1961

N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		Total des dépenses normales de l'année 1960 (selon TOTAL I du tableau de l'année 1960)	235	5.282	1.045	554	215	40	166	7.302	18		7.320		
		Augmentations statutaires et normales des dépenses par rapport à l'année 1960		130	44	13				187			187		
		TOTAL I	235	5.412	1.089	567	215	40	166	7.489	18		7.507		
		Personnel supplémentaire pour le C.C.I.T.T.	2	42	8					50			50		
		Personnel supplémentaire pour le C.C.I.R.	3	90	20					110			110		
		Augmentation des dépenses résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires													
		Postes Nos 1 à 4 de l'année 1960		17		15	72			104			104		
		Postes Nos 5 et 7 de l'année 1960	3	172	34	40				246			246		
		Poste N° 8 de l'année 1960	6	164	20					184			184		
		Poste N° 9 de l'année 1960		690	100										
					-220					570			570		
		Poste N° 10 de l'année 1960	58	1.015	196	144				1.355			1.355		
		Poste N° 11 de l'année 1960	8	1160						160			160		
		Postes Nos 13 et 14 de l'année 1960 (sommes à définir)													
15	Documents 119, 308 et 312	Dépenses pour le nouvel immeuble													
		- Location ou achat (sommes à définir)													
		- Dépenses d'installation non récurrentes				20				20	135	560	715		
		- Frais d'entretien et d'exploitation				45			260	305			305		
		- Personnel supplémentaire	7	75	15					90			90		
		- Dépenses des locaux actuels./.							-166	-166			-166		
		TOTAL II	87	2.425	173	264	72		94	3.028	135	560	3.723		
		Total provisoire pour l'année 1961	322	7.837	1.262	831	287	40	260	10.517	153	560	11.230		

ESTIMATION DES DEPENSES DE L'ANNEE 1962

N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		Total des dépenses normales de l'année 1961 (selon TOTAL 1 du Tableau de l'année 1961)	235	5.412	1.089	567	215	40	166	7.489	18		7.507		
		Augmentations statutaires et normales des dépenses par rapport à l'année 1961		125	22	12				159			159		
		TOTAL 1	235	5.537	1.111	579	215	40	166	7.648	18		7.666		
		Personnel supplémentaire pour le C.C.I.T.T.	4	84	16					100			100		
		Personnel supplémentaire pour le C.C.I.F.	3	95	20					115			115		
		Augmentation des dépenses résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires													
		Postes N^os 1 à 4 de l'année 1960		17		15	72			104			104		
		Postes N^os 6 et 7 de l'année 1960	3	179	36	42				257			257		
		Poste N° 8 de l année 1960	6	171	22					193			193		
		Poste N° 9 de l'année 1960		680	100										
					- 220					560			560		
		Poste N° 10 de l'année 1960	58	1.050	203	148				1.401			1.401		
		Poste N° 11 de l'année 1960	8	166						166			166		
		Postes N^os 13 et 14 de l'année 1960 (sommes à définir)													
		Dépenses pour le nouvel immeuble													
		- location ou achat (sommes à définir)													
		- frais d'entretien et d'exploit.				45			260	305			305		
		- personnel supplémentaire	7	80	16					96			96		
		- dépenses des locaux actuels ./.							- 166	- 166			- 166		
		TOTAL II	89	2.522	193	250	72		94	3.131			3.131		
		Total prov. pr l'année 1962	324	8.059	1.304	829	287	40	260	10.779	18		10.797		

ESTIMATION DES DEPENSES DE L'ANNEE 1963

N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		Total des dépenses normales de l'année 1961 (selon TOTAL I du Tableau de l'année 1962)	235	5.537	1.111	579	215	40	166	7.648	18		7.666		
		Augmentations statutaires et normales des dépenses par rapport à l'année 1962		100	11	10				121			121		
		TOTAL I	235	5.637	1.122	589	215	40	166	7.769	18		7.787		
		Personnel supplémentaire pour le C.C.I.T.T.	5	110	22					132			132		
		Personnel supplémentaire pour le C.C.I.R.	3	100	20					120			120		
		Augmentation des dépenses résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires													
		Postes Nos 1 à 4 de l'année 1960		17		15	72			104			104		
		Postes Nos 6 et 7 de l'année 1960	3	184	37	44				265			265		
		Poste No 8 de l'année 1960	6	178	24					202			202		
		Poste No 9 de l'année 1960	10	730	110										
					- 220					620			620		
		Poste No 10 de l'année 1960	58	1.085	210	152				1.447			1.447		
		Poste No 11 de l'année 1960	8	172						172			172		
		Postes Nos 13 et 14 de l'année 1960 (sommes à définir)													
		Dépenses pour le nouvel immeuble											-		
	-	Location ou achat (sommes à définir)													
	-	Frais d'entretien et d'exploitation				45			260	305			305		
	-	Personnel supplémentaire	7	85	17					102			102		
	-	Dépenses des locaux actuels ./.							-166	-166			166		
		TOTAL II	90	2.661	220	256	72		94	3.303			3.303		
		Total provisoire pour l'année 1963	325	8.298	1.342	845	287	40	260	11.072	18		11.090		

ESTIMATION DES DEPENSES DE L'ANNEE 1964

N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		Total des dép. normales de l'année 1962 (selon TOTAL I du Tableau de l'année 1963)	235	5.637	1.122	589	215	40	166	7.769	18		7.787		
		Augment.statut.et normales des dép. par rapport à l'année 1963		115	22	12				149			149		
		TOTAL I	235	5.752	1.144	601	215	40	166	7.918	18		7.936		
		Personnel suppl.pr le C.C.I.T.T.	6	125	25					150			150		
		Personnel suppl.pr le C.C.I.R.	3	105	21					126			126		
		Suppr.du poste de Vice-Dir.du C.C.I.R.	- 1	- 51						- 51			- 51		
		Augment.des dép. résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires													
		Postes N^OS 1 à 4 de l'année 1960		17		15	72			104			104		
		Postes 6 et 7 de l année 1960	3	189	39	45				273			273		
		Poste N° 8 de l'année 1960	6	185	26					211			211		
		Poste N° 9 de l'année 1960		705	100										
					- 220					585			585		
		Poste N° 10 de l'année 1960	58	1.120	217	156				1.493			1.493		
		Poste N° 11 de l'année 1960	8	178						178			178		
		Postes N^OS 13 et 14 de l'année 1960 (sommes à définir)													
		Dépenses pour le nouvel immeuble													
		- loc. ou achat (sommes à définir)													
		- frais d entr.et d'exploit.				45			260	305			305		
		- personnel supplémentaire	7	90	18					108			108		
		- dépenses des locaux actuels ./.							- 166	- 166			- 166		
		TOTAL II	90	2.663	226	261	72		94	3.316			3.316		
		Total prov.pr l'année 1964	325	8.415	1.370	862	287	40	260	11.234	18		11.252		

ESTIMATION DES DEPENSES DE L'ANNEE 1965

N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
		Total des dépenses normales de l'année 1962 (selon TOTAL I du Tableau de l'année 1964)	235	5.752	1 144	601	215	40	166	7.918	18		7.936		
		Augmentations statutaires et normales des dépenses par rapport à l'année 1964		75	7	8				90			90		
		TOTAL I	235	5.827	1.151	609	215	40	166	8.008	18		8.026		
		Dépenses supplémentaires pour le C.C.I.T.T.	6	130	26					156			156		
		Personnel supplémentaire pour le C.C.I.R.	3	110	22					132			132		
		Suppression du poste du Vice-Directeur du C.C.I.R.	- 1	- 53						- 53			- 53		
		Augmentation des dépenses résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires													
		Postes 1 à 4 de l'année 1960		17		15	72			104			104		
		Postes 6 et 7 de l'année 1960	3	194	39	47				280			280		
		Poste N° 8 de l'année 1960	6	192	28					220			220		
		Poste N° 9 de l'année 1960		760	110										
					- 220					650			650		
		Poste N° 10 de l'année 1960	58	1.155	220	160				1.535			1.535		
		Poste N° 11 de l'année 1960	8	184						184			184		
		Postes N° 13 et 14 de l'année 1960 (sommes à définir)													
		Dépenses pour le nouvel immeuble													
		- location ou achat (sommes à définir)													
		- frais d'entretien et d'exploit.				45			260	305			305		
		- personnel supplémentaire	7	95	19					114			114		
		- dépenses des locaux actuels ./.							- 166	- 166			- 166		
		TOTAL II	90	2.784	244	267	72		94	3.461			3.461		
		Total provisoire pour l'année 1965	325	8.611	1.395	876	287	40	260	11.469	18		11.487		

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document Nº 340-F
6 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

NOTE DU SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

La communication ci-jointe reçue du Chef de la Délégation des Provinces Portugaises d'Outre-Mer est portée à la connaissance de la Conférence.

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

Genève, le 6 décembre 1959

M. J.D.H. Van der Toorn
Honorable Président de la Conférence
de Plénipotentiaires,
GENEVE

Monsieur le Président,

Conformément à des instructions que je viens de recevoir du Gouvernement du Portugal, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les Provinces Portugaises d'Outre-Mer retirent leur candidature à une place de Membre du Conseil d'administration de l'U.I.T.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

signé : A.J. Magro
Chef de la Délégation des
Provinces Portugaises d'Outre-Mer.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 341-F
7 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Secrétariat

La communication ci-jointe, émanant du Chef de la délégation de Rhodesia et Nyassaland, est portée à la connaissance des délégués à la Conférence.

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

7 décembre 1959

Au Secrétaire général par intérim
Union internationale des
télécommunications
Bâtiment Electoral
Genève

Monsieur le Secrétaire général par intérim,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la décision de mon Gouvernement de retirer le nom de la Fédération de Rhodesia et Nyasaland de la liste des pays qui ont manifesté le désir de faire partie du nouveau Conseil d'administration (Document N° 305). Mon Gouvernement prend cette mesure par rapport à la présente Conférence de plénipotentiaires, mû par le désir de simplifier l'élection, au cours de cette Conférence, des pays Membres de la Région D (Afrique). Je suis chargé en outre de vous communiquer que mon Gouvernement se propose de faire de nouveau acte de candidature à la prochaine occasion.

Veuillez agréer, etc.

(signé) H.W. Roberts

Chef de la délégation de
la Fédération de Rhodesia et Nyasaland

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 342-F
7 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ETATS-UNIS D'AMERIQUE, FRANCE, ROYAUME-UNI

Proposition

Numéro de la proposition

337 Annexe 3

Définition de "télégraphie" : Lire :

Télégraphie :

Système de télécommunication qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme "télégraphie" est défini, sauf avis contraire, comme "un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux".

Motifs :

Au point 3 du Document N° 240, il est suggéré qu'un groupe de travail mixte formé de délégués de la Conférence de plénipotentiaires et de la Conférence des radiocommunications recherche l'uniformisation des textes à insérer dans la Convention et dans le Règlement des radiocommunications pour le terme "télégraphie". Le texte ci-dessus a été établi par le groupe en question.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document Nº 343-F
7 décembre 1959

COMMISSION I

HUITIEME RAPPORT

du Président de la Commission H

(Finances de l'Union)

Au cours de sa 14ème séance, le 7 décembre 1959, la Commission H a approuvé les deux projets de résolution ci-joints qui sont présentés à la Commission de rédaction en vue de leur transmission à la séance plénière.

Le Président
de la Commission H.
José Garrido

Annexes : 2

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E 1

RESOLUTION

EXPERTISE SUR L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES SERVICES DE L'U.I.T.

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

vu

a) la déclaration relative à l'organisation de l'Union, faite par le Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires dans son huitième rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, d'après laquelle :

"... il ne semble pas que les dispositions actuellement en vigueur aient permis de résoudre de façon satisfaisante, eu égard à une gestion saine et économique des activités de l'Union, les problèmes essentiels que pose la complexité de la structure des organes délibérants et des secrétariats" et que :

"... il ne devrait pas être trop difficile de rationaliser davantage la structure de l'U.I.T. et de son secrétariat, sans perdre l'avantage d'une longue et précieuse expérience. De l'avis du Comité consultatif, cette rati nalisation entraînerait une gestion meilleure et plus économique des activités de l'U.I.T., faciliterait les relations avec les autres organisations internationales et permettrait à l'U.I.T. de jouer un rôle encore plus constructif dans l'action menée en vue de la coopération internationale";

b) qu'il convient d'obtenir des secrétariats des différents organismes de l'Union la plus grande efficacité possible aux moindres frais;

considère :

1. qu'à cet effet une révision de l'organisation de ces secrétariats devrait se faire en prévision du transfert de tous les services de l'U.I.T. dans un bâtiment commun;

2. qu'il convient de consulter à ce sujet des experts qualifiés en matière d'organisation administrative et de rationalisation, qui seraient choisis hors de l'Union;

3. que le transfert fournit une occasion très opportune de réaliser des améliorations dans l'organisation;

invite

le Conseil d'administration

à prendre les mesures nécessaires pour que l'organisation des secrétariats soit examinée avec le concours du Secrétaire général par de tels experts impartiaux qui auront à préciser les réformes qu'il serait désirable de réaliser dans le cadre de la Convention;

et décide

que les crédits nécessaires pour l'étude de ces experts sont à inscrire au budget de l'Union dès 1960.

ANNEXE 2

RESOLUTION

COMPTES ARRIERES MAIS NON CONTESTES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant :

a) les sommes encore dues actuellement (mais non contestées) par certains Membres de l'Union;

b) la nécessité impérieuse de contribuer à l'entretien économique et financier de l'Union;

invite

les Membres et Membres associés qui ont des comptes arriérés de bien vouloir s'en acquitter dans les plus brefs délais;

charge le Conseil d'administration

de poursuivre ses efforts en vue d'obtenir le règlement des sommes facturées dans les délais prescrits et de donner, le cas échéant, les directives nécessaires au Secrétaire général.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 344-F
7 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Quatorzième séance plénière

Mardi 8 décembre 1959, 17 heures

Election du Secrétaire général de l'Union (Documents N°s 246, 276, 277, 278, 279, 280, 285 et Addendum N° 1, 286 et 325).

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 345-F
8 décembre 1959

COMMISSION F

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Proposition

RESOLUTION N°...

ADMISSION AUX CONFERENCES ADMINISTRATIVES ET AUX ASSEMBLEES PLENIERES ET REUNIONS DES COMMISSIONS D'ETUDES DES COMITES CONSULTATIFS INTERNATIONAUX DE L'U.I.T.

Numéro de la proposition

338 La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

considérant

a) que la composition de l'Union internationale des télécommunications, ainsi que le droit, pour les gouvernements, exploitations privées reconnues et autres organisations, de participer aux Conférences, Assemblées plénières et réunions de l'Union et de prendre part à ses travaux sont fixés dans la Convention internationale des télécommunications et le Règlement général y annexé, qui ont été établis par des délégués dûment habilités à représenter leurs gouvernements à la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

b) que, néanmoins, ces dernières années, a été soulevée la question d'admettre des gouvernements non Membres ou Membres associés de l'Union à participer aux Conférences administratives de l'Union, ainsi qu'aux Assemblées plénières et aux réunions des Commissions d'études des Comités

consultatifs internationaux auxquelles assistent des délégués compétents en matière d'administration, de problèmes techniques et d'exploitation;

décide

1. que seules seront admis à participer aux Conférences administratives de l'Union internationale des télécommunications et aux Assemblées plénières et réunions des Commissions d'études des Comités consultatifs internationaux les gouvernements, exploitations privées reconnues et autres organisations qui y sont autorisés par la Convention internationale des télécommunications et le Règlement général y annexés;

2. que le gouvernement d'un pays Membre des Nations Unies, qui représente ce pays aux sessions des Nations Unies, sera le gouvernement habilité à représenter ledit pays aux Conférences, Assemblées plénières et réunions susmentionnées;

charge

les présidents des Conférences administratives, des Assemblées plénières et des réunions des Commissions d'études des Comités consultatifs internationaux de l'Union internationale des télécommunications de déclarer irrecevable et non susceptible d'être examinée d'une manière plus approfondie toute proposition tendant à faire admettre, à quelque titre que ce soit, des représentants de gouvernements non autorisés par la Convention internationale des télécommunications ni par la présente Résolution, à participer auxdites Conférences, Assemblées plénières et réunions de l'Union internationale des télécommunications.

Francis Colt de Wolf -
Chef de la délégation des Etats-Unis d'Amérique

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 346-F
7 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Secrétariat

COMPOSITION DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Région A (Amériques) - 6 sièges :

République Argentine
Brésil
Canada
République de Colombie
Etats-Unis d'Amérique
Mexique

Région B (Europe occidentale) - 6 sièges :

Espagne
France
Italie
République fédérale d'Allemagne
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Confédération suisse

Région C (Europe orientale et Asie septentrionale) - 3 sièges :

République fédérative populaire de Yougoslavie
Tchécoslovaquie
Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Région D (Afrique) - 4 sièges

Ethiopie
Royaume du Maroc
République Arabe Unie
Tunisie

Région E (Asie et Australasie) - 6 sièges :

Fédération de l'Australie
Chine
République de l'Inde
Iran
Japon
République des Philippines

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 347-F
7 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

DECLARATION DE LA DELEGATION DE L'U.R.S.S. AU SUJET DU DOCUMENT N° 281

1. " Ayant examiné le projet de premier rapport de la Commission 6 (Document N° 281), la délégation soviétique estime que la Commission, son Président, ses Vice-Présidents, son Rapporteur ainsi que les représentants du Secrétariat général ont fait un travail considérable et très utile qui permettra de prendre une décision, au cours de cette Conférence, sur la date de l'assimilation des conditions de service du personnel de l'U.I.T. au régime commun des traitements et indemnités des Nations Unies.

2. " Tout en approuvant le rapport du Comité dans son ensemble, la délégation soviétique estime néanmoins nécessaire d'attirer l'attention de la Conférence de plénipotentiaires sur le fait que les propositions de la Commission relatives à la division des hauts fonctionnaires de l'Union en plusieurs catégories s'écarte du système des Nations Unies et sont mal fondées.

3. " Dans le système des Nations Unies, on trouve les catégories suivantes de hauts fonctionnaires:

" le Secrétaire général des Nations Unies;

" le Sous-Secrétaire général des Nations Unies;

" les Directeurs (D2);

" les chefs de sections (D1);

4. " Il existe en fait très peu de fonctionnaires de ces classes. Qu'il nous suffise de dire qu'à l'Office Européen des Nations Unies, dont l'effectif total est de 696 fonctionnaires, il n'y a que deux postes supérieurs à la classe D2, 4 postes de classe D2 et 7 de classe D1.

5. " La plupart des fonctionnaires des classes D2 et D1 sont chargés de départements très importants et ont sous leurs ordres un grand nombre d'employés; leurs fonctions comportent une grande indépendance et ont un caractère largement représentatif. Les autres départements sont confiés à des fonctionnaires des grades P5 et P4.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

6. " La Commission a décidé que, en plus du Secrétaire général adjoint et des directeurs des Comités Consultatifs internationaux, les membres de l'I.F.R.B. seraient classés dans la catégorie "sous-secrétaire général" des Nations Unies (Classe A de l'U.I.T.).

7. " Cette décision erronée aura un effet moral en plus de ses conséquences financières.

8. " A notre avis, les Directeurs des Comités Consultatifs ont des responsabilités d'une importance et d'une portée internationales beaucoup plus grandes que les membres de l'I.F.R.B.

9. " Il est parfaitement évident que les membres de l'I.F.R.B. devraient se trouver dans une classe inférieure à celle des Directeurs des C.C.I., à savoir dans la classe D2 des Nations Unies (classe B de l'U.I.T.). Ils recevraient ainsi le traitement qui était celui du Secrétaire général de l'U.I.T. dans l'échelle de 1953 (Résolution N° 20 de Buenos Aires).

10. " Le fait que la Commission ait refusé de prendre cette décision signifie que la catégorie D2 sera accessible aux fonctionnaires de l'Union. Cela donnera lieu à une nouvelle augmentation des traitements et l'importance attachée aux divers emplois sera artificiellement augmentée.

11. " Les traitements des autres fonctionnaires augmenteront en proportion. Ainsi par exemple, les fonctionnaires de classe 1 (a) recevaient, selon l'échelle de Buenos Aires, un traitement maximum de 25 800 francs par an, alors que, selon la décision de la Commission, ils seront répartis entre les grades P4 et P5 du système des Nations Unies et gagneront ainsi un maximum de 40 850 et 47 300 francs respectivement, plus les indemnités de cherté de vie, les allocations pour l'éducation des enfants, etc.

12. " La délégation soviétique estime donc qu'une répartition plus judicieuse des hauts fonctionnaires de l'Union serait la suivante:

" Secrétaire général de l'U.I.T.;

" Secrétaire général adjoint et Directeurs des C.C.I.

" Membres de l'I.F.R.B. et Vice-Directeur du C.C.I.R. (D2);

" Fonctionnaires de classe C (D1, P5);

" Fonctionnaires de classe D (P5).

" La délégation soviétique considère qu'une telle décision serait plus correcte et qu'elle serait conforme aux intérêts de l'U.I.T., vu l'Article VIII de l'Accord entre l'U.I.T. et les Nations Unies (Annexe 6 à la Convention de Buenos Aires).

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 348-F
8 décembre 1959

COMMISSION E

COMPTE RENDU

Onzième séance de la Commission E

Jeudi 3 décembre 1959, 15 heures

Le Président indique que l'ordre du jour figure dans le Document N° DT 102. Le compte rendu de la huitième séance (Document N° 271) est approuvé sans commentaire. Le Président rappelle la décision qui a été prise à la dixième séance au sujet de l'absence d'un préambule dans le Document N° DT 93 et il annonce que le nouveau projet de résolution rédigé dans l'esprit de la proposition formulée par l'Observateur des Nations Unies est contenu dans le Document N° DT 109. Après quelques échanges de vues, il est décidé d'insérer à la fin du paragraphe 3 du dispositif : " ... et charge le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées."

Au cours de l'examen du Document N° DT 109, M. J.R. Symonds, représentant du Bureau de l'Assistance technique des Nations Unies, fait la déclaration suivante :

"J'aimerais dire combien j'apprécie d'avoir été invité à suivre les séances du Groupe de travail, où j'ai beaucoup appris sur les problèmes particuliers que pose l'assistance technique dans le domaine des télécommunications, à entendre les représentants de Kuwait et de l'Australie. Le rapport semble d'un grand intérêt en raison des suggestions qu'il contient pour éviter aux experts de perdre du temps en attendant les décisions des Gouvernements entre les étapes successives de leurs travaux.

" Il est dit, à la page 4, que, dans certaines circonstances, l'U.I.T., lorsqu'elle fournit un expert, arrête, en collaboration avec le B.A.T., le montant de la contribution au coût total de la dépense à verser par l'administration intéressée. Les dispositions générales qui régissent les contributions des gouvernements bénéficiaires aux dépenses d'assistance technique sont naturellement établies par le Comité de l'assistance technique du Conseil économique et social pour les opérations de toutes les organisations participant au Programme élargi d'assistance technique. Pour 1960, le Conseil économique et social, par sa résolution N° 736, a décidé que les Gouvernements bénéficiaires d'une assistance technique devraient payer en monnaie locale le même pourcentage qu'en 1958 du montant total des frais afférents aux services d'experts. Cela représente, en moyenne,

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

environ 12,5 pour cent du coût total des services d'experts. Le Comité a demandé au président du B.A.T. de lui faire parvenir pour le mois de juillet 1960 un rapport sur les moyens propres à assurer une répartition plus équitable des sommes dues en monnaie locale entre les gouvernements intéressés et elle ne connaît pas exactement ce que sera la situation après 1960.

" Je considère donc que ce passage du rapport du groupe de travail concerne l'octroi d'assistance, en plus de ce qui est payé au titre du programme élargi, sous forme de "fonds en dépôt". Aux termes d'arrangements de ce genre, qui ont été conclus avec un certain nombre de gouvernements, les organisations participantes peuvent fournir des experts et des bourses supplémentaires, dont le coût est entièrement à la charge du gouvernement. La référence concerne peut-être également le système OPEX des Nations Unies, par lequel l'O.N.U., après avoir consulté l'institution spécialisée appropriée, désigne des experts ou des fonctionnaires pour des tâches d'exploitation ou d'exécution. Ces spécialistes sont alors employés par le gouvernement intéressé, qui leur paie un traitement équivalent à celui qui serait payé à un de ses ressortissants ayant un statut comparable, les Nations Unies leur versant, s'il y a lieu, un complément de traitement.

" En ce qui concerne le contrôle, je pense qu'une des méthodes prévues implicitement par le paragraphe 1 serait celle qui utiliserait les services du Représentant résident du Bureau de l'Assistance technique. Les représentants résidents sont nommés d'un commun accord par le gouvernement intéressé et le président du B.A.T.; ils représentent, non seulement le Bureau, mais chacune des organisations participantes, y compris l'U.I.T. Dans ces accords types, il est précisé que le Représentant résident travaillera en liaison étroite avec les experts fournis par les Organisations et qu'il assistera ces experts en leur fournissant des services administratifs chaque fois qu'il le pourra. En fait, les représentants résidents collaborent étroitement avec l'U.I.T. et cette collaboration sera certainement étendue si le Secrétaire général de l'U.I.T. demande que les représentants résidents exercent certaines autres fonctions. En même temps, comme il est rare que les représentants résidents aient des connaissances techniques en matière de télécommunications, les visites que leur rendraient les fonctionnaires de l'Union leur seraient aussi utiles qu'aux experts eux-mêmes, comme c'est le cas pour les visites des fonctionnaires des autres institutions spécialisées." Le Document N° DT 109 est alors adopté, avec l'amendement cité plus haut.

La Commission passe ensuite au point 3 de l'ordre du jour (Document N° 255). Le début de l'Annexe 1 est modifié comme suit : "Le rôle des experts de l'Assistance technique peut se répartir en trois catégories, qui consistent :" Dans la "première catégorie", remplacer "10 jours" par un mois (sur la proposition du délégué de la Nouvelle-Zélande). Dans la "seconde catégorie", au second paragraphe, ajouter le texte suivant après "estimation" : "et, si nécessaire, à préparer les spécifications". Dans la "troisième catégorie", la dernière phrase est modifiée comme suit :

" Dans tous les cas, si l'U.I.T. fournit un expert, elle détermine, compte tenu notamment de la législation du Programme élargi d'assistance technique, l'étendue de la contribution faite par l'administration intéressée aux dépenses de cet expert, de façon à assurer l'utilisation la plus efficace des fonds disponibles pour l'Assistance technique." Au paragraphe 1 de la partie intitulée "contrôle", ajouter : "dans le cadre des procédures établies pour le Programme élargi d'assistance technique."

Au paragraphe 3, après le mot "l'expert", ajouter : "(lorsqu'il est présent)", afin de bien spécifier que l'expert ne soumettra des rapports mensuels réguliers à l'U.I.T. que s'il est présent là où ont lieu les travaux d'exécution d'un projet. De longues discussions ont lieu sur la question de savoir si cette résolution doit être incorporée à la Convention ou à la brochure intitulée "Procédures relatives à la participation de l'U.I.T. au Programme élargi d'assistance technique", comme l'a recommandé le Groupe de travail. Il est finalement convenu d'ajourner les discussions jusqu'à ce que le texte de la résolution puisse être soumis à l'examen de la commission.

La Commission examine ensuite le Document N° 242, qui contient la déclaration du délégué de la Malaisie relative à l'assistance technique. Le délégué de l'Indonésie se réfère au paragraphe b de ce texte et déclare qu'il implique la convocation d'une conférence régionale, ce qui est toujours coûteux. Il exprime l'espoir que certains des centres de formation professionnelle existants pourront être transformés en Ecoles régionales. M. Persin déclare que le représentant de l'U.I.T. doit rentrer de Bangkok dans quelques jours et qu'il sera alors possible de présenter un rapport à la conférence sur les résultats de la réunion de Bangkok.

La proposition du délégué du Mexique de créer une Banque internationale pour le développement des télécommunications (Document N° 260) est ensuite examinée. Le délégué du Mexique présente sa proposition. Il est appuyé par le délégué du Vénézuela. Après une courte discussion, le délégué du Mexique accepte de soumettre de nouveau sa proposition à la Commission sous la forme d'une résolution qui pourra être examinée à la prochaine séance.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Rapporteur :
R.L. Harrell

Le Président :
Francis Colt de Wolf

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 349-F
8 décembre 1959

COMMISSION E

COMPTE RENDU

de la douzième séance de la Commission E

Vendredi 4 décembre 1959, 9 heures 30

Le Président annonce que l'ordre du jour est contenu dans le Document N° DT 114. Le Document N° 291 est examiné en premier; il est approuvé sans objections.

La Commission examine ensuite le Document N° 315, lequel contient un projet de résolution élaboré par la délégation du Mexique, et intitulé "Financement du développement des télécommunications". Le délégué de l'Afghanistan déclare que son pays a besoin d'assistance à la fois dans le domaine financier et dans le domaine technique et qu'il appuie cette proposition. Elle est également appuyée par les délégués du Vénézuéla, de la France et d'autres pays. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies (M. Luther) ainsi que les délégués de la Suède, de la France et de la Belgique proposent un certain nombre d'amendements à ce texte. En fin de compte, il est convenu de créer un groupe de travail restreint comprenant les délégués du Mexique, de la Suède, du Royaume-Uni, M. Persin, (Secrétariat) et M. Luther (Organisation des Nations Unies), qui se réunira au cours de l'interruption de séance. Après cette interruption, le Document N° 315 est adopté avec les amendements suivants:

Remplacer le texte actuel de l'alinéa A. 2 par le texte suivant:

" 2. de s'adresser aux organismes intergouvernementaux et privés appropriés afin de connaître leurs vues sur cette question et le cas échéant, de savoir s'ils seraient disposés à s'associer à un plan de financement international".

L'alinéa A.3 est modifié par l'adjonction des mots "aux administrations intéressées et" immédiatement avant les mots "au Conseil d'Administration".

Le point B du dispositif est amendé par la suppression de tout ce qui suit les mots "qu'il estimera indiquées".

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Le Document N° 66, qui porte sur la coopération avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, est ensuite examiné. Au cours du débat, M. Persin déclare que la Commission des transports intérieurs et des communications de la C.E.A.E.O., qui s'est récemment réunie à Bangkok a entériné "un rapport élaboré par le Groupe de travail des télécommunications, qui s'est réuni à Tokio au mois de mai 1959. La Commission a souligné l'importance que présente le développement des télécommunications, élément essentiel du développement économique sur le plan national, régional et international. Elle a réaffirmé que la collaboration entre la C.E.A.E.O. et l'U.I.T. devrait être renforcée et développée,

et a proposé d'appeler l'attention de l'U.I.T. sur les problèmes de brouillage dans les communications radioélectriques sur ondes décamétriques. La Commission a enfin pris note de l'accord aux termes duquel l'U.I.T. fournira les services d'un expert, lequel sera affecté à la région de la C.E.A.E.O. afin de mettre en oeuvre les projets recommandés par le Groupe de travail". Un certain nombre de propositions sont présentées en vue d'amender le Document N° 66, mais le Président fait observer qu'il s'agit là d'un Document de la C.E.A.E.O, lequel ne saurait être modifié par la Commission. Le Président attire l'attention sur la Recommandation N° 3 de ce document, laquelle prie instamment les pays de la région de la C.E.A.E.O. de participer, dans toute la mesure de leurs possibilités, aux travaux de l'U.I.T., y compris le C.C.I.T.T. et le C.C.I.R. A cet égard, le Président fait observer que l'U.I.T. ne peut prendre de "dispositions financières convenables en rapport avec le paiement des dépenses de voyage des délégués", dont il est fait état dans la Recommandation N° 3.

En ce qui concerne la Recommandation N° 4, le Président appelle l'attention de la Commission sur l'alinéa b), lequel suggère aux gouvernements de la région de "mettre dûment l'accent sur la nécessité du développement des télécommunications, quant à la priorité des dépenses y relatives par rapport aux dépenses dans d'autres secteurs du développement national". Il est pris note du Document N° 66.

En l'absence de M. Fathy Gheith, le débat relatif au Document N° 313 est renvoyé à la prochaine séance.

Le délégué du Japon se réfère au point 5 de l'ordre du jour et déclare que les propositions 59 et 15 ont été retirées. Le délégué de l'U.R.S.S. déclare que la proposition 14 présentée par son administration est également retirée.

Le débat s'engage ensuite sur le Document N° DT 112, "Les télécommunications et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques", mais, compte tenu du fait que ce document vient à peine d'être distribué et à la demande de plusieurs délégués, le débat est renvoyé à la séance suivante. Le Président demande à M. Persin de soumettre ce Document au Président de la Conférence administrative des radiocommunications afin qu'il soit proposé à la considération de cette dernière Conférence.

La séance est levée à 12 heures 30.

Le rapporteur:
R.L. Harrell

Le Président:
Francis Colt de Wolf

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 350-F
15 décembre 1959

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIES PAR LA CONFERENCE

Nos 301 à 350

N°	Origine	Destination	Titre
301	Commission F	Commission F	Compte rendu - 12ème séance, 25 novembre 1959, 15 heures
302	Commission E	Commission I	Deuxième rapport de la Commission E
303	Présidence	Séance plénière	Moyens de communications radioélectriques et optiques permettant d'accroître, en temps de conflit armé, la sécurité des navires et aéronefs protégés par les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de guerre
304	Commission F	Commission F	Compte rendu - 13ème séance, 26 novembre 1959, 15 heures
305	Secrétariat	Séance plénière	Candidatures au nouveau Conseil d'administration
306	Secrétariat	Commission 6	Exemple des difficultés que créerait l'adoption du régime commun des Nations Unies, par suite des variations du taux du change, au cas où l'U.I.T. établirait l'échelle des traitements des catégories P.1 et au-dessus en francs suisses
307	Commission F	Commission F	Compte rendu - 14ème séance, 27 novembre 1959, 15 heures
308	Secrétariat général	Commission H	Nouveau bâtiment de l'Union
309	Commission G	Commission G	Deuxième projet de rapport de la Commission G - Questions de personnel diverses
310	Commission H	Commission I	Sixième rapport de la Commission H
311 (Rev.)	Séance plénière	Séance plénière	Projet de protocole additionnel à la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) concernant les arrangements transitoires
312	Secrétariat général	Commission H	Nouveau bâtiment de l'Union

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

N°	Origine	Destination	Titre
313	Secrétariat	Commission E	Participation de l'U.I.T. au programme élargi d'assistance technique des Nations Unies
314	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour, 12ème séance plénière, 5 décembre 1959, 15 heures
315	Mexique	Commission E	Projet de résolution : financement du développement des télécommunications
316	République fédérale d'Allemagne	Commission H	Proposition N° 336. Résolution : Vérification des comptes de l'Union
317	Secrétariat		Programme des séances pour la semaine du 7 au 13 décembre
318	Séance plénière	Séance plénière	Proces-verbal de la 11ème séance plénière, 30 novembre 1959, 9 h. 30
319	République Arabe Unie	Séance plénière	Déclaration concernant le candidat officiel de la R.A.U. au poste de Secrétaire général et au poste de Secrétaire général adjoint
320	Commission H	Commission H	Compte rendu - 12ème séance, 2 décembre 1959, 15 heures
321	Commission D	Commission D	Compte rendu - 20ème séance, 1er décembre 1959
322		Commission D	Compte rendu - 21ème séance, 2 décembre 1959
323	Commission G	Commission G	Compte rendu - 10ème séance, 25 novembre 1959, 9 h. 30
324		Commission G	Compte rendu - 11ème séance, 27 novembre 1959, 15 heures
325	Présidence	Séance plénière	Candidatures au poste de Secrétaire général de l'Union
326	Présidence	Séance plénière	Candidatures au poste de Secrétaire général adjoint de l'Union
327	Commission C	Commission C	Compte rendu - 4ème séance, 29 novembre 1959, 15 heures
328	Secrétariat	Commission C	Dépenses au 30 novembre 1959 et estimations approximatives des dépenses des Conférences internationales des télécommunications, Genève, 1959

N°	Origine	Destination	Titre
329	Secrétariat	Commission C	Liste des participants aux frais des Conférences internationales des télécommunications, Genève 1959 (Situation au 4 décembre 1959)
330	Commission D	Séance plénière	Projet de résolution : Textes réglementaires applicables aux fonctionnaires élus
331	Commission E	Commission I	Troisième rapport de la Commission E
332	Commission H	Commission I	Septième rapport de la Commission H
333	Commission I	Assemblée plénière	Textes soumis à l'approbation de l'Assemblée plénière - Bleus 3ème série
334	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour, 13ème séance plénière, 7 décembre 1959, 17 heures
335	Secrétariat	Séance plénière	Retrait de la candidature de la Turquie au Conseil d'administration
336	Commission D	Commission D	Compte rendu, 22ème et dernière séance, 4 décembre 1959
337	Commission G	Séance plénière	Premier rapport de la Commission G : Assimilation des conditions d'emploi du personnel de l'U.I.T. à celles du régime commun des Nations Unies
338	Commission G	Séance plénière	Deuxième rapport de la Commission G : Questions de personnel diverses
339	Sous-Commission H3	Commission H	Rapport provisoire de la Sous-Commission H3 : Plafond budgétaire
340	Secrétariat	Séance plénière	Retrait de la candidature des Provinces Portugaises d'Outre-Mer au Conseil d'administration
341	Secrétariat	Séance plénière	Retrait de la candidature de la Fédération de Rhodésie et Nyassaland au Conseil d'administration
342	Etats-Unis d'Amérique, France Royaume-Uni	Séance plénière	Proposition N° 337 - définitions de "télégraphie"

N°	Origine	Destination	Titre
343	Commission H	Commission I	Huitième rapport de la Commission H
344	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour, 14ème séance plénière, 8 décembre 1959, 17 heures
345	Etats-Unis d'Amérique	Commission F	Proposition N° 338 : Admission aux Conférences administratives et aux Assemblées plénières et réunions des Commissions d'études des C.C.I.
346	Secrétariat	Séance plénière	Composition du nouveau Conseil d'administration
347	U.R.S.S.	Séance plénière	Déclaration au sujet du Document N° 281 : Classes de hauts fonctionnaires de l'U.I.T.
348	Commission E	Commission E	Compte rendu, 11ème séance, 3 décembre 1959, 15 heures
349	Commission E	Commission E	Compte rendu, 12ème séance, 4 décembre 1959, 9 h. 30
350	Secrétariat		Liste des documents publiés par la Conférence, N°s 301 à 350

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 351-F
7 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

P R O C E S - V E R B A L

de la

TREIZIEME SEANCE PLENIERE

Lundi, 7 décembre 1959, 17 heures

Président : M. J.D.H. van der Toorn (Pays-Bas)

Secrétaire adjoint
de la Conférence : M. Clifford Stead

Questions traitées :

Election des Membres de l'Union appelés à faire partie du Conseil d'administration de l'U.I.T.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Présents :

Afghanistan; Albanie (République d'); Arabie Saoudite; Argentine (République); Australie (Fédération de l'); Autriche ; Belgique; R.S.S. de Biélorussie; Birmanie (Union de); Bolivie; Brésil; Bulgarie (République populaire de); Canada; Ceylan; Chine; Cité du Vatican (Etat de la); Colombie (République de); Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi; Corée (République de); Costa Rica; Cuba; Danemark; République Dominicaine; El Salvador; Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoire français d'Outre-Mer; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Ethiopie; Finlande; France; Ghana; Grèce; Guatemala; Guinée (République de); Hongroise (République Populaire); Inde (République de l'); Indonésie (République d'); Iran; Iraq; Irlande; Islande; Israël (Etat d'); Italie; Japon; Jordanie; Kuwait; Laos; Liberia; Libye (Royaume-Uni de); Luxembourg; Malaisie (Fédération de); Maroc (Royaume du); Mexique; Monaco; Nepal; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pays-Bas (Royaume des); Pérou; Philippines (République des); Pologne (République Populaire de); Portugal; Provinces portugaises d'Outre-Mer; République Arabe Unie; République fédérale d'Allemagne; République Fédérale Populaire de Yougoslavie; R.S.S. de l'Ukraine; Rhodésie et Nyassaland (Fédération); République Populaire Roumaine; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Soudan (République du); Suède; Suisse (Confédération); Tchécoslovaquie; Territoires des Etats-Unis d'Amérique; Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Thaïlande; Tunisie; Turquie; Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest; Union des Républiques Socialistes Soviétiques; Uruguay (République orientale de l'); Venezuela (République de);Viet-Nam (République du).

Le Président ouvre la séance à 17 h.15 en adressant aux membres sortants du Conseil d'administration le message de remerciements que voici :

"Avant de vous expliquer la manière dont nous allons procéder pour élire les membres de l'Union appelés à faire partie du nouveau Conseil d'administration, je tiens à rendre hommage au Conseil d'administration sortant, dont les fonctions vont prendre fin.

" Ce Conseil, composé de 18 Membres, s'est acquitté de ses devoirs vis à vis de l'Union depuis la Conférence de Buenos-Aires, soit pendant sept années. Il a eu à s'occuper de maints problèmes compliqués, ainsi qu'en témoigne le rapport intéressant et détaillé qu'il a soumis à la présente Conférence. Il faut que les pays, et plus particulièrement les personnes qui les représentaient, sachent à quel point nous apprécions tous les travaux qu'ils ont accomplis dans l'intérêt de l'Union. Ceux qui ont pris part à ces travaux et qui leur ont consacré un temps précieux, tout en les faisant bénéficier de leur expérience et de leurs conseils avisés, méritent que nous leur exprimions notre sincère reconnaissance pour ce qu'ils ont fait dans l'intérêt de tous. Un grand merci, Messieurs, à chacun de vous en particulier et au Conseil dans son ensemble."

(Applaudissements)

Prenant la parole en sa qualité de Président du Conseil d'administration, le délégué de la Suisse remercie M. van der Toorn de l'hommage qu'il vient de rendre, au nom de l'Assemblée, à ses collègues et à lui-même.

Le Président rappelle à l'Assemblée la procédure à suivre pour l'élection, qui est décrite dans le Document N° 244. La liste des candidats figure dans le Document N° 305, mais trois pays ont retiré leur candidature. Ce sont :

Pour la Région D : les Provinces portugaises d'Outre-Mer et la Fédération Rhodésie et Nyassaland

Pour la Région E : la Turquie

Le Président demande ensuite aux délégations des cinq pays suivants de bien vouloir fournir les scrutateurs : El Salvador (Région A), Etat de la Cité du Vatican (Région B), Pologne (Région C), République du Soudan (Région D), Fédération de Malaisie (Région E).

Invoquant le fait que leurs délégations se composent, toutes deux, d'une seule personne, les délégués de El Salvador et de la Fédération de Malaisie demandent à ne pas figurer parmi les scrutateurs. Les délégués du Pérou d'une part et de Ceylan, d'autre part, acceptent de les remplacer dans ces fonctions.

En réponse à une question du Président aux fins de savoir si certains pays ont reçu une procuration les autorisait à voter au nom d'un autre pays dûment accrédité auprès de la Conférence, le délégué de Ghana déclare qu'il a été chargé de voter au nom de la République de Guinée, et le délégué de la République Populaire de Bulgarie indique qu'il votera également au nom de la République Populaire d'Albanie.

Les scrutateurs prennent leurs fonctions à 17 h.35.

Le Président prie ensuite les délégués de s'approcher de la table pour y recueillir leur bulletin de vote au moment où le Secrétaire adjoint de la Conférence annoncera le nom de leur pays, selon l'ordre alphabétique. Après avoir indiqué leur choix sur le bulletin, ils déposeront celui-ci dans l'urne prévue à cet effet.

La séance est suspendue de 18 h.30 à 19 h.50, afin de procéder au dépouillement.

A la reprise de la séance, le Président donne les résultats du vote par région et dans l'ordre décroissant du nombre de voix obtenues :

Pays	Nombre de voix obtenues
Région A - Amérique	
Brésil	82
Mexique	76
République Argentine	74
Etats-Unis d'Amérique	69
Canada	51
République de Colombie	41
République Orientale de l'Uruguay	38
Cuba	31
République de Venezuela	20
Paraguay	19
Région B - Europe occidentale	
France	74
Italie	73
Confédération Suisse	65
République Fédérale d'Allemagne	62
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	52
Espagne	48
Suède	43
Grèce	28
Irlande	27
Région C - Europe orientale et Asie septentrionale	
République Fédérative populaire de Yougoslavie	76
Union des Républiques socialistes soviétiques	68
Tchécoslovaquie	66
Région D - Afrique	
République Arabe Unie	57
Royaume du Maroc	56
Ethiopie	51
Tunisie	49
Congo Belge et Territoire du Ruanda Urundi	46
Union de l'Afrique du Sud et Territoire du Sud-Ouest africain	36
Ghana	23
Etats-d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer	15
Région E - Asie et Australasie	
Japon	73
République de l'Inde	62
Chine	49
Iran	49
Fédération de l'Australie	49
République des Philippines	47

Pays	Nombre de voix obtenues
Région E - Asie et Australasie (suite)	
Pakistan	40
Indonésie	35
Royaume Hachémite de Jordanie	33
Afghanistan	28
République d'Iraq	21

Les pays suivants sont donc élus Membres du Conseil d'administration de l'U.I.T. :

Pour la Région A : Brésil, Mexique, République Argentine, Etats-Unis d'Amérique, Canada, République de Colombie;

Pour la Région B : France, Italie, Suisse, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Espagne;

Pour la Région C : République fédérative populaire de Yougoslavie, Union des Républiques Socialistes Soviétiques, Tchécoslovaquie;

Pour la Région D : République Arabe Unie, Royaume du Maroc, Ethiopie, Tunisie;

Pour la Région E : Japon, République de l'Inde, Chine, Iran, Fédération de l'Australie, République des Philippines.

Le Président se déclare convaincu qu'avec l'élan donné par la présente Conférence, les Membres qui viennent d'être élus au Conseil d'administration conduiront l'Union dans la bonne voie et il tient à les féliciter cordialement au nom de tous les délégués.

Etant donné qu'en principe le nouveau Conseil doit entrer immédiatement en fonction, le Président propose qu'il se réunisse tout de suite après l'élection du nouveau Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint, pour élire son Président et son Vice-Président.

La séance est levée à 20 heures.

Le Rapporteur :
B.J.G. Dazar

Le Secrétaire adjoint
de la Conférence :
Clifford Stead

Le Président :
J.D.H. van der Toorn

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 352-F
8 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Président

La lettre ci-jointe, émanant du Président de la Commission D, est portée à la connaissance de la Conférence.

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

Genève, le 3 décembre 1959

Monsieur J.D.H. van der Toorn
Président de la Conférence de
Plénipotentiaires
G e n è v e

Monsieur le Président,

Au cours de sa vingt et unième séance, le 2 décembre 1959, la Commission D (organisation de l'Union) a adopté les dispositions suivantes :

1. La décision de faire du Secrétaire général un fonctionnaire élu par la Conférence de plénipotentiaires, ainsi que d'autres décisions de cette Conférence nécessiteront une révision du Règlement du personnel de l'Union. La Commission recommande que, dans le cadre de cette révision, le Conseil d'administration prépare, en vue de les soumettre à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, des textes fixant dans le détail les conditions d'emploi du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint. Ces textes, applicables à ces deux fonctionnaires et aux autres fonctionnaires élus de l'Union devraient, semble-t-il, être dissociés du reste du Règlement du personnel.

2. En attendant, il est nécessaire de prendre des dispositions en ce qui concerne les nominations actuellement projetées. La Commission propose que, lors de leur élection, il soit offert au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint un engagement pour une période prenant fin à une date qui sera fixée par la prochaine Conférence de plénipotentiaires, mais en tout cas pour une période minimum de cinq années, sous réserve que ces fonctionnaires s'acquitteront de leurs fonctions d'une manière satisfaisante. En cas d'assimilation aux conditions d'emploi des Nations Unies, un contrat de cette durée leur permettrait de participer à la Caisse commune des Nations Unies, s'ils sont âgés de moins de 60 ans.

3. Il est recommandé qu'il soit laissé à ces deux fonctionnaires la possibilité de démissionner avec un préavis écrit de trois mois, adressé au Président du Conseil d'administration.

4. Il est recommandé que la prestation de serment ou la déclaration prévue à l'Article 2 du Règlement du personnel ait lieu, le cas échéant, devant l'Assemblée plénière de la Conférence. Si cela est impossible, l'Assemblée plénière fixera elle-même la manière dont aura lieu la prestation de serment ou la déclaration. Les lettres de nomination seront signées par le Président de la Conférence.

5. Il est recommandé que, si ces fonctionnaires ne s'acquittent pas de façon satisfaisante de leur tâche telle qu'elle a été précisée ci-dessus, ou si leur conduite ne donne pas satisfaction, les mesures disciplinaires que pourrait prendre le Conseil d'administration n'aillent pas au-delà de la suspension provisoire de fonction, sans traitement. Le droit de licenciement serait réservé à la Conférence de plénipotentiaires, lors de sa réunion suivante.

6. En ce qui concerne les autres conditions d'emploi, il est recommandé que ces deux fonctionnaires soient assujettis au Règlement du personnel, tant qu'il sera en vigueur et dans la mesure où il leur est applicable. En particulier, ils devraient avoir le droit de faire appel devant le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, comme indiqué à l'Article 71 du Règlement du personnel.

7. La Commission D, étant donné que d'importantes décisions affectant ces conditions d'emploi doivent encore être prises en séance plénière, estime qu'il n'est pas indiqué de chercher à procéder à une codification pendant la présente Conférence. Elle a proposé que le Conseil d'administration soit prié d'élaborer des textes réglementaires applicables au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint, qui seraient soumis à l'approbation de la prochaine Conférence de plénipotentiaires. Elle recommande maintenant que l'on étende l'application de cette recommandation en demandant au Conseil d'administration de préparer des dispositions réglementaires s'appliquant au cas des fonctionnaires élus, lesquels peuvent être classés en trois catégories :

a) les fonctionnaires élus par la Conférence de plénipotentiaires pour une période limitée : le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint;

b) les fonctionnaires élus par la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications pour une période limitée : les membres de l'I.F.R.B.;

c) les fonctionnaires élus par les Assemblées plénières des C.C.I. pour une période illimitée : les directeurs des C.C.I.

En rédigeant le texte de ces dispositions, il convient de tenir compte des recommandations ci-dessus. Les nouveaux textes devraient être soumis à la prochaine Conférence de plénipotentiaires. Cependant, le Conseil d'administration devrait avoir la latitude de les appliquer entretemps, en tout ou en partie.

J'ai l'honneur de transmettre ces dispositions à Monsieur le Président de la Conférence de plénipotentiaires en le priant de vouloir bien leur donner la suite qu'elles comportent.

F. Nicotera
Président de la Commission D

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 354-F
CORRIGENDUM N° 1
11 décembre 1959

COMMISSION H

CORRIGENDUM

COMPTE RENDU

Treizième séance de la Commission H (Finances)

Vendredi 4 décembre 1959, 15 heures 05

Page 3, premier alinéa

La déclaration du délégué de la Suède doit être modifiée comme suit :

Le délégué de la Suède revient sur la notion du budget unique qui, à l'exception de l'impression et de la distribution, doit être respecté aussi au sujet des publications.

Page 4, quatrième alinéa

A la troisième ligne il faut remplacer le mot "travail" par le mot "routine" et dans le même alinéa il faut biffer à la dernière ligne les mots "l'administration de".

A la page 3 dudit document la déclaration du délégué de la France doit avoir la teneur suivante :

Le délégué de la France est partisan du nouveau système sous réserve d'un amendement portant, outre les dépenses d'impression et de distribution, sur certaines autres dépenses qui peuvent être engagées par l'Union en dehors des dépenses de personnel qui sont comprises dans le budget unique.

A la page 5 du Document N° 354, deuxième alinéa il faut rectifier le texte comme suit :

M. Gracie, Vice-Président I.F.R.B. appuie en principe l'idée d'une enquête par un expert, mais souligne le caractère spécial et unique d'un organisme tel que l'I.F.R.B.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 354-F
8 décembre 1959

COMMISSION H

COMPTE RENDU

Treizième séance de la Commission H (Finances)

Vendredi 4 décembre 1959, 15 heures 05

Le Président se fait l'interprète de la Commission et exprime à la délégation française sa tristesse et sa sympathie à la suite de la catastrophe de Fréjus. Le délégué de la France remercie le Président et les membres de la Commission de ce témoignage de sympathie.

L'ordre du jour est ensuite accepté.

Le compte rendu de la onzième séance de la Commission (Document N°298) est soumis à l'approbation des délégués présents.

Le délégué du Canada remarque avec raison que le compte rendu en question contient une erreur : il était partisan de la suppression du chapitre 20 du Règlement général non pour le maintien dudit chapitre comme le souligne le Document N° 298. Le rapporteur en prend note et le Document N° 298 sera corrigé.

Le compte rendu de la onzième séance, sous réserve de cette modification, est ensuite approuvé.

Le Président passe au point suivant de l'ordre du jour : le rapport du Groupe de travail H2 (Document N° 269 Rev. plus annexe).

Le délégué du Canada, parlant en qualité de Président du Groupe de travail H2, remercie ses collaborateurs. Il remarque que son groupe de travail a essayé d'élaborer un projet de texte pour le nouvel Article 13 de la convention aussi clair que possible en tenant compte de tous les désirs des membres de la Commission.

Le Président ouvre la discussion sur le Document N° 269 Rev.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Au cours des débats qui suivent les délégués du Canada, de la République Arabe Unie, de la Suède, de Belgique et le représentant du Secrétariat général émettent quelques observations. Le délégué de la France présente l'amendement suivant au paragraphe 2 (Annexe du Document N° 269 Rev.) : ....., "par tous les Membres et Membres associés de cette région et éventuellement par les Membres et Membres associés d'autres régions ayant participé à de telles conférences".

Les paragraphes 1, 2 (avec amendement), 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 sont ensuite approuvés par la Commission.

La Commission s'arrête un peu plus longuement sur l'examen du paragraphe 10 (Annexe du Document N° 269). A l'alinéa 2 la modification suivante est approuvée : "réunions auxquelles elles ont été adminises au lieu de elles ont éccepté de participer".

Sur l'élinéa 3 dudit paragraphe les délégués de l'Italie et du Royaume-Uni prennent la parole. Un amendement du délégué de l'Irlande proposant de supprimer les mots "dans les comptes" est approuvé par la Commission, mais on lira "sera considéré comme une recette de l'Union".

Le paragraphe 10 est ensuite adopté avec les amendements indiqués ci-dessus.

Le paragraphe 11 est approuvé sans commentaire et le Président ouvre la discussion sur le dernier paragraphe (12) de l'Annexe du Document N° 269 Rev.

Le délégué du Canada, répondant aux interventions du délégué de la Belgique et du représentant du Secrétariat général, M. Persin, souligne à nouveau que le projet de texte soumis à la Commission est une solution de compromis tenant compte de l'opinion générale. Selon le nouveau paragraphe 12 proposé, les dépenses d'impression et de distribution, doivent, en règle générale, être couverts. On ne parle pas de l'infrastructure des publications et d'autre part, il faut laisser une certaine souplesse, une certaine liberté à la personne qui décide.

Le délégué de la Yougoslavie, dont la déposition a été remise in extenso déclare :

la délégation Yougoslave est d'avis qu'il faut garder le texte de l'Article 13 paragraphe 7 tel qu'il figure dans la Convention de Buenos Aires pour les raisons suivantes :

a) le service des publications doit couvrir les frais d'édition des publications par leur prix de vente

b) c'est la seule politique qui mène à une édition économique des publications

c) le transfert de certaines dépenses dans le budget ordinaire ne facilite pas la situation des administrations, car elles seront obligées de payer les mêmes dépenses par les unités contributives.

Les délégués de l'Italie et de la Biélorussie appuient la déclaration du délégué de la Yougoslavie.

Le délégué de la Suède revient sur la notion du budget unique qui doit être respecté aussi au sujet des publications.

Le délégué de la République Arabe Unie préfère l'ancien système.

Le délégué des Etats-Unis trouve le nouveau système plus équitable.

Le délégué de la France est partisan du nouveau système sous réserve d'un amendement.

Le Président soumet alors le nouveau projet de texte du paragraphe 12 au vote (Document N° 269 Rev. page 8) :

oui : 19
non : 13
abstention : 5

Ledit paragraphe est donc approuvé.

Le délégué de l'Italie fait des réserves au sujet du paragraphe 12 car sa délégation ne veut pas contribuer financièrement à des documents vendus ailleurs.

Le délégué du Canada remarque que le Conseil d'administration et le Secrétariat général ont le temps de rationaliser la vente des documents puisque la nouvelle Convention entrera en vigueur seulement en 1961.

Le délégué de la Suède attire l'attention de la Commission sur une déclaration du délégué du Japon mentionnée au Document N° 269 Rev., page 4, avant dernier alinéa.

De l'avis du délégué du Japon il serait indiqué de prévoir dans la Convention des dispositions relatives à la participation financière des exploitations privées reconnues et des organismes scientifiques aux frais des conférences. Il ne voudrait toutefois pas insister si la Commission ne suit pas son raisonnement.

Le délégué de l'Italie remarque qu'il avait déjà proposé d'insérer un tel article.

Le délégué du Canada ne voit pas la nécessité d'un ter article.

Le Président constate qu'il n'y a pas de proposition définitive mais il mentionnera le principe reconnu par la Commission dans son rapport à la Plénière.

Après la pause traditionnelle la Commission reprend son travail à 17 heures 25.

Le Président passe immédiatement au point 3 de l'ordre du jour c'est-à-dire la proposition N° 335 des Etats-Unis d'Amérique et de la Suède relative à l'organisation administrative de l'U.I.T. (Document N° 272).

Le délégué de la République Fédérale d'Allemagne déclare que l'idée avancée rencontre toute son approbation mais la solution proposée n'est, à son avis, pas la meilleure. Il regrette de ne pas pouvoir appuyer la proposition dans sa forme actuelle. Il n'est pas persuadé de l'efficacité du travail d'un expert d'une firme spécialisée dans notre organisation. D'autre part, s'il est fait appel à des experts appartenant à une autre organisation internationale ces derniers ne tiendront pas assez compte du caractère de notre Union. Pour lui, les experts les mieux en mesure de rationaliser l'Union se trouvent parmi nous.

Le délégué de la Nouvelle-Zélande appuie la déclaration du délégué de la République Fédérale d'Allemagne. Il en est de même du délégué de la République Populaire Hongroise.

Le délégué de la Suède relève que la proposition N° 335 n'exige pas une modification de la structure de l'U.I.T. mais des modifications de travail dans ce cadre. Les experts (il préconise un expert et un assistant) doivent être choisis hors de l'Union des spécialistes, car nous sommes aveugles dans notre profession. Il signale encore les excellentes expériences faites avec ce système dans l'administration de son pays.

Le délégué de l'Italie ne doute pas que le but à atteindre par la réorganisation proposée sont les économies. Or le 80% du budget sont des dépenses de personnel et d'autre part les administrations demandent toujours plus de travail aux organismes de l'Union. Il y a là deux points qu'un expert pris en dehors de l'Union serait incapable de concilier. A son avis, il faut faire des économies et non dépenser de l'argent pour des économies éventuelles.

Le délégué de la Colombie appuie chaleureusement la proposition N° 335 et réfute quelques arguments négatifs. Il a étudié le système de rationalisation appliqué en Suède et a eu la possibilité d'en adapter beaucoup dans l'administration de son pays avec d'excellents résultats.

Le délégué de la France se laisse enthousiasmer par la proposition. En France de très bons résultats furent obtenus avec ce système. A l'U.I.T. il faut faire diligence et l'enquête doit commencer avant le transfert dans le nouveau bâtiment. D'autre part, il faut choisir une firme compétente et indépendante de l'Union.

M. Rouvière, Directeur du C.C.I.T.T. ne prend pas parti mais serait naturellement heureux d'obtenir des conseils si ces derniers apportent des économies.

Le délégué des Etats-Unis pense qu'un expert choisi en dehors de l'U.I.T. serait mieux à même d'effectuer ce travail.

Le délégué du Portugal et le délégué du Japon partagent la même opinion.

M. Gracio, Vice-Président de l'I.F.R.B. souligne le caractère spécial et unique d'un organisme tel que l'I.F.R.B.

Le délégué de la Biélorussie trouve l'idée contenue dans le Document N° 272 excellente mais remarque que nous avons déjà quelques expériences avec des experts consultatifs dont on a rarement tenu compte des critiques. Le Secrétariat devrait trouver des moyens pour arriver à rationaliser en tenant compte de toutes les propositions de simplification faites au cours de cette Conférence.

Le délégué de la Belgique trouve que la proposition constitue un essai qui mérite d'être tenté.

Le délégué du Royaume-Uni appuie le principe de la proposition N° 335. Il voudrait qu'elle contienne aussi des instructions pour le Secrétariat et, d'autre part, le Conseil d'administration devrait étudier à fond le type d'expert à choisir naturellement en dehors de l'Union. Toutefois, il ne voudrait pas que la résolution paraisse tendancieuse en laissant supposer que quelque chose ne va pas. Ce problème doit être laissé ouvert en attendant le rapport de l'expert.

Le délégué de l'Afghanistan appuie chaleureusement la proposition N° 335.

Le Président reconcilie les différentes idées émises et propose de reprendre la discussion un autre jour. Il propose en outre de former un Groupe de travail, dénommé H4, qui mettra un texte de résolution au point. Les délégués du Royaume-Uni, de la France, de la Suède et de la République Fédérale d'Allemagne participeront aux travaux du Groupe H4, sous la présidence de la France.

La séance est levée à 18 heures 35.

Le Rapporteur :
H. Heggli

Le Président :
José Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 355-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

PROTOCOLE FINAL

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

La signature de la présente Convention pour et au nom des Etats-Unis d'Amérique vaut aussi, conformément à la procédure constitutionnelle, pour tous les Territoires des Etats-Unis d'Amérique.

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'Article * de la Convention de Genève 1959.

---

* Article 12 de la Convention de Buenos Aires

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 356-F
8 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Quatorzième séance plénière (2ème partie)

Mercredi 9 décembre 1959, 9 heures 30

Election du Secrétaire général de l'Union (2ème tour de scrutin) (Documents N^os^ 246, 276, 319, 277, 278, 279, 280, 285 et Addendum N° 1, 286 et 325).

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 357-F
9 décembre 1959

COMMISSION G

COMPTE RENDU

Douzième séance de la Commission G (Questions de personnel)

Mardi 1er décembre 1959, à 15 heures

1. Le Président présente l'ordre du jour (Document N° DT 97), lequel est adopté.

2. Approbation du compte rendu de la 9ème séance (Document N° 252)

Le délégué de la Suède demande que le nom de la Suède soit supprimé du troisième alinéa de la page 3 et que soit ajoutée la déclaration suivante :

"Le délégué de la Suède déclare qu'en raison de la décision qu'a déjà prise la Conférence et qui met tous les membres de l'I.F.R.B. sur un pied d'égalité, il se voit obligé de voter en faveur de l'attribution d'un traitement identique à tous les membres de l'I.F.R.B., bien que cela ne soit pas dans la ligne des propositions présentées à ce sujet par la Suède, et qui ont d'ailleurs été rejetées".

Page 3. Traitements

Le délégué de la France revient sur la question des équivalents en dollars des traitements en francs suisses, qui sont indiqués aux pages 3 et 4 du document. Pour le Secrétaire général et la Classe A, ces équivalents sont donnés de façon très précise, à un cent près. On a l'impression que les traitements de certains fonctionnaires sont calculés en dollars et d'autres en francs suisses. Il semble qu'il y ait là une anomalie. Ne serait-il pas préférable de présenter tous les équivalents en dollars en chiffres ronds ?

Le Président explique que, pour la catégorie des administrateurs et les grades supérieurs, les traitements sont rattachés au dollar. C'est là un élément essentiel du régime commun. Les montants en dollars indiqués dans le document ont été obtenus par conversion au taux de change actuel qui est de 4,30 Frs. suisses pour un dollar.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie demande ce qui se passerait si une variation du taux de change amenait une réduction de l'équivalent en francs suisses. Le Président explique que l'indemnité de poste prévue par le régime des Nations Unies vise notamment à compenser des fluctuations de ce genre.

La discussion se poursuit sur le point de savoir s'il convient de fixer les traitements sur la base du dollar ou sur celle du franc suisse.

Le délégué de l'U.R.S.S. estime qu'il ne se dégage pas assez nettement du compte rendu que l'U.R.S.S. s'est opposée à ce que tous les membres de l'I.F.R.B. soient rangés en Classe A et il tient à souligner que l'U.R.S.S. n'est pas d'accord sur ce point. La délégation de l'U.R.S.S. remettra à ce sujet une déclaration écrite qu'elle désire voir annexer au rapport de la Commission.

Le délégué de la Colombie demande que le résumé de son intervention qui figure à la page 5 soit remplacé par le texte suivant :

"Le délégué de la Colombie déclare que les propositions du Paraguay constituent un excellent travail mais à condition d'être prises dans leur ensemble; lorsqu'elles sont prises séparément, elles perdent toute leur valeur, aussi le mieux serait-il de transmettre au Conseil d'administration le Document N° 16 dans son ensemble".

3. Projet de résolution relatif à l'attribution d'une indemnité de cherté de vie au personnel retraité de l'Union (Documents N^os 243 et 273)

Le délégué de l'Argentine déclare qu'en présentant le projet de résolution contenu dans le Document N° 243, sa délégation tient à faire acte de justice envers les fonctionnaires retraités de l'Union dont les services ont contribué dans une si large mesure à donner à l'Union son envergure actuelle. Ces anciens fonctionnaires ont droit à une indemnité équivalente au montant dont les augmentations du coût de la vie ont réduit leur revenu. Les répercussions financières des propositions formulées dans ce document seraient les suivantes :

Dans le premier cas, c'est-à-dire pour les 14 anciens fonctionnaires retraités sur la base de l'échelle des traitements d'Atlantic City : 11.349 francs suisses par an.

Dans le second cas, c'est-à-dire pour les 7 anciens fonctionnaires dont les pensions sont calculées d'après les échelles de traitement de 1958 : 5.000 francs suisses par an.

Le délégué de la Colombie appuie cette proposition qui constitue un acte de justice à l'égard de fonctionnaires qui ont tant fait pour le succès de l'Union.

Le délégué du Brésil appuie également la proposition de l'Argentine, en raison notamment de l'augmentation du coût de la vie à Genève.

Le délégué des Etats-Unis approuve la proposition pour des raisons d'humanité mais conteste qu'il soit nécessaire de lier dans l'avenir les indemnités de cherté de vie à deux critères différents. Etant donné qu'il a été décidé dans l'un des cas de s'aligner sur le régime des Nations Unies, il paraît préférable d'avoir une seule et même base de comparaison.

Le délégué de la Suède exprime également des doutes sur ce point et se demande s'il ne serait pas possible de n'adopter qu'un seul critère.

Le délégué de l'Inde remarque que la proposition ne laisse guère de marge au Conseil d'administration pour exercer son action. Il s'agit de sommes peu importantes et on pourrait parfaitement, à son avis, laisser au Conseil le soin de prendre les mesures ultérieurement nécessaires.

Le délégué de l'U.R.S.S. rappelle que le Conseil d'administration a déjà examiné la question, mais qu'il avait alors été décidé de remettre la décision jusqu'à la réunion de la Conférence de plénipotentiaires. Les personnes visées par le projet de résolution ont été parmi les meilleurs fonctionnaires de l'Union. La délégation de l'U.R.S.S. estime que l'Union doit faire tout ce qu'elle pourra pour eux. Les dépenses de personnel sont en augmentation sensible. Le délégué de l'U.R.S.S. cite à titre d'exemple l'évaluation des besoins supplémentaires de l'I F.R.B. qui est soumise à la Conférence dans le Document N° 284. Il y a donc lieu, estime sa délégation, de faire droit aux modestes demandes des retraités. On ne saurait invoquer pour combattre cette proposition aucun argument juridique réel. Au stade actuel, (il tient à souligner que c'est strictement au stade actuel), sa délégation donne son appui à cette proposition.

Le délégué de la République Argentine remercie les autres délégués de l'appui qu'ils donnent à sa proposition, qu'il a présentée pour des raisons de justice sociale à l'égard du personnel retraité de l'Union. Aucun motif personnel ne l'anime. Il se range à l'avis du délégué de l'Inde, selon lequel le Conseil d'administration pourrait être chargé de prendre les mesures ultérieures relatives aux indemnités de cherté de vie.

Le délégué du Canada pose deux questions. Primo, tous les fonctionnaires retraités résident-ils en Suisse ? Sinon, il faudrait tenir compte du fait que dans certains pays le coût de la vie est plus élevé, dans d'autres moins élevé qu'en Suisse, de sorte que certains fonctionnaires pourraient avoir une situation bien meilleure que d'autres. Secundo, une décision dans ce sens constituerait-elle un précédent ? Quelles sont les habitudes des Nations Unies à cet égard ?

Le Président répond que tous les retraités ne résident pas en Suisse. Actuellement, les Nations Unies versent une indemnité de 5% à tous leurs retraités, quel que soit leur lieu de résidence. Il serait impossible d'avoir des taux d'indemnités variables en fonction des divers pays de résidence.

Le délégué de l'Italie demande si les principes exposés aux points 2 des sections I et II sont compatibles avec le principe d'un budget unique.

Le Président estime qu'il en est bien ainsi.

Le délégué de la Suisse, se référant au considérant b) de la section I, demande que le mot "Gouvernement" soit remplacé par "Parlement".

Le Président explique que les échelles des traitements qui sont entrées en application en 1958 renfermaient une indemnité de cherté de vie d'un montant de 7%. Si l'on accorde 5% de plus aux fonctionnaires retraités dont les pensions sont calculées sur la base de ces échelles, il en résultera que ces fonctionnaires recevront en fait une indemnité de cherté de vie de 12%. Ainsi, ces fonctionnaires se trouveront alignés sur ceux dont la pension de retraite est calculée sur la base de l'échelle des traitements d'Atlantic City, ces deux catégories de fonctionnaires recevant alors une indemnité de 12%.

Le délégué de l'U.R.S.S. demande des éclaircissements sur la situation des fonctionnaires qui ont été mis à la retraite avant la fin de 1948.

Le Président explique que ces fonctionnaires entrent dans une catégorie distincte de celle des fonctionnaires qui ont pris leur retraite à partir du 1er janvier 1949. Ils sont considérés comme des retraités des anciens Bureaux internationaux de Berne. Comme les retraités de l'U.P.U. recevaient une indemnité de cherté de vie, le cas de ces retraités a été automatiquement soumis à l'examen du Conseil. Aussi leur cas a-t-il été résolu d'une façon satisfaisante par les règlements en vigueur.

Le délégué de la Suède se réfère ensuite au point 1 de la section II de la Résolution. Il propose que les mots "nouvelle échelle de traitements" soient remplacés par "échelle de traitements de 1958", afin d'éviter toute ambiguïté.

Dans la suite de la discussion, il est décidé d'un commun accord que les indemnités proposées - 12% et 5% respectivement - seront versées.

Le délégué de la France rappelle les différentes interprétations auxquelles la Résolution N° 24 de Bucros Aires a donné lieu lors des diverses sessions du Conseil d'administration, en raison du manque de précision des directives contenues dans cette Résolution. Il convient de donner maintenant des directives précises si l'on veut éviter les mêmes difficultés dans l'avenir. Cela pourra demander un peu plus de temps maintenant, mais on évitera ainsi des contestations et des pertes de temps plus tard.

Le délégué de la Suède se range à cet avis. Il estime qu'il faut énoncer des directives précises, et se prononce en faveur de l'adoption du système des Nations Unies.

Le délégué des Etats-Unis se prononce, lui aussi, en faveur de l'alignement sur la méthode appliquée aux Nations Unies.

Le délégué de la Belgique demande des précisions sur la date envisagée pour l'entrée en vigueur de la proposition. Sera-t-elle appliquée avec effet rétroactif ?

Le délégué de la France propose que les dispositions en question soient appliquées à dater du 1er janvier 1959.

A l'issue d'une discussion, et en réponse à des questions, le Président rappelle que la somme nécessaire au financement des indemnités proposées se monte à environ 17.000 frs.s. par an. Il a été informé par le Secrétariat général que le budget de l'année en cours a des disponibilités suffisantes pour faire face à cette dépense, dans l'éventualité où il serait décidé de verser ces indemnités avec effet rétroactif du 1er janvier 1959.

Le délégué de l'Argentine, approuvé par le délégué de l'Iran, propose alors officiellement que les indemnités de cherté de vie soient versées à dater du 1er janvier 1959.

Le Président décide de mettre cette proposition aux voix.

Les résultats du vote sont les suivants :

Pour la proposition	24
Contre	0
Abstentions	8

Le délégué des Etats-Unis explique son abstention, il approuve la proposition tendant à verser des indemnités de cherté de vie, mais la décision d'appliquer cette proposition avec effet rétroactif va à l'encontre de tous les principes d'une gestion saine.

Le Président signale qu'il reste une question à débattre, à savoir les principes dont on devra s'inspirer à l'avenir pour déterminer les indemnités de cherté de vie.

Le délégué de l'Inde reconnaît que les propositions tendant à s'inspirer du système des Nations Unies en la matière sont judicieuses; il faut néanmoins tenir compte du fait que les fonctionnaires dont la pension de retraite est calculée sur la base des échelles de traitements d'Atlantic City recevront la nouvelle indemnité de cherté de vie des Nations Unies calculée non pas en pourcentage des nouveaux traitements "Nations Unies", mais en pourcentage des anciennes échelles de traitements; ils seront donc désavantagés. Cette difficulté pourrait être surmontée si l'on s'en remettait au Conseil d'administration pour prendre une décision.

Le Président suggère que l'on pourrait donner les directives voulues au Conseil d'administration, dans les termes suivants; "Le Conseil d'administration devrait s'inspirer de la pratique générale suivie par les Nations Unies".

Un tel texte laisserait au Conseil la liberté d'action désirable.

Cette proposition ne soulève aucune objection.

Le délégué de la Suède fait une proposition concernant l'emploi de l'expression "budget ordinaire" ou "budget unique" aux points 3 de la Résolution (sections I et II); le Président indique que cette question pourrait être réglée par la suppression du mot "ordinaire".

Il en est ainsi décidé.

Il est décidé de modifier le texte de la Résolution compte tenu des observations de la Commission, exposées ci-dessus.

4. Projet de rapport de la Commission G à la Conférence de plénipotentiaires Document N° 281

Le Président, en présentant le rapport, remercie le Secrétariat général de son concours dans l'établissement de ce projet.

Il explique que le paragraphe 15 (page 5), contient une référence à l'annexe 1. Cette dernière qui n'est pas jointe au Document N° 281, est, en fait, l'annexe 1 au Document N° 59, auquel les délégués peuvent se reporter. Il propose ensuite d'étudier le rapport paragraphe par paragraphe.

Aucune objection n'est formulée à ce sujet.

Paragraphe 1 à 6 - Généralités

Pas de commentaires.

Paragraphe 7 - Traitements

Le Vice-Président, (délégué de Ceylan) fait observer que si la Commission a bien examiné la question des traitements, des indemnités et des pensions, en revanche elle n'a pas étudié ce que seraient les autres conditions d'emploi au cas où l'assimilation serait réalisée.

Le Président partage cet avis, mais indique que cette dernière question est traitée dans le paragraphe 45, alinéa c) du projet de rapport.

Le délégué du Canada estime que dans la liste des fonctionnaires qui figure à la page 3, il convient que le Secrétaire général adjoint précède les directeurs des C.C.I.

Le délégué de la Suède appelle l'attention sur la note du bas de la page 3 qui a trait aux fonctionnaires faisant carrière à l'Union. Il pense que cette note est importante et devrait plutôt faire l'objet d'un paragraphe séparé.

Le Président se déclare d'accord pour l'inclusion d'un paragraphe séparé spécifiant que le grade D2 est accessible aux fonctionnaires de carrière.

Le délégué de l'U.R.S.S. estime que le rapport devrait comporter un tableau indiquant les traitements fixés par la Résolution N° 20 de Buenos-Aires, ceux qui ont été adoptés en 1958, à la suite du télégramme circulaire annexé à la Résolution N° 366 du Conseil d'administration, enfin, ceux qui figurent à la page 3 du Document N° 281. Il sait bien que ces renseignements figurent dans d'autres documents, mais il pense que le tableau proposé fournirait un moyen pratique de les réunir, à l'intention de l'Assemblée plénière et des pays membres, qui s'intéressent tous aux questions de personnel.

Il demande également la publication, en annexe au rapport, d'une déclaration qu'il remettra et dans laquelle sa délégation exprime l'avis que les membres de l'I.F.R.B. ne doivent pas être classés dans la même catégorie que les directeurs de C.C.I.

Le Président accepte que le tableau proposé par le délégué de l'U.R.S.S. soit préparé et joint en annexe au rapport.

Le délégué du Canada ne juge pas opportun que les vues de la minorité (une seule délégation) soient soumises à la Conférence sous forme d'annexe au rapport d'une Commission.

Le délégué de l'U.R.S.S. déclare que le fait que l'opinion de la minorité (même une délégation) puisse être exprimée, sur sa demande, dans une annexe à un document de cette nature est dans la tradition de l'U.I.T.

Le Président convient que, si l'avis de la délégation de l'U.R.S.S. se présente sous la forme d'un bref exposé, celui-ci pourrait être annexé au rapport de la Commission.

Le délégué de la Biélorussie souligne que, à la page 3, le montant des traitements est donné en francs suisses et en dollars, sans indication du taux de change. Il préférerait que ce montant soit donné en francs suisses, comme cela a toujours été le cas auparavant. Il pense que l'on devrait faire de même dans tous les documents.

Le Président indique qu'il conviendra d'étudier cette question au moment où la Commission examinera les paragraphes 30 à 34 du projet de rapport.

Le délégué de la France appelle l'attention sur le dernier alinéa du paragraphe 7 (page 4). Il pense que la rédaction de la version française relative à l'assimilation de quelques emplois de classe à des emplois de classe P5 ne correspond pas exactement au sens que l'on a voulu donner au texte anglais. Il propose que l'on demande au Secrétariat général d'étudier ce texte.

Le délégué de la Suisse, de son côté, juge les mots "quelques emplois" plutôt imprécis.

Le Président explique que, en attendant que l'on puisse prendre une décision sur le classement précis des emplois, le nombre de ceux de classe a qui seront classés P5 ne saurait être que vague. Néanmoins, le Conseil d'administration aura toujours le loisir de demander au Secrétaire général de donner des explications sur les mesures qu'il aura prises.

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie estime que le texte anglais lui-même n'est pas clair; on ne voit pas bien comment le Conseil d'administration et le Secrétaire général pourront l'interpréter.

Le délégué du Canada n'est pas d'accord. Le texte indique, en effet, que si les circonstances l'exigent, quelques emplois de classe a pourront être classés P5. On a utilisé le mot "perhaps" (peut-être); il ne voit pas comment l'on pourrait étendre le vocabulaire anglais pour trouver une autre expression.

Le Président reconnaît qu'il est difficile de trouver une autre expression. Il se peut d'ailleurs, qu'aucun des emplois de classe a ne soit reclassé P5; c'est pourquoi l'on ne saurait dire avec plus de précision qu'avec le mot "peut-être" que quelques emplois de classe a pourront être classés P5.

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie estime dangereux de ne faire même qu'entr'ouvrir la porte. On risque toujours de la voir ouverte complètement. Aucune exception, selon lui, ne devrait être faite, si ce n'est par décision du Conseil d'administration.

Le délégué de l'U.R.S.S. fait observer que, dans le tableau de la page 1 de l'Annexe 1 au Document N° 77, il est indiqué que les sept fonctionnaires de classe a seront reclassés P4. Quels sont donc les fonctionnaires mentionnés à la page 4 du projet de rapport?

En réponse à cette question, le Président attire l'attention sur la dernière phrase de la note (b), qui figure au bas du tableau de l'Annexe 1 sus-mentionnée. A cause de cette indication, on a demandé expressément au Secrétaire général par intérim si les fonctionnaires des classes k à a auraient leur place dans les classes G1 à P4 du régime commun. Dans sa réponse, le Secrétaire général par intérim a renvoyé à cette note. A ce moment-là ou encore, à sa 5ème séance, lorsqu'elle a examiné cette annexe au Document N° 77, la Commission n'a pas indiqué qu'elle repoussait cette éventualité.

Le délégué de l'U.R.S.S. reconnaît que le Secrétaire général est chargé des questions de personnel, mais, en revanche, c'est le Conseil d'administration qui, conformément à la Convention, est chargé de déterminer l'effectif des fonctionnaires et leur classement. La rédaction actuelle ne mentionne pas le nombre des fonctionnaires visés et laisse trop de latitude au Secrétaire général.

Le délégué des Etats-Unis estime qu'il ne convient pas de rouvrir la discussion alors que la Commission a déjà pris sa décision. La latitude laissée au Secrétaire général n'est pas aussi étendue qu'il paraît puisque le Conseil d'administration devra donner son consentement au reclassement tout entier. Une fois ce consentement donné, les exceptions envisagées seront devenues autorisées.

Le délégué de l'U.R.S.S. se déclare prêt à accepter le point de vue du délégué des Etats-Unis, à condition qu'il puisse être indiqué que certains fonctionnaires de la classe a pourront être reclassés en P5, mais que ce reclassement devra être examiné et approuvé par le Conseil d'administration.

Le Président fait observer que, telle qu'elle est rédigée, la Résolution figurant à l'Annexe B, au Document N° 281 tient déjà compte de ce point puisqu'elle stipule, en haut de la page 18:

> "charge le Secrétaire général
> - sous réserve de réexamen et d'approbation définitive
> par le Conseil d'administration."

Si la Conférence décide d'appliquer l'assimilation au régime commun des Nations Unies, à partir du 1er janvier 1960, cette question n'en restera pas moins toujours régie par la Résolution précitée.

Le délégué de l'U.R.S.S. est néanmoins d'avis que l'approbation préalable du Conseil devrait être nécessaire avant qu'une action quelconque ne soit entreprise, car le Conseil ne pourrait pas intervenir en juin si tous les emplois étaient reclassés dès le 1er janvier 1960.

Il est décidé finalement de remettre la discussion de ce paragraphe à la séance prévue pour le 3 décembre et à laquelle le Président espère que le Secrétaire général par intérim pourra assister, afin de fournir à la Commission toutes les indications dont il dispose dans les circonstances présentes. La Commission passe ensuite à l'examen des paragraphes suivants :

Paragraphe 8

Ce paragraphe ne donne lieu à aucun commentaire, mais il sera nécessaire d'y apporter une modification analogue à celle du paragraphe 7 afin que, dans la liste, le Secrétaire général adjoint soit placé avant les Directeurs des C.C.I.

Paragraphe 9

Ce paragraphe ne donne lieu à aucun commentaire.

Paragraphe 10

Ce paragraphe ne donne lieu à aucun commentaire.

Paragraphe 11

Ce paragraphe ne donne lieu à aucun commentaire.

Paragraphe 12

M. Corbaz fait la déclaration suivante :

"La réponse donnée par la Commission à la demande du personnel qui désire que les dispositions actuelles du Règlement du personnel en matière de licenciement soit maintenues, a été examinée attentivement au sein de l'Association.

" Celle-ci tient à exprimer sa surprise en constatant que le Conseil devrait prendre une mesure "de faveur" (car c'est, me semble-t-il de cette façon que l'on doit interpréter le terme "ex gratia") alors qu'il s'agit en somme de donner simplement suite à une disposition contractuelle dont bénéficie actuellement le personnel permanent. Il paraît utile de rappeler ici que la décision d'affilier à l'avenir le personnel au système commun des Nations Unies ne peut rendre caduques les garanties données par les contrats antérieurs à l'assimilation.

" Le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail, auquel le personnel de l'U.I.T. peut faire appel, a lui-même précisé "....qu'il ne peut être porté aucune atteinte à l'application au fonctionnaire des dispositions du Statut en vigueur, jusqu'au jour de la modification dudit Statut, laquelle ne peut avoir à ce point de vue aucun effet rétroactif".*

En conséquence, l'Association pense que l'action du Conseil d'administration serait plus correctement précisée si la partie après le point et virgule de l'avant-dernière phrase du paragraphe 12 avait la teneur suivante :

* (Voir le Rapport du Prof. Guggenheim, page 20, Document N° 33)

"; les intérêts du personnel en service seraient sauvegardés si chaque cas d'espèce pouvant donner lieu à des difficultés était soumis à l'appréciation du Conseil d'administration qui fixerait l'indemnité de licenciement en tenant compte notamment des garanties données par le contrat en vigueur jusqu'au moment de l'assimilation au système commun des Nations Unies."

Il est évident que si une disposition de ce genre pouvait être admise, le personnel se réserverait d'entreprendre, dans l'éventualité où un cas de suppression d'emploi se présenterait, toute action juridique en vue de faire valoir les droits que lui confère son statut actuel."

Le délégué de l'Inde reconnaît que certaines garanties peuvent être nécessaires pour éviter que le personnel n'ait à subir une perte par suite de l'assimilation, mais ces garanties ne sauraient être aussi étendues que le demande M. Corbaz.

Le délégué de l'U.R.S.S. souligne qu'il semble que le personnel désire ne retenir que les conditions les meilleures dans les deux systèmes celui de l'U.I.T. et celui des Nations Unies. Il aimerait d'une part bénéficier des traitements et indemnités des Nations Unies, qui sont plus favorables, mais d'autre part, conserver l'indemnité de licenciement accordée par l'U.I.T. - qui peut être égale au traitement des trois dernières années- plutôt que d'accepter celle accordée par les Nations Unies et qui est de neuf mois de traitement.

La séance est ensuite levée et la discussion du projet de rapport sera reprise lors de la séance suivante.

Le Rapporteur — Le Président

P. A. Panichelli — W. A. Wolverson

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 358-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Quatorzième séance plénière (Troisième partie)

Mercredi 9 décembre 1959, à 17 heures

Election du Secrétaire général de l'Union (troisième tour)

(Documents N°s 246, 276, 319, 277, 278, 279, 280, 285 et Addendum N° 1, 286 et 325).

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 359-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

RAPPORT

du Président de la Commission H

QUESTIONS DE PRINCIPE EN RAPPORT AVEC LA FIXATION D'UN PLAFOND DES DEPENSES

A propos de la fixation du plafond des dépenses de l'Union pour les années 1960 à 1965, la Commission H a été saisie de demandes des divers organismes tendant à créer de nouveaux emplois.

En ce qui concerne le Secrétariat général, le C.C.I.T.T. et le C.C.I.R., elle est en mesure de soumettre à la Séance plénière des recommandations ci-après. Pour l'I.F.R.B., par contre, elle a été d'avis de soumettre l'ensemble de la question à la Séance plénière à la lumière d'un document qui est publié séparément.

1. Augmentation du nombre des emplois du C.C.I.T.T.

Le Directeur du C.C.I.T.T. a transmis à la Commission des finances, par l'intermédiaire du Secrétaire général par intérim, la demande de création d'emplois ci-dessous. Ces créations d'emplois exigent, au cours des années à venir, au fur et à mesure des besoins, l'approbation de crédits budgétaires pour :

2 ingénieurs (P4)
1 éditeur technique (P3)
1 dessinateur (G5)
2 secrétaires (G4)

Ce personnel est destiné à faire face à l'accroissement normal du travail du C.C.I.T.T. ainsi qu'aux tâches nouvelles confiées à cet organisme par la Conférence de plénipotentiaires : création de nouvelles sous-commissions pour étudier les problèmes intéressant les pays neufs ou en voie de développement, extension de l'activité de la Commission du Plan à toutes les parties du monde, création d'un service de documentation technique. En outre, les décisions prises par l'Assemblée spéciale de 1958 entraînent une activité accrue du Secrétariat pour assurer une meilleure préparation des réunions. Les emplois de dessinateur et de secrétaires seraient utiles avec l'organisation actuelle du Secrétariat du C.C.I.T.T., mais ils pourraient être supprimés moyennant un recours plus systématique aux services

ARCHIVES U.I.T. GENEVE

communs du Secrétariat général. Bien entendu, les renforts nécessaires au C.C.I.T.T. ne pourraient être arrêtés de façon précise qu'après l'Assemblée plénière de 1960; ils feraient alors l'objet de propositions présentées au Conseil d'administration.

Année	Nombre de postes	Dépenses
1961	2	50.000 francs suisses
1962	4	100.000 " "
1963	5	132.000 " "
1964	6	150.000 " "
1965	6	156.000 " "

2. Augmentation du nombre des emplois du C.C.I.R.

La Xème Assemblée plénière du C.C.I.R. (Los Angeles 1959) a approuvé la création des emplois suivants :

1 assistant administrateur (P1)
2 secrétaires auxiliaires (G4)

L'objet de ces créations d'emplois est d'éviter d'avoir à engager continuellement des fonctionnaires surnuméraires payés sur le budget des conférences; cela représente donc une réduction correspondante de ce budget.

Année	Nombre de postes	Dépenses
1961	3	70.000 francs suisses
1962	3	73.000 " "
1963	3	76.000 " "
1964	3	79.000 " "
1965	3	82.000 " "

3. Augmentation du nombre des emplois du Secrétariat général

Des emplois supplémentaires doivent être créés au Secrétariat général afin de permettre la mise en application de décisions prises par d'autres Commissions. L'Organisation du Secrétariat va évoluer selon les grandes lignes indiquées dans le Document N° 235 (Commission D) ; les nouveaux emplois prévus comprennent un poste de direction (Classe D1) et un poste de fonctionnaire chargé des relations publiques avec deux sténodactylographes; les autres emplois de secrétariat sont pour le service de dactylographie. On estime que ces emplois sont nécessaires mais, si l'on constate qu'ils ne sont pas requis, ils ne seront pas pourvus. Le détail des dépenses est le suivant :

1 poste de classe D1	43.000	francs	suisses
1 poste de classe P4	32.000	"	"
1 poste de classe G5	13.000	"	"
1 poste de classe G4	12.000	"	"
1 poste de classe G3	22.000	"	"
Total :	122.000	francs	suisses
Contributions à la Caisse des pensions	18.000	"	"
Allocations	20.000	"	"
Frais de déménagement	15.000	"	"
Total des dépenses pour 1961	175.000	"	"
1962	184.000	"	"
1963	193.000	"	"
1964	202.000	"	"
1965	211.000	"	"

A noter que les six emplois ci-dessus sont indépendants des trois emplois dont la création est indispensable au Service de l'Assistance technique pour donner suite à la décision relative à l'administration par l'U.I.T. elle-même de son programme d'assistance technique. On sait que, comme suite à cette décision, les crédits d'assistance technique, intégralement remboursés par les Nations Unies, ont été portés de 154.800 fr.s. à 232.000 fr.s. Il en sera tenu compte dans la fixation du plafond des dépenses.

4. Conclusions

4.1 En conclusion de ses débats à ce sujet, la Commission H a été d'avis d'inclure dans le plafond des dépenses pour les années 1961 à 1965 les chiffres ci-après, étant entendu

a) que les crédits correspondants ne seront utilisés que dans la mesure où le Conseil d'administration aura décidé de la création des nouveaux emplois en cause, compte-tenu de la réorganisation des secrétariats à laquelle il sera éventuellement procédé à la lumière, notamment, des conclusions des experts en organisation du travail que le Secrétaire général doit consulter;

b) que les crédits non utilisés pour la création de ces emplois ne pourront en aucun cas être inscrits au budget pour couvrir d'autres dépenses.

	1961	1962	1963	1964	1965
C.C.I.T.T.	50.000	100.000	132.000	150.000	156.000
C.C.I.R.	70.000	73.000	76.000	79.000	82.000
Secrét. général	175.000	184.000	193.000	202.000	211.000
Total	295.000	357.000	401.000	431.000	449.000

4.2 A noter que la Commission ne propose d'envisager aucune dépense supplémentaire en 1960 pour la création de nouveaux emplois car elle considère que les dépenses nouvelles ne doivent être envisagées qu'à partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention.

4.3 Il a été d'autre part signalé à la Commission que, pour ce qui concerne les C.C.I., les dépenses supplémentaires envisagées seraient compensées dans une certaine mesure par des économies dans les dépenses des réunions.

Le Président de la Commission H

José Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS

GENÈVE, 1959

Document N° 360-FES (CP)
Document N° 810-FES (CAR)
10 décembre 1959

LISTE D'ADRESSES DES PARTICIPANTS APRES LA CLOTURE DES DEUX CONFERENCES

Il a paru utile d'établir, avant la fin des deux Conférences de 1959, une liste des adresses auxquelles on pourra écrire aux participants ou faire suivre leur correspondance après la clôture des Conférences.

Cette liste à été établie sur la base des indications données par les participants eux-mêmes sur la fiche d'enregistrement. Dans les cas où ces indications faisaient défaut, des notes ont été adressées aux intéressés pour leur demander de les fournir.

La liste ci-jointe est aussi complète que possible. Dans un nombre assez limité de cas, toutefois, les noms de certains participants ne sont pas suivis d'une adresse complète, soit qu'ils n'aient pas fourni les indications nécessaires, soit même que, tout en figurant sur la liste des participants, ils n'aient pas participé effectivement aux travaux des conférences.

Pour chaque pays, comme pour chacune des exploitations privées reconnues ou organisations, les noms des participants aux deux Conférences ont été groupés, et figurent dans un ordre strictement alphabétique. Pour toutes les adresses de participants qui résident dans le pays qu'ils représentent, on a simplement indiqué le nom de la ville où ils résident; lorsqu'ils résident dans un autre pays, le nom de la ville est suivi du nom du pays de résidence.

Si des indications complémentaires parvenaient au Secrétariat après l'établissement de cette liste, elles feraient l'objet d'un supplément.

LIST OF ADDRESSES OF PARTICIPANTS AFTER THE CLOSE OF THE TWO CONFERENCES

It seemed advisable, before the end of the two 1959 Conferences, to prepare a list of addresses where participants could be reached and correspondence forwarded after the closing date of the Conferences.

This list has been prepared from the information given by the participants themselves on their registration forms. Where the information was missing, notes have been sent to those concerned, requesting them to supply it.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

The attached list is as complete as possible. In a fairly limited number of cases, however, the names of certain participants are not followed by their full addresses, either because they have failed to hand in the necessary information or because, though appearing in the list of participants, they may not actually have attended the conferences.

For each country, and for each of the recognized private operating agencies and organizations, the names of the participants in the two Conferences have been grouped and appear in strict alphabetical order. For all the addresses of participants who live in the countries they represent, only the name of the town where they reside has been given; when they reside in another country, the name of the town is followed by the name of the country of residence.

A supplement will be issued if further information reaches the Secretariat after this list has been drawn up.

LISTA DE DIRECCIONES DE LOS PARTICIPANTES DESPUÉS DE LA CLAUSURA DE LAS CONFERENCIAS

Se ha creído de utilidad establecer, antes de que terminen sus trabajos las dos Conferencias de 1959, una lista con las direcciones de los participantes en las Conferencias a las que podrá enviarse la correspondencia que reciban después de su clausura.

Esta lista se ha establecido a base de los datos indicados por los propios participantes en su ficha de inscripción. En los casos en que se ha observado que estos datos no eran completos, se han enviado notas a los interesados para que faciliten las indicaciones omitidas.

La lista adjunta es, pues, lo más completa posible. Sólo en muy pocos casos no se indica la dirección completa, bien porque los interesados no han facilitado los datos necesarios, bien porque, aun figurando en la lista de participantes, no han tomado parte efectiva en los trabajos de las conferencias.

Los nombres de los participantes de cada país y de cada empresa privada de explotación o de cada organización figuran por orden estrictamente alfabético. En la dirección de los participantes que residen en el país que representan sólo se ha indicado el nombre de la ciudad en que habitan; en la de quienes residen en otro país, el nombre de la localidad va seguido del nombre del país de residencia.

Los datos complementarios que ulteriormente se reciban en la Secretaría serán objeto de un suplemento.

4. DELEGATIONS
DELEGATIONS
DELEGACIONES

1. AFGHANISTAN
AFGANISTAN

Mr. Moussa M. ASGHAR
Telecommunications Engineer
Shar-I-Nao 350
Kaboul

Mr. Mohammed Azim GRAN
Director General of
Telecommunications
Ministry of PTT
Kaboul

2. ALBANIE (République populaire d')
ALBANIA (People's Republic of)
ALBANIA (República Popular de)

M. Dhimiter LAMANI
Ministre Plénipotentiaire
de la R.P. d'Albanie
131, rue de la Pompe
Paris XVI (France)

M. Dilaver PENDERI
Premier Secrétaire de la Légation
de la R.P. d'Albanie
131, rue de la Pompe
Paris XVI (France)

3. ARABIE SAOUDITE (Royaume de l')
SAUDI ARABIA (Kingdom of)
ARABIA SAUDITA (Reino de)

Mr. Mahmood MIRDAD
Assistant Chief Engineer
Technical Affairs PTT
Jeddah

ARABIE SAOUDITE (suite)

Mr. Ahmed ZAIDAN
Director General of Posts
and Telecommunications
Mecca

4. ARGENTINE (République)
ARGENTINE (Republic)
ARGENTINA (República)

Sr. Juan Antonio AUTELLI
Sub-Director general de Telecomunicaciones
Paunero 482
Avellaneda

Sr. Ovidio Nicanor CARLI
Secretario ejecutivo
(Secretaría de Estado de Comunicaciones)
Ministerio de Comunicaciones
Buenos Aires

Sr. Luis Julio CASSINELLI
Inspector técnico de Radiocomunicaciones
Sarmiento 131
Buenos Aires

Teniente Coronel Pablo Enrique COMINO
(Secretaría de Guerra)
Tronador, 1652
Buenos Aires

Sr. Antonio DARINO
Encargado de la Sección Frecuencias
de la Dirección general de Telecomunicaciones
Arregui, 5439 - Dep. 1
Buenos Aires

Sr. Julio José ETUIAIN
Jefe División Plantel
Sarmiento 131
Buenos Aires

ARGENTINE (suite)

Sr. Serafín Santiago GUILLANI
Director General de Radiodifusión
Debenedetti, 1032
La Lucilla - Buenos Aires

Capitán de Navío Lorenzo P. GARRAHAN

Comandante Martin E. ITURRIOZ
(Secretaría de Aeronáutica)
Cangallo, 2060
Buenos Aires

Sr. José Juan MASEDA
Subof. Ppal. Mec. Rad. Enc. Prop. y Ant.
Secretaría de Guerra
Avenida Huergo 251 - 5° piso
Div. Comunicaciones
Buenos Aires

Sr. Pedro J. NOIZEUX
Ingeniero
San Martín 379
Buenos Aires

S.E. el Dr. Mario Raúl PICO
Enviado extraordinario
Ministro Plenipotenciario
Delegación permanente de la Rep. Argentina
9, Rue Chantepoulet
Ginebra (Suiza)

Sr. Alfredo O. PLANAS
Jefe de la Division Técnica
Dirección general de la Aviación civil
Cangallo 2060
Buenos Aires

Comandante José Aldo SENESTRARI
(Secretaría Aeronáutica)
Leandro Alem, 721
Buenos Aires

Sr. de Rinzy Santiago WILSON
Co. Internacional de Radio
Balcarce, 226
Buenos Aires

5. AUSTRALIE (Fédération de l')
AUSTRALIA (Commonwealth of)
AUSTRALIA (Federación de)

Mr. Eric W.A. ANDERSON
Supervision Airways Engineer
Department of Civil Aviation
475, Collins Street
Melbourne A

Mr. I.L. ARNOTT
Permanent Representative of Australia
to the European Office of the United Nations
Quai Wilson, 41
Genève (Switzerland)

Mr. William Reginald BAIRD
Assistant to the General Manager
Overseas Telecommunications Commission
Box 7000 G.P.O.
Sidney

Mr. Henry Alphonsus de DASSEL
Australian Member
Commonwealth Telecommunication Board
Overseas Telecommunications Commission
28, Pall Mall
London S.W.1 (England)

Miss Pauline FOWLES
Postmaster-General's Department
Australia House
Strand, London W.C.2 (England)

Mr. Westrop Henry HATFIELD
Sectional Engineer (Technical Services)
Australian Broadcasting Control Board
497, Collins Street
Melbourne

Mr. Lindsay Joseph KEITH
Radio Branch
Postmaster-General's Department
35, Cairnes Crest
East Malvern (Victoria)

Captain G.J. MAPSON
Department of the Army
Canberra

AUSTRALIE (suite)

Mr. John Murray MOYLE
Representative of Wireless Institute
of Australia
108, Quarry Road
Ryde (New South Wales)

Mr. Leonard F. PEARSON
Controller (Radio)
Postmaster-General's Department
Radio Branch
Melbourne

Miss Mary McPHERSON
Second Secretary
Australian Permanent Mission
to the European Office of the United Nations
Quai Wilson, 41
Genève (Switzerland)

Mr. James Leishman SKERRETT
Assistant Director-General of Telecommunications
Postmaster-General's Department
Melbourne

Mr. Max STROHFELDT
Radio Section
Postmaster-General's Department
2 - 10 Jolimont Terrace
East Melbourne C 2.

Squadron-Leader Ronald Keith STARKIE
Radio Officer
Department of Air
20, Elliott Street
Campbell - Canberra

Mr. Edward James STEWART
Supervising Engineer
(Systems Planning)
Postmaster-General's Department
Melbourne C 2.

Mr. F.L.C. TAYLOR
Liaison Engineer
Postmaster-General's Department
Office of the High Commissioner for Australia
Australia House
Strand
London W.C.2 (England)

AUSTRALIE (suite)

Lieutenant Keith A. WILLIAMS
Assistant Director
Signal Division
Department of the Navy
St. Kilda Road
Melbourne

Mr. John Stevenson WIGG
Radio Inspector
Postmaster-General's Department
Melbourne C 2.

6. AUTRICHE
AUSTRIA

Dr Ignaz ANTON, Conseiller supérieur
Post u. Telegraphendirektion
Linz /Donau

M. Adolf DOMINKUS, Ingénieur
Office fédéral de l'aviation civile
Schindlergasse 44
Vienne 18

M. Wilhelm FÜCHSL, Ingénieur
Radiodiffusion autrichienne
Kärntnerring 5
Vienne 1/15

M. Gottfried CASPAR, Ingénieur
Radiodiffusion autrichienne
Kärntnerring, 5
Vienne 1/15

M. Ferdinand HENNEBERG, Ingénieur
Conseiller ministériel
Direction générale des Postes et Télégraphes
Lichtensteinstrasse 60
Vienne IX

AUTRICHE (suite)

M. Josef JANSKY, Ingénieur
Office fédéral de l'aviation civile
Schindlergasse, 44
Vienne 18

Dr Michael KRASSER, Conseiller ministériel
Ministère des Communications et de l Energie électrique
Vienne

Dr Hans SOBOTKA
Directeur et Ingénieur en chef de Radio Austria
Renngasse 14
Vienne 1

M. Nikolaus WENINGER, Ingénieur diplômé
Chef de division
Ministère des Communications et de l'Energie électrique
Vienne

Dr Herbert WENZEL
Directeur général de Radio Austria
Renngasse 14
Vienne 1

7. BELGIQUE
BELGIUM
BÉLGICA

M. Adelin ADAM, Commis principal
Régie des Télégraphes et des Téléphones
42, rue des Palais
Bruxelles III

M. F. de la BARRE D'ERQUELINNES, Secrétaire de légation
Délégation permanente de la Belgique
auprès de l'Office européen des Nations Unies
3, rue Varembé
Genève (Suisse)

M. Pierre C.M. BOUCHIER, Ingénieur en chef
Directeur d'administration
à la Régie des Télégraphes et des Téléphones
42, rue des Palais
Bruxelles III

BELGIQUE (suite)

M. Raymond COUTREZ
Professeur à l'Université
Observatoire royal de Belgique
3, avenue Circulaire
Uccle-Bruxelles

M. van DEENEN, Ingénieur
Chef de service
Institut national de Radiodiffusion
18, place Flagey
Bruxelles

M. DELFOSSE, Capitaine
Ministère de la Défense nationale
Bruxelles

M. G. DUPUIS
Sous-chef de bureau principal
à la Direction des Télégraphes
42, rue des Palais
Bruxelles III

S.E. M. Jean ETIENNE, Ministre plénipotentiaire
Délégué permanent de la Belgique
auprès de l'Office européen des Nations Unies
3, rue Varembé
Genève (Suisse)

M. GEWILLIG, Ingénieur principal
Chef de service
Institut national de Radiodiffusion
18, place Flagey
Bruxelles

M. Roger GONZE
Service de Radio-Astronomie
Observatoire royal de Belgique
3, avenue Circulaire
Uccle-Bruxelles

M. Gaston de LAFONTEYNE
Institut national de Radiodiffusion
18, place Flagey
Bruxelles 4

M. LAMBORAY, Chef radiotélégraphiste
Régie des Voies aériennes
45, avenue des Arts
Bruxelles

BELGIQUE (suite)

M. Jacques LEBIZAY
Chef de la Division Télécommunications
de la Manufacture belge de lampes et
de matériel électronique
Bruxelles

M. Raymond I.V.Le COMTE, Directeur général
Régie des Voies aériennes
45, avenue des Arts
Bruxelles 4

M. MARIQUE
Secrétaire général - Directeur du Centre de Contrôle
des Radiocommunications des services mobiles
97, avenue du Prince d'Orange
Bruxelles 18

M. Pierre MASSAUT, Directeur-Ingénieur en chef
Bell Telephone Manufacturing Co.
Anvers

M. L.F.PENNINCKX
Bell Telephone Manufacturing Co.
Anvers

M. J.PEETERS
Directeur à la Direction des Télégraphes
42, rue des Palais
Bruxelles III

M. PIRSON
Ingénieur-Directeur des Télécommunications
Régie des Voies aériennes
45, avenue des Arts
Bruxelles 4

M. Maurice Joseph REYNIERS
Premier opérateur radio
Régie des voies aériennes
45, avenue des Arts
Bruxelles 4

M. Léopold ROS
Inspecteur général de la Régie
des Télégraphes et des Téléphones
40, rue aux Laines
Bruxelles

BELGIQUE (suite)

M. Robert SANDRONT, Ingénieur
Chef de service à l'Institut national belge
de Radiodiffusion
38, rue des Champs Elysées
Bruxelles 5

M. Robert TASTENOY
Ingénieur à la Régie des Télégraphes
et des Téléphones
42, rue des Palais
Bruxelles III

M. M.R. van den HOVE, Ingénieur en chef
Directeur d'administration à la Direction des Télégraphes
de la Régie des Télégraphes et des Téléphones
42, rue des Palais
Bruxelles III

8. BIELORUSSIE (République Socialiste Soviétique de)
The BIELORUSSIAN Soviet Socialist Republic
BIELORRUSIA (República Socialista Soviética)

M. P.V.AFANASIEV
Ministère des Postes et des Télécommunications
de la R.S.S. de Bielorussie
Minsk

Mr. Anatoli KASHEL
Director of Minsk Television Centre
Ministry of Communications
Stalin Avenue 10
Minsk

9. BIRMANIE (Union de)
BURMA (Union of)
BIRMANIA (Unión de)

Mr. Min LWIN
Divisional Engineer
Burma Post and Telecommunications Department
Telecommunications H.Q.
125, Phayre Street
Rangoon

Mr. Kyaw WIN
Deputy-Director of Telecommunications
Burma Post and Telecommunications Department
Telecommunications H.Q
125, Phayre Street
Rangoon

10. BOLIVIE
BOLIVIA

S.E. D.José CUADROS QUIROGA
Embajador de Bolivia
27. bis, avenue Kléber
Paris XVI (Francia)

Sr. Jorge SORIANO BADANI
Sub-Secretario de Estado de Comunicaciones
Ministerio de Comunicaciones
La Paz

Sr. Orlando SALAZAR
Ingeniero de Telecomunicaciones
Dirección General de Radiocomunicación
Ministerio de Comunicaciones
La Paz

11. BRESIL
BRAZIL
BRASIL

M. Jatir da ALMEIDA RODRIGUES.
Premier secrétaire
Délégation permanente du Brésil
9, chemin Charles Georg
Petit-Saconnex
Genève (Suisse)

Colonel Gerardo de CAMPOS BRAGA
Représentant de l'Armée auprès de
la Commission technique de Radio
164, av. Presidente Wilson 10
Rio de Janeiro

Lieutenant-colonel
Josemar da COSTA VALLIM
Représentant de l'Aéronautique auprès
de la Commission technique de Radio
Ministère de l'Aéronautique
Rio de Janeiro

Mlle Dulce CUNHA
Presidência da República
Palacio do Catete
Rio de Janeiro

M. Jatyr CUNHA

Capitaine de frégate
Geraldo DUPRAT RIBEIRO
Ministère de la Marine
Rio de Janeiro

Capitaine de frégate
José GURJAO NETTO
Ministère de la Marine
Rio de Janeiro

M. Ezequiel MARTINS DA SILVA
Superintendant du Trafic télégraphique
Diretoria de Telegrafos
Palacio Correios Telegrafos
Rio de Janeiro

BRESIL (suite)

M. Helio MARQUES SARAIVA
Chef de la Section des Radiocommunications des PTT
Rua Buarque de Macedo 36, ap° 304
Rio de Janeiro

Capitaine de frégate
Carlos Ernesto MESIANO
Représentant de la Marine auprès
de la Commission technique de Radio
Ministère de la Marine
Rio de Janeiro

M. Libero Oswaldo de MIRANDA
Ingénieur, Directeur des Télégraphes.
Directeur général adjoint des PTT
Samuel Morse, 12
Rio de Janeiro

General Olimpio MOURÂO Filho
Président de la Commission technique de Radio
Avenida Alantica 3210
Rio de Janeiro

M. Edwin Fomm RIVERA
Conseiller technique de la Panair do Brasil SA
Caixa Postal 694
Rio de Janeiro

Major Fernando RAMOS PEREIRA
Diretoria de Rotas Aereas
Aeroporto Santos Dumont
Rio de Janeiro

12. BULGARIE (République populaire de)
BULGARIA (People's Republic of)
BULGARIA (República popular de)

M. Ivan PARKANOV PEYTCHEV
Chef adjoint du Département des Communications
Ministère des Transports et Communications
Sofia

BULGARIE (suite)

M. Ivan PETROV
Deuxième Secrétaire de Légation auprès
de la Représentation permanente bulgare
12, rue Crespin
Genève (Suisse)

M. Jivro Krastev STOYANOV
Ingénieur en chef de la Division "Radio et TV"
Ministère des Transports et des Communications
Sofia

M. Ivan Markov TRIFONOV
Chef de la Division "Radio et TV"
Ministère des Transports et des Communications
Sofia

13. CAMBODGE (Royaume du)
CAMBODIA (Kingdom of)
CAMBODIA (Reino de)

M. LIKY HUY
Office national des PTT du Cambodge
Phnom - Penh

M. VENPENGKITH
Office national des PTT du Cambodge
Phnom - Penh

M. YIMKHAMVANN
Office national des PTT du Cambodge
Phnom - Penh

14. CANADA
CANADA

Mr. Charles J. ACTON
Superintendent of Radio Regulations
Department of Transport
476, Pleasant Park Road
Ottawa 1 (Ontario)

Mr. Alfred G.E. ARGUE
Department of Transport
Ottawa (Ontario)

Group Captain Sherman BURBANK
Royal Canadian Air Force
Department of National Defence
96, Meadowlands Drive
Ottawa 5 (Ontario)

S/L John CARTWRIGHT
Royal Canadian Air Force
Frequency Assignments
Department of National Defence
96, Meadowlands Drive
Ottawa 5 (Ontario)

Captain Stephen T. CHISHOLM
Canadian Army
Department of National Defence
2408 Drury Lane
Ottawa 3 (Ontario)

Mr. Alfred J. DAWSON
Department of Transport
390, Pleasant Park Road
Ottawa (Ontario)

Lt. Comdr. Robert M. DUNBAR
Royal Canadian Navy
Director of Naval Communications
National Defence Headquarters
Ottawa 4 (Ontario)

Mr. J.M. HARRINGTON
Financial Adviser
Department of External Affairs
Ottawa (Ontario)

Mr. Harold Frederick JACKSON
Department of Transport
1213, Willow Dale Avenue
Ottawa (Ontario)

CANADA (suite)

Mr. R. Harry JAY
First Secretary of the Canadian
Permanent Mission
Parc du Château-Banquet, 16
Genève (Switzerland)

Mr. J. Murillo LAPORTE
Canadian Broadcasting Corporation
P.O. Box 6000
Montreal (P.Q)

Mr. James Lawrence MARSHALL
Canadian Broadcasting Corporation
P.O. Box 10
Snowdon - Montreal (P.Q.)

Dr. Jack Henry MEEK
Defence Research Board
Department of National Defence
Ottawa (Ontario)

Mr. K.B. RALPH
Department of Transport

Ottawa (Ontario)

Mr. Alex REID
Representative of Canadian Amateurs
St. Lambert, 240 Logan Avenue
Montreal (P.Q.)

Mr. W.F. STONE
Permanent Mission of Canada
Parc du Château-Banquet, 16
Genève (Switzerland)

Mr. R.M. TAIT
Second Secretary
Permanent Mission of Canada
to the European Office of the United Nations
Parc du Château-Banquet, 16
Genève (Switzerland)

H.E. Mr. Mac WERSHOF, Q.C.
Ambassador, Permanent Representative
to the European Office of the United Nations
Parc du Château-Banquet, 16
Genève (Switzerland)

Mr. William James WILSON
Department of Transport

Ottawa (Ontario)

15. CEYLAN
CEYLON
CEILÁN

Mr. Cecil Augustus Ratnasingham ANKETELL
Additional Manager
Overseas Telecommunication Service
P.O. Box 235
Colombo

Mr. Don Paulis JAYASEKARA
Assistant Chief
Telecommunication Engineer
Department of Posts and Telecommunications
Colombo

Mr. Norman S. WICKREMASINGHE
Chief Engineer
Radio Ceylon
Colombo

16. CHILI
CHILE

N'a pas participé
Did not participate
No participó

17. CHINE
CHINA

Mr. Paul S.T. CHANG
Senior Engineer
Taiwan Telecommunications Administration of D.G.T.
Changsha Street
Taipei (Taiwan)

Mr. Shu-jen CHEN
Deputy Director General
Directorate General of Telecommunications (D.G.T.)
Changsha Street
Taipei (Taiwan)

Mr. Nai-Ning CHEN
Chief Technical Department
Civil Aeronautics Administration
Taipei (Taiwan)

Mr. Cheng CHEN
Chief Engineering Department,
Chinese Government Radio Administration of D.G.T.
Chung Cheng Road
Taipei (Taiwan)

Mr. S.L. CHIANG
Chief, Engineering Department
Taiwan Telecommunications Administration of D.G.T.
Changsha Street
Taipei (Taiwan)

Mr. Pao-Huang KONG
Senior Engineer
Taiwan Telecommunications Administration of D.G.T.
217 M.O.C. Building
2, Changsha Street
Taipei (Taiwan)

Mr. Yen-ping LEE
Alternate Representative to ILO
Rue du Mont-Blanc, 21
Genève (Switzerland)

Mr. Keh-shu LIU
Vice-Minister
Ministry of Communications
Taipei (Taiwan)

Mr. Tsao-vong MIAO
Deputy Director General and Chief Engineer (D.G.T.)
P.O. Box 84
Taipei (Taiwan)

Dr Hiong-fei TCHEN
Minister, Chinese Embassy in Paris
11, avenue George V
Paris (France)

CHINE (suite)

Mr. Edward Tsu-yu WU
Second Secretary
Chinese Embassy
Madrid (Spain)

H.E. Mr.Tsüne-chi YÜ
Ambassador
17 Via Tor Fiorenza
Rome (Italie)

18. CITE DU VATICAN (Etat de la)
VATICAN CITY (State of the)
CIUDAD DEL VATICANO (Estado de la)

Le R.P. Antonio STEFANIZZI
Directeur de la Station Radio-Vatican
Cité du Vatican

Le R.P. Henri de RIEDMATTEN
Centre O.I.C.
1, rue Varembé
Genève (Suisse)

19. COLOMBIE (République de)
COLOMBIA (Republic of)
COLOMBIA (República de)

Sr. D. Santiago ALBORNOZ PLATA
Director de Operaciones
Empresa Nacional de Telecomunicaciones
Bogotá

COLOMBIE (suite)

Sr. D.Roberto ARCINIEGAS
Consejero del Gabinete
del Ministro de Comunicaciones
Ministerio de Comunicaciones
Bogotá

Sr. D. Víctor JIMÈNEZ SUAREZ
Ministro Plenipotenciario
Carrera 5a, 688
Bogotá

Sr. D. Santiago QUIJANO CABALLERO
Representante especial del
Ministerio de Comunicaciones
Bogotá

Sr. D. Luis RAMIREZ ARAÑA
Ministerio de Comunicaciones
Calle 73, n.° 19-67
Bogotá

Capitán Manuel VEGA O.
Director de Comunicaciones
Ministerio de la Guerra
Escuela de Comunicaciones del Ejército
Bogotá

Capitán Antonio PINZÓN
Dirección General de Aeronáutica Civil
Bogotá

20. TERRITOIRES D'OUTRE-MER dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de l'IRLANDE DU NORD
OVERSEAS TERRITORIES for the international relations of which the Government of the UNITED KINGDOM of GREAT BRITAIN and NORTHERN IRELAND are responsible
TERRITORIOS de ULTRAMAR de cuyas relaciones internacionales es responsable el Gobierno DEL REINO UNIDO de GRAN BRETANA e IRLANDA DEL NORTE

Mr. James BOURN
Principal
Colonial Office
Sanctuary Buildings
Gt. Smith Street
London S.W.1. (England)

Mr. Leonard William DUDLEY
Assistant Engineer
Post Office Engineering Dpt
2-12 Gresham Street
London E.C.1. (England)

Mr. Alfred Harold SHEFFIELD
Assistant Secretary
Colonial Office
Sanctuary Buildings
Gt. Smith Street
London S.W.1. (England)

21. CONGO BELGE et Territoire du RUANDA-URUNDI
BELGIAN CONGO and Territory of RUANDA-URUNDI
CONGO BELGA y Territorio de RUANDA-URUNDI

M. Guy BRIDOUX
Ingénieur du Service des Télécommunications
c/o Direction du Service des Télécommunications
Léopoldville

S.E.M. Jean ETIENNE
Ministre Plénipotentiaire
Délégué permanent auprès
de l'Office européen des Nations Unies
3 rue Varembé
Genève (Suisse)

CONGO BELGE (suite)

M. Jacques MEERT
Conseiller Juridique
c/o Affaires Extérieures
Gouvernement Général
Léopoldville

M. Alphonse Pius SAID
Ingénieur, Direction du Service
des Télécommunications
Léopoldville

M. Serge SEGALL
Ingénieur-Directeur du
Service des Télécommunications
Léopoldville

22. COREE (République de)
KOREA (Republic of)
COREA (República de)

Mr. Joon Shik CHOI
Chief of Radio Regulation Section
Ministry of Communications
Seoul

Mr. Wan Suk JO
Conseiller permanent de la
Délégation de la République de Corée
6 Chemin des Mesmes
Genève (Switzerland)

Mr. Kil Sik KIM
Deputy Section Chief in charge of
Radio Regulation
Ministry of Communications
Seoul

COREE (suite)

H.E. Mr. Yong Shik KIM
Minister, Permanent Delegate
of the Republic of Korea to
International Organizations in Geneva
and Permanent Observer to the
European Office of the United Nations
6 Chemin des Mesmes
Genève (Switzerland)

Mr. In Kwan LEE
Chief Engineer
Office of Public Information
European Office of the United Nations
Palais des Nations
Geneve (Switzerland)

Mr. Nam Soo LIM
Deputy Director of Telecommunications Bureau
Ministry of Communications
Seoul

Mr. Byung Kee MIN
Deputy Section Chief in charge of
Overseas Telecommunications
Ministry of Communications
Seoul

Mr. Cho Wook PAK
Chief Engineer, Chief of First Division,
Central Electric Laboratory,
Ministry of Communications
Seoul

23. COSTA RICA

Sr. Profesor Arístides P. DONNADIEU
Cónsul General de Costa Rica
Plateau de Champel, 20
Genève (Suiza)

24. CUBA

Sr. José B. ALTSHULER y GUTWERT
Ingeniero

Sr. Federico BELL-LLOCH y DENIS
Ingeniero, Subsecretario Técnico
Ministerio de Comunicaciones
La Habana

Sr. Miguel Rey BOFILL AGUILAR
Fomento 465, Apartamento 1
Reparto palatino
La Habana

S.E. Sr. Dr. Enrique CAMEJO-ARGUDIN
Embajador, Representante Permanente
ante la Oficina Europea de Naciones Unidas
y Organismos Internacionales
con sede en Suiza y Austria
Rue Crespin, 12
Genève (Suiza)

Sr. Elio CÁRDENAS Y ALCAZAR
Teniente

Sr. Carlos J. DÓRTICOS Y VÁLDIVIESO

Sr. Carlos ESTRADA y CASTRO
Ingeniero
Radio Progreso
Infanta 105
La Habana

Sr. Manuel GONZÁLEZ LONGORIA
Mazon 110
La Habana

Sr. Pedro Waldo LUIS y TORRES
Ingeniero
Miembro del Consejo Asesor de Telecomunicaciones
Jovellar 170, Apto. 11
La Habana

CUBA (suite)

Sr. Alfredo MAGÜEN y RODRÍGUEZ
Teniente

Sr. Fausto MARTÍN y CANTERO
Edificio Masónico
La Habana

Sr. Ventura MONTES y MARTÍNEZ
Ingeniero de Telecomunicaciones
82 A N.°. 515
Miramar
La Habana

S.E. Sr. Ingeniero Enrique OLTUSKY y OSAKI
Ministro de Comunicaciones
La Habana

Sr. Fausto PEREZ

Sr. Abel TAMAYO CORONADO

25. DANEMARK
DENMARK
DINAMARCA

M. Kai Nyborg ANDERSEN
Inspecteur
Ministère du Commerce
Christians Brygge, 12
Copenhague

M. Jens Bay BEENFELDT
Elektromekano A/S
Arhusgade, 88
Copenhague

DANEMARK (suite)

M. Thorvald Christian CHRISTENSEN
Amaliegade, 33
Copenhague

M. Karl Johannes HORNSBAEK
Dansk Radio
Amaliegade, 33
Copenhague

M. Palle Viggo LARSEN
Secrétaire
Direction générale des Postes
et des Télégraphes
Copenhague

M. Knud Werner LINNEMANN
The Danish Shipowners Association
Amaliegade, 33
Copenhagen

M.J. MADSEN

Mr. Børge NIELSEN
Ingénieur
Chef de la section des radiocommunications
Direction Générale des Postes et des
Télégraphes
Copenhague

M. Carl B. NIELSEN
Contrôleur principal des télécommunications
Direction générale des Postes et
des Télégraphes
Copenhague

M. Gunnar PEDERSEN
Ingénieur en chef
Chef de la division technique
Direction Générale des Postes
et des Télégraphes
Copenhague

M. Eric Proben SKOV-JENSEN
Capitaine de frégate
Ministère de la Défense
Søvaernegs Televaesen
Lerggaves
Copenhague S

26. DOMINICAINE (République)
DOMINICAN (Republic)
DOMINICANA (República)

S.E. El Dr. Salvador E. PARADAS
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario
Delegado Permanente de la República
ante la Oficina Europea de las
Naciones Unidas
Grand-Pré, 59
Genève (Suiza)

27. EL SALVADOR (République de)
EL SALVADOR (Republic of)
EL SALVADOR (República de)

Sr. Dr. Albert AMY, Cónsul General
Representante Permanente
ante las Instituciones Internacionales
en Ginebra
24, rue Corraterie
Genève (Suiza)

28. ETATS D'OUTRE-MER de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer
OVERSEAS STATES of the French Community and French Overseas Territories
ESTADOS de ULTRAMAR de la Comunidad y Territorios franceses de Ultramar

M. Jérôme AGOH
Contrôleur des Postes et Télécommunications
Office des Postes et Télécommunications
de la République de Côte d'Ivoire
Hôtel des Postes
Abidjan (Côte d'Ivoire)

FRANCE D'OUTRE-MER (suite)

M. Maurice BOUQUIN
Inspecteur principal adjoint
Office central des Postes et
Télécommunications d'Outre-Mer
5 rue Oswaldo Cruz
Paris 16e. (France)

M. Gérard CABIRAN
Directeur de l'Office des Postes et
Télécommunications de la République
Islamique de Mauritanie
Nouakchott (Mauritanie)

M. Cheikh FAL
Directeur fédéral de l'Office des Postes
et Télécommunications du Mali
Dakar (Mali)

M. Honoré FARAT
Conseiller d'Etat
Président du Conseil d'Administration
de l'Office Central des Postes et
Télécommunications d'Outre-mer
1 rue Félix Ziem
Paris 18e (France)

M. Marcel JEUDY
Ingénieur en chef
Chef du Service technique
Office central des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer
5 rue Oswaldo Cruz
Paris 16e (France)

M. Jean LALUNG-BONNAIRE
Ingénieur en chef des Postes et
Télécommunications d'Outre-mer
détaché à la Direction technique
de la Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-mer
46 rue d'Amsterdam
Paris 9e (France)

M. Jean MEYER
Directeur général de l'Office central des Postes et
Télécommunications d'Outre-mer
22 bis, rue Jouffroy
Paris 17e (France)

M. Mathieu N'TSIBA
Inspecteur des postes et télécommunications
Office équatorial des Postes et Télécommunications
Brazzaville (Afrique équatoriale française)

FRANCE D'OUTRE-MER (suite)

M. Charles RAMANITRA
Inspecteur principal
Office malgache des Postes et Télécommunications
Tananarive (Madagascar)

M. Edmond SKINAZI
Directeur général adjoint de
l'Office central des postes et
télécommunications d'Outre-mer
5 rue Oswaldo Cruz
Paris 16e (France)

29. EQUATEUR
ECUADOR

Srta. Maria Rosa SÁNCHEZ
Delegación Permanente del Ecuador
12 rue Crespin
Genève (Suiza)

S.E.D. José Vicente TRUJILLO
Embajador Extraordinario
y Plenipotenciario, Representante
Permanente del Ecuador ante la Oficina
Europea de Naciones Unidas
12 rue Crespin
Genève (Suiza)

Sr. D. Jaime ZALDUMBIDE
Cónsul del Ecuador
Delegado Permanente ante la O.I.T.
12 rue Crespin
Geneve (Suiza)

30. ESPAGNE
SPAIN
ESPAÑA

Sr. D. Antonio CAPILLA REVUELTA
Capitán de Navio
Jefe de la Sección de Transmisiones
y Enseñanzas Náuticas
Sub-Secretaria de Marina Mercante
Madrid

Sr. D. Francisco CARCAÑO ALONSO-CUEVILLA
Comandante de Aviación
Transmisiones del Ejército del Aire
Hilarión Eslava 35
Madrid

Sr. D. Ernesto CUBERO CALVO
Ingeniero de Telecomunicaciones
Dirección General de Correos y Telecomunicaciones
Madrid

Sr. D. Ramón FERNÁNDEZ DE SOIGNIE
Secretario de Embajada
Delegación Permanente de España
Clos-Belmont 10
Genève (Suiza)

Sr. D. Pedro GARAU MAYOL
Teniente Coronel de Ingenieros
Jefe de Sección de la Jefatura
de Transmisiones
Ministerio del Ejército
Madrid

S.E.D. Luis GARCÍA DE LLERA
Ministro Plenipotenciario
Delegado Permanente de España en Ginebra
Clos-Belmont, 10
Genève (Suiza)

Ilmo. S.D. José GARRIDO MORENO
Jefe Principal de Telecomunicacion
Dirección General de Correos y Telecomunicaciones
Madrid

Ilmo. Sr.D. Emilio GIMÉNEZ ARRIBAS
Teniente Coronel de Ingenieros
de Construcción y Electricidad
Alto Estado Mayor
Madrid

ESPAGNE (suite)

Sr. D. Alberto GONZÁLEZ-ALLER BALSEIRO
Capitán de Fragata, Jefe de la Sección de Radiocomunicaciones
Ministerio de Marina
Madrid

Sr. D. Carlos GOROZARRI PUENTE
Teniente Coronel, Ingeniero Aeronáutico

Ilmo Sr. D. Pedro MAFFEI CARBALLO
Ingeniero Jefe de la Sección de Radiocomunicaciones
Dirección General de Correos y Telecomunicaciones
Madrid

Sr. D. Antonio MARTORELL GONZÁLEZ-MADROÑO
Ingeniero de Radiodifusión, Dirección General de Radiodifusión
Juan Bravo, 6
Madrid

Sr. D. José María PARDO HORNO
Ingeniero de Telecomunicaciones
Jefe del Registro Español de Frecuencias
Dirección General de Correos y Telecomunicaciones
Madrid

Sr. D. Rafael PRAT FOSSI
Capitán de Fragata, Jefe de la Sección de Comunicaciones
del Estado Mayor de la Armada
Madrid

Sr. D. Valentín QUINTAS CASTAÑS
Ingeniero de Radiodifusión.
Juan Bravo, 6
Madrid

Excmo. Sr. D. José María REVUELTA PRIETO
Director General de Radiodifusión y Televisión
Juan Bravo, 6
Madrid

Sr. D. Antonio RUIZ SÁNCHEZ

Ilmo. Sr. D. Joaquín SÁNCHEZ CORDOVÉS
Subdirector General Técnico de la
Dirección General de Radiodifusión y Televisión.
Juan Bravo, 6
Madrid

Sr. D. Mariano SANTIAGO SHAW
Teniente Coronel, Ingeniero Aeronáutico

31. ETATS-UNIS D'AMERIQUE
UNITED STATES OF AMERICA
ESTADOS UNIDOS DE AMERICA

Mr. Edward W. ALLEN Jr.
Chief Engineer
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Allen BARNABEI
Deputy Chief
Frequency Management Staff Division
Federal Aviation Agency
Washington 25 D.C.

Mr. Edwin W. BEMIS
American Telephone and Telegraph Co.
32 Ave. of the Americas
New York 13 N.Y.

Mr. William F. BRADLEY
Office of Chief Engineer
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Frederik W. BROWN
Director, Boulder Laboratories
National Bureau of Standards
Department of Commerce
Boulder (Colorado)

Mr. Robert T. BROWN
Executive Secretary
Radio Technical Commission for Marine Services
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Arthur Lyle BUDLONG
General Manager
American Radio Relay League, Inc.
West Hartford (Conn.)

Mrs. Ruby CALDWELL
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Thurlow A. CHANDLER
Frequency Supervisor
American Telephone and Telegraph Co.
32 Ave. of the Americas
New York 13 N.Y.

Mr. Francis COLT DE WOLF
Chief, Telecommunications Division
Department of State
Washington 25 D.C.

ETATS-UNIS (suite)

Mr. René M. COMBES
Engineer,
Bendix Aviation Corporation
11600 Sherman Way
North Hollywood (Cal.)

Mr. Arthur G. COSTIGAN
Consultant, Office of the Director for Telecommunications
Office of Civil and Defense Mobilization
2515, Avenue S,
Brooklyn 29, N.Y.

Mr. T.A.M. CRAVEN
Commissioner
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Sidney S. CUMMINS
Office of International Administration
Department of State
Washington 25 D.C.

Major Elmer R. DANIELS Jr., U.S. M.C.
Assistant to the Director of Naval Communications
Department of the Navy
Washington 25 D.C.

Miss Dorothy DAVID
Department of State (O.R.)
Washington 25 D.C.

Mr. Douglas D. DONALD
Radio Engineer
American Telephone and Telegraph Co.
32 Ave. of the Americas
New York 13, N.Y.

Rear Admiral Jack S. DORSEY, U.S.N.
Deputy Director of Communications-Electronics
Joint Chiefs of Staff
Department of Defense
Washington D.C.

Major General James DUFFUS, U.S.A.
Director for Communications-Electronics
Joint Chiefs of Staff
Department of Defense
Washington 25 D.C.

Miss Athalene R. EDWARDS
Department of State
Washington 25 D.C.

ETATS-UNIS (suite)

Mr. Ronald G. EGAN
European Director of International Communications
Western Union Telegraph Co.
22 Great Winchester Street
London E.C.2

Miss Rose ENGEL
Stewart Warner Corporation
1317 F. Street N.W.
Washington 4 D.C.

Mrs. Duer ESCAVAILLE
45 Avenue Wendt
Genève (Switzerland)

Mr. John F. FITZGERALD
General Counsel
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Colonel James D. FLASHMAN, U.S.A.F.
Chief, Frequency Allocations Group
Department of the Air Force
Washington D.C.

Lieutenant John C. FUECHSEL U.S.C.G.
Office of Operations
United States Coast Guard
4031 Nellie Custis Drive
Arlington (Virginia)

Mr. Benito GAGUINE
Fly, Shuebruk, Blume and Gaguine
1612 K Street
Washington D.C.

Mrs. Arleen GIGLIO
25 rue de l'Athénée
Genève (Switzerland)

Mr. Paul GOLDSBOROUGH
Office of the Assistant Secretary of Defense
for Supply and Logistics
Department of Defense
Washington D.C.

Major General Harold W. GRANT, U.S.A.F.
Director, Communications-Electronics
Department of the Air Force
Washington D.C.

ETATS-UNIS (suite)

Captain Garret Van A. GREVES, U.S.C.G.
Special Assistant to Commandant for Communications
United States Coast Guard
Department of Treasury
Washington D.C.

Mr. Wayne Sanger GREEN, II
Editor, C.Q. Magazine
1379 East 15th Street
Brooklyn 30
New York N.Y.

Mr. Thomas S. GREENISH
Vice-President, Mackay Radio and Telegraph Co.
7 Boulevard Haussmann,
Paris (France)

Miss Jane A. GUILBAULT
Department of State (O.I.C.)
Washington 25 D.C.

Mr. James E. HACKE Jr.
Communication Physicist for the General Electric Co.
75 La Vuelta Road
Santa Barbara (Cal.)

Mr. Lyman G. HAILEY
Office of the Attorney General
Department of Justice
Washington D.C.

Mr. Andrew G. HALEY
Communications Attorney
1735 de Sales Street
Washington D.C.

Mr. Raymond L. HARRELL
First Secretary of Embassy
Telecommunications Division
Department of State
Washington 25 D.C.

Mr. William HITTON
Director for Telecommunications Policy
Department of Defense
Washington D.C.

Mr. Robert P. HAVILAND
Engineer, Satellites and Space-Systems
American Astronautical Society
c/o General Electric Co.
3198 Chestnut Street
Philadelphia 4, (Pa)

ETATS-UNIS (suite)

Mr. William B. HAWTHORNE
Chief, Frequency Management Division
Federal Aviation Agency
1672 N. Longfellow Street
Arlington (Virginia)

Mr. George W. HAYDON
Electronic Scientist
Radio Communication and Systems Division
National Bureau of Standards
Boulder Laboratories
Boulder (Col.)

Mr. Alfred A. HENNINGS
American Cable and Radio Corporation
67 Broad Street
New York 4 N.Y.

Lt. Colonel Earl G. HOLLIMAN, U.S. Army
Chief, Army Radio Frequency Engineering Office
Department of the Army
Washington D.C.

Mr. Leo J. HUNTOON
Assistant General Manager
American Radio Relay League
37 La Salle Road
West Hartford 7 (Conn.)

Mr. Rosel H. HYDE
Commissioner
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. George JACOBS
Chief, Central Frequency Division
International Broadcasting Service
United States Information Agency, IBS/EF
Washington 25 D.C.

Mr. Cyril M. JANSKY Jr.
Jansky and Bailey, Inc.
1735 de Sales Street N.W.
Washington 6 D.C.

Mr. Carl E. JEFFRIES
Douglas Aircraft Co.
Santa Monica (Cal.)

ETATS-UNIS (suite)

Mr. Joseph M. KITTNER
Mc. Kenna and Wilkinson
1735 de Sales Street N.W.
Washington 6 D.C.

Mr. Robert M. KOTEEN
Attorney, Office of General Counsel
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Arthur L. LEBEL
Telecommunications Division
Department of State
Washington D.C.

Mr. Roger C. LEGGE Jr.
United States Information Agency
Washington 25 D.C.

Mr. Carl W. LOEBER
Deputy Chief, Frequency Allocation Group
Department of the Air Force
4428 Q. Street N.W.
Washington 7 D.C.

Mr. James B. Mc. ELROY
Staff Assistant for Communications
Office of Space Flight Operations
National Aeronautics and Space Administration
1512 H. Street N.W.
Washington 25 D.C.

Mr. Donald H. Mc. GANNON
President
Westinghouse Broadcasting Co.
New York N.Y.

Mr. Albert L. Mc. INTOSH
Army Frequency Manager
Department of the Army
Washington 25 D.C.

Mr. Charles John Mc. NEILL
Hughes Aircraft Co.
Los Angeles (Cal.)

Mr. Lawrence MADOFF
48 rue des Bains
Genève (Switzerland)

ETATS-UNIS (suite)

Mr. Leonhard H. MARKS
General Counsel
World Wide Broadcasting System
317 Cafritz Building
Washington 6 D.C.

Mr. Edgar T. MARTIN
Voice of America Engineering Manager
United States Information Agency IBS/EF
Washington 25 D.C.

Mr. Frederic E. MEINHOLTZ
American Newspaper Publisher's Association
123 Nickham Road, Garden City
New York N.Y.

Mr. Thomas D. MEOLA
Vice-President and European Manager
RCA Communications Inc.
Viale Pola 6
Rome (Italy)

Mr. Paul D. MILES
Executive Secretary
Interdepartment Radio Advisory Committee
Office of Civil and Defense Mobilization
Washington 25 D.C.

Mr. Donald MITCHELL Jr.
Aviation Division
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mrs. Ann Aldrich MOONEY
Attorney Adviser
Rules and Standards Division
Broadcast Bureau
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Saul M. MYERS
Chief of the Frequency Utilization and
Measurements Branch
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mrs. Mary NALLS
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

ETATS-UNIS (suite)

Major General Ralph T. NELSON, U.S. Army
Chief Signal Officer
Department of the Army
Washington D.C.

Mr. Thomas E. NELSON
First Secretary
American Embassy
Bonn (Germany)

Major James E. OGLE, U.S.A.F.
Frequency Allocation Group
Department of the Air Force
Washington 25 D.C.

Mr. Marshall S. ORR
Assistant Chief
Safety and Special Radio Service Bureau
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Henry B. OWEN
King Broadcasting Co.
Seattle (Wash.)

Mr. Charles H. OWSLEY
Deputy U.S. Representative to International Organizations
in Geneva
1 rue du Temple
Genève (Switzerland)

Mr. James D. PARKER
Director, Radio Engineering
Columbia Broadcasting System
New York N.Y.

Major Walter G. Payne U.S.A.F.
H.Q., U.S.A.F.E.
Ramstein (Germany)

Mr. Duncan D. PETERS
Electronic Engineer
Marine Division
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Clinton A. PETRY
Director, Technical Services
Aeronautical Radio Inc.
1700 K. Street N.W.
Washington 6 D.C.

ETATS-UNIS (suite)

Mr. William A. PORTER, Attorney
Bingham, Collins, Porter and Kistler
1100 Tower Building
Washington 5 D.C.

Mrs. Margaret S. PRESTON
Fed. Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Eugene Harris PRICE
Vice-President
Mackay Radio and Telegraph Co.
133 Terminal Ave.
CLARK (N.J.)

Commander Leonard R. RAISH, U.S.N.
Head, Frequency Allocation Section
Department of the Navy
Washington D.C.

Mrs. Madeleine E. RHINE
6104 Dunleer Court
Bethesda (Maryland)

Mr. Wayne F. RHINE
Chief, Operations, Voice of America
U.S. Information Agency IBS/ET
Washington 25 D.C.

Mr. J. Roy RICHARDSON
Consultant to the Department of State
7118 Exfair Road
Bethesda 14 (Maryland)

Mr. Thomas I. ROGERS
Radio Frequency Engineer
American Telephone and Telegraph Co.
195 Broadway
New York 7 N.Y.

Mr. John A. RUSS
Chief Service and Facilities Branch
Intern. Division
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Francis M. RYAN
Radio Engineer
American Telephone and Telegraph Co.
195 Broadway
New York 7 N.Y.

Mr. Eugene R. SCHELP
Office of International Conferences
Department of State
Washington D.C.

Mrs. Irene E. SCHER
Office of International Conferences
Department of State
Washington D.C.

Colonel Lawrence C. SHEETZ U.S.A.F.
Chief, Policy Group
Directorate Communications-Electronics
Department of the Air Force
Washington D.C.

Mr. Philip F. SILING
Director R.C.A. Frequency Bureau
425 13 Street, N.W.
Washington 4 D.C.

Mr. Raymond E. SIMONDS
Assistant Manager
RCA Frequency Bureau
60 Broad Street
New York 4 N.Y

Mr. Arnold G. SKRIVSETH
Office of Chief Engineer
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Leroy F. SPRINGENBERG
Vice-President, Mackay Radio and Telegraph Co.
67 Broad Street
New York 4 N.Y.

Mr. Joe L. STEWART
Chief Frequency and Liaison Section
United States Coast Guard
Department of Treasury
Washington D.C.

Miss Florence I. STRETCH
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Everett M. STRONG
Prof. of Electrical Engineering
Cornell University, Phillips Hall
Ithaca N.Y.

ETATS-UNIS (suite)

Rear Admiral Frank VIRDEN, USN
Assistant Chief of Naval Operations
(Communications)
Department of the Navy
Washington D.C.

Mr. A. Prose WALKER
Director of Engineering
National Assn. of Broadcasters
1771 N. Street N.W.
Washington 6 D.C.

Mr. William H. WATKINS
Assistant Chief Engineer
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Miss Lilian V. WATSON
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Walter E. WEAVER
Manager, Frequency Engineering
Aeronautical Radio Inc.
1700 K. Street
Washington 6 D.C.

Miss Katherine L. WELCH
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Irving L. WESTON
Chief Monitoring Division
Field Engineering and Monitoring Bureau
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mrs. Joanne R. WHITE
4 rue des Granges
Genève (Switzerland)

Mr. Nathaniel WHITE
Office of the Chief Signal Officer
Dept. of the Army
Washington D.C.

Mrs. Julia G. WHITELEY
Dept. of State
7801 Lakewood Drive
Falls Church (Virginia)

ETATS-UNIS (suite)

Miss Iona WICKHAM
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

Mr. Marion H. WOODWARD
Chief, International Division
Common Carrier Bureau
Federal Communications Commission
Washington 25 D.C.

32. ETHIOPIE
ETHIOPIA
ETIOPIA

Mr. Betru ADMASSIE
Manager, Radio Department
Imperial Board of Telecommunications
P.O. Box 1047
Addis Ababa

Mr. Gabriel TEDROS
Manager, Transmissions Department
Imperial Board of Telecommunications
P.O. Box 1559
Addis Ababa

33. FINLANDE
FINLAND
FINLANDIA

M. Sinbri Johannes AHOLA
Directeur Général des Postes
et Télégraphes
Helsinki

FINLANDE (suite)

M. Kalevi AHTI
Ingénieur
Direction Générale des Postes et
Télégraphes
Helsinki

Mr. Erkki HEINO
Chief of the Radio Electric
Section of Posts and Telegraphs
Mannerheimintie 9B
Helsinki

M. K.S. SAINIO
Ingénieur en chef
de la Radiodiffusion finnoise
15, Fabianinkatu
Helsinki

M. Arvi SINKKOVEN
Chef de bureau
Division de l'exploitation internationale
des Postes et Télégraphes
Helsinki

M. Urho Aatto TALVITIE
Directeur du Service International
Direction Générale des Postes et
des Télégraphes
Helsinki

M. Yrjo TOIVOLA
Vaisala OY Box 2191
Helsinki

Mr. Osmo Antero VIIO
Laajalahdentie 24 A1
Munkkiniemie-Helsinki

34. FRANCE
FRANCIA

M. Pierre ALNET
Officier de Marine
Etat Major Général des Armées
51 Boulevard de Latour Maubourg
Paris VII

FRANCE (suite)

M. Jean BARAILLER
Ingénieur de l'Armée de l'Air
Ministère de l'Air
24 Boulevard Victor
Paris XV

M. Jean BÉS
Ingénieur en Chef des Télécommunications
Ministère des P.T.T.
5 rue Froidevaux
Paris XIV

M. Albert CHASSIGNOL
Administrateur de 1ère classe
Direction générale des Télécommunications
Ministere des P.T.T.
Paris VII

M. Maurice CHEF
Ingénieur de la Navigation aérienne
Secrétariat général à l'Aviation civile
93 Boulevard du Montparnasse
Paris VI

M. Raymond CROZE
Directeur général des Télécommunications
Ministère des Postes et Télécommunications
Paris VII

M. Emile de CURTON
Conseiller d'Ambassade
Représentant de la France auprès des
Organisations internationales à Genève
La Pelouse
Palais des Nations
Genève (Suisse)

M. Jean DOUBLET
Secrétariat Général du Gouvernement
B.P. 116
Suresnes - (Seine)

M. Albert DREVET
Inspecteur général
Ministere des Postes et Télécommunications
Paris VII

M. François DREYFUS
Ingénieur en chef des Transmissions
Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
Paris VIII

FRANCE (suite)

M. Jean DUPOUY
Administrateur de 1ère classe
Direction générale des Télécommunications
Ministère des Postes et Télécommunications
Paris VII

M. Jean FONTAINE
Ingénieur E.N.
Compagnie Radio-Maritime
8 rue Lavoisier
Paris VIII

M. GASCUEL
Sous-Directeur des Unions internationales
Direction des Affaires administratives et sociales
Ministère des Affaires étrangères
Paris VII

M. Ernest GUY
Administrateur de 1ère classe
Ministère des P.T.T.
Paris VII

M. Jean HAMON
Ingénieur du Service des Transmissions
Ministère de l'Intérieur
Paris VIII

M. André HENRY
Ingénieur en chef des Télécommunications
Secrétaire général du Comité de
Coordination des Télécommunications
Ministère des P.T.T.
Paris VII

M. HOERTER

Mlle Marie HUET
Ingénieur
Radiodiffusion-Télévision française
107 Rue de Grenelle
Paris VII

M. Pierre HUGUES
Inspecteur de la Navigation
et du Travail maritime
103 Rue Nollet
Paris XVII

FRANCE (suite)

M. Louis Arnold LAMOITIER
Ingénieur général des Télécommunications
Radiodiffusion-Télévision française
107 Rue de Grenelle
Paris VII

M. Charles L. LOYEN
Ingénieur
Fédération nationale des Industries Electroniques
23 Rue de Lubeck
Paris XVI

M. MAIGUAN

M. Jean-François MARTINEZ
Inspecteur principal des P.T.T.
Direction des Services radioélectriques
5 Rue Froidevaux
Paris VII

M. Yves PLACE
Ingénieur en chef des Télécommunications
Ministère des P.T.T.
149 bis Rue Blomet
Paris XV

M. Georges POINTEAU
Ingénieur en chef des Télécommunications
de la Radio-Télévision française
15 Rue Cognacq Jay
Paris VII

M. Jean PRUNIERAS
Ingénieur des Ponts et Chaussées
Service des Phares et Balises
8 Avenue Léon Bolle
Paris XIII

M. Michel SIMMIER
Administrateur de 1ère classe
Ministère des P.T.T.
Paris VII

M. Gustave TERRAS
Sous-Directeur
Direction générale des Télécommunications
Ministère des P.T.T.
Paris VII

M. Marcel THUE
Ministère des Postes et Télécommunications
C.N.E.T.
Issy-les-Moulineaux (Seine)

M. André TINTANT
Lieutenant Colonel de l'Armée de Terre
Direction des Transmissions de l'Armée de Terre
Inspection Technique des Réseaux
Paris VII

M. Roger VARGUES
Chef du 5e Bureau
Direction générale des Télécommunications
Ministère des P.T.T.
Paris VII

35. GHANA

Mr. William Frank COLEMAN B.Sc (Eng)
A.M.I.E.E.
Deputy Director and Chief Engineer
Radio Ghana
P.O. Box 1633
Accra

Mr. Edmond M. KORAM B.Sc (Eng)
A.M.I.E.E.
Deputy Director and Engineer-in-Chief
Department of Posts and Telecommunications
G.P.O.
Accra

36. GRECE
GREECE
GRECIA

M. Vasilios ASLANIDIS
Directeur technique
Institut National de Radiodiffusion
Athènes

M. Anastassios ELAKIS
Ingénieur-chef de la Section Technique
de la radioélectricité
Direction Générale des Télécommunications
Ministère des Communications et des
Travaux Publics
4 rue Argentinis Dimocratias
Athenes

M. Antonios MARANGOUDAKIS
Chef de la Section des Relations Internationales
Direction Générale des Télécommunications
Ministère des Communications et des
Travaux Publics
4 rue Argentinis Dimocratias
Athènes

M. Stammatios NICOLIS
Directeur général des Télécommunications
Ministère des Communications et des Travaux Publics
4 rue Argentinis Dimocratias
Athènes

37. GUATEMALA

Sr. Lic. Albert DUPONT-WILLEMIN
Cónsul General Honorario de Guatemala
13 rue Céard
Genève (Suiza)

38. GUINEE (République de)
GUINEA (Republic of)
GUINEA (República de)

M. Ernest FOUFOUNIS
Ingénieur
Chef du Groupe des Télécommunications
Conakry

M. Joseph MONTLOUIS
Directeur général des Postes
et Télécommunications
Conakry

M. Franz REIMERINGER
Ingénieur
Conseiller technique
Ministère des Travaux publics
Conakry

39. HAITI (République d')
HAITI (Republic of)
HAITI (República de)

N'a pas participé
Did not participate
No participó

40. HONDURAS (République de)
HONDURAS (Republic of)
HONDURAS (República de)

N'a pas participé
Did not participate
No participó

41. HONGROISE (République Populaire)
HUNGARIAN PEOPLE'S REPUBLIC
HUNGARA (República Popular)

Dr. Jozsef IVÁNYI
Directeur des Postes
Ministère des Communications
et des Postes
Budapest

M. Béla KOVESI
Directeur général des Postes
Ministère des Communications
et des Postes
Budapest

Dr. Aladár LORINCZY
Conseiller supérieur des postes
Avocat
Direction Générale des PTT
Budapest

Dr. Lajos MOLNÁS
Chef de Section
Secrétariat du Gouvernement de la République
populaire hongroise
Budapest

42. INDE (République de l')
INDIA (Republic of)
INDIA (República de la)

Shri Mihir Kumar BASU
Assistant Director
Wireless Planning and Coordination
Ministry of Transport and Communications
Brassey Avenue
New Delhi

Lt. Col. S.R. KHURANA
General Staff Officer, 1
Communications and Security
Signal Directorate
Army Headquarters
New Delhi

INDE (suite)

Shri Hemendra Nath MUKERJEE
India's Representative
Commonwealth Telecommunications Board
Radio House
Apollo Bunder
Bombay I

Shri Modayil Nani PHILIP, I.C.S.
Secretary, Ministry of Transport and Communications
New Delhi

Shri V.V. RAO
Assistant Director
Wireless Planning and Coordination
Ministry of Transport and Communications
A 21/121 Lodi Colony
New Delhi 3

Dr. Manohar Balaji SARWATE
Adviser, Wireless Planning and Coordination
Ministry of Transport and Communications
New Delhi

Shri M.L. SASTRY
Deputy Chief Engineer
All India Radio
Broadcasting House
Parliament Street
New Delhi

43. INDONESIE (République d')
INDONESIA (Republic of)
INDONESIA (República de)

Miss Susanne M.B. BERNHARD
Commercial Section of the
Indonesian Embassy
9 Elfenstrasse
Berne (Switzerland)

Mr. Frans LEIWAKEBESSY
Deputy Director of Telecommunications
PTT Dept.
Kantor Pusat
Bandung

Captain E. PARTANA
Deputy Chief of Communications
Indonesian Navy
Djakarta

Mr. PRATOMO
Chief Frequency Planning and Registration Bureau
PTT Department
Dj. Tjisanggarung
Bandung

Mr. R. Dominicus ROESBANDI
Superintendent of Communications
Dept. of Civil Aviation
Technical Branch
Gunnung Sahari, 2
Djakarta

Mr. Ahmad SUBARDJO DJOJOADISURYO
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of the Republic
of Indonesia to the Confederation of Switzerland
9 Elfenstrasse
Berne (Switzerland)

44. IRAN
IRAN

M. Karim MOTAMEDI
Centre de Réception Radio Electrique Najaf-Abad
Téhéran

M. Houshang NAIMI
Directeur du Département du Plan
Ministère des PTT
Téhéran

S. Exc. Ing. H. SAMIY
Sous-secrétaire d'Etat
Ministère des PTT
Téhéran

45. IRAQ (République d')
IRAQ (Republic of)
IRAQ (República de)

Mr. Y.D. ABDUL KADIR
Director of Administration
Ministry of Guidance
Baghdad

Mr. Muhammad Ali-Al BAGHDADY
Abu Ghraib
Broadcasting Station
Baghdad

Mr. Osama Mohamad ALI
Assistant Broadcasting Engineer
Broadcasting Station
Abu Ghraib
Baghdad

H.E. Dr. Faysal AL SAMMIR
Minister of Guidance
Baghdad

Mr. Ibrahim EL-WALY
Consul of Iraq
40 rue du Rhône
Genève (Switzerland)

46. IRLANDE
IRELAND
IRLANDA

Mr. L. O'BROIN
Secretary
Department of Posts and Telegraphs
Dublin

Mr. Sean O'DROMA
Principal Officer
Head of Division
Department of Posts and Telegraphs
Dublin

Mr. Gerald E. ENRIGHT
Assistant Engineer-in-Chief
Department of Posts and Telegraphs
Dublin

Mr. G. JONES
Technical Expert
Department of Posts and Telegraphs
Dublin

Mr. James MALONE
Technical Expert
Department of Posts and Telegraphs
Dublin

Mr. J.A. SCANNELL
Assistant Secretary
Department of Posts and Telegraphs
Dublin

Mr. T.P. SEOIGHE
Principal Officer
Head of Division
Department of Posts and Telegraphs
Dublin

47. ISLANDE
ICELAND
ISLANDIA

Mr. Gunnlaugur BRIEM
Director of Posts and Telegraphs
Reykjavik

ISLANDE (suite)

Mr. E. PALSSON
Chief of Traffic Division
Posts and Telegraphs
Reykjavik

Mr. Sigurdur THORKELSSON
Chief Engineer of Posts and Telegraphs
Reykjavik

48. ISRAEL (Etat d')
ISRAEL (State of)
ISRAEL (Estado de)

Mr. Chaim BEN MENACHEM
Director General
Ministry of Posts
Jerusalem

Mr. Moshe Eliahu BERMAN
Director of Radio Engineering Services
Ministry of Posts
Jerusalem

Mr. David HAREVEN
District Engineer
Ministry of Posts
Jerusalem

Mr. Menahem KAHANY
Minister Plenipotentiary
Permanent Delegate of Israel
to the European Office of the
United Nations
1, rue Hoffmann
Genève (Switzerland)

Mr. Eliezer RON
Engineer, Frequency Division
Ministry of Posts
Jerusalem

Sgan-Aloof Zalman SHALEV
Signal Corps, Israel Defence Army
Jerusalem

Mr. Nissim YAISH
1st Secretary
Permanent Delegate of Israel
to the European Office of the
United Nations
1, rue Hoffmann
Genève (Switzerland)

49. ITALIE
ITALY
ITALIA

S.E.M. Alberto BERIO
Ambassadeur
Chef de la Délégation permanente de l'Italie
auprès de l'Office européen des Nations Unies
10 Chemin de l'Impératrice
Chambésy (Genève) (Suisse)

M. Sergio BERTOLOTTI
Ingénieur, Directeur technique
Radio-Télévision italienne
9 Via del Babuino
Roma

M. Mario CARLOTTI
Compagnie générale TELEMAR
Lungotevere Flaminio 76
Roma

M. Andrea CARUSO
Secrétaire de l'Administration des P.T.T.
Ministère des P.T.T.
Via del Seminario
Roma

M. Enzo CASTELLI
Radio-Télévision italienne
9 Via del Babuino
Roma

M. Gino CATELNUOVO
Radio-Télévision italienne
9, Via del Babuino
Roma

M. Quinto CAVALLERA
Expert industriel
116 Via Cavour
Roma

M. Antonio CHINNI

M. Raoul CHIODELLI
Administrateur délégué
Société italienne Radio-Maritime
Via dei Condotti 11
Roma

M. Amleto CIACCIA
Compagnie générale TELEMAR
Lungotevere Flaminio 76
Roma

ITALIE (suite)

M. Edoardo CRISTOFARO
Ingénieur, Radio-Télévision italienne
21 Via Arsenale
Torino

M. Edmondo FIEGNA
Radio-Télévision italienne
9 Via del Babuino
Roma

M. Pietro ILARDI
Société italienne Radio-Maritime SIRM
Via dei Condotti 11
Roma

M. le Dr Franco LUCIOLI OTTERI della CIAJA
Secrétaire de la Délégation permanente de l'Italie
auprès de l'Office européen des Nations Unies
10 Chemin de l'Impératrice
Chambésy (Genève) (Suisse)

M. Vincenzo MARTINI
Radio-Télévision italienne
9 Via del Babuino
Roma

M. Carlo MATTEINI
Compagnie générale TELEMAR
Lungotevere Flaminio 76
Roma

M. Federico NICOTERA
Inspecteur général des Télécommunications
Ministère des Postes et Télécommunications
Via del Seminario
Roma

M. Ascanio NIUTTA
Société ITALCABLE
52 Via Cola di Rienzo
Roma

M. Angelo PETTI
Chef de Section
Ministère des Postes et Télécommunications
Via del Seminario
Roma

M. Sergio ROSANI
Compagnie générale TELEMAR
Lungotevere Flaminio 76
Roma

ITALIE (suite)

Colonel Ermenegildo ROSSETTI
Ministère de la Défense
Roma

M. Giorgio SALVATORI
Société ITALCABLE
46 Via Calabria
Roma

M. Renato SESSA
Officier de Marine
Ministero Difesa Marina
Reparto TLC
Roma

M. Carlo TERZANI
Ingénieur, Radio-Télévision italienne
9 Via del Babuino
Roma

50. JAPON
JAPAN
JAPÓN

Mr. Akira ABE
Vice-Councillor
Telecommunications Controller's Chamber
Ministry of Postal Services
Tokyo

Mr. Yoshiro ARINO
International Agreements Section
Treaties Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Mr. Junkichi DOI
Assistant Chief of Legislative Section
Radio Regulatory Bureau
Ministry of Posts and Telecommunications
Tokyo

JAPON (suite)

Mr. Tooki HACHIFUJI
Chief, Business Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

Mr. Shinichi HASE
Managing Director and Chief Engineer
Nippon Broadcasting System, Ltd.
1-7 Yurakucho
Chiyodaku
Tokyo

Mr. Riojii HAYASHI
Assistant Chief of Frequency Section
Radio Regulatory Bureau
Ministry of Posts and Telecommunications
Tokyo

Mr. Shinji HAYASHI
Chief, Radio Engineering Section
Nippon Telegraph and Telephone Public Corporation
Tokyo

Mr. Yoshinori ISHIKAWA
Chief, Legislative Section
Radio Regulatory Bureau
Ministry of Posts and Telecommunications
3-4 Tsukumaki, Setagaya,
Tokyo

Mr. Iwao ITO
Chief, Survey Section, Planning Division
Engineering Department
Japan Broadcasting Corporation
2 Uchisaiwai-cho
Chiyoda Ku
Tokyo

Mr. Teruhiko KASHIWAGI
Councillor of Telecommunications
Minister's Secretariat
Ministry of Posts and Telecommunications
Tokyo

Mr. Mitsuo KOJIMA
Chief, Customers' Section
Business Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

JAPON (suite)

Mr. Hidekazu MATSUDA
Telecommunications Controller
Ministry of Postal Services
Tokyo

Mr. Nobuo MATSUNAGA
Second Secretary
Permanent Delegation of Japan
to the International Organizations
60 rue du Rhône
Geneva (Switzerland)

Mr. Nanayo MIZUTANI
Chief of Administrative Section
Traffic Bureau
Nippon Telegraph and Telephone Public Corporation
Tokyo

Mr. Shigetake MORIMOTO
Director of Engineering Department
Nippon Educational Television Co.Ltd.
Tokyo

Mr. Tsutomu MURATA
Chief, Communication Section
Equipment Bureau
Japan Defence Agency
6-351-1 Kitashainagawa Shinagawaku
Tokyo

Mr. Tatsuo NAMEKAWA
Chief, Aeronautical Sub-Section
Radio Regulatory Bureau
Ministry of Posts and Telecommunications
Tokyo

Mr. Taro NISHIZAKI
Director, Radio Research Laboratories
Ministry of Posts and Telecommunications
Tokyo

Mr. Yoshio NOMURA
Legal Adviser
Japan Broadcasting Corporation
2 Uchisaiwai-cho
Chiyoda Ku
Tokyo

H.E. Mr. Katsuzo OKUMURA
Envoy extraordinary and Ambassador Plenipotentiary
42 Helvetiastrasse
Bern (Switzerland)

JAPON (suite)

Mr. Tomokichi SAITO
Chief, Agreements Section
Commercial Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

Mr. Megumu SATO
Second Secretary
Permanent Delegation of Japan
to the International Organizations
183 Route de Chancy
Confignon (Genève) (Switzerland)

Mr. Shoji SATO
Councillor
Permanent Delegation of Japan
to the International Organizations
6 Chemin de l'Escalade
Genève (Switzerland)

Mr. Toshikatsu SAWAMURA
Chief, Planning Division
Engineering Department
Japan Broadcasting Corporation
2 Uchisaiwai-cho
Chiyoda Ku
Tokyo

Mr. Rintaro SHIDA
Chief, Frequency Section
Radio Regulatory Bureau
Ministry of Posts and Telecommunications
Tokyo

Mr. Masayoshi SHIMBORI
Director, Engineering Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

Mr. Hiroshi SHINKAWA
Deputy Director
Research and Development Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

Mr. Eiichi TANIYAMA
Member of Project Study Group
Engineering Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

JAPON (suite)

Mr. Keiichi TOBIYAMA
Chief, Frequency Section
Engineering Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

H.E. Mr. Haruhiko UETAKE
Minister of Postal Services
Tokyo

Mr. Jiro YAMAKAMI
Chief, Business Operations Section
Operations Department
Kokusai Denshin Denwa Co.Ltd.
Otemachi
Tokyo

51. JORDANIE (Royaume Hachémite de)
JORDAN (Hashemite Kingdom of)
JORDANIA (Reino Hachemita de)

H.E. Abdul Meguid MORTADA
Under Secretary of State
Ministry of Communications
Amman

52. KUWAIT

Mr. Khaled Abdullateef ABDUL RAZZAQ
Director General of P.T.T.
Kuwait

Mr. Mohammad Ali ABU AL-AINAIN
Department of P.T.T.
Kuwait

KUWAIT (suite)

Mr. Fathy GHEITH
Technical Expert P.T.T.
Kuwait

53. LAOS (Royaume de)
LAOS (Kingdom of)
LAOS (Reino de)

S.A.R. Tiao CHANTHARANGSI
Ministère des Postes et Télécommunications
Vientiane

M. Georges - Henri SENGIER
Ministère des P.T.T.
Vientiane

54. LIBAN
LEBANON
LIBANO

M. Hassen OSSEIRAN
Chargé d'Affaires du Liban
2 Bürenstrasse
Berne (Suisse)

55. LIBERIA
LIBERIA

Mr. William O'DAVOREN
Liberian Consul
1, Place du Lac
Genève (Switzerland)

56. LIBYE (Royaume-Uni de)
LIBYA (United Kingdom of)
LIBIA (Reino Unido de)

Dr. Kadri EL ATRASH
Assistant Director General of
Posts & Telecommunications
Ministry of Communications
Bengazi

Mr. Fuad KABAZI
Permanent Under-Secretary of Communications
Chairman Broadcasting Service
Bengazi

Mr. Emanuel STEPHAN
Chief Radio Engineer
Ministry of Communications
Bengazi

Mr. Gordon Stuart THOMAS
Chief Broadcasting Adviser
UNESCO Mission to Libya
United Nations
Tripoli

57. LUXEMBOURG
LUXEMBURG
LUXEMBURGO

M. Léon BODÉ
Chef de Bureau
Section des Télécommunications
de l'Administration des P.T.T.
Avenue Monterey 8e
Luxembourg

M. Mathias FELTEN
Directeur Général de la Compagnie luxembourgeoise
de Radio et de Télédiffusion
Luxembourg

LUXEMBOURG (suite)

M. le Dr Emile RAUS
Directeur général de l'Administration des P.T.T.
Luxembourg

M. Mathias STOFFEL
Inspecteur de direction
Section des Télécommunications des P.T.T.
Avenue Monterey 3a
Luxembourg

M. Louis WEHENKEL
Ingénieur attaché à la Compagnie luxembourgeoise de Radio
Villa Louvigny
Luxembourg

58. MALAISIE (Fédération de)
MALAYA (Federation of)
MALAYA (Federación)

Mr.Mohammed HASSAN bin Abdul Wahab
Assistant Controller of Telecommunications
Telecommunications Headquarters
Kuala Lumpur

Mr. Chye Watt LEE
Assistant Controller of Telecommunications
Kuala Lumpur

H.E. Bin Haji Jubir SARDON
Minister for Works, Posts and Telecommunications
Kuala Lumpur

Mr. W. STUBBS
Director General of Telecommunications
Kuala Lumpur

59. MAROC (Royaume du)
MAROCCO (Kingdom of)
MARRUECOS (Reino de)

M. Mohammed AOUAD
Ministre des P.T.T.
Rabat

M. Mohamed BENABDALLAH
Ingénieur des Télécommunications
Rabat

M. Abdelhak BENKIRANE
Ingénieur des Télécommunications
Ministère des P.T.T.
Rabat

M. Abderrazak BERRADA
Ingénieur en Chef des Télécommunications
Chef des Services Techniques de la
Radiodiffusion marocaine
1 rue Coli
Rabat

M. Jean-Paul DAMIANI
Inspecteur Principal des Radiocommunications
4 rue Mezergua
Rabat

M. Abdessamad KENFAOUI
Attaché à l'Ambassade du Maroc
21 Rue des Pyramides
Paris 1er (France)

M. Henri LACROZE

M. Moktar Hadj NASSER
Chargé d'Affaires
Légation du Maroc
Hôtel Bellevue-Palace
Berne (Suisse)

M. Jacques SABBAH
Chef des services techniques
Ministère des P.T.T.
Rabat

60. MEXIQUE
MEXICO
MEXICO

Sr. D. Lázaro BARAJAS GUTIÈRREZ
Jefe del Departamento de Frecuencias
Dirección General de Telecomunicaciones
Luis Martínez de Castro 9
México 18 D.F.

Sr. D. Martín Flores CANTERO
Dirección General de Telecomunicaciones
Departamento de Frecuencias
México D.F.

Mayor José CERBÒN FUENTES
Otoño 15
Mixcoac, 19 D.F.

Sr. D. Rafael CUTBERTO NAVARRO

Sr. D. Joel GALVÀN TALLEDOS
M. Carrera 58 -19
México 14 D.F.

Sr. D. José de Jesús HERNÀNDEZ G.
Dirección General de Telecomunicaciones
Departamento de Frecuencias
México D.F.

Sr. D. Carlos NÚÑEZ ARELLANO
Jefe del Departamento de Asuntos Internacionales S.C.T.
México D.F.

Sr. D. Luis SIGLER DE LA FUENTE
Radio Aeronáutica Mexicana
Melchor Ocampo 469 - 101
México D.F.

61. MONACO
MONACO

M. Gustave AJVRAY
Ingénieur
Radio Monte Carlo
16, Boulevard Princesse Charlotte
Monte Carlo

M. René BECKERT
Consul de la Principauté de Monaco
56 Quai Gustave Ador
Genève (Suisse)

S.E.M. César SOLA ITO
Ministre Plénipotentiaire
Plais Princier
Monaco

62. NEPAL
NEPAL

Mr. Jharendra Narayan SINGHA
First Secretary
Royal Nepalese Embassy
London (England)

63. NICARAGUA

Sr. Antonio A. MU LHAUPT
Cónsul de Nicaragua
121, rue de Lausanne
Genève (Suisse)

64. NORVÈGE
NORWAY
NORUEGA

M. H. Borge ANDRESEN
Secrétaire auprès de l'Association des armateurs norvégiens
Raadhusgt. 25
Oslo

M. Jens Christian DAHLIN
Ingénieur de section
Administration des Télécommunications
Oslo

M. K. HAMMERSTRØM
Conseiller
Administration des Télécommunications
Oslo

M. Leif LARSEN
Directeur Général adjoint des Télécommunications
Oslo

M. Olav LONGVA
Capitaine de corvette
. . . .

M Per MORTENSEN
Ingénieur en Chef
Administration des Télécommunications
Oslo

M. Sv. RYNNING-TØNNESEN
Directeur Général des Télécommunications
Oslo

M. Odd J. SANDVEI
Chef de bureau
Administration des Télécommunications
Oslo

M. N.J. SØBERG
Directeur de la division radiotechnique
Administration des Télécommunications
Oslo

M. Andreas STRAND
Chef de Bureau
Administration des Télécommunications
Oslo

65. NOUVELLE-ZELANDE
NEW ZEALAND
NUEVA ZELANDIA

Mr. John Barnett DARNELL
Deputy Director-General
Post and Telegraph Department
Wellington

Mr. Edgar Somers DOAK
Director of Telecommunications
Post and Telegraph Department
Wellington

Squadron Leader David Alan DUTHIE
Royal New Zealand Air Force Headquarters
Bunny Street
Wellington

Mr. Clarence Charles LANGDALE
Chief Radio Inspector
General Post Office
Wellington

Mr. John George McARTHUR
Second Secretary
Embassy of New Zealand
9 rue Léonard de Vinci
Paris XVI (France)

Mr. Jack Milgrew POWER
Engineer (Radio)
General Post Office
Wellington

Mr. George SEARLE
Divisional Engineer (Radio)
General Post Office
Wellington

Mr. Donald Leslie VAUGHAN
Supervisor, Radio Division
General Post Office
Wellington

66. PAKISTAN
PAKISTÀN

H.E. Mr. Ikbal ATHAR
Ambassador for Pakistan
153 Avenue de Tervuren
Bruxelles (Belgique)

Major Muhammad IQBAL
MLO Post c/o DG P & T.
Karachi 1

M. Mohamed Nazir MIRZA
Director-General of Pakistan P.T.T.
Karachi

Mr. A.M. QURESHY
Assistant Director of Communications
Civil Aviation
Air Headquarters
Karachi

Mr. S.A. SATHAR
General Manager Telephones
Karachi

Mr. Irfan ULLAH
Research Engineer, Radio Pakistan
2/61 C, P.E.C.H. Society
Karachi 29

67. PANAMA
PANAMÀ

N'a pas participé
Did not participate
No participó

68. PARAGUAY

Ingeniero Walter GARCIA RIOS
Administración Nacional de Telecomunicaciones
25 de diciembre, 286
Asunción

Sr. D. Salvador GUANES
Administrador General
Administración Nacional de Telecomunicaciones
Asunción

Ingeniero Benito GUANES SERRANO
Administración Nacional de Telecomunicaciones
Ayolas, 615
Asunción

69. PAYS-BAS (Royaume des)
NETHERLANDS (Kingdom of the)
PAISES BAJOS (Reino de los)

Prof. Ir. G.H. BAST
Director General of P.T.T.
The Hague

Mr. G.M. BRINKMAN
Assistant Inspector of P.T.T.
General Post Office
The Hague

Mr. H. DENÉ
Executive Officer
Rijksluchtvaartdienst,
Kanaalweg 3
Scheveningen

Ir. Adrianus Jan EHNLE
Director in Chief of P.T.T.
The Hague

Mr. Albert C. FORTGENS
Assistant Inspector of P.T.T.
General Post Office
The Hague

PAYS-BAS (Suite)

Mr. Pieter de GROEN
Inspector of P.T.T.
General Post Office
The Hague

Mr. J. HOUTSMULLER
Chief Engineer for Special Services of P.T.T.
General Post Office
The Hague

Ir. H.T. HYLKEMA
Chief Engineer of Radio-Holland N.V.
Keizersgracht 562
Amsterdam

Mr. T. PERRY
Inspector in General Service of P.T.T.
General Post Office
The Hague

Miss J.J.W. POULUS
General Post Office
The Hague

Mr. A.A. de ROODE
Chief Inspector of the Department of
Civil Aviation
Rijksluchtvaartdienst,
The Hague

Mr. H.J. SCHIPPERS
Inspector for Special Services of P.T.T.T.
Fenacoliusplein 1 D
Massluis

Mr. O.J. SELIS
Head of the Department of Telecommunications
and Air Traffic Control of Civil Aviation
Rijksluchtvaartdienst,
The Hague

Ir. B.J. STÖVER
Chief Engineer in General Service of P.T.T.
General Post Office
The Hague

Mr. R.P. van DIJK
Inspector in General Service of P.T.T.
General Post Office
The Hague

PAYS-BAS (Suite)

Mr. E. van ELDIK
Deputy Head of the Technical Service
of Radio Nederland Wereldomroep
Postbox 137
Hilversum

Mr. Cornelius van GEEL
Der Schveningen Radio P.T.T.
Ymuiden

Mr. Zegert Jacobus van den HOEK OSTENDE
Mobile Communications KLM
KLM Schiphol
Amsterdam

Ir. J.D.H. van der TOORN
Van Bergenlaan 4
Wassenaar

Dr. Ir. G. Th. F. van der WIJCK
Chief Engineer in General Service of P.T.T.
General Post Office
The Hague

Mr. Johann H.R. van der WILLINGEN
Lieutenant Commander
Ministry of Defence
The Hague

Mr. J.F. VAREKAMP
Head of Telecommunications
Division of the Operations Group of
the Royal Dutch Airlines
Schiphol Airport (Netherlands)

Ir. J.C. VERTON
Chief Engineer in General Service of P.T.T.
Pomanalaan 14
The Hague

Mr. C.J.Th. WESTERTERP
Inspection Coast and Ships Radio
Central Direction P.T.T.
Scheveningseweg 6
The Hague

Mr. P.C. WILLEMS
Higher Executive Officer of P.T.T.
Central Direction of P.T.T.
The Hague

70. PÉROU
PERU
PERÙ

S.E. Sr. Max de la FUENTE LOCKER
Embajador
Representante permanente del Perú ante los Organismos Internacionales acreditados en Ginebra
1, rue d'Italie
Genève (Suiza)

Señor Guillermo F. MENDOZA SERRANI
Secretario de la Delegación Permanente del Perú
1, rue d'Italie
Genève (Suiza)

Señor Raúl María PEREIRA
Secretario de la Delegación Permanente del Perú
1, rue d'Italie
Genève (Suiza)

71. PHILIPPINES (République des)
PHILIPPINES (Republic of the)
FILIPINAS (República de)

Mr. José S. ALFONSO
Director, Bureau of Telecommunications
Department of Public Works and Communications
Manila

Mr. Max D. ATIENZA
Director of Public Relations
Far East Broadcasting Co.
P.O. Box 2041
Manila

Mr. Guillermo CANON
Chief, Radio Control Division
Department of Public Works and Communications
Manila

PHILIPPINES (Suite)

Lt. Col. Angelo P.B. FRAGO
Office of the Chief Signal Officer
AFP, Camp Murphy
Quezon City

Mr. Francisco TRINIDAD
General Manager, Philippines Broadcasting Service
5 Trinidad Road, Cabeo
Quezon City

72. POLOGNE (République Populaire de)
POLAND (People's Republic of)
POLONIA (República Popular de)

M. l'Ingénieur Wladyslaw ADASZEWSKI
Conseiller du Président du Comité de Coopération économique et technique avec l'étranger auprès du Conseil des Ministres
Varsovie

M. l'Ingénieur Henryk BACZKO
Directeur général au Ministère des Postes et Télécommunications.
Varsovie

M. Aleksander BANASZKIEWICZ
Ingénieur
Chef de section à l'Administration de la Radio
ul. Noakowskiego 26
Varsovie

M. Wladyslaw CETNER
Ingénieur
Vice-Directeur de l'Institut des Télécommunications
Varsovie

M. Jaroslaw DUNIN
Conseiller supérieur
Ministère des Postes et Télécommunications
Varsovie

POLOGNE (suite)

M. Mieczyslaw FLISAK
Ingénieur
Directeur de l'Administration de la Radio
C.Z.R. & T.
ul. Gorskiego 9
Varsovie

M. Henryk KALITA
Ingénieur
Vice-Directeur de l'Administration de la Radio
Ministère des Postes et Télécommunications
Al. Waszyngtona 44-12
Varsovie

M. Jan KARAS
Inspecteur supérieur
Ministère des Postes et Télécommunications
Varsovie

M. Konrad KOZLOWSKI
Ingénieur, Directeur général
Ministère des Postes et Télécommunications
Varsovie

M. Waclaw LISICKI
Chef de section à l'Administration de la Radio
C.Z.R. & T.
ul. Gorskiego 9
Varsovie

M. l'Ingénieur Zygmunt MOSKWA
Ministre des Postes et Télécommunications
Varsovie

M. Alfons RZECZEWSKI
Ministère des Communications
Département de l'Aviation Civile
Varsovie

Mme Halina SMOLENSKA
Ingénieur
Administration de la Radio
ul. Sniadeckich 18/39
Varsovie 10

M. Maksymilian STRZELINSKI
Chef-Inspecteur de Radio maritime
Ministère des Transports maritimes
Kosciuszki 5 m 2
Sopot

POLOGNE (suite)

M. Stanislaw WENDA
Ingénieur
Chef de section à l'Administration de la Radio
ul. Sniadeckich 18/39
Varsovie 10

M. Czeslaw WESOLOWSKI
Ingénieur
Administration de la Radio
Ministère des Postes et Télécommunications
Varsovie

M. Jerzy ZIOLKOWSKI
Ingénieur
Directeur de Département
Ministère des Postes et Télécommunications
Varsovie

73. PORTUGAL

Ingénieur Antônio Manuel Santiago
BARJONA DE FREITAS WEINHOLTZ DE BIVAR
Directeur des Services techniques
Emetteur national de Radiodiffusion
Rua do Quelhas
Lisbonne

Colonel Manuel Norton BRANDÃO
Armée de l'Air portugaise
Avenida Liberdad 252
Lisbonne

Ingénieur Mário José Ferreira da COSTA JARDIM
Administration générale des P.T.T.
rue Alexandre Herculano 41
Lisbonne

M. le Dr Fernando ELOY
Conseiller juridique
Administration générale des P.T.T.
Lisbonne

PORTUGAL (suite)

M. Antonio Nobre de FARIA DELGADO
Ingénieur
Direction générale de l'Aéronautique civile
Ministère des Communications
Lisbonne

M. Luis GOIS FIGUEIRA
Secrétaire de l'Ambassade du Portugal
50a Helvetiastrasse
Berne (Suisse)

Premier-Lieutenant Carlos Guilherme
IVENS FERRAZ DE MESQUITA
D.S.E.C.
Ministère de la Marine
Lisbonne

Capitaine de Frégate
Alfredo de OLIVEIRA BAPTISTA
Directeur du Service d'Electricité et Communications
Ministère de la Marine
Lisbonne

Lieutenant de vaisseau
Jaime de OLIVEIRA LEANDRO
Secrétaire de la Commission de Coordination
des Télécommunications
Département de la Défense nationale
Lisbonne

M. l'Ingénieur Henrique Manuel PEREIRA
Administrateur adjoint de
l'Administration générale des P.T.T.
Lisbonne

M. Domingos PIRES FRANCO
Ingénieur radiotechnique
des Services des Etudes et des Essais
Emetteur national de Radiodiffusion
Rua do Quelhas
Lisbonne

M. Alfredo de QUEIROZ RIBEIRO VAZ PINTO
Président du Conseil d'administration
de la Companhia Portuguesa de Radio Marconi
131 Rua de S. Juliâo
Lisbonne

PORTUGAL (suite)

M. Antônio de SOUSA
Chef de Service d'exploitation de lère classe
Administration générale des P.T.T.
Lisbonne

Capitaine de Corvette Augusto SOUTO SILVA CRUZ
Département de la Défense nationale
Lisbonne

M. Henrique TORRES LEOTTE TAVARES
Chef de la Division des Studios
Emetteur national de Radiodiffusion
Rua do Quelhas
Lisbonne

Ingénieur Manuel Amaro VIEIRA
Directeur des Services radioélectriques
Administration générale des P.T.T.
Lisbonne

74. PROVINCES ESPAGNOLES D'AFRIQUE
SPANISH PROVINCES IN AFRICA
PROVINCIAS ESPAÑOLAS DE AFRICA

N'ont pas participé
Did not participate
No participaron

75. PROVINCES PORTUGAISES D'OUTRE-MER
PORTUGUESE OVERSEA PROVINCES
PROVINCIAS PORTUGUESAS DE ULTRAMAR

M. Abilio ANTUNES DOS SANTOS
Directeur de 2ème classe des P.T.T.U.
de la province de Mozambique
Lourenço Marques (Mozambique)

Ingénieur Antônio Jacinto MAGRO
Directeur de 1ère classe des P.T.T.U.
de la Province d'Angola
37 rua da Penha de França
Lisbonne (Portugal)

M. Joaquim Arnaldo ROGADO QUINTINO
Directeur de 1ère classe des P.T.T.U.
Ministère d'Outre-Mer
22 rua Andrado Corvo, 1°
Lisbonne (Portugal)

76. REPUBLIQUE ARABE UNIE
UNITED ARAB REPUBLIC
REPÚBLICA ARABE UNIDA

M. Salah Eldine Mohamed Youssef AMER
Ingénieur

M. Anis Tewfik EL BARDAI
Directeur général de la T.S.F.
à l'Administration des Télécommunications
de la Province égyptienne
Le Caire

M. El Garhi Ibrahim EL KASHLAN
Sous-Directeur de la Radiodiffusion
pour les affaires techniques
U.A. Broadcasting
4, Rue Sherifein
Le Caire

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

M. Shawkat EL SAWAF
Directeur de la T.S.F.
à l'Administration générale des P.T.T.
de la Province syrienne
Damas

M. Ibrahim FOUAD
Directeur général du Mouvement
des Communications T.S.F.
Administration des Radiocommunications
9 rue Sherifein
Le Caire

M. Gamil Mohamed MEHREZ
Directeur général des Communications par câbles
au Ministère des Télécommunications
de la Province égyptienne
Le Caire

S.E. Dr Mahmoud Mohammed RIAD
Directeur général de l'Administration des Télécommunications
de la République Arabe Unie
Le Caire

Dr. Ali Samir SAFWAT
2ème Secrétaire
Délégation de la R.A.U
auprès de l'Office européen des Nations Unies
2 place des Eaux-Vives
Genève (Suisse)

M. Abdel Fattah El Mansy ZAIAMA
Chef de Section Adjoint
Administration des Radiocommunications
Rue Ramsis
Le Caire

77. REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY
REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA

M. Bernward ARENS
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

M. Heinz BARTH
Schlüterstrasse 53
F.U.A.
(24a) Hamburg 13

M. Hans U. BERKNER
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. W. BIERMANN
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

M. Rudolf BINZ
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Helmut BORNEMANN
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

M. Georg EISENHUT
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

M. Rudolf FERNAU
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

Dr jur. Heinz FICKEL
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

Dr Horst FLEISCHER
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (suite)

M. Hans-Joachim HAASE
Weinbergstrasse 11-13
B.M.V.
(22b) Koblenz

M. K.W. HAENSCHKE
Rheinstrasse 110
P.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Karl J.G. HAHN
Argelanderstrasse 105
B.M.Vtg.
(22c) Bonn

M. Rolf HARDER
Stephansplatz 5
O.P.D.
(24a) Hamburg 36

Mlle Marianne HECHLER
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Adolf HEILMANN
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Dieter H. HEINIG
Argelanderstrasse 105
B.M.Vtg.
(22c) Bonn

Prof. Dr ing.h.c. Karl HERZ
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Otto KIRCHNER
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

M. W. KLEINSTEUBER
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (suite)

M. Rudolf KÖHLER
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

Dr Wilhelm KRONJÄGER
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

Mlle Camilla LEITZ
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

M. Karl Heinz LISSNER
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Richard MEISEL
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Ulrich MOHR
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

Dr Walter PAULY
Consul de lère classe
Délégué permanent adjoint
de la République fédérale d'Allemagne
94 rue de Lausanne
Genève (Suisse)

M. Gerhard PETRICH
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. Hans PRESSLER
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

M. Helmuth REITER
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (suite)

Dr Hans RINDFLEISCH
Rothenbaum- Chaussee 132 - 134
N.D.R.
(24a) Hamburg 13

M. Alfred Franz Walter SAMLOWSKI
Rheindorferstrasse 198
B.M.I.
(22c) Bonn

M. Alfred SCHÄDLICH
Rheinstrasse 110
F.T.Z.
(16) Darmstadt

M. W.E.STEIDLE
Katharinenstrasse 23/25
D.E.B.E.G.
(24a) Hamburg 11

Dr Rudolf THIERFELDER
Consul général
Consulat général de la République fédérale d'Allemagne
Rue de Lausanne 94
Genève (Suisse)

M. J.WITTBRODT
Koblenzerstrasse 81
B.P.M.
(22c) Bonn

Dr Gerhard G.E. ZWIEBLER
Bernhard-Nocht-Strasse 78
B.M.V.
(24a) Hamburg 4

78. REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE
FEDERAL PEOPLE'S REPUBLIC OF YUGOSLAVIA
REPUBLICA FEDERATIVA POPULAR DE YUGOESLAVIA

M. Konstantin COMIĆ
Chef de section
Administration des Radiocommunications
Belgrade

M. Zivan DABIĆ
Chef de section
Administration des Radiocommunications
Belgrade

M. Makso DAKIĆ
Directeur de l'Administration des
Radiocommunications
Savezno Izvršno Vecé
Belgrade

M. Miomir KOVAČEVIĆ
Conseiller
Direction générale des P.T.T.
Belgrade

M. Ivan LIPKOVIC
Conseiller
Direction générale des P.T.T.
Belgrade

M. Vojin POPOVIĆ
Professeur à L'Université de Belgrade
Savezno Izvršno Vecé
Belgrade

M. Vladimir ŠENK
Directeur général suppléant des P.T.T.
Belgrade

79. REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE L'UKRAINE
UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC
REPUBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRANIA

M. I.P. LIKSO
Chef du Centre de Radio
Kiev

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE L'UKRAINE (suite)

M. Nicolaï STAVITSKI
Ingénieur du Ministère des Communications
Creschtik 22
Kiev

80. RHODESIE ET NYASSALAND (Fédération)
RHODESIA AND NYASALAND (Federation of)
RHODESIA Y NYASALAND (Federación de)

Mr. Hayden Wayne ROBERTS
1st Secretary
Rhodesia House
429, Strand
London. W.C.2. (England)

81. ROUMAINE (République Populaire)
ROUMANIAN PEOPLE'S REPUBLIC
RUMANA (República Popular)

M. Marin GRIGORE
Directeur général des Postes
et des Télécommunications
Ministère des Transports et Télécommunications
Bucarest

M. Bujor IONITA
Directeur des P.T.T.
Ministère des Transports et des Télécommunications
Bucarest

M. Paul POSTELNICU
Ingénieur des P.T.T.
Ministère des Transports et Télécommunications
Bucarest

82. ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de l'IRLANDE DU NORD
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA e IRLANDA DEL NORTE

Mr. C.F.B. ARTHUR
U.K. Chamber of Shipping and Liverpool Steamship Owners' Association
12-20, Camomile Street
London E.C.3

Colonel A.L. ATKINSON, O.B.E.,
Ministry of Defence
Storey's Gate,
London S.W.1

Mr. Frank AXON
British Broadcasting Corporation
Portland Place
London W.1

Wing Commander H. Ball
Ministry of Defence
Storey's Gate
London S.W.1

Mr. C.W. BASS
Radio Services and Dept. Radio Branch
G.P.O. Headquarters
London E.C.1

Miss Vera Nancy BENFORD
52 Toorack Road
Harrow Weald
Middlesex

Mr. George Charles BENTON
Senior Executive Engineer
G.P.O.
London E.C.1

Mr. Percy Archie Thomas BEVAN
Independent Television Authority
14 Prince's Gate
London S.W.7

Mr. Reginald M. BILLINGTON, T.D., D.L.
Deputy Inspector of Wireless Telegraphy
Union House
St. Martin's Le Grand
London E.C.1

ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de l'IRLANDE du NORD (suite)

Miss O.D.T. BLAND
Conference Officer
Foreign Office
London S.W.1

Mr. Walter BLOW
Assistant Inspector of Wireless Telegraphy
101, Grove Park
London S.E.5

Captain Charles Frederik BOOTH, C.B.E.
Assistant Engineer in Chief
G.P.O.
2-12 Gresham Street
London E.C.2

Mr. A.J. BOURNE, E.R.D., B.Sc.
Signals Officer
Ministry of Transport & Civil Aviation
19-29 Woburn Place
London W.C.1

Mr. F. BURROWS
Assistant Legal Adviser
Foreign Office
London S.W.1

Mr. William John CHALK
Engineer
British Broadcasting Corporation
Portland Place
London W.1

Miss M.D. COLTMAN
Clerk Secretary
G.P.O.
London E.C.1

Mr. H.A. DANIELS
Assistant Secretary
G.P.O.
London E.C.1

Mr. Roland R. FERGUSSON
General Manager
Marconi International Marine Communication Co.Ltd.
Marconi House
Chelmsford
Essex

ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de
l'IRLANDE DU NORD (suite)

Mr. Trevor Thomas GATTY
Conference Officer
Foreign Office
17 Carlton House Terrace
London S.W.1

Mr. G. GRAHAM
British Broadcasting Corporation
Portland Place
London W.1

Mr. H.L. HAYWARD
Engineer
Cable and Wireless Ltd.
Mercury House
Theobalds Road
London W.C.1

Mr. Frank HENDERSON
Senior Executive Officer
G.P.O.
London E.C.1

Mr. R.J. HITCHCOCK
Adviser
Cable & Wireless Ltd.
Mercury House
Theobalds Road
London E.C.1

Mr. R. HOPKIN
G.P.O.
London E.C.1

Mr. Samuel Leslie HULME, O.B.E.
Assistant Chief Engineer
194 Elgar Avenue
Tolworth
Surrey

Mr. A.M. HUMBY
Principal Scientific Officer
British Joint Communications-Electronics Board
Ministry of Defence
Storey's Gate
London S.W.1

Mr. J.K.S. JOWETT
Assistant Staff Engineer
G.P.O.
London E.C.1

ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de
l'IRLANDE DU NORD (suite)

Miss I.M. KEILLER
G.P.O.
London E.C.1

Mrs. E. KEMP
Shorthand Typist
G.P.O.
London E.C.1

Mr. William Arthur KIRKPATRICK
Principal
G.P.O.
St. Martins-le-Grand
London E.C.1

Mr. D.H. LAMB
Radio Officers Union
46 Blandfield Road
Upminster
Essex

Mr. Ian T. LAWMAN
Principal
Ministry of Transport & Civil Aviation
Berkeley Square House
London W.1

Commander Peter Theodore LAWMAN, R.N.
Signal Division
Admiralty
London S.W.1

Mr. Paul G. LINTZGY
Marconi International Marine Communication Co.Ltd.
6 Cesar Avenue
Chelmsford
Essex

Wing Commander R. J. MARKS, R.A.F.
Air Ministry
Whitehall
London S.W.1

Miss C. MATTERS
Clerk Secretary
G.P.O.
London E.C.1

ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de
l'IRLANDE DU NORD (suite)

Mr. George J. McDONALD
Marconi International Marine Communication Co.Ltd.
Chelmsford
Essex

Mr. Francis C. McLEAN
British Broadcasting Corporation
Portland Place
London W.1

Mrs. P.M. MONTROSE
Clerk Secretary
G.P.O.
London E.C.1

Mr. R. MURRAY
Chief Executive Officer
G.P.O.
London E.C.1

Mr. Leonard Eugene NEWNHAM
Radio Society of Great Britain
28/30, Little Russell Street
Holborn
London W.C.1

Miss V.M. NULLIS
Executive Officer
G.P.O.
London E.C.1

Mr. H. O'NEILL, O.B.E.
Radio Officers' Union
4-6 Blandfield Road
Upminster
Essex

Miss Helena Ann O'REGAN
Typist
G.P.O.
London E.C.1

Miss P. PANICHELLI
Higher Executive Officer
G.P.O.
London E.C.1

ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de
l'IRLANDE DU NORD (suite)

Lieutenant Colonel H.O. PARGETER
War Office
Whitehall, Serv.1
London S.W.1

Mr. Arthur E. PARKER
Assistant Engineer
G.P.O.
London E.C.1

Mr. Percy Norman PARKER
Senior Executive Engineer
Post Office Engineering Department
2-12 Gresham Street
London E.C.2

Mr. J.T. PENWARDEN
Senior Signals Officer
Ministry of Transport & Civil Aviation
19-21 Woburn Place
London W.C.1

Miss E.M. PERRY
Principal
G.P.O.
London E.C.1

Sir Thomas RAPP, K.B.E., C.M.G., M.C.
formerly Ambassador in H.M.'s Foreign Service
26, The Boltons
Kensington
London S.W.10

Colonel A.H. READ, C.B., O.B.E., T.D.
U.K. Telecommunications Attaché
British Embassy
Washington, D.C.
(U.S.A.)

Mr. Robert M. SANER, O.B.E.
Counsellor
Foreign Office
London S.W.1

Mr. Clifford Edward SECKER
Executive Engineer
112 Oakwood Drive
St. Albans
(Herts.)

ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de
l'IRLANDE DU NORD (suite)

Colonel Ivan St.Quintin SEVERIN (Retd)
British Joint Communications-Electronics Board
Ministry of Defence
Storey's Gate
London S.W.1

Mr. Eric SHARPE, M.B.E.
Principal
G.P.O. Headquarters
St. Martins-le-Grand
London E.C.1

Mr. C.E.SHARWOOD
Executive Officer Radio Services Department
G.P.O. Headquarters
London E.C.1

Miss Patricia SHERINGHAM
Typist
G.P.O.
London E.C.1

Mr. I.M. SINCLAIR
Assistant Legal Adviser
Foreign Office
London S.W.1

Mr. Charles William SOWTON
Assistant Staff Engineer
Inland Radio Planning and Provision Branch
2-12 Gresham Street
London E.C.2

Miss S.M. STRACHAN
Conference Officer
Foreign Office
London S.W.1

Mr. E.G. STRIDE
United Kingdom Chamber of Shipping
and Liverpool Steamship Owners' Association
12-20 Camomile Street
London E.C.3

Captain R.G. SWALLOW
United Kingdom Chamber of Shipping
and Liverpool Steamship Owners' Association
12-20 Camomile Street
London E.C.3

ROYAUME-UNI de la GRANDE-BRETAGNE et de
l'IRLANDE DU NORD (suite)

Mr. William SWANSON
Assistant Inspector of Wireless Telegraphy
G.P.O.
London E.C.1

Miss Linda THEOBALD
Shorthand Typist
G.P.O.
London E.C.1

Miss Millicent Violet THOMPSON
Clerk Secretary
G.P.O.
London E.C.1

Mr. T.C. WEAVER
Senior Executive Officer
G.P.O.
London E.C.1

Mr. Philip Douglas WEBB
Signals Officer
Ministry of Transport & Civil Aviation
19-29 Woburn Place
London W.C.1

Mr. Graham P. WILSON
Assistant Inspector of Wireless Telegraphy
45 Wendover Court
London W.3

Mr. W.A. WOLVERSON, C.B.
Director of Radio Services
G.P.O.
London E.C.1

Mr. T.W. WOOLMORE
Senior Executive Officer
G.P.O.
London E.C.1

83. SOUDAN (République du)
SUDAN (Republic of)
SUDÁN (República de)

Mr. Hassan Ibrahim BESHIR
Assistant Controller
Telegraph Service
Khartoum

Mr. Suleiman HOSSEIN
Director of P.T.T.
Khartoum

84. SUEDE
SWEDEN
SUECIA

M. Per ÅKERLIND
Directeur de section
à la Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Gunnar ÅSEBO
Capitaine de corvette
Attaché naval adjoint
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Lars BERGMAN
Capitaine de Frégate
Etat-Major des Forces armées
Stockholm

M. Göran BERNSTROM
Capitaine de frégate
Etat-Major de la Marine
Stockholm

Mlle Hjördis BJERNERT
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

SUEDE (suite)

M. Carl-Magnus von DÖBELN
Capitaine de frégate
Etat-Major général des Forces armées
Stockholm

M. Gustaf ELMQUIST
Directeur de Section
Direction générale des télécommunications
Stockholm

M. Harry EMBE
Inspecteur de Service
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Erik ESPING
Directeur technique
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Douglas FORSSBIAD
Capitaine
Directeur de l'Association suédoise des armateurs
Stockholm

M. Sven GEJER
Directeur de Division
Direction générale des Télécommunications
Stockholm 16

M. Simeon HULTARE
Directeur de Section
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Artur LINDESTAM
Directeur de Section
Direction nationale de l'Aéronautique
Stockholm

M. Sven ÖBERG
Chef de Division
Direction nationale de la navigation maritime
Stockholm

M. Bertil OLTERS
Directeur général adjoint des Télécommunications
Stockholm

SUEDE (suite)

M. Thomas ÖVERGAARD
Directeur de Division
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Arne RÅBERG
Premier Secrétaire de Division
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Sven RAHMN
Premier ingénieur des Radiocommunications
Chef de la Section des Radiocommunications
Gothembourg

M. Arne ROHDIN
Ingénieur de Division
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

Mlle Elisabeth SIV KARLSON
Secrétaire
Direction des Télécommunications
Stockholm 16

M. Hans SJÖVALL
Commandant
Etat-Major de l'Armée de l'Air
Stockholm

M. Per STEFFEN
Lieutenant-Colonel
Chef de Division
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

Dr Håkan STERKY
Directeur général des Télécommunications
Stockholm

M. Sven THORNANDER
Directeur de Section
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

M. Nisse UHLÉN
Ingénieur
Direction générale des Télécommunications
Stockholm

SUEDE (suite)

M. Harald WERNEMANN
Colonel
Etat-Major général des Forces armées
Stockholm

85. SUISSE (Confédération)
SWISS CONFEDERATION
SUIZA (Confederación)

M. le Cap. Erwin BEUSCH
Ingénieur
Service des troupes de transmission
Seftigenstrasse 264
Wabern (Berne)

M. Hans CANDRIAN
Fonctionnaire technique
de l'Office fédéral de l'Air
Burgerstrasse 20
Ittigen (Berne)

M. Charles CHAPPUIS
Chef du Service du Contentieux
et des Affaires administratives générales
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. Bernard DELALOYE
Ingénieur
Division des Téléphones et des Télégraphes
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. René DOVAZ
Directeur de Radio-Genève
66, Boulevard Carl Vogt
Genève

Dr Ferdinand DUFOUR
Division des Organisations internationales
Département Politique fédéral
Berne

SUISSE (suite)

M. Paul FARINE
Inspecteur de la Section du Télégraphe
Direction générale des P.T.T.
Speichergasse 6
Berne

M. Georges FEISSLY
Technicien de Radio-Suisse S.A.
Münchenbuchsee (Berne)

M. Clovis GILLIOZ
Chef de la Section des affaires générales de la Radio
Division des téléphones et télégraphes
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. Albert GULDIMANN
Inspecteur de la Section Radiodiffusion
Division des téléphones et télégraphes
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. le Lt-Colonel Ernst HONEGGER
Chef de la Section de transmission
Service des Troupes de transmission
Aebnitstr. 37
Gummligen (Berne)

M. Hugo HEGGLI
Secrétaire
Direction des téléphones
Zurich 39

M. Henry A. KIEFFER
Ingénieur de la Section radiodiffusion
Direction générale des P.T.T.
Speichergasse 6
Berne

M. Willy KLEIN
Chef des services radio et télévision
Division des téléphones et télégraphes
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. Harry LAETT
Ingénieur chef de la Section télévision
Direction générale des P.T.T.
Berne

SUISSE (suite)

M. Alfred LANGENBERGER
Sous-Directeur de la Division des téléphones
et des télégraphes
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. Fritz LOCHER
Chef du Service des téléphones
et des télégraphes
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. François de LORIOL
Ingénieur en chef de Radio-Suisse S.A.
Stadtbachstrasse 58
Berne

M. Théo MÖCKLI
Avocat, Expert-juriste
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. René MONNAT
Inspecteur de la Section
des affaires générales de la radio
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. Gilbert SAVARY
Secrétaire administratif
Rue des Deux-Ponts, 18
Genève

M. Hans SCHÜTZ
Technicien de Radio-Suisse S.A.
Stapfenackerstr. 80
Berne / Bumplitz

M. Charles STEFFEN
Fonctionnaire technique
de la Section radiodiffusion
Direction générale des P.T.T.
Speichergasse 6
Berne

M. Eduard WEBER
Directeur général des P.T.T.
Berne

SUISSE (suite)

M. Adolf WETTSTEIN
Directeur de la Division des téléphones
et des télégraphes
Direction générale des P.T.T.
Berne

M. Max WILDI
Ingénieur de l'Office fédéral de l'air
Amtshausgasse
Berne

Mlle Juliette WINCKLER
Secrétaire
Rue Plantamour 24
Genève

M. Otto WÜEST
Chef de service de la radio
Direction générale des P.T.T.
Berne

86. TCHECOSLOVAQUIE
CZECHOSLOVAKIA
CHECOESLOVAQUIA

M. Stanislav HOUDEK
Division internationale
Ministère des Postes et Télécommunications
Prague

Dr Miroslav JOACHIM
Ingénieur
Ministère des Postes et Télécommunications
Olsanska 5
Prague 11

M. Juraj MAŇAK
Vice-Ministre des Postes et Télécommunications
Prague

TCHECOSLOVAQUIE (suite)

M. Jan MUŽÍK
Chef adjoint de la Délégation permanente
de la République tchécoslovaque
auprès de l'Office européen des Nations Unies
5 chemin des Crettets
Conches (Genève) (Suisse)

M. Zdenek SVOBODA
Ingénieur des Télécommunications
Ministère des Transports
Prague

M. Gustav VODŇANSKÝ
Chef de la Division internationale
Ministère des Postes et Télécommunications
Prague

M. Milan ZAHRADNICEK
Ingénieur
Ministère des Postes et Télécommunications
Prague

87. TERRITOIRES DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
TERRITORIES OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TERRITORIOS DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Mr. Raymond L. HARRELL
First Secretary of Embassy
Telecommunications Division
Department of State
Washington 25 D.C.

Miss Helen G. KELLY
Chief, International Organizations Branch
Telecommunications Division
Department of State
Washington 25, D.C.

88. THAÏLANDE
TAHILAND
THAILANDIA

Mr. Mongkol CHULLAKESA
Radio Engineer
Post and Telegraph Department
Bangkok

Mr. M.L. Ophat SIRIVONGS
Chief Assistant of International
Relations Division
Post and Telegraph Department
Bangkok

89. TUNISIE
TUNISIA
TÚNEZ

M.. Abdallah BELLIL
Ingénieur des travaux du
Service de Navigation aérienne
et de la météorologie
Tunis

M. Mongi CHEFFAÏ
Ingénieur Principal à la
Radiodiffusion Tunisienne
Tunis

M. Habib Ben CHEICH HAMOUDA
Ingénieur Principal des Télécommunications
Secrétariat d'Etat aux P.T.T.
Tunis

M. Mustapha Ben CHEIKH
Ingénieur Principal des Télécommunications
Secrétariat d'Etat aux P.T.T.
Tunis

M. Moncef KEDADI
Chargé d'Affaires
Légation de Tunisie
Gesellschaftsstrasse 8
Berne (Suisse)

TUNISIE (Suite)

M. Brahim KHOUADJA
Ingénieur Principal des Télécommunications
Secrétariat d'Etat aux P.T.T.
Tunis

M. Zouhir Ben LAKHAL
Ingénieur Principal des Télécommunications
Secrétariat d'Etat aux P.T.T.
Tunis

M. MENIF
Ingénieur des Travaux
de la Navigation Aérienne
Tunis

M. Mohamed MILI
Ingénieur en Chef des Télécommunications
Secrétariat d'Etat aux P.T.T.
Tunis

M. ZALILA
Ingénieur Principal de l'Aéronautique
civile et de la Météorologie
Tunis

90. TURQUIE
TURKEY
TURQUIA

M. Izzet BILGIC
Ingénieur des Radiocommunications
Direction Générale des P.T.T.
Ankara

Mr. Muzaffer EKE
Directorate General
Press and Broadcasting
Ankara

Mr. Mithat ESMER
Radio Engineer, Technical Adviser
Ministry of Press, Broadcasting and Tourism
Ankara

TURQUIE (Suite)

Mr. Ahmed Riza HIZAL
Radio Engineer
Directorate General P.T.T.
Ankara

Mr. Hacim KAMOY
Assistant Director
Engineering Department
Directorate General P.T.T.
27 Sokak N° 3/1, Bahçelievler
Ankara

M. Talât TOLUNAY
Conseiller
Ministère des Communications
Ankara

M. Galip YENAL
Ingénieur et Premier Conseiller
Ministère des Communications
Ankara

91. UNION DE L'AFRIQUE DU SUD et TERRITOIRE de l'AFRIQUE DU SUD-OUEST
UNION OF SOUTH AFRICA and TERRITORY OF SOUTH-WEST AFRICA
UNIÒN SUDAFRICANA Y TERRITORIO DE AFRICA DEL SUDOESTE

Mr. Henry William AKESTER
Broadcasting Engineer
South African Broadcasting Corp.
P. O. Box 8606
Johannesburg

Mr. William Lennox BROWNE
Engineer, General Post Office
Private Bag 74
Pretoria

Mr. George Edward Frederik DAMANT
Engineer, Grade I
Engineering Division
G.P.O.
Cape Town

UNION DE L'AFRIQUE DU SUD et TERRITOIRE de
l'AFRIQUE DU SUD-OUEST (Suite)

Mr. James Edward MELLON
Senior Administrative Officer
Telecommunications Division
G.P.O.
Pretoria

Mr. Douglas Hazelton MILLS
Engineer
South African Broadcasting Corporation
P.O. Box 8606
Johannesburg

Mr. Leslie PIPER
Administrative Officer
Telecommunications Section
G.P.O.
Pretoria

Mr. Jacob Lourens de VRIES
Assistant Secretary
Organisation and Methods Section
G.P.O.
Pretoria

92. UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLIC
UNIÒN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÈTICAS

M. Ivan ARTEMIEV
Chef de la division des radiocommunications
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

M. Achot BADALOV
Chef de la Direction générale
des radiocommunications
Ministère des communications postales et électriques
7, rue Gorki
Moscou

Mme Bella ELKINA
Interprète
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (Suite)

Mme Olga GORCHKOVA
Interprète
Institut des Télécommunications
Aviamotornaja Ul. dom 8
Moscou

Mme Nina KARABANOVA
Interprète
Institut des Télécommunications
Moscou

M. Ivan KLOKOV
Vice-Ministre
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

M. Léonid KORYTINE
Directeur adjoint de l'Institut de la
Recherche scientifique
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

Mme Valentina KOULBATSKAIA
Institut des Télécommunications
Moscou

M. Nicolai KRASNOSSELSKI
Vice-Directeur du Département
des relations extérieures
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

Mme Maïa LEVTCHENKO
Interprète
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

M. E.A. MOTIN
Directeur adjoint du Département
des Relations extérieures
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

M. Boris OJOGUINE
Ingénieur en Chef de la division
des radiocommunications
Ministère des Communications postales et électriques
Moscou

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES (Suite)

M. I.M. ROMANOV
Ministère des Affaires Etrangères
Moscou

M. Mikhail SINITSYNE
Ingénieur en chef
Division des radiocommunications
Ministère des Transports maritimes
Moscou

93. URUGUAY (République orientale de l')
URUGUAY (Oriental Republic of)
URUGUAY (República Oriental del)

Sr. Benjamín BARREIRO
Director de la División Técnica
Servicio de Transmisiones
Montevideo

Sr. Alfonso M. GALIMBERTI
Jefe de la División
Telégrafo Nacional
Servicio de Transmisiones
Montevideo

S.E. Sr. Víctor POMÈS
Ministro Plenipotenciario
Delegado Permanente ante la Oficina
Europea de las Naciones Unidas
18, rue Crespin
Genève (Suiza)

94. VENEZUELA (République de)
VENEZUELA (Republic of)
VENEZUELA (República de)

Sr. D. Guillermo S. GARCIA
Urb. San Martín, Bloque 5, Apto. 6
Caracas

Sr. D. José Vicente HERNÀNDEZ
Los Castaños
Manzana G
Quinta Yoly
Caracas

Sr. D. José Antonio LÒPEZ
Jefe de la División Internacional de
Telecomunicaciones
Ministerio de Comunicaciones
Caracas

Sr. D. José Ramón MARCANO
Avenida Cecilio Acosta 13
San Bernardino
Caracas

Sr. José Martín MEDINA
Inspector de Aeronáutica Civil
Ministerio de Comunicaciones
Caracas

Sr. Miguel A. TEJEDA R.
Coordinador-Adjunto
División de Radiocomunicaciones
Ministerio de Comunicaciones
Vereda 61-49 Coche
El Valle
Caracas

95. VIÊT-NAM (République du)
VIET-NAM (Republic of)
VIET-NAM (República del)

M. Nguyên- KHÁC-THÁM
Directeur général des Postes & Télécommunications
Saïgon

VIÊT-NAM (République du) (Suite)

M. Nguyên- QUANG-TUAN
Ingénieur des Télécommunications
Chef du Service des Télégraphes & Téléphones
Saïgon

96. YEMEN

N'a pas participé
Did not participate
No participó

97. AFRIQUE OCCIDENTALE BRITANNIQUE
BRITISH WEST AFRICA
AFRICA OCCIDENTAL BRITÁNICA

Mr. Victor A. HAFFNER
Area Engineer (Radio)
Post and Telegraph Department
Lagos (Nigeria)

Mr. David H. SMITH
Assistant Engineer in Chief (Wireless)
Post and Telegraph Department
Lagos (Nigeria)

98. AFRIQUE ORIENTALE BRITANNIQUE
BRITISH EAST AFRICA
AFRICA ORIENTAL BRITÁNICA

Mr. R. BOLTON, A.M.I.E.E.
A.M. Brit. I.R.E.
Staff Engineer
East African Posts & Telecommunications Administration
P.O. Box 30 310
Nairobi (Kenya)

Mr. Magnus William MANSON
Engineer in Chief and Assistant to
the Postmaster General (Engineering)
General Post Office
Nairobi (Kenya)

99. BERMUDES - CARAIBES BRITANNIQUES (Groupe des)
BERMUDA - BRITISH CARIBBEAN GROUP
BERMUDAS - CARIBE BRITÁNICAS (Grupo)

N'ont pas participé
Did not participate
No participaron

100. SINGAPORE - BORNEO BRITANNIQUE (Groupe)
SINGAPORE - BRITISH BORNEO GROUP
SINGAPUR - BORNEO BRITÁNICO (Grupo)

N'ont pas participé
Did not participate
No participaron

101. **Territoire sous tutelle de la** SOMALIE
sous Administration italienne
Trust territory of SOMALILAND under
Italian Administration
Territorio en fideicomiso de SOMALIA
bajo Administración italiana

N'a pas participé
Did not participate
No participó

2. EXPLOITATIONS PRIVEES RECONNUES
RECOGNIZED PRIVATE OPERATING AGENCIES
EMPRESAS PRIVADAS DE EXPLOTACIÓN RECONOCIDAS

201. COMPAGNIE GENERALE DE TELEGRAPHIE SANS FIL

M. André BERCEAU
Chef des Services d'Exploitation
Compagnie générale de T.S.F.
79, Bd. Haussmann
Paris, 8e (France)

M. Maurice PONTE
Vice-Président Directeur Général
Compagnie générale de T.S.F.
Paris 8e (France)

M. Albert ROPER
Conseiller
Chargé de Mission
Compagnie générale de T.S.F.
79, Bd. Haussmann
Paris 8e (France)

M. Robert TABOUIS
Président
Compagnie générale de T.S.F.
79, Bd. Haussmann
Paris 8e (France)

202. SOCIETE RADIO-ORIENT

M. André BERCEAU
Conseiller Technique des Services
d'Exploitation
Société Radio-Orient
79, Bd. Haussmann
Paris 8e (France)

M. Emile GIRARDEAU
Président
Société Radio-Orient
79, Bd. Haussmann
Paris 8e (France)

M. Albert ROPER
Chargé de Mission
Société Radio-Orient
79, Bd. Haussmann
Paris 8e (France)

SOCIETE RADIO-ORIENT (Suite)

M. Robert TABOUIS
Administrateur-Directeur Général
Société Radio-Orient
79, Bd. Haussmann
Paris 8e (France)

203. COMPAGNIE PORTUGAISE RADIO MARCONI

Ingénieur Alexandre Manuel da Conceiçâo CUNHA
Directeur Technique
Compagnie Portugaise Radio Marconi
Rua de S. Juliâo 131
Lisbonne

Ingénieur Alfredo
de QUEIROZ RIBEIRO VAZ PINTO
Président du Conseil d'Administration
Compagnie Portugaise Radio Marconi
Rua de S. Juliâo 131
Lisbonne

204. TRANSRADIO ESPAÑOLA S.A.

Sr. D. Luis CÁCERES GARCÍA
Ingeniero, Director Técnico
Víctor Pradera, 76
Madrid (Espagne)

205. FRANCE CABLES ET RADIO

(Compagnie Française de Câbles sous-marins et de Radio)

M. Maurice LHERMITE
Directeur Général
7, rue du Quatre-Septembre
Paris 2e (France)

206. BRITISH BROADCASTING CORPORATION

Mr. Frank AXON
B.B.C.
Portland Place
London W1(England)

Mr. William John CHALK
B.B.C.
Portland Place
London W1(England)

Mr. G. GRAHAM
B.B.C.
Portland Place
London W1(England)

Mr. F.C. McLEAN
B.B.C.
Portland Place
London W1(England)

207. CABLE AND WIRELESS LIMITED

Mr. H.L. HAYWARD
Cable and Wireless Limited
Mercury House
110/124 Theobalds Road
London W.C. 1 (England)

CABLE AND WIRELESS LIMITED (Suite)

Mr. R.J. HITCHCOCK
Cable and Wireless Limited
Mercury House
110/124 Theobalds Road
London W.C. 1 (England)

208. INDEPENDENT TELEVISION AUTHORITY

Mr. Percy Archie Thomas BEVAN
Independent Television Authority
14, Prince's Gate
London S.W. 7 (England)

209. MARCONI INTERNATIONAL MARINE COMMUNICATION COMPANY LIMITED

Mr. Ronald R. FERGUSSON
Marconi International Marine Communication Co.Ltd.
Marconi House
Chelmsford (Essex).- England.

Mr. Paul V.G. LINTZGY
6, Cesar Avenue
Chelmsford (Essex).- England.

Mr. George J. McDONALD
Marconi International Marine Communication Co. Ltd.
Marconi House
Chelmsford (Essex).- England.

3. NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES
UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
NACIONES UNIDAS E INSTITUCIONES ESPECIALIZADAS

301. ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O.N.U.)
UNITED NATIONS ORGANIZATIONS (U.N.O.)
ORGANIZACION DE NACIONES UNIDAS (O.N.U.)

Mr. Walter BAUMGARTEN
Chief of Telecommunications
European Office of the United Nations
Palais des Nations
Genève (Switzerland)

Mr. Adrian DAVID
Chemin Pré-Roset 5
Genthod-le-Haut
Genève (Suisse)

302. AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCIA INTERNACIONAL DE LA ENERGIA ATOMICA

N'a pas participé
Did not participate
No participó

303. BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
BANCO INTERNACIONAL DE RECONSTRUCCION Y FOMENTO

N'a pas participé
Did not participate
No participó

304. FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
INTERNATIONAL MONETARY FUND
FONDO MONETARIO INTERNACIONAL

N'a pas participé
Did not participate
No participó

305. ORGANISATION CONSULTATIVE INTERGOUVERNEMENTALE DE LA NAVIGATION MARITIME (I.M.C.O.)
INTERGOVERNMENTAL MARITIME CONSULTATIVE ORGANIZATION (I.M.C.O.)
ORGANIZACIÓN CONSULTIVA MARÍTIMA INTERGUBERNAMENTAL (I.M.C.O.)

M. Jean BÈS
Rue Froidevaux 5
Paris XIVème (France)

Mr. Ian T. LAWMAN
Ministry of Transport and Civil Aviation
Berkeley Square House
London W.1. (England)

306. ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE (O.A.C.I.)
INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION (I.C.A.O.)
ORGANIZACION DE AVIACIÓN CIVIL INTERNACIONAL (O.A.C.I.)

Miss June GOLDIN
Secretary
I.C.A.O.
International Aviation Building
Montreal (Canada)

M. Peter OOMEN
Technical Officer of Communications Section
I.C.A.O.
International Aviation Building
Montreal (Canada)

307. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (O.N.U.A.)
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (F.A.O.)
ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA ALIMENTACIÓN Y LA AGRICULTURA (F.A.O.)

N'a pas participé
Did not participate
No participó

308. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (U.N.I.S.C.O.)
UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION (U.N.E.S.C.O)
ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA EDUCACIÓN, LA CIENCIA Y LA CULTURA (U.N.E.S.C.O.)

M. Julian BEHRSTOCK
U.N.E.S.C.O.
Place Fontenoy 1
Paris VIIème (France)

M. Philip L. SOLJAK
Spécialiste du Département de l'Information
U.N.E.S.C.O.
Place Fontenoy 1
Paris VIIème (France)

. . .

309. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (O.I.T.)
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION (I.L.O.)
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL TRABAJO (O.I.T.)

N'a pas participé
Did not participate
No participó

310. ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE (O.M.M.)
WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION (W.M.O.)
ORGANIZACIÓN METEROLÓGICAL MUNDIAL (O.M.M.)

M. J.R. RIVET
Secrétaire général adjoint
O.M.M.
Campagne Rigot
Avenue de la Paix 14
Genève (Suisse)

Dr. H. SEBASTIAN
Chief of the Technical Assistant Unit
Secretariat of W.M.O.
Campagne Rigot
Avenue de la Paix 14
Genève (Suisse)

Mr. Venkat Ram SUNDARAM
Telecommunications Expert
Rue Saint-Ours 4
Genève (Suisse)

311. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (O.M.S.)
WORLD HEALTH ORGANIZATION (W.H.O.)
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE LA SALUD (O.M.S.)

Dr. R.I. HOOD
Chief Medical Officer
International Quarantine
W.H.O.
Palais des Nations
Genève (Switzerland)

312. UNION POSTALE UNIVERSELLE (U.P.U.)
UNIVERSAL POSTAL UNION (U.P.U.)
UNIÓN POSTAL UNIVERSAL (U.P.U.)

M. A. BOËNNEC
Conseiller du Bureau International de l'U.P.U.
Schosshaldenstrasse 46
Berne 15 (Suisse)

M. Z. CAHA
Dr. en Droit
Premier Secrétaire du Bureau International
de l'U.P.U.
Schosshaldenstrasse 46
Berne 15 (Suisse)

M. F. DEPREZ
Dr. ès sciences économiques
Licencié ès sciences actuarielles
Conseiller supérieur du Bureau international de l'U.P.U.
Schosshaldenstrasse 46
Berne 15 (Suisse)

M. F. HESS
Dr. en droit
Directeur du Bureau international de l'U.P.U.
Schosshaldenstrasse 46
Berne 15 (Suisse)

M. F.-L. HOFMANN
Vice-Directeur du Bureau international de l'U.P.U.
Schosshaldenstrasse 46
Berne 15 (Suisse)

4. ORGANISATIONS INTERNATIONALES
INTERNATIONAL ORGANIZATIONS
ORGANIZACIONES INTERNACIONALES

401. UNION INTERNATIONALE DES RADIOAMATEURS (I.A.R.U.)
INTERNATIONAL AMATEUR RADIO UNION (I.A.R.U.)
UNION INTERNACIONAL DE RADIOAFICIONADOS (U.I.R.A.)

Mr. John CLARRICOATS, O.B.E.
Secretary of the I.A.R.U.
16 Ashbridge Gardens
Palmer's Green
London. N.13 (England)

Mr. Wijn DALMIN
Region I Secretariat
Radio Society Great Britain
Little Russell Street
Holborn
London. W.C.1 (England)

Mr. Per Anders KINNMAN
c/o Mr. John Clarricoats, O.B.E.
16 Ashbridge Gardens
Palmer's Green
London. N. 13 (England)

Mr. Harry LAETT
Kalchackerstrasse 29
Bremgarten
Berne (Suisse)

Mr. Otfried LÜHRS
c/o Mr. John Clarricoats, O.B.E.
16 Ashbridge Gardens
Palmer's Green
London. N. 13 (England)

Mr. Arthur Oswald MILNE
Past President
Radio Society of Great Britain
New Ruskin House
Little Russell Street
London W.C.1. (England)

402. COMITE INTERNATIONAL RADIO-MARITIME (C.I.R.M.)
INTERNATIONAL RADIO MARITIME COMMITTEE (C.I.R.M.)
COMITÉ INTERNACIONAL RADIOMARÍTIMO (C.I.R.M.)

Col. Joseph D. PARKER
M.B.E., R.A.R.O.,
Secretary General C.I.R.M.
Shipping Federation House
The Minories
London E.C.3. (England)

Mr. W. STENFERT
President of C.I.R.M.
Shipping Federation House
The Minories
London. E.C.3. (England)

403. ORGANISATION INTERNATIONALE DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION (O.I.R.T.)
INTERNATIONAL BROADCASTING AND TELEVISION ORGANIZATION (I.B.T.O.)
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DE RADIODIFUSIÓN Y DE TELEVISIÓN (O.I.R.T.)

M. F. BROMBERG
c/o Organisation internationale de Radiodiffusion
et télévision
Liebknecktood, 15
Prague XVI (Tchécoslovaquie)

M. Alex FJODOROW
Ministère des Postes et Télécommunications
Agastrasse
Berlin - Adlershof (Allemagne)

M. Herbert GÖTZE, Ingénieur
Ministère des Postes et Télécommunications
Agastrasse
Berlin - Adlershof (Allemagne)

M. Hans HARTMANN
Liebknechtova, 15
Prague XVI (Tchécoslovaquie)

M. Bujor IONITA
Ministère des Transports et des Télécommunications
Bucarest (Roumanie)

ORGANISATION INTERNATIONALE DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION (O.I.R.T.) (suite)

Dr Miroslav JOACHIM
Olanska, 5
Prague 11 (Tchécoslovaquie)

M. Henryk KALITA
Ministère des Postes et Télécommunications
Al-Waszyntona 44-12
Warszawa (Pologne)

M. Aladár LÖRINCZY
Direction générale des PTT
Budapest 114 (Hongrie)

M. G. PROBST
c/o Organisation internationale de Radiodiffusion et Télévision
Liebknechtova, 15
Prague XVI (Tchécoslovaquie)

M. H. SPINDLER
c/o Organisation internationale de Radiodiffusion et Télévision
Liebknechtova, 15
Prague XVI (Tchécoslovaquie)

Madame H. ZALOW
c/o Organisation internationale de Radiodiffusion et Télévision
Liebknechtova, 15
Prague XVI (Tchécoslovaquie)

404. COMMITTEE ON SPACE RESEARCH (C.O.S.P.A.R.)

Professor W.J.G. BEYNON
Dept. of Physics
Univ. College of Wales
Aberystwyth (Wales) United Kingdom

COMMITTEE ON SPACE RESEARCH (COSPAR) (suite)

Dr. J.F. DENISSE
Professeur astronome
Observatoire de Paris
Meudon (Seine et Oise) France.

Mr. John FINDLAY
Green Bank Observatory
U.S.A

Professor H.C. van de HULST
President of COSPAR
Sterrewacht
Leiden (Netherlands)

Mr. Charles L. SEEGER
Leiden Observatory
Leiden (Netherlands)

405. FEDERATION INTERNATIONALE DE NAVIGATION (F.I.N.)
INTERNATIONAL SHIPPING FEDERATION (I.S.F.)
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE NAVEGACIÓN (F.I.N.)

Mr. Peter S. THURSFIELD
Assistant Secretary, I.S.F.
7 The Grove
Epsom (Surrey) England

406. CHAMBRE INTERNATIONALE DE NAVIGATION
INTERNATIONAL CHAMBER OF SHIPPING
CÁMARA INTERNACIONAL DE NAVEGACIÓN

Mr. C.B. BROERSMA
Managing Director
Radio Holland
Kaizersgracht, 562
Amsterdam (Netherlands)

CHAMBRE INTERNATIONALE DE NAVIGATION (suite)

Captain Francis James WYLIE
Director of the Radio Advisory Service
International Chamber of Shipping
3-6, Bury Court
London E.C.3 (England)

407. INTERNATIONAL RADIO AIR SAFETY ASSOCIATION (IRASA)

M. Gilbert GUILLAUME
Secrétaire Général
58 rue Richer
Paris 9e (France)

M. Paul Jacques WATIN
Chairman of the IRASA
58 rue Richer
Paris 9e (France)

408. ASSOCIATION INTERNATIONALE DU TRANSPORT AERIEN (IATA)
INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION (IATA)
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE TRANSPORTE AÉREO (AITA)

Mr. P. AUBERSON
6/o I.A.T.A.
Technical Liaison Office for European and African Region
30 Curzon Street
London W.1 (England)

Mr. Louis-Roger AUBOIRE
Air-France
Orly (Seine et Oise) France

Mr. Roald BOUCGE
Director of Communications S.A.S.
Stockholm 40 (Sweden)

ASSOCIATION INTERNATIONALE DU TRANSPORT AERIEN (IATA) (suite)

Mr. Juan GISPERT
Asistente especial de comunicaciones
c/o I.A.T.A.
Technical Liaison Office for European and
African Region
30 Curzon Street
London W.1 (England)

Mr. R.H. de la HERAUDIERE
c/o I.A.T.A.
Technical Liaison Office for European and
African Region
30 Curzon Street
London W.1 (England)

Mr. H. KERSHAW
Technical Liaison Officer, I.A.T.A.
30 Curzon Street
London W.1 (England)

Mr. José Enrique PEREA
Coordinador
Andrés Lamas 547
Ituzaingo (Pcia. Bs.As.) Argentina)

Mr. J. POOL
c/o I.A.T.A.
Technical Liaison Office for European and
African Region
30 Curzon Street
London W.1 (England)

Mr. J. VAREKAMP
KLM, Royal Dutch Airlines
Schiphol Airport (Netherlands)

409. UNION EUROPEENNE DE RADIODIFFUSION (U.E.R)
EUROPEAN BROADCASTING UNION (E.B.U)
UNION EUROPEA DE RADIODIFUSIÓN (U.E.R)

M. J.T. DICKINSON
Ingénieur en Chef
Centre Technique de l'U.E.R.
32 Avenue Albert Lancaster
Bruxelles 18 (Belgique)

M. R. GRESSMANN
Ingénieur Principal
Centre Technique de l'U.E.R.
32 Avenue Albert Lancaster
Bruxelles 18 (Belgique)

M. G. HANSEN
Directeur du Centre Technique de l'U.E.R.
32 Avenue Albert Lancaster
Bruxelles 18 (Belgique)

Mlle Marie HUET
Radiodiffusion Télévision Française
107 rue de Grenelle
Paris 7e (France)

M. Louis-Arnold LAMOITIER
Radiodiffusion Télévision Française
107 rue de Grenelle
Paris 7e (France)

M. Georges POINTEAU
15, rue Cognacq Jay
Paris 7e (France)

410. COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX - ROUGE (CICR)
INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS
COMITÉ INTERNACIONAL DE LA CRUZ ROJA

M. Claude PILLOUD
Sous-directeur des Affaires générales
Comité international de la Croix-Rouge
7 Avenue de la Paix
Genève (Suisse)

M. Jean WILHELM
Conseiller juridique
Comité international de la Croix-Rouge
7 Avenue de la Paix
Geneve (Suisse)

411. FEDERATION ASTRONAUTIQUE INTERNATIONALE (F.A.I)
INTERNATIONAL ASTRONAUTICAL FEDERATION (I.A.F)
FEDERACIÓN ASTRONÁUTICA INTERNACIONAL

Mr. Andrew G. HALEY
President of the I.A.F.
1735 de Sales Street
Washington 6 D.C. (U.S.A.)

Mr. Robert HAVILAND
Engineer, Satellites and Space
Systems
c/o International Astronautical Federation
1735 de Sales Street
Washington 6 D.C. (U.S.A.)

412. UNION ASTRONOMIQUE INTERNATIONALE
INTERNATIONAL ASTRONOMICAL UNION
UNIÓN ASTRONÓMICA INTERNACIONAL

Professor W.J.G. BEYNON
Department of Physics
University College of Wales
Aberystwyth (Wales) United Kingdom

Dr. J.F. DENISSE
Professeur astronome
Observatoire de Paris
Meudon (Seine et Oise) France

Mr. John FINDLAY
Green Bank Observatory
U.S.A.

Dr. H.C. van de HULST
Professor
Sterrewacht
Leiden (Netherlands)

Professeur J.H. OORT
President of the International Astronomical Union
Observatory
Leiden (Netherlands)

Mr. Charles L. SEEGER
Observatory
Leiden (Netherlands)

413. UNION RADIO SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE (URSI)
INTERNATIONAL SCIENTIFIC RADIO UNION (URSI)
UNIÓN RADIOCIENTÍFICA INTERNACIONAL (URCI)

Professor W.J.G. BEYNON
Department of Physics
University College
Aberystwyth (Wales) United Kingdom

Dr. J.F. DENISSE
Professeur astronome
Observatoire de Paris
Meudon (Seine et Oise) France

Mr. John Findlay
Green Bank Observatory
U.S.A.

Dr. H.C. van de HULST
Professor
Sterrewacht
Leiden (Netherlands)

Mr. Charles L. SEEGER
Observatory
Leiden (Netherlands)

414. ASSOCIATION INTERNATIONALE DES INTERETS RADIO-MARITIMES (AIIRM)
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF RADIO-MARITIME INTERESTS (AIIRM)
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE INTERESES RADIO-MARÍTIMOS (AIIRM)

Col. Joseph PARKER, M.B.E., R.A.R.O
Secretary General of CIRM
Shipping Federation House
Minories
London E.C.3 (England)

Mr. H. THORPE-WOODS
President of AIIRM
Intelco House
Croydon (Surrey) England

415. FEDERATION INTERNATIONALE DES OPERATEURS RADIOTELEGRAPHISTES
INTERNATIONAL FEDERATION OF RADIO OFFICERS
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE OPERADORES RADIOTELEGRAFISTAS

Mr. Gösta HILDING
Skeppsbron 32
Stockholm (Sweden)

416. ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA POLICE CRIMINELLE. (INTERPOL)
INTERNATIONAL CRIMINAL POLICE ORGANIZATION (INTERPOL)
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DE POLICÍA CRIMINAL (INTERPOL)

M. Jean HAMON
Ingénieur
Service des Transmissions
Ministère de l'Intérieur
Paris (France)

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 361-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Président

La lettre ci-jointe, qui émane du Président de la Conférence administrative des radiocommunications et donne connaissance de l'avis de cette Conférence sur la proposition présentée par le Mexique (voir Document N° 161), est publiée à titre d'information.

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

Genève, le 8 décembre 1959

Monsieur J.D.H. van der Toorn
Président de la
Conférence de plénipotentiaires

Monsieur le Président,

En réponse à la lettre du 1er décembre 1959, par laquelle vous demandiez à connaître l'avis de la Conférence administrative des radiocommunications sur la proposition présentée par le Mexique (voir Document N° 161) en vue de modifier l'Article 6 (alinéa 1 b) de la Convention, j'ai l'honneur de vous faire savoir que cette proposition a été examinée au cours de la 12ème séance plénière de la Conférence, le 3 décembre 1959.

Le principe que contenait la proposition du Mexique a été étudié avec le plus grand soin et a été rejeté par 39 voix contre 12 et 9 abstentions. Les pages 7 à 10 du procès-verbal de la 12ème séance plénière (Document N° 797) donnent une image des débats qui ont eu lieu à ce sujet. Vous trouverez ci-joint, à titre d'information, un exemplaire de ce procès-verbal.

Les raisons qui ont amené la Conférence administrative des radiocommunications à rejeter la proposition du Mexique sont que la majorité des délégués ayant pris part à la discussion a exprimé nettement l'avis que :

(1) l'alinéa 1.b) de l'Article 6 de la Convention de Buenos Aires embrasse tous les points mentionnés dans la proposition du Mexique;

(2) le texte révisé des Articles 10 et 11, qui a été adopté par la Commission 5 et qui sera examiné prochainement par la Conférence, tient déjà compte des sous-alinéas b) bis) et b) ter) de cette proposition.

Je me permets également d'attirer votre attention sur une déclaration que j'ai faite et qui figure en haut de la page 9 (première intervention) du Document N° 797 ci-joint.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Veuillez agréer, etc...

(sign.) Charles J. Acton
Président de la
Conférence administrative
des radiocommunications

Annexe : 1

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS

GENÈVE, 1959

Document N° 797-F
6 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

P R O C E S V E R B A L

DE LA

DOUZIEME SEANCE PLENIERE

Jeudi 3 déeembre 1959, 14 heures 30

Président : M. Charles J. Acton (Canada)

Vice-Président : M. Juan A. Autelli (République Argentine)
Dr M.B. Sarwate (République de l'Inde)

Secrétaire adjoint de la Conférence : M. Clifford Stead

Questions traitées :

1. Adoption de l'ordre du jour (Document N° 727)
2. Septième série de textes soumis par la Commission de rédaction (Document N° 673)
3. Comité international d'enregistrement des fréquences (Document N° 716)

Etaient présents :

Afghanistan; Argentine (République); Australie (Fédération de l'); Autriche; Belgique; Biélorussie (R.S.S. de); Brésil; Bulgarie (République populaire de); Canada; Ceylan; Chine; Cité du Vatican (Etat de la); Colombie (République de); Congo belge et Territoires du Ruanda-Urundi; Corée (République de); Danemark; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Ethiopie; Finlande; France; Grèce; Hongroise (République populaire); Inde (République de l'); Iran; Iraq (République d'); Irlande; Islande; Israël (Etat d'); Italie; Japon; Luxembourg; Malaisie (Fédération de); Maroc (Royaume du); Mexique; Monaco; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pays-Bas (Royaume des); Pérou; Philippines (République des); Pologne (République populaire de); Portugal; Provinces portugaises d'Outre-Mer; République Arabe Unie; République fédérale d'Allemagne; R.F.P. de Yougoslavie; R.S.S. de l'Ukraine; Roumaine (République populaire); Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; Suède; Suisse (Confédération); Tchécoslovaquie; Territoires des Etats-Unis d'Amérique; Territoires d'Outre-Mer du Royaume-Uni; Tunisie; Turquie; Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest; Union des Républiques Socialistes Soviétiques; Uruguay (République orientale de l'); Vénézuéla (République de);

Membre associé

Afrique orientale britannique.

Exploitations privées reconnues

Compagnie portugaise Radio Marconi.

Organisations internationales

Union européenne de radiodiffusion
Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision.

---

1. Adoption de l'ordre du jour (Document N° 727)

L'ordre du jour est adopté.

Le Président, avant d'entamer le premier point à l'ordre du jour, présente les voeux de la Conférence au Vice-Président de l'I.F.R.B., M. Gracie. dont c'est aujourd'hui l'anniversaire. (Applaudissements)

2. Septième série de textes soumis par la Commission de rédaction (Document N° 673)

Article 33 - Emploi des fréquences dans les services radiotélégraphiques mobiles maritime et aéronautique.

Le délégué du Danemark signale qu'au N° 740 (page 7-01), on se réfère aux "bandes comprises entre 90 et 160 kHz". Dans le N° 114 du Règlement actuel, on trouve une disposition presque identique, mais il y est question de la bande 110 - 160 kHz. Il demande donc la raison de cette différence.

Le Président de la Commission de rédaction répond que cette Commission examinera la raison de ce fait avec les président des commissions intéressées.

Le délégué de l'Inde propose que le mot "également" soit inséré dans le texte du N° 713 (page 7-02) avant le mot "applicables".

Cette proposition est approuvée.

Le délégué de l'U.R.S.S. demande qu'il soit fait mention du N° 787a parmi les numéros cités à la 2ème ligne du N° 752 (page 7-08).

Le délégué du Vénézuéla partage cette opinion.

Le délégué du Danemark est d'un avis contraire: en effet, le N° 787a traite des systèmes télégraphiques à large bande, Il propose d'autre part d'apporter au N° 752 un amendement d'ordre rédactionnel (texte anglais seulement), lequel est approuvé.

Le délégué des Etats-Unis partage l'opinion du délégué du Danemark; il estime aussi qu'il ne doit pas être fait allusion au N° 787a dans le N° 752, sur quoi le délégué de l'U.R.S.S. se range à l'avis des orateurs précédents et retire sa suggestion.

Le Président de la Commission de rédaction fait observer que le N° 752a fait connaître les classes d'émission qui peuvent être utilisées par les stations de navire équipées de systèmes spéciaux de transmission ou de systèmes télégraphiques à large bande (section précédent le N° 787a à la page 7-15).

Le délégué de la Suisse rappelle que la Commission 4 a adopté une proposition tendant à introduire une bande exclusive pour le service mobile maritime entre 25 070 et 25 110 kHz, et qu'il serait nécessaire d'en tenir compte dans toute la Section V.

Le Président demandera au Président de la Commission 4 et à celui de la Commission de rédaction d'examiner ce point.

Le délégué du Japon, parlant comme président par intérim de la Commission 7, déclare que cette Commission a adopté le terme "puissance dans l'antenne" au lieu de "puissance moyenne", de sorte qu'il convient de modifier en conséquence le numéro 752c.

Le délégué du Royaume-Uni est partisan du maintien de l'expression "puissance moyenne". En ce qui concerne la question soulevée par le délégué de la Suisse, il pense que l'ensemble devrait être renvoyé à la Commission 7.

Le délégué des Etats-Unis partage cette dernière opinion.

Il est décidé de conserver l'expression "puissance moyenne".

Le délégué des Etats-Unis propose ensuite de supprimer, dans le N° 755a l'expression "et qui n'utilisent pas la télégraphie en morse à vitesse manuelle ni la téléphonie". Cette expression prête à confusion et d'ailleurs n'est pas utile, puisque cette même disposition figure déjà au N° 752a.

Cette suppression est adoptée.

Le délégué du Brésil demande que "23 000 kHz" soit remplacé par "25 000 kHz" au N° 761 (page 7-10), conformément à la décision de la Commission 4.

Le Président déclare qu'il sera également tenu compte de cette observation dans la mise au point que feront le Président de la Commission 7 et celui de la Commission 8.

Le délégué de la Belgique demande le remplacement de "lisibilité" par "intelligibilité" au N° 764 (page 7-11).

Ceci est adopté

Le délégué du Danemark fait observer que le N° 773a (page 7-12) est repris de l'Accord de la C.A.E.R. L'intention est claire, mais le texte ne l'est pas. Il ne devrait pas être fait mention d'une "voie principale" puisque cette expression n'est pas définie; de plus, la deuxième partie de la phrase prête à confusion. Pour ces deux raisons, l'orateur propose de supprimer les mots "et s'efforcent d'utiliser leur voie principale dans la plus large mesure possible."

Le délégué de l'Israël fait remarquer que les termes "voie principale" et "voie secondaire" sont utilisés dans le service mobile maritime radiotéléphonique.

Dans le présent article, répond le délégué du Danemark; il ne s'agit que de radiotélégraphie.

Le délégué du Congo belge n'est pas favorable à la suppression proposée; l'objet de cette disposition est de permettre aux pays qui ne disposent que d'une voie de pouvoir s'en servir. Le délégué de la Belgique est du même avis.

Le délégué du Danemark déclare que, dans son pays, il y a deux voies dans la plupart des bandes et on ne sait pas laquelle est la voie principale. De plus, il ne pense pas que l'on doive conseiller aux pays d'utiliser leur voie principale "dans la plus large mesure possible", aussi maintient-il sa proposition de suppression.

Par 34 voix contre 10 et 5 abstentions, il est décidé de conserver le numéro 773a tel quel.

Après encore une courte discussion à laquelle participent les délégués du Danemark, de la Suisse, d'Israël, de l'Union de l'Afrique du Sud et du Vénézuéla, le Président déclare que, bien qu'une décision vienne d'être prise, il ne verrait pas d'objection à ce que les délégués intéressés consultent les Présidents des Commissions 7 et 8 pour voir s'il y a moyen d'améliorer la rédaction du numéro 773a.

Au sujet du numéro 797a (page 7-17) le délégué du Danemark considère que la deuxième partie de la disposition ne devrait pas être rédigée sous forme d'une obligation; il propose donc que l'on remplace les mots : "elles prennent" par "elles peuvent prendre".

Le délégué d'Israël fait observer que le texte dont on discute a été adopté par la Commission 7.

Le Président de la Commission de rédaction suggère de remplacer "elles prennent" par "il convient qu'elles prennent".

Le Président de la Commission 7, confirme que le texte en discussion est bien celui adopté par la Commission.

Le délégué du Danemark fait observer que le but recherché dans ce numéro peut être atteint autrement qu'il n'est indiqué.

Un vote sur la proposition danoise donne 8 voix contre 15 et 28 abstentions. Le nombre des abstentions étant supérieur à la moitié des votants, la discussion devrait être reportée à une séance ultérieure.

Afin d'éviter de perdre du temps, le délégué des Pays-Bas propose le remplacement de "elles prennent" par "il convient qu'elles prennent"; si le délégué du Danemark peut accepter cette modification, il sera utile de revenir sur ce point une autre fois.

Cette proposition, appuyée par les délégués des Etats-Unis et de l'Inde, est acceptable par le délégué du Danemark.

Sur proposition du Président, elle est adoptée.

Le délégué d'Israël propose la suppression de la deuxième phrase du numéro 801 (page 7-18) : les documents de service dont on parle ne seront plus désormais publiés.

Cette proposition est approuvée.

Appendice 2 - Rapport sur une irrégularité ou une infraction à la Convention ou au Règlement des radiocommunications

Le délégué de la Malaisie considère que, du fait de l'adoption de l'Appendice 1a, au cours de la séance précédente, les points 15 à 20 sont devenus inutiles et doivent être supprimés.

Le Président de la Commission de rédaction déclare que les Appendices 1a et 2 traitent de questions différentes; il n'y a pas de raison de supprimer les points 15 à 20.

Le Président de la Commission 7 confirme cette déclaration.

Le délégué de la Malaisie demande alors quelle formule il convient de remplir dans un cas de brouillage où il n'y a pas infraction à la Convention ni au Règlement des radiocommunications.

Le délégué du Portugal pense que l'Appendice 2 doit rester tel qu'il est dans sa totalité. La formule de l'appendice la est à utiliser en cas de brouillage; elle est tout à fait différente de celle de l'Appendice 2. Il espère avoir ainsi répondu au délégué de la Malaisie. Celui-ci acquiesce.

La septième série de documents bleus, avec les amendements adoptés et les modifications rédactionnelles proposées par les délégués du Vénézuéla, d'Israël, de la Malaisie et de la République fédérale d'Allemagne, est adoptée.

3. Comité international d'enregistrement des fréquences (Document Nº 716)

Le Président signale que la Conférence des radiocommunications a fait connaître à la Conférence de plénipotentiaires ses vues sur l'élargissement des fonctions de l'I.F.R.B., mais pas en ce qui concerne les "tâches essentielles" du Comité, qui font l'objet du Paragraphe 1 de l'Article 6 de la Convention. Le Président de la Conférence de plénipotentiaires a donc soumis à la Conférence des radiocommunications, pour qu'elle donne son avis, la Proposition 327, présentée par le Mexique, qui ajoute deux sous-alinéas à l'alinéa b) du paragraphe dont il s'agit en spécifiant de manière plus précise les tâches essentielles du Comité. Cette proposition figure dans le Document Nº 716.

Le délégué du Mexique déclare que sa délégation à la Conférence des radiocommunications a constamment mis l'accent sur la nécessité, pour l'I.F.R.B., d'assumer les tâches qui lui sont assignées par la Convention, le Règlement des radiocommunications et l'Accord de la C.A.E.R. Elle a fait observer que, pour diverses raisons, le Comité n'avait pu s'en acquitter entièrement. La Conférence des radiocommunications a déjà pris plusieurs décisions destinées à permettre au Comité de mieux remplir les fonctions qui lui sont assignées aux termes de l'alinéa 1 b) de l'Article 6. Il suffit, par conséquent, d'ajouter audit alinéa des sous-alinéas reflétant les décisions prises par la Conférence des radiocommunications.

En ce qui concerne le sous-alinéa b) bis proposé, la Conférence des radiocommunications a déjà amendé l'Article 14 ainsi que les dispositions appropriées de l'Article 11 du Règlement. Ainsi, le sous-alinéa b) bis n'apporte-t-il rien de nouveau et n'est-il destiné qu'à assurer que les décisions prises soient reflétées dans la Convention.

Quant au sous-alinéa b) ter, il n'est que l'expression de l'un des objectifs fondamentaux de la Conférence des radiocommunications, à savoir, dresser une liste de fréquences qui reflète leur utilisation réelle. Jusqu'ici l'I.F.R.B. ne pouvait fournir des avis aux Membres et Membres associés qu'à la demande de ceux-ci; en vertu des nouvelles dispositions, il pourra agir de sa propre initiative et consulter les administrations en se fondant sur des indications selon lesquelles certaines assignations n'auraient pas été respectées. Le délégué du Mexique rappelle que la Commission 5 a été presque unanime à considérer que l'on devrait donner cette possibilité à l'I.F.R.B.

Il espère que l'Assemblée adoptera la proposition figurant dans le Document Nº 716 laquelle, insiste-t-il, ne contient aucun élément nouveau.

Le délégué du Vénézuéla donne son appui à la proposition du Mexique (Document Nº 716).

Le délégué du Royaume-Uni juge plein d'intérêt les buts visés par la proposition du Mexique; il estime toutefois que seules les tâches essentielles de l'I.F.R.B. doivent être énoncées dans la Convention. Sous sa forme présente, l'alinéa 1 b) de l'Article 6 répond aux différentes éventualités signalées par le délégué du Mexique. Les attributions de l'I.F.R.B. doivent être indiquées dans leur détail dans le Règlement des radiocommunications et le délégué du Royaume-Uni estime qu'elles sont exposées de façon très complète dans le nouveau texte proposé pour l'Article 10 de ce règlement (Document Nº 701).

La présence de dispositions à la fois dans le Règlement des radiocommunications et dans la Convention pourrait être la source de difficultés et bon nombre des propositions présentées à la Conférence des radiocommunications et à la Conférence de plénipotentiaires visent précisément à éviter ces doubles emplois. En résumé, le délégué du Royaume-Uni ne croit pas qu'il soit nécessaire d'amender la Convention ainsi que le propose le Mexique.

Le délégué du Paraguay appuie la proposition du Mexique : le texte de l'alinéa 1 b) de l'Article 6 demande à être précisé davantage. A son avis, la question d'un double emploi ne se pose pas.

Le délégué des Etats-Unis envisage aussi avec sympathie la proposition du Mexique, mais il partage cependant les vues exprimées par le délégué du Royaume-Uni. L'Article 6 de la Convention porte seulement sur les "tâches essentielles" de l'I.F.R.B. Ses fonctions précises sont énoncées dans les Articles 10 et 11 du Règlement des radiocommunications et le nouveau projet de texte pour l'Article 10 contenu dans le Document Nº 701 répond aux questions soulevées par le délégué du Mexique.

Le délégué de l'Espagne se félicitera de tout éclaircissement touchant les tâches et fonctions des organismes de l'Union, aussi donne-t-il son appui à la proposition du Mexique.

Le délégué de la Suisse partage l'avis du délégué du Royaume-Uni. La Convention ne devrait contenir que des principes d'ordre général. D'autre part, les dispositions proposées sous 6.1 b) bis) et ter) figurent déjà dans les numéros 292 et 293 du Règlement des radiocommunications. L'orateur suggère d'adopter une solution de compromis, consistant à renvoyer le Document Nº 716 à la Commission 5 qui, tenant compte de la proposition du Mexique, préparerait un nouveau texte pour les numéros 292 et 293 du Règlement.

Le délégué du Mexique remercie les délégués qui ont accordé leur appui à sa proposition dont le contenu n'a donné lieu à aucune objection réelle, ainsi que l'ont prouvé les débats. Ce que contient cette proposition - certains délégués l'ont d'ailleurs relevé - est déjà incorporé dans les nouveaux projets d'Articles 10 et 11 du Règlement. Il suffirait donc,

lui semble-t-il, que la Conférence des radiocommunications porte à la connaissance de la Conférence de plénipotentiaires les discussions qui ont eu lieu à ce sujet et qu'elle laisse ensuite à cette dernière le soin de décider de la meilleure manière d'introduire dans la Convention les idées qui ont été émises.

Le Président rappelle que la Conférence de plénipotentiaires (voir le Document N° 716) a demandé à connaître l'opinion de la Conférence des radiocommunications sur la proposition du Mexique; il est évident que cette demande vise à déterminer s'il convient d'apporter une modification à l'Article 6 de la Convention. Il ne semble donc pas que la Conférence des radiocommunications puisse se contenter de répondre qu'elle a décidé de modifier les articles du Règlement des radiocommunications relatifs aux fonctions de l'I.F.R.B. La Conférence des radiocommunications devrait donc, selon lui, prendre une décision sur la proposition du Mexique, ce qui, naturellement, ne lierait cependant en aucune façon la Conférence de plénipotentiaires.

Le délégué du Mexique ne croit pas qu'il faille nécessairement mettre aux voix sa proposition. La Conférence des radiocommunications s'acquitterait parfaitement de sa tâche si elle se bornait à communiquer à la Conférence de plénipotentiaires les décisions prises en vue de modifier, dans le nouveau Règlement des radiocommunications, les dispositions relatives aux fonctions de l'I.F.R.B.

Le Président déclare qu'à ce qu'il croit savoir, la Conférence de plénipotentiaires ne prendra pas de mesures en vue de modifier l'Article 6 de la Convention à moins que la Conférence des radiocommunications ne lui transmette son avis formel qu'il convient d'agir dans ce sens. Or, un tel avis ne peut être donné que s'il s'appuie sur une décision nette de la Conférence des radiocommunications. Il estime donc nécessaire de mettre aux voix le principe posé par la proposition du Mexique, qui figure au Document N° 716. Le résultat du vote est le suivant : 12 voix pour, 39 voix contre et 9 abstentions.

Le Président indique qu'il communiquera au Président de la Conférence de plénipotentiaires le résultat de ce vote, à savoir, que la Conférence des radiocommunications est d'avis de maintenir l'alinéa 1b) de l'Article 6, de la Convention dans sa forme actuelle.

Le délégué du Mexique regrette vivement qu'il ait été procédé à vote dont le besoin ne s'imposait pas et dont le résultat peut donner une impression fausse. Pour parer à cette éventualité, il demande au Président de bien vouloir transmettre au Président de la Conférence de plénipotentiaires un exemplaire du procès-verbal de la séance, ainsi que le résultat du vote. S'il n'en était pas ainsi, la Conférence de plénipotentiaires ignorerait que deux points de vue différents ont été exprimés au sein de la Conférence des radiocommunications lorsqu'il s'est agi de savoir si l'Article 6 de la Convention embrassait, ou non, tous les détails énoncés dans les nouveaux Articles 10 et 11 du Règlement des radiocommunications. En se bornant à communiquer à la Conférence de plénipotentiaires le résultat du vote, on risque de créer une certaine confusion en même temps que des difficultés d'ordre juridique.

Le Président accepte volontiers de donner suite à la demande du délégué du Mexique et de communiquer le procès-verbal de la séance au Président de la Conférence de plénipotentiaires. Il estime, d'autre part, qu'il conviendra de lui communiquer également les nouveaux projets relatifs aux Articles 10 et 11 du Règlement des radiocommunications dès qu'ils auront été adoptés par la Commission 5.

Le délégué du Pakistan fait observer qu'il s'est abstenu de voter, ayant cru comprendre que l'Assemblée, tout en considérant avec intérêt l'objet de la proposition du Mexique, ne voyait pas la nécessité d'introduire dans la Convention des adjonctions ou des modifications. Il est d'avis que ce point de vue devrait être clairement exposé à la Conférence de plénipotentiaires.

Le délégué de l'Italie ne peut donner son accord à la procédure indiquée par le Président. La question dont il s'agit est de nature technique et la Conférence de plénipotentiaires n'est pas compétente pour prendre une décision à ce sujet. Il faut qu'il lui soit indiqué de manière précise si oui ou non il est nécessaire de modifier l'Article 6 de la Convention.

Le Président souligne que la Conférence de plénipotentiaires n'a fait que demander un avis. En outre, à Buenos Aires, c'est la Conférence de plénipotentiaires qui, sans en référer à aucune Conférence des radiocommunications, a élaboré l'Article 6 de la Convention. La Conférence qui lui succède aujourd'hui doit donc être considérée comme ayant la compétence requise pour prendre une décision sur la question traitée. La Conférence des radiocommunications n'a pas le pouvoir d'imposer quoi que ce soit à la Conférence de plénipotentiaires.

Le délégué de la France fait remarquer que la Conférence de plénipotentiaires a demandé à connaître l'avis de la Conférence des radiocommunications sur la proposition du Mexique. Cette proposition a été rejetée. Par conséquent, il estime que la Conférence des radiocommunications ne doit pas se contenter seulement d'indiquer ce fait. Elle doit encore en exposer les raisons, qui sont au nombre de deux : premièrement, la majorité de l'Assemblée a été très nettement d'avis que l'alinéa 1 b) de l'Article 6 de la Convention embrassait tous les points mentionnés dans la proposition du Mexique, et deuxièmement, elle a considéré que le Règlement des radiocommunications avait déjà tenu compte des sous-alinéas b) bis) et b) ter) de cette proposition.

Le Président fait connaître son intention de communiquer au Président de la Conférence de plénipotentiaires les deux points que vient de relever le délégué de la France.

La séance est levée à 16 h. 10.

Les Rapporteurs :	Le Secrétaire adjoint de la Conférence :	Le Président :
C. Mackenzie S. Vittèse	Clifford Stead	Charles J. Acton

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 362-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

CANDIDATURE AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE L'UNION

M. V. SUNDARAM

J'ai reçu, le 9 décembre 1959, la lettre ci-jointe de M. V. Sundaram, qui retire sa candidature au poste de Secrétaire général adjoint de l'Union.

Le Président :
J.D.H. van der Toorn

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

Genève, le 8 décembre 1959

SECRETARIAT DE L'OMM
Genève

Monsieur J.D.H. van der Toorn
Président de la Conférence
de plénipotentiaires
Union internationale des
télécommunications
Bâtiment Electoral
Genève

Monsieur le Président,

Me référant à la lettre que je vous ai adressée le 30 novembre 1959 en vue de présenter ma candidature au poste de Secrétaire général adjoint de l'Union, pour lequel la Conférence de plénipotentiaires est susceptible de procéder à une élection, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je retire ma candidature.

Veuillez agréer, etc.

(Signé)
(V. Sundaram)

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 363-F
CORRIGENDUM N° 1
14 décembre 1959

COMMISSION E

C O R R I G E N D U M

COMPTE RENDU

Dixième séance de la Commission E

Page 4, troisième paragraphe

Au troisième paragraphe, remplacer la phrase commençant par : "Le Document N° DT 88 ....." par la suivante :

"Sur la proposition des délégués de la France et de l'Ethiopie, le Document N° 88 est adopté par 22 voix contre 0 et 8 abstentions, sans amendement sauf en ce qui concerne la suppression indiquée ci-dessus".

Page 4, dernier paragraphe

Modifier la dernière phrase comme suit :

"Les délégués du Royaume-Uni, du Canada et de la Belgique expliquent que leur abstention est fondée sur le fait que les incidences financières de la proposition n'ont pas été discutées".

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 363-F
9 décembre 1959

COMMISSION E

COMPTE RENDU

Dixième séance de la Commission E

Mardi 1er décembre 1959, 15 heures

Le Président, M. Francis Colt de Wolf, présente l'ordre du jour (Document N° DT 99) et déclare que la proposition du Mexique relative à l'institution d'une Banque internationale pour le développement des télécommunications, qui vient d'être publiée (Document N° 260), sera examinée à la prochaine séance. Il fait observer que la déclaration du délégué du Canada n'a pas été correctement résumée dans le compte rendu de la 7e séance (Document N° 242) et prie le rapporteur de publier un corrigendum. Il ajoute que l'amendement proposé par le délégué du Canada, et accepté par la Commission, est bien rendu dans le texte français du Document N° 248; il propose en conséquence que le Groupe de rédaction soit chargé de réviser le texte anglais du Document N° 248, afin de mettre ce texte en parallèle avec la version française du paragraphe 2 de l'article 3.

Les délégués de la Belgique et des Pays Bas demandent aussi que certaines modifications soient apportées au Document N° 242; ces modifications feront l'objet d'un corrigendum. Moyennant ces corrections, le Document N° 242 est adopté.

La Commission examine ensuite le Document N° DT 93. Le Président demande si M. Hayes a présenté à la Commission F le texte de l'appendice 1 à ce document. M. Hayes, vice-directeur du C.C.I.R. répond par l'affirmative; il ajoute que la Commission F a déjà adopté leetexte dont il s'agit.

A propos de l'Annexe 2, le délégué de l'Ethiopie signale une faute de frappe dans le texte anglais et fait observer que, dans le titre, il convient de lire : "(Genève, 1959)". Ensuite, la Commission décide d'introduire, dans l'alinéa "autorise", les mots "pleinement" à la 2e ligne, et "dans le cadre de la Convention" à la ligne suivante. Avec ces modifications, l'annexe 2 est approuvée.

A propos de l'Annexe 3, M. David, représentant des Nations Unies, propose la suppression du préambule. Après une brève discussion, il est décidé que M. Persin, assisté de M. David, rédigera un projet de nouveau texte pour l'annexe 3 (voir à ce sujet le Document N° DT 109).

Les annexes 4 et 5 sont approuvées sans objections.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A propos de l'annexe 6, la Commission discute longuement la question de savoir s'il convient de faire une référence à la Convention de Buenos Aires ou à la nouvelle convention. Elle décide de charger M. Persin de faire connaître à la Commission de rédaction les vues de la Commission E à ce sujet.

L'annexe 7 est un nouveau texte préparé par M. Rouvière qui, à la dernière séance, a expliqué sa position à cet égard. M. Hayes appuie la proposition de M. Rouvière. M. Rouvière déclare que la mise en application de cette proposition entraînera sans doute une augmentation des effectifs d'une ou deux unités. Il fait observer que de nouvelles tâches ont déjà été confiées à l'I.F.R.B. sans que cela soulève des objections. Le délégué de la France estime que cette proposition est une utile contribution aux travaux de la Commission; les délégués de l'Australie, de l'Ethiopie, des Etats-Unis et du Canada partagent cette opinion, dans l'hypothèse que l'adoption de cette proposition ne sera pas une cause d'augmentation pour le budget de l'Union.

Il est convenu d'intervertir les alinéas a) et b), et sur la proposition du délégué de l'Australie, de remplacer "pays nouveaux et en voie de développement" par "pays nouveaux ou en voie de développement". L'Annexe 7 est adoptée à condition qu'elle n'entraîne pas une augmentation des dépenses de l'Union.

La Commission examine ensuite le document DT 88 qui contient une proposition de modification à apporter à l'Article 8 de la Convention de Buenos Aires. Le texte rédigé par le Secrétariat est accepté par les délégués du Japon et de l'Australie. Le délégué du Royaume-Uni propose d'insérer les mots "et continue à tenir une liste à jour" (des renseignements disponibles). Cette proposition n'est pas acceptée. Une longue discussion s'ensuit au cours de laquelle le délégué de l'Ethiopie fait la déclaration suivante :

" Ma délégation s'embrouille un peu en ce qui concerne cette proposition. Au cours d'une séance antérieure, ma délégation avait déclaré qu'il serait utile que l'U.I.T. publie des fascicules semblables au Journal de l'U.I.T. ou à des annuaires qui contiendraient des articles techniques provenant de toutes les administrations, intéressant tous les pays de l'Union, anciens ou nouveaux, et plus ou moins développés. Ces articles décriraient des problèmes de télécommunications, et les solutions trouvées par divers pays. Nous avons déclaré que souvent, il est impossible à certains pays de traduire dans leur propre langue des articles techniques, tant les langues originales sont variées, de sorte qu'il serait très utile que ces informations soient publiées dans les langues officielles ou de travail de l'Union.

" Après avoir noté les changements que comporte la proposition présentée par le Secrétariat, et que plusieurs emplois supplémentaires étaient prévus, nous avons présumé que nos idées avaient été acceptées.

" Cependant, après avoir entendu certains orateurs, il nous semble que, selon quelques délégués, cette proposition se rapporte à un répertoire des publications de toute origine se rapportant aux télécommunications.

" Nous convenons donc, avec le délégué du Canada, que si la modification proposée par le délégué du Royaume-Uni est acceptée, ce ne serait que répéter les dispositions contenues dans l'Article 8. Il ne serait donc pas nécessaire de l'adopter.

" Nous croyons qu'une proposition découlant des idées de ma délégation devrait être acceptée, à condition que de telles publications puissent être imprimées et éditées sans dépenses supplémentaires pour l'Union.

" De plus, M. le Président, nous considérons que dans cette proposition, le terme "pays nouveaux ou en voie de développement" ne doit pas être utilisé. Ces informations doivent être considérées comme une assistance technique donnée à tous les pays et non particulièrement aux pays nouveaux ou en voie de développement.

" Je m'excuse, M. le Président, d'avoir pris votre temps, mais je crois que ma délégation devait préciser sa position en ce qui concerne cette proposition".

Le délégué de l'Australie fait la déclaration suivante :

"L'Australie regrette d'avoir à prendre la parole encore une fois, mais nous avons à nous excuser très sincèrement vis-à-vis de M. Hayes si, à cause de notre texte, il n'a pas saisi quelle est la véritable situation et si l'intention et le but de la proposition du Japon lui ont peut-être échappé; le texte de cette proposition avait été modifié par la délégation australienne seule, puis modifié par le Secrétariat dans le Document N° DT 88, et depuis, il a été proposé d'autres modifications au sein de la Commission cet après-midi même.

" J'ai une certaine expérience, qui s'étend sur de nombreuses années, de la préparation de bibliographies ainsi que de sommaires techniques et, d'après moi, il n'y a pas la moindre intention, ni dans le texte original japonais, ni dans le texte proposé maintenant par le Secrétariat, de réduire les activités de l'U.I.T. à un domaine si restreint. Il m'est très difficile d'accepter le point de vue exprimé par l'honorable délégué du Canada, M. Tait, selon lequel les dispositions qui existent déjà à l'Article 8 de la Convention de Buenos Aires répondent aux besoins si souvent et si clairement exposés devant cette Commission, au nom des pays nouveaux ou en voie de développement. Ils veulent beaucoup plus qu'une bibliographie; ils veulent que l'U.I.T., cette vieille et solide organisation, leur fournisse des renseignements, et l'U.I.T. est la seule institution dans le monde qui soit entièrement équipée pour répondre à ces besoins. Ils veulent des renseignements tirés des publications plus complexes que fournissent déjà les C.C.I.; ils veulent des renseignements qui soient réellement des guides et un appui dans le domaine des télécommunications, renseignements donnés dans des termes qui ne présentent aucune difficulté de compréhension. Voici donc ce que veulent les pays nouveaux et en voie de développement, et je pense qu'il est de notre devoir de le leur procurer. A propos d'un autre point, celui des dépenses, permettez-moi de dire que l'U.I.T. doit apprendre à ramper avant de pouvoir marcher dans le domaine de l'assistance technique; comme nous l'a expliqué M. Rouvière, les dépenses, surtout au stade initial, ne seront pas très élevées. Permettez-moi, M. le Président, de dire qu'après la parution de la "Liste de la documentation technique", publiée par l'U.I.T., plus de 15 pays nous ont demandé des exemplaires de notre modeste contribution dans le domaine des télécommunications. Nous avons été très heureux de les leur envoyer et, comme je l'ai dit plus haut, l'assistance technique

entre les Administrations des télécommunications dans le monde entier est donnée et reçue gratuitement, car il est de l'intérêt de tous de développer les télécommunications sous tous leurs aspects. Je suis absolument certain que nos documents n'ont pas été mis à la corbeille à papiers puisqu'ils nous ont été demandés.

" Continuons donc, M. le Président, à encourager, développer et maintenir cet échange de renseignements, grâce à l'U.I.T., pour le meilleur intérêt de tous. Je pense, M. le Président, qu'il a été trop discuté de cette question et qu'il est grand temps de la soumettre à un vote".

Le Président propose de supprimer le mot "d'entraide" à l'avant-dernière ligne du texte proposé dans le Document N° DT 88. Accepté. Le Document N° DT 88, rédigé par le Secrétariat est finalement mis au vote, et il est accepté par 22 voix contre 0 et 8 abstentions. Les délégués du Royaume-Uni, du Canada et de la Belgique expliquent leurs abstentions par les conséquences financières qu'entraîne la proposition.

La séance est levée à 18 h. 30.

Le rapporteur :
R.L. Harrell

Le Président :
Francis Colt de Wolf

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 364-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

CANDIDATURE AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE L'UNION

M. C.A. MCFARLANE

J'ai l'honneur de présenter ci-joint une lettre que j'ai reçue le 9 décembre 1959 de M. J.B. Darnell, chef de la délégation de la Nouvelle-Zélande, m'annonçant le retrait de la candidature de M. C.A. McFarlane au poste de secrétaire général de l'Union.

Le Président :

J.D.H. van der Toorn

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

Genève, le 9 décembre 1959

M. J.D.H. van der Toorn
Président de la Conférence
de plénipotentiaires de l'U.I.T.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que mon Gouvernement a décidé avec regret de retirer la candidature de M. C.A. McFarlane au poste de secrétaire général de l'U.I.T.

Veuillez agréer, etc.

Le chef de la délégation
de la Nouvelle Zélande

(signé) J. B. Darnell

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 365-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

P R O C E S - V E R B A L

DE LA

DOUZIEME SEANCE PLENIERE

Samedi, 5 décembre 1959, 15h, 20

Président : M. J.D.H. van der Toorn (Pays-Bas)

Vice-Président : M. Libero Oswaldo de Miranda (Brésil)

Secrétaire de la Conférence : M. Gerald C. Gross

Questions traitées :

1. Messages de sympathie adressés par la Conférence
2. Adoption de l'ordre du jour (Document N° 314)
3. Première série de textes présentés par la Commission de rédaction (Document N° 219)
4. Désignation du Membre portant actuellement le nom de "Ensemble des Etats et Territoires représentés par l'Office français des Postes et Télécommunications d'Outre-Mer (Document N° 261)
5. Rapport de la Commission C/3. Contributions des pays représentés par des délégations ayant le statut d'observateur (Document N° 274)
6. Projet de résolution concernant la proposition 290(Document N° 275)
7. Lettre du Chef de la délégation du Royaume Hachémite de Jordanie (Document N° 287)
8. Moyens de communications radioélectriques et optiques permettant d'accroître, en temps de conflit armé,..... (Document N° 303)
9. Projet de Protocole additionnel à la Convention (Document N° 311)
10. Travaux futurs de la Conférence

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Présents :

Afghanistan; Arabie Saoudite (Royaume de l'); Argentine (République); Australie (Fédération de l'); Autriche; Belgique; Biélorussie (R.S.S. de); Birmanie (Union de); Bolivie; Brésil; Bulgarie (République populaire de); Canada; Ceylan; Chine; Cité du Vatican (Etat de la); Colombie (République de); Congo belge et Territoire du Ruandi-Urundi; Corée (République de); Costa Rica; Cuba; Danemark; Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Ethiopie; France; Ghana; Grèce; Hongroise (République Populaire); Inde (République de l'); Indonésie (République d'); Iran; Iraq; Irlande; Islande; Israël (Etat d'); Italie; Japon; Jordanie (Royaume Hachémite de); Kuwait; Laos (Royaume de); Libye (Royaume Uni de); Luxembourg; Malaisie (Fédération de); Maroc (Royaume du); Mexique; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pays-Bas; Pérou; Philippines (République des); Pologne (République Populaire de); Portugal; Provinces Portugaises d'Outre-Mer; République Arabe Unie; République fédérale d'Allemagne; République fédérative populaire de Yougoslavie; République Socialiste Soviétique de l'Ukraine; République Populaire Roumaine; Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; Soudan; Suède; Suisse (Confédération); Tchécoslovaquie; Territoires des Etats-Unis d'Amérique; Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; Thaïlande; Tunisie; Turquie; Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest; Union des Républiques Socialistes Soviétiques; Uruguay (République Orientale de l'); Vénézuéla (République de); Viêt-Nam; Afrique Orientale Britannique (Membre associé).

---

1. Messages de sympathie adressés par la Conférence

Le Président, au nom de la Conférence, tient à exprimer sa profonde sympathie aux victimes du désastre de Fréjus (dans le sud de la France) et à dire aux membres de la délégation française qu'il s'associe de tout coeur au deuil du peuple français. Cette catastrophe et les autres tragédies de ce genre ont ceci de consolant qu'elles provoquent des mouvements de solidarité universelle à laquelle en l'occurrence, la Conférence participe pleinement.

Les délégués ne sont pas sans savoir que le Dr Metzler, Directeur du C.C.I.R., vient de subir une grave opération au cerveau. Aux dernières nouvelles, son état est considéré, vu les circonstances, comme satisfaisant. Sa première question, après la fin de l'opération, a été pour demander des nouvelles de la conférence. L'Assemblée tiendra certainement à adresser au Dr Metzler un message d'amitié, ainsi que ses souhaits de prompte guérison.

Le Président a le regret d'informer la réunion que M. de Vries chef de la délégation sud-africaine, qui a dû quitter la Conférence pour suivre un traitement médical dans son pays, se trouve dans un état critique. Il prie le délégué de l'Afrique du Sud de transmettre à M. de Vries les sentiments de profonde sympathie de l'assemblée.

Le délégué de la France remercie tous ceux qui participent à la Conférence pour les manifestations de sympathie qu'a suscitées la douloureuse catastrophe de Fréjus.

Le délégué de l'Union de l'Afrique du Sud remercie la Conférence pour son message de sympathie, qu'il transmettra bien volontiers à M. de Vries.

2. Adoption de l'ordre du jour (Document N° 314)

Le délégué de l'Argentine, qui parle en tant que président de la Commission F, propose la suppression du point 2 (proposition relative à l'Article 47); le texte de cette proposition, qui figure dans le Document N° 227, a été approuvé par la Commission F; il sera donc présenté à l'Assemblée plénière, sous forme de document bleu, à une séance ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

Le délégué de l'Afghanistan déclare que le document concernant le point 8 de l'ordre du jour est le N° 311 et non le N° 316, comme l'indique à tort le texte français de l'ordre du jour.

L'ordre du jour, ainsi modifié, est adopté.

3. Première série de textes présentés par la Commission de rédaction (Document N° 219)

Le Président fait observer que l'examen des documents bleus est la dernière occasion, pour les délégués, d'apporter des modifications de fond aux textes. Seuls, des changements de rédaction pourront être apportés dans les documents roses.

Toutes les délégations devraient s'assurer que leurs propositions ont été correctement incorporées au texte des documents bleus. De même, les omissions devraient lui être signalées.

Certaines délégations désireront probablement faire des déclarations relatives à la signature de la nouvelle Convention, qui seront incluses dans le Protocole final. Afin que ce protocole final puisse être prêt à temps, et pour que les autres délégations aient la possibilité de prendre note de ces déclarations, le président propose qu'elles soient remises au plus tard le jeudi 10 décembre à 24 heures.

Il en est ainsi décidé.

Le Président déclare qu'il est envisagé de numéroter les divers articles et paragraphes de la nouvelle Convention de la même manière que pour le Règlement télégraphique et le Règlement téléphonique. Il serait impossible d'effectuer dès maintenant ce numérotage; aussi, le Président propose-t-il de laisser ce soin au secrétariat.

Il en est ainsi décidé.

Le délégué de la Colombie indique que sa délégation a relevé un certain nombre de légères erreurs de rédaction dans le Document bleu N° 219. Afin de faire gagner du temps à la Conférence, il les communiquera directement à la Commission de rédaction.

CHAPITRE I - Composition, objet et structure de l'Union

Article 1a

Le délégué du Royaume-Uni attire l'attention sur deux points à propos du paragraphe 2. En premier lieu, il désire proposer que l'on ajoute les mots "ni de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences" à la fin de la deuxième phrase. En second lieu, comme la Conférence a décidé que les membres de l'I.F.R.B. seraient désormais élus en tant qu'individus, et que le Conseil d'administration doit être classé à part des organismes permanents de l'Union, il n'y a plus d'"organismes de l'Union dont les Membres sont désignés par les Conférences de plénipotentiaires ou les conférences administratives". Il propose donc que ces mots soient remplacés par "le Conseil d'administration".

Le délégué de l'Argentine est du même avis que le délégué du Royaume-Uni. Lorsque le texte figurant maintenant dans le document bleu a été remis à la Commission de rédaction, les décisions relatives à l'élection de l'I.F.R.B. et au statut du Conseil d'administration n'avaient pas encore été prises; il est donc nécessaire de modifier le paragraphe 2 de la manière indiquée. En outre, il faudrait modifier l'alinéa 1 (2) qui porte : "des organismes permanents de l'Union", étant donné que le Conseil d'administration n'est plus un organisme permanent.

Le délégué de Ceylan fait observer que l'alinéa 1 (2) a été rédigé avant que la Conférence ait décidé de créer un budget unique. Il faudrait donc supprimer les mots "auxquelles il participe", étant donné qu'il a été décidé que tous les Membres seraient tenus de participer aux dépenses de tous les organismes.

Le délégué de la France, prenant la parole en tant que Président de la Commission de rédaction, suggère que l'on renvoie l'Article 1a à la Commission de rédaction, qui préparerait un nouveau texte en tenant compte des propositions du Royaume-Uni.

Le délégué des Etats-Unis rappelle que c'est le Royaume-Uni qui a présenté la Proposition N° 9, où figurait un nouveau texte pour l'Article 1, paragraphe 3, de la Convention, et que ce nouveau texte fait l'objet du paragraphe 1 de l'Article 1a. Le Royaume-Uni avait proposé une rédaction différente pour l'alinéa 3 (2), qui était conçu comme suit : "Chaque Membre a droit à une voix à ..... et, s'il est membre du Conseil d'administration, à toutes les sessions de ce Conseil". Cette proposition lui semble parfaitement logique, aussi estime-t-il que le texte proposé par le Royaume-Uni devrait remplacer celui qui figure à l'alinéa 1 (2) proposé. Il tient à souligner que cette question n'a rien à voir avec les paiements pour la participation aux organismes permanents de l'Union.

Le délégué de l'Argentine se rallie à cette manière de voir; il n'est pas question ici de participation financière. Il pense, d'autre part, que l'on devrait attirer l'attention de la Commission de rédaction sur le fait que la Commission F a décidé que, dans certains cas, le vote par correspondance devrait être admis. Cela devrait être prévu dans l'Article 1a.

Le délégué des Etats-Unis exprime son accord. L'alinéa 1 (2) de l'Article 1a dispose que "chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union". Il est dit plus loin que la date et le lieu des conférences peuvent être changés sur la proposition d'au moins 20 Membres et Membres associés de l'Union, si la majorité des Membres est d'accord. Pour obtenir cet accord, ou pour constater l'absence d'accord, il est nécessaire que le secrétariat adresse des demandes aux Membres et les réponses à ces demandes constituent, en fait, un véritable vote, bien que ce ne soit pas le genre de vote prévu à l'Article 1a. Il s'agit là d'une question de fond, qui, pour cette raison, n'est pas de la compétence de la Commission de rédaction. Il appartient cependant à l'Assemblée plénière de remédier aux lacunes de l'Article 1a par un texte disposant que les Membres de l'Union auront droit à une voix lorsqu'ils répondront par correspondance aux demandes du secrétariat sur la question précitée.

Le délégué des Pays-Bas ne pense pas que l'Article 1a devrait traiter de la procédure de vote du Conseil d'administration puisque celle-ci est traitée à l'Article 5, paragraphe 3.

Le délégué du Royaume-Uni fait observer que l'alinéa 1 (2) de l'article la porte la mention "(en suspens)2, du fait que la proposition 9 du Royaume-Uni n'avait pas été complètement examinée au moment de la mise au point du Document bleu. Or cette proposition a été acceptée dans l'intervalle et l'orateur insiste pour que l'alinéa 1. (2) soit libellé comme suit : "Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union et à toutes les réunions des comités consultatifs et, s'il est Membre du Conseil d'administration, à toutes les sessions de ce Conseil". L'article 5, paragraphe 3, traite de la procédure de vote du Conseil d'administration en général et l'orateur estime qu'il n'y a aucun inconvénient à le spécifier d'une manière un peu plus précise à l'article la.

Le délégué de l'Italie est d'avis qu'on doit faire tout son possible pour éviter les redites dans la Convention. Les points que l'on propose de mentionner à l'alinéa 1. (2) et au paragraphe 2 de l'article la, en ce qui concerne le Conseil d'administration, sont déjà prévus à l'article 5; il vaut donc mieux n'en pas faire état ici.

Les délégués des Etats-Unis et de l'Argentine donnent leur appui à la proposition 9 du Royaume-Uni.

Le délégué de l'U.R.S.S. déclare que la question en discussion peut être tranchée par un expédient très simple : il suffit de supprimer le mot "permanent" dans tout l'article la. L'article concernera alors tous les organismes de l'Union : les organismes permanents et le Conseil d'administration.

Le délégué du Mexique appuie la proposition soviétique, dont il apprécie la simplicité.

Le délégué du Royaume-Uni s'oppose à la proposition soviétique. Il fait observer qu'un nouveau texte, adopté pour l'article 4, prévoit deux catégories d'organismes de l'Union : la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union, et les organismes permanents, catégorie à laquelle n'appartient pas le Conseil d'administration.

Le délégué de la R.P. Hongroise appuie la proposition soviétique, qui est de loin la solution la plus simple des problèmes en discussion. La Conférence doit se garder d'allonger inutilement le texte de la Convention.

Le délégué de l'Iraq, étant donné la multiplicité de propositions contradictoires présentées, et vu que les mots "toutes les conférences de l'Union" embrassent toute conférence de ce genre, pense qu'il vaudrait mieux conserver le texte de l'article la, tel qu'il figure dans le Document bleu.

Le Président de la Commission de rédaction attire l'attention sur le texte de l'Article 1, paragraphe 3 (2) de la Convention, qui était rédigé comme suit :"Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union et à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union dont il est membre". Il est hors de doute que personne ne désire modifier l'idée fondamentale qui est à la base de ce texte. Des difficultés ont surgi seulement parce que l'expression "organismes permanents" n'a plus la même signification qu'auparavant, du fait que le Conseil d'administration n'est plus un organisme permanent. Etant donné que l'accord est général sur le fond de l'Article 1a, il renouvelle sa proposition de renvoi à la Commission de rédaction. En ce qui concerne le vote par correspondance, il propose qu'un texte soit ajouté à l'Article 1a, aux termes duquel les Membres de l'Union, lorsqu'ils répondent par correspondance aux demandes du secrétariat - ces réponses équivalant à des votes - ont droit chacun à une voix. Si cette proposition est acceptée, on peut laisser à la Commission de rédaction le soin d'élaborer le texte de cette disposition.

Le Président appuie les propositions du Président de la Commission de rédaction. Les délégués qui sont normalement membres de la Commission de rédaction pourront bien entendu participer à ses travaux, s'ils le désirent, au moment de la rédaction de l'Article 1a.

La proposition du Président de la Commission de rédaction est adoptée.

Article 2

Le délégué de l'Italie déclare que les mots "de son Conseil d'administration" sont superflus, car la question du siège du Conseil d'administration est traitée à l'Article 5.

Le délégué des Etats-Unis propose que l'Article 2 soit simplement conçu en ces termes :"Le siège de l'Union est fixé à Genève".

Il en est ainsi décidé.

Article 9

Le délégué du Japon propose que dans l'alinéa zéro) du paragraphe 1, le mot "principles" soit remplacé par "policies", comme dans la Proposition 91, adoptée à l'unanimité par la Commission F.

Le Président de la Commission F déclare que la manière dont le délégué du Japon a rapporté ce qui s'était passé à la Commission F est exacte. Toutefois, le mot "policies" a été remplacé par "principles" par la Commission de rédaction.

Le délégué du Mexique se déclare d'accord avec le délégué du Japon. L'idée de "policies" est plus large que l'idée de "principles".

Le délégué de la France est d'un avis opposé. En français, le mot "politique" donne lieu à des associations d'idées malencontreuses.

Le délégué du Japon fait observer que le mot "policies" figure à l'Article 4 de la charte de l'UNESCO et à l'Article 7 de celle de l'O.M.S.

Le délégué de l'Italie est d'accord avec le délégué de la France. Le mot "politique" devrait être banni du vocabulaire de l'U.I.T.

Le délégué de l'Argentine pense que le mot "policies" est meilleur, étant donné qu'il a un sens plus large que "principles" et que, de toute manière, les politiques se fondent sur des principes.

Le délégué du Pakistan fait observer au contraire qu'une politique peut ne se fonder sur aucun principe. Les principes ont un fondement moral, tandis que les politiques peuvent se fonder sur n'importe quoi. C'est seulement si la Conférence admet que l'on puisse dévier des principes qu'elle doit adopter le mot "politiques".

Le délégué du Royaume-Uni propose un compromis : on remplacera les mots "principes généraux" par "mesures".

Le délégué de l'Ethiopie propose les mots "principes et politiques".

Le délégué de la Suisse se rallie au point de vue du délégué de la France.

Le délégué de la Colombie constate que la difficulté provient de ce qu'en anglais, il existe deux mots "policies" et "politics", qui sont tous deux traduits par "politique" en français et "politica" en espagnol. Il est donc partisan de conserver le mot "principles".

Le délégué du Danemark fait observer que l'Article 11 de la Charte des Nations Unies est rédigée comme suit : "L'Assemblée générale peut examiner les principes généraux ..." (en anglais : principles).

Le délégué du Japon propose que l'on mette "policies" dans le texte anglais, étant entendu que, dans les textes français et espagnol, on conserve "principes" et "principios".

Il est ainsi décidé.

Le délégué de l'Inde attire l'attention sur le fait que le terme "dépenses ordinaires" figure à l'alinéa b) de la page 1-06. Un amendement serait peut-être nécessaire.

Le délégué de la Suède propose de supprimer le mot "ordinaires."

Le délégué de l'Argentine fait observer qu'avec l'adoption du budget unique, les termes "dépenses ordinaires" et "dépenses extraordinaires" n'ont plus de signification.

Les délégués de l'Espagne et de l'Italie appuient la proposition suédoise.

La proposition suédoise est adoptée.

Le délégué de la Suède propose que l'alinéa c) (page 1-06) soit modifié comme suit : "fixe les échelles de base des traitements du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint, des directeurs des comités consultatifs internationaux, des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences et de tout le personnel de l'Union."

Il en est ainsi décidé.

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie déclare que l'Article 9 est incomplet, car il ne contient aucune disposition concernant le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint.

Le Président attire l'attention du délégué de la R.S.S. de Biélorussie sur le fait que l'Article 9 porte la mention : "(en suspens)".

Le délégué de la Grèce déclare que l'on devrait supprimer le mot "normalement" qui figure au paragraphe 2. Il faisait primitivement partie du membre de phrase : "se réunit normalement une fois tous les cinq ans" au paragraphe 2 de l'Article 9 de la Convention; mais, la Conférence ayant décidé de supprimer les mots "une fois tous les cinq ans", il n'a plus de sens.

Le délégué de l'Argentine n'est pas de cet avis. Le mot "normalement" doit être maintenu, car d'autres procédures sont possibles pour fixer la date et le lieu de la Conférence de plénipotentiaires.

Le délégué du Royaume Uni se déclare d'accord.

Le délégué de la Grèce retire son amendement.

Le délégué de l'Espagne propose qu'on ajoute à l'Article 9 un texte prévoyant que le caractère "plénipotentiaire" des Conférences de plénipotentiaires ne peut être attribué à des conférences régionales.

Le délégué du Canada déclare que la proposition espagnole le déconcerte un peu. Il n'a aucune objection à présenter quant à son fond, mais il ne voit pas la nécessité d'insérer une disposition de ce genre dans le texte de la Convention attendu qu'il n'a jamais été question de donner à des conférences régionales le nom de conférences de plénipotentiaires.

Le Président pense qu'il serait assez difficile d'ajouter à l'Article 9 la disposition proposée par l'Espagne. Les Membres de l'Union qui sont les gouvernements et non les administrations, peuvent, bien entendu, conclure entre eux des accords de télécommunications et il ne fait aucun doute qu'une réunion de représentants de ces gouvernements Membres peut avoir le caractère d'une réunion de plénipotentiaires. Les Articles 41 et 42 laissent aux Membres et aux Membres associés le droit de conclure des arrangements spéciaux, ou d'organiser des conférences régionales, de conclure des accords régionaux, ou de former des organisations régionales en matière de télécommunications. Il voudrait savoir, en conséquence, si les délégués de l'Espagne et du Canada se considéreraient comme satisfaits par une mention de leur manière de voir dans le procès-verbal de la séance.

Le délégué des Etats-Unis est d'accord avec le Président. Comme l'indique clairement le texte de la Convention, il n'y a qu'une seule Conférence de plénipotentiaires de l'Union; mais plusieurs gouvernements tenant ensemble une réunion peuvent lui donner le nom qui leur plaît. Il y a eu des conférences interaméricaines qui ont reçu le nom de "conférences de plénipotentiaires .

Le délégué du Canada se déclare pleinement d'accord avec les vues exprimées par le Président et par le délégué des Etats-Unis. Pour la Convention, il n'y a qu'une seule Conférence de plénipotentiaires, mais des gouvernements peuvent, bien entendu, se réunir entre eux en conférences de plénipotentiaires.

Le Président souligne que les Articles 41 et 42 de la Convention laissent aux Membres et aux Membres associés (autrement dit, aux gouvernements) la possibilité de convoquer des Conférences de plénipotentiaires, même dans le cadre de la Convention.

Le délégué de l'Espagne accepte que, comme l'a proposé le Président, sa manière de voir soit mentionnée dans le procès-verbal de la séance, à savoir que, conformément à l'Article 9 de la Convention, le caractère "plénipotentiaire" des Conférences de plénipotentiaires ne peut être attribué aux conférences régionales.

Article 10

Le délégué de la Belgique, à propos du paragraphe 1 c) de l'Article 10, souligne que la Commission II a relevé que l'on avait tendance à confondre les "conférences régionales" tenues au titre de

l'Article 10 et celles qui sont mentionnées dans l'Article 42 de la Convention. Il propose, en conséquence, que le texte de ce paragraphe soit modifié comme suit : "les conférences spéciales, qui comprennent les conférences régionales spéciales et les conférences de service spéciales."

Le délégué des Etats-Unis partage le point de vue du délégué de la Belgique, mais estime qu'il vaudrait peut-être mieux attendre que la Commission II ait fourni la version définitive de l'Article 13 avant de procéder à l'amendement de l'alinéa 1 c).

Le délégué de la France fait remarquer que, en rédigeant l'Article 10, la Commission II a utilisé la terminologie de l'Article 13. Il n'y a donc pas de raison d'attendre la version définitive de l'Article 13. Il convient de prendre une décision immédiate au sujet de la proposition belge, qui sera appuyée par la délégation française.

Le délégué de l'Inde partage cette opinion. Bien qu'aucune difficulté pratique ne soit survenue depuis l'insertion de l'Article 10 dans la Convention de Buenos-Aires, il appuiera la version plus claire de l'alinéa 1 c) qui a été proposée par le délégué de la Belgique.

Les délégués de l'Argentine, de la Colombie, et du Congo Belge ainsi que le délégué de l'Espagne, parlant en qualité de Président de la Commission H, appuient la proposition de la Belgique.

La proposition de la Belgique est adoptée.

Le délégué du Canada fait observer que l'expression "de caractère urgent" contenue dans l'alinéa 7 (1), à la page 1-10, ouvre la voie à diverses interprétations. Il propose de la supprimer.

Il en est ainsi décidé.

Le délégué du Royaume-Uni déclare qu'il convient d'insérer à l'alinéa 7 (2) le mot "administratif" après le mot "règlement", étant donné que la révision du Règlement général est effectuée par la Conférence de plénipotentiaires.

Il en est ainsi décidé.

Le délégué de l'Ethiopie fait remarquer que le paragraphe 9, qui fixe la procédure applicable pour changer la date et le lieu des conférences administratives extraordinaires et des conférences spéciales, est beaucoup plus court que le paragraphe 4 et passe sous silence diverses dispositions figurant précisément au paragraphe 4, lequel fixe la procédure à suivre pour changer la date et le lieu d'une conférence administrative ordinaire. Il estime qu'il conviendrait d'adopter des dispositions plus précises en ce qui concerne le changement de date ou de lieu des conférences administratives extraordinaires et des conférences spéciales.

Le délégué de l'Argentine propose de résoudre le problème posé par le délégué de l'Ethiopie en ajoutant au paragraphe 4 une clause permettant de l'appliquer aux conférences administratives extraordinaires et aux conférences spéciales, aussi bien qu'aux conférences administratives ordinaires; dans ce cas on supprimerait le paragraphe 9.

Le délégué des Etats-Unis accepte qu'une adjonction soit faite à l'Article 10 pour résoudre le problème posé par le délégué de l'Ethiopie, mais il n'est pas favorable à la proposition du délégué de l'Argentine d'apporter une adjonction au paragraphe 4. En effet, les dispositions relatives à la convocation des conférences administratives extraordinaires et des conférences spéciales n'apparaissent qu'aux paragraphes 5 et 6. Si, donc, on procède à l'adjonction proposée, au paragraphe 4, les dispositions relatives au changement de date et de lieu des conférences administratives extraordinaires et des conférences spéciales précéderaient les dispositions relatives à la convocation de ces conférences. C'est pourquoi, à son avis, on adopterait une meilleure solution en remaniant le paragraphe 9 sur le modèle du paragraphe 4.

Il en est ainsi décidé.

Article 11

Le délégué de l'Inde attire l'attention sur la deuxième phrase de l'Article 11 : "Toutefois, chaque conférence peut adopter des dispositions supplémentaires reconnues indispensables." Il suppose qu'on ne veut autoriser par cette disposition que de légères dérogations au Règlement général - du genre de celle qui a été faite par la Conférence des radiocommunications lorsqu'elle a décidé de désigner les alinéas par des chiffres et des lettres au lieu d'utiliser les mots "bis", "ter", etc. - mais que ces "dispositions supplémentaires" ne doivent pas contrevenir au Règlement général. Comme l'a démontré la Conférence des radiocommunications, il est parfois nécessaire de s'écarter un peu des règles fixées par le Règlement général et, à ce qu'il croit comprendre, la Commission F a voulu sanctionner l'initiative de la Conférence des radiocommunications lorsqu'elle a modifié la règle de numérotage fixée par le chapitre 9, Article 22, du Règlement général.

Le Président de la Commission F confirme qu'effectivement une décision dans ce sens a été prise par la Commission F.

Article 12

Le délégué de l'Inde attire l'attention sur le paragraphe 3 : "En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un règlement, la Convention prévaut", et sur le fait qu'une infraction à cette disposition est précisément sur le point de se produire. En effet, les télécommunications ont fait l'objet de deux définitions différentes qui ont été toutes deux adoptées, l'une pour le Règlement des radiocommunications, l'autre pour la Convention, tandis qu'une note a été publiée, laquelle déclare que chacune de ces définitions s'applique à son domaine propre.

Le délégué des Etats-Unis fait observer que l'infraction ne s'est pas encore produite. De récentes consultations officieuses qui ont eu lieu entre des représentants des deux Conférences ont déjà abouti à un ajustement des définitions de la télégraphie adoptées par ces Conférences et, à son avis, la divergence relevée par le délégué de l'Inde pourra être résolue de la même manière. Il n'est donc pas nécessaire que l'Assemblée prenne des mesures sur ce point à moins que, par la suite, d'autres documents bleus ne fassent apparaître qu'en fait, des définitions différentes ont été adoptées.

Article 14

Le délégué des Pays-Bas déclare que, pour tenir compte de la décision d'utiliser désormais le russe au cours des débats des conférences de l'Union, il serait nécessaire de modifier, in fine, les alinéas 6 (1)b) et 6 (3) en remplaçant respectivement les mots : "dans l'une quelconque des trois langues de travail" et "à partir d'une des trois langues de travail" par : "dans l'une quelconque des langues mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus" et par "à partir d'une des langues mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus".

Il en est ainsi décidé.

Le délégué de la Fédération de Malaisie propose que l'on supprime à la troisième ligne de l'alinéa 6 (1) les mots : "à l'alinéa 1 (2) et", étant donné que les langues mentionnées à l'alinéa 1 (2) ne sont pas les mêmes que celles qui figurent au paragraphe 5.

Le délégué de l'Argentine s'oppose à cette proposition étant donné que le texte de l'alinéa 6 (1) a été adopté sous cette forme par la Commission F.

Le délégué de la Malaisie retire sa proposition.

CHAPITRE II - Application de la Convention et des Règlements

Article 15

Le délégué des Etats-Unis déclare que l'alinéa 2 (2) porte la mention "(en suspens)" pour permettre l'inclusion des mots : "ou du Conseil d'administration" après les mots "organismes permanents", comme l'a proposé la délégation du Royaume-Uni. Comme la proposition du Royaume-Uni a été adoptée, il convient maintenant de procéder à cette insertion.

Le délégué de la France déclare que l'insertion proposée par le Royaume-Uni devrait être faite après les mots "de l'Union". Il conviendrait donc d'ajouter à cet endroit les mots : "ni à aucune session du Conseil d'administration".

Il en est ainsi décidé.

CHAPITRE III - Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

Article 26

Le délégué du Royaume-Uni déclare que la dernière phrase du paragraphe 2 n'est absolument pas nécessaire car il n'a jamais été proposé que les Nations Unies fussent éligibles à un organisme quelconque de l'Union. Il convient donc de supprimer cette phrase.

Il en est ainsi décidé.

CHAPITRE IV - Dispositions générales relatives aux télécommunications

Article 28

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie attire l'attention sur la deuxième phrase : "Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque." Etant donné que les Articles 35, 36 et 37 prévoient précisément certaines priorités, ne vaudrait-il pas mieux ajouter à la fin de l'Article 28, les mots : "sauf dans les cas prévus aux Articles 35, 36 et 37" ?

Le délégué de l'Argentine estime que cette clause d'exception devrait être étendue de manière à s'appliquer à toutes les dispositions qui pourraient se trouver en cause dans la Convention et le Règlement des radiocommunications et qu'il convient par conséquent de la rédiger en termes généraux.

Le délégué de la France déclare que le point soulevé par le délégué de la Biélorussie a déjà été débattu à la Conférence de Buenos Aires où l'on a conclu que les mots "dans chaque catégorie de correspondance" règlent la question des priorités. Ainsi il n'est pas nécessaire d'introduire la clause d'exception proposée.

Le délégué de la R.S.S. de Biélorussie déclare que, bien qu'à son avis l'adjonction d'une clause d'exception rendrait le texte de l'Article 28 plus clair, il n'insistera pas sur ce point.

CHAPITRES V, VII et ANNEXE 4

Approuvés, sous réserve de modifications rédactionnelles.

Le délégué de l'Argentine annonce que l'Article 49, qui constitue le Chapitre VI (Définitions) a été approuvé sans modifications.

Les textes de la Série 1 des documents bleus - à l'exception du Protocole, des Résolutions et des Recommandations - sont approuvés avec les amendements qui y ont été apportés et sous réserve de modifications rédactionnelles des délégués des pays suivants: Mexique, Hongrie, Ethiopie, Etats-Unis, Argentine, Iraq, Inde, Vénézuéla, Afrique du Sud, France et Iran.

4. Désignation du Membre portant actuellement le nom de: "Ensemble des Etats et Territoires représentés par l'Office français des Postes et télécommunications d'Outre-Mer" (Document N° 261).

Le Président propose que la séance prenne note de l'information contenue dans la lettre figurant au Document N° 261.

Il en est ainsi décidé.

5. Rapport de la Commission C/3 - Contributions des pays représentés par des délégations ayant le statut d'observateur (Document N° 274)

Le Président propose d'approuver la Recommandation du rapport contenu dans le Document N° 274.

Il en est ainsi décidé.

6. Projet de Résolution concernant la Proposition N° 290 (Document N°275)

Le Président appelle l'attention de l'assemblée sur le projet de résolution contenu dans le Document N° 275. A son avis, si le Conseil d'administration devait examiner la proposition du Paraguay tendant à refondre la Convention, il pourrait le faire en envisageant d'établir une sorte de Charte fondamentale de l'Union qui serait destinée à demeurer sans changement, et d'élaborer en outre un document traitant de questions moins importantes et qui pourrait être sujet à de fréquentes révisions.

Le délégué du Paraguay déclare qu'en rédigeant ce projet de résolution, sa délégation s'est efforcée de présenter un texte aussi complet que possible; mais, si cette résolution est adoptée, la Commission de rédaction pourra la simplifier et lui donner sa forme définitive.

Le délégué de l'Argentine appuie le projet de résolution, quant au fond, de même que la proposition du délégué du Paraguay visant à ce que la Commission de rédaction examine ce projet afin d'en simplifier le texte.

Les délégués de l'Espagne et du Mexique appuient le projet de résolution.

Le projet de Résolution est adopté.

7. Lettre du Chef de la Délégation du Royaume Hachémite de Jordanie (Document N° 287)

Le chef de la Délégation du Royaume Hachémite de Jordanie ayant été obligé de quitter la séance, le Président propose de renvoyer à une séance ultérieure l'examen du Document N° 287.

Il en est ainsi décidé.

8. Moyens de communications radioélectriques et optiques permettant d'accroître, en temps de conflit armé etc.... (Document N° 303)

Le Président appelle l'attention de l'assemblée sur le Document N° 303 ainsi que sur l'annexe contenant une lettre adressée au Président du Comité International de la Croix-Rouge et rédigée par le Groupe de travail mixte. Il propose que la Conférence de plénipotentiaires l'autorise à signer cette lettre.

Il en est ainsi décidé.

9. Projet de Protocole additionnel à la Convention (Document N° 311)

Le Président appelle l'attention des délégués sur le Projet de Protocole additionnel contenu dans le Document N° 311 et dont les points 1, 2 et 3 prévoient l'application de certaines dispositions concernant respectivement le Conseil d'administration, l'I.F.R.B. et le Secrétaire général. Il fait observer que ce texte est incomplet puisqu'il doit encore faire mention au point 4 du Secrétaire général adjoint. Etant donné qu'il a été décidé lors d'une séance précédente que les dispositions relatives au Secrétaire général adjoint ne seraient prises qu'après l'élection de ce dernier, le Président propose que l'Assemblée approuve les points 1, 2 et 3 du projet de Protocole additionnel et remette à plus tard l'élaboration du point 4.

Le délégué des Philippines fait remarquer qu'il conviendrait de remplacer, au point 1 (1) le mot: "désigné" par le mot "élu".

Il en est ainsi décidé.

Les points 1, 2 et 3 du projet de Protocole additionnel sont approuvés.

10. Travaux futurs de la Conférence

Le délégué de l'Inde demande si le Président est déjà en mesure de dire d'une manière définitive à quelle date la Conférence se terminera.

Le Président déclare qu'il serait difficile de donner une garantie à ce sujet. Si les discussions relatives aux documents bleus qui restent à examiner sont un peu plus rapides qu'elles ne l'ont été à cette séance, il y a toutes chances pour que la signature ait lieu le 15 décembre. Un facteur important est la rapidité avec laquelle la Commission de rédaction est mise en mesure de traiter les documents. Un autre facteur est le fait que, pendant les élections, la séance plénière est dans l'impossibilité de s'occuper d'aucune autre question. Il espère que, de toute façon, la Conférence pourra se terminer à la date prévue à l'origine, c'est-à-dire le 17 décembre.

Le Secrétaire de la Conférence déclare que la rapidité d'achèvement des travaux dépend des délégués. Quant au Secrétariat, il travaille déjà 24 heures sur 24, par roulement de trois équipes. Si la seconde lecture des textes était achevée le 11 décembre, il serait possible de disposer du texte blanc pour le soumettre à la signature le 15 décembre.

Le Président pense qu'il est fort peu probable que la lecture des textes roses puisse être achevée le 11 décembre. Cependant, il serait parfaitement admissible que les délégués signent les textes roses qui, une fois examinés et approuvés en séance plénière, peuvent être soumis à la signature.

Le Secrétaire de la Conférence déclare qu'un gain de temps a été réalisé par le fait que les Commissions de rédaction des deux Conférences ont été extrêmement minutieuses dans leurs travaux, de sorte que l'on a eu à apporter un nombre minime de modifications aux textes bleus. On peut donc s'attendre à avoir moins encore de modifications à apporter aux textes roses.

La séance est levée à 18 h. 45.

Les Rapporteurs :	Le Secrétaire de la Conférence :	Le Président de la Conférence :
C. Mackenzie	Gerald C. Gross	J.D.H. van der Toorn
S. Vittèse		

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 366-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Rapport du Président de la Commission H

QUESTIONS DE PRINCIPE EN RAPPORT AVEC LA FIXATION D'UN PLAFOND DES DEPENSES

1. Ainsi qu'il a été mentionné dans le Document N° 359, la Commission a été d'avis de laisser à la Séance plénière le soin de prendre position à l'égard de l'augmentation globale des dépenses à prévoir, pour la fixation d'un plafond, au titre des tâches supplémentaires confiées à l'I.F.R.B. par la Conférence administrative des radiocommunications. La raison est que la Commission H ne disposait pas d'éléments d'information suffisants en ce qui concerne la nature, l'ampleur et l'ordre de priorité des tâches additionnelles envisagées pour l'I.F.R.B.

2. A ce propos, j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à la séance plénière, la documentation qui était à la disposition de la Commission, à savoir :

- en Annexe 1 Le texte du Document qui a été publié sous le N° 284;
- en Annexe 2 le texte du Document qui a été publié sous le N° DT 123.

3. En outre, pour faciliter le travail de la Séance plénière, le Secrétariat a préparé le Tableau récapitulatif que l'on trouvera ci-joint en Annexe 3 et dans lequel on a fait état des dépenses supplémentaires qui seraient occasionnées au Secrétariat général.

a) du fait du renforcement des Services des finances et du personnel pour administrer le personnel supplémentaire de l'I.F.R.B.;

b) du fait de l'augmentation des frais de publications des circulaires de l'I.F.R.B.

ARCHIVES U.I.T. GENEVE

En ce qui concerne les dépenses additionnelles à prévoir effectivement pour 1960, l'I.F.R.B. a fait connaître ce qui suit :

"Les estimations de besoins supplémentaires qui figurent dans le Document N° 284 (Annexe 1) et qui sont indiquées avec plus de détails dans le Document N° DT 123 (Annexe 2) ont été réexaminées à la lumière des diverses considérations exposées devant la Commission H lors de sa séance du 8 décembre 1959, au point de vue de leurs répercussions sur le budget de

1960 et, inversement, au point de vue des mesures qu'il faudrait prendre si les crédits budgétaires requis pour permettre au Comité de donner suite aux décisions pertinentes de la Conférence des radiocommunications n'étaient pas autorisés.

" On a considéré la possibilité de mesures qui auraient le moindre effet sur les diverses procédures et clauses dont on envisage l'inclusion dans le nouveau Règlement des radiocommunications; à cet égard, on a conclu que, si la date de mise en application des diverses procédures et des diverses clauses relatives aux travaux de l'I.F.R.B. (y compris la date de mise en vigueur du Fichier international, mais non compris les nouvelles procédures pour le service de radiodiffusion à hautes fréquences) pouvait être retardée de trois mois (du 1er janvier 1961 au 1er avril 1961), les besoins supplémentaires de l'I.F.R.B. pour 1960 pourraient être aménagés conformément aux estimations qui figurent dans l'Annexe 3. Cependant, l'I.F.R.B. est toujours fermement d'avis que, s'il doit être en mesure de s'acquitter effectivement des tâches et fonctions élargies qui lui seront assignées, il convient de prévoir, dans les limites du plafond budgétaire, pour l'année 1961 et les années suivantes, les dépenses supplémentaires telles qu'elles sont indiquées dans le Document N° 284."

4. Enfin, on trouvera en Annexe 4, un projet de résolution soumis par la Délégation Suisse au sujet de l'utilisation par l'I.F.R.B. de machines calculatrices électroniques.

Le Président de la Commission H
José Garrido

Annexes : 4

A N N E X E 1

EVALUATION DES BESOINS SUPPLEMENTAIRES DU SECRETARIAT SPECIALISE DE L'I.F.R.B.

L'Annexe 1 est constituée par le Document N° 284

A N N E X E 2

SECRETARIAT SPECIALISE DE L'I.F.R.B.

L'Annexe 2 est constituée par le Document N° DT 123

ANNEXE 3

DEPENSES ADDITIONNELLES

	Dép. actuelles année 1960 (1)		Année 1960				Année 1961		Année 1962		Année 1963		Année 1964		Année 1965	
			Dép. estimées pour l'année entière (2)		Dépenses pratiquement possibles											
	Nombre de postes	Dépenses	Nombre de postes	Dépenses	Nombre de postes	Dépenses	Nombre de postes	Dépenses	Nombre de postes	Dépenses	Nombre de postes	Dépenses	Nombre de postes	Dépenses	Nombre de postes	Dépenses
Personnel																
a) 11 membres	11	616.000		-.-		-.-		-.-		-.-		-.-		-.-		-.-
b) Secrétariat	81 (4)	1.799.000	94	1.841.000	71	850.000	94	1.618.000	66	1.419.000	66	1.467.000	66	1.515.000	66	1.559.000
Matériel, machines	-	162.000	-	320.000	-	70.000	-	144.000	-	148.000	-	152.000	-	156.000	-	160.000
Locaux	-	48.000	-	25.000	-	25.000	-	-.-	-	-.-	-	-.-	-	-.-	-	-.-
Autres dépenses	-	88.000	-	-.-	-	-.-	-	-.-	-	-.-	-	-.-	-	-.-	-	-.-
	92 (4)	2.713.000	94	2.186.000	71	945.000	94	1.762.000	66	1.567.000	66	1.619.000	66	1.671.000	66	1.719.000
Circulaires		115.000 (3)		700.000		300.000		700.000		700.000		700.000		700.000		700.000
Personnel supplémentaire au Secrétariat			4	130.000	4	650.000	4	137.000	4	143.000	4	150.000	4	156.000	4	163.000
TOTAUX			98	3.016.000	75	1.310.000	98	2.599.000	70	2.410.000	70	2.469.000	70	2.527.000	70	2.582.000

(1) Budget de 1960 provisoire, après déduction du crédit de 154.000 fr.s. correspondant aux 8 emplois visés dans la décision N° 244 du Conseil d'administration.

(2) Estimations pour une année entière faite pour servir de base aux estimations pour les années 1961 à 1965.

(3) Actuellement imputés au budget des publications.

(4) Y compris 6 postes hors cadres.

ANNEXE 4

SUISSE

PROJET DE RESOLUTION

RELATIVE A L'EMPLOI DE CALCULATRICES ELECTRONIQUES PAR L'U.I.T.

La Conférence de plénipotentiaires, Genève 1959,

considérant :

a) que dans plusieurs administrations, des calculatrices électroniques rendent des services excellents;

b) que l'I.F.R.B. utilise déjà ces machines modernes pour l'établissement d'une grande partie de ses Normes techniques (voir Documents N^os^ 336/CP et 20/CAR, Section IX);

c) que l'I.F.R.B. demande, afin de pouvoir faire face aux nouvelles tâches assignées par la C.A.R., une augmentation importante de personnel pour son Secrétariat spécialisé;

charge l'I.F.R.B. :

1. d'étudier l'emploi accru de calculatrices électroniques pour les travaux techniques et semi-techniques et de faire des essais pratiques à grande échelle;

2. de faire rapport annuellement au Conseil d'administration sur la proportion des tâches qui peuvent être exécutées soit par un certain nombre de fonctionnaires additionnels, soit par une calculatrice électronique;

3. de faire des propositions au Conseil d'administration, pour sa session ordinaire de 1960 ou éventuellement pour 1961, sur la location d'une telle machine par l'U.I.T.;

autorise le Secrétaire général :

4. d'inscrire pour cette rationalisation du travail de l'I.F.R.B. au budget, les montants maximums suivants :

Fr. 30 000.- pour la période janvier - juin 1960

Fr. 100 000.- pour la période juillet 1960 - juin 1961

Fr. 300 000.- pour les périodes annuelles subséquentes

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 367-F
9 décembre 1959

F

COMMISSION H

COMPTE RENDU

Quatorzième séance de la Commission H (Finances de l'Union)

Lundi 7 décembre 1959 à 9 h.30

L'ordre du jour contenu dans le Document N° DT 118 est approuvé après que, sur la demande du délégué du Royaume-Uni, le Document N° 339 y a été ajouté.

Le Président annonce que le Document N° 272 est présenté sous l'autorité du délégué de la France, M. Terras. S'il fait cette déclaration, c'est que le nom de la France n'y figure pas.

Le compte rendu de la douzième séance est approuvé avec les modifications suivantes (Document N° 320) :

Le délégué des Pays-Bas demande qu'à la sixième ligne de la page 2, après les mots : "de janvier prochain", la déclaration suivante soit insérée : "Le délégué des Pays-Bas déclare, au nom de l'administration néerlandaise, que la Résolution N° 18 pourrait être supprimée si les pays en cause déclarent, durant la Conférence de plénipotentiaires, qu'ils paieront leurs parts contributives sous bref délai".

Le délégué de la Suède demande également que le résumé donné de son intervention à la fin du premier alinéa de la page 4 du Document en question soit remplacé par le texte suivant :

"Le délégué de la Suède présente cette proposition et déclare que de grands progrès ont été accomplis au cours de ces quinze à vingt dernières années en ce qui concerne la rationalisation des fabrications industrielles en grande série grâce à l'étude des temps et des mouvements. Or, ces cinq à dix dernières années, on s'est aperçu qu'il était possible d'appliquer au travail de bureau des méthodes analogues. Les études qui ont été menées dans ce dernier domaine ont permis d'obtenir des accroissements de rendement tout à fait inattendus. La proposition présentée vise à introduire cette même idée de rationalisation dans les secrétariats de l'Union.

ARCHIVES UIT GENÈVE

" Le délégué de la Suède souhaite d'autre part voir modifier le résumé de son intervention figurant à l'avant-dernier alinéa de la même page 4 comme suit :

"... les arrangements nécessaires. Il estime également que le coût de cette étude sera insignifiant par comparaison avec les économies qui en résulteront et qu'elle pourrait être convenablement effectuée en l'espace de deux ans. Finalement, il propose d'ajouter ..."

M. Terras, délégué de la France, présente le projet de résolution figurant dans le Document N° 272; il déclare que ce projet reflète les idées exprimées au sein de la Commission et en demande instamment l'adoption. Le délégué de la Chine appuie cette motion.

Le délégué de l'Inde estime que la structure de l'Union n'a pas à être modifiée et que la mission des experts doit se borner à une réorganisation du Secrétariat. Il demande si on a quelque idée de l'importance des crédits qui devront être prévus au budget. Le délégué de la France répond que la tâche pourrait être accomplie par un expert doté d'un assistant en un délai très court et que si ces personnes sont engagées à l'extérieur, les frais ne devraient pas dépasser douze à quinze mille francs suisses, somme très minime.

Cette thèse est appuyée par les délégués de la Suède, de l'Inde et de Ceylan, ce dernier faisant toutefois remarquer que la somme de quinze mille francs suisses pourrait bien se révéler insuffisante. Le délégué de la Biélorussie se déclare également partisan du projet de résolution; il fait toutefois observer qu'il devra être tenu compte des recommandations de la Conférence pour effectuer la réorganisation.

Le délégué de l'Italie déclare qu'il ne saurait approuver la résolution car elle représente une augmentation des dépenses. Le délégué de la Colombie se demande s'il convient de fixer un montant dans la résolution; dans cette éventualité, quelle en serait l'importance ?

M. Persin fait observer qu'il s'agit d'une estimation approximative qui ne pourrait figurer que sous la rubrique "Divers et imprévus", au chapitre 6 du Budget, lequel dispose d'un crédit de 700.000 francs suisses.

Le délégué de l'Italie estime qu'il s'agit d'une dépense déterminée qui pourrait difficilement être inscrite à un poste du budget portant la dénomination "Imprévus". Le délégué de l'Inde partage la même opinion et estime aussi qu'il n'est pas nécessaire de discuter cette question tellement dans les détails.

Le délégué de l'Italie insiste et ajoute, d'autre part, qu'il n'est pas d'accord sur le texte du dispositif du projet de résolution. Il annonce, au reste, que s'il n'est mentionné aucun chiffre, sa délégation se verra obligée de formuler une réserve à ce sujet.

Il est procédé à un vote sur la question de principe consistant à ne fixer de somme que dans le rapport et à approuver le projet de résolution. Les résultats de ce vote sont les suivants : Votent pour le projet : 16; vote contre : un; s'abstiennent : 7.

Le délégué du Royaume-Uni demande que soit indiqué le montant de la somme dont il faudra disposer pour mettre en oeuvre cette résolution car, en tant que Président du Groupe H3, cette donnée lui est nécessaire pour mener à bien ses travaux. La Commission décide de fixer une somme de 15.000 francs suisses.

La Commission prend acte du Document N° 299 dans lequel figurent les réponses de quelques pays au sujet des contributions arriérées. La Bolivie, l'Uruguay, le Yémen, la République de San Marin et Haïti n'ont toujours pas répondu.

M. Weaver, Président du Groupe de travail H3, présente le Document N° 339 et appelle l'attention de la Commission sur la nécessité de prendre d'urgence des décisions et de prier immédiatement la Conférence des radiocommunications de lui faire connaître les incidences financières de ses décisions. Il pense, en particulier, aux renseignements supplémentaires que, selon la proposition présentée, devraient contenir les

Circulaires hebdomadaires de l'I.F.R.B.; cette proposition pourrait nécessiter d'inscrire au budget ordinaire de l'Union une subvention qui pourrait atteindre 500.000 francs suisses par an si le service de ces circulaires restait gratuit. Les estimations sont incomplètes et sont susceptibles d'être revisées aussi bien dans le sens d'une augmentation que dans celui d'une réduction.

Enfin, le Président du Groupe H3 appelle l'attention sur le fait que les contributions que paieront les membres de l'Union ne concorderont pas exactement avec les plafonds qui sont donnés à titre d'indication et ne constituent pas une autorisation. Le Conseil d'administration veillera à ce que les budgets annuels ne prévoient pas de crédits supérieurs à la somme effectivement nécessaire et il y aura lieu de tenir compte des sources de revenus telles que, par exemple, les dépenses d'assistance technique, et les intérêts, recettes et revenus provenant des exploitations privées reconnues.

En résumé, les données numériques suivantes se dégagent de l'Annexe au Document N° 339 :

	Francs suisses	
1. Plafond suggéré par H3, compte non tenu des décisions prises par la Conférence	7.320.000	
2. Estimation provisoire incomplète des dépenses de l'année 1960	9.814.000) + 705.000)	Dépenses non récurrentes de l'I.F.R.B.
3. Estimation provisoire incomplète des dépenses de l'année 1961	10.515.000) + 715.000)	Dépenses non récurrentes pour le bâtiment.
4. Estimation provisoire incomplète des dépenses de l'année 1962	10.797.000	
5. Estimation provisoire incomplète des dépenses de l'année 1963	11.090.000	
6. Estimation provisoire incomplète des dépenses de l'année 1964	11.252.000	
7. Estimation provisoire incomplète des dépenses de l'année 1965	11.487.000	

Ceci représente de 1961 à 1965 une progression qui est juste un peu supérieure à 2 % par an et la première tâche consiste à fixer le montant des sommes nécessaires pour 1960 et 1961 et, en particulier, l'augmentation des dépenses à prévoir pour l'I.F.R.B. et pour le nouveau bâtiment.

Le délégué du Royaume-Uni souligne qu'il est urgent de prendre des décisions touchant ces points.

En réponse à diverses interventions et demandes d'éclaircissements des délégués de l'U.R.S.S., de l'Inde, de la Suède, de l'Italie et de la Biélorussie, M. Weaver indique que la présentation sous forme de budget unique, qui a été approuvée, ne saurait être adoptée pour le budget de 1960 et ne pourra être appliquée qu'à partir de 1961. Il ajoute que les chiffres sur lesquels son groupe s'est basé pour effectuer ses études ne représentent pas la somme des contributions des différents pays, car on a jugé qu'il était nécessaire d'indiquer le total général, dans lequel sont comprises les dépenses d'assistance technique qui, aujourd'hui, sont remboursées. Il rappelle d'autre part que la Commission devra travailler rapidement car la fixation du plafond ne saurait tarder plus de deux ou trois jours.

Le délégué de la Biélorussie observe que si on examine les chiffres des budgets depuis 1952, on voit qu'ils marquent chaque année une légère augmentation mais qu'à partir de 1959, leur montant augmente d'une manière considérable. Il estime que la Commission et le Groupe H3 doivent étudier dans le détail chacun des chapitres budgétaires, sans se borner à la question de l'I.F.R.B., puisque le Conseil d'administration examinera s'il est nécessaire d'augmenter les effectifs du personnel vers le milieu de 1960, ce qui impliquera qu'il ne sera pas possible d'engager de nouvelles dépenses avant 1961. Le délégué de la Biélorussie estime que le montant du budget pour 1960 pourrait être réduit d'un million de francs.

Le délégué de l'U.R.S.S. se déclare d'accord avec l'Italie et la Biélorussie. A propos de la page 5 du document, vers son milieu, il estime que l'on ne saurait mettre à la disposition du Conseil d'administration des sommes précises mais un montant global.

Plusieurs délégués expriment l'avis que l'étude à effectuer ne peut être réalisée dans l'ignorance des décisions des autres commissions et de l'opinion de la Conférence; cependant, le Président estime que la Commission peut très bien fixer certaines sommes et laisser les autres en suspens jusqu'à ce que soient connues les décisions des autres Commissions et de la Conférence plénière elle-même. Cette idée est appuyée.

Une longue discussion s'engage au sujet des publications déficitaires et il est décidé de ne pas supprimer du budget la somme de 200.000 francs suisses.

La séance est levée à 12 h.50 en raison de l'heure, le débat devant être repris à la séance suivante.

Les Rapporteurs :

R. Arciniegas
H. Heggli

Le Président :

José Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 368-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Quinzième séance plénière

Jeudi 10 décembre 1959, 11 heures

Election du Secrétaire général adjoint de l'Union (Documents Nos 246, 326, 276, 319, 294, 362 et 295).

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 369-F
9 décembre 1959

F

COMMISSION E

FEDERATION DE MALAISIE

Numéro de la proposition
339

PROJET DE RESOLUTION

AMELIORATION DES TELECOMMUNICATIONS EN ASIE ET EN EXTREME-ORIENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, de Genève, 1959,

vu

a) les recommandations formulées dans le rapport du Groupe de travail des experts en télécommunications qui a été soumis au Comité des transports et des communications de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (C.E.A.E.O.) le 23 novembre 1959, à Bangkok;

b) l'approbation de ces recommandations donnée par le Comité des transports et des communications;

exprime l'espoir

que ces recommandations seront officiellement approuvées par la C.E.A.E.O. à sa session de février prochain, et

charge le Conseil d'administration

de prendre toutes les mesures possibles dans le cadre de la Convention pour apporter à la C.E.A.E.O. son concours le plus actif à la mise en oeuvre des recommandations déjà approuvées par le Comité des transports et des communications de la C.E.A.E.O., notamment en ce qui concerne les projets relatifs aux télécommunications inscrits au programme des travaux et priorités que, au paragraphe 48 de son rapport ainsi qu'à l'Appendice 1[1] à ce rapport, le Groupe de travail a recommandé d'observer.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

(1) Note du Secrétariat : Le paragraphe 48 est ainsi conçu : "Le programme des travaux et priorités recommandés par le Groupe de travail figure à l'Appendice 1".

Cet appendice est reproduit dans le Document N° 66 de la Conférence, aux pages 5 et 6 de l'Annexe 1 à ce document.

PAGES BLEUES

F

CONFÉRENCE
DE PLÉNIPOTENTIAIRES
Genève, 1959

Document No 370-F
9 décembre 1959

SÉRIE 4 ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

La Commission de rédaction, après avoir examiné les textes ci-annexés, les soumet à l'approbation de l'Assemblée plénière.

4-01

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

PAGES BLEUES

PROTOCOLE FINAL

à la

Convention internationale des télécommunications

Genève, 1959

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications de Genève, les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

La signature de la présente Convention pour et au nom des Etats-Unis d'Amérique vaut aussi, conformément à la procédure constitutionnelle, pour tous les Territoires des Etats-Unis d'Amérique.

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'Article * de la Convention de Genève, 1959.

---

* Article 12 de la Convention de Buenos Aires.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Comptes arriérés mais non contestés

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant:

a) les sommes encore dues actuellement, mais non contestées, par certains Membres de l'Union;

b) l'impérieuse obligation pour tous les Membres et Membres associés de contribuer aux dépenses de l'Union;

invite

les Membres et Membres associés qui ont des comptes arriérés à bien vouloir s'en acquitter dans les plus brefs délais;

charge le Conseil d'administration

de poursuivre ses efforts en vue d'obtenir le règlement des sommes facturées dans les délais prescrits et de donner, le cas échéant, les directives nécessaires au secrétaire général.

RÉSOLUTION N° . .

Approbation des comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) les dispositions de l'article 9, alinéa 1 *d*) de la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952);

b) le rapport du Conseil d'administration sur la gestion financière de l'Union;

décide

1. d'approuver définitivement les comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958;

2. d'exprimer au secrétaire général et au personnel du Secrétariat général sa satisfaction pour la tenue de la comptabilité.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) qu'au cours des années 1953, 1954 et 1958, le Gouvernement de la Confédération suisse a mis des fonds à la disposition de l'Union;

b) que le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse a vérifié avec beaucoup de soin les comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958;

exprime

1. ses vifs remerciements au Gouvernement de la Confédération suisse pour sa collaboration avec l'Union dans le domaine des finances, collaboration qui présente des avantages et permet à l'Union de réaliser des économies;

2. l'espoir que cette collaboration pourra être maintenue à l'avenir;

charge

le secrétaire général de porter les termes de cette résolution à la connaissance du Gouvernement de la Confédération suisse.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Expertise sur l'organisation administrative des services de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

a) la déclaration relative à l'organisation de l'Union, faite par le Comité consultatif des Nations Unies pour les questions administratives et budgétaires dans son huitième rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, d'après laquelle:

« ... il ne semble pas que les dispositions actuellement en vigueur aient permis de résoudre de façon satisfaisante, eu égard à une gestion saine et économique des activités de l'Union, les problèmes essentiels que pose la complexité de la structure des organes délibérants et des secrétariats » et que:
« ... il ne devrait pas être trop difficile de rationaliser davantage la structure de l'U.I.T. et de son secrétariat, sans perdre l'avantage d'une longue et précieuse expérience. De l'avis du Comité consultatif, cette rationalisation entraînerait une gestion meilleure et plus économique des activités de l'U.I.T., faciliterait les relations avec les autres organisations internationales et permettrait à l'I.U.T. de jouer un rôle encore plus constructif dans l'action menée en vue de la coopération internationale »;

b) qu'il convient d'obtenir des secrétariats des différents organismes de l'Union la plus grande efficacité possible aux moindres frais;

considère

a) qu'à cet effet une revision de l'organisation de ces secrétariats devrait se faire en prévision du transfert de tous les services de l'Union dans un bâtiment commun;

b) qu'il convient de consulter à ce sujet des experts qualifiés en matière d'organisation administrative et de rationalisation, qui seraient choisis hors de l'Union;

c) que le transfert fournit une occasion très opportune de réaliser des améliorations dans l'organisation;

PAGES BLEUES

invite le Conseil d'administration

à prendre les mesures nécessaires pour que l'organisation des secrétariats soit examinée avec le concours du secrétaire général par de tels experts impartiaux qui auront à préciser les réformes qu'il serait désirable de réaliser dans le cadre de la Convention;

et décide

que les crédits nécessaires pour l'étude confiée à ces experts sont à inscrire au budget de l'Union dès 1960.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Participation du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) à l'activité de la Commission mixte internationale pour la protection des lignes de télécommunications et des canalisations (C.M.I.)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

qu'il est de l'intérêt des télécommunications que l'Union collabore très activement aux travaux de la Commission mixte internationale pour la protection des lignes de télécommunications et des canalisations (C.M.I.);

décide

1. d'encourager le C.C.I.T.T. à collaborer de la manière la plus efficace aux activités de la C.M.I.;

2. d'autoriser le Directeur du C.C.I.T.T. à continuer à assurer le secrétariat de cette Commission, étant entendu:

2.1 qu'en contre-partie, l'Union continuera à être exonérée de toute contribution financière aux frais de fonctionnement de cet organisme;

2.2 que la responsabilité de l'Union sera limitée à la gestion des fonds de la C.M.I. par le service des finances du Secrétariat général.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Collaboration de l'Union aux activités du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

se référant

à la résolution N° 1240 (XIII) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 octobre 1958, à l'effet de créer un Fonds spécial destiné à fournir une assistance systématique et soutenue dans les domaines qui sont essentiels pour le progrès technique, économique et social intégré des pays peu développés, notamment en favorisant de nouveaux investissements de capitaux de toute nature par la création de conditions propres à rendre les investissements réalisables ou plus efficaces;

ayant pris connaissance

des conditions dans lesquelles l'Union serait appelée à collaborer à la mise en œuvre de l'aide que ce Fonds pourrait apporter dans le domaine des télécommunications;

notant

que les Membres de l'Union ont déjà été informés des possibilités que ce Fonds pourrait offrir pour le développement des télécommunications;

charge le Secrétaire général

1. d'étudier les problèmes que posera la collaboration de l'Union aux activités du Fonds spécial des Nations Unies, en qualité d'agent d'exécution;

2. de négocier la forme qu'il convient de donner aux accords à conclure:

2.1 entre l'Union et le Fonds spécial des Nations Unies, d'après le projet d'accord type recommandé dans le Document SF/L.12/Add.15/Rev.1, et

2.2 entre l'Union et les gouvernements, au sujet de l'exécution par l'Union de projets de télécommunications;

3. de présenter un rapport complet au Conseil d'administration à sa prochaine session annuelle;

invite le Conseil d'administration

1. à approuver des accords de forme type

1.1 entre l'Union et le Fonds spécial des Nations Unies, et

1.2 entre l'Union et les gouvernements;

2. à définir les responsabilités de l'Union dans les tâches consistant:

2.1 à donner des avis aux gouvernements pour la préparation de projets de télécommunications à soumettre à l'administration du Fonds spécial;

2.2 à donner des avis à l'administration du Fonds spécial sur les aspects techniques des projets de télécommunications soumis par les gouvernements;

2.3 à surveiller l'exécution des projets de télécommunications approuvés par l'administration du Fonds spécial;

3. à prendre les mesures d'ordre administratif et financier nécessaires à l'exécution et la surveillance par l'Union des projets de télécommunications approuvés par le Fonds spécial, étant entendu que le Fonds spécial remboursera à l'Union les frais y relatifs;

4. à soumettre un rapport complet sur cette question à la prochaine Conférence de plénipotentiaires.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique des Nations Unies

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

le rapport du Conseil d'administration, 1959, chapitre 9;

approuve

les mesures prises par le Conseil d'administration en ce qui concerne la participation de l'Union au programme élargi d'Assistance technique des Nations Unies;

autorise

le Conseil d'administration à continuer à faire participer pleinement l'Union au Programme élargi d'Assistance technique des Nations Unies dans le cadre de la Convention et à faire appel, quand cela est utile, aux divers organismes permanents de l'Union pour faciliter cette participation;

invite

le Conseil d'administration à coordonner, dans ce domaine, l'activité des organismes permanents de l'Union et à dresser chaque année le bilan de la participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique des Nations Unies.

PAGES BLEUES

RÉSOLUTION N° . .

Revision éventuelle de l'article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des élécommunications, Genève,1959,

vu

la résolution no 28 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Buenos Aires;

considérant

a) qu'il semble exister une contradiction entre la définition des télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat figurant à l'Annexe 2 à la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City, 1947, et les dispositions de l'article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées;

b) que la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées n'a pas été modifiée dans le sens demandé par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires;

c) que, confirmant la décision de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, la Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959, a décidé de ne pas inclure dans l'Annexe 3 à la Convention les chefs des institutions spécialisées parmi les autorités habilitées à expédier des télégrammes d'Etat ou à demander des conversations téléphoniques d'Etat;

exprime l'espoir

que les Nations Unies accepteront de procéder à un nouvel examen de ce problème et, tenant compte de la décision confirmée par la Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959, apporteront la modification utile à l'article IV, section 11, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

PAGES BLEUES

RECOMMANDATION N° . .

Libre transmission des informations

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

a) la Déclaration universelle des Droits de l'Homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948;

b) les articles 28, 29 et 30 de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959);

considérant

le noble principe de la libre transmission des informations;

recommande

aux Membres et Membres associés de l'Union de faciliter la libre transmission des informations par les services de télécommunications.

PAGES BLEUES

RECOMMANDATION N° . .

Activités des Comités consultatifs internationaux dans le domaine de l'Assistance technique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

les dispositions de l'article 7, paragraphe 1 (3 *a*) de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959);

recommande

aux Comités consultatifs internationaux d'étudier la possibilité:

1. de créer dans les commissions d'études appropriées des sous-commissions spécialement chargées d'examiner les problèmes présentant un intérêt particulier pour les pays nouveaux ou en voie de développement;
2. de charger en particulier ces sous-commissions d'extraire des Avis des Comités consultatifs internationaux les dispositions susceptibles d'intéresser les pays nouveaux ou en voie de développement et de présenter ces dispositions sous une forme aussi claire et aussi pratique que possible.

PAGES BLEUES

ANNEXE 1

[Voir article 1, alinéa 2 *a*)]

Afghanistan
Albanie (République Populaire d')
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie (Fédération de l')
Autriche
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie (Union de)
Bolivie
Brésil
Bulgarie (République Populaire de)
Cambodge (Royaume du)
Canada
Ceylan
Chili
Chine
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi
Corée (République de)
Costa Rica
Cuba
Danemark
Dominicaine (République)
El Salvador (République de)
Equateur
Espagne
Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Finlande
France
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée (République de)
Haïti (République d')
Honduras (République de)
Hongroise (République Populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq (République d')
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Kuwaït
Laos (Royaume du)
Liban
Libéria
Libye (Royaume-Uni de)
Luxembourg
Malaisie (Fédération de)
Maroc (Royaume du)
Mexique
Monaco
Népal
Nicaragua
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pakistan
Panama
Paraguay
Pays-Bas (Royaume des)
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Provinces espagnoles d'Afrique
Provinces portugaises d'Outre-Mer

République Arabe Unie
République Fédérale d'Allemagne
République Fédérative Populaire de Yougoslavie
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
Rhodésie et Nyasaland (Fédération)
Roumaine (République Populaire)
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Soudan (République du)
Suède
Suisse (Confédération)
Tchécoslovaquie
Territoires des Etats-Unis d'Amérique
Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Thaïlande
Tunisie
Turquie
Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uruguay (République Orientale de l')
Vénézuéla (République de)
Viêt-Nam (République du)
Yémen

PAGES BLEUES

ANNEXE 2

[voir article 1, alinéa 4 *a*)]

Afrique occidentale britannique
Afrique orientale britannique
Bermudes-Caraïbes britanniques (Groupe des)
Singapore-Bornéo britannique (Groupe)
Territoire sous tutelle de la Somalie sous Administration italienne

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 371-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

NOTE DU PRESIDENT

J'ai reçu la lettre suivante du Président de la Conférence administrative des radiocommunications :

"Monsieur le Président,

Au cours de ses délibérations, la Conférence administrative des radiocommunications a examiné avec une grande attention les besoins des pays nouveaux ou en voie de développement et a formulé une série de recommandations qui figurent dans le Document N° 652 de cette Conférence. Ces recommandations ou bien ont été incorporées dans des dispositions du nouveau Règlement des radiocommunications ou de certaines Recommandations, ou bien sont couvertes dans de telles dispositions ou Recommandations; à bien des points de vue, leur réalisation exigera la participation active du Comité international d'enregistrement des fréquences et dépendra dans une grande partie des ressources de ce Comité.

Bien que ce Comité vous ait déjà transmis une estimation de ses besoins futurs pour ce qui concerne son secrétariat spécialisé à la lumière des tâches qui lui seront confiées à l'avenir, la Conférence administrative des radiocommunications ne m'en a pas moins chargé de vous signaler, pour l'information de la Conférence de plénipotentiaires, l'alinéa suivant de ses recommandations (alinéa3 i) du Document N° 652) qui est relatif à une assistance spéciale à fournir aux pays qui en font la demande, et de vous faire connaître qu'elle a invité le Comité à fournir l'assistance dont il s'agit :

"Dans le cadre du secrétariat spécialisé de l'I.F.R.B., un petit groupe d'ingénieurs devrait être constitué, dans le but précis de fournir aux pays nouveaux ou en voie de développement les renseignements et données techniques qui leur sont nécessaires, y compris des explications détaillées sur le Règlement des radiocommunications, de manière à leur permettre de choisir et d'obtenir les assignations de fréquence appropriées à leurs liaisons."

Veuillez agréer, etc...

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Le Président :
C.J. Acton "

Le Président :
J.D.H. van der Toorn

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 372-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Seizième séance plénière

Jeudi 10 décembre 1959, 15 heures

1. Première série de textes soumis par la Commission de rédaction - Suite de l'examen (Document N° 219).
2. Lettre du chef de la délégation du Royaume Hachémite de Jordanie, (Document N° 287).
3. Mise au point définitive du Protocole additionnel (Document N° 311).
4. Proposition des Etats-Unis, de la France et Royaume-Uni (Document N° 342).
5. Premier rapport de la Commission G (Documents N°s 337 et 347).
6. Second rapport de la Commission G (Document N° 338).
7. Lettre du Président de la Commission D (Document N° 352).
8. Pays qui doivent être inscrits à l'Annexe 1 à la nouvelle Convention. (Document N° 166).
9. Divers.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 373-F
9 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Note du Président

LES TELECOMMUNICATIONS ET L'UTILISATION A DES FINS PACIFIQUES DES VEHICULES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

A la demande de la Commission E, un projet de Résolution préparé par le Secrétariat a été soumis pour avis à la Conférence administrative des radiocommunications. L'Assemblée plénière de cette Conférence propose l'adoption du texte qui figure en annexe au présent document.

Le Président :

J.D.H. van der Toorn

Annexe : 1

ARCHIVES I.I.T. ÈVE

A N N E X E

RESOLUTION N°...

LES TELECOMMUNICATIONS ET L'UTILISATION A DES FINS PACIFIQUES DES VEHICULES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

consciente

des problèmes que pose sur le plan international l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques;

considérant

l'importance du rôle que les télécommunications, et par conséquent l'U.I.T., vont nécessairement jouer dans ce domaine;

charge le Secrétaire général

a) de faire connaître aux Nations Unies et aux autres organisations internationales intéressées les décisions de la Conférence administrative des radiocommunications (Genève, 1959) et les études techniques entreprises par le C.C.I.R.;

b) de tenir ces mêmes organisations au courant des progrès réalisés dans ce domaine.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 374-F
10 décembre 1959

COMMISSION H

COMPTE RENDU

Quinzième séance de la Commission H (Finances de l'Union)

8 décembre 1959, à 9 h.30

Le Président met en discussion le Document N° DT 125, qui est présenté par M. Waever, délégué du Royaume-Uni, en qualité de Président du Groupe de travail H3, et qui est complété par les Document Nos DT 126 et DT 124. M. Persin, représentant du Secrétariat général, attire l'attention sur le fait que la Commission avait l'intention de demander, le plus tôt possible, l'avis de la séance plénière et que ce document devrait être examiné en même temps que les numéros DT 123 et 124. Il suggère d'ailleurs que l'on commence par ces derniers.

Le Directeur du C.C.I.T.T. présente le Document N° DT 124 et déclare que les nouveaux emplois dont la création est demandée correspondent à de nouvelles tâches confiées au C.C.I.T.T., lesquelles ont augmenté considérablement, outre le fait que la Conférence a pris des mesures qui ont considérablement accru les travaux du Comité, comme le plan d'interconnexion qui est étendu maintenant au monde entier, l'assistance technique, la documentation à l'intention des pays neufs ou en voie de développement, etc. Sans doute, avec ce nouveau personnel, on fera des économies sur le budget des réunions, mais cela implique une augmentation de travail pour le personnel. Si en outre on aménage la structure du Secrétariat général pour y concentrer tout le personnel de secrétariat, les deux postes de secrétaires G 4 ne seront peut-être pas nécessaires. Le délégué du Canada ayant demandé quelle partie de ces dépenses serait supportée par l'Assistance technique. M. Rouvière répond qu'il ne s'agit pas de travaux d'assistance technique proprement dite mais de travaux normaux du Comité ayant un caractère d'assistance technique. Les emplois nouveaux sont dus exclusivement à l'augmentation des travaux du C.C.I.T.T.

Le délégué de l'Inde voudrait des précisions sur les tâches qui seront confiées aux nouveaux fonctionnaires. Il estime qu'à moins qu'on parvienne à réduire les frais de conférences, il ne lui semble pas nécessaire d'augmenter les frais de personnel. M. Rouvière répond qu'il ne peut indiquer de façon certaine quelles seront les économies, mais que les nouveaux postes se traduiront par une diminution des frais de réunions. Il rappelle que certaines dispositions adoptées par la Conférence impliquent des dépenses nouvelles et, pour prendre un cas concret, il cite le problème des langues. En effet, autrefois, lors des réunions des C.C.I., la traduction simultanée était faite en anglais et en français; il peut se faire qu'à l'avenir l'on doive faire la traduction également en espagnol et en russe. Pour répondre au délégué de la Colombie, M. Rouvière déclare que le personnel du C.C.I.T.T. comprend actuellement les fonctionnaires suivants : un conseiller supérieur, deux conseillers principaux et un ingénieur; ce personnel est actuellement trop surchargé de travail et il lui est difficile de mener à bien toutes les tâches qui lui sont confiées.

ARCHIVES UIT GENÈVE

Le délégué de la France rappelle que les nouveaux besoins de personnel sont en particulier dus aux décisions adoptées par la Commission E; il appelle l'attention de la réunion sur le fait que les nouveaux postes sont prévus pour être pourvus au début de l'année 1961, époque à laquelle les experts dont on a demandé l'avis auront inspecté l'Union, ce qui permettra de reconsidérer les décisions prises, car il sera nécessaire de tenir compte des recommandations de ces experts.

Le délégué du Canada s'oppose à ce que l'on confie au Conseil d'administration le soin de prendre une décision en ce qui concerne les dépenses, à moins qu'il ne décide uniquement sur le point de savoir si les créations d'emploi sont ou non nécessaires. M. Rouvière répond que le C.C.I.T.T. tiendra une Assemblée plénière à la fin de 1960 et qu'ensuite il pourra présenter au Conseil d'administration un rapport détaillé et motivé sur la nécessité de créer de nouveaux emplois.

La réunion aborde ensuite l'étude du point 2 du Document N° DT 124, relatif à l'augmentation des emplois du C.C.I.R. Ce texte est présenté par le Sous-Directeur du C.C.I.R. qui précise que les créations d'emplois permettront de ne pas avoir à engager des surnuméraires au moment des réunions, d'où un travail plus efficace.

Le délégué de l'Italie déclare qu'il n'a pas pris la parole lors de l'examen du point 1 de ce document parce qu'il estimait que les créations de postes étaient nécessaires. Mais, en ce qui concerne le recrutement d'un assistant administrateur P 1 demandé par le C.C.I.R., il estime que cette question mérite une étude approfondie; en ce qui le concerne, il ne voit pas la nécessité de créer un nouvel emploi d'administrateur au C.C.I.R. En effet, les assemblées plénières se réunissent tous les trois ans et il serait peut-être plus économique d'engager un surnuméraire.

Le délégué de la France précise qu'il ne s'agit pas de créer des emplois, mais de remplacer des surnuméraires par des titulaires, ce qui équivaut à supprimer les dépenses de surnuméraires d'une part, et d'en engager de nouvelles, pour le recrutement d'un fonctionnaire permanent; par conséquent, la seule différence serait celle de l'incidence sur le budget.

Le délégué du Royaume-Uni rappelle que l'étude en commission doit porter exclusivement sur le plafond budgétaire et qu'il appartiendra ensuite au Conseil d'administration de décider s'il est nécessaire de créer les emplois ou non.

Après un long débat, au cours duquel interviennent les délégués de la Colombie, de la Biélorussie, de l'Inde, de l'Italie, du Canada, ainsi que le Sous-Directeur du C.C.I.R. et le représentant du Secrétariat, la réunion passe à l'étude du point 3 du Document N° DT 124, relatif à l'augmentation du nombre des emplois du Secrétariat général. Ce point est présenté par le représentant du Secrétariat, dans le sens que le Secrétariat général doit être l'objet d'une réorganisation à la lumière de la proposition adoptée par la Commission D (Voir le Document N° 235).

Le délégué du Royaume-Uni intervient pour déclarer, en qualité de Président du Groupe H3, qu'il faudrait que la Commission H se réunisse à nouveau dans l'après-midi, car il lui est indispensable de connaître les décisions pour faire avancer le travail du Groupe. Les chiffres qui

figurent dans le document considéré contiennent des erreurs, qui seront corrigées avant que la question soit évoquée en séance plénière; ils ont le caractère d'indications et non d'autorisations de dépenses, car aucun emploi nouveau ne sera créé sans que cette création ait été pleinement justifiée devant le Conseil d'administration. Il appelle l'attention de la réunion sur le paragraphe 4 du Protocole IV de la Conférence de Buenos Aires, qui recommande au Conseil d'administration la plus grande économie et il suggère qu'une procédure analogue pourrait être adoptée dans le cas considéré.

Le Président est d'accord pour que la Commission se réunisse à nouveau l'après-midi.

Le délégué de l'Italie se rallie à la manière de voir du Royaume-Uni, d'après laquelle les chiffres ne sont que de simples indications et qu'ils pourront être réduits.

Le délégué de l'U.R.S.S. s'oppose à la création de nouveaux emplois et à ce que l'on prévoie des sommes que le Conseil d'administration aurait latitude de dépenser ou non.

Le délégué de la Colombie demande si les nouveaux emplois dont la création est envisagée seront réservés de préférence aux "temporaires" qui sont actuellement employés par l'Union ou s'il s'agit de nouveaux fonctionnaires. Le représentant du Secrétariat répond que sur les emplois prévus pour le Secrétariat, les deux emplois de la classe G3 sont pratiquement occupés toute l'année par des temporaires, mais que pour les autres, on recrutera de nouveaux fonctionnaires, car il s'agit de faire face à des tâches nouvelles.

Le délégué de la France estime que pour les emplois du Secrétariat, on doit distinguer l'année 1960 des années suivantes; en effet, la nouvelle Convention n'entrera en vigueur que le 1er janvier 1961. D'autre part, il est d'avis d'attendre les résultats de la mission des experts qui détermineront si les emplois sont ou non nécessaires.

Cette proposition est appuyée par les délégués de la Suède, de la Suisse et de la R.F.d'Allemagne. Ce dernier ajoute une recommandation aux termes de laquelle le Conseil n'approuverait la création des nouveaux emplois que si les experts se prononçaient dans ce sens.

Interviennent ensuite les délégués de l'U.R.S.S., de l'Inde, de la Colombie et du Canada. La Commission décide que le document sera communiqué à la séance plénière, après correction des chiffres de la page 2 qui sont erronés; il sera précisé que les chiffres figurant dans ce document constituent uniquement un plafond, qui doit être considéré comme devant servir de référence et que le Conseil d'administration ne pourra autoriser de créations que si elles sont pleinement justifiées et il devra tenir compte des avis des experts à ce sujet.

La Commission passe alors à l'étude du Document N° DT 123. Le Président de l'I.F.R.B., en présentant ce document, précise que les nouveaux emplois demandés correspondent aux nouvelles tâches recommandées par la Conférence, principalement à propos de l'aide aux pays neufs et en voie de développement.

Le Vice-Président de l'I.F.R.B., M. J.A. Gracie, fait ensuite la déclaration suivante :

"Monsieur le Président,

" Je me propose de développer les observations présentées par notre Président et je voudrais, pour cela, me référer au Document N° 284, qui est maintenant reproduit sous une forme plus complète dans le Document N° DT 123. Peut-être serait-il bon que j'indique d'abord brièvement l'origine de ces documents.

" La Conférence administrative des radiocommunications, dans sa réponse à la Question N° 2 posée par la Conférence de plénipotentiaires (Document N° 153), a estimé :

"d) qu'ayant déterminé, après avoir tenu compte des recommandations de l'I.F.R.B., l'ampleur de ce secrétariat spécialisé, le Conseil d'administration devrait disposer de l'autorité nécessaire pour en assurer le maintien à un niveau approprié"; et elle a ajouté, en note : "la Conférence de plénipotentiaires tiendra peut-être à examiner la question de l'adoption éventuelle d'un protocole spécial traitant des aspects financiers de ces dispositions".

"1. Lorsque les réponses de la Conférence des radiocommunications, telles qu'elles figurent dans le Document N° 153, ont été officiellement acceptées par la Conférence de plénipotentiaires, à sa dixième séance plénière (Document N° 270), le Président de la Conférence a suggéré qu'afin de permettre d'évaluer leurs conséquences sur le plafond des dépenses budgétaires, on demande à la Conférence des radiocommunications de fournir une estimation des dépenses supplémentaires. Il a été cependant décidé que la Commission H examinerait la question aussitôt que possible et le Président de la Conférence a donc invité l'I.F.R.B. à fournir les informations nécessaires. Ces informations figurent dans le Document N° 284. Par conséquent, étant donné que l'état des dépenses en personnel de l'I.F.R.B. est vraiment un état des dépenses de la Conférence des radiocommunications, il conviendrait peut-être que j'indique brièvement les considérations fondamentales qui ont conduit à la révision du Règlement des radiocommunications et à l'élargissement des tâches assignées à l'I.F.R.B.

"2. Ce qui motive les décisions de la Conférence des radiocommunications est le fait suivant : le spectre radioélectrique, et en particulier la partie hautes fréquences du spectre, qui est seule utilisable pour les communications à longue distance, est en voie de saturation. Et pourtant, avec les progrès de la science, la demande de services de tout genre augmente sans cesse. Que pouvait-on faire ? Certaines administrations ont affirmé qu'effectivement on ne pouvait rien faire d'une manière centralisée, mais que les pays eux-mêmes devaient s'attaquer aux difficultés, les débattre entre eux et résoudre leurs propres problèmes. Cette manière de voir a été rejetée d'une façon décisive par la Conférence des radiocommunications, étant donné, en particulier, qu'une telle manière de faire désavantagerait gravement les pays neufs et en voie de développement, dont les services commencent à peine à se développer, par rapport aux pays mieux équipés qui possèdent déjà des réseaux de communications étendus et d'importants services de radiodiffusion. Dans le cas des pays neufs et en voie de développement, il est possible que les services d'assistance technique des Nations Unies ou d'autres organisations comparables telles que la Banque mondiale les aide financièrement en leur fournissant du matériel pour les communications dont ils ont besoin pour leur développement économique et leur progrès social. Mais à quoi leur servirait d'avoir du matériel s'ils ne peuvent trouver les fréquences sur lesquelles ils devraient assurer l'exploitation ?

"3. La Conférence des radiocommunications a envisagé plusieurs solutions aux divers problèmes qui se posaient et elle a finalement décidé de charger l'I.F.R.B. de chercher à les résoudre d'une manière centralisée.

"4. Pour revenir au fond du problème, il est déclaré, dans le Document N° 284, que les études qui ont été faites ne peuvent avoir, pour le moment, qu'un caractère en somme provisoire, parce que la Conférence des radiocommunications n'a pas encore achevé de définir les tâches qui devront être confiées à l'I.F.R.B. Il ne faudrait pas conclure, cependant, du fait que ces tâches n'ont pas encore été précisées définitivement, que les chiffres cités dans le Document N° 284 ont été fixés arbitrairement. Bien au contraire, ils résultent d'études très approfondies et très détaillées effectuées par le Comité, avec la collaboration de son secrétaire et des chefs de division; ces chiffres représentent ce qui doit être considéré comme indispensable si l'on veut que le Comité soit en mesure de donner même le minimum de satisfaction aux demandes que les administrations se préparent à lui adresser. En faisant ces estimations, le Comité a tenu pleinement compte de l'emploi éventuel de toutes mesures susceptibles d'être appliquées immédiatement pour mettre à profit les progrès les plus récents dans le domaine de la mécanisation et des méthodes modernes de gestion administrative.

"5. Les chiffres indiqués représentent essentiellement des plafonds budgétaires; il est bien évident, comme vous l'avez déclaré à plusieurs reprises aujourd'hui, Monsieur le Président, que les décisions définitives concernant le nombre et les classes de traitements des fonctionnaires à nommer, ainsi que les autres dépenses connexes, seront prises par le Conseil d'administration sur la base de renseignements et de recommandations plus détaillés, fournis par l'I.F.R.B., après qu'une étude plus détaillée aura été faite à la lumière des décisions prises par la Conférence des radiocommunications. Cependant, le Conseil d'administration sera incapable de prendre de telles décisions si on ne prévoit pas les dispositions financières appropriées dans le cadre des estimations faites pour les plafonds budgétaires.

"6. Toutefois, étant donné notamment les discussions qui ont déjà eu lieu à propos du budget de 1960, je tiens à attirer votre attention sur le point 6 du Document N° 284 qui explique que, de même que la Conférence de plénipotentiaires prend dès maintenant des mesures au sujet de certaines dispositions de la Convention qui n'entreront effectivement en vigueur que le 1er janvier 1961, de même la Conférence des radiocommunications a demandé à l'I.F.R.B. d'entreprendre l'exécution à partir de la date de signature de la présente Conférence, d'un plus grand nombre de dispositions du nouveau Règlement des radiocommunications, même si ces dispositions ne doivent entrer en vigueur qu'en janvier 1961. Par conséquent, il est considéré nécessaire que l'I.F.R.B. soit investi de l'autorité requise pour prendre immédiatement les mesures en vue du recrutement du personnel nécessaire à l'accomplissement de ces tâches, et aussi pour l'acquisition des nouvelles machines et de tous autres matériels requis. Si cette autorité n'est pas donnée immédiatement à l'I.F.R.B., celui-ci sera dans l'impossibilité de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par la Conférence des radiocommunications. Au point 7 du Document N° 284, on trouvera une proposition relative à l'engagement du personnel, proposition qui ne lie pas les mains au Conseil. On espère qu'une partie de ce personnel sera détachée par les administrations et également qu'une partie du personnel ne sera nécessaire que pendant une courte période.

"7. En réponse aux remarques faites ce matin par le délégué du Canada à propos du budget de 1960, je me permets de signaler que si l'I.F.R.B. n'est pas investi de l'autorité nécessaire comme je viens de

le dire, il faudra que la Conférence de plénipotentiaires demande à la Conférence des radiocommunications de différer jusqu'en 1961/1962 la mise en application de plusieurs mesures importantes que cette dernière Conférence avait envisagée pour 1960. Je pense, Monsieur le Président, qu'il faudra alors vraisemblablement envisager une réunion commune de la Conférence de plénipotentiaires et de la Conférence des radiocommunications, eu égard au facteur temps.

"8. A la demande de la Commission H3, l'I.F.R.B. a établi un supplément au Document N° 284, qui constitue le Document N° DT 123. A l'Annexe I à ce dernier document, on trouvera la liste des tâches principales que la Conférence des radiocommunications a assignées au Comité; le tableau annexé à l'Annexe I indique les répercussions de ces tâches en ce qui concerne le personnel de renfort qui est considéré comme nécessaire dans les différentes divisions du secrétariat de l'I.F.R.B. L'Annexe II à ce document donne la répartition des nouveaux postes et des postes actuels par classes d'emploi, dans les différentes divisions de ce secrétariat.

"9. Il me faut sans doute expliquer que, dans certains cas, il est extrêmement difficile de prévoir que telle ou telle tâche exige tels ou tels emplois supplémentaires; en effet, une tâche quelconque exige la présence de fonctionnaires dans presque toutes les divisions du secrétariat de l'I.F.R.B. C'est ainsi, par exemple, que lorsqu'on a à rechercher une nouvelle fréquence pour un pays nouveau et en voie de développement, le premier travail consiste à établir un tableau à jour des assignations inscrites dans la gamme de fréquences qui devra être examinée, ce qui met en mouvement la division du Fichier des fréquences.

"10. Nous nous rendons compte que les frais nécessaires provoqueront dans de nombreuses délégations une grande inquiétude et même de la consternation. Toutefois, ainsi que l'a déclaré le Président de la Conférence de plénipotentiaires à la 6ème séance plénière de la Conférence des radiocommunications, si son administration devait effectuer elle-même les travaux qui sont centralisés actuellement par l'I.F.R.B., elle devait engager des dépenses 25 fois plus importantes. Il doit en être ainsi pour de très nombreux pays dans le monde entier, et notamment pour les petits pays; surtout si l'on considère que la Conférence des radiocommunications projette de confier des tâches supplémentaires au Comité, celle, par exemple, d'assurer la gestion des horaires de radiodiffusion à hautes fréquences et d'essayer de réaliser pour toutes les administrations, notamment celles des pays nouveaux et en voie de développement, une liste de fréquences compatible de nature à satisfaire les besoins des services en cours d'expansion de ces administrations.

"11. Monsieur le Président, je ne m'étendrai pas plus longtemps sur les travaux du Comité ni sur ses besoins en personnel, mais je suis, bien entendu, à la disposition de votre Commission pour lui fournir tous suppléments d'information et tous éclaircissements qu'elle pourrait désirer."

Le délégué de la Suisse insiste sur l'importance des travaux de l'I.F.R.B., mais il rappelle que ce que l'on cherche, c'est un travail excellent dans des conditions d'économie maximum. Il se déclare partisan de l'étude de nouveaux systèmes tels que celui des machines électroniques qui permettent d'économiser beaucoup de personnel et de gagner simultanément du temps. Il ajoute qu'il déposera un projet de résolution sur ce point. Le délégué de l'U.R.S.S. déclare qu'il accueillera favorablement un tel projet de résolution.

M. Gracio répond qu'il a étudié le problème des machines électroniques avec les bureaux de l'I.B.M. de Rome et de Paris; ces bureaux ont répondu qu'à l'heure actuelle ils ne possédaient pas les machines pouvant convenir aux travaux de l'I.F.R.B., mais que le problème serait soumis à un groupe de techniciens; ceci implique des retards dans des travaux qu'il n'est pas question de paralyser.

La séance est suspendue à 12 heures 35; elle sera reprise dans l'après-midi.

*
* *

La séance est reprise à 15 heures 05.

Le délégué du Canada comprend les problèmes des organismes de l'U.I.T., mais les frais supplémentaires à engager sont énormes; or, il doit justifier sa participation financière auprès de son gouvernement. Il estime d'autre part que la Conférence administrative des Radiocommunications n'a pas assez soupesé les répercussions financières des décisions prises. Il a toujours eu une très grande estime pour les travaux de l'I.F.R.B., mais il ne peut pas perdre de vue les considérations matérielles. Il propose d'accepter un million pour 1960. En outre il appuie la proposition de la Suisse.

Le délégué de la Suisse estime que nous ne devrions pas aller trop loin pour le moment. Une machine électronique effectuerait certainement un excellent travail et sur la base de cette expérience on pourra toujours envisager l'achat de machines supplémentaires car il faut opérer par étapes, et non vouloir tout faire à la fois. Les expériences faites par l'administration suisse dans ce domaine sont concluantes. Il regrette aussi que les machines mécaniques actuellement en service soient louées et non achetées. Les frais de location très élevés auraient couvert le prix d'achat après 5 ans et 3 mois.

Il soumet à la Commission le projet de résolution suivant :

SUISSE

PROJET

RESOLUTION N° ...

RELATIVE A L'EMPLOI DE CALCULATRICES ELECTRONIQUES PAR L'U.I.T.

La Conférence de Plénipotentiaires, Genève, 1959

Considérant

a) que dans plusieurs administrations, des calculatrices électroniques rendent des services excellents;

b) que l'I.F.R.B. utilise déjà ces machines modernes pour l'établissement d'une grande partie de ses Normes techniques (voir Documents N° 336/CP et 20/CAR, Section IX);

c) que l'I.F.R.B. demande, afin de pouvoir faire face aux nouvelles tâches assignées par la C.A.R., une augmentation importante de personnel pour son secrétariat spécialisé.

charge l'I.F.R.B.

1. d'étudier l'emploi accru de calculatrices électroniques pour les travaux techniques et semi-techniques et de faire des essais pratiques à grande échelle;

2. de faire rapport annuellement au Conseil d'administration sur la proportion des tâches qui peuvent être exécutées soit par un certain nombre de fonctionnaires additionnels, soit par une calculatrice électronique;

3. de faire des propositions au Conseil d'administration pour sa session ordinaire de 1960 ou éventuellement pour 1961, sur la location d'une telle machine par l'U.I.T.;

autorise le Secrétaire général

4. à inscrire pour cette rationalisation du travail de l'I.F.R.B., au budget, les montants maximums suivants :

30.000 frs pour la période janvier - juin 1960,

100.000 frs pour la période juillet 1960 - juin 1961,

300.000 frs pour les périodes annuelles subséquentes.

*
* *

M. Gracie, Vice-Président de l'I.F.R.B. remarque, qu'à son avis, il n'y a aucune machine pouvant faire tout le travail à la fois; le travail doit être sectionné en trois étapes. D'autre part il accepterait dans son ensemble le projet de résolution de la Suisse mais fait des réserves quant aux montants avancés.

Le délégué de la Colombie reconnaît que les services rendus par l'I.F.R.B. sont de grande valeur mais il estime que les raisonnements présentés dans les documents étudiés aujourd'hui sont trop vagues. Il propose de remettre à la Conférence administrative des Radiocommunications les documents en question pour que cette dernière porte l'entière responsabilité des décisions prises.

Le délégué de l'U.R.S.S. appuie cette proposition.

M. Gracie souligne que rien ne peut arrêter le développement technique. il faut le suivre.

Le délégué de l'Inde estime que l'Union doit assister les pays qui en font la demande. Mais il ne faut pas tomber dans l'exagération et répondre à toutes les exigences d'une conférence d'un coup. A son avis, la suggestion du délégué du Canada devrait être prise en considération.

Le représentant du Secrétariat général fait remarquer que la Commission ne paraît pas être à même d'apprécier ni la nature, ni l'ampleur, ni l'ordre de priorité des tâches nouvelles que la Conférence des radiocommunications propose de confier à l'I.F.R.B. Il suggère en conséquence que la question soit soumise à la séance plénière qui pourra, si nécessaire, se réunir conjointement avec la Conférence des Radiocommunications

Pour le délégué de la France, il conviendrait de détacher l'année 1960 des années suivantes. Pour 1960, des considérations matérielles nous empêchent de disposer autrement et pour les années suivantes, il nous faut attendre le résultat de l'enquête de l'expert ainsi qu'envisager l'aide d'une machine électronique.

Le délégué de l'U.R.S.S trouve aussi que les preuves avancées ne sont pas assez fondées en regard des sommes importantes qui sont en jeu.

Le Président remarque que l'idée directive de la Commission est de reprendre contact avec la Conférence administrative des Radiocommunications.

Le délégué du Canada admet ce principe mais veut y ajouter une recommandation.

Le délégué du Royaume-Uni appuie l'idée d'une réunion mixte des Conférences (Radiocommunication et Plénipotentiaires), mais notre Commission devrait toutefois donner l'indication d'un minimum à réaliser.

Le délégué de la Biélorussie estime que la question est urgente; il serait logique de s'en référer à une Plénière de notre Conférence car les chefs de délégation sont en général les mêmes dans chaque conférence. Toutefois la Commission devrait préparer une proposition concrète à la Plénière.

Le délégué de l'U.R.S.S. remarque que nous n'avons pas à étudier un minimum mais à présenter le problème dans son ensemble à la Plénière.

Le représentant du Secrétariat général est prêt à préparer, à l'intention de la Séance plénière et en consultation avec l'I.F.R.B., un document dans lequel on tiendra compte des dépenses que l'on peut pratiquement envisager pour 1960 et pour les années suivantes, sur la base des tâches additionnelles confiée à l'I.F.R.B. Ce document contiendra aussi le projet de la résolution présenté par la délégation suisse.

Le délégué de la République fédérale d'Allemagne propose de mentionner dans le document en question qu'une augmentation de personnel de l'I.F.R.B. entraînera automatiquement une augmentation de personnel au Secrétariat général.

Le délégué de l'U.R.S.S remarque encore que la plupart des délégations ne peuvent plus obtenir de crédits supplémentaires pour 1960.

La Commission décide donc de confier au Secrétariat général la préparation d'un document tenant compte des considérations enumérées ci-dessus.

Les Rapporteurs :

H. Heggli
R. Arciniegas

Le Président :

José Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 375-F
10 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Dix-septième séance plénière

Vendredi 11 décembre 1959, 11 heures

1. Approbation du procès-verbal de la 12ème séance plénière (Document N° 365)
2. Approbation du procès-verbal de la 13ème séance plénière (Document N° 351)
3. Deuxième série de textes soumis par la Commission de rédaction (Document N° 245)
4. Lettre du Président de la Conférence administrative des radiocommunications (Document N° 361)
5. Rapport du Président de la Commission H (Document N° 359)
6. Rapport du Président de la Commission H (Document N° 366)
7. Les télécommunications et l'utilisation à des fins pacifiques des véhicules de l'espace extra-atmosphérique (Document N° 373)
8. Lettre du Président de la Conférence administrative des radiocommunications (Document N° 371)
9. Divers.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

F

CONFÉRENCE
DE PLÉNIPOTENTIAIRES
Genève, 1959

Document No 376-F
11 décembre 1959

SÉRIE 5 ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

La Commission de rédaction, après avoir examiné les textes ci-annexés, les soumet à l'approbation de l'Assemblée plénière.

5-01

RÉSOLUTION N° . .

Traitements des fonctionnaires élus

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

décide

1. que le secrétaire général, le vice-secrétaire général, les directeurs des Comités consultatifs internationaux et les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences recevront les traitements annuels suivants à compter du 1er janvier 1960:

	dollars des Etats-Unis par an
Secrétaire général	14.651,16
Vice-secrétaire général, Directeur des Comités consultatifs et membres de l'I.F.R.B.	13.720,93

2. que le titulaire actuel du poste de vice-directeur du C.C.I.R. recevra un traitement de 12.500 dollars des Etats-Unis par an, à compter du 1er janvier 1960.

décide en outre

que les frais de représentation encourus par certains fonctionnaires leur seront remboursés sur facture à concurrence de:

	francs suisses par an
Secrétaire général	7.000,—
Vice-secrétaire général, Directeurs des Comités consultatifs	3.500,—
I.F.R.B.	5.000,— pour le Comité dans son ensemble, à la discrétion du président

charge le Conseil d'administration

au cas où les échelles des traitements du régime commun feraient l'objet d'un ajustement, de proposer à l'approbation de la majorité des Membres de l'Union des ajustements appropriés des traitements indiqués ci-dessus.

RÉSOLUTION N° . .

Assimilation des conditions de service, de traitements, indemnités et pensions de l'Union internationale des télécommunications à celles du régime commun des Nations Unies

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

eu égard

a) à l'article VIII de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications;

b) à la recommandation formulée par la XIe Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution N° 1095/XI(*b*);

c) au rapport du Comité intergouvernemental des Nations Unies pour la revision des traitements, de 1956;

d) à la décision prise par le Conseil d'administration à sa 12e session sur le principe de l'assimilation finale avec le régime commun des Nations Unies;

approuve

le principe de l'assimilation des conditions de service du personnel de l'Union sur celles du régime commun des Nations Unies;

décide

1. que, sauf indication contraire dans les règlements administratifs de l'Union, en ce qui concerne les fonctionnaires élus et les Membres du Fonds de pension les conditions de service des fonctionnaires soumis au régime commun sont applicables aux fonctionnaires de l'Union;

2. que l'Union sera affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

charge le Secrétaire général

— sous réserve du réexamen et de l'approbation définitive par le Conseil d'administration,
— sans dépasser de plus de 500.000 francs suisses les crédits prévus pour les dépenses de personnel au budget ordinaire de l'année 1960,
— et pour prendre effet à dater du 1er janvier 1960;

1. d'appliquer les traitements que, par sa résolution N° , la Conférence de plénipotentiaires a approuvés pour les fonctionnaires élus et d'appliquer également à ces mêmes fonctionnaires les indemnités du régime commun;

2. de prendre les dispositions nécessaires pour appliquer les conditions du régime commun en ce qui concerne la hiérarchie des emplois, les traitements et indemnités, à tous les fonctionnaires permanents et temporaires de l'Union appartenant aux catégories D2 et D1, à la catégorie des administrateurs et à celle des services généraux, sur la base des propositions soumises à la Conférence;

3. de signer l'accord indispensable avec le secrétaire général des Nations Unies pour affilier l'Union à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, accord qui comportera la première des deux variantes pour l'article 4 dans le projet d'accord;

4. de remanier les règlements administratifs de l'Union afin de tenir compte de l'introduction à l'Union des conditions de service du régime commun et de l'affiliation de l'Union à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et de mettre ces règlements en vigueur à titre provisoire à dater du 1er janvier 1960 jusqu'à l'approbation du Conseil d'administration;

5. de présenter au Conseil à sa session annuelle de 1960 un rapport complet sur les mesures prises en exécution de cette résolution, et notamment un projet revisé de budget pour l'année 1960;

6. de soumettre au Conseil d'administration, qui prendra les mesures appropriées, le cas de tout fonctionnaire pour qui une diminution de son traitement global net résultant de l'assimilation au système commun des Nations Unies serait de nature à lui porter préjudice;

confie

à la Commission de gestion de la caisse d'assurance du personnel de l'Union la tâche:

1. de mettre en œuvre le plan de transfert en ce qui concerne l'assurance rétroactive des membres à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

2. d'assurer la gestion du reliquat d'actif de la Caisse de pensions et de la Caisse d'épargne afin d'atteindre les objectifs de ces caisses dans le cadre du plan de transfert.

RÉSOLUTION N° . .

Système d'assurance pour les Membres du Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) le système d'assurance actuellement en vigueur pour les membres de l'I.F.R.B., tel qu'il est décrit dans la résolution N° 257 (modifiée) du Conseil d'administration;

b) sa décision d'affilier l'Union à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

c) le fait qu'elle n'a pas disposé d'un temps suffisant pour examiner la question du système d'assurance pour les membres de l'I.F.R.B. à la lumière des décisions qu'elle a prises concernant le futur statut des membres de l'I.F.R.B.;

décide

1. que le secrétaire général devra étudier, conjointement avec l'I.F.R.B., toutes propositions relatives aux conditions d'assurance des membres de ce Comité, en tenant compte des modifications intervenues dans la composition du Comité, des services passés, des possibilités d'affiliation des membres à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et de toutes autres considérations appropriées;

2. que le Conseil d'administration devra, lors de sa prochaine session, examiner les propositions du secrétaire général et prendre les mesures qu'il jugera nécessaires.

RÉSOLUTION N° . .

Prolongation du mandat du vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.)

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) que le vice-directeur du C.C.I.R. atteindra le 31 mai 1961 l'âge normal de la retraite (65 ans) et qu'il devrait par conséquent prendre sa retraite au 31 décembre 1961;

b) que l'article 22 du Règlement du personnel de l'Union prévoit que, dans des cas tout à fait exceptionnels, dans l'intérêt de l'Union et si le fonctionnaire y consent, la limite d'âge peut être reculée d'une durée ne dépassant pas deux ans, et que dans le cas d'un vice-directeur de Comité consultatif, c'est à l'assemblée plénière du comité consultatif intéressé qu'il appartient de prendre l'initiative et la décision d'une telle prolongation;

c) que la IXe assemblée plénière du C.C.I.R., Los Angeles, 1959, a recommandé que le Conseil d'administration soit autorisé à prolonger la durée du service du vice-directeur jusqu'à la clôture de la Xe assemblée plénière du C.C.I.R.;

d) que la Xe assemblée plénière du C.C.I.R. ne doit se tenir qu'au début de 1963;

e) que la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) ne prévoit pas de poste de vice-directeur au C.C.I.R.;

décide

que le Conseil d'administration est autorisé à accorder au titulaire de l'emploi actuel de vice-directeur une prolongation d'activité jusqu'à la date de clôture de la Xe assemblée plénière du C.C.I.R. en 1963.

RÉSOLUTION N° . .

Fonds de pensions

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

eu égard

a) à la résolution N° 24 de la Conférence de plénipotentiaires, Buenos Aires, 1952;

b) à la décision prise par le Conseil d'administration à sa 12e session sur le principe de l'assimilation finale au régime commun des Nations Unies;

décide

que les fonctionnaires membres du Fonds de pensions de l'Union auront le choix entre les deux solutions suivantes:

1. le maintien de leurs conditions d'emploi actuelles, telles qu'elles sont définies dans le Règlement du personnel et dans les Statuts de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union, actuellement en vigueur;

2. le système décrit ci-dessous:

2.1 transfert au régime des traitements et indemnités des Nations Unies dans des conditions analogues à celles proposées pour les membres de la Caisse de pensions;

2.2 versement d'une contribution de 7,35% du gain assuré pour leur pension de retraite et d'invalidité (actuellement, les fonctionnaires intéressés ne versent aucune contribution au Fonds de pensions);

2.3 continuation du versement au titre de l'« assurance survivants », d'un pourcentage de 15% du gain assuré selon l'échelle de l'Union à la date de mise en vigueur de l'assimilation (ce versement est effectué jusqu'au décès du fonctionnaire intéressé);

2.4 versement au Fonds de pensions de 14,7% de la différence entre le gain assuré selon l'échelle de l'Union à la date de mise en vigueur de l'assimilation et le gain assuré selon l'échelle des Nations Unies, jusqu'à ce que les 14,7% du traitement selon l'échelle des Nations Unies dépassent les 15% de l'ancien traitement selon l'échelle de l'Union; à partir de cette date la contri-

bution de l'Union serait limitée à 14,7% du traitement, la contribution définie en (*c*) étant prélevée sur ce montant;

2.5 attribution d'une pension de retraite (payée par le Fonds de pensions maintenu) calculée selon les mêmes principes que celle d'un membre de la Caisse de pensions de l'Union, c'est-à-dire égale à la plus élevée des deux sommes suivantes: d'une part la pension selon le régime de l'Union déterminée d'après les années totales de service à l'Union et le traitement maximum perçu selon l'échelle actuelle des traitements de l'Union; d'autre part la pension théorique selon le régime des Nations Unies déterminée d'après les années totales de service à l'Union et le traitement moyen final;

charge le secrétaire général

1. de mettre cette décision en application à dater du 1er janvier 1960;

2. de présenter au Conseil d'administration toute demande tendant à ce que les 15% au titre de l'« assurance-survivants » continuent à être versés après la retraite;

3. de soumettre au Conseil d'administration, qui prendra les mesures appropriées, le cas de tout fonctionnaire pour qui une diminution de son traitement global net résultant de l'application de la présente décision serait de nature à lui porter préjudice.

RÉSOLUTION N° . .

Répartition géographique du personnel de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

considérant

a) les termes du paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention de Buenos Aires;

b) la répartition géographique actuelle du personnel de l'Union;

c) la nécessité d'améliorer cette répartition géographique, tant sur le plan général qu'en ce qui concerne certaines régions particulières du monde;

d) qu'une telle politique exige que le personnel intéressé bénéficie des avantages d'un recrutement international;

décide

A. afin d'améliorer la répartition géographique des fonctionnaires des grades P1 et au-dessus,

1. que, en règle générale, les vacances se produisant dans les emplois de ces classes seront portées à la connaissance des administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union. Cependant, le personnel en service devrait continuer à bénéficier de possibilités d'avancement raisonnables;

2. que, tout en pourvoyant ces emplois par voie de recrutement international, la préférence devrait être donnée, à aptitudes égales, aux candidats originaires des régions du monde dont la représentation actuelle est nulle ou insuffisante;

B. que les fonctionnaires des grades G1 à G7,

1. seront autant que possible recrutés parmi des personnes résidant en Suisse ou sur le territoire de la France dans un rayon de 25 km autour de Genève;

2. que, exceptionnellement, lorsque des emplois des classes G7, G6 et G5 de caractère technique deviendront vacants, il sera tenu compte en premier lieu de l'importance du recrutement sur une base internationale;

3. que lorsqu'il n'est pas possible de recruter, en observant les dispositions du paragraphe B.1. ci-dessus, des personnes possédant les compétences requises, il convient que le secrétaire général recrute des personnes résidant aussi près que possible de Genève. Si cela n'est pas possible, le secrétaire général notifie la vacance de l'emploi à toutes les administrations mais, en fixant son choix, il doit tenir compte des conséquences financières;

4. que les fonctionnaires recrutés pour des emplois des classes G1 à G7 seront considérés comme recrutés sur la base internationale et auront droit aux avantages du recrutement international, tels qu'ils sont prévus dans le Règlement du personnel, à condition qu'ils ne soient pas de nationalité suisse et

4.1 qu'ils soient recrutés hors de la zone mentionnée au paragraphe B.1. ci-dessus; ou

4.2 qu'ils soient recrutés dans la zone mentionnée au paragraphe B.1., à condition qu'ils aient élu résidence dans cette zone à une date et dans des circonstances telles que le secrétaire général soit convaincu que les intéressés s'y sont établis uniquement en vue de travailler dans les organisations internationales;

C. que les fonctionnaires déjà en service, qui auraient pu prétendre aux prestations de recrutement international ou semi-local d'après la politique exposée au paragraphe B.4. ci-dessus, s'ils n'avaient pas accepté de renoncer à ces prestations en tant que condition de leur emploi, auront droit aux prestations précitées à partir du 1er janvier 1960;

charge le Conseil d'administration

d'apporter les modifications nécessaires au Règlement du personnel et de suivre l'évolution de cette question, dans le dessein de réaliser une répartition géographique plus large et plus représentative.

RÉSOLUTION N° . .

Attribution d'une indemnité de cherté de vie au personnel retraité de l'Union

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

la résolution N° 24 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, aux termes de laquelle « ... des indemnités de cherté de vie au personnel pensionné peuvent être accordées, si les circonstances le justifient, ces indemnités devant être financées par un prélèvement sur le budget ordinaire »;

considérant d'une part

a) que depuis la mise en vigueur de l'échelle des traitements d'Atlantic City, le coût de la vie a augmenté en Suisse d'un peu plus de 12%;

b) que, tenant compte de cette augmentation, le Parlement de la Confédération Suisse a accordé à ses fonctionnaires retraités des indemnités de cherté de vie dont le montant actuel représente 12% des pensions accordées en 1947;

décide

d'accorder, à compter du 1er janvier 1959, au personnel de l'Union retraité sur la base de l'échelle des traitements d'Atlantic City, une indemnité de cherté de vie d'un montant égal à 12% de celui de leur pension;

considérant d'autre part

a) que l'échelle des traitements d'Atlantic City a été revisée en 1957;

b) qu'à cette occasion les emplois de l'Union ont été reclassés suivant les bases du système commun des Nations Unies;

c) que le coût de la vie en Suisse a, depuis cette revision, augmenté de 5%;

décide

d'accorder, à partir du 1er janvier 1959, aux fonctionnaires retraités de l'Union dont la pension de retraite a été calculée d'après les échelles

de traitements mises en vigueur le 1er janvier 1958 une indemnité de cherté de vie égale à 5% de leurs pensions;

charge le Conseil d'administration

1. de prévoir les crédits nécessaires au budget de l'Union;

2. de suivre l'évolution de cette question et, en ce qui concerne les ajustements futurs de ces indemnités de cherté de vie, de s'inspirer de la pratique générale suivie par les Nations Unies.

RÉSOLUTION N° . .

Les télécommunications et l'utilisation à des fins pacifiques des véhicules de l'espace extra-atmosphérique

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

consciente

des problèmes que pose sur le plan international l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques;

considérant

l'importance du rôle que les télécommunications, et par conséquent l'Union, vont nécessairement jouer dans ce domaine;

charge le secrétaire général

1. de faire connaître aux Nations Unies et aux autres organisations internationales intéressées les décisions de la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications, Genève, 1959, et les études techniques entreprises par le C.C.I.R. et le C.C.I.T.T.;

2. de tenir ces mêmes organisations au courant des progrès réalisés dans ce domaine dans la mesure où l'Union est intéressée.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 377-F
11 décembre 1959

COMMISSION H

NOTE DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE ADMINISTRATIVE
DES RADIOCOMMUNICATIONS

Genève, le 10 décembre 1959

M. J.D.H. van der Toorn
Président de la
Conférence de plénipotentiaires

Monsieur le Président,

Au cours de sa seizième séance plénière, tenue le 8 décembre 1959, la Conférence administrative des radiocommunications a adopté un projet de recommandation à la Conférence de plénipotentiaires, portant sur les directives à suivre en ce qui concerne l'utilisation des bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz. Les dispositions essentielles de ce projet de recommandation envisagent la réunion d'un Comité d'experts, chargé uniquement de rechercher les moyens de réduire l'encombrement des bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz, lequel se réunirait à Genève pendant une première période de 30 jours environ en 1961 et une deuxième période de 30 jours environ en 1962.

Le projet de recommandation a été adopté, sous réserve de modifications d'ordre rédactionnel, par 59 voix contre 0 et 3 abstentions. Vous verrez, d'après le texte ci-joint, que la Conférence de plénipotentiaires est invitée à affecter à la couverture des dépenses du Comité d'experts, pour chacune des années 1961 et 1962, un crédit n'excédant pas 100.000 francs suisses, étant entendu que les indemnités pour frais de voyage et de séjour des membres de ce Comité seront payées par l'Union au même taux que celles autorisées pour les membres du Conseil d'administration.

Le Document N° 774 et le procès-verbal de la seizième séance plénière de la Conférence administrative des radiocommunications contiennent, tous deux, des renseignements plus détaillés à ce sujet.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Veuillez agréer, etc...

(Signé) Charles J. Acton
Président de la
Conférence administrative
des radiocommunications

Annexe : 1

A N N E X E

PROJET DE RECOMMANDATION DE LA CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS A LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES RELATIVE AUX DIRECTIVES A SUIVRE DANS L'AVENIR POUR L'UTILISATION DES BANDES DE FREQUENCES COMPRISES ENTRE 4 ET 27,5 MHz

La Conférence administrative des radiocommunications (Genève, 1959)

notant

la tendance à l'encombrement du spectre, notamment dans les bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz;

la nécessité d'adopter de nouveaux principes pour résoudre les problèmes de fréquences qui se posent aux administrations dans l'utilisation de cette portion du spectre;

reconnaissant

a) que l'adhésion des administrations à un programme de dégagement des bandes comprises entre 4 et 27,5 MHz dépend de la définition de critères suffisamment clairs et de l'accord de toutes les administrations sur certaines décisions de principe à ce sujet;

b) que la possibilité, pour les administrations, d'entreprendre un tel programme est intimement liée à ses incidences financières;

considère

que la première étape dans le sens d'une réforme devrait être un examen complet des possibilités, précédant l'adoption des décisions de principe nécessaires;

que l'on pourrait à cette fin réunir un Comité d'experts dont l'unique tâche consisterait à étudier les moyens de réduire l'encombrement des bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz;

recommande :

a) que l'on réunisse un Comité d'experts dont l'unique tâche consistera à rechercher les moyens de réduire l'encombrement dans les bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz. Ce Comité établira un rapport sur ses délibérations et le présentera au Conseil d'administration en même temps qu'un ordre du jour détaillé et précis. Lorsque cet ordre du jour aura été approuvé par le Conseil d'administration, il sera confié à un organisme chargé d'examiner les décisions de principe qu'il conviendra de prendre en vue de réduire l'encombrement du spectre dans les bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz;

b) que, pour délibérer, le Comité d'experts se réunisse à Genève pendant une première session de 30 jours environ en 1961 et pendant une seconde session de 30 jours environ en 1962;

c) que chacune des administrations qui fournira un ou plusieurs experts soit invitée à prendre les dispositions voulues pour payer les traitements de ses experts; ces traitements ne seront pas imputés au budget de l'Union.

invite :

la Conférence de plénipotentiaires

1. à affecter à la couverture des dépenses prévues pour le Comité d'experts, pour chacune des années 1961 et 1962, un crédit n'excédant pas 100.000 francs suisses;

2. à prendre des dispositions pour que les indemnités pour frais de voyage et de séjour des membres du Comité d'experts soient calculées au même taux que celles autorisées pour les membres du Conseil d'administration.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 378-F
11 décembre 1959

COMMISSION 1

QUATRIEME RAPPORT

du Président de la Commission E

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à la Commission de rédaction, en vue de leur présentation à la séance plénière, les textes énumérés ci-après qui ont été approuvés par la Commission E.

Annexe 1: Les télécommunications et l'utilisation à des fins pacifiques des véhicules de l'espace extra-atmosphérique.

Annexe 2: Amélioration des télécommunications en Asie et en Extrême-Orient.

Annexe 3: Participation de l'U.I.T. au Programme élargi d'assistance technique.

Le Président
de la Commission E

Francis Colt de Wolf

Annexes: 3

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

ANNEXE 1

RESOLUTION N° ...

LES TELECOMMUNICATIONS ET L'UTILISATION A DES FINS PACIFIQUES DES VEHICULES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,:

consciente

des problèmes que pose sur le plan international l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques;

considérant

l'importance du rôle que les télécommunications, et par conséquent l'U.I.T., vont nécessairement jouer dans ce domaine;

charge le Secrétaire général

a) de faire connaître aux Nations Unies et aux autres organisations internationales intéressées les décisions de la Conférence administrative des radiocommunications (Genève, 1959) et les études techniques entreprises par le C.C.I.R. et le C.C.I.T.T.

b) de tenir ces mêmes organisations au courant des progrès réalisés dans ce domaine, dans la mesure où l'U.I.T. est intéressée.

A N N E X E 2

RESOLUTION N° ....

AMELIORATION DES TELECOMMUNICATIONS EN ASIE ET EN EXTREME-ORIENT

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, 1959,

vu

a) les recommandations formulées dans le rapport du Groupe de travail des experts en télécommunications qui a été soumis au Comité des transports et des communications de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (C.E.A.E.O.) le 23 novembre 1959, à Bangkok;

b) l'approbation de ces recommandations donnée par le Comité des transports et des communications;

exprime l'espoir

que ces recommandations seront formellement approuvées par la C.E.A.E.O. à sa session de février 1960, et

charge le Conseil d'administration

de prendre toutes les mesures possibles dans le cadre de la Convention pour continuer à apporter à la C.E.A.E.O. son concours le plus actif à la mise en oeuvre des recommandations déjà approuvées par le Comité des transports et des communications de la C.E.A.E.O., notamment en ce qui concerne les projets relatifs aux télécommunications inscrits au programme des travaux et priorités que, au paragraphe 48 de son rapport ainsi qu'à l'Appendice 1 à ce rapport, le Groupe de travail a recommandé avec le plein appui de l'U.I.T.

ANNEXE 3

RESOLUTION N° ....

PARTICIPATION DE L'U.I.T. AU PROGRAMME ELARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE DES NATIONS UNIES

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

ayant passé en revue

les conditions de participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique, en particulier à la lumière des procédures fixées par le Conseil d'administration dans sa Résolution N° 244 et de l'ensemble des dispositions arrêtées en 1957;

vu

1. les modifications qui devront être apportées à l'administration du programme de l'Union d'après la Résolution N° ...;

2. la proposition figurant au Document N° 64 de la Conférence;

décide

que le Conseil d'administration entreprendra une révision complète des procédures relatives à la participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique. A cet égard, il convient que le Conseil ait présentes à l'esprit les propositions relatives à la participation de l'U.I.T. au Programme élargi d'Assistance technique approuvées par la Conférence et figurant dans le Document N° ... (1) et qui devraient être incorporées dans la brochure intitulée "Procédures relatives à la participation de l'U.I.T. au Programme élargi d'Assistance technique" publiée par l'U.I.T.

---

(1) Note pour la Commission de rédaction : Il s'agit du Rapport final du Président de la Commission E.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 379-F
11 décembre 1959

COMMISSION G

COMPTE RENDU

Treizième séance - Commission G (Personnel)

Jeudi 3 décembre 1959, 9 h.30

1. Suite de l'examen du projet de rapport de la Commission G à la Conférence de plénipotentiaires (Document N° 281)

Le Président rappelle la discussion qui a eu lieu la veille à la Commission au sujet du dernier alinéa du point 7, au haut de la page 4 du projet de rapport. Il s'agit de la possibilité que certains emplois de Classe a soient reclassés P5. La discussion s'est concentrée sur le tableau contenu dans l'Annexe au Document N° 77 et sur les notes figurant au bas de ce tableau. Le reclassement de trois emplois de Classe C et de sept emplois de Classe D a également suscité des questions. C'est la raison pour laquelle il a invité le Secrétaire général par intérim à fournir des indications sur le tableau du Document N° 77, particulièrement en ce qui concerne les classes supérieures à la Classe a actuelle.

Le Secrétaire général par intérim déclare que la réponse dépend jusqu'à un certain point des décisions que la Conférence prendra finalement au sujet de la structure de l'Union. Dans le Document N° 128, la Commission D a donné au Secrétaire général des "directives très libres" sur la manière de réorganiser le Secrétariat général selon des principes sains. Dans une réorganisation selon ces principes (d'ailleurs, il apprécie le fait que le schéma annexé au Document N° 128 n'ait pas été accepté par la Commission comme plan définitif d'organisation), il y aura lieu de tenir compte de récentes décisions de la Conférence confiant à l'Union la tâche d'administrer le programme d'assistance technique. A cet effet, le personnel sera augmenté de deux fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et d'une sténographe. Tous les fonds nécessaires ont été votés par l'Administration de l'Assistance technique des Nations Unies (environ 50.000 dollars).

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

En général, dans sa manière de reclasser, il aurait tendance à déclasser, particulièrement dans les classes élevées, jusqu'au moment où le Conseil aura la possibilité de se prononcer sur les classes définitives. Il ne prévoit pas plus d'un emploi de la classe D2, et cet emploi ne sera pas pourvu immédiatement.

Il y a actuellement à l'Union 3 fonctionnaires de Classe C et 7 de Classe D. Le Secrétaire général par intérim déclare qu'à son avis, il ne convient pas de reclasser plus de 4 ou 5 de ces emplois dans la Classe D1. Il fait toutefois une réserve en ce qui concerne les décisions importantes qui doivent être prises avant la fin de la Conférence au sujet des organismes autres que le Secrétariat général, à savoir : le C.C.I.T.T., le C.C.I.R. et l'I.F.R.B. Tout

fonctionnaire qui recevra un avis de reclassement fondé sur le principe de l'assimilation devrait recevoir une lettre indiquant qu'aucun avis de reclassement reçu entre le moment présent et la prochaine session du Conseil d'administration ne doit être considéré comme donnant des droits acquis. Les intérêts du Conseil d'administration doivent en effet être protégés.

Le Président fait remarquer que la Commission a accepté à la majorité la structure de l'échelle des traitements figurant à la page 3 du projet de rapport, et qui comprend des emplois D2. Le point qui cause des soucis à la Commission est de savoir comment il convient d'intégrer le personnel en service dans les classes de la catégories des administrateurs. Le Secrétaire général par intérim a fait mention de modifications éventuelles dans l'organisation. A supposer que l'assimilation au système commun des Nations Unies ait lieu avant la session du Conseil d'administration, le problème est de savoir comment sauvegarder la prérogative du Conseil d'administration qui est prévue par l'Article 5, paragraphe 12, alinéa (2) d). Toutes les mesures prises seront évidemment soumises à l'approbation du Conseil, comme l'indique le projet de résolution.

Le délégué de la Biélorussie, considérant que l'assimilation pourrait avoir lieu avant la session du Conseil d'administration, propose que la date de l'assimilation soit fixée au 1er juillet 1960, ce qui permettrait d'éviter la difficulté. En effet, la date a été laissée en blanc à la page 13 du projet de rapport (Document N° 281). Cette manière de procéder donnerait au Conseil d'administration la possibilité d'examiner les propositions de reclassement avant que celui-ci soit réalisé.

Le Président déclare que la date a été laissée en blanc dans le projet de rapport parce qu'elle n'a pas encore été discutée par la Commission.

Le délégué de l'Inde insiste sur le fait que le schéma du Document N° 128 donne simplement une des manières possibles de réorganiser le Secrétariat, mais ce n'est pas nécessairement la manière définitive.

Le délégué du Canada ne serait pas favorable à ce que la responsabilité du reclassement soit confiée au Conseil d'administration. Bien plus, il ne serait pas partisan de ce que le Conseil d'administration réexamine l'échelle des traitements en ce qui concerne le Secrétaire général adjoint et les Directeurs des C.C.I.; celle-ci a déjà été approuvée par la Commission et fait partie du projet de rapport. Les seuls emplois restant en question sont ceux qui sont mentionnés en haut de la page 4, et qui sont au nombre de 1 ou 2.

Le Président confirme que le Conseil d'administration n'a jamais considéré que la désignation de personnes pour des emplois entrait dans ses compétences. Ses attributions concernent le nombre et le classement des emplois. Le nombre total des postes dont la classe n'est pas nettement définie dans l'Annexe 1 du Document N° 77 est de 17, 3 de Classe C, 7 de Classe D et 7 de Classe a.

Le délégué de la Suisse fait remarquer que les estimations annexés au Document N° 77 ont dû être fondées sur une forme d'organisation déterminée. Ce fait peut porter à croire qu'une décision est déjà intervenue au sujet de l'organisation qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1960.

La Commission H réunie la veille a discuté une proposition de la Suède et des Etats-Unis tendant à ce qu'un expert en matière d'organisation administrative soit invité à faire une étude sur la réorganisation et la rationalisation des services de l'Union. Si le tableau et la classification figurant au Document N° 77 étaient adoptés par la Commission G, cela restreindrait les investigations de cet expert et la proposition soumise à la Commission H par la Suède et les Etats-Unis devrait être retirée.

Le Secrétaire général par intérim déclare qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre la proposition examinée par la Commission H et le rapport de la Commission G. L'Union doit continuer à accomplir ses tâches. Les décisions prises par la Conférence des radiocommunications et la Conférence de plénipotentiaires devront entrer en application peu après la clôture des deux conférences. La proposition formulée par la Suède et les Etats-Unis envisage qu'un groupe d'experts soit engagé pour entreprendre une étude à long terme dont l'objet serait plutôt d'améliorer l'efficacité que de rechercher des économies. En raison des décisions prises par les deux conférences, il serait peu réaliste d'envisager la possibilité d'économies importantes. L'étude dont il s'agit peut demander un an ou plus. Entre temps, il faut que le travail avance, donc, selon le Secrétaire général par intérim, il ne saurait être question d'incompatibilité.

Le délégué des Etats-Unis est également d'avis que l'acceptation du rapport sous sa forme actuelle ne serait pas incompatible avec la proposition visant une étude de l'organisation administrative. Il ne serait pas raisonnable de penser que les nombres figurant au tableau annexé au Document N° 77 puissent être maintenus au même niveau en 1965. Il faut admettre une certaine souplesse; au stade actuel il serait impossible de fixer avec exactitude le reclassement des emplois des classes a, C et D; les avis seraient trop divers. La solution serait donc de permettre au Secrétaire général de procéder aux ajustements de personnel nécessaires. C'est la raison pour laquelle il s'estime satisfait du rapport tel qu'il est rédigé actuellement.

Le délégué de la Suède ne voit également aucune contradiction entre la proposition de la Suède et des Etats-Unis et le Document N° 281. Son but, en présentant cette proposition, est de faire entreprendre une étude de l'organisation par des experts venus de l'extérieur. Il reconnaît qu'une telle étude demandera du temps et que la mise en vigueur des recommandations qui en découleront prendra probablement encore une année. Le problème de la réorganisation et du reclassement se posera encore quelque temps au Secrétaire général et au Conseil d'administration. Si l'on attend les résultats de cette étude, le problème ne sera jamais résolu.

Le Secrétaire général par intérim a déclaré qu'il enverrait des lettres aux fonctionnaires. Le délégué de la Suède n'est pas favorable à cette manière de faire.

Le tableau comprend 252 postes. Sur ce nombre, il estime que 90 à 95 % pourraient être immédiatement classés dans la classe convenable. Pour les autres, le Secrétaire général devrait attendre que le Conseil d'administration donne son approbation. L'ensemble de l'assimilation ne doit pas être arrêtée pour cela. L'Union doit faire confiance à ses fonctionnaires supérieurs. L'orateur se demande s'il est essentiel d'inclure la phrase entre parenthèse; si celle-ci est importante, elle ne devrait pas être mise entre parenthèse mais faire corps avec le texte.

Le Président déclare que cette phrase a été insérée parce qu'à une séance antérieure, à laquelle assistait le Secrétaire général par intérim, il a été fait mention de la note de bas de page figurant dans l'Annexe au Document N° 77 et que, en second examen, le Secrétaire général par intérim s'est déclaré favorable au principe de cette note. C'est pour cela que le Président a jugé utile de l'inclure dans le rapport.

Répondant au délégué de la Suède, le Secrétaire général par intérim indique que ce qu'il a voulu dire n'est pas que l'autorité responsable, quelle qu'elle soit, devra adresser une lettre individuelle à chacun des membres du personnel, mais qu'il conviendra de publier une lettre de caractère général, expliquant que le reclassement ne sera mis en vigueur que d'une façon provisoire tant qu'il n'aura pas été ratifié par le Conseil d'administration. Il est exact, pense-t-il, que, dans une proportion de 90 % à 95 % le reclassement pourra être établi immédiatement de façon correcte. C'est à la Commission qu'il incombe de donner les instructions appropriées. Il est toutefois évident que la date de la mise en vigueur est nécessairement liée à cette question. Pour des raisons d'ordre pratique, cette mise en vigueur doit être fixée à une date précise.

Le délégué de l'Inde relève que la question affecte 17 postes répartis sur les classes C, D et a. Elle pourrait être laissée à l'examen du Conseil d'administration, mais il aimerait, quant à lui, connaître les raisons pour lesquelles on désire introduire l'assimilation dès le 1er janvier 1960. Une fois ces raisons connues, il sera plus aisé de déterminer qui, quand et comment devra prendre une décision en la matière. Le Conseil a examiné le reste du Tableau. Seules la note du bas de la page et la question des 17 postes suscitent certaines difficultés.

En réponse à une proposition du Président, le Secrétaire général par intérim déclare n'avoir aucune objection - si ce n'est l'injustice dont seraient victimes les 17 fonctionnaires intéressés - à ce que les reclassements des classes C, D et a soient considérés comme provisoires, jusqu'au moment où le Conseil d'administration les aura examinés et approuvés.

Le délégué du Canada est d'avis que le nombre des emplois en discussion pourrait même être ramené à 4. Le Secrétaire général par intérim semble avoir une idée claire des emplois sans doute affectés. Le délégué du Canada propose donc de mettre en vigueur le Tableau pour l'ensemble du personnel, exception faite des quelque 4 fonctionnaires précités, qui seront informés en conséquence.

Le délégué de la Suède aimerait savoir si, au cas où le reclassement des postes de classes C, D et a était laissé en suspens, il y aurait une difficulté quelconque à lui donner ensuite un effet rétroactif.

Le Président donne l'explication suivante au sujet de la proposition qu'il a faite au Secrétaire général par intérim : la date du reclassement provisoire des Classes C, D et a serait la même que pour les autres classes, mais le reclassement conserverait un caractère provisoire jusqu'au moment où le Conseil d'administration l'aurait confirmé.

Le délégué de l'U.R.S.S. estime que c'est le Conseil qui devrait avoir l'initiative du reclassement dans les grades P5, D1 et D2. Il préférerait, en ce qui le concerne, que ce reclassement soit effectué directement par le Conseil.

Le Président demande au Secrétaire général par intérim si une assimilation partielle se heurterait à des difficultés. Il aimerait également connaître son avis sur les propositions faites, ainsi que les raisons pour lesquelles la date du 1er janvier 1960 est considérée comme la plus appropriée.

En réponse à cette question, le Secrétaire général par intérim donne lecture de l'extrait suivant d'une lettre, datée du 24 juin 1958, et émanant du Chef par intérim du Personnel des Nations Unies, en réponse à une lettre du Dr. Andrada.

"En ce qui concerne la date d'entrée en vigueur d'un accord prévoyant l'affiliation de l'U.I.T. à la Caisse commune des Nations Unies, n'importe quelle date est acceptable pour nous, à condition, cependant, que l'accord en question ait été élaboré et signé avant cette date. L'accord ne peut avoir d'effet rétroactif. La date de l'affiliation doit donc être choisie en tenant compte du temps requis pour que puisse être suivie la procédure stipulée à l'Article XXVIII des Statuts de la Caisse commune des pensions des Nations Unies".

Pour ce qui est des propositions faites en vue de fixer au mois de juillet 1960 la date choisie pour l'assimilation, le Secrétaire général par intérim explique par les raisons suivantes pourquoi il convient de préférer la date du 1er janvier 1960 .

Si l'assimilation n'était pas appliquée dès le 1er janvier 1960 :

1) Des contributions d'environ 220.000 francs suisses devraient être versées afin de satisfaire les obligations de la Caisse de pensions. Cette somme serait versée à la Caisse et ne pourrait pas, plus tard, être transférée aux fonds de l'Union. La suppression des contributions uniques est l'un des avantages qu'assure l'assimilation.

2) Les fonctionnaires devraient verser des contributions pour un total de ..... 65.000 francs suisses

3) En outre, les sommes de rachat pour un nouveau Secrétaire général ou un nouveau Secrétaire général adjoint se monteraient à environ ..... 75.000 francs suisses

4) Si les 58 fonctionnaires supplémentaires demandés par l'I.F.R.B. sont engagés, cela entraînerait une nouvelle dépense de ..... 100.000 francs suisses

C'est donc une somme totale de 460.000 francs suisses, dont 65.000 fr.s. versés par le personnel, qui serait investie dans des contributions à la Caisse de pensions. Il faudrait faire de nouvelles études actuarielles et celles qui ont été faites jusqu'ici ont déjà coûté 50.000 francs suisses. De plus, les garanties offertes au personnel par la Caisse de pensions devraient être étendues au personnel nouvellement engagé. Les fonctionnaires devraient verser des sommes d'admission et ils ne le feraient pas volontiers s'ils pensent, dans un proche avenir, être affiliés à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Ayant exposé les faits ci-dessus, le Secrétaire général par intérim laisse à la Commission le soin de décider s'il convient de remettre à plus tard dans l'année 1960 la date de l'assinilation.

Dans un désir de parvenir à une solution de compromis, qui permette de donner satisfaction aux différents points de vue exprimés au sujet du paragraphe du haut de la page 4 du projet de rapport, le Président soumet à la Commission le projet de texte ci-après, destiné à être inclus dans le rapport :

"De l'avis de la Commission, sur les 7 postes de la Classe a, 2 ou 3 au plus seront classés P5; sur les 10 postes des Classes C et D, 4 ou 5 au plus seront classés D1, et, d'autre part, aucun reclassement en D2 ne sera fait pour le moment. Toute proposition en vue d'aller au-delà de ce qui précède devra être expressément soumise à une autorisation du Conseil."

Il y aura donc ainsi un "plafond" au reclassement prévu pour les Classes a, C et D jusqu'au moment où le Conseil aura pu étudier les propositions dans leur forme définitive.

Le Secrétaire général par intérim donne l'assurance qu'une telle forme de compromis pourrait être acceptée par le Secrétariat général.

Etant donné que le traitement des Classes C et D actuelles n'est pas supérieur à celui de P5, le Vice-Président (délégué de Ceylan) propose qu'aucun des postes de Classes C et D ne soit placé au-dessus de P5 tant que l'autorisation n'en aura pas été donnée par le Conseil d'administration.

Le Secrétaire général par intérim déclare qu'un tel système serait inapplicable et donnerait lieu à des difficultés d'ordre administratif. Il préfère, par conséquent, la proposition faite par le Président.

Les délégués de la France et de la Suède appuient également la proposition du Président.

Tout en reconnaissant que la proposition du Président constitue une amélioration du texte figurant au haut de la page 4, le délégué de la R.S.S. de Biélorussie est d'avis que la question des postes de Classes D1 et D2 - qui sont les plus élevés de l'Union - devrait être laissée au Conseil d'administration pour qu'il prenne spécialement une décision à ce sujet.

Le délégué de l'U.R.S.S. n'aime guère l'indication "2 ou 3" et "4 ou 5". Il préférerait que l'on dise nettement "2" et "4", respectivement, car il se pourrait, autrement, que l'on choisisse, sans raison valable, le chiffre le plus élevé. Si un nombre plus élevé de reclassements s'avérait necessaire, il faudrait alors que le Secrétaire général justifie sa demande.

Le délégué des Etats-Unis exprime son désaccord. Il estime que le texte adopté devrait être plus souple.

... Au cours de la discussion qui suit, le délégué de l'U.R.S.S. déclare qu'il comprend les réserves exprimées par certains délégués car le traitement des fonctionnaires de la Classe D2 serait supérieur à celui prévu pour le Secrétaire général par la Résolution N° 20 de 1952. Le traitement des fonctionnaires de Classe D1 serait équivalent à celui des Directeurs des C.C.I. en 1952. La Résolution N° 20 prévoit des traitements de 25,800 Fr.s., seulement pour les fonctionnaires de Classe 1, alors que le traitement pour la Classe P5 se monterait à 47,300 Fr.s. (échelon le plus élevé). Il serait raisonnable de s'en remettre à la décision du Conseil d'administration en ce qui concerne ces classes. Des institutions spécialisées telles que l'UNESCO et l'O.I.T. évitent actuellement de pourvoir les vacances qui existent dans les postes de Classe D2.

Le délégué du Canada déclare qu'il est reconnaissant au Président d'avoir proposé un compromis auquel il ne songe pas à s'opposer, mais il a été frappé par la proposition faite par le délégué de Ceylan, étant entendu que l'adoption de cette proposition n'entrainerait de diminution de traitement pour aucun fonctionnaire.

Le Vice-Président, délégué de Ceylan, souligne qu'il aurait scrupule à associer sa délégation à toute proposition qui pourrait donner à penser que la Conférence de plénipotentiaires a examiné les attributions et la classification des postes et qu'elle a fixé le nombre exact de fonctionnaires dans les diverses classes. La Conférence devrait se contenter de prendre une décision de principe très générale. C'est sur cette base seulement qu'il a proposé que le Secrétaire général se borne, pour le moment, à reclasser les postes des classes allant de P5 inclus jusqu'au bas de l'échelle, jusqu'à ce que le Conseil d'administration ait eu l'occasion de se pencher sur le problème du reclassement.

Le Secrétaire général par intérim, en réponse aux observations du délégué de l'U.R.S.S., indique d'abord que les chiffres de traitements cités par celui-ci sont des maxima. Normalement, un fonctionnaire serait classé au premier échelon de la nouvelle échelle correspondant à son traitement. Par ailleurs, l'orateur donne les renseignements suivants concernant le nombre de postes des Classes D1 et D2 dans certaines institutions spécialisées :

	Postes de Classe D2	Postes de Classe D1
O.I.T.	3	23
UNESCO	7	14
O.A.A.	10	6
O.M.S.	12	2

On voit donc que ces postes existent actuellement dans ces institutions.

Bloquer tous les fonctionnaires intéressés à l'échelon supérieur de la classe P5 aurait des conséquences défavorables sur leur moral.

Le délégué de l'U.R.S.S. reconnaît qu'il existe des postes de la classe D2, mais il insiste sur le fait que les institutions s'abstiennent de pourvoir les postes vacants. Il cite l'exemple du B.I.T. où un poste de classe D2 est occupé par un directeur, M. Morse. Telle est la raison pour laquelle sa délégation s'est opposée à ce que les membres de l'I.F.R.B. occupent des postes supérieurs à la classe D2. Il demande que la proposition du délégué de Ceylan soit mise aux voix.

Une discussion s'engage alors sur la question de savoir si la proposition du délégué de Ceylan constitue un amendement à la proposition du Président, ou si elle doit être considérée comme une nouvelle proposition.

Le Vice-Président, délégué de Ceylan, en réponse au Président qui l'invitait à présenter ses commentaires, demande au Secrétaire général par intérim s'il serait possible, sans risquer de réduire l'efficacité de l'administration, de limiter provisoirement à la classe P5 le reclassement des postes des classes actuelles a, D et C, jusqu'à ce que le Conseil d'administration ait eu l'occasion d'étudier la question, compte tenu de toutes les tâches que la Conférence des radiocommunications et la Conférence de plénipotentiaires ont assignées à l'Union, compte tenu d'autre part, du fait que le traitement maximum de la classe P5 serait plus élevé que le traitement maximum actuel de la classe C.

Le Secrétaire général par intérim répond que, pendant six mois, l'ensemble des 10 fonctionnaires des classes C et D ainsi que tous les fonctionnaires qui pourraient être dégagés de la classe a seraient groupés en un même bloc. Il en résulterait sans aucun doute des difficultés d'ordre administratif et aussi des difficultés en ce qui concerne le moral de ces fonctionnaires.

Le Vice-Président, délégué de Ceylan constate que la réponse à sa question est qu'il y aura certainement des difficultés. Vu cette réponse, il semble que la Commission doive accorder un certain nombre de postes. L'orateur aimerait toutefois que l'on indique un nombre de postes minimun dans chaque catégorie. Le Secrétaire général par intérim a indiqué que, pour des raisons d'efficacité, il est nécessaire de prévoir quelques postes de classe D1. Il semble possible de recommander que quelques postes soient reclassés en classe D1, afin de garantir l'efficacité au point de vue administratif.

Le délégué des Etats-Unis d'Amérique pense que cette dernière proposition peut servir de base pour un accord. Il propose que le texte spécifie qu'il y a lieu de pourvoir un nombre minimun de postes de façon à garantir l'efficacité de fonctionnement, mais pas plus de deux ou trois.

. . .

Le Secrétaire général par intérim appuie cette proposition des délégués de Ceylan et des Etats-Unis. Cette proposition ne constitue en aucun cas une entorse aux principes d'une sage administration.

Il est décidé que le Président, le Vice-Président et le Secrétaire général par intérim élaboreront en commun un nouveau projet de texte sur cette question, projet qui sera soumis à la Commission au cours de sa prochaine séance le lendemain.

Le Président met l'accent sur la nécessité qu'il y a à éviter une répétition de la discussion et à prendre rapidement une décision sur le projet de rapport.

La séance est levée à 12 heures 40.

Le Rapporteur :
P.A. Panichelli

Le Président :
W.A. Wolverson

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 380-F
11 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

P R O C E S - V E R B A L

DE LA

QUATORZIEME SEANCE PLENIERE

ELECTION DU SECRETAIRE GÉNERAL DE L'UNION

Président : M. J.D.H. van der Toorn (Pays-Bas)

Secrétaire adjoint de la Conférence : M. Clifford Stead

PREMIER TOUR : Mardi 8 décembre 1959, à 17 heures

DEUXIEME TOUR : Mercredi 9 décembre 1959, à 9 heures 30

TROISIEME TOUR : Mercredi 9 décembre 1959, à 17 heures.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Présents :

Afghanistan; République populaire d'Albanie; Arabie Saoudite (Royaume de l'); Argentine (République d'); Australie (Fédération de l'); Autriche; Belgique; Biélorussie (R.S.S. de); Birmanie (Union de); Bolivie; Brésil; Bulgarie (République populaire de); Canada; Ceylan; Chine; Cité du Vatican (Etat de la); Colombie (République de); Congo belge et Territoire du Ruanda-Urundi; Corée (République de); Costa Rica; Cuba; Danemark; République Dominicaine; Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer; El Salvador; Espagne; Etats-Unis d'Amérique; Ethiopie; Finlande; France; Ghana; Grèce; Guatémala; Hongroise (République populaire); Inde (République de l'); Indonésie (République d'); Iran; Iraq; Irlande; Islande; Israël (Etat d'); Italie; Japon; Jordanie (Royaume Hachémite de); Kuwait; Laos (Royaume de); Libye (Royaume Uni de); Luxembourg; Malaisie (Fédération de); Maroc (Royaume du); Mexique; Monaco; Népal; Nicaragua; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pays-Bas; Pérou; Philippines (République des); Pologne (République Populaire de); Portugal; Provinces Portugaises d'Outre-Mer; République Arabe Unie; République fédérale d'Allemagne; République fédérative populaire de Yougoslavie; République Socialiste Soviétique de l'Ukraine; Rhodesia et Nyasaland; République Populaire Roumaine; Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; Soudan; Suède; Suisse (Confédération); Tchécoslovaquie; Territoires des Etats-Unis d'Amérique; Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord; Thaïlande; Tunisie; Turquie; Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest; Union des Républiques Socialistes Soviétiques; Uruguay (République Orientale de l'); Vénézuéla (République de); Afrique Orientale Britannique (Membre associé).

Observateurs :

Le représentant du Libéria.

PREMIER TOUR : Mardi 8 décembre 1959, 17 heures

Le Président ouvre la séance à 17 heures 15, et rappelle aux délégués que la procédure d'élection du Secrétaire général est indiquée dans le Document N° 246. La liste des sept candidats figure dans le Document N° 325.

Les délégations du Paraguay, de la République Populaire Roumaine et du Japon se déclarent disposées à fournir trois scrutateurs.

Répondant à une question du Président, le délégué du Ghana déclare qu'il a reçu une procuration lui permettant de voter au nom de la Guinée, et le délégué de la République Populaire de Bulgarie déclare qu'il votera également au nom de la République Populaire d'Albanie.

Le délégué de la République Arabe Unie attire l'attention sur le Document N° 319, dans lequel il est déclaré que le seul candidat officiel de la République Arabe Unie est M. Fathy Ghoith.

Le Président invite alors les délégués à s'approcher de la table présidentielle et à retirer leurs bulletins de vote à l'appel de leur nom par le Secrétaire adjoint de la Conférence.

Les trois scrutateurs ayant pris place, les délégués déposent leurs bulletins de vote comptant pour le premier tour de l'élection du Secrétaire général.

La séance est suspendue de 17 h. 44 à 18 h. 03, pour permettre le dépouillement du scrutin.

Le Président annonce que 87 pays Membres ont participé au vote. Quatre-vingt-six pays ont voté pour le candidat de leur choix, et un s'est abstenu. Aucun candidat n'a obtenu la majorité requise de 44 voix. Le vote donne le résultat suivant :

Candidat	Nombre de voix obtenu
M. Shoukry ABAZA	1
M. Fathy GHEITH	15
M. Gerald C. GROSS	17
M. C.A. McFARLANE	12
M. M.N. MIRZA	10
M. Santiago QUIJANO Caballeiro	12
M. Jean ROUVIERE	19

Le Président annonce que le deuxième tour de scrutin aura lieu le lendemain à 9 heures 30.

La séance est levée à 18 heures 15.

IIème tour : Mercredi 9 décembre, à 9 heures 30

Le Président ouvre la séance à 9 heures 45.

Il annonce qu'il a reçu une lettre au sujet d'une nouvelle procuration, aux termes de laquelle la délégation du Pérou votera également au nom du Guatémala.

Il prie ensuite les membres des délégations du Paraguay, de la République populaire roumaine et du Japon, qui ont déjà rempli les fonctions de scrutateurs, de vouloir bien reprendre leur place.

A l'appel du nom de leur délégation par le Secrétaire adjoint de la Conférence, les délégués de 87 pays déposent leurs bulletins de vote comptant pour le deuxième tour de l'élection du Secrétaire général de l'Union.

La séance est suspendue de 10 h. 05 à 10 h. 30 pour permettre le dépouillement du scrutin.

Le Président annonce que sur les 87 pays Membres qui ont pris part au vote, il y a eu 1 abstention, ce qui laisse 86 suffrages valides exprimés. Aucun candidat n'a obtenu la majorité requise de 44 voix.

Il donne ensuite le résultat du vote, qui est le suivant :

Candidat	Nombre de voix obtenu
M. Shoukry ABAZA	0
M. Fathy GHEITH	16
M. Gerald C. GROSS	23
M. C.A. McFARLANE	6
M. M.N. MIRZA	9
M. Santiago QUIJANO Caballero	10
M. Jean ROUVIERE	22

Le deuxième tour n'ayant pas donné de résultat décisif, un troisième tour aura lieu à 17 heures.

La séance est levée à 10 h. 35.

IIIème tour : Mercredi 9 décembre 1959, 17 heures

Le Président ouvre la séance à 17 h. 20. Il annonce que le délégué de la République Dominicaine ne peut pas assister au 3ème tour de scrutin et a remis au délégué de la Colombie une procuration écrite l'autorisant à voter au nom de sa délégation.

Il déclare ensuite qu'il a reçu du chef de la délégation de la Nouvelle Zélande une lettre l'informant de ce que le Gouvernement de ce pays a décidé de retirer la candidature de M. McFarlane au poste de Secrétaire général de l'Union.

Le délégué de la Colombie déclare que le résultat de l'élection qui va avoir lieu aura une très grande influence sur le fonctionnement de l'Union. Il estime donc que le Secrétaire général qui va être élu doit l'être avec le maximum de suffrages possible, de manière qu'il apparaisse bien que son choix répond aux voeux de la grande majorité des Membres de l'Union.

En conséquence, vu les résultats des deux premiers tours, il retire sa candidature au poste de Secrétaire général. Ce faisant, il remercie les délégations qui, à des deux premiers tours, lui ont fait l'honneur de voter pour lui.

Il demande au Président de bien vouloir lui accorder le privilège d'être le premier à féliciter le nouveau Secrétaire général une fois que celui-ci sera élu.

Le délégué du Pakistan annonce que, afin de hâter le résultat de l'élection, sa délégation a décidé de retirer la candidature de M. Mirza. Il tient aussi à remercier tous les pays qui ont jusqu'ici donné leur voix au candidat du Pakistan.

Le délégué de la République Arabe Unie annonce que la candidature de M. Gheith est également retirée; toutefois, M. Gheith reste candidat de la République Arabe Unie au poste de Secrétaire général adjoint.

L'orateur profite de cette occasion pour remercier toutes les délégations qui ont fait à la République Arabe Unie l'honneur de voter pour son candidat aux deux premiers tours.

Le Président, constatant que les candidats de la Nouvelle-Zélande, de la Colombie, du Pakistan et de la République Arabe Unie se sont désistés, déclare que l'Assemblée se trouve seulement en présence de trois candidats, M. Shoukry Abaza, M. Gerald C. Gross et M. Jean Rouvière.

Les scrutateurs, membres des délégations du Paraguay, de la R.P. Roumaine et du Japon, prennent place sur le podium. Le Secrétaire adjoint appelle les délégations, et les délégations de 87 pays votent à tour de rôle pour le troisième tour de scrutin en vue d'élire le Secrétaire général de l'Union.

La séance est suspendue de 17 h.55 à 18h. 05 pour permettre le dépouillement du scrutin.

A la reprise de la séance, le Président annonce le résultat du vote. Il y a eu 1 abstention, de sorte que 86 bulletins sont valables,

Candidats	Nombre de voix obtenues
M. Gerald C. GROSS	51
M. Jean ROUVIERE	35
M. Shoukry ABAZA	0

M. Gerald C. Gross est donc déclaré élu Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications.

(Applaudissements)

M. Gross prend alors place sur le podium.

Le Président déclare qu'il a le grand plaisir d'informer M. Gross qu'au troisième tour de scrutin, il a recueilli 51 voix sur les 86 bulletins valables, de sorte qu'il est élu Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications. Au nom de toutes les délégations présentes, il lui présente les chaleureuses félicitations de la Conférence.

Rappelant brièvement les faits saillants de la carrière de M. Gross dans le monde des télécommunications, le Président est convaincu que l'expérience du Secrétaire général qui vient d'être élu le rend tout particulièrement désigné pour les hautes fonctions auxquelles il vient d'être appelé.

Il rappelle à M. Gross qu'aux termes de la nouvelle Convention, son mandat de Secrétaire général se terminera à une date que fixera la prochaine conférence de plénipotentiaires, et qu'il sera appelé à prêter serment devant la présente conférence à une date ultérieure. Conformément au Protocole additionnel adopté par la conférence, le Secrétaire général entrera en fonctions le 1er janvier 1960.

Pour conclure, le Président présente à M. Gross ses très sincères félicitations personnelles.

M. Gross se déclare fort ému de la marque de confiance que vient de lui manifester la conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union, en l'élisant au poste de Secrétaire général. Dans ce nouveau poste, il devra tourner ses regards vers le passé comme vers l'avenir; vers le passé, pour s'inspirer des réalisations déjà effectuées dans les télécommunications, qui ont mis l'Union à l'avant-garde des institutions spécialisées des Nations Unies, vers l'avenir, parce que les télécommunications deviennent l'un des facteurs les plus importants du monde moderne.

Il remercie le Président et l'Assemblée du grand honneur qui vient de lui être conféré, et il déclare qu'il s'engage à faire de son mieux afin de s'en rendre digne.

Le Président donne ensuite la parole au délégué de la Colombie.

Le délégué de la Colombie présente à M. Gross ses bien vives félicitations et l'assure du concours sans réserve de son Administration.

Ayant été lui-même le deuxième candidat de la région américaine, il est très heureux de constater que le Secrétaire général qui vient d'être élu est précisément l'autre candidat de cette région, et, au nom de tous les pays de la région américaine, il souhaite à M. Gross un plein succès pour l'avenir.

(Applaudissements)

Le Président annonce que l'élection du Secrétaire général adjoint aura lieu le lendemain, jeudi 10 décembre, à 11 heures.

La séance est levée à 18h. 25.

Le Rapporteur :	Le Secrétaire adjoint de la Conférence :	Le Président :
B. J. Dazar	C. Stead	J.D.H. van der Toorn

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 381-F
11 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

NOTE DU PRESIDENT

Protocole final

Au 10 décembre 1959, à minuit, j'avais reçu un certain nombre de demandes d'insertion de textes dans le Protocole final. Ces textes figurent en Annexe au présent document.

Le Président :

J.D.H. van der Toorn

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

I. POUR LA REPUBLIQUE ARGENTINE :

Monsieur J.D.H. van der Toorn
Président de la
Conférence de plénipotentiaires
de l'Union internationale
des télécommunications
Genève

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit au sujet de la conclusion de la nouvelle Convention internationale des télécommunications, dont l'Article 1, paragraphe 2, alinéa a) dispose qu'est Membre de l'Union tout pays ou groupe de territoires énumérés dans l'Annexe 1. Cette annexe 1 mentionne, à cet effet, les "Colonies, Protectorats, territoires d'Outre-Mer et territoires sous mandat ou tutelle du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord".

Le Gouvernement précité ayant coutume d'inclure dans cet ensemble le territoire qu'il dénomme les "Iles Falkland et leurs dépendances" - acte qui se reflète dans les documents officiels publiés par l'Union internationale des télécommunications - j'ai l'honneur de m'adresser à vous, Monsieur le Président, en éxécution des instructions que j'ai reçues de mon Gouvernement, pour déclarer formellement que ce fait ne porte aucunement atteinte à la souveraineté de l'Argentine sur les îles dont il s'agit. Le Royaume-Uni occupe ces îles en vertu d'un acte de force que n'a jamais accepté le Gouvernement argentin, lequel réaffirme les droits imprescriptibles et inaliénables de la République et déclare que les Iles Malouines, les Iles Sandwich du Sud, les Iles de la Géorgie du Sud et les îles comprises dans le secteur

antarctique argentin ne sont ni colonie ni possession d'aucune nation et que faisant partie intégrante du territoire argentin, elles appartiennent à son domaine national et relèvent de sa souveraineté.

La déclaration ci-dessus doit être considérée comme s'appliquant également à toute autre citation du même ordre qui serait incluse dans la Convention ou ses Annexes.

Veuillez agréer, etc.

(signé) Mario Raul Pico
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
Représentant permanent.

II. POUR L'AUTRICHE ET L'ITALIE :

L'Autriche et l'Italie se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles estimeront nécessaires pour assurer leurs intérêts si des Membres ou des Membres associés ne contribuent pas aux dépenses de l'Union sur la base des dispositions de la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959) et si les réserves d'autres pays peuvent compromettre leurs services de télécommunication.

III. POUR LE CANADA :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), le Canada se réserve de ne pas accepter le paragraphe * de l'Article * de ladite Convention. Le Canada reconnaît les obligations du Règlement des radiocommunications, du Règlement télégraphique, et, moyennant une réserve, du Règlement additionnel des radiocommunications, tous trois annexés à ladite Convention, mais il n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique.

---

* Insérer ici le numéro du paragraphe et de l'article de la Convention de Genève correspondant au paragraphe 2 (1) de l'Article 12 de la Convention internationale des télécommunications, (Buénos Aires, 1952).

IV. POUR LA CHINE :

La délégation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Genève, de même qu'à Atlantic City et à Buenos Aires, est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence, et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves soumises à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, faites par des Membres de l'Union et qui sont incompatibles avec la position de la République de Chine exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues. En signant la présente Convention, la République de Chine n'accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention de Genève, ni d'aucun protocole s'y rapportant.

V. POUR LA REPUBLIQUE DE COREE :

En signant la Convention internationale des télécommunications au nom de la République de Corée, la délégation de la République de Corée réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de ne pas accepter toute obligation au sujet du Règlement des radiocommunications cité à l'Article * de la Convention (Genève, 1959).

---

* Article 12 de la Convention de Buenos Aires.

VI. POUR CUBA :

En signant la Convention internationale des télécommunications au nom du Gouvernement de la République de Cuba, la délégation de Cuba fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications cités à l'Article 12 de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

VII. POUR L'ESPAGNE :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), la délégation de l'Espagne formule les réserves suivantes :

1. La délégation de l'Espagne réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune obligation découlant de la Convention internationale des télécommunications ou du Règlement des radiocommunications pour ce qui a trait aux stations espagnoles qui fonctionnent ou qui peuvent fonctionner dans les bandes 150 - 255 kHz et 415 - 1 605 kHz, pour autant que la règlementation concernant ces bandes repose sur les plans adoptés par les conférences régionales européennes de Copenhague (1948).

2. La délégation de l'Espagne réserve également à son Gouvernement le droit de continuer à utiliser comme par le présent les fréquences actuellement assignées aux stations de navire espagnoles qui fonctionnent ou peuvent fonctionner dans la bande 1 605 - 2 850 kHz dans la Région 1, pour autant que puissent être conclus des accords satisfaisants avec tous les pays intéressés.

VIII. POUR LA REPUBLIQUE DE L'INDE :

1. La délégation de la République de l'Inde apprécie les travaux effectués par la Conférence de plénipotentiaires (Genève, 1959) pour établir, pour la première fois, le budget unique de 1960 et pour fixer des plafonds budgétaires pour les années suivantes dans le cadre d'un budget unique. Cependant, la délégation de l'Inde est préoccupée de constater l'augmentation très élevée et quelque peu disproportionnée des estimations budgétaires pour les dépenses de l'Union et de ses organismes permanents. Nonobstant les efforts qui ont été déployés pour maintenir les estimations aussi bas que possible, la délégation de l'Inde estime qu'il aurait été possible de faire de plus grandes économies dans les prévisions budgétaires de l'Union sans compromettre son efficacité.

2. En signant la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites au sujet des finances de l'Union par quelque délégation ayant participé à la présente conférence.

3. La délégation de la République de l'Inde déclare que la signature de la Convention par ladite délégation est également sujette à la réserve que la République de l'Inde pourra ou non se trouver en mesure d'accepter certaines dispositions du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique (Genève, 1958) mentionnés à l'Article 12 de la Convention.

4. De plus, la délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes

permanents, ainsi que l'application des Règlements cités à l'Article 12 de la Convention, si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

IX. POUR LA REPUBLIQUE D'IRAQ ET LE ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE :

En signant la Convention internationale des télécommunications, les délégations de la République d'Iraq et du Royaume Hachémite de Jordanie font la déclaration suivante :

La décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959) d'augmenter le nombre des sièges du Conseil d'administration selon le principe d'une représentation régionale équitable au sein de l'Union n'a pas été mise en application d'une façon légale. L'Iraq et la Jordanie étaient candidats des pays arabes pour la région de l'Asie. La Jordanie, d'après le vote, aurait dû être élue pour représenter cette région au Conseil.

La représentation régionale signifie que chaque région doit être représentée par un certain nombre de membres, comme aux élections parlementaires, et les Membres qui obtiennent le nombre de voix le plus élevé dans leur région doivent être élus.

Les délégations de la République d'Iraq et du Royaume Hachémite de Jordanie considèrent donc l'élection au Conseil d'administration faite par cette conférence comme nulle et non avenue, du fait que les principes exposés ci-dessus n'ont pas été respectés.

X. POUR LE ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE

La délégation du Royaume Hachémite de Jordanie déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des décisions résultant d'une augmentation de sa part contributive actuelle aux dépenses de l'Union. Elle déclare en même temps que l'augmentation du nombre des sièges au Conseil d'administration n'a pas été équitablement répartie (nous répétons "pas été équitablement répartie") parmi les Membres des diverses régions, à la suite de la décision de la Conférence relative à la représentation régionale; l'augmentation du nombre des sièges a été en partie exploitée pour servir certains intérêts politiques étrangers à l'objet et à la mission de l'Union. En conséquence, le Royaume Hachémite de Jordanie ne supportera aucune dépense résultant de l'augmentation du nombre des sièges au Conseil d'administration.

XI: POUR LE ROYAUME HACHEMITE DU JORDANIE ET LA REPUBLIQUE ARABE UNIE

Les délégations du Royaume Hachémite de Jordanie et de la République Arabe Unie déclarent, au nom de leurs Gouvernements, qu'elles n'approuvent pas l'article .....[1] ni l'article ..... [2], qui autorisent le Conseil d'administration à conclure au nom de l'Union des accords avec des organisations internationales. Leurs pays ne seront liés par aucun de ces accords qu'ils considèreront comme contraire à leurs intérêts.

---

1) nouveau texte correspondant à l'alinéa 12 b) 1° de l'Article 5 de la Convention de Buenos Aires.

2) nouveau texte correspondant à l'alinéa 1 g) de l'Article 9 de la Convention de Buenos Aires.

XII. POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES :

En signant la présente Convention, la République des Philippines déclare formellement qu'elle ne peut, actuellement, accepter d'être liée par les Règlements téléphonique et télégraphique visés au paragraphe * de l'article* de la dite Convention.

---

* Insérer ici le numéro du paragraphe et de l'Article de la Convention de Genève.

XIII. POUR LE ROYAUME-UNI DE LA GRANDE BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD :

Monsieur le Président,

En ma qualité de délégué du Royaume-Uni, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je n'accepte pas la déclaration faite par le Chef de la délégation argentine dans la lettre qu'il vous a envoyée en date du 9 décembre 1959, pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté sur les Iles Falkland et leurs dépendances et je désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont l'ensemble constitue le Membre de l'Union connu sous le nom de "Colonies, Protectorats, Territoires d'Outre-Mer et territoires sous mandat ou tutelle du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord" au nom duquel le Royaume-Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord a adhéré à la Convention le 16 novembre 1953.

Veuillez agréer, etc.

T.C. Rapp

Monsieur le Président de la
Conférence de plénipotentiaires
Genève.

XIV. POUR L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD ET LE TERRITOIRE DE L'AFRIQUE DU SUD-OUEST

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud et du Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest déclare que la signature de la présente Convention par l'Union de l'Afrique du Sud et le Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest est donnée sous réserve que l'Union de l'Afrique du Sud et le Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest n'acceptent pas d'être liées par le Règlement téléphonique visé à l'Article * de ladite Convention.

---

* Article 12 actuel

XV. POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE ET LA REPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUE

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications, Genève 1959, les délégations des pays suivants : République Populaire d'Albanie, République Populaire de Bulgarie, République Populaire Hongroise, République Populaire de Pologne, République Populaire Roumaine, République Tchécoslovaque, déclarent qu'elles réservent à leurs Gouvernements le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

XVI. POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE, LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE, L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES, LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE L'UKRAINE ET LA REPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUE :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent au nom de leurs Gouvernements respectifs, que la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, (Genève, 1959), de reconnaître les pouvoirs des représentants de Tchang-Kaï-Chek de participer à la Conférence et de signer ses Actes finals au nom de la Chine, est illégale, car les représentants légitimes de la Chine ne peuvent être que ceux nommés par le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine.

XVII. POUR LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, LA REPUBLIQUE D'IRAQ, LE ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE, KUWAIT, LE LIBAN, LE ROYAUME-UNI DE LIBYE, LE ROYAUME DU MAROC, LA REPUBLIQUE ARABE UNIE, LA REPUBLIQUE DU SOUDAN ET LA TUNISIE

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention de Genève ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

XVIII. POUR LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE, L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES ET LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE L'UKRAINE

En signant la présente Convention, les délégations de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et de la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine déclarent formellement maintenir les réserves relatives au Règlement des radiocommunications que leurs Gouvernements avaient formulées en ratifiant la Convention internationale des télécommunications de 1952.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 382-F
11 décembre 1959

COMMISSION H

DEMANDE DE RECLASSEMENT POUR CONTRIBUTION A L'UNION

(Référence Article 13, paragraphe 6 (4)
de la Convention de Buenos Aires)

Suite aux Documents N^{os} 5, 48 et 92

On trouvera en Annexe une demande de reclassement pour contribution aux dépenses de l'Union présentée par la République de Vénézuela et ayant pour effet de réduire de dix à cinq le nombre des unités contributives de ce Membre.

Annexe : 1

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

A N N E X E

DELEGATION DE LA REPUBLIQUE DE VENEZUELA
A LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES

Genève, le 9 décembre 1959.

M. Gerald C. Gross
Secrétaire général par intérim de
l'Union internationale des télécommunications
Genève

Monsieur le Secrétaire général par intérim,

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952), paragraphe 6, alinéa (4), j'ai l'honneur de vous informer que la République de Vénézuéla a décidé de réduire à CINQ UNITES CONTRIBUTIVES sa contribution aux dépenses de l'Union.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir porter cette décision à la connaissance de la Conférence de plénipotentiaires.

Veuillez agréer...etc.

José Antonio López
Chef de la délégation du Vénézuéla
à la Conférence de plénipotentiaires, Genève 1959.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 383-F
11 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Dix-huitième séance plénière

Samedi, 12 décembre 1959, 15 heures

1. Troisième série de textes soumis par la Commission de rédaction (Document N° 333)
2. Approbation du procès-verbal de la 11ème séance plénière (Document N° 318)
3. Approbation du procès-verbal de la 12ème séance plénière (Document N° 365)
4. Approbation du procès-verbal de la 13ème séance plénière (Document N° 351)
5. Lettre du Président de la Conférence administrative des radiocommunications (Document N° 361)
6. Rapport du Président de la Commission H (Document N° 359)
7. Rapport du Président de la Commission H (Document N° 366)
8. Lettre du Président de la Conférence administrative des radiocommunications (Document N° 371)
9. Divers.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 384-F (CP)
Document N° 855-F (CAR)
11 décembre 1959

COMMISSION C (CP)
COMMISSION 3 (CAR)

COMPTE RENDU

Cinquième séance de la Commission C3

(Commission de contrôle budgétaire)

Mercredi, 9 décembre 1959, à 15 h.

Président : M. J.B. Darnell (Nouvelle-Zélande)

Vice-Président : M. Senk (Yougoslavie)

L'ordre du jour est approuvé.

1. Approbation du compte rendu de la quatrième séance (Document N° 327 (CP) et Document N° 766 (CAR))

Ce compte rendu est approuvé sans modification.

2. Etat des dépenses et estimations approximatives des dépenses au 30 novembre 1959 (Document N° 328 (CP) et Document N° 767 (CAR))

Le Président déclare que, pour gain de temps, il a été décidé de soumettre ce document directement à la Commission, sans passer par le groupe de travail. L'état des dépenses a été arrêté au 30 novembre et les estimations basées sur une clôture des travaux des deux conférences au 17 décembre. La situation semble toujours favorable. Le tableau de la page 9 présente en effet une marge de 180.000 fr.s. par rapport au budget.

M. R.C. Châtelain (Secrétariat) relève que la comparaison entre l'état des dépenses du 10 novembre et celui du 30 novembre fait ressortir une augmentation considérable des dépenses actuelles dues aux traitements et salaires payés le 25 du mois. Le renfort de personnel dont il a été question lors de la dernière séance, explique la diminution de la somme prévue dans la colonne 5 comme provisions pour engagements futurs éventuels. Il a en outre été jugé indispensable de garder une réserve de 100.000 fr.s. pour le cas où les travaux des conférences devraient se prolonger au-delà du 17 décembre.

Répondant à une question du Président relative aux frais journaliers qu'occasionnent les Conférences, M. Stead (Secrétariat) déclare qu'il est difficile d'indiquer une somme définitive. En effet, si une conférence

U.I.T. GENÈVE

dure plus longtemps que l'autre, il est possible de licencier une partie du personnel dès la fin de l'une des conférences ou de garder tout le personnel de façon à accélérer la parution des documents. Dans ce cas, les frais journaliers s'élèveraient à 20 - 25.000 fr.s. par jour.

M. C.B. Nielsen (Danemark), constate que la rubrique "Télégrammes" (page 8, point 7) présente une augmentation anormale et demande des éclaircissements à ce sujet.

M. Chatelain précise qu'auparavant les télégrammes étaient mis en compte immédiatement après leur dépôt, tandis que maintenant, à la suite d'un arrangement conclu avec la Direction des téléphones à Genève, le décompte se fait mensuellement. Les prévisions faites ayant paru trop faibles, il fut décidé, par mesure de prudence, de les augmenter. La rubrique "Transports locaux" présente une augmentation similaire due au fait que le pool dactylographique et le service ronéo ont doublé et travaillent 24 heures par jour, semaine et dimanche.

Sur proposition du délégué de la France, M. Vergues, la Commission décide d'accorder une gratification de 1.500 fr.s. au personnel des services postaux télégraphiques et téléphoniques, répartie à raison de 500 fr.s. par service.

Le délégué du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, M. Weaver, demande d'où provient l'économie de 5.000 fr.s. environ, réalisée dans la rubrique "Publication et distribution des rapports", Article VI, point 13, page 3.

M. Stead indique que cette somme représente le remboursement d'un impôt inclus dans les factures payées, les organisations internationales en étant exonérées.

La Commission charge ensuite le Secrétariat d'examiner avec la Direction des Postes de Genève la possibilité, en vue de conférences futures, d'une réduction des frais d'expédition des documents que les délégués renvoient dans leur pays après la clôture des travaux des conférences. Il communiquera le résultat de ses démarches à l'Assemblée plénière, qui décidera si ces frais doivent être mis à la charge des conférences.

Le document est ensuite approuvé.

M. C.B. Nielsen (Danemark) présente ensuite, au nom de son groupe de travail, le rapport suivant :

"Un nouvel examen des factures et pièces justificatives concernant les dépenses encourues par les conférences de plénipotentiaires et administratives des radiocommunications fut effectué le 28 novembre. Les points examinés furent trouvés dûment autorisés et payés.

Il a été relevé qu'un montant de 15.858 fr.s. représentant les frais de publication de la Liste des participants, figurait dans les comptes rendus à cette date. Cette dépense paraît excessive. Une Liste des participants, préparée selon la méthode ronéo, semble pouvoir être reproduite beaucoup plus rapidement et, certainement, à moindre frais. Une telle méthode permettrait en outre de distribuer des pages contenant des indications additionnelles et des amendements, sans qu'il soit nécessaire de recourir à de fréquentes publications dans l'Electron du Matin.

Le Groupe considère que sa tâche est terminée, et ne pense pas qu'il soit nécessaire de se réunir à nouveau.

Le Président remercie M. Nielsen et son groupe pour le travail accompli et M. Chatelain communique que le contrôle externe des comptes de l'Union effectué par le Gouvernement suisse s'étend également aux comptes des conférences.

3. Liste des participants aux frais des conférences (Document N° 329 (CP) et Document N° 768 (CAR))

M. Stead signale que les classes de contribution de tous les participants aux frais des conférences sont actuellement connues et que le total des unités de contribution est de 608,5.

4. Publication des Actes finals (Document N° 330 (CP) et Document N° 769 (CAR))

Bien que ces documents n'aient pas encore paru, la Commission décide de recommander aux Assemblées plénières de mettre à la charge des conférences le quart des frais d'impression des Actes finals.

5. Divers

La Commission accorde au Secrétariat le pouvoir d'effectuer en ce qui concerne les dépenses des conférences, des transferts de chapitre à chapitre, si ces derniers devaient se révéler nécessaires.

Le Président remercie MM. Nielsen et Hase pour le travail efficace qu'ils ont accompli en qualité de présidents des sous-commissions, ainsi que le Secrétariat, en particulier MM. Stead, Chatelain et Prélaz pour leur collaboration compétente aux travaux de la Commission. Il exprime également ses remerciements aux Vice-Présidents, MM. Senk et Gayer, ainsi qu'au Rapporteur, M. Delaloye, pour leur assistance.

Le délégué de la Chine se fait le porte-parole de la Commission pour exprimer au Président ses remerciements les plus sincères.

Séance levée à 16 h. 15

Le Rapporteur : Le Président :

B. Delaloye J. B. Darnell

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 385-F
11 décembre 1959

COMMISSION II

COMPTE RENDU

16ème séance de la Commission II (Finances de l'Union)

Jeudi, 10 décembre 1959, 15 heures

Le Président présente l'ordre du jour (Document N° DT 131) qui est approuvé; il propose que soit examiné en premier lieu le point 2, puis les autres points dans l'ordre indiqué par le Document N° DT 131.

Le délégué du Canada demande au Président d'appliquer l'Article 21 du Règlement général. Il estime en effet contraire au règlement que la Commission de rédaction ne soumette pas directement ses textes à la séance plénière, ainsi que le prescrit le Règlement général, mais qu'elle les renvoie à la Commission d'origine, ce qui, de l'avis du délégué du Canada, constitue une violation du paragraphe 2 de l'Article 21 en question. L'orateur estime, de même, que si certains délégués ne sont pas d'accord sur les textes adoptés en Commission, ils ont parfaitement le droit de revenir sur les questions traitées en séance plénière.

Plusieurs délégués expriment un avis opposé et le Président de la Commission de rédaction fait observer que le peu de temps dont on dispose exige des décisions rapides; il demande au délégué du Canada de retirer sa proposition.

Le délégué du Canada s'y refuse et ajoute qu'il se réserve le droit de revenir sur cette question quant au fond.

Le Président met en discussion le compte rendu de la 13ème séance (Document N° 354) qui est approuvé avec les modifications suivantes :

Le délégué de la Suède demande que sa déclaration figurant au début de la page 3 soit modifiée comme suit : "Le délégué de la Suède revient sur la notion du budget unique, qui doit être respectée en ce qui concerne également la préparation des documents, exception faite toutefois de la distribution et de l'impression des publications." D'autre part, il faut supprimer le mot "administration" qui figure dans l'intervention du délégué de la Suède, à la page 4.

M. Gracie, Vice-Président de l'I.F.R.B., demande que sa déclaration figurant à la page 5 du Document N° 354 soit modifiée comme suit : ".... approuve le principe d'un examen par des experts indépendants, mais il souligne le caractère spécial et unique d'un organisme tel que l'I.F.R.B."

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

Le délégué de la France indique qu'il y a lieu de modifier comme suit son intervention de la page 3 (4ème paragraphe) : "Le délégué de la France est partisan du nouveau système, sous réserve d'un amendement qui permettrait d'inclure les frais d'impression et de distribution en plus des autres frais qui pourraient être encourus par l'Union, à l'exception des dépenses de personnel qui sont incluses dans le budget unique."

Le Président met en discussion le point 2 de l'ordre du jour, comme il a été dit au début de ce compte rendu, à savoir la lettre du Président de la Commission de rédaction concernant le projet de texte pour l'Article 13 de la Convention; la Commission H doit décider si elle modifie ou si elle laisse inchangé le projet annexé au Document N° DT 130, afin que la Commission de rédaction puisse poursuivre ses travaux.

Le délégué du Royaume Uni déclare qu'il peut y avoir des conférences auxquelles les membres d'une région donnée devront assister, mais il estime excessif que l'on impose une obligation de participer aux conférences. Il n'est pas juste, à son avis, qu'un pays qui ne désire pas être représenté à une réunion se voie obligé de participer aux dépenses correspondantes. On a essayé de maintenir cette idée dans l'Annexe 2, mais cette annexe ne dit rien des pays ou des Membres qui n'ont pas participé à une réunion. Il est d'accord avec le délégué du Canada, mais il pense qu'il convient de bien réfléchir avant de prendre une décision sur ce point.

Le délégué du Canada estime que les paragraphes 2 et 3 devraient être soit englobés dans le paragraphe 1, soit supprimés purement et simplement, afin de rendre le texte compatible avec la notion de budget unique. Il est d'avis qu'il convient de reprendre l'étude de toute cette question à la base, et il souscrit à l'opinion exprimée par le délégué du Royaume-Uni. A son sens, l'Annexe 2 se rapporte à une idée différente qui doit faire l'objet de discussions en séance plénière et non en Commission; l'orateur demande que l'on vote paragraphe par paragraphe.

M. Persin déclare que, de l'avis du Secrétariat général, le texte proposé en Annexe 1 du Document N° DT 130 est valable pour tous les cas.

Le délégué de la Suède a voté contre le budget unique; il faut cependant s'incliner devant la décision qui a été prise et, en conséquence, les dépenses occasionnées par les conférences mondiales doivent être supportées par tous les Membres. Quant aux conférences régionales, leurs dépenses doivent être prises en charge par les pays des régions intéressées. Le Conseil d'administration pourrait certainement consulter les pays Membres d'une région dans laquelle on projette d'organiser une conférence, afin de déterminer s'ils désirent tous participer à cette conférence. Très peu de délégations étant actuellement présentes, un vote effectué dans ces conditions n'aurait aucune signification et l'on courrait le risque de voir la question soulevée en séance plénière. Le délégué des Philippines se range à l'avis du délégué de la Suède.

M. Drevet (France), Président de la Commission de rédaction, fait savoir que le texte de l'Annexe 1 au Document N° DT 130 a été approuvé par tous les membres de langue anglaise de la Commission de rédaction; il rappelle, d'autre part, que la Commission des finances n'a rien prévu en ce qui concerne le mode de recouvrement des dépenses occasionnées par les conférences et que le point 4 n'a pas été approuvé par la Commission de rédaction. La seule chose à décider est de savoir si les dépenses des conférences spéciales et régionales doivent être supportées par tous les Membres. En conclusion, l'orateur propose que si l'accord ne se fait pas au sein de la Commission, les deux textes soient soumis à l'Assemblée plénière.

Le délégué de la Suède approuve la rédaction de la page 4 de l'Annexe au Document N° DT 130, sous réserve qu'il soit fait mention expressément des Comités consultatifs internationaux. Il ajoute que dans ce dernier cas on pourrait soumettre deux textes à l'examen de la séance plénière; un texte de la majorité et un autre, de la minorité.

La séance est levée à 16 heures afin de permettre aux membres de la Commission d'assister à la séance plénière qui doit suivre.

Les Rapporteurs :

R. Arciniegas
H. Heggli

Le Président :

José Carrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 386-F
11 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Mémorandum du Secrétariat

COMPOSITION DU NOUVEAU COMITE INTERNATIONAL D'ENREGISTREMENT DES FREQUENCES

Région A (Amériques) - 3 sièges :

République argentine - M. Fioravanti Dellamula
Cuba - M. Alfonso Hernandez-Catá
Etats-Unis d'Amérique - M. John H. Gayer

Région B (Europe occidentale) - 2 sièges :

France - M. René Petit
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord - M. John A. Gracie

Région C (Europe orientale et Asie septentrionale) - 2 sièges :

Pologne (République populaire de) - M. Mieczyslaw Flisak
Union des Républiques socialistes soviétiques - M. Nicolaï Ivanovitch Krasnosselski

Région D (Afrique) - 1 siège :

Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest - M. Noël Roberts

Région E (Asie et Australasie) - 3 sièges :

Chine - M. Tai Kuang Wang
Japon - M. Shin-Ichi Hase
Pakistan - M. M.N. Mirza

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

PAGES ROSES

F

CONFÉRENCE
DE PLÉNIPOTENTIAIRES
Genève, 1959

Document No 387-F
12 décembre 1959

SÉRIE A

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

A-01

ARCHIVES
GENÈVE

PAGES ROSES

ANNEXE 1

[Voir article 1, alinéa 2 *a*)]

Afghanistan
Albanie (République Populaire d')
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie (Fédération de l')
Autriche
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie (Union de)
Bolivie
Brésil
Bulgarie (République Populaire de)
Cambodge (Royaume du)
Canada
Ceylan
Chili
Chine
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi
Corée (République de)
Costa Rica
Cuba
Danemark
Dominicaine (République)
El Salvador (République de)
Equateur
Espagne
Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Finlande
France
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée (République de)
Haïti (République d')
Honduras (République de)
Hongroise (République Populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq (République d')
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Kuwaït
Laos (Royaume du)
Liban
Libéria
Libye (Royaume-Uni de)
Luxembourg
Malaisie (Fédération de)
Maroc (Royaume du)
Mexique
Monaco
Népal
Nicaragua
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pakistan
Panama
Paraguay
Pays-Bas (Royaume des)
Pérou
Philippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Provinces espagnoles d'Afrique
Provinces portugaises d'Outre-Mer

République Arabe Unie
République Fédérale d'Allemagne
République Fédérative Populaire de Yougoslavie
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
Rhodésie et Nyasaland (Fédération)
Roumaine (République Populaire)
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Soudan (République du)
Suède
Suisse (Confédération)
Tchécoslovaquie
Territoires des Etats-Unis d'Amérique
Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Thaïlande
Tunisie
Turquie
Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uruguay (République Orientale de l')
Vénézuéla (République de)
Viêt-Nam (République du)
Yémen

PAGES ROSES

ANNEXE 2

[voir article 1, alinéa 4 *a*)]

Afrique occidentale britannique
Afrique orientale britannique
Bermudes-Caraïbes britanniques (Groupe des)
Singapore-Bornéo britannique (Groupe)
Territoire sous tutelle de la Somalie sous Administration italienne

PAGES ROSES

ANNEXE 3

(Voir article 51)

Définition de termes employés dans la Convention internationale des télécommunications et ses annexes

Administration: Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés.

Exploitation privée: Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou qui est susceptible de produire des brouillages nuisibles à un tel service.

Exploitation privée reconnue: Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 19 sont imposées par le Membre ou le Membre associé sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation ou par le Membre ou Membre associé qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunication sur son territoire.

Délégué: Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un comité consultatif international.

Représentant: Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un comité consultatif international.

Expert: Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays

PAGES ROSES

à assister aux réunions des commissions d'études d'un comité consultatif international.

Observateur: Personne envoyée par:

— les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 26 de la Convention;

— une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions du Règlement général à participer aux travaux d'une conférence;

— le gouvernement d'un Membre ou Membre associé de l'Union participant sans droit de vote à une conférence spéciale de caractère régional conformément aux dispositions de l'article 10 de la Convention.

Délégation: Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre et Membre associé est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent au domaine des télécommunications.

Télécommunication: Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

Télégraphie: Système de télécommunication qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme « télégraphie », signifie, sauf avis contraire, « un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux ».

Téléphonie: Système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

Radiocommunication: Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.

PAGES ROSES

Radio: Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.

Brouillage nuisible: Tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité [1]) ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée.

Service international: Service de télécommunication entre bureaux ou stations de télécommunication de toute nature, qui sont dans des pays différents ou appartiennent à des pays différents.

Service mobile: Service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

Service de radiodiffusion: Service de radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision, ou d'autres genres d'émissions.

Correspondance publique: Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter pour transmission.

Télégramme: Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat: Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:

— chef d'un Etat;

— chef du gouvernement et membres d'un gouvernement;

— chef de territoire ou chef d'un territoire compris dans un groupe de territoires Membre ou Membre associé;

---

[1]) On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

PAGES ROSES

— chef d'un territoire sous tutelle ou sous mandat, soit des Nations Unies, soit d'un Membre ou Membre associé;

— commandants en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;

— agents diplomatiques ou consulaires;

— secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;

— Cour internationale de Justice de La Haye.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

Télégrammes privés: Télégrammes autres que les télégrammes de service ou d'Etat.

Télégrammes de service: Télégrammes échangés entre:

a) les administrations;

b) les exploitations privées reconnues;

c) les administrations et les exploitations privées reconnues;

d) les administrations et les exploitations privées reconnues, d'une part, et le secrétaire général, d'autre part,

et relatifs aux télécommunications publiques internationales.

PAGES ROSES

ANNEXE 4

(Voir article 27)

Arbitrage

1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent être ni des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres ou Membres associés qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux paragraphes 4 et 5.

7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au paragraphe 3 ci-dessus et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celles des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général de l'Union procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent

PAGES ROSES

aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de l'Union de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a exposées à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

12. L'Union fournira tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres pourraient avoir besoin.

PAGES ROSES

ANNEXE 5

Règlement général annexé à la Convention internationale des télécommunications

1re PARTIE

Dispositions générales concernant les conférences

CHAPIRTE I

Invitation et admission aux conférences de plénipotentiaires en cas de participation d'un gouvernement invitant

1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union et à chaque Membre associé de l'Union.

(2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 26 de la Convention.

4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées qui sont en rapport avec l'Organisation des Nations Unies et qui admettent réciproquement la représentation de l'Union à leurs réunions, à envoyer des observateurs pour participer aux conférences avec voix consultative.

5. Les réponses des Membres et Membres associés doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la

PAGES ROSES

conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

7. Sont admis aux conférences de plénipotentiaires:

a) les délégations, telles qu'elles sont définies dans l'Annexe 3 à la Convention;

b) les observateurs des Nations Unies;

c) les observateurs des institutions spécialisées conformément au paragraphe 4.

CHAPITRE 2

Invitation et admission aux conférences administratives, en cas de participation d'un gouvernement invitant

1. (1) Les dispositions des paragraphes 1 à 6 du chapitre 1 sont applicables aux conférences administratives.

(2) Toutefois, en ce qui concerne les conférences administratives extraordinaires et les conférences spéciales, le délai pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois.

(3) Les Membres et Membres associés de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer aux travaux de la conférence à titre consultatif.

(2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

(3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes, et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

3. (1) Sont admis aux conférences administratives:

a) les délégations, telles qu'elles sont définies dans l'Annexe 3 à la Convention;

PAGES ROSES

b) les observateurs des Nations Unies;

c) les observateurs des institutions spécialisées conformément au chapitre 1, paragraphe 4;

d) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions du paragraphe 2;

e) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le pays Membre dont elles dépendent;

f) les organismes permanents de l'Union, dans les conditions prévues au chapitre 1, paragraphe 7.

(2) En outre sont admis aux conférences spéciales de caractère régional les observateurs des Membres et Membres associés qui n'appartiennent pas à la région intéressée.

CHAPITRE 3

Dispositions particulières aux conférences qui se réunissent sans la participation d'un gouvernement invitant

Lorsqu'une conférence doit être réunie sans la participation d'un gouvernement invitant, les dispositions des chapitres 1 et 2 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l'Union.

CHAPITRE 4

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres et Membres associés de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions relatives aux travaux de la conférence.

PAGES ROSES

2. Toute proposition présentée dont l'adoption entraîne la revision du texte de la Convention ou des Règlements doit contenir des références permettant d'identifier par numéro de chapitre, d'article ou de paragraphe les parties du texte qui appellent cette revision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.

3. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir à tous les Membres et Membres associés trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

CHAPITRE 5

Pouvoirs aux conférences

1. (1) La délégation envoyée par un Membre de l'Union pour participer à une conférence doit être dûment accréditée en vue d'exercer son droit de vote et être munie des pouvoirs nécessaires pour signer les Actes finals.

(2) La délégation envoyée à une conférence par un Membre associé doit être dûment accréditée pour participer aux travaux, conformément à l'article 1, paragraphe 6, de la Convention.

2. Pour les conférences de plénipotentiaires:

(1) *a*) les délégations sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères;

b) elles peuvent cependant être provisoirement accréditées par le chef de la mission diplomatique près du gouvernement du pays où se tient la conférence;

c) toute délégation représentant un territoire sous tutelle, au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément à l'article 18, doit être habilitée par le secrétaire général des Nations Unies.

(2) En vue de signer les Actes finals de la Conférence, les délégations doivent être munies de pleins pouvoirs signés par les autorités désignées à l'alinéa (1) *a*) ci-dessus. Les pouvoirs adressés par télégramme ne sont pas acceptables.

PAGES ROSES

3. Pour les conférences administratives:

(1) les dispositions du paragraphe 2 sont applicables;

(2) indépendamment des autorités mentionnées à l'alinéa 2. (1) *a*), le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence peut accréditér une délégation et la munir de pouvoirs l'habilitant à participer aux travaux et à signer les Actes finals.

4. Une commission spéciale est chargée de vérifier les pouvoirs de chaque délégation; elle formule ses conclusions dans le délai spécifié par l'assemblée plénière.

5. (1) La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dès l'instant où elle commence à participer aux travaux de la conférence.

(2) Toutefois, une délégation n'aura plus droit de vote à partir du moment où l'assemblée plénière estime que ses pouvoirs ne sont pas en règle et tant que la situation ne sera pas régularisée.

6. En règle générale, les pays Membres doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Néanmoins, si pour des raisons exceptionnelles, un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut accréditer la délégation d'un autre Membre de l'Union et donner à cette dernière le pouvoir d'agir et signer en son nom.

7. Une délégation dûment accréditée peut donner mandat à une autre délégation dûment accréditée d'exercer son droit de vote au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. Dans ce cas, elle doit en informer le président de la conférence.

8. Dans tous les cas prévus aux paragraphes 6 et 7, une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

PAGES ROSES

CHAPITRE 6

Procédure pour la convocation de conférences administratives extraordinaires à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

1. Les Membres de l'Union désirant qu'une conférence administrative extraordinaire soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la convocation.

2. Le secrétaire général, au reçu de vingt requêtes concordantes, transmet la communication par télégramme à tous les Membres et Membres associés en priant les Membres de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

3. Si la majorité des Membres se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire acceptent à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres et Membres associés de l'Union par télégramme-circulaire.

4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

(2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

(3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions du chapitre 4 sont applicables.

6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres et Membres associés de l'Union, en invitant les Membres à se prononcer de façon définitive sur le ou les points controversés.

PAGES ROSES

(2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres.

7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative extraordinaire est présentée par le Conseil d'administration.

CHAPITRE 7

Procédure pour la convocation de conférences administratives spéciales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

1. Les dispositions du chapitre 6 sont intégralement applicables aux conférences spéciales mondiales.

2. Dans le cas des conférences spéciales régionales, la procédure prévue au chapitre 6 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

CHAPITRE 8

Dispositions communes à toutes les conférences Changement de date et de lieu d'une conférence

1. Les dispositions des chapitres 6 et 7 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu ou l'un des deux seulement de la réunion d'une conférence. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés s'est prononcée en leur faveur.

2. Tout Membre ou Membre associé qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui d'autres Membres et Membres associés au nombre requis.

3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la commu-

PAGES ROSES

nication prévue au chapitre 6, paragraphe 2, les conséquences financières probables résultant du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été faites pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

CHAPITRE 20

Règlement intérieur des conférences

ARTICLE 1

Ordre des places

Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

ARTICLE 2

Inauguration de la conférence

1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle sera préparé l'ordre du jour de la première assemblée plénière.

(2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessous.

2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

(2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

3. (1) A la première séance de l'assemblée plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

(2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au paragraphe 1.

4. La première assemblée plénière procède également à:

a) l'élection des vice-présidents de la conférence;

b) la constitution des commissions de la conférence et l'élection des présidents et vice-présidents respectifs;

c) la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel de l'administration du gouvernement invitant.

PAGES ROSES

ARTICLE 3

Prérogatives du président de la conférence

1. Outre l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées par le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de l'assemblée plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances de l'assemblée plénière. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une assemblée ou d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

ARTICLE 4

Institution des commissions

1. L'assemblée plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions

PAGES ROSES

peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

2. Les commissions et sous-commissions ne constituent des sous-commissions et des groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

ARTICLE 5

Commission de contrôle budgétaire

1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, l'assemblée plénière nomme une commission de contrôle budgétaire, chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des Membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, en cas de participation d'un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à l'assemblée plénière un état provisoire des dépenses déjà encourues. L'assemblée plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.

3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à l'assemblée plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses effectuées à la clôture de la conférence ou réunion.

4. Après avoir été examiné et approuvé par l'assemblée plénière, ce rapport est transmis, avec les observations de l'assemblée plénière, au secrétaire général, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

ARTICLE 6

Composition des commissions

1. *Conférences de plénipotentiaires:*

Les commissions sont composées des délégués des Membres et Membres associés et des observateurs prévus au chapitre 1, paragraphe 8, du Règle-

PAGES ROSES

ment général, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

2. *Conférences administratives:*

Les commissions sont composées des délégués des Membres et Membres associés, des observateurs et des représentants prévus au chapitre 2, paragraphe 3, du Règlement général qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

ARTICLE 7

Rapporteurs. Présidents et vice-présidents des sous-commissions

Le président de chaque commission propose à sa commission la nomination des rapporteurs et le choix des présidents, vice-présidents et rapporteurs des sous-commissions qu'elle institue.

ARTICLE 8

Convocation aux séances

Les séances de l'assemblée plénière, des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au siège de la conférence.

ARTICLE 9

Propositions soumises avant l'ouverture de la conférence

Les propositions soumises avant l'ouverture de la conférence sont réparties par l'assemblée plénière entre les commissions compétentes, constituées conformément aux dispositions de l'article 5 du présent règlement. Toutefois, l'assemblée plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

ARTICLE 10

Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de

PAGES ROSES

la conférence seront remis au président de la conférence ou au président de la commission compétente selon le cas, ou bien au secrétariat de la conférence en vue de la publication et de la distribution comme document de conférence.

2. Aucune proposition ou amendement écrits ne peuvent être présentés s'ils ne sont signés par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis par écrit pour publication et distribution dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

(2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée plénière doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

(3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou les amendements visés au paragraphe 1 du présent article, doit les aiguiller, selon le cas, vers les commissions compétentes ou l'assemblée plénière.

6. Toute personne autorisée peut lire ou demander qu'il soit donné lecture en séance plénière de toute proposition ou amendement présenté par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

ARTICLE 11

Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis au vote.

PAGES ROSES

ARTICLE 12

Propositions ou amendements omis ou différés

Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté doit veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

ARTICLE 13

Conduite des débats en assemblée plénière

1. *Quorum*

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance d'assemblée plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

2. *Ordre de discussion*

(1) Les personnes désirant prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

(2) Toute personne ayant la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

3. *Motions d'ordre et points d'ordre*

(1) Au cours des débats, une délégation peut présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre au moment qu'elle juge opportun, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision du président conformément au présent règlement. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si elle n'est pas annulée par la majorité des délégations présentes et votant.

(2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

4. *Ordre de priorité des motions et points d'ordre*

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question au paragraphe 3 du présent article est le suivant:

PAGES ROSES

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement;

b) suspension de la séance;

c) levée de la séance;

d) ajournement du débat sur la question en discussion;

e) clôture du débat sur la question en discussion;

f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

5. *Motion de suspension ou de levée de la séance*

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la clôture et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

6. *Motion d'ajournement du débat*

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion est suivie d'un débat, seuls trois orateurs, outre l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, l'un en faveur de la motion et deux contre.

7. *Motion de clôture du débat*

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

8. *Limitation des interventions*

(1) L'assemblée plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

(2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

(3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

PAGES ROSES

9. *Clôture de la liste des orateurs*

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à tout discours prononcé, même après la clôture de la liste.

(2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

10. *Question de compétence*

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

11. *Retrait et nouvelle présentation d'une motion*

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise soit par la délégation auteur de l'amendement soit par toute autre délégation.

ARTICLE 14

Droit de vote

1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer aux travaux de la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 1 de la Convention.

2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées au chapitre 5 du Règlement général.

ARTICLE 15

Vote

1. *Définition de la majorité*

(1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

PAGES ROSES

(2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

(3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

(4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme « délégation présente et votant » toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

2. *Non-participation au vote*

Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes, en vue de la détermination du quorum dans le sens de l'article 13, paragraphe 1, du chapitre 9, ni comme s'étant abstenues, pour l'application des dispositions du paragraphe 3 du présent article.

3. *Majorité spéciale*

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité nécessaire est fixée par l'article 1 de la Convention.

4. *Plus de cinquante pour cent d'abstentions*

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

5. *Procédures de vote*

(1) Sauf dans le cas prévu au paragraphe 5 ci-après, les procédures de vote sont les suivantes:

a) à main levée, en règle générale;

b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.

(2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

6. *Vote au scrutin secret*

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

PAGES ROSES

7. *Interdiction d'interrompre le vote*

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.

8. *Explications de vote*

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

9. *Vote d'une proposition par parties*

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

(2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

10. *Ordre de vote des propositions relatives à une même question*

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

(2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

11. *Amendements*

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification comportant uniquement une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la revision d'une partie de cette proposition.

(2) Tout amendement à une proposition accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

(3) Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle se révèle incompatible avec la proposition initiale.

12. *Vote sur les amendements*

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, il est voté en premier lieu sur cet amendement.

(2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, il est voté en premier lieu sur celui des amendements qui s'écarte le plus du

PAGES ROSES

texte original, il est ensuite voté sur celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

(3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

(4) Si aucun amendement n'est adopté, le vote a lieu sur la proposition initiale.

ARTICLE 16

Commissions et sous-commissions. Conduite des débats et procédure de vote

1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues par l'article 4 au président de la conférence.

2. Les dispositions prévues à l'article 13 pour la conduite des débats en assemblée plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

3. Les dispositions prévues à l'article 15 sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions, saufdans lecas du paragraphe 2.

ARTICLE 17

Réserves

1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la revision des Règlements, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

ARTICLE 18

Procès-verbaux des assemblées plénières

1. Les procès-verbaux des assemblées plénières sont établis par le secré-

PAGES ROSES

tariat de la conférence qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.

2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations intéressées peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

(2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou *in extenso*, de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit, en règle générale, l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence, dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée par l'alinéa 3 (2) ci-dessus, en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

ARTICLE 19

Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés, séance par séance, dans des comptes rendus où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

(2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue à l'article 18, alinéa 3 (2).

(3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent, sous une forme concise, les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

PAGES ROSES

ARTICLE 20

Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance d'assemblée plénière, ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

(2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

2. (1) Le procès-verbal de la dernière assemblée plénière est examiné et approuvé par le président de cette assemblée.

(2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

ARTICLE 21

Commission de rédaction

1. Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals de la conférence établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions, en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens, et de les assembler avec les textes anciens non amendés.

2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à l'assemblée plénière de la conférence qui les approuve ou les renvoie pour nouvel examen, à la commission compétente.

ARTICLE 22

Numérotage

1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à revision sont conservés, jusqu'à première lecture en assemblée plénière. Les textes ajoutés prennent provisoirement le numéro du dernier para-

PAGES ROSES

graphe précédent du texte primitif en y ajoutant « *a* », « *b* », etc...

2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

ARTICLE 23

Approbation définitive

Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par l'assemblée plénière.

ARTICLE 24

Signature

Les textes définitivement approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pleins pouvoirs définis au chapitre 5 du Règlement général en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

ARTICLE 25

Communiqués de presse

Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents.

ARTICLE 26

Franchise

Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union et le personnel du Secrétariat de l'Union détachés à la conférence ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et avec les exploitations privées reconnues intéressées.

PAGES ROSES

2e PARTIE

Comités consultatifs internationaux

CHAPITRE 10

Dispositions générales

1. Les dispositions de la deuxième partie du Règlement général complètent l'article 7 de la Convention où sont définies les attributions et la structure des comités consultatifs internationaux.

2. (1) Les comités consultatifs doivent également observer, dans la mesure où il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences contenu dans la première partie du Règlement général.

(2) En vue de faciliter les travaux de son comité consultatif, chaque assemblée plénière peut adopter des dispositions additionnelles si elles ne sont pas incompatibles avec celles du Règlement intérieur des conférences. Ces dispositions additionnelles sont publiées sous forme de résolution dans les documents de l'assemblée plénière.

CHAPITRE 11

Conditions de participation

1. (1) Les membres de chaque comité consultatif international sont:

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue et sous réserve de l'application de la procédure ci-dessous, demande à participer aux travaux de ce comité.

(2) La première demande de participation aux travaux d'un comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et

PAGES ROSES

Membres associés et du directeur de ce comité consultatif. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre ou Membre associé qui l'a reconnue.

2. (1) Les organisations internationales qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union internationale des télécommunications et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des comités consultatifs.

(2) La première demande de participation aux travaux d'un comité consultatif émanant d'une organisation internationale est adressée au secrétaire général qui la porte par la voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et invite les Membres à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur du comité consultatif intéressé.

3. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication, ou à l'étude ou à la fabrication de matériels destinés aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

(2) La première demande d'admission aux séances des commissions d'études d'un comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel, est adressée au directeur de ce comité consultatif. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé.

CHAPITRE 12

Rôle de l'assemblée plénière

L'assemblée plénière :

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie

PAGES ROSES

ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;

b) arrête la liste des questions nouvelles à mettre à l'étude, conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe 2, de la Convention et, si besoin est, établit un programme d'études;

c) selon les nécessités, maintient les commissions d'études existantes et en crée de nouvelles;

d) attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

e) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

f) approuve un rapport sur les besoins financiers du comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière, rapport qui sera soumis au Conseil d'administration;

g) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 7 de la Convention et de la deuxième partie du Règlement général.

CHAPITRE 13

Réunions de l'assemblée plénière

1. L'assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.

2. La date d'une réunion de l'assemblée plénière peut être modifiée avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui avaient participé à l'assemblée plénière précédente ou qui, n'ayant pas participé à cette assemblée, ont néanmoins fait savoir au secrétaire général leur intention de prendre une part active aux travaux du comité.

3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion

PAGES ROSES

a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

4. Le secrétariat de l'assemblée plénière d'un comité consultatif est assuré par le secrétariat spécialisé de ce comité, avec, si cela est nécessaire, le concours de l'administration du gouvernement invitant et du personnel du Secrétariat général.

CHAPITRE 14

Langues et mode de votation des assemblées plénières

1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles prévues à l'article 14 de la Convention.

(2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.

2. Les Membres qui sont autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des comités consultatifs sont ceux qui sont visés dans l'article 1, alinéa 3 (2) et dans l'article 15, alinéa 2 (1), de la Convention. Toutefois, lorsqu'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix.

CHAPITRE 15

Constitution des commissions d'études

1. L'assemblée plénière constitue les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues et les organisations internationales admises conformément aux dispositions du chapitre 11, paragraphe 2, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, donnent leur nom à la réunion de l'assemblée plénière, soit ultérieurement, au directeur du comité consultatif intéressé.

PAGES ROSES

2. En outre, et sous réserve des dispositions du chapitre 11, paragraphe 3, du présent Règlement, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

3. L'assemblée plénière nomme le rapporteur principal qui doit présider chacune de ces commissions d'études et un vice-rapporteur principal. Si dans l'intervalle de deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le vice-rapporteur principal prend sa place, et la commission d'études élit, au cours de sa réunion suivante, parmi ses membres, un nouveau vice-rapporteur principal. Elle élit de même un nouveau vice-rapporteur principal si, au cours de cette même période, le vice-rapporteur principal n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions.

CHAPITRE 16

Traitement des affaires des commissions d'études

1. Les questions confiées aux commissions d'études sont normalement traitées par correspondance.

2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

(2) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commissions d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pu être traitées par correspondance, le rapporteur peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

3. Toutefois, pour éviter des voyages inutiles et des absences prolongées, le directeur d'un comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux, présidents des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu, pendant la même période.

4. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du

PAGES ROSES

comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales qui auront participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils leur parviennent au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant la réunion de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

CHAPITRE 17

Fonctions du directeur. Secrétariat spécialisé

1. (1) Le directeur d'un comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du comité consultatif.

(2) Il a la garde des archives du comité.

(3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du comité.

(4.) Le personnel des secrétariats spécialisés, laboratoires et installations techniques d'un comité consultatif relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général.

2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.

3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

PAGES ROSES

4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du comité consultatif, depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres et Membres associés de l'Union.

6. Le directeur soumet à l'approbation de l'assemblée plénière un rapport sur les besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière; ce rapport, après approbation par l'assemblée, est transmis au secrétaire général qui le soumettra au Conseil d'administration.

7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du comité pour l'année suivante, en se fondant sur le rapport relatif aux besoins financiers du comité approuvé par l'assemblée plénière.

8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités d'Assistance technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

CHAPITRE 18

Propositions pour les conférences administratives

1. Conformément à l'article 7, paragraphe 2 de la Convention, les comités consultatifs peuvent formuler des propositions de modification des Règlements visés à l'article 12, paragraphe 2 (1) de la Convention.

2. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au Chapitre 3, paragraphe 3 du Règlement général.

PAGES ROSES

CHAPITRE 19

Relations des comités consultatifs entre eux et avec d'autres organisations internationales

1. (1) Les assemblées plénières des comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

(2) Les directeurs des comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux comités consultatifs, en vue d'étudier et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des comités consultatifs.

2. L'assemblée plénière ou le directeur d'un comité consultatif peut inviter un représentant de ce comité pour assister, à titre consultatif, aux réunions de l'autre comité consultatif ou aux réunions d'autres organisations internationales auxquelles ce comité consultatif a été invité.

3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un comité consultatif. En cas de besoin, un comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif, des représentants de tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

PAGES ROSES

ANNEXE 6

(Voir article 28)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications

PRÉAMBULE

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charte des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications conviennent de ce qui suit:

ARTICLE I

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ci-après « l'Union », comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte.

ARTICLE II

Représentation réciproque

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de toutes les conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union; elle sera également invitée, après s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des représentants pour assister à des réunions de comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunications.

PAGES ROSES

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commissions et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquels l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l'Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l'Union aux Membres de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions, et du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront distribués par l'Union à ses Membres.

ARTICLE III

Inscription de questions à l'ordre du jour

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui lui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscriront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

ARTICLE IV

Recommandations des Nations Unies

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées; tenant

PAGES ROSES

compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes généraux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe approprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l'Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L'Union convient d'entrer en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, à la demande de celle-ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaître en temps voulu, à l'Organisation des Nations Unies, les mesures qu'auront prises l'Union ou ses Membres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous renseignements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

ARTICLE V

Echange de renseignements et de documents

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent:

a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;

b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;

c) le Secrétaire général des Nations Unies procédera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union, à la demande de

PAGES ROSES

celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignements qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

ARTICLE VI

Assistance aux Nations Unies

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l'assistance qu'il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des télécommunications, en tenant pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

ARTICLE VII

Relations avec la Cour internationale de Justice

1. L'Union convient de fournir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son Statut.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compétence autres que les questions concernant les relations mutuelles de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.

3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence plénipotentiaire.

4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requête le Conseil économique et social.

ARTICLE VIII

Dispositions concernant le personnel

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le

PAGES ROSES

recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

ARTICLE IX

Services statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible, l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés à fournir ces renseignements.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l'Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l'Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.

4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure du possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.

5. Il est convenu que les données fournies à l'Organisation des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses

PAGES ROSES

rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

ARTICLE X

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

ARTICLE XI

Dispositions budgétaires et financières

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'il sera transmis aux Membres de l'Union; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.

2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée à tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

ARTICLE XII

Financement des services spéciaux

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports spéciaux ou d'études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d'autres dispositions du présent accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépenses de la manière la plus équitable possible.

PAGES ROSES

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union se consulteront également pour prendre les dispositions qu'elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l'Union.

ARTICLE XIII

Laissez-passer des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d'utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l'Union.

ARTICLE XIV

Accords entre institutions

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et informera en outre le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.

2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qui peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera part à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

ARTICLE XV

Liaison

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à maintenir une liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin.

PAGES ROSES

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

ARTICLE XVI

Service de télécommunication des Nations Unies

1. L'Union reconnaît qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de cet article feront l'objet d'arrangements distincts.

ARTICLE XVII

Exécution de l'accord

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraîtront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

ARTICLE XVIII

Revision

Cet accord sera sujet à revision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d'un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

PAGES ROSES

ARTICLE XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénipotentiaire des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la décision de l'Union.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 388-F
12 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

DEUXIEME RAPPORT

Commission B (vérification des pouvoirs)

1. La Commission B a tenu sa quatrième séance le 12 décembre 1959.

2. Ayant examiné les pouvoirs qui ont été remis depuis la présentation de son premier rapport (Document N° 155), la Commission B a adopté les conclusions suivantes :

   i) Les délégations des pays suivants, en plus de celles qui sont énumérées au paragraphe 4 i) du Document N° 155, sont dûment accréditées avec voix délibératives et sont habilitées à signer les Actes finals :

      El Salvador (République d')
      Iraq
      Liban.

   ii) Les délégations des pays suivants, en plus de celles qui sont énumérées au paragraphe 4 ii) du Document N° 155, sont dûment accréditées avec voix délibératives :

      Libye (Royaume-Uni de)
      Rhodesia et Nyasaland (Fédération).

3. La Commission B attire donc l'attention de la Conférence sur le fait que les délégations des pays suivants ne sont pas habilités à signer les Actes finals :

      Guatemala
      Guinée
      Libye (Royaume-Uni de)
      Rhodesia et Nyasaland (Fédération)

Le Président :

A. Langenberger

PAGES BLEUES

F

CONFÉRENCE
DE PLÉNIPOTENTIAIRES
Genève, 1959

Document No 389-F
12 décembre 1959

SÉRIE 6 ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

La Commission de rédaction, après avoir examiné les textes ci-annexés, les soumet à l'approbation de l'Assemblée plénière.

6-01

PAGES BLEUES

ARTICLE 13

Finances de l'Union

1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents:

a) au Conseil d'administration, au Secrétariat général, au Comité international d'enregistrement des fréquences, aux Comités consultatifs internationaux, aux laboratoires et installations techniques créés par l'Union;

b) aux conférences qui, tenues selon les dispositions des articles 9 et 10 de la Convention, sont convoquées sur décision ou avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union;

c) à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux.

2. Les dépenses des conférences spéciales visées à l'article 10, alinéa 1 *c*) de la Convention qui n'entrent pas dans le cadre de l'alinéa 1 *b*) ci-dessus, et dont le caractère régional a été déterminé par le Conseil d'administration, après s'être assuré au préalable de l'opinion de la majorité des Membres et Membres associés de la région en cause, sont supportées par tous les Membres et Membres associés de cette région, selon la classe de contribution de ces derniers et éventuellement sur la même base par les Membres et Membres associés d'autres régions ayant participé à de telles conférences.

3. Les dépenses des conférences spéciales non visées à l'alinéa 1 *b*) et au paragraphe 2 ci-dessus, sont supportées selon leur classe de contribution, par les Membres et Membres associés qui ont accepté de participer ou ont participé à de telles conférences.

4. Le Conseil d'administration examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires.

5. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres et Membres associés déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre et Membre associé selon le tableau suivant:

Classe	de	30	unités		
»	»	25	»		
»	»	20	»		
»	»	18	»		
»	»	15	»		
»	»	13	»		
»	»	10	»		
Classe	de	8	unités		
»	»	5	»		
»	»	4	»		
»	»	3	»		
»	»	2	»		
»	»	1	unité		
»	»	½	»		

6. Les Membres et Membres associés choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

7. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

(2) Cette décision est notifiée aux Membres et Membres associés par le secrétaire général.

(3) Les Membres et Membres associés qui n'auront pas fait connaître leur décision avant la date prévue à l'alinéa (1) ci-dessus seront tenus de contribuer aux dépenses, d'après la classe de contribution choisie par eux sous le régime de la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952).

(4) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

(5) Aucune réduction du nombre d'unités de contribution établi conformément aux alinéas (1) à (3) ci-dessus, ne peut intervenir pendant la durée de validité de la Convention.

8. Les Membres et Membres associés payent à l'avance leur part contributive annuelle calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration.

9. Les sommes dues sont productives d'intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du septième mois.

10. (1) Les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles ils ont accepté de participer ou ont participé.

(2) Les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à

PAGES BLEUES

participer à moins que, sous réserve de réciprocité, elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration.

(3) Le montant des contributions est fixé par le Conseil d'administration et sera considéré comme une recette de l'Union. Il porte intérêt conformément aux dispositions fixées par le Conseil d'administration.

11. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres ou Membres associés, Groupes de Membres ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres ou Membres associés, groupes, organisations ou autres.

12. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution par la vente des documents.

PAGES BLEUES

PROTOCOLE II

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959, a approuvé les dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

1. (1) Le Conseil d'administration élu par cette Conférence dans les conditions prévues à l'article 9 de la Convention et qui a tenu sa première session à Genève avant la signature du présent protocole, continuera à exercer les fonctions qui lui sont dévolues par la Convention.

(2) Le président et le vice-président élus par le Conseil d'administration au cours de cette première session demeureront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, lors de l'ouverture de la session annuelle de 1961.

2. Les onze membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, élus par la Conférence administrative ordinaire des radiocommunications, Genève, 1959, dans les conditions prévues à l'alinéa ... de l'article ... de la Convention, entreront en fonctions à la date fixée par cette Conférence.

3. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires dans les conditions prévues à l'article ... de la Convention entreront en fonctions le 1er janvier 1960.

PAGES BLEUES

RESOLUTION N° . .

Revision des procédures relatives à la participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique des Nations Unies

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

ayant passé en revue

les conditions de participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique, en particulier à la lumière des procédures fixées par le Conseil d'administration dans sa résolution n° 244 et de l'ensemble des dispositions arrêtées en 1957;

vu

a) les modifications qui devront être apportées à l'administration du programme de l'Union d'après la résolution n° ...;

b) la proposition figurant au Document n° 64 de la Conférence;

décide

que le Conseil d'administration entreprendra une revision complète des procédures relatives à la participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique. A cet égard, le Conseil devra avoir présentes à l'esprit les propositions relatives à la participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique approuvées par la Conférence et figurant dans le document n° ... et qui devraient être incorporées dans la brochure intitulée « Procédures relatives à la participation de l'Union au Programme élargi d'Assistance technique » publiée par l'Union.

PAGES BLEUES

RESOLUTION N° . .

Amélioration des télécommunications en Asie et en Extrême-Orient

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959,

vu

a) les recommandations formulées dans le rapport du Groupe de travail des experts en télécommunications qui a été soumis au Comité des transports et des communications de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (C.E.A.E.O.) le 23 novembre 1959, à Bangkok;

b) l'approbation de ces recommandations donnée par le Comité des transports et des communications;

exprime l'espoir

que ces recommandations seront formellement approuvées par la C.E.A.E.O. à sa session de février 1960, et

charge le Conseil d'administration

de prendre toutes les mesures possibles dans le cadre de la Convention pour continuer à apporter à la C.E.A.E.O. son concours le plus actif à la mise en oeuvre des recommandations déjà approuvées par le Comité des transports et des communications de la C.E.A.E.O., notamment en ce qui concerne les projets relatifs aux télécommunications inscrits au programme des travaux et priorités que le Groupe de travail a recommandé avec le plein appui de l'Union (Rapport du groupe de travail, paragraphe 48 et appendice 1).

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 390-F
12 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

RAPPORT FINAL

du Président de la Commission H - Finances de l'Union

(1ère partie)

La Commission des finances a tenu quatorze séances jusqu'au 7 décembre, au cours desquelles elle a examiné les questions d'ordre financier mentionnées dans le Rapport du Conseil d'administration de l'Union à la Conférence de plénipotentiaires, ainsi que celles qui lui ont été attribuées au cours de la Conférence. Son programme de travail a été consigné dans l'Annexe au Document N° DT 16.

Pour effectuer sa tâche, la Commission des finances a constitué quatre Sous-Commissions ayant pour mandat :

Sous-Commission H1 : Examiner la gestion financière et les comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958 (Documents N^{os} 174, 249 et 263).

Sous-Commission H2 : Rédiger l'Article concernant les "Finances de l'Union" destiné à remplacer le texte actuel de l'Article 13 de la Convention de Buenos Aires et tenant compte de l'institution du budget unique de l'Union (Document N° 332).

Sous-Commission H3 : Fixer le plafond des dépenses des années 1960 à 1965.

Sous-Commission H4 : Révision de l'organisation des secrétariats de l'Union (Document N° 272 (Rev.)).

Les délibérations de la Commission H ont fait l'objet des Documents suivants : N^{os} 47, 67, 132, 147, 160, 171, 191, 238, 265, 282, 298, 320, 354, 367.

Elles ont abouti à des projets de Protocoles additionnels, d'articles de Résolutions ou Recommandations au titre des diverses questions, à savoir :

	Objet	Protocole, Article Résolution ou Recommandation	Documents N° et page
1.	Procédure à suivre par les Membres et Membres associés en vue du choix de leur classe de contribution dans l'échelle de la Convention de Genève	Protocole additionnel	219 - 41

A propos de ce Protocole qui reproduit celui du N° 1 annexé à à la Convention de Buenos Aires avec les modifications indispensables, il y a lieu de signaler qu'afin d'éviter l'adoption d'une telle disposition dans les Conférences de plénipotentiaires futures, elle a été introduite dans le nouvel article relatif aux "Finances de l'Union".

2. Finances de l'Union — Nouvel Article destiné à remplacer l'Article 13 de la Convention de Buenos Aires ..... Document bleu N° 389

Ce nouvel Article a été adapté à la notion du budget unique adopté par la Conférence. Le texte proposé par la Commission H a cependant fait l'objet de demandes d'éclaircissement de la part de la Commission de rédaction qui, finalement, soumet à la séance plénière le texte qui figure dans le Document N° 389. A noter que la proposition de création d'un Fonds de roulement n'a pas été retenue.

3. Indemnité journalière des Membres du Conseil d'administration — Résolution Document N° 219-47

Cette Résolution confirme la Résolution N° 33 de Buenos Aires

4. Classement des pays pour les contributions à l'Union — Résolution Document N° 219-42

Cette Résolution constitue un appel aux Membres et Membres associés pour le choix d'une classe de contribution adaptée à leurs ressources économiques.

5. Contributions diverses en suspens du fait des événements de la deuxième guerre mondiale — Résolution Document N° 219-44

Cette Résolution confirme celle N° 12 de Buenos Aires mais prévoit l'amortissement plus rapide des contributions en question.

6. Contributions arriérées contestées — Résolution Document N° 219-45

La Résolution prévoit l'inscription du solde de cette créance de l'Union en un compte spécial et la liquidation par profits et pertes au moyen d'un prélèvement du compte de provision des intérêts accumulés et débités.

7. Comptes arriérés mais non contestés — Résolution Document bleu N° 370-3

La nécessité impérieuse de contribuer à l'entretien économique et financier de l'Union en s'acquittant des comptes arriérés dans les plus brefs délais est relevée par cette Résolution.

8. Approbation des comptes de l'Union pour les années 1952 à 1958

et

9. Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération Suisse dans le domaine des finances de l'Union

Résolution Document N° 370-4-5

Ces Résolutions se rapportent à l'examen de la gestion financière de l'Union pour les années 1952 à 1958.

10. Vérification des comptes de l'Union Résolution Document N° 219-46

Ces Résolutions s'inspirent des commentaires formulés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies dans son rapport sur l'U.I.T.

11. Collaboration au Journal des télécommunications

Résolution Document N° 219-46

Il est fait appel à une plus étroite collaboration des Membres et Membres associés de l'Union au Journal des télécommunications afin d'en augmenter l'intérêt.

12. Participation du C.C.I.T.T. à l'activité de la Commission mixte internationale (C.M.I.) pour la protection des lignes de télécommunications et des canalisations

Résolution Document N° 370-6

Cette Résolution règle la collaboration du C.C.I.T.T. à la C.M.I. et la gestion par l'Union des fonds de cette Commission mixte.

13. Plafond des dépenses ordinaires de l'Union pour l'année 1959

Résolution Document N° 219-43

Au cours de ses sessions de 1956 et de 1959, et par ses Résolutions N°s 377 et 399, le Conseil d'administration a fixé un plafond des dépenses ordinaires de l'Union pour l'exercice budgétaire 1959 - un tel plafond n'ayant pas été prévu par la Conférence de Buenos Aires - sous réserve de confirmation par la Conférence de Genève. La Résolution confirme la décision du Conseil

14. Expertise sur l'organisation administrative des Services de l'U.I.T.

Résolution Document N° 370-6

Par cette Résolution, il est proposé de consulter des experts qualifiés en matière d'organisation administrative et de rationalisation en vue d'une révision éventuelle de l'organisation des secrétariats de l'Union.

15. Finances des Comités consultatifs
(Chapitre 20 du Règlement général)

et

16. Organisation et financement des Conférences et réunions
(Résolution N° 6 de Buenos Aires

A propos de ces deux questions, la Commission des finances, procédant à l'étude des répercussions de l'introduction du budget unique sur les textes de la Convention de Buenos Aires, du Règlement général et des Résolutions y annexés a proposé la suppression du Chapitre 20 du Règlement général relatif aux Finances des Comités consultatifs du fait qu'il a perdu sa raison d'être. Il en est de même de la Résolution N° 6 de Buenos Aires concernant l'Organisation et le financement des Conférences et réunions, d'autant plus que le Chapitre C de la Résolution N° 83 (modifiée) du Conseil d'administration a été introduit au titre d'Article 5a) au Chapitre 9 du Règlement général.

17. Résolution N° 18 de Buenos Aires (comptes arriérés en florins des contributions à verser à l'administration des Pays-Bas à la suite de l'abandon de la Haye comme siège de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications de 1950).

Considérant que le solde de 4 768,10 florins encore dû par quatre Membres de l'Union à l'Administration des Pays-Bas devrait être apuré, la Commission recommande à la Conférence de plénipotentiaires de charger le Conseil d'administration de prendre les mesures appropriées pour verser ce solde à ladite Administration étant entendu que les administrations intéressées seront priées de verser à l'Union les sommes dues. Cette recommandation aurait pour effet d'annuler la Résolution N° 18 de Buenos Aires. (Document N° 320).

18. Demandes de reclassement pour contributions à l'Union

Documents N°s 320,382

Considérant les dispositions de l'Article 13, paragraphe 6. (4) de la Convention de Buenos Aires et celles du Protocole additionnel de la Convention de Genève 1959 relatif à la procédure à suivre par les Membres et Membres associés en vue du choix de leur classe de contribution (voir textes bleus, Document N° 219, série 1, page 41 et point 1. ci-dessus), la Commission propose que la Conférence de plénipotentiaires prenne note des demandes de reclassement présentées par le Nicaragua, la République Arabe Unie, la République orientale de l'Uruguay, la République populaire de Pologne et le Vénézuéla et recommande à la Conférence

> que les nouvelles classes de contribution choisies par les Membres de l'Union susmentionnés prendront effet à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention de Genève 1959.

Le Président de la Commission II

José Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 391-F
14 décembre 1959

COMMISSION H

COMPTE RENDU

Dix-septième et dernière séance de la Commission H
(Finances de l'Union)
Samedi, 12 décembre 1959, 9 h.30

La Commission approuve l'ordre du jour (Document N° DT 136) auquel est ajouté le Document N° 382 qui contient une demande présentée par le Vénézuéla en vue de réduire le nombre de ses unités contributives.

Le Président indique que la Commission ne pourra pas tenir de nouvelles séances et qu'elle soumettra, par conséquent, à l'Assemblée plénière un rapport de travail qu'elle va examiner au cours de la présente séance.

En ce qui concerne le Document N° 367, le délégué du Royaume-Uni demande que soit modifiée comme suit la déclaration qu'il a faite et qui figure à la page 4 de ce document:

"M. Weaver indique que le budget pour 1960 ne sera pas présenté sous forme de budget unique. Il n'en sera ainsi, conformément à la Convention de Genève, qu'à partir de 1961. Son groupe a estimé nécessaire de fixer le montant total des obligations financières de l'Union; les estimations qu'il a faites comprennent les dépenses relatives à l'assistance technique. Il importe de relever que les contributions à verser par les membres seront légèrement inférieures aux sommes prévues : les frais d'assistance technique seront recouvrés; il y aura diverses rubriques de recettes et l'on aura éventuellement une recette sous forme de solde d'intérêts accumulés. Il a paru nécessaire de fixer le plafond dans un délai de deux ou trois jours et le groupe espère obtenir sous peu des décisions de principe à cet effet."

Sous réserve de cette modification, le Document N° 367 est approuvé.

A la demande du délégué du Royaume-Uni, l'ordre du jour est modifié en ce sens que le point 5 du Document N° DT 136 devient le point 2. En ce qui concerne le nouveau bâtiment de l'Union, M. Persin rappelle que les Documents Nos 119, 308 et 312 traitent de cette question et que, selon lui, le problème le plus urgent est celui des frais que devra assumer l'Union pour acquérir son propre bâtiment.

Tous les pourparlers qui ont eu lieu jusqu'ici tendaient à la vente et l'on a envisagé un amortissement sur une période de 20 à 25 ans, selon le résultat des négociations. M. Persin estime nécessaire qu'une décision soit prise au sujet des conditions d'achat, car il faudra inclure dans le plafond budgétaire une section y afférente. Répondant à une question du délégué du Royaume-Uni, M. Persin indique qu'il serait possible de louer le bâtiment mais que l'actuel Secrétaire général par intérim a jugé l'achat préférable à une location.

Le délégué du Canada fait observer qu'il avait d'abord été question de location et que le Secrétaire général a peut-être raison de songer à acheter l'immeuble. Il estime cependant que la Conférence doit savoir quelle est la meilleure solution. Il est, quant à lui, partisan de l'achat mais il désire savoir auparavant si l'amortissement est compris dans les chiffres indiqués. Il ajoute que, lorsqu'il s'agit de location, il convient de prévoir au budget une somme destinée à couvrir les dommages éventuels. Il importe donc de savoir si le chiffre indiqué comme prix de location ne serait pas susceptible d'être augmenté. A cette remarque, M. Persin répond que la différence entre les montants des dépenses provient, conformément aux modalités arrêtées, des frais d'entretien. Si l'Union est propriétaire, elle devra assurer l'entretien de l'immeuble. Dans le cas contraire, elle n'aura pas à le faire, mais les dépenses resteront les mêmes.

Le délégué de la Suède se déclare surpris que les chiffres n'aient pas été présentés de façon suffisamment claire. Il aurait été préférable d'indiquer sur trois colonnes distinctes d'abord le coût total, puis le coût de la location et enfin celui de l'achat. De cette manière, l'examen du problème, de même que la décision à prendre, se seraient trouvés facilités. Il ajoute qu'à la page 3 du Document N° 312, il est question de personnel supplémentaire et qu'il ne s'explique pas la nécessité de ce personnel puisque les services de l'Union seront centralisés dans un seul bâtiment.

Le délégué du Royaume-Uni demande si le terrain est compris dans le prix et, de même que le délégué de la Suède, il se déclare surpris de l'augmentation de personnel envisagée.

M. Persin explique que les chiffres sont disséminés dans divers documents et que le Secrétariat préparera un document complet sur cette question. Il justifie l'augmentation de personnel par le fait qu'un personnel chargé de l'entretien sera nécessaire dans le nouvel immeuble. En ce qui concerne le terrain, il indique que l'Union en a le droit de superficie pour une durée indéfinie. Elle n'en sera pas propriétaire, juridiquement parlant, tout en jouissant néanmoins de tous les droits de propriété.

Cette question donne lieu à un long débat auquel prennent part les délégués du Canada, de la Colombie, de l'U.R.S.S., de la France et de la Yougoslavie, puis la Commission décide d'attendre le document que doit préparer le Secrétariat pour que ce problème puisse être traité en séance plénière.

Le délégué de la Suisse fait la déclaration suivante :

"Le Document N° 119 publié par le Secrétaire général par intérim à l'intention de l'Assemblée plénière de la Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959, retient dans les très grandes lignes les événements marquants dans cette question du bâtiment de l'Union.

" Ce rapport aurait mérité de signaler quelques faits complémentaires non dépourvus d'intérêt pour MM. les délégués plénipotentiaires; ils auraient ainsi pu mieux se rendre compte de l'ampleur des études entreprises durant les diverses phases, comme aussi de la valeur des différents projets qui ont été présentés tant par le Département des travaux publics du Canton de Genève que par les services du Siège européen des Nations Unies. Nous

pensons à l'offre faite en 1948 par le Gouvernement cantonal de mettre à la disposition de l'U.I.T. un bâtiment placé à proximité immédiate du Palais Wilson et dont le coût se serait élevé alors à fr. 3.868.000.-; de même, quelques renseignements complémentaires concernant la solution étudiée par le Siège européen des Nations Unies n'auraient certes point manqué d'intérêt.

" On pourrait regretter le retard qui affecte la mise à disposition du nouveau bâtiment. Pourtant ce retard n'entraîne aucune conséquence catastrophique dans l'activité du Secrétariat général. Ses fonctionnaires n'auront certes pas travaillé dans des conditions pratiques confortables, mais il convient de relever que le retard dans la construction aura permis à l'Union de faire de substantielles économies de 1948 à 1959, étant donné le montant modeste des loyers payés pour le Palais Wilson.

" Peut-être est-ce l'occasion de signaler que les environs du bâtiment de l'U.I.T. actuellement en construction seront complétés par l'adjonction d'un bâtiment administratif implanté parallèlement au premier et en prolongement du "Centre international"; les deux bâtiments, U.I.T. et Centre international prolongé, ne seront donc séparés que par la largeur de la rue. Les 5 étages du Centre prolongé (avec une surface utile totale de plus de 20 000 m^2) pourront être aménagés en une centaine de bureaux de différentes grandeurs; le parterre comprendra une grande salle de conférences semblable à celle de la Salle A du Bâtiment Electoral, une agence P.T.T. comprenant aussi un grand bureau téléphonique avec 20 cabines individuelles; la capacité de la salle sera de 350 places avec pupitres amovibles ou 500 places avec chaises seulement. La mise en chantier est prévue pour le printemps prochain.

" Ce bâtiment restera propriété de l'Etat de Genève qui en assume la construction et le financement; la Salle de conférences pourra être mise à la disposition des organisations internationales et des sociétés locales contre paiement d'un montant de location calculé au prorata de la durée d'occupation par le locataire. Une priorité de mise à disposition est prévue en faveur de l'U.I.T. Notre Union disposera aussi d'une réserve de place intéressante à proximité immédiate de son siège, au cas où sa capacité devait se révéler insuffisante à courte ou à longue échéance.

" Il convient aussi de signaler qu'un hôtel de premier rang sera édifié à côté de l'aile Sud du bâtiment U.I.T. C'est dire que les délégations qui participeront aux travaux des divers organismes de notre Union seront assurées de disposer bientôt de conditions de séjour et de travail fort confortables et pratiques."

La Commission H passe à l'examen de son projet de rapport (Document N° DT 134); ce projet est approuvé, compte tenu de la suppression du point 19 relatif aux contributions des exploitations privées reconnues.

M. Gracie, Vice-Président de l'I.F.R.B., présente le Document N° 377, concernant la réunion d'un Comité d'experts des radiocommunications. Divers délégués, parmi lesquels ceux de la Suisse, de la Colombie et de l'U.R.S.S. s'opposent à la constitution de ce Comité, tandis que d'autres sont d'avis que la Commission doit se borner à prendre note de la demande d'une somme de cent mille francs et laisser ensuite à la séance plénière le soin de décider si elle accepte ou non la demande présentée au sujet de la réunion de ce Comité d'experts. Il est décidé de s'en remettre à l'Assemblée plénière, mais le rapport à cette Assemblée devra contenir un résumé des avis exprimés au sein de la Commission.

Les Documents Nos DT 132 et DT 127, portant sur l'estimation des dépenses pour les conférences et réunions, donnent lieu à une longue discussion à l'issue de laquelle la Commission décide que l'Assemblée plénière devra se prononcer sur l'inclusion de toutes les conférences, ainsi qu'il est prévu dans les documents précités.

La Commission décide également de soumettre à l'examen de l'Assemblée plénière la Proposition N° 336 (République fédérale d'Allemagne) qui est un projet de résolution relatif à la vérification des comptes de l'Union (voir le Document N° 316).

En ce qui concerne la demande présentée par le Vénézuéla en vue de réduire le nombre de ses unités contributives, la Commission décide de la joindre à son rapport à l'Assemblée plénière.

Le Président ayant déclaré que les séances de la Commission étaient terminées, les délégués de la France et du Mexique expriment à M. Garrido leurs vifs remerciements pour la façon remarquable dont il a fait progresser les travaux de la Commission et ils insistent tout particulièrement sur la compétence et l'efficacité avec lesquelles il a dirigé les débats.

Le Président exprime à son tour sa gratitude aux Vice-Présidents, aux rapporteurs et aux membres de la Commission pour la collaboration qu'ils lui ont accordée et il remercie également les interprètes et les représentants du Secrétariat général.

La séance est levée à 12 h. 30

Les Rapporteurs :

R. Arciniegas
H. Heggli

Le Président :

José Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 392-F
12 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

RAPPORT FINAL

du Président de la Commission H à la Séance plénière

Deuxième partie

En complément aux informations contenues dans la 1ère partie de mon rapport sur les travaux de la Commission des finances (Document N° 390), j'ai l'honneur de rendre compte à la Séance plénière des conclusions auxquelles est arrivée la Commission au cours de ses trois dernières séances, tenues les 7, 10 et 12 décembre 1959, et dont les rapports ont été publiés dans les Documents N^{os} 374, 385 et 391.

La Commission des finances n'a malheureusement pas été en mesure de se prononcer sur une série de questions dont elle n'était autorisée à examiner que les aspects financiers mais qui n'avaient pas fait l'objet de décisions de principe de la part des commissions appropriées ou de la Séance plénière. Elle s'est ainsi trouvée dans l'obligation de référer à la Séance plénière, même pour ce qui concerne leurs aspects financiers, les questions ci-après.

1. Dépenses de personnel relatives à la création de nouveaux emplois au Secrétariat général et dans les C.C.I.

La Commission H n'a pas été en mesure de se prononcer sur l'opportunité de créer les nouveaux emplois en question et elle soumet l'ensemble de la question à la Séance plénière dans le Document N° 359.

2. Dépenses additionnelles de l'I.F.R.B.

Aucune commission de la Conférence de plénipotentiaires n'ayant examiné le principe même de l'extension des tâches de l'I.F.R.B. sur la base des recommandations de la Conférence administrative des radiocommunications, la Commission H n'avait pas d'autre possibilité que de référer l'ensemble de la question, y compris ses aspects financiers, à la Séance plénière. C'est ce qui a été fait dans le Document N° 366.

3. Immeuble de l'U.I.T.

La Commission des finances a été saisie très tardivement des éléments les plus importants de cette question, c'est-à-dire des conditions d'achat ou de location du nouvel immeuble. Aussi, au cours de sa dernière séance, le 12 décembre 1959, elle n'a pas eu d'autre possibilité que de renvoyer à la Séance plénière l'ensemble de la question qui pourra être examinée sur la base des Documents Nos 119, 308, 312 et d'un document récapitulatif qui doit être préparé par le Secrétariat.

4. Budget de 1960

Pour les raisons indiquées ci-dessus, la Commission des finances n'a pas été à même de mettre au point le budget de 1960. Le Secrétariat a en conséquence été chargé de préparer, à l'intention de la Séance plénière, un document résumant l'état de la question et à la lumière duquel la Séance plénière pourra prendre les décisions utiles.

5. Plafond des dépenses pour les années 1961 à 1965

Ne possédant pas tous les éléments d'information indispensables, la Commission des finances n'a pas été en mesure de faire des propositions concrètes à ce sujet. Elle ne peut, dans ces conditions, que soumettre à la Séance plénière les documents contenant les données mises à sa dispositions (Documents Nos 94, 126, 127, 141 rev., 142, 272 rev., 284, 288, 339, 367 et 377). En outre, le Secrétariat a été chargé de préparer un document récapitulatif sur la base duquel la Séance plénière pourra prendre ses décisions.

6. Vérification des comptes de l'Union

La Commission des finances a été saisie en dernière heure d'une proposition de la République fédérale d'Allemagne qu'elle n'a pas eu le temps matériel d'examiner. Elle propose donc que la Séance plénière se saisisse de cette question qui est présentée dans le Document N° 316.

*
* *

En conclusion, je tiens à signaler que c'est faute de disposer des décisions appropriées des organes compétents de la Conférence que la Commission des finances n'a pas été en mesure de soumettre à la Séance plénière des propositions concrètes au sujet de toutes les questions figurant dans son mandat.

J'ajoute que lorsqu'elle aura pris des décisions au sujet de toutes les questions soulevées dans le Rapport final de la Commission des finances (qui comprend le Document N° 390 et le présent document), la Séance plénière désirera probablement examiner et approuver des Protocoles relatifs respectivement à l'approbation d'un budget pour 1960 et à la fixation d'un plafond des dépenses pour les années 1961 à 1965. Le Secrétariat ne manquera pas de lui soumettre en temps utile les projets nécessaires.

Le Président de la Commission H

José Garrido

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 393-FES
CORRIGENDUM N° 1
15 décembre 1959

COMMISSION G
COMMITTEE G
COMISIÓN G

CORRIGENDUM

COMPTE RENDU

14ème séance de la Commission G (Questions de personnel)

Page 8, 7ème ligne :

Total des sommes de rachat.

Remplacer "460.000" par "395.000".

CORRIGENDUM

SUMMARY RECORD

14th Meeting of Committee G (Personnel Questions)

Page 8, 7th line : Delete : "460,000".

Amend to read :

"Total buying in fees 395,000".

CORRIGENDUM

INFORME

14.ª sesión de la Comisión G (Cuestiones de personal)

Página 8 :

Sustitúyase "460.000" por "395.000", frente al texto de la octava línea : "Total de las sumas de rescate".

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 393-F
12 décembre 1959

COMMISSION G

COMPTE RENDU

Quatorzième et dernière séance de la Commission G

(Questions de personnel)

Vendredi, 4 décembre 1959 à 15 heures

1. L'ordre du jour (Document N° DT 813) est adopté sans observations.

2. Suite de l'examen du projet de premier rapport de la Commission G à la Conférence de plénipotentiaires (Document N° 281)

La Commission reprend la discussion sur le point soulevé au dernier alinéa du paragraphe 7, relatif au degré de latitude qu'il convient de laisser au Secrétaire général en ce qui concerne l'assimilation.

Le Président rappelle qu'à la dernière séance, il a proposé un projet de texte qui aurait pour effet de limiter le nombre de postes qui pourraient être classés D1 et le nombre de ceux qui pourraient être classés P5. D'autres suggestions ont été faites, notamment par le Vice-Président, délégué de Ceylan. Ce dernier a maintenant préparé un projet de texte dont des exemplaires ont été distribués aux membres de la Commission. (Un exemplaire est joint au présent compte rendu.) Le Président invite les délégués qui ont des observations à présenter sur ce texte à les faire connaître.

Répondant à une question du délégué de la Nouvelle-Zélande, il explique que la dernière phrase a pour objet de mettre en relief le principe général figurant dans le projet de résolution (page 18 du Document N° 281), d'après lequel tous les reclassements seront soumis à l'approbation finale du Conseil d'administration.

Le délégué de l'Italie préfère la proposition initiale faite à la dernière séance par le délégué de Ceylan. Toutefois, il donnera son appui au projet qui est maintenant présenté, si les mots "un nombre minimum" y sont remplacés par un chiffre précis.

Le Secrétaire général par intérim déclare que la proposition primitive du Président et la proposition du Vice-Président, sont l'une et l'autre acceptables, mais qu'à son avis, l'une ou l'autre de ces deux propositions doit être adoptée dans son intégralité et qu'on ne peut prendre des parties dans chacune.

Le délégué de l'Inde constate que certaines parties sont communes aux deux propositions. Il estime que le texte qui est maintenant soumis à la Commission devrait être examiné dans un esprit de compromis, pour voir si l'on peut aboutir à un accord. Il partage la manière de voir du délégué de l'Italie : on devrait indiquer une limite précise du nombre des reclassements.

ARCHIVES U.I.T. GENEVE

Le délégué de Ceylan n'y voit pas d'objection.

Le Président propose que la Commission examine le texte paragraphe par paragraphe.

Alinéa a)

La Commission estime ce texte acceptable.

Alinéa b)

Le Président propose que, pour tenir compte des points de vue exprimés en ce qui concerne les postes D1, on ajoute à la fin de l'alinéa b) :

"et, de toute façon, pas plus de trois".

L'autre point qui cause des difficultés porte sur le nombre de postes de la Classe a qui seront reclassés P5. Comme solution, il propose qu'on ajoute, après l'alinéa b), un alinéa c) rédigé comme suit :

"c) ne procédera, dans la classe P5, qu'à un minimum de reclassement depuis la classe a et, de toute façon, pas plus de deux".

Le délégué de l'Inde fait remarquer que le premier paragraphe mentionne seulement une décision du Conseil d'administration au sujet du nombre des emplois dans les classes D2 et D1. Tous les postes seront-ils sujets à l'approbation du Conseil d'administration, y compris ceux du grade P5 ?

Le Président explique qu'aux termes du projet de résolution (page 18 du Document N° 281), toutes les décisions concernant l'assimilation sont sujettes à l'examen et à l'approbation finale du Conseil d'administration.

Les amendements proposés sont adoptés et il est également décidé de confier au Président, au Vice-Président et au Secrétariat général le soin de rédiger le dernier alinéa du paragraphe 7, conformément aux vues de la Commission.

La Commission passa alors à l'examen des autres paragraphes du projet de rapport.

Paragraphe 8

Ce paragraphe a été examiné à la séance précédente : il a été convenu de faire figurer le Secrétaire général adjoint avant, et non après les directeurs des C.C.I. dans le tableau des indemnités de représentation. Il est convenu en outre que, dans le texte anglais de ce document, on adoptera le terme de "Deputy Secretary General".

Le délégué de la France propose que le titre correspondant, en français, soit "Vice-secrétaire général".

Le Secrétaire général par intérim précise qu'au B.I.T. et à l'O.M.S., les fonctionnaires homologues ont le titre de "Deputy" en anglais et d'"adjoint" en français.

Il est convenu que l'on conservera "Deputy" en anglais et que la Commission de rédaction recherchera quel est le meilleur équivalent français.

Paragraphes 9 à 11

Ces textes ont été examinés et adoptés à la dernière séance.

Paragraphe 12

Ce paragraphe a également été examiné à la séance précédente et il a fait l'objet de critiques de M. Corbaz, Président de l'association du personnel

Le Président a été informé que M. Corbaz serait heureux si l'on remaniait l'avant-dernière phrase du paragraphe 12, qui pourrait alors se lire : "La Commission a considéré que les intérêts du personnel en service seraient sauvegardés si chaque cas d'espèce pouvant donner lieu à des difficultés était également soumis à l'approbation du Conseil d'administration, lequel pourrait prendre les mesures appropriées en tenant compte de tous les facteurs entrant en jeu."

M. Corbaz donne son accord

Le délégué de l'Inde accepte ce nouveau texte, mais il se demande s'il sera clair une fois rapproché de la phrase qui le précède.

Le Président juge cette rédaction suffisamment claire, mais elle sera examinée à nouveau pour voir s'il y a lieu de la modifier encore.

Paragraphes 13 et 14

Approuvés sans observation.

Paragraphe 15

Le Président rappelle que l'Annexe 1 mentionnée dans ce paragraphe est la même que l'Annexe au Document N° 59. Elle constitue également une récapitulation du tableau qui figure dans le Rapport du Conseil d'administration à la conférence de plénipotentiaires, avec des modifications résultant de décisions prises en commission.

Ce paragraphe est approuvé sans autre observation.

Paragraphes 16 à 18

Approuvés sans observation.

Paragraphe 19

Il est approuvé après que le Président a donné des éclaircissements au délégué de l'Inde à propos de la deuxième phrase du premier paragraphe, sur la solvabilité du Fonds. Les versements annuels de 100.000 fr.s. depuis 1952 (avec un dernier versement de 53.000 fr.s. en 1959) assurent la solvabilité du Fonds en ce qui concerne ses obligations actuelles. Le problème qui s'est posé a été le suivant : les contributions proposées versées par les fonctionnaires et par l'Union seront-elles suffisantes pour faire face aux obligations plus lourdes qu'entraîne la solution proposée par le Secrétaire général en ce qui concerne les membres du Fonds ? On a obtenu à ce sujet un avis actuariel, qui est rassurant. Néanmoins, les actes des individus ne sont pas toujours conformes aux prévisions des actuaires et il y a un élément de risque inévitable dans le meilleur avis actuariel.

Ce paragraphe est approuvé sans commentaires.

Paragraphes 20 à 22

Approuvés sans observation.

Paragraphe 23

Le délégué de la Suisse éprouve quelque inquiétude du fait qu'il est prévu, au cas où le Fonds de pensions deviendrait déficitaire à un moment quelconque, que ses membres devront envisager de verser une contribution supérieure à 7,35% de leur nouveau traitement. Une telle méthode pourrait donner lieu à des injustices.

Le Président indique qu'il a demandé au Président de l'Association du personnel si les membres en question seraient disposés, le cas échéant, à envisager le versement d'une contribution plus élevée. M. Corbaz a alors répondu par l'affirmative. Il convient cependant, pour être juste, de signaler qu'il a ensuite fait remarquer que, si le nombre des membres intéressés était trop faible, la méthode envisagée pourrait se révéler inapplicable. Il n'est d'ailleurs pas dit, dans le rapport, que les membres devront verser une contribution, mais seulement qu'ils "devront envisager" cette possibilité.

Le Secrétaire général par intérim ajoute qu'au moment où il sera peut-être demandé aux membres du Fonds d'envisager le versement de contributions plus élevées, les augmentations normales de traitement qu'ils auront reçues conformément à l'échelle des Nations Unies leur assureront une compensation pour cette augmentation de contribution, quelle qu'elle soit.

Le délégué de la Suisse fait observer que le texte français ne donne pas la même impression que le texte anglais cité par le Président.

Le Président reconnaît que le texte français devrait être modifié pour concorder entièrement avec le texte anglais.

Paragraphes 24 à 29

Répondant à la demande du Président, qui le prie de présenter ses observations sur les paragraphes 24 à 29, M. Corbaz déclare que le point de vue d'ensemble du personnel est reflété avec exactitude par les paragraphes 24 à 28, mais qu'il fait, en revanche, une réserve en ce qui concerne le paragraphe 29. Le personnel n'a pas accepté l'opinion du Service juridique des Nations Unies qu'il considère comme étant lui-même partie dans la question. M. Corbaz demande que sa déclaration figure dans le compte rendu.

Le Président accède à cette requête.

Le Président de l'I.F.R.B. fait observer que le Document N° 281 ne présente aucune proposition sur les pensions des membres de l'I.F.R.B. dans le régime commun des Nations Unies. Le rapport du Conseil d'administration indique qu'il conviendrait, à la lumière des décisions prises par la Conférence de plénipotentiaires, d'examiner à ce sujet des propositions détaillées. La question du statut des membres de l'I.F.R.B. est maintenant réglée : leur situation en tant que fonctionnaires élus ne diffère pas de celle du Secrétaire général ou du Vice-Secrétaire général. Les difficultés proviennent, chacun le sait, du changement des membres du Comité et de la limite d'âge. Mais, il s'agit là de problèmes de caractère individuel. En revanche, le principe des prestations des Nations Unies en matière de pensions reste encore à définir. Le Président de l'I.F.R.B. demande par conséquent à la Commission de recommander que la question soit renvoyée au Conseil d'administration pour qu'il l'étudie dans le détail.

Le Président déclare que le Secrétariat n'a soumis aucune proposition détaillée à la Commission. D'autre part, le statut des membres de l'I.F.R.B. n'a été fixé que tout récemment par la Conférence de plénipotentiaires. Il pense donc que le désir de la Commission est que le Secrétariat étudie cette question afin de pouvoir ensuite soumettre des propositions au Conseil d'administration.

Le délégué de la France fait observer que les membres de l'I.F.R.B. seront mis au bénéfice de contrats d'une durée de 5 années. Ce ne seront donc pas des fonctionnaires permanents.

Il est décidé que le Secrétariat, en collaboration avec l'I.F.R.B., s'efforcera d'établir un document relatif à l'I.F.R.B., destiné à être présenté au Conseil d'administration pour examen. Le rapport à l'Assemblée plénière contiendra un paragraphe indiquant ce qui précède.

Paragraphes 30 à 34

Le Président rappelle que, dans le régime des Nations Unies, les traitements et les versements à la Caisse de pensions sont fixés en dollars. L'indemnité de poste tient compte des variations dans le taux de change. C'est la pratique utilisée dans les autres institutions spécialisées. Il semble qu'aucune difficulté ne doive se présenter à ce sujet, mais il a été jugé bon de mentionner ce détail dans le rapport.

Le délégué de l'U.R.S.S. trouve que dans le Document N° 281, l'indication du chiffre 4,30 (voir paragraphe 33 (i)) n'est pas claire : on ne voit pas à quelle monnaie ce chiffre se rapporte.

Le Président répond qu'il faut lire : "4,30 francs suisses = 1 dollar (taux actuel)".

Le délégué de la France propose d'arrondir respectivement à $ 15.000 et $ 14.000 les traitements du Secrétaire général d'une part, et du Vice-Secrétaire général et des Directeurs des C.C.I. d'autre part, afin d'éviter que certains traitements ne soient indiqués au cent près.

Le délégué de l'Inde ne partage pas cet avis. A Genève, les traitements sont payés en francs suisses. Il n'existe, par conséquent, aucune nécessité d'arrondir leur valeur en dollars.

Le Commission décide de laisser les chiffres inchangés.

Valeur des propositions relatives aux pensions au point de vue actuariel

A. Caisse de pensions et Caisse d'Epargne

Paragraphes 35 à 39

Ces paragraphes sont approuvés sans observations.

B. Fonds de pensions

Paragraphes 39 à 41

Le délégué de l'Inde demande des éclaircissements au sujet de la phrase : "sans que l'Union ait à effectuer de nouvelles contributions à ce Fonds". Il relève également que le rapport ne mentionne pas les "pointes de risques" signalées par l'actuaire dans le Document N° 222. L'attention du Secrétariat a-t-elle été appelée sur cette question ?

Le Président répond par l'explication suivante : si les traitements restaient dans l'avenir ce qu'ils seront à l'U.I.T. à la fin de cette année, l'actif du Fonds serait alors suffisant pour lui permettre de remplir ses obligations sans que soient nécessaires de nouvelles contributions uniques ou autres émanant de l'U.I.T. Le paragraphe 20 expose la situation dans l'hypothèse de l'adoption des traitements plus élevés des Nations Unies, cas où deviennent alors nécessaires les contributions individuelles et celles de l'Union. Le Président ajoute que la question des "pointes de risques" figure dans le compte rendu et que l'attention de la Commission de gestion de la Caisse d'assurance a été appelée sur ce point.

Les paragraphes 39 à 41 sont approuvés sans autres observations.

Coût de l'assimilation

Paragraphe 42 à 44

Le Secrétaire général par intérim apporte la confirmation que le montant de 500.000 francs suisse ne sera pas dépassé au cours de la première année. En fait, le coût réel sera vraisemblablement inférieur à ce chiffre, ne serait-ce que parce que les traitements approuvés pour les fonctionnaires supérieurs laissent prévoir que les frais, en ce qui les concerne, se monteront à environ 75.000 francs suisses et non à 150.000 francs suisses, ainsi qu'il avait été indiqué précédemment.

Etant donné en particulier ce que vient de dire le Secrétaire général par intérim au sujet des traitements des fonctionnaires supérieurs, le délégué de l'Inde estime que le chiffre à indiquer devrait être ramené à 400.000 francs suisses, car il convient d'inscrire un montant aussi proche que possible de l'estimation des dépenses.

Le Secrétaire général par intérim indique que le fait d'avoir approuvé la somme de 500.000 francs suisses ne signifie pas qu'elle sera nécessairement dépensée. Elle ne le sera, en réalité, qu'en cas de besoin. Il est sage, cependant, de laisser une certaine marge en raison des éléments encore inconnus dont il est question au paragraphe 43.

Le Président demande à la Commission de prendre une décision en ce qui concerne le chiffre à retenir, mais, réflexion faite, le délégué de l'Inde n'insiste pas sur sa proposition.

Il est donc décidé de ne pas modifier le chiffre figurant dans le rapport.

Conclusions

Paragraphe 45

Le Président rappelle qu'au cours de sa séance précédente, la Commission a entendu l'exposé des raisons pour lesquelles la date du 1er janvier 1960 a été proposée pour l'entrée en vigueur de l'assimilation au régime commun des Nations Unies. Il demande à la Commission de prendre une décision sur cette proposition.

Le délégué de l'U.R.S.S. est d'avis qu'il est plus logique de fixer la date de l'assimilation postérieurement à la session du Conseil d'administration au cours de laquelle les propositions détaillées pourront être examinées et approuvées.

Le Secrétaire général par intérim résume les divers points qui, ainsi qu'il l'a déjà signalé à la séance précédente, feraient encourir des dépenses à l'Union dès le 1er janvier 1960, dans le cas où l'assimilation ne prendrait pas effet à cette date.

	Francs Suisses
Contributions uniques	220.000
Sommes de rachat à verser pour l'admission à la Caisse du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général	75.000
Différentes autres contributions	100.000
Total des sommes de rachat	460.000
Frais supplémentaires pour études actuarielles	50.000

La Commission vient en outre d'approuver un texte relatif au reclassement des fonctionnaires des classes a, D et C actuelles, qui doit être incorporé dans un projet de résolution. Cela n'aurait aucun sens si l'assimilation ne devait être réalisée qu'après la session du Conseil d'administration, car il s'agit de mesures qui seront prises entre la présente Conférence et la Session du Conseil d'administration.

Le délégué de l'Inde s'élève contre la suggestion de renvoyer la décision au Conseil d'administration, qui a déjà étudié la question un certain temps. Il est normal que la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union, prenne la responsabilité de cette décision. Il propose donc de fixer la date de l'assimilation au 1er janvier 1960.

Le délégué des Etats-Unis appuie cette proposition.

La proposition tendant à fixer au 1er janvier 1960 la date de l'assimilation est alors mise aux voix.

Le vote donne les résultats suivants :

Votent pour : 25

Votent contre : zéro

Abstention : Une.

La date du 1er janvier 1960 est donc adoptée.

En réponse à une question posée par le délégué de l'Inde, le Président indique que le texte du projet d'Accord figure à la page 120 du Rapport du Conseil d'administration à la Conférence de plénipotentiaires. Il ajoute que, pour l'Article 4, c'est la première variante (page 121) qui sera adoptée pour réaliser l'assimilation.

La Commission aborde ensuite l'examen des annexes au rapport.

Annexe A

Cette annexe est approuvée sans observations.

Annexe B

Le délégué de l'U.R.S.S. demande des éclaircissements au sujet du point 2 du dispositif. Doit-on en déduire que le régime commun ne s'applique pas aux fonctionnaires élus ?

Le Président pense que le texte du point 2 demande à être revu, ainsi que celui du point 1, dont la portée est peut-être trop vaste.

Le délégué de la France déclare que le texte français ne présente aucune ambiguïté et il suggère d'aligner les versions anglaise et espagnole sur la version française.

Il est décidé que le Secrétariat reverra, avec le Président, le texte de la résolution.

Le Secrétaire général par intérim confirme que l'adoption de cette résolution implique que le versement de l'indemnité de cherté de vie de 5% aux fonctionnaires en service cessera à partir du 1er janvier 1960.

Il est également décidé de préparer un projet de résolution invitant le Conseil d'administration à étudier la question des pensions des membres de l'I.F.R.B.

Annexes C et D

A part l'insertion de la date du 1er janvier 1960, qui vient d'être approuvée pour l'assimilation, ces annexes sont approuvées sans modification.

De ce fait, le projet de premier rapport de la Commission G est approuvé pour transmission à l'Assemblée plénière, sous réserve du réexamen par la Commission de rédaction du projet de résolution figurant à l'Annexe B et des amendements que la Commission a décidé d'apporter au rapport.

3. Examen du projet de deuxième rapport de la Commission G à la Conférence de plénipotentiaires (Document N° 309)

Ce document est examiné paragraphe par paragraphe.

Paragraphe 1. Prolongation d'activité de l'actuel Vice-Directeur du C.C.I.R. (Document N° 18 et Annexe 1).

Paragraphe 2: Proposition 290 du Paraguay (Document N° 16)

Il n'est présenté aucune observation pour ces deux paragraphes.

Paragraphe 3: Coordination sur le plan administratif et budgétaire de l'action de l'O.N.U. et de celle de l'U.I.T. (Document N° 8)

Le Secrétaire général par intérim appelle l'attention de la Commission sur le travail accompli par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des Nations Unies préalablement à l'établissement de son rapport. Pour la Commission G comme pour d'autres commissions, ce rapport a constitué une base de discussion très utile. Le Secrétaire général par intérim serait heureux que la Commission l'invitât à en remercier le Comité consultatif.

Le Président est d'avis qu'il serait indiqué d'adresser une lettre de remerciements; toutefois, le rapport n'intéressant pas seulement la Commission G, mais aussi d'autres commissions, il est décidé que le Secrétaire général par intérim demandera à la Conférence siégeant en séance plénière que toutes les commissions intéressées donnent leur approbation à l'envoi d'une lettre de remerciements.

Paragraphe 4: Répartition géographique (Documents Nos 180, 223 et 257)

Le paragraphe 4 ne soulève aucune observation.

Au sujet du projet de résolution à ce sujet qui figure en Annexe 2, le délégué de l'Inde appelle l'attention sur la nécessité de remplacer les références faites tout au long du texte aux classes f à k, par des références aux classes appropriées des Nations Unies. Il en est ainsi décidé.

Le délégué des Etats-Unis fait remarquer que dans le texte anglais il convient de remplacer, à la première ligne du point B 2, le mot "vacations" par "vacancies".

Paragraphe 5: Octroi d'une indemnité de cherté de vie au personnel retraité de l'Union (Documents N° 243 et 273)

Ce paragraphe, ainsi que l'Annexe 3 qui s'y rapporte, ne donne lieu à aucune observation.

En l'absence d'objections, il est décidé, sous réserve des amendements qu'il a été convenu d'apporter au cours de la discussion, de soumettre le deuxième rapport de la Commission G à l'Assemblée plénière.

Le Président annonce que la Commission a maintenant achevé ses travaux et ne se réunira plus. Les comptes rendus des dernières séances seront distribués.

Le délégué de la France déclare que, les travaux de la Commission touchant à leur fin, il tient, en sa qualité de délégué à la Conférence et aussi de représentant au Conseil d'administration, à rendre hommage au Président pour la tâche surhumaine qu'il a accomplie tant à la Conférence que, en collaboration avec Miss Perry, aux sessions du Conseil d'administration, pour résoudre les difficultés de la question qui vient d'être réglée. M. Wolverson s'est littéralement voué à cette tâche et ses avis éclairés ont grandement aidé les délégués. Il a vraiment mérité leur gratitude à tous.

Le délégué de l'U.R.S.S. s'associe à la déclaration du délégué de la France.

M. Corbaz, au nom du personnel de l'Union, remercie également le Président de la Commission G d'avoir bien voulu lui permettre d'exprimer les vues du personnel devant la Commission; il le félicite également de la façon dont il s'est acquitté de sa tâche.

Le Président remercie à son tour les délégués de la France et de l'U.R.S.S.; ce sont tous deux des amis de longue date, aussi n'en est-il que plus sensible à leurs aimables paroles. Il ne l'est pas moins aux paroles du Président de l'Association du personnel, qu'il remercie également. Le Président se déclare heureux de savoir qu'il a pu être utile. Il tient aussi à adresser ses remerciements aux membres du Secrétariat, aux vice-présidents, aux interprètes comme à tous les autres fonctionnaires qui lui ont apporté leur assistance. Enfin, et ce n'est certes pas le moins important, il tient à remercier les membres de la Commission pour leur collaboration des plus effective et leur travail assidu. Il espère que l'avenir justifiera le travail accompli par la Commission.

La séance est levée à 18 h.30

Le Rapporteur — Le Président

P.A. Panichelli — I.A. Wolverson

NOTE:

Les membres de la Commission qui auraient des observations à présenter au sujet des comptes rendus des

10ème séance (Document N° 323)
11ème séance (Document N° 324)
12ème séance (Document N° 357)
13ème séance (Document N° 379)
14ème séance (Document N° 393)

sont priés de bien vouloir les transmettre au rapporteur.

Annexe: 1

A N N E X E

AMENDEMENT A LA PROPOSITION DU PRESIDENT PRESENTE PAR LA DELEGATION DE CEYLAN

La Commission recommande qu'en attendant que le Conseil d'administration prenne une décision touchant le nombre des postes des classes D2 et D1, le Secrétaire général :

a) ne procède à aucune nomination à un poste de classe D2;

b) ne procède qu'au nombre minimum de nominations à des postes de classe D1 nécessaire à la bonne marche de l'administration.

Les nominations à des postes de classe D1 devront toutefois être faites seulement à titre temporaire.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 394-F
12 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ORDRE DU JOUR

Dix-neuvième séance plénière

Dimanche 13 décembre 1959, 10 heures

1. Quatrième série de textes soumis par la Commission de rédaction (Document N° 370)

2. Approbation du procès-verbal de la 11ème séance plénière (Document N° 318)

3. Approbation du procès-verbal de la 12ème séance plénière (Document N° 365)

4. Approbation du procès-verbal de la 13ème séance plénière (Document N° 351)

5. Lettre du Président de la Conférence administrative des radiocommunications (Document N° 361)

6. Rapport du Président de la Commission H (Document N° 359)

7. Rapport du Président de la Commission H (Document N° 366)

8. Lettre du Président de la Conférence administrative des radiocommunications (Document N° 371)

9. Divers.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 395-F
12 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

Rapport du Secrétaire général par intérim

NOUVEAU BATIMENT DE L'UNION

Pour répondre à la demande de la Commission H, les renseignements relatifs aux questions financières liées au bâtiment de l'Union ont été réunis. La comparaison entre les dépenses actuelles et les dépenses futures prévues à l'époque pour un bâtiment de 6.000 m^2 avait été soumise au Conseil d'administration en 1956 et il n'avait pas paru utile de la reprendre. Ces éléments ne sont d'ailleurs guère comparables. En effet, indépendamment d'une différence considérable dans les surfaces occupées, on ne peut, semble-t-il, comparer le loyer des divers locaux plus ou moins vétustes occupés actuellement par l'Union (dont la Maison des Congrès, construite en matériaux légers pour la durée d'une Conférence en 1931) avec le coût d'un bâtiment moderne, rationnel et bien adapté à ses besoins. On ne peut guère chiffrer non plus le rendement accru des services qui résultera de leur concentration. Quoi qu'il en soit, les chiffres figurant dans les Documents N° 308, 312 et DT 125, sont réunis ci-après :

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

		A Situation actuelle	B Achat	C Location
I.	Surface utile	5.360 m^2 1)	8.435 m^2 2)	8.435 m^2 2)
II.	Loyer ou amortissement	80.000.-	263.400.- 3) (pendant 30 ans)	182.500.- 4)
III.	Chauffage, éclairage	37.000.-	130.000.-	130.000.-
	Nettoyage, assurances, ascenseurs	40.000.-	84.000.-	84.000.-
	Divers et imprévus (réparations, menuiserie, électricité, peinture, etc.)	14.000.-	36.000.-	36.000.-
	Téléphone	21.000.-	65.000.- 5)	65.000.- 5)
	Frais d'entretien du gros-oeuvre		10.000.-	
	Total des rubriques II et III	192.000.-	588.400.- 5)	497.500.- 5)
IV.	Personnel supplémentaire nécessaire		90.000.-	90.000.-
	Total des rubriques II, III et IV	192.000.-	678.400.- 5)	587.500.- 5)
V.	Frais supplémentaires entraînés par les solutions B et C par rapport à la situation actuelle		486.400.- 5) (pendant 30 ans) 223.000.- 5) (ensuite)	395.500.- 5)
VI.	Dépenses non-récurrentes (dépenses hors contrat, frais de déménagement, frais d'installation)		715.000.-	715.000.-

1) Non compris la Salle B

2) Dernier chiffre indiqué par l'Etat de Genève, placards compris.

3) 343.895 frs pendant 20 ans; 295.197 frs pendant 25 ans.

4) Ce chiffre a été communiqué par le Chef du Département des Travaux publics sous réserve de l'accord du Conseil d'Etat qui traitera cette question le 14 décembre. Il résulte d'un calcul effectué dans les mêmes conditions qu'en ce qui concerne l'achat, à savoir : coût du bâtiment 7.500.000.-; subvention 2.500.000.-; capital 5.000.000; loyer constitué par l'intérêt à 3 1/4% de ce capital, soit 162.500; entretien du gros-oeuvre 20.000 frs.

5) Y compris la taxe d'abonnement au central téléphonique, soit environ 30.000 frs par an pendant 10 ans, après lesquels la taxe se réduit aux frais d'entretien.

2. Droit de superficie

Le droit de superficie est une servitude constituant une dérogation au principe selon lequel "la propriété du sol emporte celle du dessus et du dessous". Cette servitude est inscrite au registre foncier. Elle permet à celui qui en jouit d'utiliser le terrain comme bon lui semble. Elle permet également au propriétaire de l'immeuble de le vendre. Toutefois, le contrat en vertu duquel ce droit est concédé peut spécifier que la vente de l'immeuble est subordonnée à un accord sur la destination future du bâtiment. Le contrat devra également spécifier si le droit est concédé pour une période de 99 ans, pour une période plus longue, ou indéfiniment. Ainsi, pratiquement, l'Union pourrait toujours revendre l'immeuble dont elle serait propriétaire.

3. Augmentation de la surface nécessaire à l'Union

Le plan d'aménagement de la Place des Nations ne permet pas d'ajouter un étage ou une aile à l'immeuble. Toutefois, il existe autour de l'immeuble suffisamment de terrain libre et il serait possible de construire un autre bâtiment indépendant du premier mais dans les abords immédiats.

Gerald C. Gross
Secrétaire général par intérim

PAGES BLEUES

F

CONFÉRENCE
DE PLÉNIPOTENTIAIRES
Genève, 1959

Document No 396-F
13 décembre 1959

SÉRIE 7

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

PROTOCOLE FINAL

7-01

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

PAGES BLEUES

II

Pour l'Autriche et l'Italie :

L'Autriche et l'Italie se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles estimeront nécessaires pour assurer leurs intérêts si des Membres ou des Membres associés ne contribuent pas aux dépenses de l'Union sur la base des dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959) et si les réserves d'autres pays peuvent compromettre leurs services de télécommunications.

PAGES BLEUES

III

Pour le Canada:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), le Canada se réserve de ne pas accepter le paragraphe [1] de l'article [1] de ladite Convention. Le Canada reconnaît les obligations du Règlement des radiocommunications, du Règlement télégraphique et, moyennant une réserve, du Règlement additionnel des radiocommunications, tous trois annexés à ladite Convention, mais il n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique.

[1] Insérer ici le numéro du paragraphe et de l'article de la Convention de Genève correspondant au paragraphe 2 (1) de l'Article 12 de la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952).

PAGES BLEUES

IV

Pour la Chine :

La délégation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959, de même qu'à Atlantic City et à Buenos Aires, est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence, et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves soumises à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, faites par des Membres de l'Union et qui sont incompatibles avec la position de la République de Chine exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues. En signant la présente Convention, la République de Chine n'accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention de Genève, ni d'aucun protocole s'y rapportant.

PAGES BLEUES

V

Pour la République de Corée :

En signant la présente Convention au nom de la République de Corée, la délégation de la République de Corée réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de ne pas accepter toute obligation au sujet du Règlement des radiocommunications cité à l'article [1] de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

[1] Article 12 de la Convention de Buenos Aires.

PAGES BLEUES

VI

Pour Cuba :

En signant la présente Convention au nom du Gouvernement de la République de Cuba, la délégation de Cuba fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications cités à l'article 12 de ladite Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

PAGES BLEUES

VII

Pour l'Espagne :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), la délégation de l'Espagne formule les réserves suivantes:

1. La délégation de l'Espagne réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune obligation découlant de la Convention internationale des télécommunications ou du Règlement des radiocommunications pour ce qui a trait aux stations espagnoles qui fonctionnent ou qui peuvent fonctionner dans les bandes 150-255 kHz et 415-1.605 kHz, pour autant que la réglementation concernant ces bandes repose sur les plans adoptés par les Conférences régionales européennes de Copenhague (1948).

2. La délégation de l'Espagne réserve également à son Gouvernement le droit de continuer à utiliser comme par le présent les fréquences actuellement assignées aux stations de navire espagnoles qui fonctionnent ou peuvent fonctionner dans la bande 1.605-2.850 kHz dans la Région 1, pour autant que puissent être conclus des accords satisfaisants avec tous les pays intéressés.

PAGES BLEUES

VIII

Pour la République de l'Inde :

1. La délégation de la République de l'Inde apprécie les travaux effectués par la Conférence de plénipotentiaires, Genève, 1959, pour établir, pour la première fois, le budget unique de 1960 et pour fixer des plafonds budgétaires pour les années suivantes dans le cadre d'un budget unique. Cependant, la délégation de l'Inde est préoccupée de constater l'augmentation très élevée et quelque peu disproportionnée des estimations budgétaires pour les dépenses de l'Union et de ses organismes permanents. Nonobstant les efforts qui ont été déployés pour maintenir les estimations aussi bas que possible, la délégation de l'Inde estime qu'il aurait été possible de faire de plus grandes économies dans les prévisions budgétaires de l'Union sans compromettre son efficacité.

2. En signant les Actes finals de la Conférence internationale des télécommunications, Genève, 1959, la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites au sujet des finances de l'Union par quelque délégation ayant participé à la présente conférence.

3. La délégation de la République de l'Inde déclare que la signature de la Convention par ladite délégation est également sujette à la réserve que la République de l'Inde pourra ou non se trouver en mesure d'accepter certaines dispositions du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique (Genève, 1958) mentionnés à l'article 12 de la Convention.

4. De plus, la délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application des Règlements cités à l'article 12 de la Convention, si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

PAGES BLEUES

IX

Pour la République d'Iraq et le Royaume Hachémite de Jordanie :

En signant la Convention internationale des télécommunications, les délégations de la République d'Iraq et du Royaume Hachémite de Jordanie font la déclaration suivante:

La décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959, d'augmenter le nombre des sièges du Conseil d'administration selon le principe d'une représentation régionale équitable au sein de l'Union n'a pas été mise en application d'une façon légale. L'Iraq et la Jordanie étaient candidats des pays arabes pour la région de l'Asie. La Jordanie, d'après le vote, aurait dû être élue pour représenter cette région au Conseil.

La représentation régionale signifie que chaque région doit être représentée par un certain nombre de membres, comme aux élections parlementaires, et les Membres qui obtiennent le nombre de voix le plus élevé dans leur région doivent être élus.

Les délégations de la République d'Iraq et du Royaume Hachémite de Jordanie considèrent donc l'élection au Conseil d'administration faite par cette conférence comme nulle et non avenue, du fait que les principes exposés ci-dessus n'ont pas été respectés.

PAGES BLEUES

X

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie :

La délégation du Royaume Hachémite de Jordanie déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des décisions résultant d'une augmentation de sa part contributive actuelle aux dépenses de l'Union. Elle déclare en même temps que l'augmentation du nombre des sièges au Conseil d'administration n'a pas été équitablement répartie (nous répétons « pas été équitablement répartie ») parmi les Membres des diverses régions, à la suite de la décision de la Conférence relative à la représentation régionale; l'augmentation du nombre des sièges a été en partie exploitée pour servir certains intérêts politiques étrangers à l'objet et à la mission de l'Union. En conséquence, le Royaume Hachémite de Jordanie ne supportera aucune dépense résultant de l'augmentation du nombre des sièges au Conseil d'administration.

PAGES BLEUES

XI

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie et la République Arabe Unie:

Les délégations du Royaume Hachémite de Jordanie et de la République Arabe Unie déclarent, au nom de leurs Gouvernements, qu'elles n'approuvent pas l'article ... [1] ni l'article ... [2], qui autorisent le Conseil d'administration à conclure au nom de l'Union des accords avec des organisations internationales. Leurs pays ne seront liés par aucun de ces accords qu'ils considéreront comme contraires à leurs intérêts.

---

[1]) Nouveau texte correspondant à l'alinéa 12 b) 1. de l'Article 5 de la Convention de Buenos Aires.

[2]) Nouveau texte correspondant à l'alinéa 1 g) de l'Article 9 de la Convention de Buenos Aires.

PAGES BLEUES

XII

Pour la République des Philippines:

En signant la présente Convention, la République des Philippines déclare formellement qu'elle ne peut, actuellement, accepter d'être liée par les Règlements téléphonique et télégraphique visés au paragraphe [1] de l'article [1] de la dite Convention.

[1]) Insérer ici le numéro du paragraphe et de l'Article de la convention de Genève.

PAGES BLEUES

XIV

Pour l'Union de l'Afrique du Sud et le Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest :

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud et du Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest déclare que la signature de la présente Convention par l'Union de l'Afrique du Sud et le Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest est donnée sous réserve que l'Union de l'Afrique du Sud et le Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest n'acceptent pas d'être liées par le Règlement téléphonique visé à l'article [1] de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959).

---

[1]) Article 12 actuel.

PAGES BLEUES

XV

Pour la République Populaire d'Albanie, la République Populaire de Bulgarie, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Pologne, la République Populaire Roumaine et la République Tchécoslovaque:

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), les délégations des pays suivants: République Populaire d'Albanie, République Populaire de Bulgarie, République Populaire Hongroise, République Populaire de Pologne, République Populaire Roumaine, République Tchécoslovaque, déclarent qu'elles réservent à leurs Gouvernements le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

PAGES BLEUES

XVI

Pour la République Populaire d'Albanie, la République Populaire de Bulgarie, la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Pologne, la République Populaire Roumaine, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et la République Tchécoslovaque:

Les délégations des pays ci-dessus déclarent au nom de leurs Gouvernements respectifs, que la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Genève, 1959, de reconnaître les pouvoirs des représentants de Tchang-Kaï-Chek de participer à la Conférence et de signer ses Actes finals au nom de la Chine, est illégale, car les représentants légitimes de la Chine ne peuvent être que ceux nommés par le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine.

PAGES BLEUES

XVII

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République d'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, Kuwait, le Liban, le Royaume-Uni de Libye, le Royaume du Maroc, la République Arabe Unie, la République du Soudan et la Tunisie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Genève, 1959), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

PAGES BLEUES

XVIII

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine :

En signant la présente Convention, les délégations de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et de la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine déclarent formellement maintenir les réserves relatives au Règlement des radiocommunications que leurs Gouvernements avaient formulées en ratifiant la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952).

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 397-F (CP)
Document N° 865-F (CAR)
12 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

RAPPORT FINAL

DE LA COMMISSION C/3 AUX SEANCES PLENIERES DE LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES ET DE LA CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS

1. La Commission C/3 a tenu sa dernière séance le 9 décembre.

2. A cette séance, la Commission a examiné le Document N° 328 de la Conférence de plénipotentiaires (N° 367 de la Conférence des radiocommunications), dont l'Annexe contenait l'état des dépenses afférentes aux deux conférences à la date du 30 novembre 1959. Cette date était considérée comme la dernière à laquelle il était possible d'établir un état des dépenses qui puisse faire l'objet d'un examen approfondi par la Commission. Une copie de cet état figure en Annexe 1 au présent document.

3. Ledit état montre que les dépenses (effectives et estimées) des deux conférences seront inférieures de 82.450 francs suisses à la somme portée au budget. Une somme de 100.000 francs suisses est prévue en outre au titre des frais divers. Toutefois, cette estimation budgétaire est fondée sur l'hypothèse que les deux conférences prendront fin le 17 décembre. D'après une estimation faite par le Secrétariat général, chaque jour supplémentaire au-delà du 17 décembre entraînera une dépense de l'ordre de 20.000 à 25.000 francs suisses. En conséquence, si la Conférence des radiocommunications poursuit ses travaux jusqu'au 21 décembre, il en résultera une dépense supplémentaire d'environ 100.000 francs suisses, somme qui absorberait la totalité du montant précité, porté au budget sous la rubrique "frais divers". On couvrirait les dépenses afférentes à une prolongation éventuelle de la Conférence au-delà du 21 décembre en les imputant aux excédents budgétaires qui resteraient éventuellement disponibles. Il se peut en effet qu'il y ait de petits excédents des prévisions budgétaires par rapport aux dépenses effectives, sous diverses rubriques du budget, mais il n'est pas possible d'en indiquer l'ampleur à l'heure actuelle.

4. La Commission propose qu'à part les dépenses afférentes aux travaux préparatoires et les autres dépenses non réparties, les dépenses entraînées par les sessions des deux conférences soient supportées à raison d'un tiers par la Conférence de plénipotentiaires et de deux tiers par la Conférence des radiocommunications. Sur cette base, le montant approximatif des dépenses de chacune des deux conférences s'établirait de la manière suivante:

Conférence des radiocommunications	2.826.000 francs suisses
Conférence de plénipotentiaires	1.040.000 francs suisses
	3.866.000 francs suisses

Cette proposition est soumise aux séances plénières des deux conférences, pour leur approbation.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

5. L'Annexe 2 au présent document donne la liste des pays et organisations qui participeront aux dépenses totales des deux conférences.

6. Une autre question sur laquelle les séances plénières des deux conférences devront se prononcer est celle de la quote-part des frais de composition des Actes finals qui devra être imputée aux dépenses des conférences. Le Secrétariat s'est efforcé d'obtenir une estimation ferme de ces frais, mais, vu que, par la force des choses, le travail est effectué par bribes et que l'on insiste constamment, sur son urgence, l'imprimeur n'est pas en mesure de fournir maintenant une estimation ferme des frais. Selon une estimation précédente, les frais d'impression s'établissaient comme suit:

	Composition francs suisses	Impression francs suisses
Plénipotentiaires	20.000	40.000
Radiocommunications	60.000	120.000

Dans des documents précédents des deux conférences, à savoir, le document N° 78 de la Conférence de plénipotentiaires et N° 283 de la Conférence des radiocommunications, les prévisions avaient été établies sur la supposition que des frais de composition seraient supportés pour un tiers par les conférences. Toutefois, vu l'incertitude, dans une certaine mesure, de la situation budgétaire actuelle, la Commission C/3 suggère d'imputer de cette manière le quart seulement des frais effectifs. Il y a un précédent à cette manière de faire: La Conférence T et T l'a adoptée l'année dernière.

7. Une autre question que la Commission C/3 a décidé de soumettre aux deux séances plénières, en vue de toutes mesures qu'elles jugeront nécessaires, est le fait que le coût de la "Liste des participants" aux conférences s'élève actuellement à 15.858 francs suisses. Des membres de la Commission C/3 ont émis l'avis qu'une forme de publication plus simple et moins coûteuse, par exemple une liste ronéotypée, pourrait suffire à l'avenir.

8. La Commission a considéré l'éventualité de faire des suggestions détaillées au sujet de l'organisation de conférences futures, mais elle a décidé que, du fait que les conditions pourront être fort différentes au moment où aura lieu la prochaine conférence, des suggestions faites à l'heure actuelle n'auraient que peu de valeur pratique.

Le Président:
J. B. Darnell

Annexes: 2

ANNEXE 1

DEPENSES AU 30 NOVEMBRE 1959 ET ESTIMATIONS APPROXIMATIVES DES DEPENSES DES CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS, GENEVE, 1959

1. CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS - TRAVAUX PRELIMINAIRES DU SECRETARIAT GENERAL

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959		BUDGET 1958 - 1959	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	TOTAL
Art. I	Dépenses de personnel				
.1	Services administratifs	-	-	-	-
.2	Services linguistiques	-	-	-	-
.3	Services de reproduction	-	-	-	-
.4	Assurance	-	-	-	-
Art. II	Dépenses de locaux et de matériel				
.5	Locaux, mobilier, machines	-	-	-	-
.6	Production des documents	-	-	-	-
.7	Fournitures et frais généraux de bureau .	780,35	780,35	-	780,35
.8	Interprétation simultanée et autres installations techniques	-	-	-	-
.9	Imprévu	-	-	-	-
Art. III	Frais de trésorerie				
.10	Intérêts des sommes avancées	132,30	132,30	12.100.—	12.232,30
Dépenses de caractère exceptionnel					
Art. VI	Travaux préparatoires				
.13	Publication et distribution des rapports (Cahier des propositions).....	328.882,85	412.915.39	-	412.915.39
		329.795,50	413.828.04	12.100.--	425.928,04

2. CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS - TRAVAUX PRELIMINAIRES DE L'I.F.R.B.

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959		BUDGET 1955 - 1959	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	TOTAL	
Art. I	Dépenses de personnel					
.1	Services administratifs	300.899,20	284.537,30	-	284.537,30	*)
.2	Services linguistiques	-	-	-	-	
.3	Services de reproduction	-	-	-	-	
.4	Assurance	30.218,35	37.447,50	-	37.447,50	**)
Art. II	Dépenses de locaux et de matériel					
.5	Locaux, mobilier, machines	-	-	-	-	
.6	Production des documents	-	-	-	-	
.7	Fournitures et frais généraux de bureau					
.8	Interprétation simultanée et autres installations techniques	-	-	-	-	
.9	Imprévu	-	-	-	-	
Art. III	Frais de trésorerie					
.10	Intérêts des sommes avancées	16.286,05	16.286,05	18.300.--	34.586,05	
Dépenses de caractère exceptionnel						
Art. VI	Travaux préparatoires					
.13	Publication et distribution des plans ...	66.781,79	70.602,69	-	70.602,69	
		414.185,39	408.873,54	18.300.--	427.178,54	

*) en 1959 pour 6 mois seulement (janvier à juin), Dès le 1er juillet 1959, voir "Aide pour travaux techniques", Tableau 5
**) dépassement couvert par virement de crédit de la rubrique 1.

1. CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES - TRAVAUX PRELIMINAIRES DU SECRETARIAT GENERAL

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959	BUDGET 1959	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	TOTAL
Art. I Dépenses de personnel				
.1 Services administratifs	-	-	-	-
.2 Services linguistiques	-	-	-	-
.3 Services de reproduction	-	-	-	-
.4 Assurance	-	-	-	-
Art. II Dépenses de locaux et de matériel				
.5 Locaux, mobilier, machines	-	-	-	-
.6 Production des documents	-	-	-	-
.7 Fournitures et frais généraux de bureau.....	-	-	-	-
.8 Interprétation simultanée et autres installations techniques	-	-	-	-
.9 Imprévu	-	-	-	-
Art. III Frais de trésorerie				
.10 Intérêts des sommes avancées	-	-	3.200.—	3.200.—
Dépenses de caractère exceptionnel				
Art. VI Travaux préparatoires				
.13 Publications et distributions des rapports (Cahier des propositions et rapport du Conseil d'administration)	146.300.—	110.385,05	-	110.385.05
	146.300.—	110.385,05	3.200.—	113.585.05

4. CONFERENCE INTERNATIONALE DES TELECOM UNICATIONS — SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959

Articles et rubriques	BUDGET	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p.engagem. futurs év.	TOTAL	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	SOLDE
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Art. 1. DEPENSES DE PERSONNEL								
.1 Services administratifs								
Secrétariat		31.725,25	10.432.--		42.157,25			
Service administratifs		10.956,85	4.550.--		15.506,85			
Service des délégués.....		29.188,70	8.757.--		37.945,70			
Service des documents ...		51.194,35	19.756.--		70,950.35			
Huissiers et messagers ..		39.333,85	13.540.--		52.873,85			
Relations publiques	289.000.--	20.193,65	25.333.--		45.526,65			
Personnel divers		16.885,85	7.680.--		24.565,85			
Frais voyage (recrut.)...		1.911.--	4.580.--		6.491.--			
Heures supplémentaires...		11.257.--	10.000.--		21.257.--			
Compensation frais supl.		246,35	1.000.--		1.246,35			
Divers dépenses		-.--	1.479.15	10.000.--	11.479,15			
	289.000.--	212.892,85	107.107,15	10.000.--	330.000.--	+ 41.000.--		-.--
.2 Services linguistiques								
Sce de l'ordre du jour et interprètes.....		527.788,--	90.700.--		618.488.--*)			
Traducteurs		212.350,60	75.025.--		287.375,60			
Sténodact.et dactylogr.		151.345,65	77.758.--		229.103,65			
Opérateurs techniques ..	1.442.000.--	26.714,90	12,434.--		39.148.90*)			
Frais voyage (recrut.)		17.627,50	8.500.--		26.127,50			
Heures supplémentaires		14.415,10	17.000.--		31.415,10			
Compensat.p.frais.supl.		4.819,25	10.000.--		14.819,25			
Divers dépenses.....		190,65	1.331,35	80.000.--	81.522.--			
	1.442.000.--	955.251,65	292,748,35	80.000.-	1.328.000.--	- 70.000.--	- 44.000.--	

Pour les deux notes, voir la page 10.

4. CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS (suite)

Articles et rubrique	B U D G E T	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p.engagem. futurs év.	T O T A L	Virement de crédits de rubrique à rubrique	Virement de crédits d'article à article	S O L D E
1	2	3	4	5	6	7	8	9
.3 Services de reproduction								
Ronéographie.....		62.733,85	24.174.—		86.907,85			
Dessinateurs.....		9.738,35	2.700.—		12.438,35			
Correcteurs d'épreuve ..	133.750.—	2.609.—	6.633.—		9.242.—			
Frais de voyage		131,60	140.—		271,60			
Heures supplémentaires .		14.855.—	13.000.—		27.855.—			
Compensation p.frais supl.		3.697,86	7.000.—		10.697,86			
Divers (Dépenses)		—.—	587,34	10.000	10.587,34			
	133.750.—	93.765,66	54.234,34	10.000	158.000.—	+ 25.000.—		+ 750.—
.4 Assurances								
Contrib. Caisse d'assur.	18.000.—	6.553,10	1.800.—		8.333,10			
Autres assurances		677,30	12.969,60		13.646,90			
	18.000.—	7.230,40	14.769,60		22.000.—	+ 4.000.—		—.—
Art. II. DEPENSES DE LOCAUX ET DE MATERIEL								
.5 Locaux, mobilier, machines								
Locaux.- loyer		143.317,40	97.910.—		241.227,40*)			
Locaux - aménagement....	265.000.—	34.185,35	5.300.—		39.485,35			
Mobilier		7.239,65	4.000.—		11.239,65			
Machines		14.067,85	18.979,75		33.047,60			
	265.000.—	198.810,25	126.189,75		325.000.—	+ 32.000.—	+ 28.000.—	—.—
.6 Production des documents								
Papier cyclostyle		113.178,90	11.500.—		124.678,90			
Stencils		9.074,05	4.400.—		13.474,05			
Encre et autre matériel.		13.082,55	900.—		13.982,55			
Travaux d'impression ...	250.000.—	31.310,45	6.000.—		37.310,45			
Actes finals C.A.R.....		—.—	140.000.—		140.000.—**)			
Actes finals C.P.		—.—	46.700.—		46.700.—**)			
Divers		3.360.—	14.494,05		17.854,05			
	250.000.—	170.005,95	223.994,05		394.000.—			-144.000.—

Pour les 2 notes, voir la page 10.

4. CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS (Suite)

Articles et rubriques	B U D G E T	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p. engagem. futurs év.	T O T A L	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	S O L D E
1	2	3	4	5	6	7	8	9
.7 Fournitures et frais généraux de bureau								
Fournitures de bureau ...		36.761,75	3.500.—		40.261,75			
Transports locaux		4.987,75	4.000.—		8.987,75			
Transports de matériel ..		4.338,75	6.000.—		10.338,75			
idem-voiture U.I.T.		698,45	5.700.—		6.398,45			
Affranchissements		373,70	500.—		873,70			
Télégrammes	60.000.—	1.068,45	3.000.—		4.068,45			
Téléphones		4.725,95	5.000.—		9.725,95			
Infirmerie		254,25	-.—		254,25			
Divers		7.304,55	6.786,40		14.090,95			
	60.000.—	60.513,60	34.486,40		95.000.—		+ 16.000.—	- 19.000.—
.8 Installation de l'interprétation simultanée et autres installations techniques								
I.I.S. - U.I.T.		7.057,80	80.500.—		87.557,80			
I.I.S. - autres		4.264,30	10.600.—		14.864,30 *			
Divers	140.000.—	1.289,30	4.288,60		5.577,90			
	140.000.—	12.611,40	95.388,60		108.000.—	- 32.000.—		
.9 Imprévu	20.000.—	4.790,50	15.209,50		20.000.—			
Art. III. FRAIS DE TRESORERIE								
.10 Intérêts des sommes avancées	50.000.—	6,15	36.993,85		37.000.—			+ 13.000.—
Budget approuvé par le Conseil d'administration au cours de la 14e session	2.667.750.—							
à reporter :		1.715.878,41	1.001.121,59	100.000.—	2.817.000.—	-.—	-.—	-149.250.—

Pour la note, voir la page 10

4. CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOMMUNICATIONS (suite)

Articles et rubriques	B U D G E T	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p.engagements futurs év.	T O T A L	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	S O L D E
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Report :		1.715.878,41	1.001.121,59	100.000.—	2.817.000.—	—.—	—.—	- 149.250.—
Budget approuvé par le Conseil d'administration au cours de sa 14e session	2.667.750,—							
Montant indiqué par le Secrétaire général par interim au Conseil d'administration comme dépenses supplémentaires éventuelles résultant de l'impression par procédé typographique des Actes finals de la Conférence administr. des radiocommunications et pour l'équipement et l'exploitation d'une 7e salle de réunion pour l'interprétation simultanée	200.000,—							+ 200.000,—
Montant indiqué par le Secrétaire général par interim à la Conférence de plénipot. comme dépenses supplémentaires éventuelles résultant de l'impression par procédé typographique des Actes finals de cette Conférence	31.700,—							+ 31.700,—
	2.899.450,—	1.715.878,41	1.001.121.59	100.000.—	2.817.000.—	—.—	—.—	+ 82.450.—

RÉPARTITION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ENTRE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS ET LA CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

	Total	Conférence administrative des radiocommunications	Conférence de plénipotentiaires
C R E D I T S :			
Budget approuvé par le Conseil d'administration	2.667.750.--		
dont 2/3 à la charge de la C.A.R.		1.778.500.--	
et 1/3 à la charge de la C.P.			889.250.--
Estimation supplémentaires :			
a) équipement d'une 7ème salle de réunion	105.000.--		
dont 2/3 à la charge de la C.A.R.		70.000.--	
et 1/3 à la charge de la C.P.			35.000.--
b) impression des Actes finals de la C.A.R. (une somme de 45.000.-- est comprise dans le budget approuvé par le Conseil d'administration)	95.000.--**)	95.000.--**)	
c) impression des Actes finals de la C.P. (une somme de 15.000.-- est comprise dans le budget approuvé par le Conseil d'administration)	31.700.--**)		31.700.--**)
	2.899.450.--	1.943.500.--	955.950.--
D E P E N S E S :			
Total (selon page 7)	2.817.000.--		
Dépenses à répartir : 2.817.000.--			
./. Actes finals C.A.R./C.P. 186.700.--			
2.630.300.--			
dont 2/3 à la charge de la C.A.R.		1.753.533.--*)	
et 1/3 à la charge de la C.P.			876.767.--*)
Actes finals C.A.R.		140.000.--**)	
Actes finals C.P.			46.700.--**)
	2.817.000.--	1.893.533.--	923.467.--

Notes :

*) y compris les dépenses pour l'utilisation d'une salle de réunion supplémentaire.

**) Dans la supposition que les Conférences prennent à leur charge 1/3 des frais de composition des Actes finals.

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959

5. DEPENSES SPECIALES

Articles et rubriques	B U D G E T	Dépenses au 30.11.1959	Estimation des dépenses	Provision p.engagets futurs év.	T O T A L	Virements de crédits de rubrique à rubrique	Virements de crédits d'article à article	S O L D E
1	2	3	4	5	6	7	8	9
CONFERENCE ADMINISTRATIVE DES RADIOCOMMUNICATIONS								
Aide pour travaux techniques	150.000.—	51.849,80	18.150,20	10.000;—	80.000.—	-.—	-.—	+ 70.000.—
CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES								
Personnel de renfort pour les travaux du Service du personnel et du Service des finances	18.700.—	3.241,90	-.—	-.—	3.241,90	-.—	-.—	+ 15.458,10

RECAPITULATION

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1959

	CONFERENCES INTERNATIONALES DES TELECOM UNICATIONS		Conférence administrative des radiocommunications		Conférence plénipotentiaires	
	Budget	Dépenses et estim. dép.	Budget	Dépenses et est .	Budget	Dépenses et estim. dép.
1. Conférence administrative des radiocommunications-Travaux préliminaires du Secrétariat général (Cahier des propositions)	329.795,50	425.928,04	329.795,50	425.928,04		
2. Conférence administrative des radiocommunications-Travaux préliminaires de l'I.F.R.B. (préparat. de plans et rapports)	414.185,39	427.173,54	414.185,39	427.173,54		
3. Conférence de plénipotentiaires-Travaux préliminaires du Secrétariat général (Cahier des propositions et rapport du Conseil d'administration)	146.300.--	113.565,05			146.300.--	113.565,05
4. Conférences internationales des télécommunications (Voir page 8) Budget Estimations supplémentaires	2.667.750.--) 231.700.--)	2.817.000.--	1.778.500.--) 165.000.--)	1.693.533.--	889.250.--) 66.700.--)	923.467.--
5. Dépenses spéciales: Aide pour travaux techniques	150.000.--	80.000.--	150.000.--	80.000.--		
Personnel de renfort pour les travaux du Service du personnel et du Service des finances	18.700.--	3.241,90			18.700.--	3.241,90
	3.958.430,89	3.866.928,53	2.837.480,89	2.826.634,58	1.120.950.--	1.040.293,95

ANNEXE 2

LISTE DES PARTICIPANTS AUX FRAIS DES CONFERENCES INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS, GENEVE, 1959

I. Membres de l'Union	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	Participants C.P.
Afghanistan	1	1	1
Albanie (République populaire d')	½	½	½
Arabie Saoudite (Royaume de l')	1	1	1
Argentine (République)	25	25	25
Australie (Fédération de l')	20	20	20
Autriche	½	½	½
Belgique	8	8	[illegible]
Biélorussie (Rép. Soc. Sov. de)	3	3	3
Birmanie (Union de)	3	3	3
Bolivie	3	3	3
Brésil	25	25	25
Bulgarie (Rép. populaire de)	1	1	1
Cambodge (Royaume du)	1	1	-
Canada	20	20	20
Ceylan	1	1	1
Chili	3	-	-
Chine	15	15	15
Cité du Vatican (Etat de la)	½	½	½
Colombie (République de)	3	3	3
Congo Belge et Territoire du Ruanda-Urundi	2	2	2
Corée (République de)	1	1	1
Costa Rica	3	3	3
Cuba	2	2	2
Danemark	5	5	5
Dominicaine (République)	3	3	3
El Salvador (République de)	3	3	3
Equateur	1	1	-
Espagne	3	3	3
Etats d'Outre-Mer de la Communauté et Territoires français d'Outre-Mer	20	20	20
Etats-Unis d'Amérique	30	30	30
Ethiopie	1	1	1
Finlande	3	3	3
France	30	30	30
Ghana	½	½	½
Grèce	3	3	3
Guatemala	1	1	1
Guinée (République de)	1	-	1
Haïti (République d')	1	-	-
Honduras (République de)	2	-	-
Hongroise (République populaire)	1	1	1
Inde (République de l')	20	20	20
Indonésie (République d')	10	10	10
Iran	1	1	1

	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	C.P.
Iraq (République de)	1	1	1
Irlande	3	3	3
Islande	½	½	½
Israël (Etat d')	1	1	1
Italie	20	20	20
Japon	25	25	25
Jordanie (Royaume Hachémite de)	1	1	1
Kuwait	1	1	1
Laos (Royaume du)	½	-	½
Liban	½	½	½
Libéria	3	3	3
Libye (Royaume-Uni de)	½	½	½
Luxembourg	½	½	½
Malaisie (Fédération de)	½	½	½
Maroc (Royaume du)	1	1	1
Mexique	8	8	8
Monaco	½	½	½
Népal	½	-	½
Nicaragua	3	3	3
Norvège	5	5	5
Nouvelle-Zélande	5	5	5
Pakistan	15	15	15
Panama	3	-	-
Paraguay	1	1	1
Pays-Bas, (Royaume des)	10	10	10
Pérou	2	2	2
Philippines (République des)	1	1	1
Pologne (République populaire de)	10	10	10
Portugal	8	8	8
Provinces espagnoles d'Afrique	1	-	-
Provinces portugaises d'Outre-Mer	8	8	8
République Arabe Unie	5 + 1	6	6
République fédérale d'Allemagne	20	20	20
République fédérative populaire de Yougoslavie	1	1	1
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine	5	5	5
Rhodesia et Nyasaland (Fédération)	½	-	½
Roumanie (République populaire)	1	1	1
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord	30	30	30
Soudan (République du)	1	1	1
Suède	10	10	10
Suisse (Confédération)	10	10	10
Tchécoslovaquie	8	8	8
Territoires des Etats-Unis d'Amérique	25	25	25
Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord	8	8	8
Thaïlande	5	5	5
Tunisie	1	1	1
Turquie	5	5	5
Union de l'Afrique du Sud et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest	13	13	13

	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	C.P.
Union des Républiques socialistes soviétiques	30	30	30
Uruguay (République orientale de l')	3	3	3
Vénézuéla (République de)	10	10	10
Viêt-Nam (République du)	1	-	1
Yémen	1	-	-

II. Membres associés de l'Union

Afrique occidentale britannique	½	½	-
Afrique orientale britannique	½	½	½
Bermudes-Caraïbes britanniques (Groupe des)	½	-	-
Singapore-Bornéo britannique (Groupe)	½	-	-
Territoire sous tutelle de la Somalie sous Administration italienne	½	-	-
	619		

III. Exploitations privées reconnues

Compagnie générale de télégraphie sans fil	½	
Société Radio-Orient	½	
Compagnie portugaise Radio Marconi	½	
Transradio Espanola S.A.	½	
France Cables et Radio	½	
British Broadcasting Corporation	½	-
Cable and Wireless Limited	1	
Independent TelevisionAuthority	½	
Marconi International Marine Communication Company Limited	½	-

IV. Nations Unies et institutions spécialisées

Organisation des Nations Unies (O.N.U.)	exonéré	exonéré
Organisation consultative intergouvernementale de la Navigation maritime (I.M.C.O.)	exonéré	-
Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.)	exonéré	exonéré
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (U.N.E.S.C.O.)	exonéré	exonéré
Organisation Météorologique Mondiale (O.M.M.)	exonéré	exonéré
Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.)	exonéré	-
Union Postale Universelle (U.P.U.)	-	exonéré

V. Organisations internationales

Union internationale des radioamateurs (I.A.R.U.)	exonéré	-
Comité international Radio-Maritime (C.I.R.M.)	exonéré	-
Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision (O.I.R.T.)	exonéré	-
Committee on Space Research (COSPAR)	½	-
Fédération internationale de navigation (F.I.N.)	exonéré	-
Chambre internationale de navigation	exonéré	-
International Radio Air Safety Association (I.R.A.S.A.)	exonéré	-
Association internationale du transport aérien (I.A.T.A.)	exonéré	-

	Nombre d'unités contributives	Participants C.A.R.	C.P.
Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.)	exonéré	.....	-
Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.)	exonéré	.....	-
Fédération astronautique internationale (F.A.I.)	exonéré	.....	-
Union astronomique internationale	exonéré	.....	-
Union radio scientifique internationale (U.R.S.I.)	exonéré	.....	-
Association internationale des intérêts radio-maritimes	exonéré	.....	-
Organisation internationale de la police criminelle (O.I.P.C.)	exonéré	.....	-
		608 ½	604

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 398-F
13 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

ETAT D'ISRAEL

PROTOCOLE FINAL

Pour l'Etat d'Israël :

La délégation de l'Etat d'Israël ne peut pas accepter les réserves faites par les délégations du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de Kuwait, du Liban, du Royaume Uni de Libye, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie en ce qui concerne Israël, et réserve le droit de son Gouvernement de prendre les mesures appropriées qu'il pourra juger nécessaires pour sauvegarder les intérêts de l'Etat d'Israël dans l'application de la présente Convention et des Règlements qui y sont annexés, dans la mesure où cette application intéresse les Membres susmentionnés.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

F

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

Document N° 399-F
13 décembre 1959

SEANCE PLENIERE

MEXIQUE

Proposition

Recommandation N°.....

Numéro de la proposition

340 SIEGE DE L'UNION

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1959),

considérant :

a) que la question du nouveau bâtiment de l'Union n'a pas été résolue de façon définitive;

b) la situation à Genève en matière de logement pour les fonctionnaires et employés des organisations internationales;

c) que le Secrétaire général des Nations Unies a reconnu que cette situation est grave et qu'il a invité les organisations internationales dont le siège est à Genève - parmi lesquelles l'U.I.T. - à faire une étude et à présenter un rapport sur les solutions qu'il est possible de proposer pour résoudre cette question;

d) qu'il convient d'étudier avec la meilleure bonne volonté toute proposition concrète relative à un nouveau siège de l'Union, qui soit de nature à améliorer la situation du personnel et à diminuer les dépenses de l'Union;

charge

le Conseil d'administration et le Secrétaire général :

1. de faire une étude relative à la situation du siège de l'Union à la lumière du rapport du Secrétaire général des Nations Unies;

2. d'étudier et d'envisager la possibilité de fixer un nouveau siège de l'Union pour le cas où des offres seraient présentées à ce sujet, offres qui seraient portées à la connaissance des Membres et Membres associés de l'Union;

3. d'examiner les rapports relatifs à cette question qui pourraient résulter des études entreprises aux termes des points 1 et 2 ci-dessus et de décider, avec l'accord des Membres et Membres associés, des mesures concrètes qui se révéleraient les plus convenables pour les intérêts de l'Union.

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CONFÉRENCE DE PLÉNIPOTENTIAIRES

GENÈVE, 1959

F

Document N° 400-F
19 décembre 1959

LISTE DES DOCUMENTS PUBLIES

PAR LA CONFERENCE

Nos 351 à 400

N°	Origine	Destination	Titre
351	Séance plénière	Séance plénière	Procès-verbal de la 13ème séance plénière, 7 décembre 1959, 17 heures
352	Commission D	Séance plénière	Lettre du Président de la Commission D au Président de la Conférence
353			Annulé
354	Commission H	Commission H	Compte rendu 13ème séance 4 décembre 1959, 15 heures 05
354 CORR. 1			
355	Etats-Unis d'Amérique	Séance plénière	Protocole final
356	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour 14ème séance plénière (2ème partie), 9 décembre 1959, 9 heures 30
357	Commission G	Commission G	Compte rendu 12ème séance, 1er décembre 1959, 15 heures
358	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour 14ème séance plénière (3ème partie), 9 décembre 1959, 17 heures
359	Commission H	Séance plénière	Questions de principe en rapport avec la fixation d'un plafond des dépenses
360	Secrétariat		Liste d'adresses des participants après la clôture des conférences
361	Présidence	Séance plénière	Lettre du Président de la Conférence administrative des radiocommunications au sujet de la Proposition N° 327 du Mexique (Doc. N° 161)
362	Présidence	Séance plénière	Candidature au poste de Secrétaire général adjoint de l'Union : M. V. Sundaram

ARCHIVES U.I.T. GENÈVE

N°	Origine	Destination	Titre
363	Commission E	Commission E	Compte rendu 10ème séance, 1er décembre 1959, 15 heures
364	Présidence	Séance plénière	Candidature au poste de Secrétaire général de l'Union M. C.A. McFarlane
365	Séance plénière	Séance plénière	Procès-verbal de la 12ème séance plénière, 5 décembre 1959, 15 heures 20
366	Commission H	Séance plénière	Question de principe en rapport avec la fixation d'un plafond des dépenses
367	Commission H	Commission H	Compte rendu 14ème séance, 7 décembre 1959, 9 heures 30
368	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour 15ème séance plénière, 10 décembre 1959, 11 heures
369	Fédération de Malaisie	Commission E	Projet de résolution amélioration des télécommunications en Asie et en Extrême-Orient
370	Commission I	Assemblée plénière	Textes soumis à l'approbation de l'Assemblée plénière - Bleus,4ème série
371	Présidence	Séance plénière	Lettre du Président de la Conférence administrative au sujet du Secrétariat spécialisé de l'I.F.R.B.
372	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour 16ème séance plénière, 10 décembre 1959, 15 heures
373	Présidence	Séance plénière	Les télécommunications et l'utilisation à des fins pacifiques des véhicules de l'espace extra-atmosphérique
374	Commission H	Commission H	Compte rendu 15ème séance, 8 décembre 1959, 9 heures 30
375	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour 17ème séance plénière, 11 décembre 1959, 11 heures

N°	Origine	Destination	Titre
376	Commission I	Assemblée plénière	Textes soumis à l'approbation de l'Assemblée plénière. Bleus, 5ème série
377	Conférence administrative des radiocommunications	Commission H	Projet de recommandation relative aux directives à suivre dans l'avenir pour l'utilisation des bandes de fréquences comprises entre 4 et 27,5 MHz
378	Commission E	Commission I	Quatrième rapport de la Commission E
379	Commission G	Commission G	Compte rendu - 13ème séance - 3 décembre 1959, 9 h.30
380	Séance plénière	Séance plénière	Procès-verbal de la 14ème séance plénière - Election de Secrétaire général de l'Union
381	Présidence	Séance plénière	Demandes d'insertion de textes dans le Protocole final
382	Secrétariat général	Commission H	Demande de reclassement pour contribution à l'Union (Vénézuéla)
383	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour - 18ème séance plénière - 12 décembre 1959, 15 heures
384	Commission C	Commission C	Compte rendu - 5ème séance - 9 décembre 1959, à 15 h.
385	Commission H	Commission H	Compte rendu - 16ème séance - 10 décembre 1959, 15 heures
386	Secrétariat	Séance plénière	Composition du nouveau Comité international d'enregistrement des fréquences
387	Séance plénière	Assemblée plénière	Textes en deuxième lecture - Roses, Série A
388	Commission B	Séance plénière	Deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs
389	Commission I	Assemblée plénière	Textes soumis à l'approbation de l'Assemblée plénière - Bleus, 6ème série

N°	Origine	Destination	Titre
390	Commission H	Séance plénière	Rapport final de la Commission H lère partie
391	Commission H	Commission H	Compte rendu - 17ème et dernière séance - 12 décembre 1959, 9h.30.
392	Commission H	Séance plénière	Rapport final de la Commission H (2ème partie)
393	Commission G	Commission G	Compte rendu - 14ème et dernière séance, 4 décembre 1959, 15 h.
394	Présidence	Séance plénière	Ordre du jour - 19ème séance plénière, 13 décembre 1959, 10 h.
395	Secrétariat général	Séance plénière	Nouveau bâtiment de l'Union.
396	Commission I	Assemblée plénière	Textes soumis à l'approbation de l'Assemblée plénière - bleus, 7ème série.
397	Commission C	Séance plénière	Rapport final de la Commission C3
398	Etat d'Israël	Séance plénière	Protocole final
399	Mexique	Séance plénière	Proposition N° 340 : Recommandations concernant le siège de l'Union.
400	Secrétariat		Liste des documents publiés pour la Conférence, N°s 351 à 400.